

# RAPPORT AGRICOLE 2022



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie,  
de la formation et de la recherche DEFR  
Office fédéral de l'agriculture OFAG

L'HOMME



## Introduction

### La structure du suivi

« Elle [la Confédération] effectue un suivi de la situation économique, écologique et sociale de l'agriculture et des prestations d'intérêt public fournies par l'agriculture. », comme le dispose l'art. 185 de la loi sur l'agriculture (LAgr). L'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) a donc non seulement pour mandat de conduire des analyses économiques et écologiques, mais aussi de mener des études sur la situation sociale, c'est-à-dire la situation **des hommes et des femmes** qui font l'agriculture, et de diffuser les résultats de ces travaux.

Leur publication répond à une structure qui intègre les domaines suivants. Dans le rapport agricole, les articles correspondants sont classés dans les sous-rubriques intitulées « Famille paysanne » et « Société ».

### Structure du suivi de la situation sociale dans l'agriculture

Articles du Rapport agricole 2022		
Domaines	« Famille paysanne »	« Société »
Enquêtes ou études réalisées sur mandat de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG)	Les femmes dans l'agriculture	Enquête UNIVOX sur l'agriculture
Évaluations spécifiques d'enquêtes nationales conduites par la Confédération	Conditions de travail et de vie Assurances et prestations sociales	
Projets financés ou soutenus par l'OFAG	La transition numérique, source de stress ? Renforcer les compétences systémiques de vulgarisation Vue d'ensemble des projets en cours ou achevés de l'année sous revue	

La Confédération apporte son soutien aux exploitations agricoles, comme le prévoit l'art. 104 de la Constitution fédérale. Ces exploitations, en l'occurrence les familles paysannes, confèrent à notre agriculture son identité. On entend par « familles paysannes » tant des couples avec ou sans enfants que des personnes seules. Leurs membres accomplissent des tâches aussi nombreuses que variées, mais ils sont unanimes sur un point : ce sont l'indépendance et le travail au grand air au contact des animaux qui comptent le plus à leurs yeux. Vie privée et vie professionnelle s'articulent autour de la ferme. La présente section du rapport concerne donc la situation des **familles paysannes** et comprend les articles suivants :

- Le premier expose les principaux enseignements de l'étude nationale de l'Office fédéral de l'agriculture intitulée « Les femmes dans l'agriculture ».
- L'Enquête suisse sur la population active de l'Office fédéral de la statistique fournit des données sur les conditions de travail et de vie de la population agricole.
- Des évaluations spécifiques de l'Office fédéral de la statistique et de l'Office fédéral des assurances sociales indiquent, elles, le montant que perçoivent les familles paysannes au titre des assurances sociales et des aides sociales.
- Une cheffe de projet d'Agroscope explique les intéressantes conclusions de l'étude « La transition numérique, source de stress ? ».

## L'HOMME &gt; INTRODUCTION



- Une cheffe de projet à la Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires (HALF) explique, quant à elle, comment les centres de conseil répondent aux problématiques psychosociales.
- Pour être exhaustif, il est ensuite fait mention des projets consacrés aux familles paysannes qui ont été soutenus financièrement par l'Office fédéral de l'agriculture en 2021.

La population a nombre d'attentes diverses et variées à l'égard de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire. Elle souhaite des denrées alimentaires de grande qualité, s'inquiète de la sécurité de l'approvisionnement, est désireuse de diversité paysagère, aspire à une moindre pression sur l'environnement et entend que les animaux soient bien traités. Cette section du rapport s'intéresse par conséquent aussi au point de vue de la **société**, illustré par les deux articles ci-après :

- Sous le nom « Opinions de la population sur l'agriculture suisse », l'article présente les conclusions intéressantes des interviews menées par le gfs-zürich dans le cadre de cette enquête d'UNIVOX sur l'agriculture.





## Les femmes dans l'agriculture en 2022

Depuis plus de 20 ans, l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) effectue un monitoring de la situation sociale des familles paysannes. L'analyse de la situation et du rôle des femmes y occupe une place centrale. L'étude intitulée « Les femmes dans l'agriculture en 2022 » a questionné la situation et le rôle des femmes pour la troisième fois à dix ans d'intervalle, après les enquêtes de 2002 et 2012. Et ses résultats l'indiquent : le rôle des femmes dans l'agriculture est en pleine mutation.

L'étude « Les femmes dans l'agriculture en 2022 » montre, sur la base d'un sondage mené en ligne auprès de 778 femmes dans toutes les régions du pays et de quatre discussions de groupe, comment la situation des femmes dans l'agriculture a évolué au cours des deux dernières décennies.



Comme par le passé, les femmes interrogées se voient le plus souvent dans les rôles de femme au foyer, de mère et de paysanne. Il ressort des discussions de groupe que les images traditionnelles du rôle de la femme continuent d'exercer une influence. Mais en même temps, des facteurs tels que l'emploi hors de l'entreprise agricole, la mécanisation de l'exploitation et l'amélioration de la formation des femmes entraînent des changements dans l'image de soi et des rôles.

L'évolution de la société vers plus d'égalité ainsi que des offres de formation et d'information plus facilement accessibles favorisent, aux yeux des participantes aux discussions, la prise en charge du rôle de cheffe d'exploitation. En revanche, elles considèrent la grossesse et la maternité comme des obstacles importants.

### L'importance économique des femmes pour les exploitations augmente

Presque toutes les femmes travaillent dans l'exploitation. Les jeunes femmes, en particulier, assument de plus en plus de fonctions dirigeantes et contribuent ainsi largement au revenu de l'exploitation. Dans le cadre de l'enquête en ligne, la moitié des femmes interrogées les plus jeunes (jusqu'à 35 ans) déclarent réaliser plus de 50 % du revenu de l'entreprise dans leur domaine de responsabilité.

La part des femmes qui se désignent comme l'unique cheffe d'exploitation est passée de 5 à 9 % depuis la dernière enquête, qui a eu lieu en 2012. Plus des deux tiers indiquent diriger l'exploitation conjointement avec leur partenaire.

55 % de toutes les femmes interrogées perçoivent un salaire ou un revenu pour leur travail au sein de l'exploitation. Un bon tiers des participantes à l'enquête en ligne indiquent être propriétaires ou copropriétaires de l'exploitation dans laquelle elles vivent.

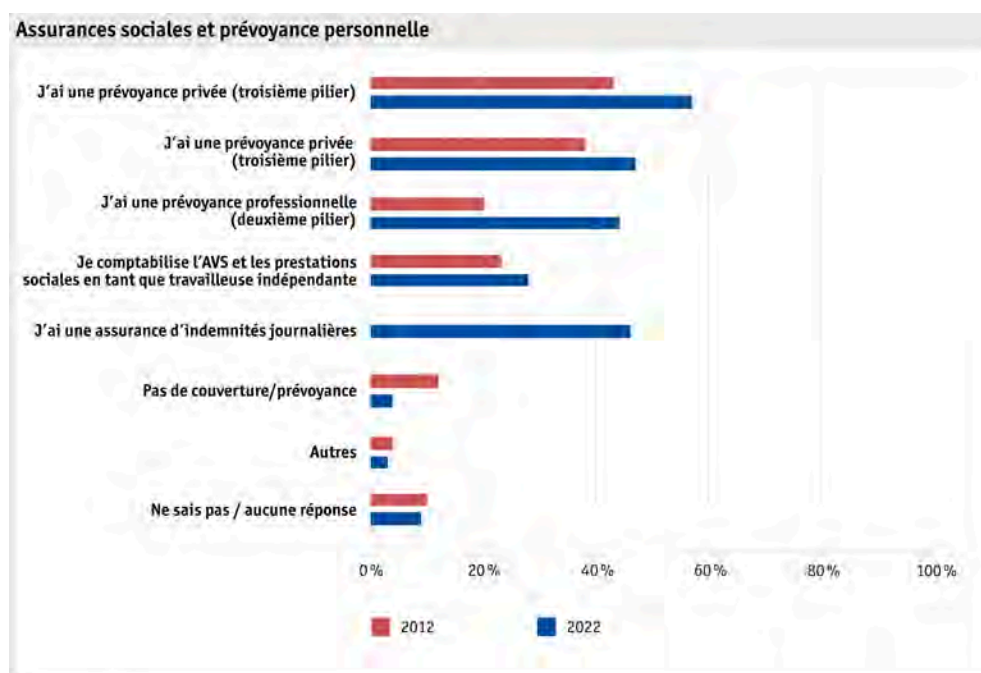
L'HOMME > FAMILLE PAYSANNE



La proportion de femmes exerçant une activité en dehors de l'exploitation est passée à 53 % et le nombre d'heures hebdomadaires travaillées à l'extérieur est également en hausse. Les principales raisons de l'activité en dehors de l'exploitation sont le souhait d'entrer en contact avec d'autres personnes, la volonté gagner son propre argent et la nécessité de contribuer aux revenus du ménage.

**La protection sociale s'est nettement améliorée**

Selon les résultats de l'enquête en ligne, la proportion de femmes ne disposant pas de leur propre couverture sociale et de prévoyance est passée de 12 à 4 % au cours des dix dernières années. Les jeunes femmes ont plus souvent que leurs groupes de comparaison un 3<sup>e</sup> pilier et une assurance d'indemnités journalières, et elles paient plus souvent leurs cotisations d'assurances sociales en tant qu'indépendantes.



Source : gfs-zürich

Les discussions de groupe ont montré que le conseil, les campagnes de sensibilisation, la formation et le perfectionnement ainsi que les activités en dehors de l'exploitation ont contribué à cette évolution.

**Les femmes ont une vision optimiste de l'avenir**

En 2022, le volume de travail a augmenté pour la plupart des activités par rapport à l'étude de 2012. Néanmoins, dans l'enquête en ligne, les femmes déclarent avoir suffisamment de temps pour la vie de famille et pour elles-mêmes. La majorité des personnes interrogées perçoivent la numérisation comme une source de simplification.

La grande majorité des femmes (72 %) sont satisfaites de leur vie. Elles sont confiantes quant à leur avenir personnel et à l'avenir de leur entreprise. Elles sont un peu moins confiantes en ce qui concerne l'avenir de l'agriculture.

Leurs préoccupations principales sont la politique agricole, l'image de l'agriculture, qu'elles considèrent comme mauvaise, ainsi que la charge de travail. Dans l'ensemble, la représentation qu'elles se font de l'avenir a toutefois évolué positivement au cours des vingt dernières

L'HOMME > FAMILLE PAYSANNE



années : cela vaut pour leur avenir personnel comme pour l'avenir de l'exploitation et celui de l'agriculture.



## Conditions de travail dans l'agriculture

**Les résultats de l'Enquête suisse sur la population active pour 2019, 2020 et 2021 montrent que la plus grande différence entre les femmes et les hommes travaillant dans l'agriculture et les groupes de référence concerne les vacances. De nettes différences existent aussi entre les sexes en ce qui concerne le temps de travail et la formation.**

L'Enquête suisse sur la population active (ESPA) est l'un des sondages les plus importants réalisés par l'Office fédéral de la statistique (OFS) : lors de cette enquête par échantillonnage, plus de 100 000 personnes répondent chaque année à de nombreuses questions en rapport avec leur travail.

» [Fiche signalétique sur l'Enquête suisse sur la population active \(ESPA\)](#)



### Qui est comparé avec qui ?

Les femmes et les hommes exerçant une activité indépendante dans l'agriculture (ce groupe comprend également les membres de la famille travaillant dans l'exploitation) sont comparés aux autres femmes et hommes exerçant une activité indépendante. D'une part avec les actifs de la catégorie des « artisans », par exemple les menuisiers ou les boulangers, d'autre part avec ceux de la catégorie « autres indépendants », soit toutes les autres professions comme les médecins, les avocats ou les coiffeurs. Quant aux employés, l'enquête compare ceux de la catégorie « employés agricoles » à ceux de la catégorie « autres employés ». Le nombre cumulé de personnes interrogées en 2019, en 2020 et en 2021 est indiqué ci-dessous :

- Agriculteurs et paysannes (1 225 hommes et 643 femmes) ;
- Artisans du secteur secondaire (1 134 hommes et 113 femmes) ;
- Autres indépendants (8 772 hommes et 7 166 femmes) ;
- Employés agricoles (114 hommes et 77 femmes) ;

L'HOMME > FAMILLE PAYSANNE



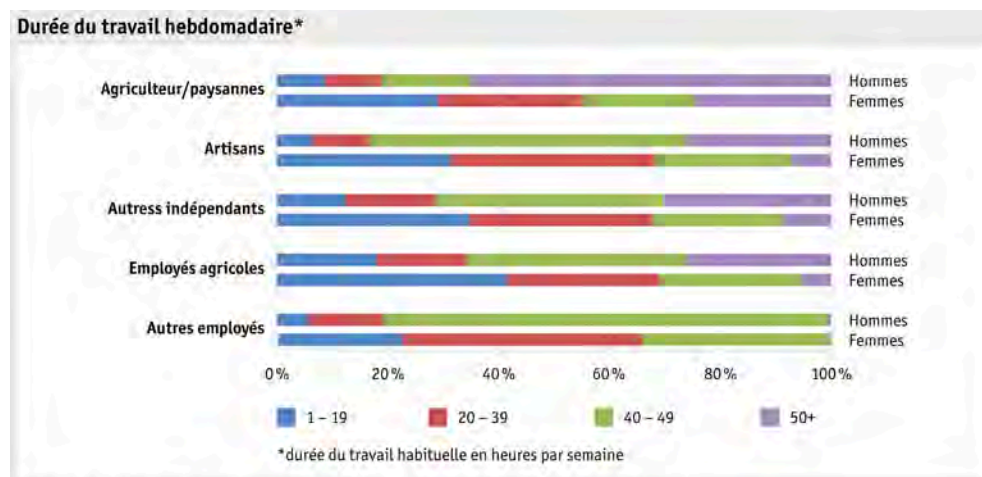
- Autres employés (51 222 hommes et 51 893 femmes).

Dans le cas des employés agricoles, les échantillons sont de taille très réduite. Par conséquent, les données ne sont que partiellement fiables statistiquement.

**Combien de temps les paysannes et les agriculteurs travaillent-ils ?**

Au cours de la période sous revue, deux tiers des agriculteurs et un quart des paysannes travaillaient 50 heures ou plus par semaine. Le temps de travail hebdomadaire moyen allait de 35 heures (pour les paysannes) à 54 heures (pour les agriculteurs). Chez les artisans, il était de 42 heures pour les hommes et 28 heures pour les femmes.

**Note :** Seules les heures de l'activité lucrative principale ont été prises en compte pour le temps de travail hebdomadaire (« heures normales de travail » en cas de pluralité d'activités) – les tâches ménagères n'ont pas été comptabilisées.



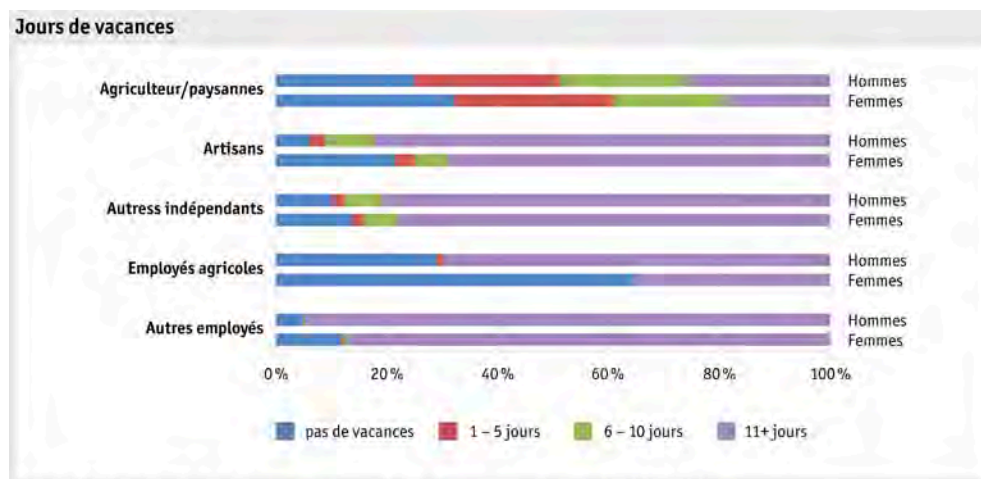
Source : OFS, Enquête suisse sur la population active (ESPA), données annuelles cumulées 2019 - 2021

**Quid des vacances ?**

En moyenne, les agriculteurs interrogés prenaient neuf jours de vacances par an et les paysannes en prenaient sept. Par rapport aux autres groupes interrogés, c'est très peu (artisans : 21 jours ; artisanes : 17 jours). Les familles paysannes, en particulier celles qui détiennent des animaux d'élevage, ont, à la différence des autres indépendants, des difficultés à quitter temporairement l'exploitation. 24 % des agriculteurs et même 30 % des paysannes n'ont pas eu de vacances du tout.



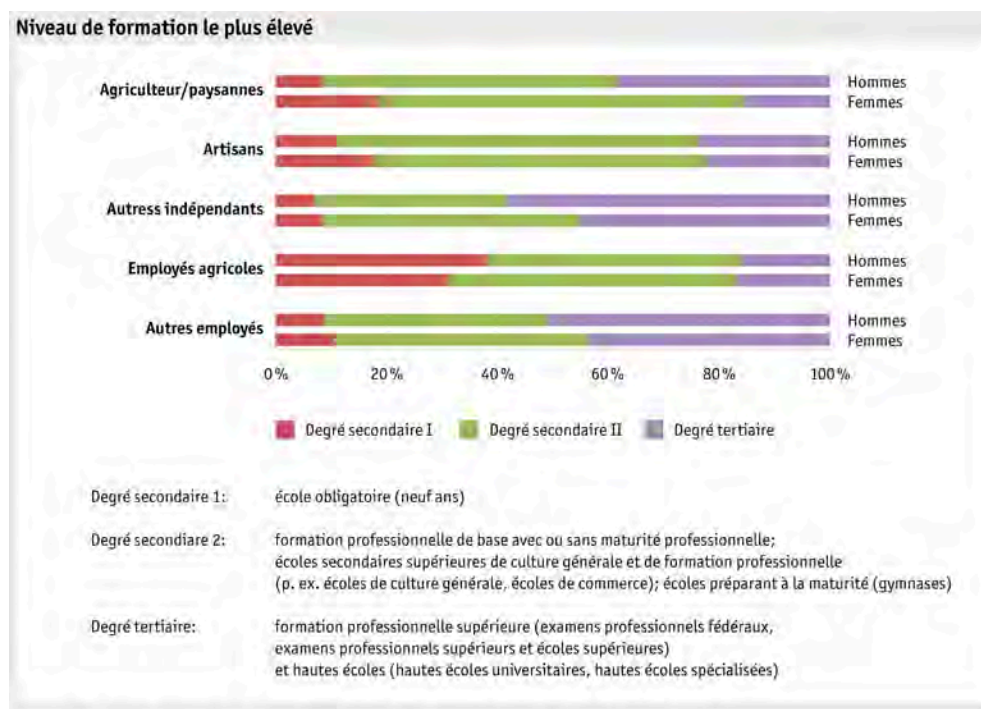
L'HOMME > FAMILLE PAYSANNE



Source : OFS, Enquête suisse sur la population active (ESPA), données annuelles cumulées 2019 - 2021

Les agriculteurs et les paysannes sont-ils bien formés ?

De manière générale, les femmes ont moins de diplômes de formation supérieure que les hommes ; c'est aussi le cas dans l'agriculture. Parmi les paysannes interrogées, en moyenne plutôt âgées, 15 % ont suivi une formation professionnelle supérieure. Elles sont deux fois plus nombreuses (30 %) en ce qui concerne les paysannes âgées de 25 à 39 ans. Relevons que les agriculteurs (38 %) sont plus nombreux que les artisans (23 %) à avoir suivi une formation professionnelle supérieure.



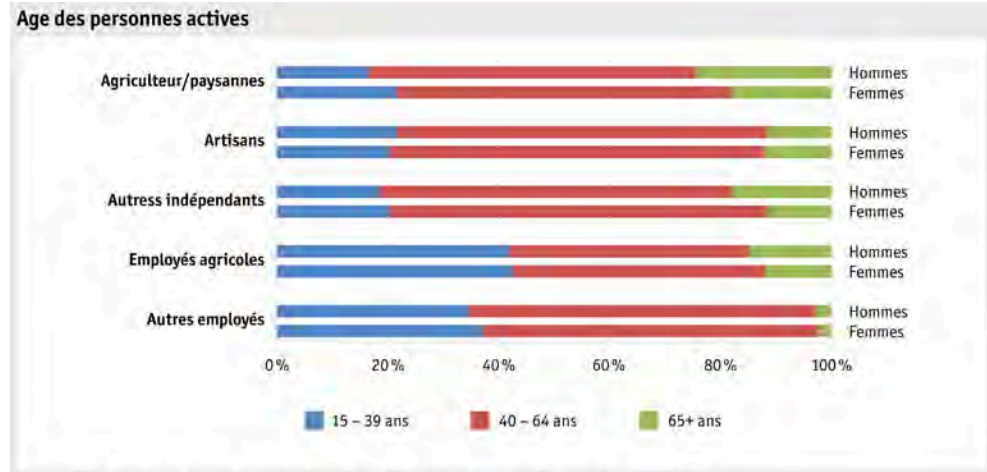
Source : OFS, Enquête suisse sur la population active (ESPA), données annuelles cumulées 2019 - 2021

Quel âge ont les agriculteurs et les paysannes ?

L'HOMME > FAMILLE PAYSANNE



En moyenne, les agriculteurs et les paysannes interrogés avaient environ 52 ans, c'est-à-dire qu'ils étaient un peu plus âgés que les deux autres groupes d'indépendants. Les employés, en revanche, avaient en moyenne une dizaine d'années de moins.



Source: OFS, Enquête suisse sur la population active (ESPA), données annuelles cumulées 2019 - 2021

Des évaluations antérieures des conditions de travail figurent également dans les Rapports agricoles de 2007 et de 2011, puis dans chaque Rapport agricole à partir de 2015.

Rapport Agricole 2021 – Conditions de travail et de vie



## Assurances et prestations sociales

**Les assurances sociales offrent aux personnes une protection contre les risques dont elles ne pourraient pas assumer seules les conséquences financières ou permettent la compensation de charges par le versement de prestations sociales. Dans l'agriculture, c'est le cas des allocations familiales, qui représentaient encore 90 millions de francs lors de l'année sous revue, bien que ce montant décroisse depuis des années.**

» [Assurances sociales](#)

Parmi toutes les assurances et prestations sociales existantes, seules les allocations familiales dans l'agriculture, l'aide sociale et l'assurance-vieillesse et survivants (AVS) peuvent être répertoriées selon la catégorie professionnelle.



Source : Adobe Stock

### Les allocations familiales

Les allocations familiales sont, avec les allègements fiscaux, le principal moyen de compenser partiellement les charges financières que constituent, pour les familles, la naissance et l'éducation des enfants.

- » [Allocations familiales dans l'agriculture en 2020 \(explications générales\)](#)
- » [Allocations familiales dans l'agriculture en 2020 \(rapport de l'OFAS ; uniquement en allemand\)](#)

### Montants mensuels des allocations familiales dans l'agriculture

L'HOMME > FAMILLE PAYSANNE



Type d'allocation familiale	Montant
	Fr.
Allocation pour enfant <sup>1</sup> (de moins de 16 ans)	200
Allocation de formation professionnelle <sup>1</sup> (enfants de 16 à 25 ans)	250
Allocation de ménage pour les employés agricoles	100

<sup>1</sup>Dans les régions de montagne : les montants sont majorés de 20 francs. Source : Office fédéral des assurances sociales (OFAS)

Le montant des allocations pour enfant et des allocations de formation professionnelle dans le secteur agricole correspond au montant minimal du régime général des allocations familiales. Il n'y a que dans les régions de montagne où ces montants sont majorés de 20 francs afin d'aider financièrement les paysans de montagne ayant des familles nombreuses et exposés à une situation économique précaire.

**Allocations familiales perçues en 2021 dans l'agriculture au sens de la LFA\***

	Bénéficiaires	Allocations annuelles	Allocations moyennes (par an)
	Nombre	Millions de francs	Fr.
Personnes salariées dans une exploitation agricole	8 350		
Allocations pour enfant	8 084	14,638	1 811
Allocations de formation professionnelle	2 433	5,375	2 209
Allocations de ménage	7 817	7,978	1 021
Agriculteurs et agricultrices	11 349		
Allocations pour enfant	18 596	44,620	2 292
Allocations de formation professionnelle	7 673	19,555	2 549
<b>Total</b>	<b>20 061</b>	<b>90,165</b>	

\* LFA : Loi fédérale sur les allocations familiales dans l'agriculture Exploitants d'alpages et pêcheurs professionnels inclus Il n'est versé qu'une allocation par enfant. Source : Office fédéral des assurances sociales (OFAS)

Le montant total des allocations familiales versées dans l'agriculture est en recul ces dernières années, ce qui s'explique par la diminution du nombre des exploitations agricoles et une modification législative qui a eu pour conséquence que de plus en plus de familles paysannes touchent les allocations familiales générales, et non celles relevant du régime de l'agriculture : en 2009, les allocations familiales octroyées dans le secteur agricole s'élevaient à 150 millions de francs, alors qu'elles n'étaient plus que de 90 millions en 2021.

**Aide sociale**

L'HOMME > FAMILLE PAYSANNE



Toute personne établie en Suisse a droit à de l'aide si elle est en situation de détresse. L'application de ce principe et les organes chargés de son exécution revêtent des formes différentes selon les cantons et les communes.

» Aide sociale

L'évaluation spécifique de la statistique des bénéficiaires de l'aide sociale élaborée par l'OFS recense les dossiers qui répondent aux critères suivants : lors du dépôt de sa requête, la personne travaillait dans le secteur agricole et continue à le faire.

**Personnes actives dans l'agriculture, bénéficiaires de l'aide sociale en 2020<sup>1</sup>**

	Dossiers	Personnes assistées (adultes et enfants)
	Nombre	Nombre
Indépendants	46	65
Employés ayant une activité régulière	233	440
Autres actifs du ménage	314	541
Actifs résidant en permanence en établissement ou dans des structures d'hébergement particulières	19	23
<b>Totalité des actifs</b>	<b>612</b>	<b>1 069</b>

<sup>1</sup> Évaluation spécifique : dossiers des personnes actives dans l'agriculture bénéficiant de l'aide sociale, en fonction de leur situation professionnelle. Les données sur le secteur « Agriculture » qui figurent dans la statistique des bénéficiaires de l'aide sociale manquent de précision (forte proportion de valeurs non disponibles). Les chiffres présentés ici doivent être considérés comme une valeur indicative. Univers statistique : personnes figurant dans des dossiers (cas) où la personne ayant déposé la demande travaille dans l'agriculture (sylviculture et pêche comprises) et a entre 15 et 64 ans. Source : Office fédéral de la statistique (OFS) ; les résultats de la statistique des bénéficiaires de l'aide sociale reposent depuis 2009 sur une enquête exhaustive dans tous les cantons.

En 2020, 612 dossiers ont été ouverts dans l'agriculture et l'aide sociale a été accordée à 1069 bénéficiaires (contre 490 dossiers et 945 personnes en 2013, année de la première évaluation spécifique). Ces chiffres doivent être considérés comme une valeur indicative au vu de la forte proportion de données non disponibles dans le secteur « Agriculture ».

Le coût annuel de l'aide sociale, rapporté au nombre de bénéficiaires, se monte à environ 10 300 francs (moyenne tous bénéficiaires confondus). Les dépenses pour l'aide sociale dans le secteur agricole s'établissent donc approximativement à 11 millions de francs par an.

**Assurance-vieillesse et survivants (AVS)**

L'AVS contribue à couvrir les moyens d'existence minimaux suite à la perte du revenu de l'activité lucrative. Les chiffres ci-dessous ne se rapportent pas aux rentes AVS, mais aux revenus soumis à l'AVS, c'est-à-dire à une des bases de calcul des rentes.

» AVS

La dernière statistique concernant les revenus AVS déterminants date de 2018. Elle porte sur 5,8 millions de personnes exerçant une activité salariée ou indépendante ou n'exerçant pas d'activité lucrative.



L'HOMME > FAMILLE PAYSANNE



Sur les quelque 5,2 millions de personnes exerçant une activité lucrative, 48 100 personnes, hommes ou femmes, ont une activité indépendante dans l'agriculture. Pour trois quarts des 31 400 agriculteurs et des 4900 agricultrices ou paysannes, le revenu AVS découlant de l'activité agricole est le plus important, qu'ils exercent ou non une autre activité lucrative. La moitié d'entre eux tirent aussi un revenu d'une activité hors de l'agriculture.

**Revenu annuel soumis à l'AVS des indépendants du secteur agricole en 2018 (personnes âgées de 18 à 63/64 ans)**

Revenu AVS 2018	Nombre	Total du revenu AVS moyen (moyenne arithmétique)	Part réalisée dans l'agriculture	Part réalisée dans une autre activité lucrative <sup>3</sup>	Âge moyen
		Fr.	Fr.	Fr.	Ans
Hommes	42 400	77 200	57 400	19 800	48,6
Femmes	6 300	43 600	31 300	12 300	48,8
<b>Total ou valeur moyenne (arrondie)</b>	<b>48 400</b>	<b>72 900</b>	<b>54 000</b>	<b>18 900</b>	<b>48,6</b>

<sup>1</sup> Évaluation spécifique<sup>2</sup> Les personnes exerçant une activité lucrative l'année où elles atteignent l'âge AVS (64 ou 65 ans) et après l'âge AVS (65 ans et plus ou 66 ans et plus) ne sont pas prises en compte. Personnes sans autre activité lucrative : la valeur moyenne est alors calculée avec un montant nul (0 franc). Sources : comptes individuels de l'AVS, Centrale de compensation (CdC) – Office fédéral des assurances sociales (OFAS) ; état avril 2022

En 2018, 6400 femmes exerçaient une activité lucrative indépendante dans l'agriculture (contre 3400 en 2000) : le revenu annuel qu'elles tirent de cette activité a plus que doublé depuis l'an 2000, passant de 16 400 francs à 34 100 francs par an.

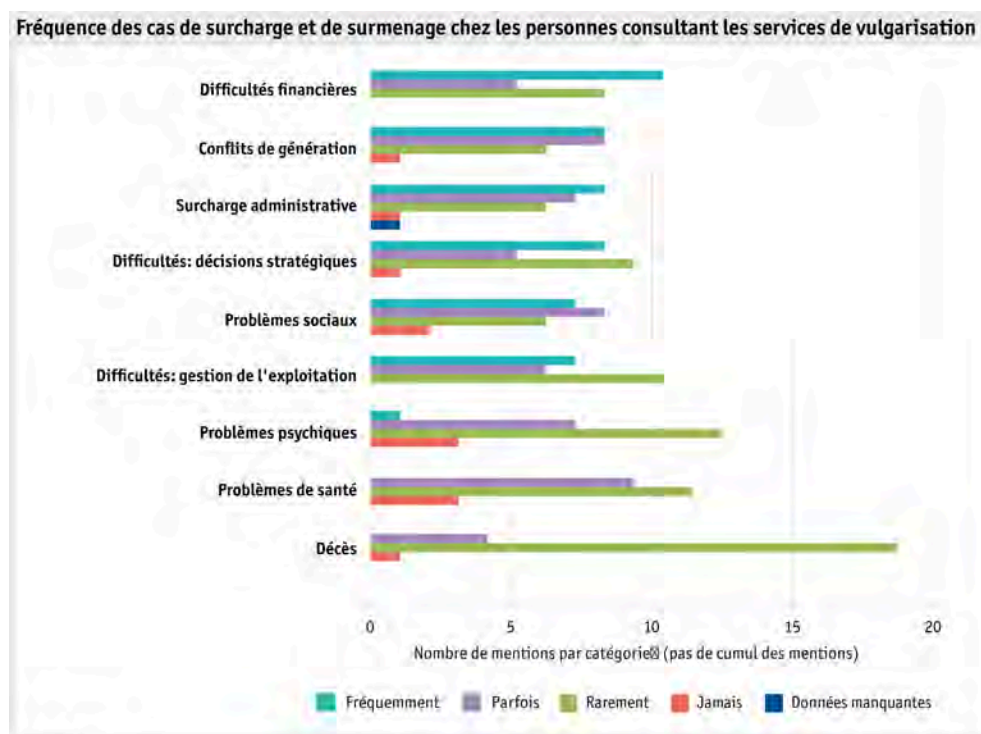


## Développer le conseil systémique

**En raison du nombre croissant de familles paysannes en crise, les services de vulgarisation agricole sont de plus en plus souvent confrontés à des problèmes d'ordre psychosocial. La question se pose dès lors de savoir dans quelle mesure les conseillers sont capables d'identifier ce type de problématique, d'aborder de manière adéquate ces situations délicates, de traiter eux-mêmes ces problèmes ou d'orienter les familles en détresse vers des solutions adaptées.**

Pour évaluer la situation sur le terrain, un sondage a été réalisé dans toute la Suisse auprès des responsables de services cantonaux de vulgarisation (23 personnes dans 22 cantons) et trois programmes spécifiques de cantons pilotes ont été passés au crible : « Coaching » (Berne), « Cellule AED » (Fribourg) et « Sentinelle Vaud – Promotion de la Vie » (Vaud). Ces programmes ont été mis au point par les cantons pilotes pour apporter une aide aux personnes qui sollicitent des conseils pour des questions psychosociales. L'étude a été réalisée à l'aide d'interviews de responsables de programmes, de vulgarisateurs et de personnes ayant besoin d'être conseillées.

Les responsables ont répondu à un questionnaire semi-structuré, dont il est ressorti que les services cantonaux de vulgarisation étaient également amenés, lors de l'évaluation de la situation, à traiter des questions d'ordre psychosocial ou liées à la santé, dont il n'avait pas été question au moment de fixer le rendez-vous.



Fréquence à laquelle des cas de surcharge de travail et de surmenage ont été observés chez les personnes sollicitant des conseils (N=23) Seulement une réponse possible par institution et catégorie Source : HAFL

Les responsables estiment qu'il est extrêmement difficile pour leurs conseillers de déceler des symptômes psychosociaux chez les personnes qui les consultent. Alors que les grands services cantonaux de vulgarisation sont en mesure de proposer des solutions spécifiques pour aider

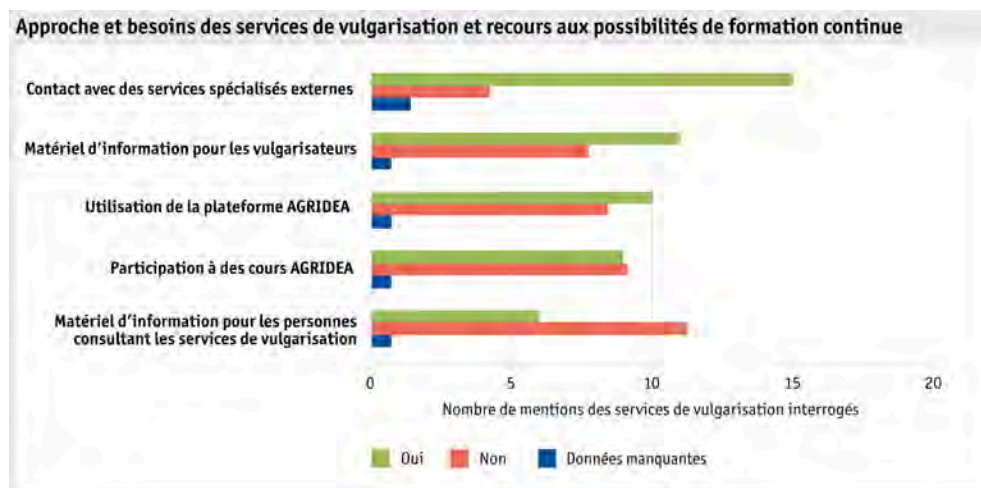
L'HOMME > FAMILLE PAYSANNE



ces familles, les services de taille plus petite ne disposent pas des ressources en personnel nécessaires. En effet, sur vingt-deux services de vulgarisation, douze estiment qu'il faudrait plus de conseillers capables de détecter des problèmes psychosociaux.

### Approche et besoins des services de vulgarisation

Selon les personnes sondées, le réseau nécessaire à la prévention et au suivi de spécialistes est constitué de sept services de vulgarisation ; il existe un besoin supplémentaire dans quinze d'entre eux.



Source : HAFL

Approche et besoins des services cantonaux de vulgarisation et recours aux possibilités de formation continue et à la plateforme d'AGRIDEA (N=23) source : HAFL

Plus de la moitié des services de vulgarisation ont besoin d'informations supplémentaires sur le dépistage et la prévention pour les vulgarisateurs et les personnes qui sollicitent leur aide. Les responsables interrogés souhaitent une intensification des échanges avec d'autres services spécialisés d'un canton et entre les services de vulgarisation agricole de différents cantons.

Les personnes sondées estiment que les agriculteurs ont (trop) tardivement recours aux aides qui leur sont proposées. Ce sont apparemment les hommes qui éprouvent les plus grandes réticences. L'absence d'anonymat est problématique dans les petits cantons.

L'étude représentative des trois cantons pilotes montre comment il est possible de doter la vulgarisation agricole de moyens plus importants en Suisse. Les personnes qui ont fait appel aux services des conseillers ont apprécié l'accès facile et rapide à des solutions, le climat de confiance ainsi que les grandes compétences professionnelles des vulgarisateurs. Ceux-ci détiennent le savoir et les informations nécessaires et connaissent les outils appropriés. Ils ont tous l'expérience du domaine professionnel de l'agriculture et ont suivi des formations complémentaires. Les trois programmes ont en commun un vaste réseau de personnes externes, d'organismes et de services administratifs. Ces programmes sont soutenus et en partie financés par les cantons. Grâce à une bonne communication, les formules proposées sont connues et de plus en plus utilisées.

Il ressort des résultats que les services cantonaux de vulgarisation ont besoin d'informations, de réseaux, d'échanges professionnels ainsi que d'une collaboration intercantonale. L'étude des cantons pilotes démontre qu'il est possible de fournir un conseil systémique aux familles paysannes confrontées à des problèmes psychosociaux.



## Recherche et vulgarisation axées sur la famille paysanne

**L'Office fédéral de l'agriculture soutient la recherche et la vulgarisation agricoles qui mettent l'accent sur la famille paysanne. Au cours de l'année sous revue, les projets ont porté sur des sujets tels que l'approche globale de la vulgarisation agricole et la prévention du surmenage (burn-out).**

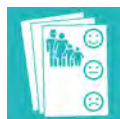
L'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) soutient la recherche et la vulgarisation dans le secteur agricole, notamment par les actions suivantes :

- en accordant des subsides à des projets de recherche ;
- en attribuant des mandats de recherche ;
- en finançant des projets de vulgarisation (mandat par appel d'offres).

Les projets et les études consacrées en 2021 à la famille paysanne sont énumérés dans la grille ci-dessous.

### Projets de recherche de vulgarisation axés sur la famille paysanne en 2021

L'HOMME > FAMILLE PAYSANNE



Projets en cours	Réalisation	Contenu	Durée	Contribution de l'OFAG
Améliorer la compétence des services de vulgarisation agricole de manière à ce qu'ils soient capables d'appréhender dans leur globalité les difficultés des familles paysannes en temps de crise	HAFL	Dans le domaine de la vulgarisation agricole, les situations complexes réclament une approche globale et intégrative des problèmes. Du fait de la multiplication des situations de crise dans les familles paysannes, les services de vulgarisation agricole sont de plus en plus confrontés à des problèmes psycho-sociaux. Il s'agit d'étudier dans quelle mesure ils identifient ces problèmes, abordent les situations difficiles de façon adéquate et traitent le problème eux-mêmes, ou s'ils renvoient les personnes concernées à d'autres services proposant des aides.	02/2020-06/2022	60'000 Fr.
Prévention du burn-out chez les éleveurs suivant l'approche du laboratoire vivant	FHS OST	Il arrive souvent que les personnes surmenées ne sachent pas, ou sachent trop tard qu'il existe des services d'assistance. Ce projet, conduit suivant la méthode du laboratoire vivant, associant les agriculteurs, les paysannes, les services de vulgarisation et les associations paysannes, consiste à identifier les besoins des personnes en détresse et à évaluer les services disponibles en vue de créer une plateforme internet donnant accès à des services spécifiques. Les participants au laboratoire vivant testent, dans leur vie quotidienne, des produits ou services qu'ils contribuent ainsi à développer sur un mode participatif.	02/21-07/23	140'000 Fr.



## L'HOMME &gt; FAMILLE PAYSANNE



Source : OFAG

Ces deux projets mis à part, l'OFAG soutient actuellement un autre projet qui vise à prolonger la vie productive des vaches laitières suisses ; il s'agit de définir les facteurs qui déterminent cette durée de vie, de concevoir des scénarios pour l'avenir ainsi qu'une stratégie. Le point de vue des familles paysannes compte dans la problématique, mais plutôt que de s'arrêter longtemps sur les questions, les chercheurs essaient de découvrir ce qui empêche les familles paysannes de garder plus longtemps leurs vaches et ce qui pourrait les aider à le faire. Le projet est porté par le l'Institut de recherche de l'agriculture biologique (FiBL), Agridea et la HAFL ; sa réalisation s'étend de 2020 à 2025.



## La transition numérique un facteur de stress ?

**La transition numérique touche l'ensemble de la société. Elle concerne aussi l'agriculture. Une étude conduite par Agroscope montre que les agriculteurs font déjà grand usage des technologies numériques, mais que celles-ci peuvent avoir diverses incidences sur la perception du stress au travail.**

Certaines technologies numériques appartiennent déjà au monde de l'agriculture ; c'est notamment le cas du robot de traite. Mais elles peuvent aussi engendrer un grand scepticisme : le métier d'agriculteur évolue, requérant des compétences nouvelles et apportant son lot d'incertitudes. De plus en plus, l'emploi des technologies numériques fait partie intégrante du travail quotidien, et l'on entend souvent dire que le passage de l'agriculture au numérique aggrave le stress des agriculteurs. Est-ce vrai ?

### En quoi consistent les technologies numériques ?

Le terme de technologies numériques recouvre tout un ensemble de moyens (matériels, logiciels, applications mobiles, capteurs et dispositifs qui y sont associés, applications recourant aux mégadonnées) qui offrent une aide à la décision et à la gestion d'entreprise ; le terme inclut aussi les systèmes électroniques de mesure, les robots ainsi que l'automatisation des processus de travail.

Le terme ne comprend pas les opérations de saisie ni dans la « base de données sur le trafic des animaux » ni dans les systèmes cantonaux de gestion des paiements directs. De même, l'enquête réalisée pour savoir comment la transition numérique est perçue par les agriculteurs ne portait pas sur les technologies numériques employées par des entrepreneurs.

### Enquête sur la transition numérique et le stress ressenti

Agroscope a réalisé une enquête visant à déterminer le niveau d'adaptation des responsables d'exploitations agricoles aux technologies numériques et le stress ressenti.

### Perception du stress et surmenage (burnout)

Nous avons mesuré le stress ressenti au moyen d'un questionnaire standardisé : le Copenhagen burnout inventory (CBI, Nübling, Vomstein, Haug, Lincke, 2013). Les participants à l'enquête étaient invités à évaluer leur état d'épuisement sous différents aspects exprimés en six points, sur une échelle de 1 (= jamais) à 5 (= toujours). Ces données ont ensuite été converties en une valeur de mesure du surmenage (burnout) selon une méthode définie ; ces valeurs standardisées vont de 0 (aucun surmenage) à 100 (surmenage très grave).

Cet instrument révèle les tendances au stress et au surmenage chez les sujets de l'étude. Toutefois, parler de burnout n'est pas possible en l'absence de diagnostic médical ; c'est pourquoi nous employons, dans le présent article, l'expression « stress ressenti ».

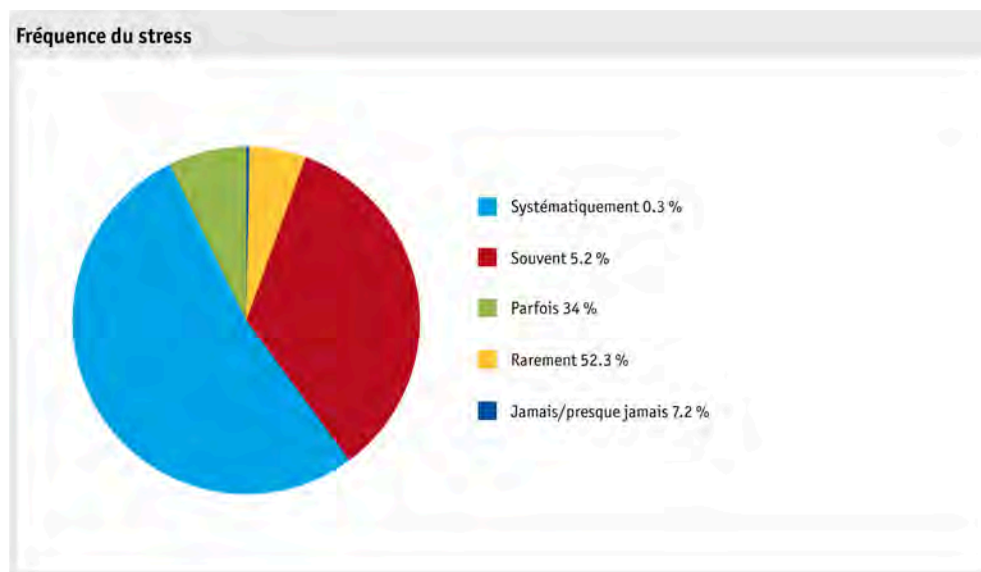
### Fréquence du stress

On constate qu'environ 6 % des responsables d'exploitation interrogés se sentent « toujours » ou « souvent » stressés, tandis que 34 % des personnes interrogées souffrent « parfois » du stress.

L'HOMME > FAMILLE PAYSANNE



### Fréquence du stress éprouvé par les responsables d'exploitation



Source: Reissig 2021; enquête écrite auprès de chefs d'exploitations agricoles (n = 938) de Suisse alémanique et Suisse romande

### Phases d'adaptation aux technologies numériques

Aucune connaissance des technologies numériques (phase 1)	Prise de conscience (phase 2)	Développement de l'intérêt (phase 3)	Évaluation (phase 4)	Expérimentation (phase 5)	Adoption (phase 6)
Vous n'avez encore jamais entendu parler de ces technologies.	Vous ne connaissez pas en détail ces technologies et n'éprouvez pas encore le besoin d'avoir des informations plus précises.	Ces applications ou ces technologies ont éveillé votre intérêt, et vous essayez d'obtenir de plus amples informations.	Capable de juger des avantages comme des inconvénients de ces technologies, vous pouvez choisir : les adopter ou les refuser.	Vous employez ces applications ou ces technologies pour acquérir votre propre expérience et recueillir de nouvelles informations à ce sujet.	L'usage de ces applications ou de ces technologies fait définitivement partie du fonctionnement de votre exploitation.

Source : sur la base de Weersink and Fulton (2020)

### Phases d'adaptation au numérique, par type d'exploitation

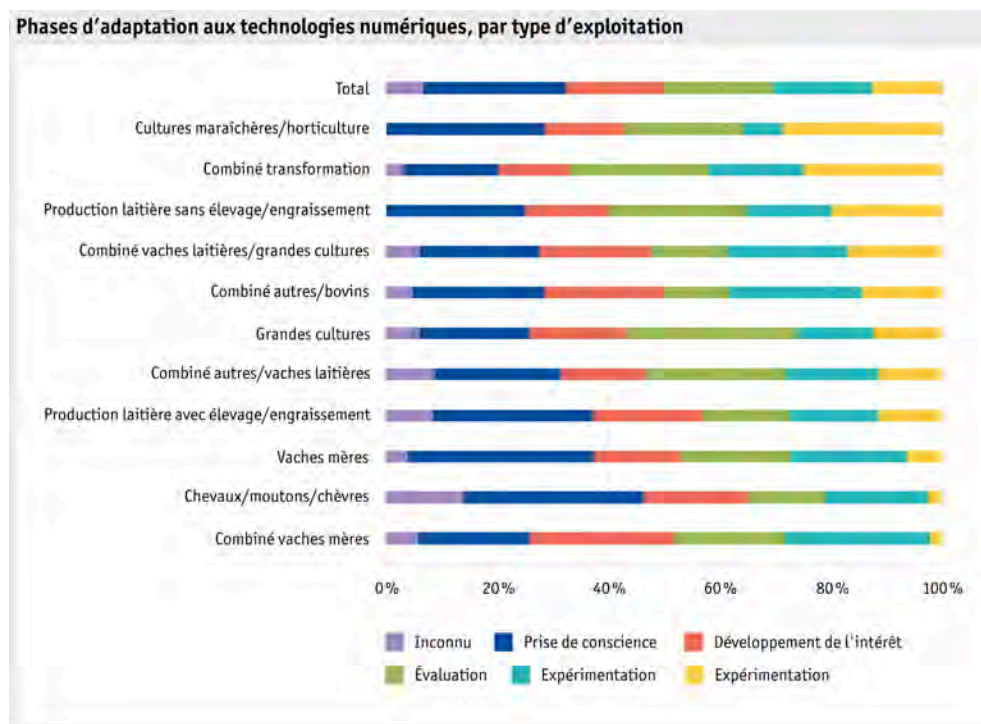
Les agriculteurs interrogés estiment eux-mêmes dans quelle phase d'adaptation aux technologies numériques se situe leur exploitation. Au terme de l'enquête, il apparaît que 17,5 % d'entre eux emploient les technologies numériques à titre expérimental, et que 12,7 % d'entre eux les ont déjà intégrées au fonctionnement de leur exploitation. Ces proportions varient cependant en fonction du type d'exploitation. La majeure partie des exploitations en phase de transition sont actives dans le maraîchage et l'horticulture. Viennent ensuite les fermes actives dans la culture et l'élevage combinés (« exploitations combinées avec transformation »). Environ la moitié de toutes les exploitations se trouvent soient en phase

L'HOMME > FAMILLE PAYSANNE



d'évaluation, soit en phase d'expérimentation, soit en phase d'adoption des technologies numériques ; l'usage de ces technologies est donc déjà une réalité pour elles.

### Phases d'adaptation aux technologies numériques, par type d'exploitation



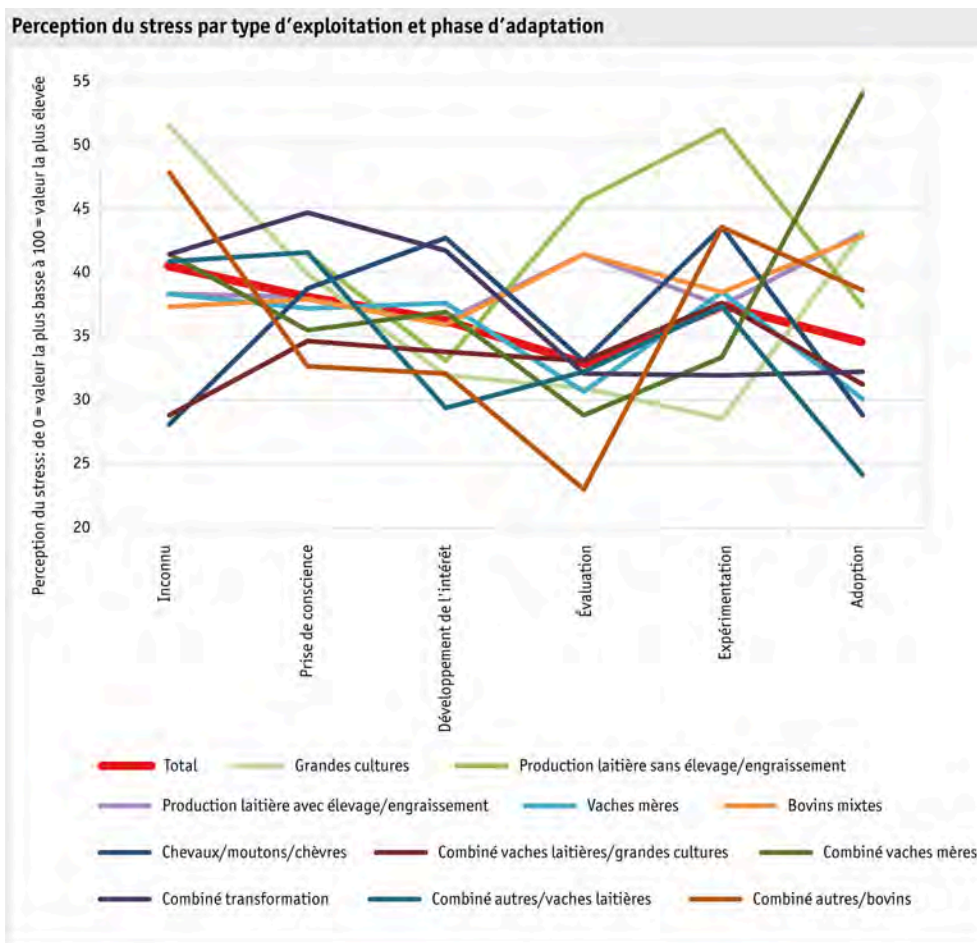
Source: Reissig 2021

### Perception du stress selon la phase d'adaptation

Quel que soit le type d'exploitation, il apparaît que plus les fermes s'adaptent au numérique, moins elles ressentent du stress ; on note toutefois une recrudescence du stress pendant la phase d'expérimentation. En résumé, les responsables d'exploitation déclarant tout ignorer du numérique ou commencer à le connaître avouent éprouver plus de stress que ceux qui s'occupent de ces technologies, en font usage ou les ont adoptées. La phase d'expérimentation fait exception, étant marquée temporairement par un stress accru. La situation est toutefois différente dans les fermes qui combinent l'élevage de vaches mères et les grandes cultures : le stress aggravé que l'on y éprouve pendant la phase d'adoption des technologies numériques s'explique peut-être par la difficulté de trouver le temps supplémentaire nécessaire à la transition numérique.

### Perception du stress par type d'exploitation et phase d'adaptation

L'HOMME > FAMILLE PAYSANNE



**Conclusion : la perception du stress dépend aussi de la phase d'adaptation**

Quelles recommandations pouvons-nous formuler ? Il est indiqué, pour l'exploitant, d'être suivi de près pendant la phase d'expérimentation. De plus, il vaut la peine de se ménager des moments de disponibilité pour se pencher sur le passage au numérique, de manière à se familiariser avec les technologies. Relevons ceci : les agriculteurs qui sont en train de les adopter se sentent moins stressés que ceux qui ne les emploient pas du tout. Reste à savoir si l'usage du numérique suffit à réduire le stress et quels sont les autres facteurs d'atténuation du stress. Ces questions seront approfondies dans de futures études.





## Opinion de la population sur l'agriculture

### Univox – une observation à long terme

Le programme de recherche Univox est une observation à long terme de la société que l'entreprise gfs-zürich réalise depuis 1986 en coopération avec des instituts spécialisés. Le module Agriculture, qui fait partie de la vingtaine de sujets traités, est consacré à l'image que la population a de l'agriculture suisse. Une enquête par sondage est régulièrement menée à cette fin depuis 1996 et est effectuée sur mandat de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) depuis 2009.

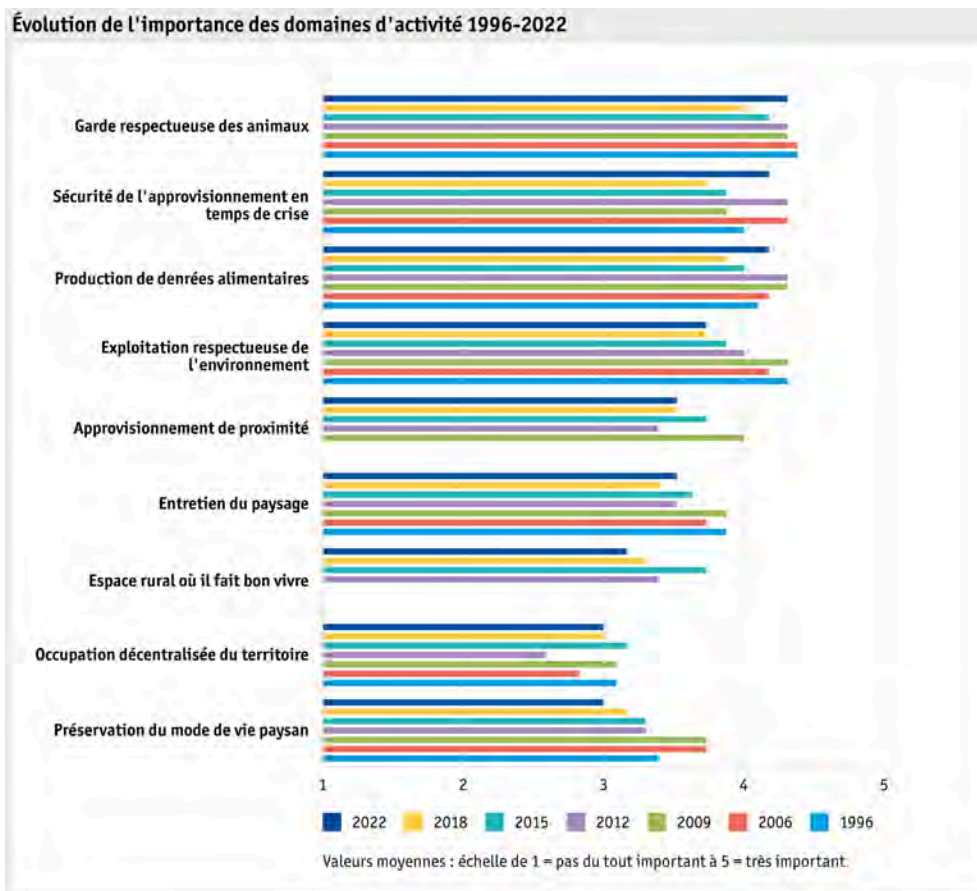
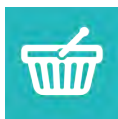
En avril 2022, l'institut gfs-zürich a interrogé 700 personnes pour le compte de l'OFAG. C'est le cinquième sondage après ceux de 2009, 2012, 2015 et 2018. Le panel interrogé, ventilé de manière représentative selon le sexe et l'âge, était constitué de personnes ayant le droit de vote, dont 70 % provenaient de Suisse alémanique et 30 % de Suisse romande.

Les résultats de 2022 sont comparés, si les données le permettent, avec ceux obtenus depuis 1996.

### Tâches de l'agriculture

Les personnes interrogées en 2022 estiment que les principales tâches de l'agriculture suisse consistent à respecter le bien-être des animaux, à assurer la sécurité de l'approvisionnement alimentaire en temps de crise et à produire des denrées alimentaires. La préservation du mode de vie paysan est la tâche considérée comme la moins importante. Il est intéressant de noter que l'approvisionnement dit de proximité revêt une dimension nettement plus grande pour les Romands que pour les Alémaniques (Suisse romande : 4,2 ; Suisse alémanique : 3,2).

L'HOMME > SOCIÉTÉ



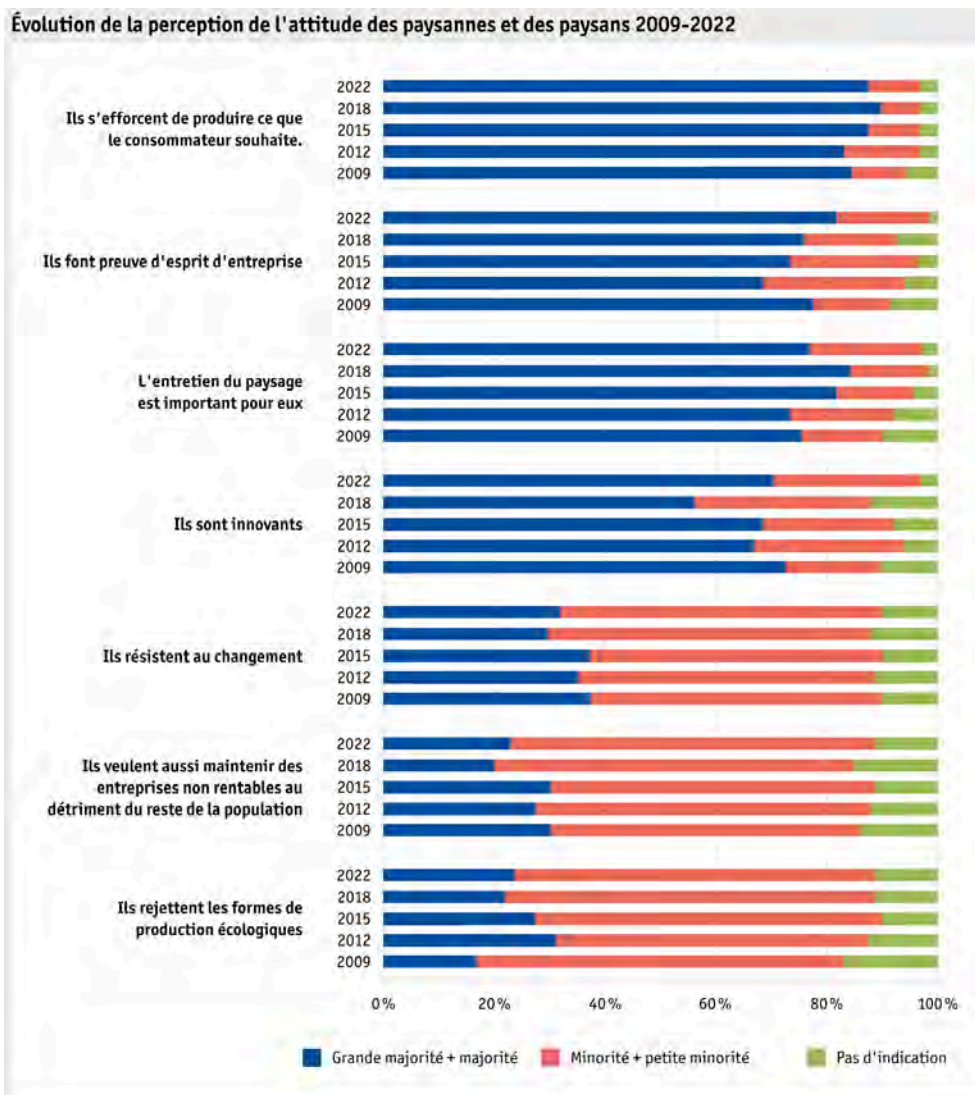
Source: gfs-zürich

La comparaison entre les résultats obtenus de 1996 à 2022 montre pour la plupart des tâches une légère baisse (jusqu'à -0,5 point), tout en restant toutefois à un niveau élevé, avec quelques fortes variations, par exemple, pour la sécurité de l'approvisionnement alimentaire en temps de crise.

### Perception de l'attitude des paysannes et des paysans

Une grande majorité des personnes interrogées ont déclaré en 2022 avoir une image très positive de l'attitude des paysans : neuf sur dix sont d'avis que les agriculteurs s'efforcent de produire ce que le consommateur souhaite.

L'HOMME > SOCIÉTÉ



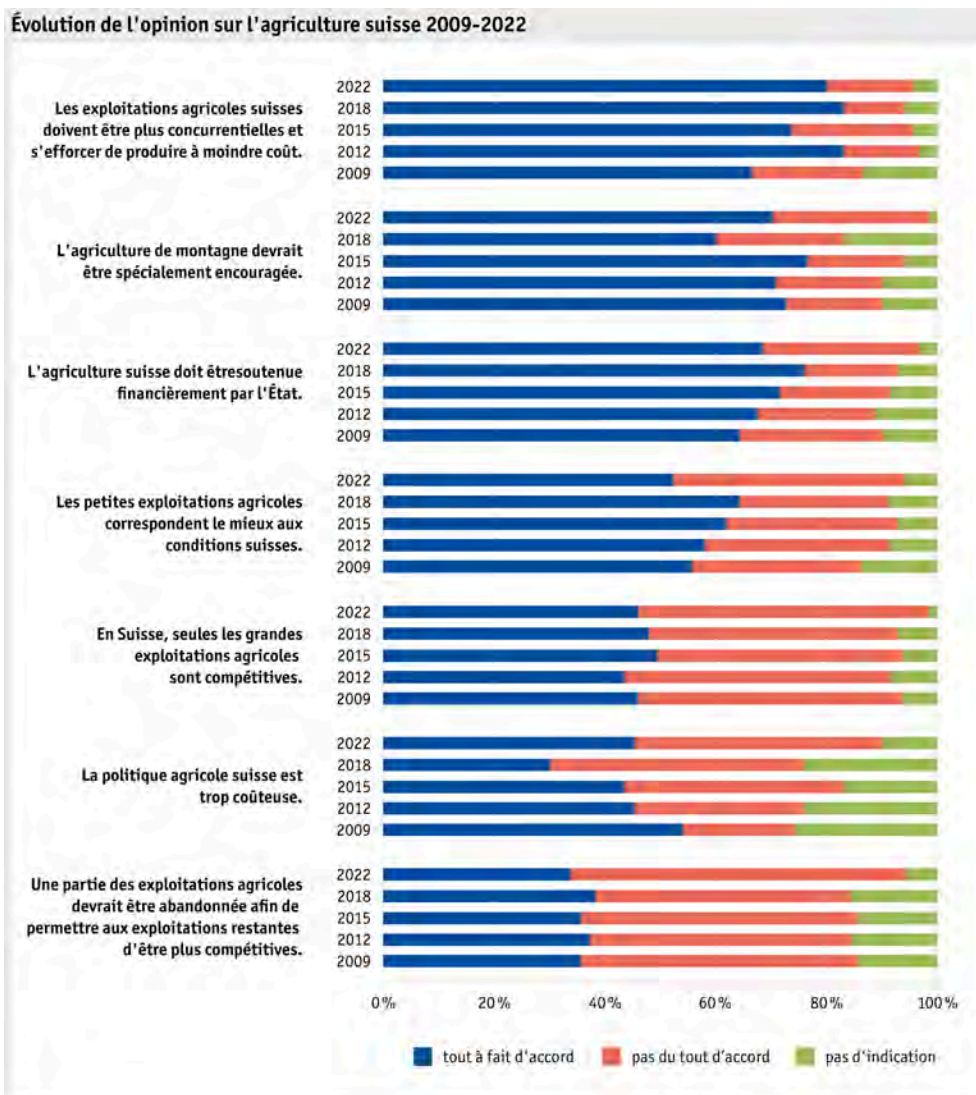
Source: gfs-zürich

Il ressort de la comparaison entre les enquêtes réalisées de 2009 à 2022 que la population a globalement une excellente image de l'agriculture suisse. Dans l'ensemble, les scores ont plutôt peu changé (+/-8 points de pourcentage).

### Opinion sur l'agriculture suisse

L'enquête cherche également à savoir comment l'agriculture est perçue : en 2022, la majorité des personnes interrogées estime que les exploitations agricoles suisses devraient être plus compétitives. À cet égard, il convient de relever que les Alémaniques (60 %) sont bien plus nombreux que les Romands (32 %) à trouver que les petites exploitations agricoles correspondent le mieux aux conditions suisses.

L'HOMME > SOCIÉTÉ



Source: gfs-zürich

La comparaison avec les données recueillies entre 2009 et 2022 montre que les résultats ont majoritairement peu changé, mais que les variations entre les différentes années sont parfois importantes (p. ex. « La politique agricole suisse est trop coûteuse » ; 2015 : 45 %, 2018 : 30 %, 2022 : 46 %). Fait frappant : la forte progression (+16 points de pourcentage) du score obtenu par l'affirmation selon laquelle les exploitations agricoles doivent être plus concurrentielles et s'efforcer de produire à moindre coût.

### Opinion sur l'ouverture des frontières

En 2022, quatre nouvelles questions ont été ajoutées au sondage sur l'ouverture des frontières. La majorité des personnes interrogées a, cette année-là, approuvé (3,7 points) les deux affirmations selon lesquelles l'ouverture des frontières permet d'approvisionner la population suisse à long terme de manière sûre et les accords commerciaux doivent contribuer à améliorer le niveau de durabilité à l'échelle mondiale. Les Romands sont plus nombreux que les Alémaniques à penser que les denrées alimentaires importées doivent répondre aux critères de production suisses (Suisse romande : 4,2 ; Suisse alémanique : 3,2).

L'HOMME > SOCIÉTÉ



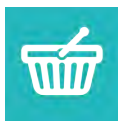
Source: gfs-zürich

En 2022, les Suisses sondés sont un peu plus favorables qu'en 2018 à une libéralisation des marchés des produits agricoles et des denrées alimentaires. Mais ils continuent à être plus nombreux à estimer que, sans mesures de soutien, une ouverture des frontières représenterait une menace pour les exploitations agricoles suisses.

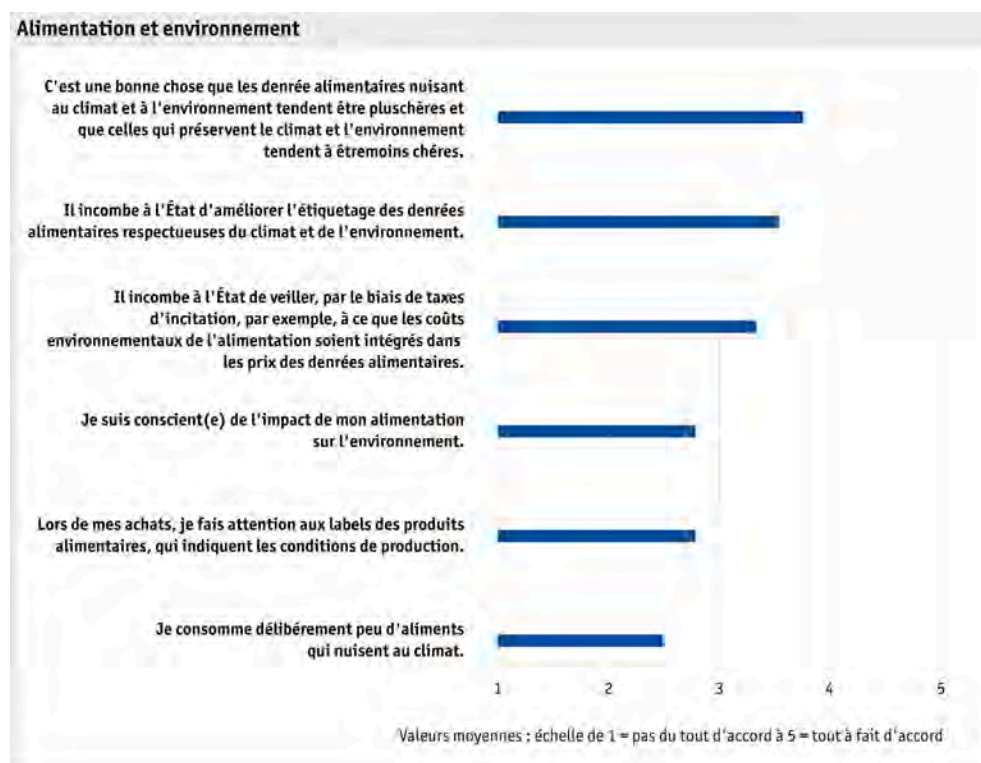
**Alimentation et environnement**



L'HOMME > SOCIÉTÉ



En 2022, le sondage aborde pour la première fois la question de l'alimentation et de l'environnement. Les personnes interrogées ont majoritairement approuvé trois des six affirmations, à savoir celle sur la formation des prix et les deux sur les tâches de l'État. Les trois autres affirmations, qui portent sur la consommation individuelle, n'ont, par contre, pas recueilli les suffrages de la majorité. Les Romands sont plus nombreux que les Alémaniques à estimer être conscients de l'impact de leur alimentation sur l'environnement (Suisse romande : 3,4 ; Suisse alémanique : 2,4).



Source: gfs-zürich

En 2022, les Suisses sondés sont un peu plus favorables qu'en 2018 à une libéralisation des marchés des produits agricoles et des denrées alimentaires. Mais ils continuent à être plus nombreux à estimer que, sans mesures de soutien, une ouverture des frontières représenterait une menace pour les exploitations agricoles suisses.

- » [Article du Rapport agricole 2009](#)
- » [Article du Rapport agricole 2012](#)
- » [Article du Rapport agricole 2015](#)
- » [Article du Rapport agricole 2018](#)

**Bibliographie** Rapport UNIVOX Agriculture 2009, 2012, 2015, 2018, 2022, rapports finaux d'une enquête représentative auprès de la population sur mandat de l'Office fédéral de l'agriculture, gfs-zürich (en allemand)



EXPLOITATION

## EXPLOITATION &gt; INTRODUCTION



## Introduction

La rubrique « Exploitation » est consacrée à l'évolution des structures et la conjoncture économique du secteur agricole.

L'accent est mis à cet égard sur le nombre d'exploitations et sur leur taille, sur le nombre de personnes qu'elles emploient, sur la surface agricole utile et sur le cheptel. En 2021, le nombre d'exploitations agricoles a diminué de 1 % par rapport à l'année précédente, pour atteindre 48 864 unités. Cette baisse était nettement inférieure à la moyenne des cinq dernières années (-1,5 %).

La rubrique présente aussi la situation économique de l'agriculture, tant sur le plan du secteur que sur celui des exploitations agricoles. Pour 2022, le revenu net d'entreprise du secteur est évalué à 2,792 milliards de francs, une diminution de 114 millions de francs par rapport à 2021. Chaque exploitation a en moyenne atteint un revenu d'environ 80 700 francs, soit 1,9 % de plus que l'année précédente.

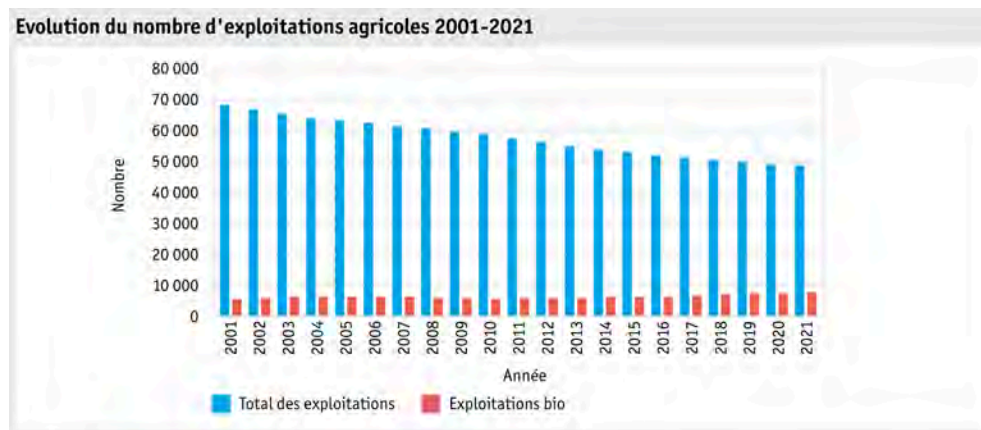
EXPLOITATION > STRUCTURES



## Exploitation

Le recul des exploitations agricoles s’est atténué pendant l’année sous rapport. Davantage de céréales, de colza et de tournesol ont été cultivés et moins de betteraves sucrières et de pommes de terre. Après un recul de plusieurs an-nées, l’effectif de vaches laitières s’est presque stabilisé.

En 2021, le nombre d’exploitations agricoles a baissé de 1,0 % par rapport à l’année précédente, pour atteindre 48 864 unités. Le recul était ainsi nettement inférieur à la valeur moyenne des cinq dernières années (-1,5 %). Le nombre d’exploitations de 5 à 20 hectares a diminué de 2,8 %, tandis que celui des exploitations de plus de 30 hectares a augmenté de 1,3 %. La surface moyenne était de 21,3 hectares. En 2021, le nombre d’exploitations bio était de 7670, soit une hausse de 1,4 % par rapport à l’année précédente.



Source: OFS

## Exploitations par classe de grandeur

Classe de grandeur	2020	2021	Variation
	Nombre	Nombre	%
moins de 1 ha	2 064	2 150	+4,2
1 à 3 ha	3 139	3 179	+1,3
3 à 5 ha	2 408	2 374	-1,4
5 à 10 ha	6 284	6 108	-2,8
10 à 20 ha	14 005	13 611	-2,8
20 à 30 ha	10 287	10 119	-1,6
30 à 50 ha	8 114	8 165	+0,6
50 ha et plus	3 062	3 158	+3,1
<b>Total</b>	<b>49 363</b>	<b>48 864</b>	<b>-1,0</b>

Source: OFS

EXPLOITATION > STRUCTURES



## Les exploitations familiales restent la pierre angulaire de l'agriculture suisse

Au total 150 231 personnes étaient actives dans une exploitation agricole l'année sous rapport (2020 : 149 521). Il s'agit d'un renversement de tendance, puisque le nombre de personnes actives n'a cessé de diminuer au cours des dernières années. C'est la main d'œuvre employée à temps partiel dont le taux d'occupation est inférieur à 50 % qui a le plus augmenté, soit une hausse de 472 personnes. Chez les femmes, le nombre de personnes employées à temps plein et à temps partiel a augmenté de 476 personnes au total. Plus de trois quarts des personnes actives étaient des membres de la famille et 12 % étaient des ressortissants étrangers.

### Personnes actives dans l'agriculture selon le sexe et le taux d'occupation

Sexe	Taux d'occupation	2020	2021	Variation
		Nombre	Nombre	%
Hommes	Plein temps (=>75 %)	53 965	53 822	-0,3
	Temps partiel (=>50 % < 75 %)	14 538	14 585	+0,3
	Temps partiel (<50 %)	26 749	27 079	+1,2
<b>Total</b>		<b>95 252</b>	<b>95 486</b>	<b>+0,2</b>
Femmes	Plein temps (=>75 %)	12 368	12 631	+2,1
	Temps partiel (=>50 % < 75 %)	15 382	15 453	+0,5
	Temps partiel (<50 %)	15 382	26 661	+0,5
<b>Total</b>		<b>54 269</b>	<b>54 745</b>	<b>+0,9</b>
<b>Total</b>		<b>149 521</b>	<b>150 231</b>	<b>+0,5</b>

Quelle: BFS

### Les exploitations sont plus souvent dirigées par une femme

Sur les 54 700 femmes actives dans l'agriculture en 2021, 6 % dirigeaient une exploitation. Malgré la diminution du nombre d'exploitations, 129 exploitations de plus que l'année précédente étaient dirigées par une femme en 2021. La hausse la plus élevée concernait les petites exploitations de moins de 1 hectare et les exploitations de 5 à 10 hectares, soit 28 exploitations de plus.

### Exploitations dirigées par une femme, par classe de grandeur

EXPLOITATION > STRUCTURES



Classe de grandeur	2020	2021	Variation
	Nombre	Nombre	%
moins de 1 ha	210	238	+13,3
1 à 3 ha	444	462	+4,1
3 à 5 ha	355	368	+3,7
5 à 10 ha	706	734	+4,0
10 à 20 ha	866	890	+2,8
20 à 30 ha	367	381	+3,8
30 à 50 ha	225	223	-0,9
50 ha et plus	60	66	+10,0
<b>Total</b>	<b>3 233</b>	<b>3 362</b>	<b>+4,0</b>

Source: OFS



**Augmentation de la surface de céréales, de colza et de tournesol**

En 2021, la surface agricole utile (SAU) comprenait 1 042 053 hectares, dont 58 % étaient consacrés aux prairies permanentes et pâturages et 37 % aux grandes cultures. Les 5 % restants de la SAU étaient composés de vignobles et de cultures fruitières. Les cultures ont évolué de manière différente en 2021. Ce sont les surfaces de céréales qui ont le plus augmenté, soit 4169 hectares. Un recul plus important a été enregistré pour les betteraves sucrières, correspondant à une baisse de 1416 hectares.

**Cultures principales**

EXPLOITATION > STRUCTURES



Cultures	2020	2021	Variation
	ha	ha	%
Prairies permanentes et pâturages (sans les pâturages d'estivage)	604 647	606 886	+0,4
Prairies temporaires	125 393	118 968	-5,1
Céréales	142 226	146 395	+2,9
Maïs ensilé	46 847	45 667	-2,5
Colza	24 509	24 970	+1,9
Tournesol	4 504	4 818	+7,0
Soja	2 032	2 240	+10,3
Pommes de terre	10 956	10 711	-2,2
Betteraves sucrières	17 602	16 186	-8,0
Cultures maraîchères	12 618	12 834	+1,7
Vignes	13 391	13 537	+1,1
Cultures fruitières	6 994	6 950	-0,6
Autres cultures	32 315	31 890	-1,3
<b>Total</b>	<b>1 044 034</b>	<b>1 042 053</b>	<b>-0,2</b>

Source: OFS

**Les effectifs de vaches laitières sont pratiquement stables, alors que ceux de porcs augmentent légèrement**

Le recul des effectifs de vaches laitières est beaucoup moins marqué qu'au cours des années précédentes. En 2021, il y avait 946 vaches laitières de moins que l'année précédente. En revanche, la tendance s'est inversée pour les effectifs de porcs. Après un recul de plusieurs années, on dénombrait 18 053 porcs de plus que l'année précédente en 2021. En ce qui concerne la volaille, les effectifs n'ont augmenté que légèrement (+1,1 %) par rapport à 2020 (+5,1 %).

**Effectifs animaux**



EXPLOITATION > STRUCTURES



Espèce	2020	2021	Variation
	Total	Total	%
<b>Bovins</b>	1 515 123	1 513 701	-0,1
<b>dont : vaches laitières</b>	546 479	545 533	-0,2
<b>autres vaches</b>	131 384	135 060	+2,8
<b>Équidés</b>	80 072	80 096	-0,0
<b>Moutons</b>	343 528	349 112	+1,6
<b>Chèvres</b>	79 562	82 045	+3,1
<b>Porcs</b>	1 348 306	1 366 359	+1,3
<b>Volailles</b>	12 428 660	12 568 239	+1,1
<b>dont : poules pondeuses     et poules d'élevage</b>	3 854 017	3 866 989	+0,3
<b>poulets de chair</b>	7 424 990	7 524 491	+1,3
<b>autres poules</b>	1 149 953	7 524 491	+2,3

Source: OFS

Informations complémentaires sur les structures agricoles (tableaux, données, publications) : Agriculture | Office fédéral de la statistique (admin.ch)

**Personnes occupées dans l'agriculture**

Catégorie		Employés à plein temps			Employés à temps partiel			Total		
		2019	2020	%	2019	2020	%	2019	2020	%
Chefs d'exploitation	Hommes	31 628	31 041	-1.9	15 121	15 089	-0.2	46 749	46 130	-1.3
	Femmes	1 295	1 293	-0.2	1 994	1 940	-2.7	3 289	3 233	-1.7
Autre main-d'œuvre familiale	Hommes	7 497	7 360	-1.8	17 828	17 628	-1.1	25 325	24 988	-1.3
	Femmes	7 152	6 964	-2.6	32 824	32 532	-0.9	39 976	39 496	-1.2
<b>Main-d'œuvre familiale total</b>		<b>47 572</b>	<b>46 658</b>	<b>-1.9</b>	<b>67 767</b>	<b>67 189</b>	<b>-0.9</b>	<b>115 339</b>	<b>113 847</b>	<b>-1.3</b>
Main-d'œuvre non familiale suisse	Hommes	7 716	7 833	1.5	3 867	4 033	4.3	11 583	11 866	2.4
	Femmes	1 631	1 702	4.4	3 853	4 166	8.1	5 484	5 868	7.0
étrangère	Hommes	7682	7731	0.6	4 480	4 537	1.3	12 162	12 268	0.9
	Femmes	2352	2409	2.4	3 213	3 263	1.6	5 565	5 672	1.9
<b>Main-d'œuvre non familiale total</b>		<b>19 381</b>	<b>19 675</b>	<b>1.5</b>	<b>15 413</b>	<b>15 999</b>	<b>3.8</b>	<b>34 794</b>	<b>35 674</b>	<b>2.5</b>
<b>Personnes occupées total</b>		<b>66 953</b>	<b>66 333</b>	<b>-0.9</b>	<b>83 180</b>	<b>83 188</b>	<b>0.0</b>	<b>150 133</b>	<b>149 521</b>	<b>-0.4</b>

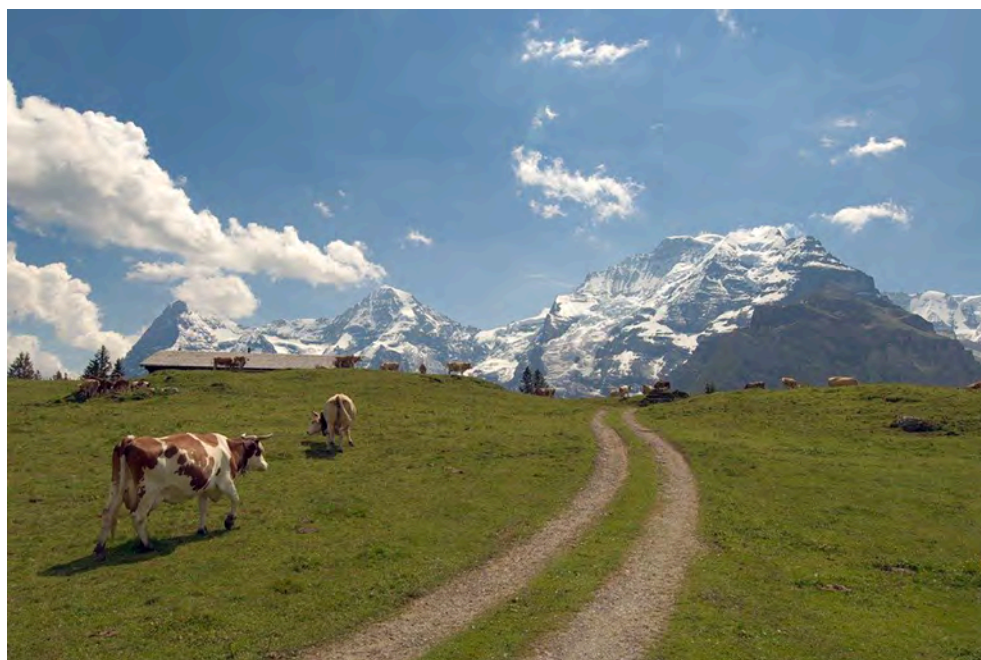
Source : OFS



## Exploitations d'estivage

**Mesuré sur plusieurs années, le nombre d'animaux estivés est resté assez stable malgré les fluctuations annuelles. Il était toutefois particulièrement bas en 2021, vu les conditions difficiles qui ont marqué l'estivage de 2021, à savoir les conditions climatiques et la présence de grands prédateurs. Ce sont ces mêmes grands prédateurs qui, rendant nécessaire la protection des troupeaux, ont conduit les exploitations d'estivage à poursuivre le passage d'un système de pacage à l'autre, amorcé ces dernières années.**

La Suisse est un pays essentiellement alpin. Depuis toujours, les pâturages forment la plus grande partie de ses paysages. Leur entretien et leur conservation réclament des pratiques adaptées aux conditions locales, afin que la région d'estivage continue de jouer son rôle, qui est important pour la sécurité alimentaire, la protection de l'environnement et la société.



Vous trouverez sur le site Internet de l'OFAG des informations générales sur l'estivage:

- Exploitations d'estivage : [www.ofag.admin.ch](http://www.ofag.admin.ch) > Instruments > Paiements directs > Conditions / termes > Exploitations d'estivage
- Contribution d'estivage : [www.ofag.admin.ch](http://www.ofag.admin.ch) > Instruments > Paiements directs > Contributions au paysage cultivé > Contribution d'estivage
- Contribution de mise à l'alpage : [www.ofag.admin.ch](http://www.ofag.admin.ch) > Instruments > Paiements directs > Contributions au paysage cultivé > Contribution de mise à l'alpage

## Évolution des exploitations d'estivage

EXPLOITATION > STRUCTURES



La taille d'une exploitation d'estivage est calculée en pâquiers normaux. Un pâquier normal correspond à l'estivage d'une unité de gros bétail consommant des fourrages grossiers pendant 100 jours, soit la quantité d'herbe nécessaire pour nourrir une vache pendant cette durée. La pousse de l'herbe et les besoins en fourrage des animaux doivent être aussi équilibrés que possible sur un alpage. C'est dans ce but qu'une charge usuelle en bétail a été fixée pour chaque exploitation d'estivage.

Entre 2003 et 2021, le nombre d'exploitations d'estivage est passé de 7 472 à 6 663. Toutefois, le niveau de charge usuelle en bétail est demeuré relativement stable dans l'ensemble. Avec le temps, la taille des exploitations d'estivage a eu tendance à augmenter en raison de leur fusion ou de leur reprise par d'autres exploitations voisines.

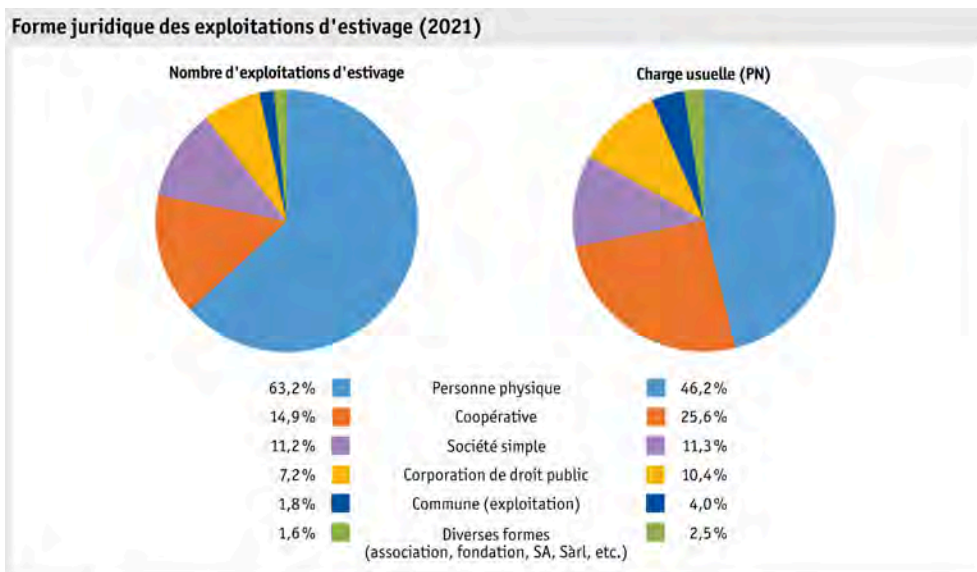


Source : OFAG

**Conditions d'exploitation**

Les exploitations d'estivage sont la plupart du temps dirigées par des personnes physiques et des sociétés simples (société constituée par des frères et des sœurs ou regroupant plusieurs générations, etc.). Ces formes juridiques sont également courantes dans les exploitations à l'année. Mais l'autre particularité de l'estivage réside dans le fait que cette pratique revêt souvent d'autres formes juridiques, comme les coopératives ou les collectivités de droit public, qui tirent leur origine de la tradition ou de l'impératif de rentabilité. La gestion collective présente en effet de réels avantages économiques.

EXPLOITATION > STRUCTURES

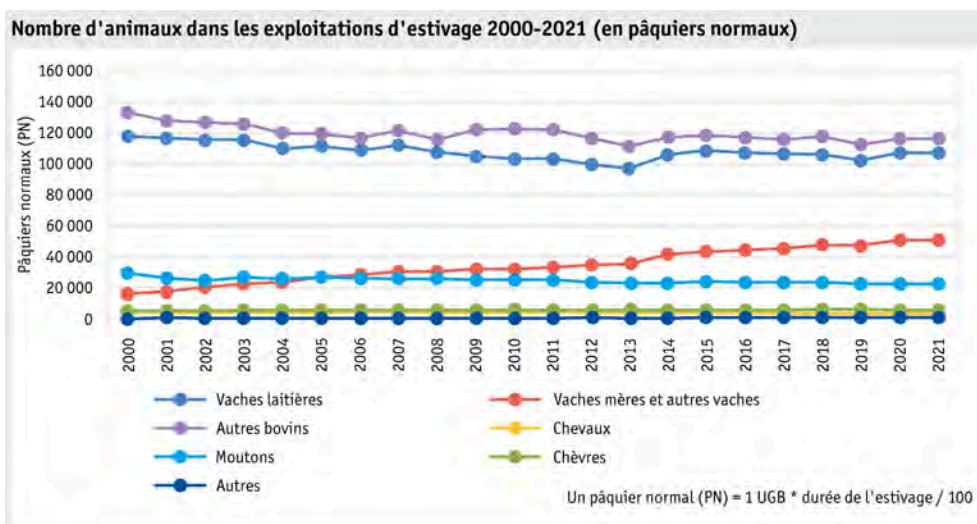


Source : OFAG

## Évolution du cheptel dans la région d'estivage

Dans l'ensemble, les effectifs d'animaux sont restés relativement stables dans les alpages suisses entre 2000 et 2021, avec des fluctuations annuelles liées aux conditions météorologiques. Celles-ci ont été particulièrement mauvaises pendant l'alpage 2021 (été humide et froid, intempéries aggravées par la grêle), et ont conduit les exploitants à diminuer la charge en bétail. Le nombre de vaches laitières et de génisses (catégorie « Autre bétail bovin ») a diminué d'environ 10 % pendant cette période. En parallèle, le nombre de vaches mères a triplé. Cette évolution est due aux changements dans les exploitations de plaine et de montagne. Entre 2000 et 2021, le nombre de moutons et de chevaux estivés a diminué d'environ 25 %, alors que le nombre de chèvres a augmenté de 20 % environ. L'estivage des moutons est relativement onéreux, vu la nécessité de protéger les troupeaux.

Le graphique suivant donne un aperçu de l'évolution de l'effectif d'animaux estivés selon les différentes catégories d'animaux (en pâquiers normaux).



Source : OFAG



## Évolution de l'estivage de moutons

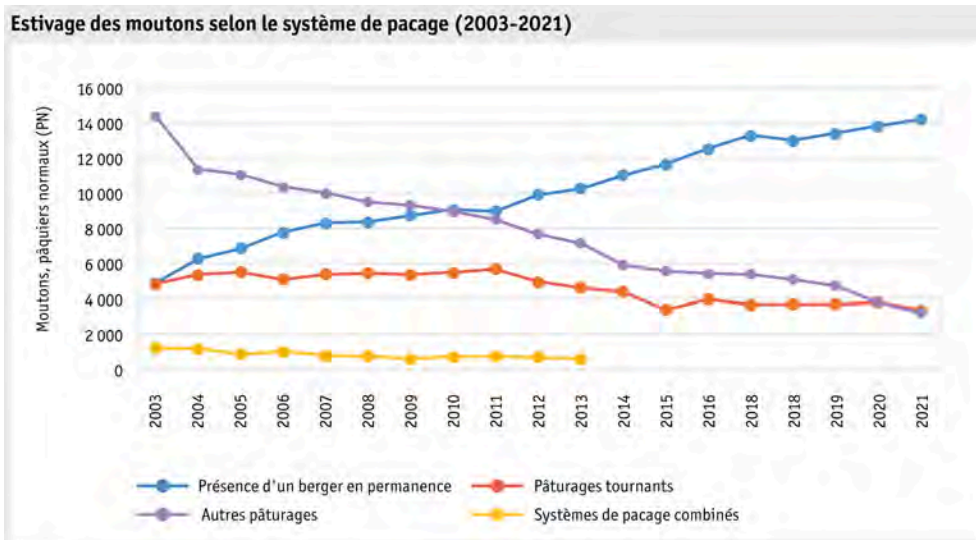
Depuis l'année de contribution 2003, les contributions d'estivage pour les moutons (brebis laitières exceptées) sont différenciées en fonction du système de pacage. L'octroi de montants plus élevés permet, d'une part, de rétribuer les frais plus importants occasionnés par la surveillance permanente par un berger et les pâtures tournants, et, d'autre part, d'inciter davantage les agriculteurs à pratiquer un estivage durable des moutons. La surveillance permanente des moutons signifie qu'un berger ou une bergère accompagné(e) de chiens garde le troupeau et le conduit chaque jour à un pâturage. On entend par pâturage tournant le pacage des animaux alternativement dans différents parcs clôturés ou clairement délimités, pendant toute la période d'estivage.



La présence de grands prédateurs incite les éleveurs à instaurer un estivage durable des moutons et a joué un rôle déterminant dans l'évolution de l'estivage des moutons ces dernières années. Ainsi, le nombre des moutons dans les pâtures non gardées a nettement diminué, alors que celui des moutons sous surveillance permanente a augmenté en conséquence pendant la même période. Cette tendance s'est poursuivie en 2021.



EXPLOITATION > STRUCTURES



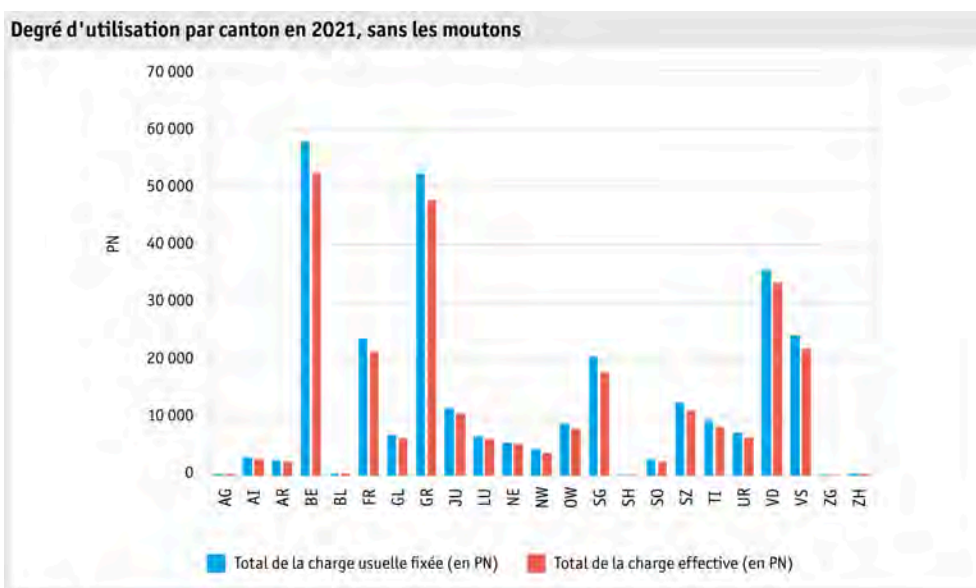
Source : OFAG

**Degré d'utilisation des exploitations d'estivage**

Le degré d'utilisation des exploitations d'estivage par le bétail peut être calculé sur la base du bétail effectivement estivé par rapport à la charge usuelle. Globalement, le degré d'utilisation des alpages en 2021, sans les alpages à moutons, était de 91 % (contre 95 % l'année précédente). Le recul s'explique par les mauvaises conditions météorologiques mentionnées plus haut.

L'occupation des alpages de moutons a été mesurée pour la première fois. Les 784 alpages recensés ont été occupés à raison de 84 % en 2021. Relevons que la charge était plus élevée dans les pâturages surveillés en permanence par un berger (87 %) et dans les pâturages tournants (84 %) que dans les autres pâturages (70 %).

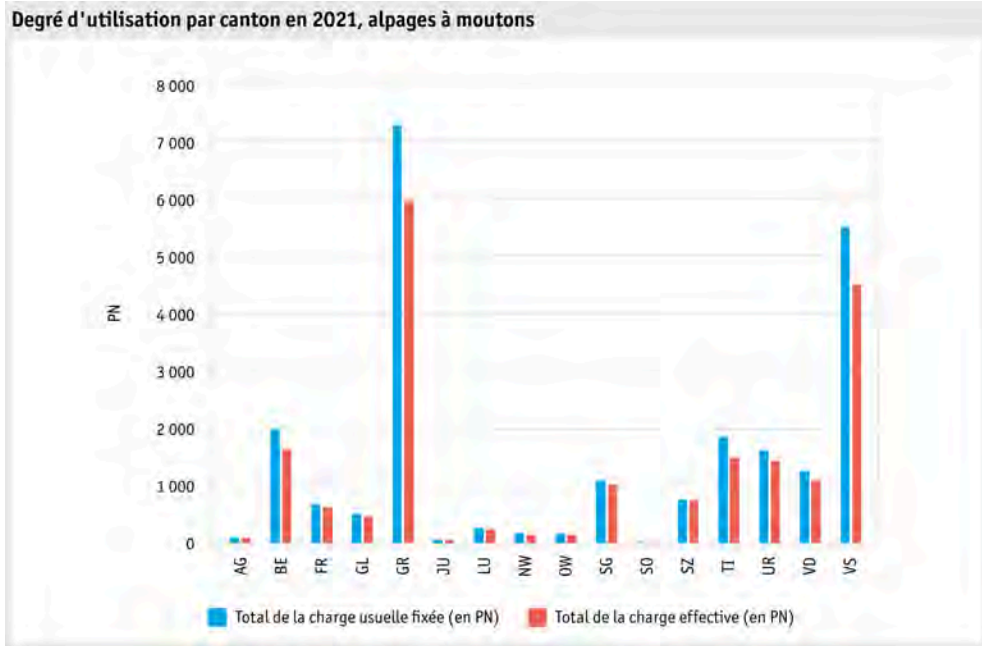
Aperçu du degré d'utilisation par canton (sans les alpages de moutons) :



Source : OFAG

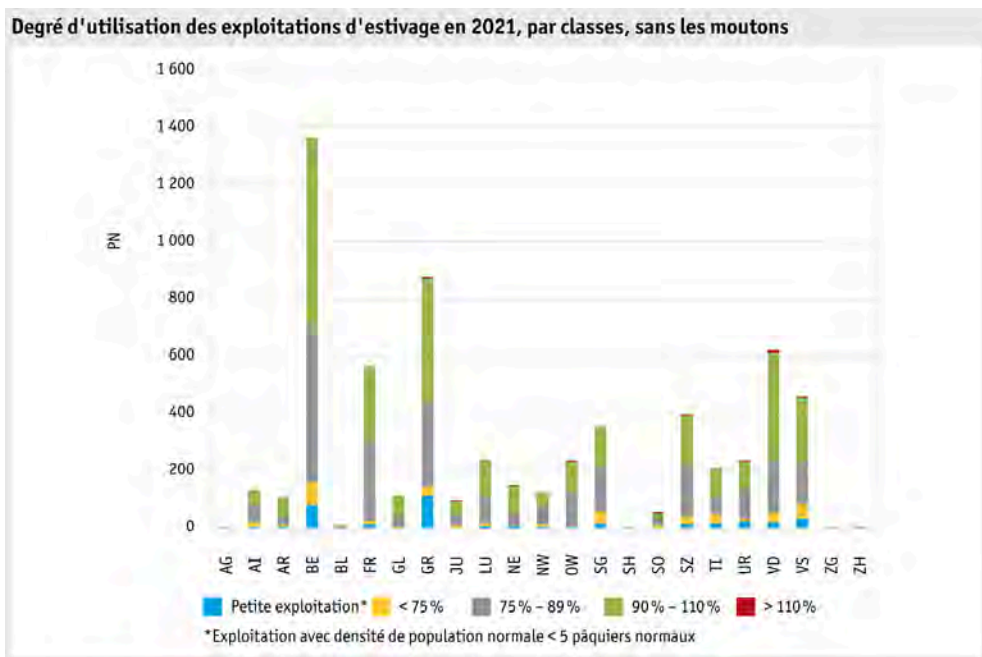
Aperçu du degré d'utilisation par canton (alpages de moutons) :

EXPLOITATION > STRUCTURES



Source : OFAG

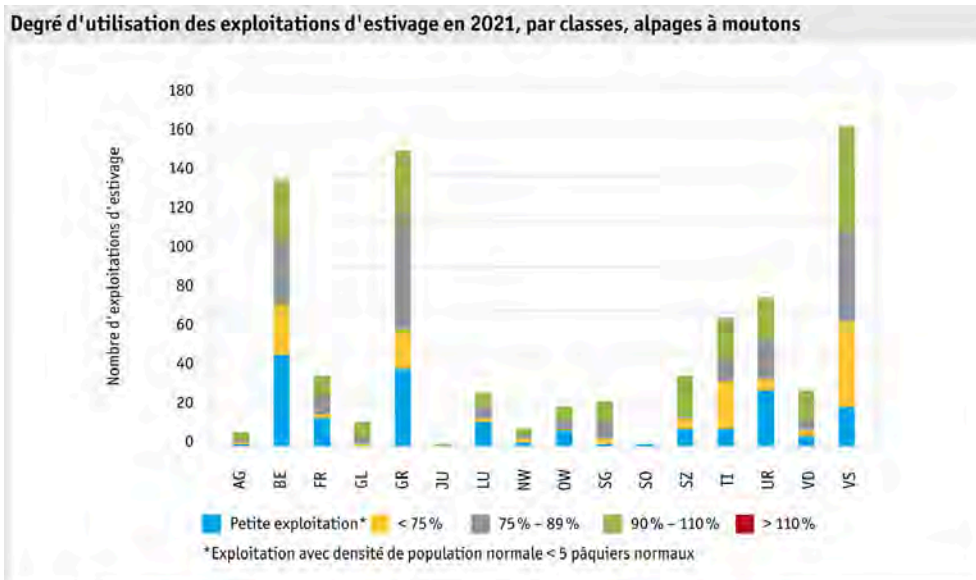
Aperçu du degré d'utilisation par catégorie de taille (sans les alpages de moutons) :



Source : OFAG

Aperçu du degré d'utilisation par catégorie de taille (alpages de moutons) :

EXPLOITATION > STRUCTURES



Source : OFAG

EXPLOITATION > SITUATION ÉCONOMIQUE

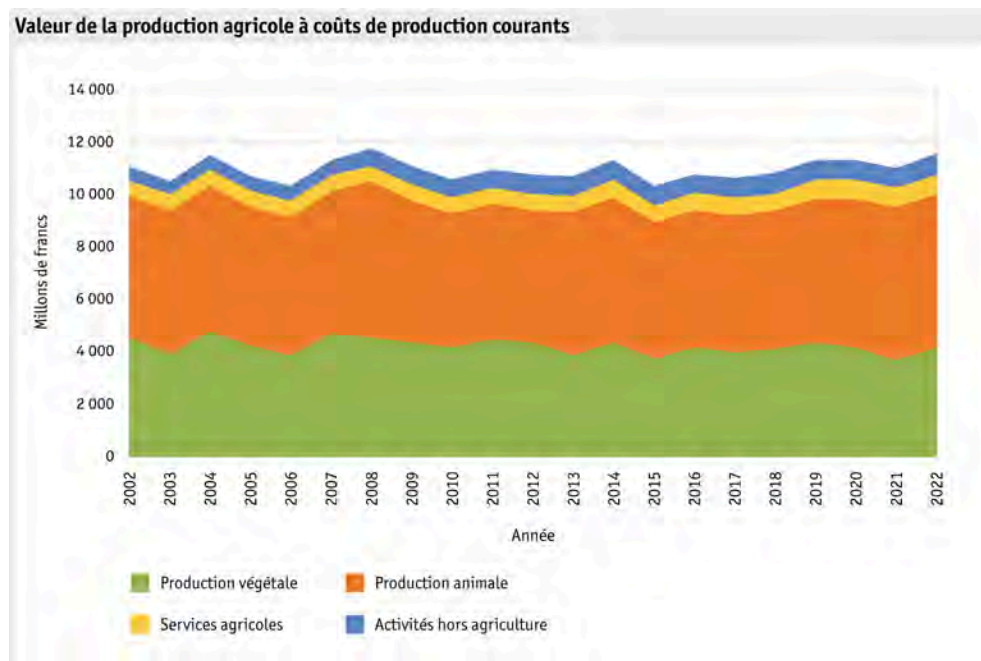


## Comptes économiques de l'agriculture

**La valeur ajoutée brute créée par l'agriculture en 2022 pourrait se monter à 4,3 milliards de francs, malgré le fort renchérissement dans le domaine des aliments pour animaux, de l'énergie et des engrais, soit une augmentation de 1,6 % par rapport à l'année précédente. En raison d'une hausse des amortissements, le revenu sectoriel de l'agriculture a cependant reculé de 3,9 % par rapport à l'année précédente.**

Selon les premières estimations de l'Office fédéral de la statistique, la production totale de l'agriculture suisse s'élèvera à près de 11,7 milliards de francs en 2022, soit une augmentation de 4,7 % par rapport à 2021. Les dépenses pour les consommations intermédiaires (aliments pour animaux, énergie, engrais, entretien et réparations, etc.) représentent 7,4 milliards de francs et sont donc 6,6 % plus élevées que l'année précédente.

La valeur ajoutée brute, issue de la différence entre la valeur de production et les consommations intermédiaires, atteint 4,3 milliards de francs, soit une hausse de 1,6 % par rapport à 2021 (+10,6 % sans prise en compte du renchérissement). Avec un recul estimé de 0,5 % du volume de travail, la productivité du travail a augmenté de 11,2 % entre 2021 et 2022 et de 39 % par rapport à la valeur de 2000.



### De bonnes récoltes, mais la sécheresse met à mal les cultures fourragères

Après une année 2021 marquée par la pluie et le froid, la production végétale s'est globalement rétablie en 2022. Par rapport à 2021, la valeur de la production végétale a augmenté de 12,4 % pour atteindre 4,2 milliards de francs. Concernant les céréales, la valeur de la production a augmenté de 28,2 %, car la récolte a été meilleure que l'année précédente et les prix sont en hausse. Grâce à l'évolution du colza et des betteraves sucrières (hausse des prix, quantités plus élevées et meilleure qualité) la valeur de production des cultures destinées à la transformation industrielle a augmenté de 28,5 % par rapport à 2021. Après une mauvaise année 2021, la valeur de production du raisin et du vin est supérieure de 45,1 % à celle de l'année précédente. Concernant les cultures fruitières, les conditions météorologiques ont

## EXPLOITATION &gt; SITUATION ÉCONOMIQUE



été généralement favorables. Leur valeur de production a augmenté de 28 %. Par contre, les cultures fourragères ont souffert de la sécheresse de l'été (-12 %).

### Les recettes augmentent pour le bétail bovin et la volaille, et diminuent pour les porcs

Par rapport à 2021, la production animale a augmenté de 0,9 % en 2022 pour atteindre 6,0 milliards de francs. La valeur de la production laitière est estimée à 2,8 milliards de francs (+4,8 %), avec un volume de production en baisse (-2,1 %) et un prix moyen qui poursuit sa tendance à la hausse depuis 2016 (+7,1 %). La forte progression de l'élevage de volaille, observée depuis 2006, se poursuit en 2022. Une valeur de production de 0,7 milliard de francs (+6,2 %) sera vraisemblablement réalisée. À l'inverse, la valeur de la production porcine a diminué de 15,6 % par rapport à 2021 pour s'établir à presque 0,8 milliard de francs, ce qui correspond à un niveau historiquement bas. Le déséquilibre du marché, déjà observé en 2021, s'accroît donc.

### Les subventions sont une part importante du revenu

Les subventions de la Confédération et des cantons n'ont pratiquement pas varié depuis 2021. Elles se chiffrent au total à 3 milliards de francs en 2022 et constituent 20 % des recettes de l'agriculture suisse, donc une grande partie du revenu agricole. La part la plus importante est constituée par les quelque 2,8 milliards de francs de paiements directs de la Confédération.

### Le renchérissement provoque la hausse des coûts de production

En 2022, les coûts de production (consommation intermédiaire, amortissements, salaires, fermages, intérêts et impôts sur la production) ont augmenté de 5,7 % par rapport à 2021. L'augmentation des consommations intermédiaires (7,4 milliards de francs ; +6,6 %) est principalement due au renchérissement. Les prix de l'énergie et des engrais, déjà en hausse en 2021, ont encore augmenté en 2022. Cela est dû en premier lieu au conflit ukrainien. En outre, les coûts des aliments pour animaux ont également un effet sur les quantités produites, notamment en raison de la progression de l'élevage de volailles.

Les amortissements nettement plus élevés (2,2 milliards de francs, +7,3 %) s'expliquent en premier lieu par la hausse des prix des biens d'investissement (bâtiments, machines, etc.). La rémunération des salariés (1,4 milliard de francs, +0,5 %) ainsi que les fermages et les intérêts (0,7 milliard de francs, +2,6 %) sont estimés légèrement supérieurs à ceux de 2021.

### Le revenu sectoriel de l'agriculture suisse recule

En 2022, les recettes (valeur de production, aides financières et intérêts créditeurs) ont augmenté de 3,7 % pour atteindre 14,7 milliards de francs. Les dépenses ont augmenté de 5,7 % pour atteindre 11,9 milliards de francs. Le solde, c'est-à-dire le revenu net d'entreprise de l'agriculture suisse (revenu sectoriel), est donc estimé à 2,8 milliards de francs pour l'année 2022, soit 3,9 % (-114 millions de francs) de moins qu'en 2021. Ce revenu, qui rémunère principalement le travail et la fortune productive (capital et sol) de l'ensemble des familles paysannes de Suisse, se situe donc 6,9 % en dessous de la moyenne des cinq dernières années.

### Comptes économiques de l'agriculture suisse, en prix courants et en millions de francs

EXPLOITATION > SITUATION ÉCONOMIQUE



	2019	2020 <sup>1</sup>	2021 <sup>2</sup>	2022 <sup>3</sup>	Différence 2021-2022
<b>Valeur de production aux prix de base</b>	<b>11 409</b>	<b>11 413</b>	<b>11 170</b>	<b>11 671</b>	<b>526</b>
- Consommation intermédiaire	7 172	6 985	7 033	7 406	458
<b>Valeur ajoutée brute</b>	<b>4 237</b>	<b>4 428</b>	<b>4 137</b>	<b>4 265</b>	<b>69</b>
- amortissements	2 073	2 059	2 072	2 227	151
<b>Valeur ajoutée nette</b>	<b>2 164</b>	<b>2 369</b>	<b>2 065</b>	<b>2 038</b>	<b>-82</b>
- autres impôts sur la production	147	134	140	161	8
+ autres subventions	2 945	2 942	2 943	2 994	2
<b>Revenus des facteurs</b>	<b>4 962</b>	<b>5 177</b>	<b>4 868</b>	<b>4 870</b>	<b>-90</b>
- Rémunération des salariés	1 318	1 335	1 344	1 384	7
<b>Excédent net d'entreprise / Revenu de l'activité indépendante</b>	<b>3 644</b>	<b>3 841</b>	<b>3 524</b>	<b>3 486</b>	<b>-96</b>
- fermages	474	514	520	532	12
- intérêts à payer	161	160	156	170	6
+ intérêts perçus	8	8	8	8	0
<b>Revenu net d'entreprise (revenu du secteur agricole)<sup>4</sup></b>	<b>3 018</b>	<b>3 177</b>	<b>2 856</b>	<b>2 792</b>	<b>-114</b>

Les chiffres sont arrondis au montant supérieur ou inférieur, si bien que la somme des composants peut diverger du total ou du solde.<sup>1</sup> Résultats semi-définitifs Résultats provisoires Estimations Est désigné comme revenu net d'entreprise dans les ouvrages de référence et dans la méthodologie Eurostat. Source : OFS – Comptes économiques de l'agriculture

Pour de plus amples informations sur le revenu agricole suisse (tableaux, données, publications) : <https://www.agroscope.admin.ch/agroscope/fr/home/themes/economie-technique/economie-dentreprise/dccta/statistique-des-revenus.html>

Comptes économiques de l'agriculture | Office fédéral de la statistique (admin.ch)



EXPLOITATION > SITUATION ÉCONOMIQUE



## Exploitations individuelles

En 2021, le revenu agricole a augmenté de 1,9 % par rapport à 2020 pour atteindre en moyenne 80 700 francs par exploitation. Alors que la production végétale a souffert des mauvaises conditions météorologiques, la hausse des prix sur les marchés du lait et de la viande bovine a entraîné une augmentation des produits monétaires. Le revenu du travail agricole par unité de main-d'œuvre familiale à plein temps s'élevait à 59 800 francs.

### Le revenu agricole a augmenté de 1,9 %

Selon le Dépouillement centralisé des données comptables d'Agroscope, le revenu agricole a, en 2021, augmenté de 1500 francs ou 1,9 % par rapport à 2020. Il s'élevait en moyenne à 80 700 francs par exploitation. Le revenu agricole correspond à la différence entre les produits et les charges des activités agricoles et connexes à l'agriculture, comme la production de biogaz.



Derrière cette hausse des revenus se cache une évolution contrastée du côté des produits monétaires.

- En ce qui concerne la viande de bœuf et le lait, la demande était forte et l'offre, limitée. Par suite, les prix ont augmenté, ce qui s'est traduit par une hausse des produits monétaires alors que les volumes de production sont restés pratiquement stables.
- Tant la production d'œufs que celle de viande de volaille ont augmenté, car les produits à base de volaille d'origine suisse étaient de plus en plus demandés. Cela s'est traduit par une augmentation des produits monétaires.
- Sur le marché du porc, une offre excédentaire a fait fortement chuter les prix, ce qui a réduit les produits monétaires de l'élevage porcin.
- Les gelées tardives, les pluies excessives et la grêle ont eu un impact négatif sur la production végétale. Il en a résulté de moindres récoltes en termes quantitatifs et qualitatifs et donc des produits monétaires inférieurs, ce tant dans les grandes cultures et les cultures fourragères que dans l'arboriculture, la viticulture et les cultures maraîchères.
- Les paiements directs par exploitation ont légèrement augmenté, car l'évolution vers des exploitations plus grandes en termes de surface s'est poursuivie.

EXPLOITATION > SITUATION ÉCONOMIQUE



Dans l'ensemble, les effets positifs ont dominé du côté des produits monétaires en raison de la grande importance économique de la production de lait et de viande bovine. Les charges étant restées stables, le revenu agricole a légèrement augmenté.

**Revenu agricole moyen par exploitation**

Région	Année	Francs
Ensemble de la Suisse	2020	79 200
	2021	80 700
	Differenz	1 500
Plaine	2020	98 800
	2021	99 900
	Differenz	1 100
Collines	2020	70 800
	2021	73 100
	Differenz	2 300
Montagne	2020	59 500
	2021	61 100
	Differenz	1 600

Source : Agroscope, échantillon aléatoire sur la situation des revenus.

Le revenu agricole a augmenté aussi bien dans la région de plaine que dans les régions des collines et de montagne. L'augmentation des revenus a été moins importante dans la région de plaine (+1,2 %) que dans la région des collines et la région de montagne (respectivement +3,3 et +2,7 %). Les conditions météorologiques défavorables à la production végétale en 2021 ont eu un impact plus important dans la région de plaine que dans la région des collines et la région de montagne.

**Une unité de main-d'œuvre familiale gagnait en moyenne 59 800 francs**

En 2021, une exploitation agricole employait en moyenne 1,35 unité de main-d'œuvre familiale (-0,1 % par rapport à 2020). En font notamment partie le/la chef(fe) d'exploitation, le/la conjoint(e) et les éventuels membres de la famille travaillant dans l'exploitation, tels que les parents ou les enfants en âge de travailler. En 2021, le revenu du travail agricole par unité de main-d'œuvre familiale (équivalent plein temps) a augmenté de 2 % par rapport à l'année précédente, pour atteindre 59 800 francs. Avec +3 %, la hausse du revenu du travail a été un peu plus forte dans la région des collines que dans les régions de plaine et de montagne (respectivement +1,9 % et +2,1 %).

**Revenu moyen du travail par unité de main-d'œuvre familiale**

EXPLOITATION > SITUATION ÉCONOMIQUE



Région	Année	Francs
Suisse entière	2020	58 600
	2021	59 800
	Differenz	1 200
Plaine	2020	75 100
	2021	76 600
	Differenz	1 500
Collines	2020	53 000
	2021	54 600
	Differenz	1 600
Montagne	2020	42 200
	2021	43 100
	Differenz	900

Source : Agroscope, échantillon « Situation du revenu »

### Revenu du travail plus faible que dans l'industrie et le secteur tertiaire

En moyenne des trois années 2019 à 2021, les unités de main-d'œuvre familiale dans l'agriculture ont obtenu des salaires plus bas que les employés des secteurs secondaire et tertiaire. La médiane du revenu du travail par unité de main-d'œuvre familiale représente respectivement 90 %, 66 % et 58 % du salaire comparable dans les régions de plaine, des collines et de montagne en moyenne des trois dernières années.

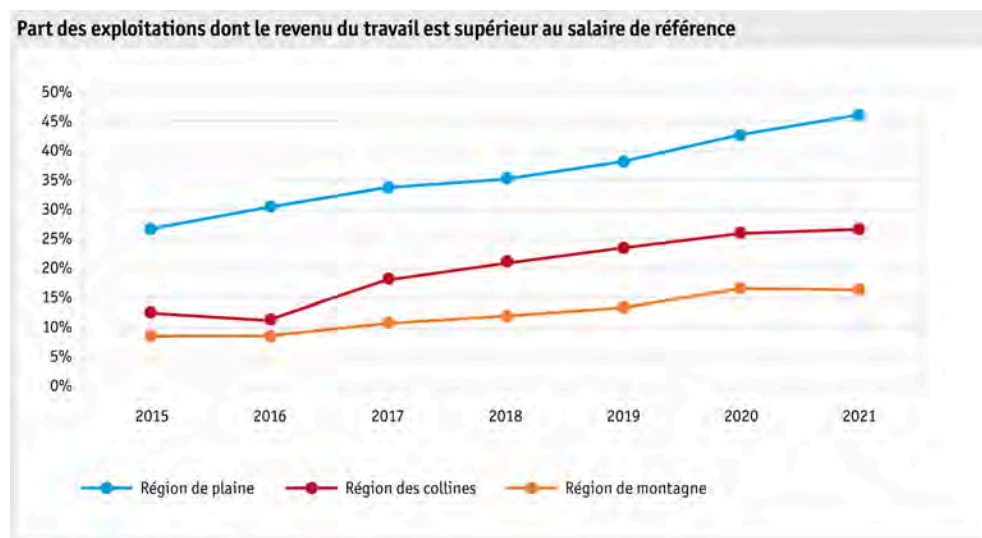
### Revenu du travail par unité de main-d'œuvre familiale (UTAF) et salaire comparable, moyenne des trois années 2019 à 2021

	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne
Revenu du travail <sup>1</sup> (médiane) fr./UTAF	67 700	46 800	38 400
Salaire de référence <sup>2</sup> (médiane) fr./UTAF	75 500	70 700	66 000

\*Sources : 1) Agroscope, échantillon aléatoire sur la situation des revenus, 2) Enquête sur la structure des salaires de 2018 (OFS, 2020) et indice suisse des salaires de l'Office fédéral de la statistique (OFS, 2022).

Entre 2015 et 2021, la part des exploitations affichant un revenu du travail supérieur au salaire comparable est passée de 27 à 46 % en région de plaine, de 13 à 27 % dans la région des collines et de 9 à 17 % en région de montagne.

EXPLOITATION > SITUATION ÉCONOMIQUE



Source : Agroscope, échantillon « Situation du revenu »

**Le revenu total par ménage s'élevait à 111 300 francs**

Le revenu extra-agricole n'est pas relevé pour les communautés d'exploitation. Par conséquent, le revenu total ne peut être calculé que pour les exploitations individuelles (sans les communautés d'exploitation). En 2021, le revenu extra-agricole a augmenté de 2,3 % par rapport à l'année précédente, pour atteindre 34 500 francs par ménage agricole. Le revenu total a augmenté de 2500 francs et également de 2,3 % pour atteindre 111 300 francs, cette croissance étant due à la croissance du revenu agricole.

Le revenu extra-agricole représentait en moyenne 31 % du revenu total. Il revêt une plus grande importance dans les régions des collines et de montagne, où il représente 35 % du revenu total, que dans la région de plaine, où il ne représente que 27 %.

**Revenus agricole, extra-agricole et total moyens (sans les communautés d'exploitation)**

EXPLOITATION > SITUATION ÉCONOMIQUE



Région	Année	Revenu agricole	Revenu hors agriculture	Revenu total
Ensemble de la Suisse	2020	75 100	33 700	108 800
	2021	76 800	34 500	111 300
	Differenz	1 700	800	2 500
Plaine	2020	91 900	36 100	128 000
	2021	94 100	35 100	129 200
	Differenz	2 200	-1 000	1 200
Collines	2020	68 200	34 700	102 900
	2021	69 300	36 600	106 000
	Differenz	1 100	1 900	3 100
Montagne	2020	58 500	29 700	88 200
	2021	60 100	31 700	91 800
	Differenz	1 600	2 000	3 600

Source : Agroscope, échantillon aléatoire sur la situation des revenus.

**Résultats d'exploitation : toutes les régions**

**Résultats d'exploitation : région de plaine**

**Résultats d'exploitation : région des collines**

**Résultats d'exploitation : région de montagne**

Pour de plus amples informations sur le revenu dans l'agriculture suisse (tableaux, données, publications) : <https://www.agroscope.admin.ch/agroscope/fr/home/themes/economie-technique/economie-dentreprise/dccta/statistique-des-revenus.html>

[www.statistiquedesrevenus.ch](http://www.statistiquedesrevenus.ch)

PRODUCTION



## Introduction

### Moyens de production

La production agricole a besoin d'engrais, d'aliments pour animaux, de semences, de plants et de produits phytosanitaires pour les raisons suivantes :

- les engrais servent à la nutrition des plantes, dont ils favorisent la croissance, accroissent le rendement ou améliorent la qualité ;
- les aliments destinés aux animaux de rente et aux animaux de compagnie permettent de garantir les performances des animaux de rente agricoles ainsi que la qualité des produits d'origine animale ;
- des substances de nature chimique ou biologique sont employées sous forme de produits phytosanitaires pour protéger les plantes cultivées d'organismes nuisibles et obtenir ainsi une récolte abondante ;
- un matériel végétal de multiplication de haute qualité (semences, plants de pommes de terre, greffons, porte-greffes et jeunes plants de variétés de fruits et de vignes) contribue largement à la durabilité de la production en Suisse.

Si les moyens de production aident l'agriculture à accroître considérablement son rendement et la qualité de ses produits, ils sont aussi susceptibles d'avoir des effets indésirables sur la santé de l'être humain et de l'animal ainsi que sur l'environnement. C'est pourquoi il faut en réglementer la commercialisation et l'utilisation. Différentes dispositions légales définissent à cette fin les conditions d'homologation et les exigences auxquelles doivent satisfaire ces produits et leur production, ainsi que l'étiquetage, les modes d'utilisation, les obligations de déclarer, les indications sur les plantes agricoles dans le catalogue des variétés et la certification des semences.

### Production végétale et production animale

Les plantes cultivées et les animaux de rente agricoles sont à la base de la production de matières premières et de denrées alimentaires. La culture et l'élevage dépendent dans une large mesure du sol utilisé pour la production et de sa fertilité ainsi que de l'eau nécessaire pour couvrir les besoins qui découlent de ces activités agricoles. La Confédération encourage à recourir à ces facteurs de production conformément aux principes du développement durable ainsi qu'à préserver la santé et la diversité génétique des plantes cultivées et des animaux de rente.

### Production adaptée aux conditions locales

Une agriculture adaptée aux conditions locales exploite les potentiels agronomiques, économiques et écologiques spécifiques au site pour la production alimentaire, tout en tenant compte de la capacité de charge des écosystèmes. Les objectifs environnementaux de l'agriculture<sup>[1]</sup> décrivent l'état qui permet de garantir le maintien à long terme de la capacité de charge des écosystèmes et donc des bases de production agricole. La réalisation des objectifs environnementaux pour l'agriculture varie selon les sites. Des données spatialement différenciées mettent en évidence les lacunes de réalisation des objectifs et servent de base à la planification et à la mise en œuvre des mesures. Sur la base de telles données, il est par exemple possible d'organiser plus efficacement l'utilisation des surfaces et des denrées alimentaires.



## PRODUCTION &gt; INTRODUCTION



[1]OFEV et OFAG 2008 : Objectifs environnementaux pour l'agriculture. À partir de bases légales existantes. Connaissance de l'environnement n° 0820. Office fédéral de l'environnement, Berne: 221 p. <https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/biodiversite/publications/publications-biodiversite/objectifs-environnementaux-agriculture.html>



## Organismes génétiquement modifiés dans les aliments importés pour animaux

Les aliments importés pour animaux sont contrôlés rigoureusement depuis des années pour y détecter d'éventuelles traces d'organismes génétiquement modifiés (OGM). La statistique des importations indique que les aliments pour animaux sont restés exempts d'OGM en 2021. De petites quantités d'aliments contenant des OGM ont toutefois été importées à des fins d'expérimentation animale en milieu confiné.

La présence d'OGM est réglée dans l'ordonnance sur la production et la mise en circulation des aliments pour animaux (ordonnance sur les aliments pour animaux, OSALA ; RS 916.307). Les aliments pour animaux qui contiennent plus de 0,9 % d'OGM autorisés doivent être étiquetés comme produits à partir d'OGM. Les inspections portent sur les aliments concentrés riches en protéines à base de maïs, de soja et de colza, parce que ces variétés OGM sont cultivées à très grande échelle dans le monde entier.

Tous les aliments destinés à l'alimentation animale et contenant des OGM peuvent être commercialisés en Suisse, dès lors qu'ils sont autorisés dans l'Union européenne. Cette possibilité a été mise à profit à des fins d'expérimentation animale en milieu confiné (c'est-à-dire par exemple en laboratoire ou dans un établissement d'expérimentation animale) ; l'exactitude de cette information est vérifiable.

### Importations d'aliments pour animaux

Année	Quantité totale	Aliments pour animaux contenant des OGM	Aliments pour animaux contenant des OGM
	En t	En kg	En %
2016	521 497	0	0
2017	506 000	0	0
2018	479 565	0	0
2019	476 321	0	0
2020	463 423	20	0
2021	490 500	485	0

Sources : OFAG, DGD

Agroscope, qui remplit un mandat de contrôle des aliments pour animaux pour le compte de l'OFAG, a analysé l'année sous revue 306 échantillons prélevés sur le marché. Contrairement à l'année précédente, les inspections n'ont révélé aucun cas de non-conformité avec la réglementation (cf. tableau ci-dessous).

### Analyses de la teneur en OGM des aliments pour animaux d'élevage

PRODUCTION > MOYENS DE PRODUCTION



Année	Échantillons prélevés par la douane	Indications erronées	Échantillons prélevés sur le marché	Indications erronées <sup>1</sup>
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
2016	60	0	312	0
2017	61	0	307	0
2018	47	0	323	0
2019	0	0	220	0
2020	0	0	183	3
2021	57	0	249	0

<sup>1</sup> Signifie que les prescriptions légales n'ont pas été respectées. Source : Agroscope

Aucun échantillon n'a été analysé en 2021 en ce qui concerne les aliments pour animaux de compagnie.

**Analyses de la teneur en OGM des aliments pour animaux de compagnie**

Année	Aliments pour animaux de compagnie contrôlés	Indications erronées <sup>1</sup>
	Nombre	Nombre
2016	4	0
2017	56	1
2018	19	5
2019	2	0
2020	24	3
2021	0	0

<sup>1</sup> Signifie que les prescriptions légales n'ont pas été respectées. Source : Agroscope

Markus Hardegger, OFAG, secteur Ressources génétiques et technologies, markus.hardegger@blw.admin.ch



## OGM dans les semences importées

**En 2021, la campagne de contrôle des semences a repris sont court. Sur près de quarante contrôles, un seul lot de soja a été contrôlé positif.**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, un permis général d'importation (PGI) n'est plus nécessaire pour les semences de céréales et de produits de la culture des champs. Cela concerne les importations de blé, de seigle, d'orge, d'avoine, de maïs, de triticale, de soja, de colza, de navettes, de betteraves à sucre, de betteraves fourragères et de coton. Les importateurs ne sont donc plus tenus de déclarer les lots de semences de maïs, de soja, de colza, de navette et de betterave en vue d'un éventuel échantillonnage pour analyse de la contamination par des OGM. Toutefois, en concertation avec l'interprofession, les importations continuent d'être déclarées à l'OFAG (cf. art.14a de l'ordonnance sur le matériel de multiplication, RS 916.151). Dix lots d'agrostide (*Agrostis stolonifera*) ont été également contrôlés avec des résultats négatifs.

La campagne de prélèvement pour l'année 2021 s'est déroulée normalement. Un seul lot de soja (Édamame) en provenance des USA a été contrôlé positif et retiré du marché.

### Récapitulatif des contrôles effectués en 2021

	Maïs	Colza	Soja	Betteraves	Luzerne
Nombre de lots notifiés	567*	46	31	27	10
Nombre de lots contrôlés	20	3	5	2	10
Nombre de lots positifs	0	0	1	0	0

Source : OFAG. \*221 lots uniques dont certains annoncés plusieurs fois.



## Utilisation des surfaces

**L'année 2021 a été caractérisée par une nouvelle et modeste augmentation de la superficie des terres ouvertes et un recul des prairies temporaires. L'extension concerne les surfaces des cultures de céréales, d'oléagineux et des cultures maraîchères de plein champ, tandis que la superficie de la vigne et des petits fruits n'a pratiquement pas varié depuis l'année précédente.**

La surface agricole utile (SAU) est constituée des grandes cultures, des cultures pérennes hors terres arables, des prairies naturelles et des pâturages ainsi que des terres servant à d'autres usages, comme les prairies à litière et les tourbières. L'extension continue de l'habitat et des infrastructures continue d'éroder la surface agricole utile.

### Grandes cultures

La superficie des terres ouvertes consacrées aux grandes cultures a progressé de 2 050 hectares (+0,75 %) par rapport à l'année précédente, mais la surface totale des grandes cultures a diminué de 5 830 hectares (-1,45 %). Les cultures ayant progressé sont les céréales panifiables, les oléagineux et les légumes de plein champ ; par contre, la superficie des cultures de betterave sucrière, de maïs à ensiler et de maïs vert ainsi que les prairies temporaires se sont réduites.

### Cultures pérennes

Entre 2020 et 2021, l'OFAG a modifié les modalités de la collecte des données de la fruiticulture. Le lecteur pourra consulter, en suivant le lien ci-dessous, le tableau des données 2021, par cultures et par variétés, de même qu'une mise en regard de ces données avec celles des années précédentes.

Superficie des cultures fruitières en Suisse en 2021

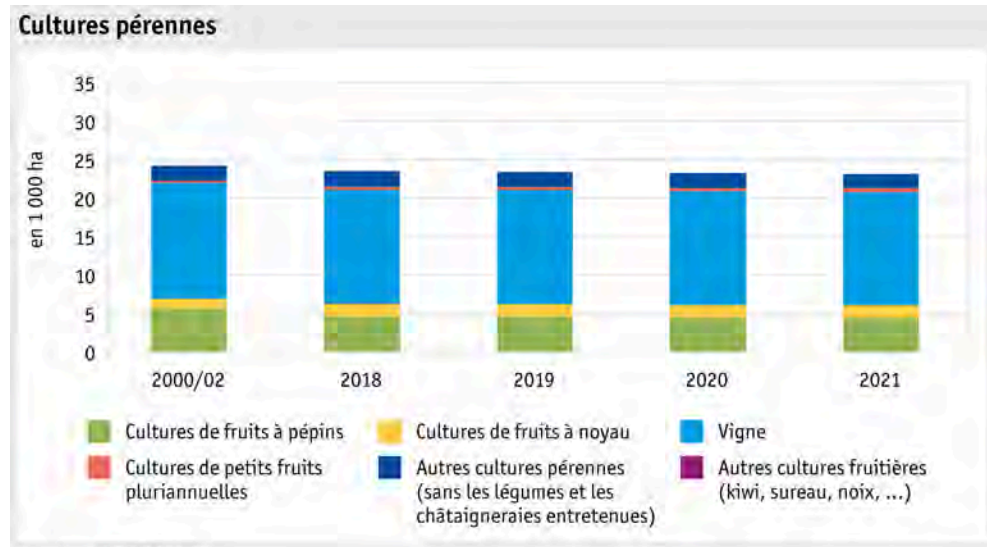
Les modifications apportées à la méthode statistique ne permettent pas d'interpréter valablement les variations de la surface dédiée à la fruiticulture entre 2019 et 2020 et entre 2020 et 2021.

Les cultures pluriannuelles de petits fruits couvraient 443 hectares l'année sous revue, une superficie égale à celle de l'année précédente.

Les vignes cultivées pour produire du vin s'étendaient en 2021 sur 14 629 hectares, soit une diminution de 67 hectares par rapport à 2020 (-0,5 %). Les cépages blancs occupaient 6 443 hectares (+16 ha) et les cépages rouges 8 186 hectares (+83 ha). Comme en 2020, les cépages blancs représentaient 44 % de la superficie totale, et les cépages rouges 56 %.

Les autres cultures pérennes englobent notamment les pépinières et les plantes ornementales, les sapins de Noël, les matières premières renouvelables telles que le roseau de Chine, ainsi que les plantes aromatiques et médicinales pérennes.

PRODUCTION > PRODUCTION VÉGÉTALE



Sources : OFAG / USP

**Liens sur la page d'accueil de l'OFAG :**

Production durable : Fruits > Statistiques fruits(<https://www.blw.admin.ch/blw/fr/home/nachhaltige-produktion/pflanzliche-produktion/obst/statistiken-obst.html>)

Production durable > Vins – Statistiques vitivinicoles(<https://www.blw.admin.ch/blw/fr/home/nachhaltige-produktion/pflanzliche-produktion/weine-und-spirituosen/weinwirtschaftliche-statistik.html>)

## Surface agricole utile en fonction des modes d'utilisation

Produit	2000/02	2018	2019	2020	2021 <sup>1</sup>	2000/02 – 2019/21
	ha	ha	ha	ha	ha	%
<b>Céréales</b>	<b>178 576</b>	<b>143 506</b>	<b>141 240</b>	<b>143 918</b>	<b>146 041</b>	<b>-19.5</b>
<b>Céréales panifiables</b>	<b>96 527</b>	<b>83 253</b>	<b>81 684</b>	<b>76 609</b>	<b>81 436</b>	<b>-17.2</b>
Blé	91 045	75 713	73 619	68 510	72 721	-21.3
Epeautre	1 878	5 367	5 692	5 933	6 650	224.0
Amidonnier, engrain	46	284	430	330	199	595.0
Seigle	3 518	1 855	1 905	1 798	1 824	-47.6
Méteil de céréales panifiable	39	34	38	38	42	0.0
<b>Céréales fourragères</b>	<b>82 049</b>	<b>60 253</b>	<b>59 556</b>	<b>67 139</b>	<b>64 605</b>	<b>-22.2</b>
Blé	–	6 612	6 715	9 613	9 713	
Orge	42 916	27 898	26 853	27 808	28 008	-35.8
Avoine	4 342	1 628	1 713	1 793	1 918	-58.3
Méteil de céréales fourragères	311	222	266	256	213	-21.1
Maïs grain	22 280	15 700	16 015	19 972	17 045	-20.6
Triticale	12 201	7 960	7 683	7 457	7 425	-38.3
Millet	–	233	311	240	283	
<b>Légumineuses</b>	<b>3 514</b>	<b>5 057</b>	<b>4 714</b>	<b>4 740</b>	<b>4 462</b>	<b>32.0</b>
Pois protéagineux	3 165	3 891	3 550	3 573	3 436	11.2
Féveroles	294	1 003	1 002	957	722	203.6
Lupins	55	163	162	210	304	309.7
<b>Cultures sardées</b>	<b>34 229</b>	<b>30 133</b>	<b>28 970</b>	<b>28 972</b>	<b>27 268</b>	<b>-17.0</b>
Pommes de terre (y c. semences)	13 799	11 107	10 981	10 956	10 711	-21.1
Betteraves sucrières	17 886	18 578	17 555	17 602	16 186	-4.3
Betteraves fourragères (betteraves semi-sucrières ou fourragères)	2 544	448	434	414	371	-84.0
<b>Oléagineux</b>	<b>18 535</b>	<b>29 827</b>	<b>30 257</b>	<b>30 979</b>	<b>31 969</b>	<b>67.8</b>
Colza	13 126	22 624	22 600	24 391	24 821	82.6
Tournesol	4 389	5 340	5 853	4 472	4 795	15.2
Soja	989	1 801	1 721	2 031	2 240	102.0
Courges à huile	32	62	83	85	113	195.8
<b>Matières premières renouvelables</b>	<b>1 304</b>	<b>359</b>	<b>240</b>	<b>238</b>	<b>370</b>	<b>-78.3</b>
Colza	1 137	187	97	117	149	-89.4
Tournesol	35	46	49	31	23	-1.9
Autres (kénaf, chanvre, etc.)	132	126	94	90	198	-3.5
<b>Légumes de plein champ</b>	<b>8 489</b>	<b>12 127</b>	<b>11 876</b>	<b>12 128</b>	<b>12 359</b>	<b>42.8</b>
<b>Maïs d'ensilage et maïs vert</b>	<b>40 652</b>	<b>47 003</b>	<b>46 692</b>	<b>46 847</b>	<b>45 667</b>	<b>14.1</b>
<b>Jachères vertes et florales</b>	<b>3 392</b>	<b>3 169</b>	<b>3 086</b>	<b>3 109</b>	<b>3 120</b>	<b>-8.4</b>
Autres terres ouvertes	1 770	4 025	4 834	3 518	5 240	155.9
<b>Terres ouvertes</b>	<b>290 462</b>	<b>275 439</b>	<b>272 056</b>	<b>274 449</b>	<b>276 496</b>	<b>-5.5</b>
<b>Prairies artificielles</b>	<b>117 671</b>	<b>122 222</b>	<b>126 248</b>	<b>125 393</b>	<b>118 968</b>	<b>5.0</b>
Autres	2 427	478	490	2 030	580	-57.4
<b>Terres arables total</b>	<b>410 560</b>	<b>398 139</b>	<b>398 794</b>	<b>401 872</b>	<b>396 044</b>	<b>-2.8</b>
Cultures fruitières <sup>2</sup>	6 913	6 304	6 240	6 091	6 111	-11.0
Vigne	15 053	14 712	14 703	14 696	14 628	-2.5
Matières premières renouvelables pluriannuelles	257	93	86	82	81	-67.7
Prairies naturelles, pâturages	627 938	603 830	601 850	600 686	606 886	-4.0
Autre utilisation, ainsi que prairies à litière et tourbe	10 410	21 898	21 989	20 607	18 303	95.0
<b>Surface agricole utile</b>	<b>1 071 131</b>	<b>1 044 976</b>	<b>1 043 663</b>	<b>1 044 034</b>	<b>1 042 053</b>	<b>-2.6</b>





## Grandes cultures

L'année 2021 se caractérisait par un très léger recul des surfaces de pommes de terre et une légère augmentation de celles des oléagineux. Dans le secteur des céréales, après un bref recul, l'expansion des surfaces de culture d'épeautre s'est poursuivie. Au niveau des protéagineux, c'est la stabilité des surfaces cultivées qui prévaut.

### Pommes de terre : Surface cultivée en diminution

Au cours de la dernière décennie, les surfaces dédiées à la culture de pommes de terre sont en léger recul, passant sous la barre des 11 000 hectares (10 711 ha en 2021, soit -245 ha par rapport à 2020). La surface cultivée par exploitation augmente de manière régulière, passant en moyenne de 1,5 hectare à 2,5 hectares en une décennie. Les surfaces de pommes de terre primeurs, pour l'essentiel cultivées sous plastique, ont doublé depuis 2008, passant d'environ 200 hectares à 454 hectares en 2021.

Article: Pommes de terre

### Oléagineux : augmentation des surfaces

L'année sous revue était marquée par une nouvelle hausse de 3 % des surfaces totales d'oléagineux (31 969 ha contre 30 979 ha en 2020). Cette hausse est à mettre sur le compte de l'ensemble des oléagineux cultivés dans notre pays. Dans le détail, les surfaces de soja ont augmenté de 209 hectares pour atteindre 2240 hectares (+10 %), celles du colza de 430 hectares pour atteindre 24821 ha (+1,7 %), et celles du tournesol de 323 hectares pour atteindre 4795 ha (+7 %). En dix ans, les surfaces d'oléagineux sont passées de 25 698 hectares (24%) à 31 969 hectares. En 2021, et sur la base des attributions, les cantons de Vaud, Berne, Argovie et Zürich concentraient à eux seuls près de 60 % de la production nationale de colza et 64 % de celle de tournesol. Ce sont les deux cultures oléagineuses les plus importantes en Suisse. Genève et Vaud concentraient 48 % des attributions de soja.

En 2021, la production biologique représentait 6 % des surfaces, en hausse de 524 hectares (1983 ha vs 1459 ha en 2020)

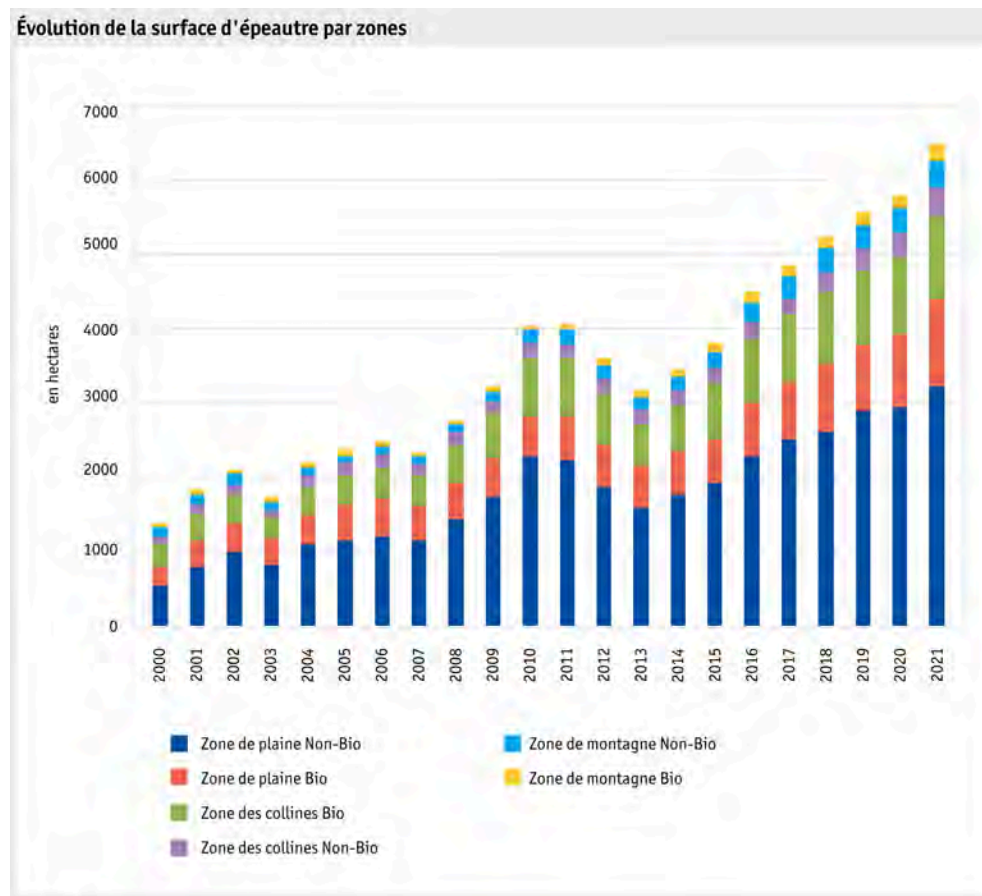
De 2011 à 2021, le total des contrats-cadre oléagineux (le colza, le tournesol et le soja), soit les quantités que les industriels acceptent de prendre en charge, ont augmenté de plus de 25 000 tonnes (+27 %), passant de 93 500 à 119 000 tonnes. Le succès toujours croissant de l'huile de colza sur cette période explique l'essentiel de cette hausse. En effet, les contrats-cadre pour le seul colza sont passés de 74 000 à 106 000 tonnes.

Article: Oléagineux

### Évolution de la surface céréalière et part de surfaces de céréales bio

Depuis l'ouverture du marché des céréales panifiables en 2001, la surface d'épeautre indigène est passée de moins de 2000 à plus de 6000 hectares. Après un recul temporaire des surfaces en 2012 et 2013, la tendance à la hausse s'est renforcée. Dans la zone de plaine, la part de bio est passée d'un tiers à 19 % en 2009 et a de nouveau augmenté pour atteindre 27 % en 2021. Dans la zone des collines, la part de bio a fluctué dans une moindre mesure et a atteint environ 25 %. Logiquement, la surface d'épeautre est plus petite dans les zones de montagne, mais la part de bio a atteint 40 % en 2021.

PRODUCTION > PRODUCTION VÉGÉTALE



Source: OFS

Article: Céréales

**Protéagineux: grande stabilité**

Les cultures protéagineuses désignent des plantes telles que le pois (77 % des surfaces de protéagineux), la féverole (16 %) et le lupin (7 %). Il s'agit d'une branche de production assez stable, notamment en termes de surfaces (5016 ha en 2015 à 5501 ha en 2021 dont 1600 ha bio). À un pic des surfaces en 2017 (6000 ha) s'est ajoutée une production record de 21 041 tonnes. Depuis, la production est en recul et s'est montée à 13 147 tonnes en 2021 dont 3500 tonnes en bio. Les cultures protéagineuses sont principalement cultivées en zone de plaine, parfois également en zone des collines. 67 % de ces surfaces sont le fait d'exploitations moyennes disposant de 30 à 50 hectares de SAU.



## Cultures spéciales fruitières, viticoles et maraîchères

En Suisse, les cultures de fruits et de petits fruits s'étendent sur 7 000 hectares, et le Pinot Noir reste le cépage favori de la viticulture, malgré un nouveau recul en 2021. Quant aux maraîchers, ils ont réagi à l'explosion de la demande due au COVID-19 en 2020 en augmentant la production et par conséquent les surfaces cultivées.



### Fruits

#### 6 111 hectares de vergers

En vertu de l'ordonnance concernant l'exécution des relevés statistiques fédéraux (annexe 155), l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) est chargé de faire le compte de la superficie totale des cultures fruitières visées à l'art. 2, al. 2, de l'ordonnance sur la terminologie agricole et la reconnaissance des formes d'exploitation (OTerm). Le relevé des données a lieu au moyen d'un nouveau système depuis 2020. L'année sous revue, l'OFAG a ainsi recensé 6 111 hectares de cultures fruitières, dont 72 % de cultures de fruits à pépins (4 428 hectares) et 26 % de cultures de fruits à noyau (1 582 hectares). Le sureau s'étendait sur 20 hectares, le kiwi sur 26 hectares et le noyer sur 55 hectares ; les surfaces consacrées à ces fruits représentaient ensemble 2 % de la superficie des cultures fruitières. Le lecteur trouvera les résultats détaillés de l'inventaire 2021 de ces cultures, par culture et par variété, avec en regard les chiffres de l'année précédente, sous le lien que voici :

Statistique des cultures fruitières de la Suisse 2021

Il faut toutefois signaler qu'en raison du changement de méthode de recensement, les différences entre les années 2019 et 2020, de même qu'entre 2020 et 2021 ne peuvent pas nécessairement être interprétées comme un accroissement ni un recul des surfaces cultivées.

PRODUCTION > PRODUCTION VÉGÉTALE



### Près de 900 hectares de petits fruits

D'après les statistiques établies par l'interprofession Fruit-Union Suisse, les cultures de petits fruits occupaient en 2021 890 hectares au total, c'est-à-dire presque autant que l'année précédente ( 2 hectares ou 0,2 %). Le sureau n'y est pas inclus, étant assimilé aux cultures de fruits. De même, les statistiques ne prennent pas compte des cultures de baies non mentionnées séparément dans le rapport d'activité de Fruit-Union Suisse. Les surfaces consacrées à la culture du cassis, des framboises et des groseilles ont légèrement augmenté, tandis que les surfaces dédiées à la culture des mûres, des fraises et des myrtilles accusent un faible recul. Les cultures de groseilles à maquereaux n'ont pas varié en superficie depuis l'année précédente.

L'interprofession Fruit-Union Suisse a publié dans son rapport d'activité 2021 un tableau pluriannuel des cultures de petits fruits.

» Cultures fruitières

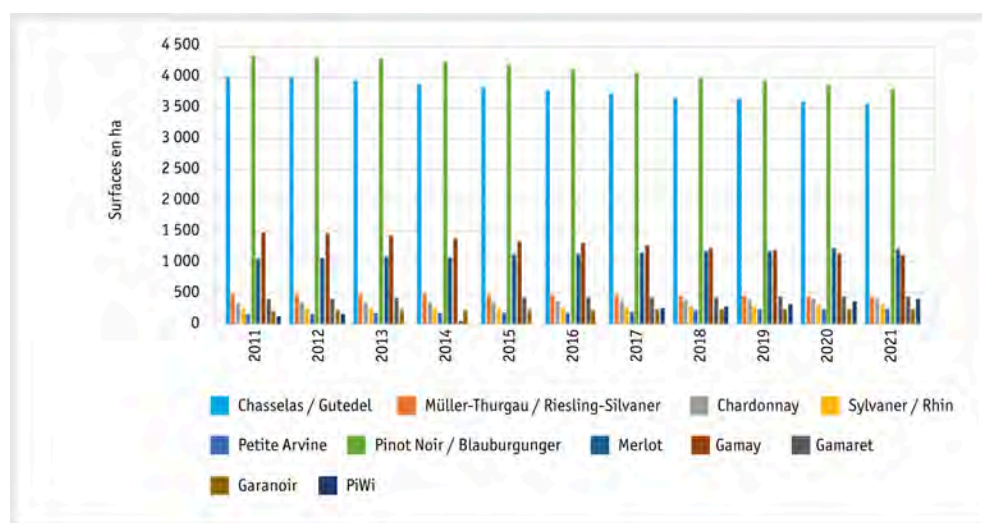
### Viticulture

En 2021, la surface couverte par les vignobles suisses était de 14 629 ha, soit une diminution de 6 ha (-0,5 %) par rapport à 2020. La superficie plantée en cépages blancs a légèrement augmenté (+0,3 %), avec une superficie totale de 6 443 ha, tandis que la superficie plantée en cépages rouges a légèrement diminué (-1 %), couvrant 8 186 ha. Proportionnellement, les cépages blancs couvrent 44 % et les cépages rouges 56 %.

Bien qu'il continue à reculer (-0,7 ha), le Pinot Noir reste la variété la plus cultivée en Suisse (3 802 ha). De même, le chasselas reste sur le déclin (-0,4 ha), occupant 3 573 ha. Le Merlot reste en troisième position avec ses 1 217 hectares, restant stable par rapport à 2020 (-0,03 ha). La superficie des variétés résistantes aux maladies fongiques en 2021 a été de 409 ha (+40ha).

Le graphique 1 montre l'évolution des surfaces pour les principaux cépages plantés sur les sols suisses et pour les variétés résistantes aux maladies fongiques de 2011 à 2021.

» Vin



### Cultures maraîchères

## PRODUCTION &gt; PRODUCTION VÉGÉTALE



En 2021, les cultures de légumes frais (y compris les stocks) occupaient 14 317 hectares, soit 74 hectares de plus qu'en 2020. Cette superficie se compose des cultures maraîchères en plein champ (y compris les parcelles mises en culture plusieurs fois pendant une campagne donnée, mais ne portant qu'une seule culture à la fois) soit 13 341 hectares (sans les légumes traditionnellement destinés à la transformation) et des cultures maraîchères sous serre, soit 976 hectares. Les cultures de plein champ se sont étendues de quelque 2 % l'année sous revue, tandis que les cultures sous serre ont reculé de 5 %. Depuis plusieurs années, les cinq premières cultures maraîchères sont la carotte, l'oignon jaune, la laitue iceberg, le brocoli et le chou-fleur. En ce qui concerne les cultures sous serre, la mâche figure clairement au premier rang ; elle est suivie du radis, du concombre à salade, de la laitue pommée verte et de la tomate en grappe.

» [Légumes](#)

**Lien sur le site internet de l'OFAG :**

Production durable : Fruits – Statistiques fruits Production durable : Vins et spiritueux – statistique viticole





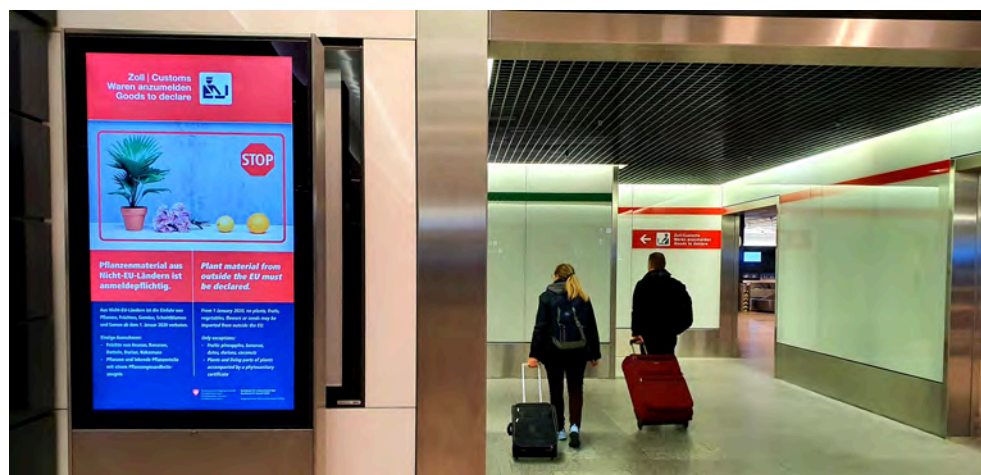
## Santé des végétaux

**La législation sur la santé des plantes est plus stricte depuis le 1er janvier 2020. En particulier, elle ne prévoit plus aucune dérogation concernant les végétaux (fruits, légumes, fleurs coupées) introduits sur le territoire en petites quantités. Les deux dernières années, plus de 17 tonnes de végétaux ont dû être saisies dans les aéroports, en dépit des campagnes de sensibilisation qui s'y déroulent.**

Les végétaux et matériels végétaux apportés de l'étranger peuvent être infestés de maladies ou d'organismes particulièrement dangereux. C'est pourquoi leur introduction sur le territoire suisse est soumise à la législation relative à la santé des végétaux, voire totalement prohibée. Cela concerne les végétaux et les semences, ainsi que les fruits et les légumes frais, les fleurs coupées, le feuillage ornemental et la terre, de même que quelques marchandises constituées de certains bois d'origine extra-européenne.

L'entrée en vigueur de la nouvelle législation sur la santé des végétaux le 1er janvier 2020 a eu pour effet de rendre plus strictes non seulement les dispositions applicables aux importations de matériels végétaux à des fins commerciales, mais encore celles qui concernent l'introduction de ces matériaux sur le territoire par les particuliers en voyage. Celles-ci s'appliquent notamment aux fruits, aux légumes et aux fleurs coupées. Les dérogations relatives aux petites quantités de ces marchandises sont donc abrogées. En outre, les matériels végétaux provenant de pays hors Union européenne doivent être munis d'un certificat phytosanitaire. Seuls les fruits suivants en sont exemptés et peuvent être introduits sans certificat : l'ananas, la banane, la datte, le durian et la noix de coco.

Dans les aéroports, des affiches et des prospectus, et parfois de petits films vidéo attirent l'attention du voyageur sur les nouvelles dispositions à ce sujet.



Affiche destinée à sensibiliser le voyageur à l'aéroport de Zurich (Source : OFAG, secteur Santé des plantes et variétés)

## Contrôle phytosanitaire aux frontières

L'application des dispositions légales sur la santé des végétaux est de la compétence du Service phytosanitaire fédéral (SPF). Celui-ci n'effectue pas lui-même les contrôles aux frontières, mais s'appuie pour le faire sur les agents de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF).



PRODUCTION > PRODUCTION VÉGÉTALE



Le contrôle régulier à la douane consiste aussi à vérifier si les voyageurs ont rapporté avec eux du matériel végétal et si celui-ci est soumis aux règlements concernant l'importation de végétaux. Si tel est le cas, le voyageur a la possibilité soit de remettre les marchandises concernées à la douane (sans frais), soit de demander leur inspection par le Service phytosanitaire fédéral (il devra en supporter les frais). Seules les marchandises déclarées en règle par le SPF pourront être introduites sur le territoire suisse.

**Végétaux saisis entre 2020 et 2021**

En 2020, plus de 17 tonnes de matériels végétaux ont été saisis aux trois aéroports de Bâle-Mulhouse, de Genève et de Zurich ; les saisies se montent même à plus de 18 tonnes pour l'année 2021. La douane a dénombré 2 770 cas de saisie en 2020 et 3 384 en 2021. La hausse du nombre de cas s'explique probablement par la levée des restrictions frappant les déplacements à cause de la pandémie de COVID-19. Le nombre de passagers de l'aviation civile est en effet passé de 16,5 millions en 2020 à 19,7 millions en 2021 . Celui des contrôles à la douane a logiquement progressé.

**Matériels végétaux saisis à la douane des aéroports de Bâle-Mulhouse, de Genève et de Zurich entre 2020 et 2021**

	2020	2020	2021	2021
Poste de contrôle	Nombre de cas	Poids total des marchandises saisies (kg)	Nombre de cas	Poids total des marchandises saisies (kg)
Aéroport de Zurich	1997	11 970	2 497	11 940
Aéroport de Bâle	385	2 145	390	2 180
Aéroport de Genève	388	3 123	541	4 080
<b>Total</b>	<b>2770</b>	<b>17 238</b>	<b>3 428</b>	<b>18 200</b>

Source : Enquête menée par l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF)



## Surveillance phytosanitaire du territoire

**Les organismes nuisibles particulièrement dangereux (organismes de quarantaine) des végétaux constituent une grande menace pour l'agriculture, la sylviculture et l'horticulture productrice. Une surveillance du territoire et une lutte à l'échelle nationale en cas d'apparition d'un tel organisme nuisible sont donc essentielles pour prévenir les dommages dans l'espace phytosanitaire commun à la Suisse et à l'Union européenne.**

Les organismes nuisibles particulièrement dangereux (organismes de quarantaine) des végétaux, comme virus, bactéries, champignons ou insectes, peuvent avoir un impact considérable sur la production agricole ou horticole. Cela a une influence négative sur la quantité, la qualité et le prix des aliments.

Le Service phytosanitaire fédéral (SPF), constitué par l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG), l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), Agroscope et l'Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage (FNP), a pour mission de protéger la Suisse contre l'introduction d'organismes de quarantaine ([www.sante-des-vegetaux.ch](http://www.sante-des-vegetaux.ch)).

Le nouveau droit de la santé des végétaux est entré en vigueur en janvier 2020. Davantage de tâches de surveillance et de contrôle des cultures agricoles concernant les organismes de quarantaine seront confiées aux cantons.

### La santé des végétaux est réglée dans une convention internationale

La Convention internationale pour la protection des végétaux (International Plant Protection Convention, IPPC) est un traité intergouvernemental signé par plus de 180 pays, dont la Suisse. Un commerce sûr en constitue le noyau. Cette convention est le fondement de la surveillance du territoire en Suisse et de la communication réciproque des résultats des surveillances du territoire de tous les pays.

### Collaboration renforcée avec les cantons

Le SPF prépare les mandats de surveillance spécifiques. L'Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes (European and Mediterranean Plant Protection Organisation, EPPO), apporte son soutien en fournissant des informations et des normes qui peuvent être utilisées par tous les États membres. Ainsi, les mandats de surveillance pour la Suisse sont élaborés par le SPF sur la base des risques et adaptés à la surface et aux cultures dans chaque canton.

### Mise en œuvre par les services phytosanitaires cantonaux

Il existe différentes manières de traquer les organismes nuisibles. Une méthode consiste à rechercher à l'œil nu des symptômes ou des ravageurs dans les champs, les vergers, les vignobles, les serres et les jardins publics (contrôle visuel). Il est par exemple possible de rechercher directement des insectes nuisibles ou les dégâts qu'ils causent en se nourrissant, ou de découvrir des symptômes de maladie sur les plantes.

Outre le contrôle visuel, on peut par exemple installer de manière ciblée des pièges à phéromones pour les coléoptères, comme c'est le cas pour le scarabée du Japon ou le charançon du poivron.

Toutefois, certaines maladies des végétaux ou certains ravageurs ne peuvent être détectés qu'au moyen d'analyses d'échantillons en laboratoire. Ainsi, pour détecter les parasites de la pomme de terre, par exemple des espèces de nématodes à kystes de la pomme de terre, des

PRODUCTION > PRODUCTION VÉGÉTALE



échantillons de routine provenant de la production de pommes de terre sont analysés chaque année en laboratoire.

**Contrôles menés dans le cadre de la surveillance du territoire**

Type de contrôle	Nombre
Contrôles visuels	7260
Échantillons suspects provenant de contrôles visuels	1510
Contrôles au moyen de pièges (différents types de pièges)	673
Échantillons suspects provenant de pièges	97
Échantillons de routine	233

**Des réactions rapides sont essentielles**

En cas de résultat de laboratoire positif, la lutte contre l'organisme de quarantaine démarre dans les meilleurs délais. Le déroulement de toutes les phases importantes est décrit dans un plan d'urgence.

Il est essentiel que tous les acteurs concernés coopèrent. Si, par exemple, un scarabée du Japon est découvert dans un piège, le service cantonal compétent prend en charge la lutte contre le scarabée. Il bénéficie toujours du soutien du SPF, que ce soit du point de vue technique (biologie) ou sur des questions juridiques.

La lutte contre l'organisme de quarantaine doit être rapide et recevoir la plus haute priorité. Une notification du SPF doit être envoyée à l'UE et à l'EPPO au plus tard huit jours après la confirmation du laboratoire. Tous les États membres de l'UE et la Suisse profitent de ce système d'alerte précoce, qui avertit tous les pays en cas d'apparition de nouveaux organismes nuisibles et permet ainsi de réagir et de mener rapidement la lutte.

**Transmission annuelle des données à l'UE et à l'EPPO**

Toutes les données issues de la surveillance du territoire suisse sont collectées depuis 2021 à l'aide d'un outil informatique d'Agroscope. Les 26 cantons et les laboratoires compétents introduisent leurs résultats dans cette base de données.

Grâce à cela, il est par exemple possible de réaliser des cartes accessibles au public. Il existe ainsi une carte de la Suisse qui montre tous les emplacements de pièges pour la surveillance du scarabée du Japon (*Popillia japonica*) ainsi que les zones délimitées en raison de la présence du scarabée (dans le canton du Tessin) en 2021.

Tous les pays signataires de l'IPPC sont tenus d'informer les autres parties à la convention des résultats de leur surveillance du territoire. Ce n'est qu'ensemble qu'il est possible de protéger durablement l'espace phytosanitaire contre de nouveaux organismes de quarantaine.

PRODUCTION > PRODUCTION VÉGÉTALE



**Popillia japonica**

Version 17.12.2021, wejn

Gebietsüberwachung 2021  
Surveillance du territoire 2021  
Sorveglianza del territorio 2021



Quelle: Bundesamt für Landestopografie

Fallenüberwachung  
Surveillance des pièges  
Monitoraggio delle trappole

- Fänge / Captures / Cattura
- Ohne Fänge / Sans captures / Senza cattura

- Befallszone / Zone infestée / Zona infestata \*
- Pufferzone / Zone tampon / Zona cuscinetto \*

\* Fallenstandorte nicht gezeigt / Emplacement des pièges ne pas indiqué / Posizioni delle trappole non mostrate



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement für  
Wirtschaft, Bildung und Forschung WBF  
Agroscope



## Éleveurs d'animaux de rente et cheptels

En 2021, le nombre de détenteurs d'animaux de rente a continué de diminuer. Cette tendance est observable depuis plus de vingt ans. En revanche, les effectifs d'animaux de rente (convertis en unités de gros bétail) restent stables depuis une vingtaine d'années, ou baissent légèrement. Ces évolutions illustrent les changements structurels en cours dans l'agriculture.

### Nette diminution du nombre de détenteurs d'animaux de rente au cours des vingt dernières années

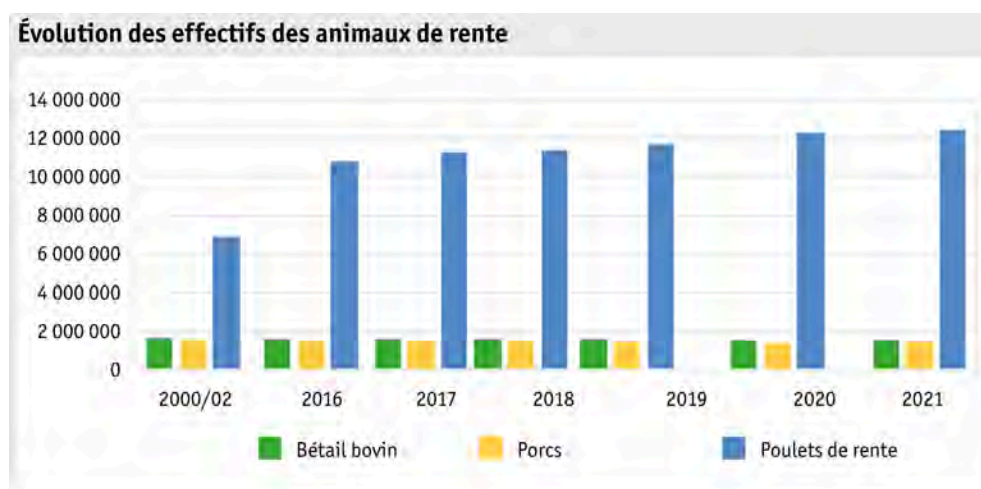
En 2021, il y avait 33 091 détenteurs de bovins. Cela correspond à une baisse d'environ 1,7 % par rapport à l'année précédente. Le nombre de détenteurs de moutons a diminué de 0,5 % pour atteindre 7997, et le nombre de détenteurs de porcs a baissé de 0,7 % pour atteindre 5561. En revanche, le nombre de détenteurs de poules de rente a légèrement augmenté.

Si l'on compare le nombre moyen de détenteurs d'animaux pour les années sous revue 2019 à 2021 avec la moyenne des années 2000 à 2002, les chiffres concernant les détenteurs de porcs et les détenteurs de volailles ne manquent pas de frapper. Leur nombre a reculé, respectivement de 60 % et de 33 %. Le nombre des détenteurs de bovins et de moutons a lui aussi baissé, respectivement de 31 % et de 33 %, durant cette période.

### Les effectifs d'animaux de rente restent stables

Si l'on compare l'évolution du nombre d'animaux avec celle du nombre de détenteurs, la poursuite de l'évolution structurelle ne passe pas inaperçue. Alors que le nombre d'animaux a légèrement augmenté par rapport à l'année précédente (à l'exception des animaux de l'espèce bovine), le nombre de détenteurs a continué de reculer. Cela montre qu'une concentration sur des effectifs moyens plus importants est en cours.

» [Exploitations](#)



Source : OFS

C'est pour la volaille que le nombre d'animaux continue d'augmenter le plus fortement. Le cheptel total de volailles est passé à 12,6 millions d'animaux pendant l'année sous revue du fait

## PRODUCTION &gt; PRODUCTION ANIMALE



de la conjoncture favorable qui a persisté sur le marché de la viande de volaille et sur celui des œufs, mais aussi du fait de la demande croissante de produits suisses. Par rapport à la moyenne des années 2000 à 2002, il a augmenté de 81 % au cours de l'année sous revue. Il convient de noter ici que les effectifs se réfèrent au nombre d'animaux et non aux unités de gros bétail. Convertie en unités de gros bétail, la volaille représente environ 5 % de toutes les catégories d'animaux.

Les agriculteurs suisses ont élevé environ 1,52 million de têtes de bétail bovin pendant l'année sous revue. Le cheptel de vaches (vaches laitières et vaches mères) s'est réduit d'environ 2730 têtes par rapport à l'année précédente, passant à 680 593 animaux. La population des porcs a légèrement augmenté de 1,3 % par rapport à 2020 pour atteindre 1,37 million d'animaux.

Le nombre total des unités de gros bétail, toutes catégories confondues, reste stable depuis vingt ans, voire accuse une légère baisse.



### Détenteurs d'animaux de rente et effectifs d'animaux de rente

	2000/02	2018	2019	2020	2021	2000/02 – 2019/21
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	%
<b>Détenteur d'animaux</b>						
Détenteurs de bétail	58 602	43 046	42 404	41 822	41 254	-28.6
Détenteurs de bovins	49 598	34 890	34 251	33 662	33 091	-30.9
Détenteurs de chevaux	13 208	11 335	11 340	11 227	11 196	-14.4
Détenteurs de porcs	14 656	6 175	5 821	5 600	5 561	-60.0
Détenteurs de moutons	12 158	8 238	8 149	8 016	7 977	-33.1
Détenteurs de chèvres <sup>1)</sup>	6 977	6 436	6 415	6 355	6 592	-8.2
Détenteurs de poules de rente	20 235	13 390	13 713	13 485	14 434	-33.1
<b>Effectifs</b>						
Bétail bovin	1 597 684	1 543 345	1 524 820	1 515 123	1 513 701	-4.4
dont vaches	716 784	689 644	682 858	677 863	680 593	-4.6
Chevaux	62 155	79 934	80 690	80 072	80 096	29.1
Porcs	1 534 217	1 417 549	1 359 684	1 348 306	1 366 359	-10.4
Moutons	423 413	343 470	343 581	343 528	349 112	-18.9
Chèvres	63 828	80 552	80 469	79 562	82 045	25.6
Poules de rente	6 934 609	11 534 593	11 828 869	12 428 660	12 568 239	72.0
dont poules pondeuses et poules d'élevage	2 124 632	3 371 329	3 485 657	3 84 017	3 866 989	13.6

<sup>1)</sup> Y compris les (détenteurs de) chèvres naines

Source: OFS



## Production laitière

**L'économie laitière, qui représente près de 20 % de la production agricole totale, est un important secteur de l'agriculture suisse. Le nombre des exploitations laitières a continué de reculer.**

En 2021, on comptait encore 17 910 producteurs de lait en Suisse, dont 8806 dans la région de montagne et 9104 dans la région de plaine, ainsi que 1897 exploitations d'estivage. Le nombre des exploitations laitières a reculé de 606, soit 3,3 %, par rapport à 2020 (voir site Web de l'OFAG).

La production de lait s'est élevée à quelque 3,8 millions de tonnes de lait durant l'année sous revue, dont 0,4 million de tonnes ont été utilisées pour l'alimentation des jeunes bovins.

Les livraisons de lait, y compris celles de la zone franche genevoise et de la Principauté de Liechtenstein (FL), sont pratiquement restées au niveau de l'année précédente (3,3 millions de tonnes).

Environ un tiers du lait de vache commercialisé provenait, au cours de l'année sous revue, d'exploitations dans lesquelles l'affouragement des animaux était exempt d'ensilage. La part du lait bio s'élevait à environ 8,5 % de la quantité totale de lait.

### L'évolution structurelle frappe aussi les exploitations laitières

La production moyenne de lait commercialisé par exploitation laitière a atteint 181 922 kg en 2021. C'est un peu plus du double de l'année 2000 et 2,6 % de plus que l'année précédente. En revanche, le nombre de producteurs de lait a diminué d'un peu plus de la moitié depuis 2000, en raison de l'évolution structurelle.

Quelque 50 % du lait produit dans la région de plaine l'a été par des exploitations dont la production annuelle de lait est de 300 000 kg ou plus. Par contraste, environ 80 % des exploitations de montagne livrent moins de 300 000 kg de lait par an.

La performance laitière des vaches a atteint une valeur moyenne d'environ 7000 kg par vache laitière et par an. Les teneurs en matières grasses et en protéines sont en revanche restées assez stables.

Selon l'Interprofession du lait, en 2021, la part de la quantité de lait achetée aux producteurs de lait dans le segment A était de 83,5 %, celle du segment B de 16,5 %. Aucun lait n'a été acheté dans le segment C. Le segment A comprend le lait qui est écoulé sur le marché protégé ou soutenu au moyen de suppléments et qui réalise la plus forte valeur ajoutée.

En 2021, le prix moyen à la production du lait commercialisé en Suisse a augmenté de 5,7 % pour atteindre 69,80 ct./kg. Le prix à la production du lait de centrale a augmenté de 6,8 % pour atteindre 64,31 ct./kg et celui du lait bio, de 1,3 % pour atteindre 82,24 ct./kg. Le prix moyen à la consommation était de 1.61 fr./litre de lait conventionnel et de 1.79 fr. pour le lait entier pasteurisé de production biologique (voir site Web de l'OFAG).

» [Lait et produits laitiers](#)

Sources TSM Fiduciaire Sàrl : Statistique annuelle du marché du lait 2021 Agristat : Statistique laitière de la Suisse 2021



## Production de viande et d'œufs

**La production de viande a évolué en fonction des préférences des consommateurs. La viande de volaille continue de jouir d'une popularité croissante. La production suisse d'œufs a augmenté à nouveau en 2021.**

### Effectifs en baisse ou stables, augmentation pour la volaille

Les agriculteurs suisses ont élevé environ 1,52 million de têtes de bétail bovin pendant l'année sous revue. Le cheptel de vaches (vaches laitières et vaches mères) a augmenté d'environ 2730 têtes par rapport à l'année précédente, passant à 680 593 animaux.

Le cheptel porcin a légèrement augmenté de 1,3 % par rapport à 2020, pour atteindre 1,37 million de têtes, alors qu'une baisse constante du cheptel avait été enregistrée depuis 2015.

Le cheptel total de volailles a augmenté de 1,1 %, passant à 12,6 millions d'animaux pendant l'année sous revue grâce à la conjoncture favorable qui a persisté sur le marché de la viande de volaille et sur celui des œufs, mais aussi grâce à la demande croissante de ces produits suisses.

### Évolutions variées de la production

La production indigène de viande, toutes catégories confondues, a augmenté de 6828 tonnes pour atteindre 369 116 tonnes (poids prêt à la vente). La viande de porc se situe nettement en tête du classement avec près de 176 000 tonnes (poids prêt à la vente), suivie de la viande de volaille (87 000 tonnes) et de la viande de bœuf (81 000 tonnes, sans la viande de veau).

La part indigène de la consommation de viande bovine prête à la vente (gros bétail) a légèrement diminué pour atteindre 79,7 %. En 2021, la production indigène de viande de veau a enregistré une baisse de 4,2 % par rapport à l'année précédente. La part de la consommation indigène est restée pratiquement inchangée à 96,6 %.

La production indigène de viande de porc a augmenté de 2,5 % par rapport à l'année précédente, la part indigène dans la consommation étant passée de 92,7 % à 94,1 %.

En 2021, grâce à la croissance continue de la demande en viande de volaille, la quantité produite en Suisse a augmenté de 3,7 %. Les importations ont augmenté encore plus fortement (+6,7 %), ce qui explique que la part indigène à la consommation ait légèrement reculé, passant à 66,7 %.

La production indigène de viande de mouton a connu un recul de 1 % au cours de l'année sous revue, mais la part indigène à la consommation a augmenté pour atteindre près de 41 %. La production de viande de chèvre a augmenté de 4 % en 2021. Une nouvelle baisse de la production par rapport à l'année précédente a toutefois été enregistrée pour la viande de cheval (-14,1 %).

S'agissant des œufs, la production a connu une nouvelle augmentation en 2021 (+7,6 % par rapport), passant à 1145 millions d'unités. La consommation d'œufs par habitant s'élevait à 195,2 unités, dont 130,1 œufs suisses. Les œufs suisses représentent 78,0 % des œufs en coquille vendus. Si l'on inclut les ovoproduits dans la statistique de la consommation, les poules pondeuses suisses ont ainsi produit 66,7 % des œufs et ovoproduits consommés dans notre pays.

Sources : Proviande : Le marché de la viande 2021 Aviform : Aviculture en chiffres 2021



## Données géodifférenciées sur les risques d'apport de produits phytosanitaires dans les eaux de surface

Agroscope a élaboré pour la première fois des cartes des risques d'apport de produits phytosanitaires (PPh) dans les eaux de surface. Celles-ci portent sur les voies d'apport des PPh que sont le drainage, l'entraînement par ruissellement et les sources agricoles ponctuelles. Les cartes montrent le risque d'apport de manière géodifférenciée. Elles peuvent servir à mettre en œuvre de manière optimale des mesures de réduction du risque.

Agroscope a élaboré les cartes des risques sur la base des géodonnées les plus récentes, différenciées par bassins versants. Un total de 21 844 bassins versants d'une superficie moyenne d'environ 200 hectares chacun ont été analysés et évalués à l'aide de systèmes d'information géographique (SIG).

Les risques d'apport de PPh dans les eaux de surface en lien avec le drainage, l'entraînement par ruissellement et les sources ponctuelles des exploitations agricoles ont été représentés dans une carte de synthèse, pondérés et catégorisés en termes de probabilité, celle-ci allant de faible à très élevée. La carte montre l'importance du risque d'apport de PPh dans les eaux de surface dans les différents bassins versants de Suisse (voir illustration 1 infra).

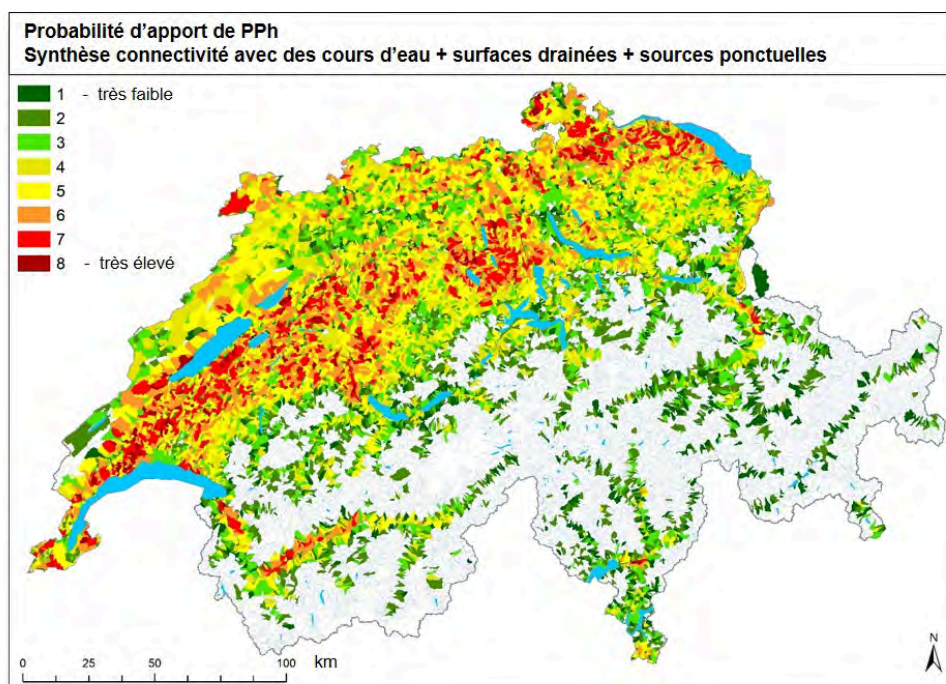


Illustration 1 : Risque d'apport de PPh en raison de surfaces potentiellement exposées à l'utilisation de PPh, qui sont raccordées à un cours d'eau et/ou drainées, ainsi que de sources agricoles ponctuelles (Koch, U. et Prasuhn, V. [2021])

Les bases cartographiques créées aident à mettre en évidence, sous une forme géodifférenciée, le besoin d'agir en rapport avec le risque d'apport de PPh dans les eaux de surface. Cela permet de prendre des mesures de manière plus ciblée ou davantage là où elles sont le plus nécessaires.

Koch, U. ; Prasuhn, V. (2021) : « Cartes des risques d'apport de produits phytosanitaires dans les eaux de surface ». Agroscope Science. N° 126. 2021.



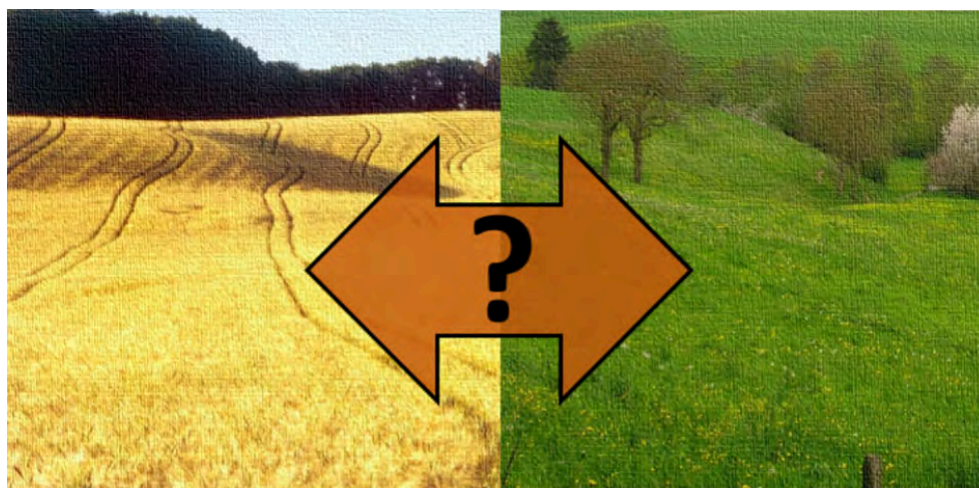
## L'optimisation de l'exploitation des surfaces augmente l'efficacité

**Affecter les produits issus de la culture des champs directement à l'alimentation humaine rend l'utilisation des terres et des denrées alimentaires plus efficace. Des possibilités allant dans ce sens dans la production laitière sont testées dans le cadre d'un projet d'utilisation durable des ressources. Le projet distingue les sites qui se prêtent de préférence aux cultures destinées à l'alimentation humaine directe de ceux qui peuvent être utilisés comme surfaces herbagères.**

Les ruminants peuvent transformer l'herbe, impropre à la consommation humaine, en aliments consommables par l'homme. Ils ont ainsi un rôle central dans la production adaptée aux conditions locales – en particulier en Suisse, qui compte un grand nombre de surfaces herbagères. Mais souvent, les vaches ne mangent pas que de l'herbe. Pour obtenir des performances laitières plus élevées, on les affourage parfois avec des aliments végétaux riches en protéines, qui peuvent aussi servir directement à l'alimentation humaine. On parle alors de concurrence alimentaire.

Les aliments pour animaux à base d'herbe proviennent en grande partie de surfaces qui, en raison de leur topographie, de leur altitude et des caractéristiques du sol, ne peuvent pas être utilisées pour les grandes cultures. En revanche, une part importante des rations d'herbe fraîche provient également de surfaces adaptées à la culture des champs. Qu'un plan d'assolement comporte un certain pourcentage de prairies temporaires est tout à fait pertinent. Si une proportion plus importante des terres arables est utilisée comme surfaces herbagères ou pour la production de fourrages, on parle de concurrence pour l'utilisation des surfaces.

La réduction de la concurrence alimentaire et de la concurrence pour l'utilisation des surfaces est pertinente du point de vue de la production adaptée aux conditions locales, car elle rend plus efficace l'utilisation des terres agricoles disponibles. Le gain d'efficacité résulte de l'utilisation directe des aliments par l'homme et de la réduction des pertes d'éléments fertilisants et des émissions de gaz à effet de serre qui en découle.



Pour optimiser l'utilisation des surfaces, il convient de se demander s'il est, sur un site donné, possible de produire des aliments destinés à l'alimentation humaine directe. La réponse dépend des conditions locales. (OFAG).

Actuellement, en Suisse, environ 58 % de la surface agricole utile sont exploités comme surfaces herbagères, 38 % comme terres arables et 2 % comme cultures pérennes. Environ 60 % des terres arables servent à la production d'aliments pour animaux (Rapport agricole 2021). Lorsque des terres arables peuvent être davantage utilisées pour la production d'aliments

## PRODUCTION &gt; SÉCURITÉ DE LA PRODUCTION



destinés à l'alimentation humaine directe et qu'en même temps la concurrence alimentaire est réduite, cela contribue fortement à la transition vers un système alimentaire durable.

Ce potentiel d'amélioration de l'efficacité est exploité depuis début 2022 dans le cadre du projet d'utilisation durable des ressources « KlimaStaR Milch ». Le projet a été mis sur pied par un large groupe de soutien comprenant aaremilch, Emmi Suisse, Nestlé Suisse, ZMP et AgroCleanTech et quelque 240 exploitations y participent déjà. L'accompagnement scientifique permet d'élaborer des connaissances fondées sur l'adéquation pratique des innovations mises en œuvre, qui peuvent être utilisées par l'agriculture et pour le développement de la politique agricole, au-delà de la région et de la durée du projet.

Zumwald J., Nemeček T., S. Ineichen, B. Reidy (2019) : « Indicateurs de concurrence en matière de surfaces et d'aliments dans la production laitière suisse : développement et test de deux méthodes ». Agroscope Science. N° 85 / mai 2019.

MARCHÉ



## MARCHÉ &gt; INTRODUCTION



## Introduction

Il ressort du Rapport climatologique 2021 de l'Office fédéral de météorologie et de climatologie MétéoSuisse que l'été a été un des plus arrosés en moyenne au Nord des Alpes depuis le début des mesures. Un hiver doux et riche en précipitations, avec localement d'importantes chutes de neige, a été suivi d'un printemps froid et d'une fin de saison humide. Au Nord des Alpes, plusieurs orages de grêle dévastateurs ont traversé la Suisse, surtout en juin. Contrairement à l'été, l'automne s'est souvent montré peu arrosé et ensoleillé.

## Produits végétaux

Dans les cultures de céréales, de pommes de terre et de tournesol, les conditions météorologiques se sont traduites par des rendements plus faibles et une qualité moindre des produits récoltés. Pour les betteraves sucrières, le temps automnal favorable a permis d'augmenter encore les teneurs en sucre. En ce qui concerne les fruits, le gel, la pluie et les intempéries ont entraîné des récoltes relativement faibles selon les cultures. Les cultures de fruits à noyau et de fruits à cidre ont été particulièrement touchées. Les prix de certains produits ont nettement augmenté par rapport à l'année précédente. La viticulture a également dû faire face aux défis météorologiques. À cela s'ajoute que les ceps ont connu une forte attaque d'oïdium. Des pertes massives et une récolte de vin historiquement basse en ont été la conséquence. Les rendements des cultures maraîchères ont également été inférieurs à la moyenne en raison du mauvais temps de l'été, caractérisé par des précipitations nombreuses et des orages de grêle, ce qui s'est traduit par des prix plus élevés.

## Produits animaux

Pendant l'année sous revue, la production de viande en Suisse a augmenté de 1,9 % par rapport à l'année précédente. La part indigène à la consommation a légèrement diminué pour atteindre 80,9 %.

Le cheptel bovin a continué de diminuer au cours de l'année sous revue. La part indigène était plus faible et s'élevait à 97,7 %. La production indigène de viande de porc a augmenté de 2,5 % en 2021, tandis que celle de viande de volaille a augmenté de 3,7 % en dépit de grandes différences de prix par rapport aux produits importés.

Le prix à la production du lait a connu une nouvelle embellie en 2021. Le prix moyen à la production de l'ensemble du lait suisse a augmenté de 5,69 % par rapport à l'année précédente pour s'établir à 69,80 ct./kg. Le prix le plus bas a été observé pour le lait de centrale conventionnel (64,31 ct./kg), bien que son prix à la production ait augmenté de 6,84 % par rapport à l'année précédente.

Les livraisons totales de lait sont restées stables par rapport à l'année précédente. La production moyenne de lait commercialisé par exploitation laitière a atteint 182 000 kg en 2021. C'est environ deux fois plus qu'en l'an 2000. Au cours de la même période, le nombre de producteurs de lait a par contre diminué d'un peu plus de moitié.

## Valeur ajoutée brute

L'indice des prix à la production a augmenté en 2021 pour les produits agricoles, comparativement à l'année précédente. L'indice des prix à la consommation a cependant diminué pour les denrées alimentaires et les boissons non alcooliques.



## Commerce extérieur agricole suisse

**Après une année 2020 affectée par la pandémie de Covid-19, le commerce extérieur agricole suisse a atteint en 2021 un niveau record encore jamais égalé. En 2021, les exportations agricoles s'élevaient à 10,6 milliards de francs ou 4 % des exportations totales. Cette même année la Suisse importait pour 13,9 milliards de francs de produits agricoles ou 7 % de ses importations totales. La balance commerciale s'est détériorée de 12 % en 2021 par rapport à 2020, car le rythme de croissance des importations a été supérieur à celui des exportations.**

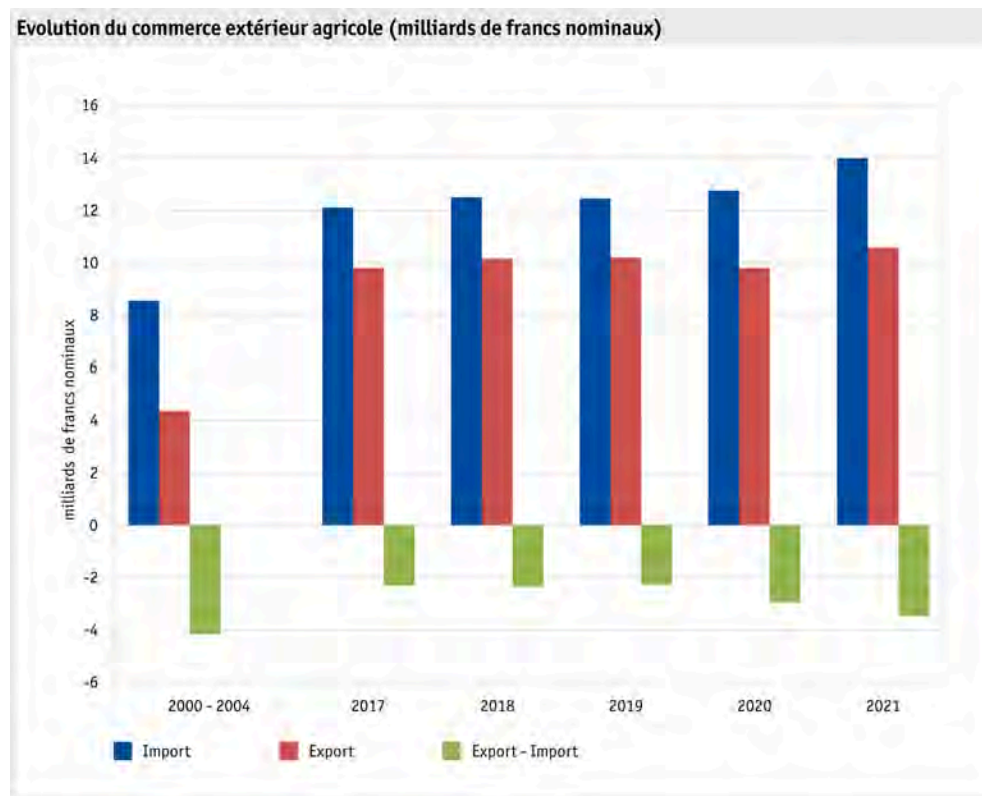
### Commerce extérieur record

En 2021, tant les exportations que les importations ont progressé. Elles ont toutes deux atteint un niveau record jamais encore égalé. Les exportations agricoles se sont élevées à 10,60 milliards de francs soit un montant inférieur de 3,33 milliards de francs aux importations (13,93 milliards de francs). La balance commerciale agricole s'est détériorée de 12 % en 2021 par rapport à 2020. Cette détérioration est due à une hausse de 9,3 % des importations qui a été supérieure à celle (8,4 %) des exportations. La balance reste cependant de 20 % supérieure à la moyenne pluriannuelle 2000-2004.

La hausse des exportations (+819 millions de francs) en 2021 par rapport à l'année précédente est la plus élevée observée depuis 2007. Ce sont en particulier le café (+610 millions de francs) et les boissons (+115 millions de francs) qui sont concernés. Ces hausses ont été nettement supérieures à la baisse des exportations observée pour les préparations alimentaires diverses (-50 millions de francs) et celles à base de céréales (-49 millions de francs).

La hausse des importations (+1 180 millions de francs) en 2021 par rapport à 2020 est la plus élevée observée depuis 2008. Elle est marquée en particulier pour les boissons (+ 252 millions de francs), les plantes vivantes et les fleurs (+ 116 millions de francs), et le café (+ 104 millions de francs). La hausse des importations décrite ci-dessus est celle publiée dans la statistique du commerce extérieur (STCE) suisse. Cette statistique publiée sous ce lien ne comprend pas le tourisme d'achat transfrontalier.

MARCHÉ > DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ



Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières OFDF

### Deux tiers du commerce extérieur sont réalisés avec l'Union européenne

L'Union européenne à 27 reste le principal partenaire commercial agricole de la Suisse. En 2021, la part des importations qui proviennent de l'UE s'élève à 74 %, celle des exportations qui sont destinées à l'UE se monte à 50 %. La part du commerce total (import + export) avec l'UE s'élève à 64 %.

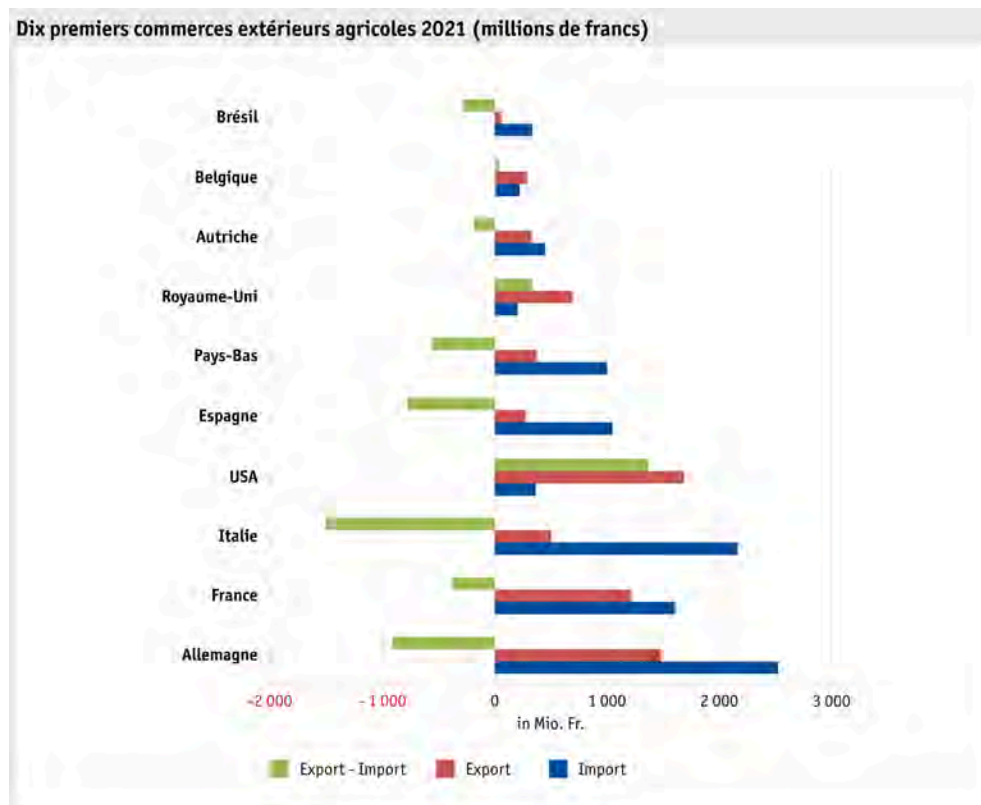
### Commerce agricole 2020 avec et hors Union européenne (UE)

Partenaire	Import	Export	Export - Import	Import + Export
	Millions de fr.	Millions de fr.	Millions de fr.	Millions de fr.
UE	10 331	5 317	-5 014	15 648
Non UE	3 602	5 284	1 682	8 885
<b>Total</b>	<b>13 932</b>	<b>10 600</b>	<b>-3 332</b>	<b>24 533</b>

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières OFDF

L'Allemagne, la France et l'Italie totalisent à eux seuls 62 % du commerce avec l'UE. La Suisse présente pour ces trois pays, comme pour l'ensemble de l'UE une balance commerciale négative. On note une balance commerciale positive supérieure à 250 millions de francs avec les États-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni et le Canada.

MARCHÉ > DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ



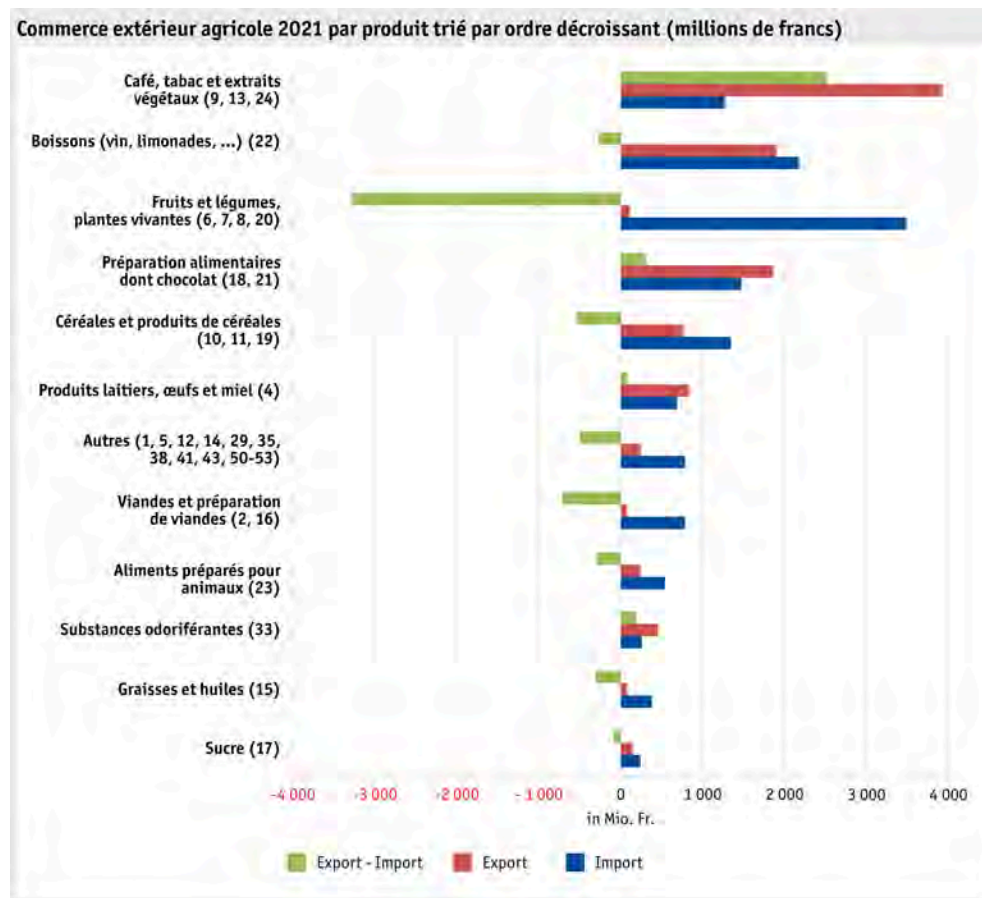
Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières OFDF

**Le café, tabac, les extraits végétaux et les boissons représentent un bon tiers du commerce extérieur agricole**

39 % du commerce extérieur (import + export) agricole suisse de 2021 est réalisé avec le café, tabac, les extraits végétaux (chapters du système harmonisé de désignation et de codification des marchandises 9, 13, 24) et les boissons (chap. 22).

La balance commerciale est particulièrement élevée pour le café, le tabac, les extraits végétaux (chap. 9, 13, 24). Elle se monte à 2,5 milliards de francs. En comparaison les produits laitiers, les œufs et le miel (chap. 4) présentent un excédent d'exportation (116 millions de francs) 22 fois moins élevé. Cet excédent est aussi inférieur à celui observé sur les préparations alimentaires, dont le chocolat (chap. 18 et 21) (228 millions de francs) et les substances odoriférantes (chap. 33) (165 millions de francs). À l'opposé la balance commerciale est particulièrement négative pour les fruits, légumes et plantes vivantes (chap. 6, 7, 8 et 20) (-3,3 milliards de francs) ainsi que pour la viande et les préparations de viande (chap. 2, 16) (-759 millions de francs).

MARCHÉ > DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ



source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières OFDF

### Trafic de perfectionnement

Les échanges de marchandises sous le régime de perfectionnement sont une composante significative du commerce extérieur agricole suisse.

Le trafic de perfectionnement **actif** comprend la transformation ou l’ouvraison de marchandises étrangères importées en Suisse suivie d’une réexportation des produits transformés. En 2021, la Suisse a **importé** pour 214 millions francs de produits agricoles en trafic de perfectionnement actif selon le régime normal, soit 2 % de toutes les importations agricoles suisses (13,9 milliards de francs). Il s’agit de 36 % de plus qu’en 2002 et du même niveau qu’en 2012. Les principaux produits concernés sont la viande de bœuf désossée pour la fabrication de la viande séchée des Grisons, le lactosérum, les graisses et huiles végétales, des sucres, le tabac, le jus de fruit, le beurre, les œufs, le lait en poudre et la viande de porc. Cette même année Suisse a **réexporté** sous ce régime pour 2,44 milliards de francs de produits agricoles, soit 23 % de toutes ses exportations agricoles (10,6 milliards de francs). Ce sont 117 % de plus qu’en 2002, mais 3 % de moins qu’en 2012. Les principaux produits concernés sont les limonades, les cigarettes, les préparations pour l’alimentation des enfants, le chocolat, les substances odoriférantes, les pâtes alimentaires farcies et la viande bovine séchée. À ce trafic de perfectionnement actif réalisé selon le régime normal vient se rajouter celui réalisé sous le régime spécial.

Le trafic de perfectionnement **passif** comprend la transformation ou l’ouvraison de biens indigènes en dehors de la Suisse suivie d’une réimportation des produits ainsi modifiés en Suisse. Ces échanges sont moins importants que ceux réalisés sous le régime du perfectionnement actif. En 2021, les **exportations** agricoles suisses effectuées en trafic de

MARCHÉ > DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ



perfectionnement passif se sont élevées à 32 millions de francs, soit 0,3 % des exportations agricoles suisses totales. Ce sont 72 % de plus qu'en 2002 et 7 % de plus qu'en 2012. Les principaux produits concernés sont la farine de blé, la crème de lait, les pommes de terre, les viandes de volaille et de porc, et la semoule de blé dur. Cette même année, les **réimportations** agricoles suisses en trafic de perfectionnement passif se sont élevées à 71 millions de francs, soit 0,5 % des importations agricoles suisses totales. Cela représente une hausse de 186 % par rapport à 2002 et 45 % par rapport à 2012. Les principaux produits concernés sont les produits de la boulangerie, pâtisserie ou biscuiterie, les chips ou frites de pommes de terre, des préparations et conserves à base de viande, la crème de lait et les pâtes alimentaires.

**Importations et droits de douane**

En 2021, 47 % de la valeur des importations agricoles suisses s'est effectuée en franchise douanière accordée principalement sur la base de droits de douane préférentiels vis-à-vis de l'UE, nuls vis-à-vis de tous les membres de l'OMC ou dans le cadre d'allègements douaniers conditionnés à des utilisations particulières de la marchandise importée. Elle était accordée secondairement dans le cadre d'accords de libre-échange avec les pays tiers, en faveur des pays en développement, et sous le régime de perfectionnement. Le taux de droits de douane brut moyen pondéré s'élevait pour l'ensemble des produits agricoles importés à 5 % de la valeur des importations. Ce taux moyen relativement faible s'explique aussi par le fait que les importations peuvent se réaliser au taux de droits de douane du contingent tarifaire qui est par définition inférieur à celui hors contingent.

**Importations et droits de douane bruts en 2020 sur l'ensemble des produits agricoles**

Types de taux	Importations	Droits de douane bruts	Droits de douane bruts
	Millions de francs	Millions de francs	%
(a)	(b)	(c)	(d) = (c) / (b)
Taux normal	5 753	581	10%
Taux réduit	5 753	157	9%
Franchise	6 512	0	0%
Total	13 932	738	5%

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières OFDF

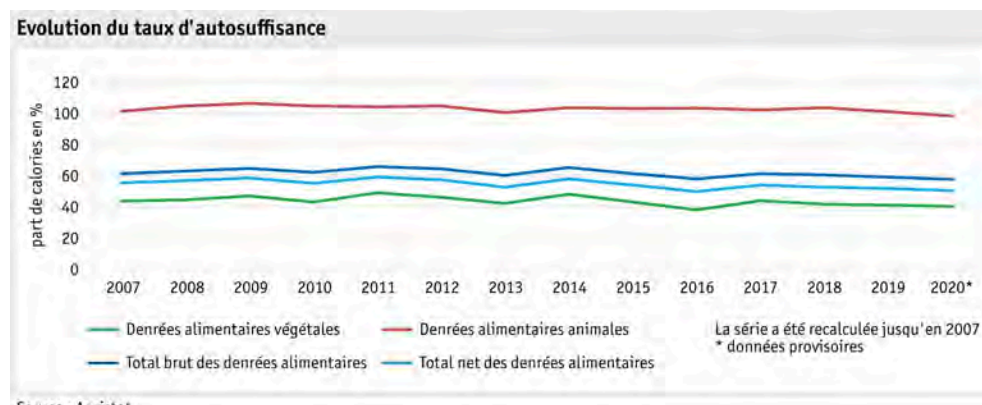
**Commerce extérieur agricole** : La couverture agricole est celle définie à l'OMC. Les chapitres supérieurs à 24 du système harmonisé de désignation et de codification des marchandises sont composés en partie de produits agricoles et en partie de produits industriels. Seuls les produits agricoles sont retenus.



## Taux d'autosuffisance alimentaire

**L'agriculture apporte une contribution importante à la sécurité alimentaire. Avec son portefeuille de production actuel, la Suisse atteint un taux d'autosuffisance de 56 % brut et de 49 % net. C'est surtout en période de crise et de pénurie que cet indicateur prend de l'importance.**

C'est pour le lait et les produits laitiers que la Suisse affiche le taux d'autosuffisance (TAS) le plus élevé : la production couvre alors régulièrement plus de 100 % des besoins nationaux. La production de viande de veau, de bœuf et de porc est également stable. Le taux d'autosuffisance est dans ce domaine de 85 à 97 %. En ce qui concerne les produits végétaux, l'agriculture assure une part élevée de produits indigènes, surtout pour les pommes de terre de table et les céréales panifiables ; grâce à de bonnes conditions de croissance et de récolte, des valeurs plus élevées (respectivement 81 et 90 %) ont pu être atteintes qu'au cours des deux années précédentes. Pour les fruits à noyau et à pépins, le taux d'autosuffisance (86 %) augmente également par rapport à l'année précédente. Les huiles et graisses végétales présentent le TAS le plus faible, avec un petit quart. Cette part a pu être maintenue grâce à une augmentation de la production d'oléagineux, malgré une consommation en hausse.



Pour l'ensemble des produits alimentaires, le TAS brut s'élève à 56 % et le TAS net à 49 % pour l'année 2020. Le léger recul des années précédentes se poursuit. Cette tendance à la baisse s'explique principalement par le fait que la population a augmenté plus rapidement que la production alimentaire. La population résidente permanente a augmenté d'environ un cinquième au cours des vingt dernières années. En conséquence de cette augmentation de la population, la consommation totale de denrées alimentaires ne cesse de croître.

### Taux d'autosuffisance

Le taux d'autosuffisance alimentaire se définit comme la part de la production nationale dans la consommation totale de denrées alimentaires. La consommation totale correspond à la somme de la production et des importations, déduction faite des exportations et des variations de stock. On distingue un taux brut et un taux net. Le taux net tient compte du fait qu'une partie de la production indigène fait appel à des importations d'aliments pour animaux. De plus, on le calcule en déduisant les importations d'aliments pour animaux de la production animale nationale.



## Taux d'autosuffisance

Produit	2000/02	2010 <sup>f</sup>	2011 <sup>f</sup>	2012 <sup>f</sup>	2013 <sup>f</sup>	2014 <sup>f</sup>	2015 <sup>f</sup>	2016 <sup>f</sup>	2017 <sup>f</sup>	2018 <sup>f</sup>	2019 <sup>f</sup>	2020 <sup>f</sup>	2000/02- 2018/20
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
<b>Part en termes de volume:</b>													
Total céréales <sup>1</sup>		49	52	50	46	52	47	38	51	46	49	54	
Céréales fourragères <sup>2</sup>		56	56	52	49	59	53	44	51	53	53	62	
<b>Part énergétique selon le bilan alimentaire<sup>3</sup>:</b>													
Céréales (y c. le riz)		56	55	56	58	52	54	47	58	53	54	55	
Céréales panifiables <sup>4</sup>		79	82	79	81	75	76	67	83	76	79	81	
Pommes de terre de table		88	95	89	76	95	71	70	93	88	87	90	
Sucre		70	94	81	63	93	70	62	72	67	68	61	
Graisses végétales, huiles		22	23	23	23	28	28	23	25	24	23	24	
Fruits à pépins et à noyau <sup>5</sup>		68	111	70	69	83	78	79	52	116	72	86	
Légumes		47	54	50	48	52	49	50	54	50	49	48	
Lait de consommation		95	95	95	96	96	95	95	95	95	95	95	
Beurre		112	109	113	100	107	106	105	98	100	93	85	
Fromage (y compris le séré)		115	116	118	116	116	116	112	114	115	113	110	
<b>Lait et produits laitiers (y compris le beurre)</b>		<b>117</b>	<b>116</b>	<b>116</b>	<b>111</b>	<b>115</b>	<b>113</b>	<b>113</b>	<b>112</b>	<b>114</b>	<b>111</b>	<b>107</b>	
Viande de veau		97	98	98	98	98	98	97	97	97	98	97	
Viande de bœuf		88	88	90	85	86	86	88	86	89	87	85	
Viande de porc		94	94	96	93	95	96	95	95	94	92	92	
Viande de mouton		48	47	45	44	43	40	42	44	48	51	46	
Volaille		48	49	49	51	52	53	55	57	58	58	60	
<b>Viande, poisson et fruits de mer<sup>6</sup></b>		<b>79</b>	<b>79</b>	<b>80</b>	<b>77</b>	<b>79</b>	<b>79</b>	<b>79</b>	<b>79</b>	<b>79</b>	<b>78</b>	<b>77</b>	
Œufsetconserved'œufs		47	49	49	50	52	54	54	55	56	56	56	
Denrées alimentaires végétales		42	48	45	41	47	42	37	43	41	40	39	
Denrées alimentaires animales, brut		101	100	100	97	99	99	99	98	99	97	94	
Denrées alimentaires animales, net <sup>7</sup>		79	79	79	74	77	75	74	75	75	74	71	
<b>Total des denrées alimentaires, brut<sup>8</sup></b>		<b>62</b>	<b>60</b>	<b>64</b>	<b>62</b>	<b>58</b>	<b>63</b>	<b>59</b>	<b>56</b>	<b>59</b>	<b>58</b>	<b>57</b>	<b>-7,4</b>
<b>Total des denrées alimentaires, net<sup>7</sup></b>		<b>56</b>	<b>53</b>	<b>57</b>	<b>56</b>	<b>51</b>	<b>56</b>	<b>52</b>	<b>48</b>	<b>52</b>	<b>51</b>	<b>49</b>	<b>-11,1</b>

<sup>1</sup> Bilan des céréales: Céréales panifiables et fourragères, y compris le blé dur, sans le riz

<sup>2</sup> Bilan des aliments pour animaux: y compris les produits de la minoterie et les céréales panifiables germées, sans le riz

<sup>3</sup> En fonction de l'énergie assimilable selon le bilan des denrées alimentaires

<sup>4</sup> Blé tendre, épeautre, amidonnier, engrain et seigle ; sans l'amidon de froment

<sup>5</sup> Pommes, poires, cerises, quetsches et prunes, abricots et pêches

<sup>6</sup> Y compris la viande de cheval, de chèvre, de lapin ainsi que le gibier, les poissons, les crustacés et les mollusques

<sup>7</sup> Sans les produits animaux fabriqués à partir d'aliments pour animaux importés

<sup>8</sup> En fonction de l'énergie assimilable, boissons alcoolisées comprises, selon le bilan alimentaire

<sup>f</sup> Avec les valeurs révisées de la méthode «Bilan alimentaire 08». Toutes les valeurs des années suivantes sont calculées exclusivement à l'aide de cette méthode. Toute la série du BA 08 à compter de 2007 a été recalculée jusqu'en 2007.

Source : Agristat



## Indices des prix

**L'évolution des indices des prix en 2021 montre une augmentation des prix à la production et un recul des prix à la consommation par rapport à 2020. L'indice des prix à la production a ainsi enregistré sa valeur la plus élevée au cours des six dernières années. Les prix des moyens de production et les prix à l'importation ont également augmenté.**

Qu'entend-on par indices des prix ? À quoi servent-ils ? Les indices de prix sont des indicateurs économiques importants pour l'évolution des prix. Ils indiquent comment les biens et les services d'un panier de biens et de services ont évolué. Ci-dessous, nous expliquons comment certains indices, tels que l'indice des prix à la production des produits agricoles ou l'indice national des prix à la consommation, ont évolué.

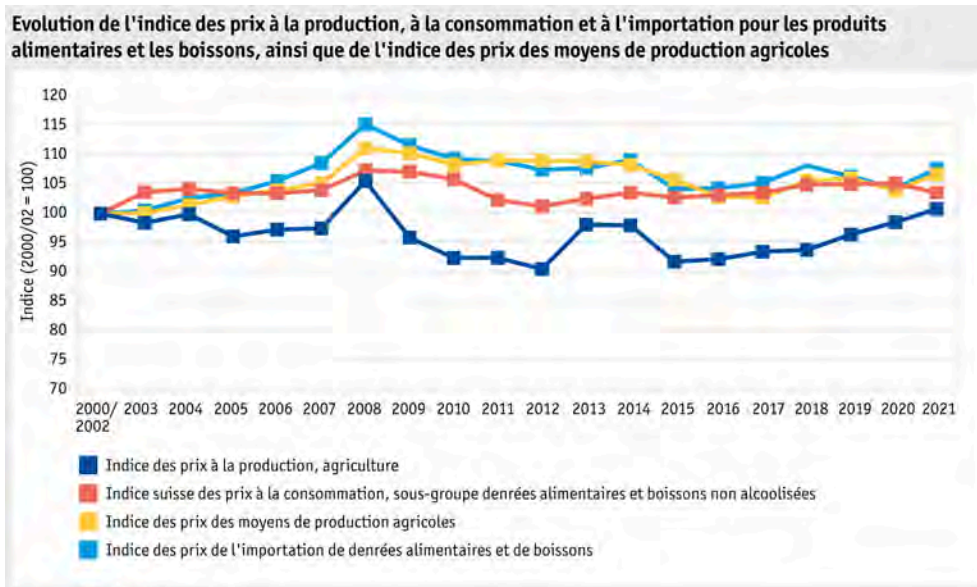


### **Augmentation de l'indice des prix à la production des produits agricoles en 2021**

En 2021, l'indice des prix à la production des produits agricoles a augmenté pour la sixième année consécutive, atteignant 100,1 %, ce qui représente 1,5 point d'indice de plus qu'en 2020. Il a ainsi atteint une valeur légèrement supérieure au niveau de base 100 % depuis le début de la série temporelle de 2000/02 à 2021. La valeur la plus élevée (105,3 %) a été enregistrée en 2008.

L'indice des prix à la production des produits agricoles mesure l'évolution des prix des biens et services produits et vendus par les agriculteurs.

MARCHÉ > DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ



### Recul de l'indice suisse des prix à la consommation

En 2021, l'indice suisse des prix à la consommation pour le sous-groupe « denrées alimentaires et boissons non alcooliques » a diminué pour s'établir à 103,2 %, soit 1,7 point d'indice de moins qu'en 2020. Il a ainsi enregistré sa valeur la plus faible au cours des cinq dernières années. Au cours de la période observée (2000/02 à 2021), l'indice est cependant resté supérieur à 100 %, atteignant sa valeur la plus élevée en 2008 (107 %).

L'indice national des prix à la consommation (IPC) est un indicateur important. Il mesure l'inflation des biens de consommation en Suisse. Il montre de combien les produits ont renchéri par rapport au mois précédent, à l'année précédente ou à tout autre moment de référence. L'IPC figure parmi les indicateurs économiques les plus importants et les plus souvent sollicités. Il représente une information de référence largement reconnue en politique et en économie.

### Augmentation de l'indice des prix des moyens de production

L'indice des prix des moyens de production agricole s'est établi à 106,3 % en 2021, ce qui représente 2,5 points d'indice de plus qu'en 2020. La tendance est donc à la hausse, aussi bien pour les prix des moyens de production que pour les prix à la production. À l'instar de l'indice des prix à la consommation, l'indice des prix des moyens de production est resté supérieur à 100 % pendant la période de 2000/02 à 2021. Les fluctuations de l'indice des prix des moyens de production agricole ont cependant été plus prononcées que celles de l'indice suisse des prix à la consommation.

L'indice des prix des moyens de production agricole reflète les évolutions de prix survenues dans le domaine des prestations intermédiaires et des investissements.

### Progression de l'indice des prix à l'importation

En 2021, l'indice des prix à l'importation de denrées alimentaires et de boissons a augmenté pour atteindre 106,7 %, soit 2,6 points d'indice de plus qu'en 2020. Entre 2000/02 et 2008, l'indice a enregistré une hausse continue pour atteindre en 2008 sa valeur la plus élevée (114,5 %) au cours de la période sous revue. Ensuite, une tendance à la baisse a été constatée jusqu'en

## MARCHÉ &gt; DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ



2012. Entre 2013 et 2014, l'indice a de nouveau progressé (atteignant 108,7 % en 2014) avant de chuter sous l'effet du choc du franc fort en 2015 pour s'établir à 104,0 %.

## MARCHÉ &gt; DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ



## Prix à la production

**En 2021, les prix payés aux producteurs ont généralement augmenté, aussi bien en production végétale qu'en production animale. En production végétale, les prix ont augmenté pour la plupart des légumes, des fruits, des pommes de terre et des céréales. Cette progression des prix est notamment imputable aux récoltes relativement faibles en raison des conditions météorologiques défavorables. En production animale, les prix payés aux producteurs ont progressé pour le lait et le bétail de boucherie. Les prix à la production des œufs ont en revanche reculé en 2021 pour atteindre leur plus bas niveau depuis 2001.**

### Prix du lait à la production en hausse

En production laitière, l'année 2021 a été marquée par une quasi-stabilité de la quantité de lait cru commercialisé et une augmentation du prix du lait à la production. Le prix du lait payé aux producteurs en Suisse a ainsi progressé de 3,75 ct./kg par rapport à l'année précédente pour atteindre 69,80 ct./kg, soit son plus haut niveau depuis 2009. Cette progression en 2021 s'explique, entre autres, par la hausse des prix de la plupart des produits laitiers. La comparaison entre 2009 à 2011 et 2019 à 2021 montre également une hausse du prix, du lait à la production (+3,5 %).

### Les prix du bétail de boucherie continuent d'augmenter

Comme en 2020, les prix sur le marché du bétail de boucherie ont continué à augmenter en 2021, tant dans la production conventionnelle (AQ) que dans la production biologique. La hausse la plus forte a été enregistrée sur le marché de la viande labellisée AQ pour le bœuf T3, avec une augmentation de 10 % par rapport à l'année précédente, le prix s'établissant à 10.21 fr./kg PM. Durant la même période, le prix du bœuf de pâturage bio a augmenté tout aussi rapidement, de 9,2 %, pour atteindre 12.59 fr./kg PM. Seul le prix des porcs labellisés AQ a baissé en 2021 (-49 centimes), passant à 3.93 fr./kg PM ; cette évolution reflète l'offre excédentaire de viande de porc sur le marché. Dans l'ensemble, les prix à la production ont, à l'exception des prix du porc, atteint un niveau record au cours des dix dernières années.

### Faible niveau des prix à la production pour les œufs

Les prix des œufs sont restés relativement stables ces dernières années, une stabilité due notamment à la planification de la production et à la gestion des quantités découlant de l'intégration verticale qui caractérise ce marché. En 2021, les prix à la production étaient toutefois à leur niveau le plus bas depuis 2001 (pour la production conventionnelle) et 2012 (pour la production bio). Par rapport à la période 2000/2002, les prix à la production conventionnelle pour la période 2019/2021 ont été inférieurs de 7 % (élevage au sol) et de 12 % (élevage en libre parcours). En revanche, pour les œufs bio, on a constaté une augmentation de 7 % du prix à la production pour la période 2019/2021 par rapport à la période 2002/2004.

### Les prix des céréales panifiables conventionnelles augmentent

Les prix suisses des céréales panifiables conventionnelles ont augmenté en moyenne de 10 % par rapport à l'année précédente. Les prix des céréales panifiables de classe Top et I ont augmenté respectivement de 9 et 9,8 %. La raison principale de l'augmentation des prix était

## MARCHÉ &gt; DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ



la mauvaise récolte de l'année 2021. Malgré cela, les prix suisses des céréales fourragères conventionnelles ont tendu à augmenter moins fortement que les prix des céréales panifiables conventionnelles par rapport à l'année précédente. La raison en est le système de prix-seuils pour les céréales fourragères. En 2021, le prix du blé panifiable bio a diminué de 5,7 % et celui de l'épeautre bio a augmenté de 8,6 %. Les prix des céréales fourragères bio n'ont guère changé par rapport à l'année précédente.

### **Prix élevés des pommes de terre en raison d'une récolte faible due aux conditions météorologiques**

Le marché des pommes de terre a été ébranlé en juin et juillet 2021 par de violentes intempéries accompagnées de fortes pluies et d'orages de grêle. Les champs partiellement inondés et le sol saturé d'eau ont favorisé l'apparition du mildiou de la pomme de terre. En conséquence, la récolte de pommes de terre a été très maigre. Ainsi, en 2021, les prix étaient systématiquement plus élevés qu'au cours des trois années précédentes. Cela a été le cas aussi bien pour les pommes de terre produites de manière conventionnelle que pour les pommes de terre bio. Par exemple, les prix d'automne des pommes de terre à chair ferme (hors TVA) s'élevaient à 54.26 fr./kg, soit 24 % de plus que l'année précédente (caractérisée par des prix bas) et 20 % de plus qu'en 2000/2002.

### **Les fruits à noyau fortement touchés par les intempéries**

De nombreux fruits ont également été touchés par le mauvais temps en 2021. Ainsi, les gelées printanières, les fortes pluies et les dégâts dus à la grêle ont entraîné des pertes de récolte considérables pour les pruneaux et les abricots dans de nombreuses régions de production. Par suite, les prix ont nettement augmenté par rapport à l'année précédente. Par exemple, les prix annuels des abricots s'élevaient à 3.33 fr./kg et ceux des pruneaux, à 2.61 fr./kg. Il s'agissait des prix les plus élevés depuis plus de dix ans.

### **Nettes hausses de prix pour les oignons et les choux-fleurs**

Pour la plupart des légumes frais, les prix indicatifs franco grande distribution ont augmenté par rapport à l'année précédente. L'augmentation a été particulièrement forte dans le cas des oignons et des choux-fleurs. Ainsi, les prix des oignons de production conventionnelle ont augmenté de 17,9 % et ceux des oignons bio, de 12,9 %. Les prix des choux-fleurs ont augmenté de 14 % (conventionnel) et de 9,5 % (bio). Les légumes de plein champ ont été directement touchés par les gelées printanières et les intempéries, y compris les inondations partielles au milieu de l'été. Mais les légumes de serre typiques comme les tomates ont également connu des récoltes plus faibles en raison d'un ensoleillement réduit. En raison de ces circonstances exceptionnelles, la récolte 2021 de nombreuses espèces de légumes a été nettement inférieure et leurs prix à la production ont donc été plus élevés.

## Prix à la production sans le bio

Produit	Unité	2000/02	2019	2020	2021	2000/02 – 2019/21 %
<b>Lait<sup>16</sup></b>						
CH total	ct./kg	79.19	64.24	66.04	69.80	3.5
Lait transformé en fromage	ct./kg	79.13	67.73	69.14	72.50	1.6
<b>Bétail de boucherie<sup>1,2</sup></b>						
Vaches T3 QM	fr./kg PM	5.25	8.06	8.58	9.04	63.1
Jeunes vaches T3 QM	fr./kg PM	6.11	8.35	8.79	9.23	43.9
Taureaux T3 QM	fr./kg PM	7.65	9.00	9.30	10.21	24.2
Bœufs T3 QM	fr./kg PM	7.62	8.97	9.28	10.20	24.5
Génisses T3 QM	fr./kg PM	7.40	8.94	9.28	10.21	28.1
Veaux T3 QM	fr./kg PM	12.38	13.87	14.51	15.09	17.0
Porcs QM	fr./kg PM	4.40	4.35	4.53	3.93	-3.0
Agneaux bis 40 kg, T3 QM	fr./kg PM	12.34	11.88	13.20	14.42	6.7
<b>Œufs<sup>3</sup></b>						
Œufs issus d'élevage au sol	ct./pièce	22.76	21.55	21.31	20.58	-7.1
Œufs issus d'élevage en plein air	ct./pièce	25.46	22.68	22.57	22.06	-11.9
<b>Céréales<sup>3,4</sup></b>						
Blé panifiable, Top	fr./100 kg	60.23	49.96	49.38	53.83	-15.2
Blé panifiable, catégorie I	fr./100 kg	57.38	48.27	47.77	52.44	-13.7
Blé, fourrager	fr./100 kg	45.18	37.00	36.84	36.98	-18.2
Seigle, catégorie A, panifiable	fr./100 kg	44.24	36.37	36.91	41.32	-13.6
Orge, fourrager, 67/69	fr./100 kg	42.68	34.20	33.78	34.43	-20.0
Avoine, fourrager, 57/58	fr./100 kg	39.45	29.70	28.78	30.40	-24.9
Mais grain	fr./100 kg	45.70	37.08	36.89	37.11	-19.0
<b>Cultures sarclées<sup>3,5</sup></b>						
Pommes de terre de table à chair ferme	fr./100 kg	45.10	48.26	43.88	54.26	8.2
Pommes de terre de table à chair farineuse	fr./100 kg	42.32	45.97	41.24	50.07	8.1
Pommes de terre destinées à la transformation	fr./100 kg	41.30	41.61	39.88	43.02	0.5
Pommes de terre précoces de table <sup>6</sup>	fr./100 kg	79.37	86.04	86.13	91.00	10.5
Betteraves sucrières <sup>12</sup>	fr./100 kg	12.21	5.22	5.19	5.57	-56.4
<b>Oléagineux<sup>3,4</sup></b>						
Colza, variété conventionnelle	fr./100 kg	83.19	80.47	80.88	96.15	3.2
Tournesols, high oleic	fr./100 kg	84.61	84.23	82.87	92.13	2.1
<b>Fruits<sup>7</sup></b>						
Pommes: Golden Delicious, catégorie I <sup>9,10,11</sup>	fr./kg	1.00	1.02	1.11	1.00	3.8
Pommes: Maigold, Braeburn à partir de 2010, catégorie I <sup>9,10,11</sup>	fr./kg	1.13	1.12	1.11	1.16	-4.2
Poires: Conférence, catégorie I <sup>9,10,11</sup>	fr./kg	1.08	1.21	1.25	1.33	15.5
Abricots, toutes les catégories <sup>10,11</sup>	fr./kg	2.69	2.50	2.67	3.33	3.8
Cerises de table, toutes les catégories <sup>10,11,13</sup>	fr./kg	3.86	6.26	6.74	6.76	70.4
Pruneaux de table, 33 mm, Fellenberg incl. <sup>10,11,14</sup>	fr./kg	2.21	2.18	2.03	2.45	2.6
Fraises <sup>15</sup>	fr./kg	5.61	6.43	6.62	6.96	18.9
<b>Légumes<sup>8</sup></b>						
Carottes (de garde)	fr./kg	1.09	1.12	1.02	1.10	-0.9
Oignons (de garde)	fr./kg	1.00	0.67	0.67	0.79	-29.0
Céleris-raves (de garde)	fr./kg	1.75	2.56	2.53	2.47	44.0
Tomates rondes	fr./kg	2.09	2.25	2.44	2.68	17.5
Laitues pommées	fr./pièce	0.92	1.23	1.24	1.30	36.6
Choux-fleurs	fr./kg	2.04	2.95	3.15	3.59	58.3
Concombres pour la salade	fr./pièce	0.98	1.10	1.17	1.22	18.7

<sup>1</sup> Prix franco abattoir, excepté les porcs charnus départ ferme

<sup>2</sup> 2000/02: prix conventionnel

<sup>3</sup> 2000/02: la moyenne de 2002/04 est utilisée en raison d'informations lacunaires

<sup>4</sup> Prix brut à la production

<sup>5</sup> Prix indicatifs (moyenne arithmétique des principales variétés), en vrac, sauf les coûts pour le transport, le tri et les contributions à la branche et la TVA

<sup>6</sup> Pas de prix indicatif définitif; seuls les mois de mai à août selon la campagne de commercialisation de swisspatat

<sup>7</sup> Prix indicatifs à la production

<sup>8</sup> Prix indicatifs franco grande distribution Suisse Garantie/(PI); sans frais d'emballage, lavés, Ifco, sans TVA, RPLP incluse

<sup>9</sup> Prix indicatifs définitifs à la production

<sup>10</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>11</sup> Evolution 2000/03 – 2018/21

<sup>12</sup> Agroscope: changement du système de calcul en 2003

<sup>13</sup> Coûts d'emballage inclus ; 2015 – 2020 toutes les classes, base 5 kg en vrac ; 2000/03 classe 1 (21 mm), base sachet ou barquette de 1 kg

<sup>14</sup> Coûts d'emballage inclus ; 2015 – 2020 pruneaux de table 33 mm y compris Fellenberg, base 6 kg en vrac ; 2000/03 seulement Fellenberg, base barquette de 1 kg

<sup>15</sup> Coûts d'emballage inclus ; base 10 barquettes de 500 g, ouvertes

<sup>16</sup> Evolution 2009/11 – 2019/21

Sources :

Lait, oeufs, céréales et oléagineux : OFAG

Bétail de boucherie : Proviande

Cultures sarclées : Swisspatat (Pommes de terre), Agroscope-INH (Betteraves sucrières)

Fruits : Fruits-Union Suisse, Interprofession des fruits et légumes du Valais

Légumes : Centrale suisse de la culture maraîchère et des cultures spéciales



## Prix à la production Bio

Produit	Unité	2002/04	2019	2020	2021	2002/04 – 2019/21 %
<b>Lait<sup>7</sup></b>						
Lait biologique	ct./kg	89.28	81.57	81.16	82.24	6.7
<b>Bétail de boucherie<sup>1,2</sup></b>						
Taureaux d'étaal T3	fr./kg PM	8.76	9.25	9.52	10.22	10.3
Bœuf de pâturage bio T3	fr./kg PM	–	11.09	11.53	12.59	–
Bio Natura Beef T3	fr./kg PM	–	11.63	11.96	12.90	–
Veaux d'étaal T3	fr./kg PM	13.20	14.62	15.18	16.08	15.8
Porcs de boucherie	fr./kg PM	6.88	6.28	6.98	7.56	0.9
Agneaux T3	fr./kg PM	13.10	13.51	15.05	15.98	13.3
<b>Œufs</b>						
Œufs issus de l'élevage biologique	ct./pièce	39.58	43.28	43.57	40.55	7.3
<b>Céréales<sup>2</sup></b>						
Blé panifiable	fr./100 kg	–	102.74	101.20	102.42	–
Epeautre, classe A, panifiable, non décortiqué	fr./100 kg	–	108.60	108.59	109.86	–
Blé, fourrager <sup>3</sup>	fr./100 kg	–	84.48	82.66	82.51	–
Orge, fourrager <sup>3</sup>	fr./100 kg	–	78.92	75.91	75.60	–
Maïs grain <sup>3</sup>	fr./100 kg	–	83.35	81.84	81.71	–
<b>Cultures sardées<sup>4</sup></b>						
Pommes de terre de table à chair ferme	fr./100 kg	85.12	91.65	83.85	97.16	6.8
Pommes de terre de table à chair farineuse	fr./100 kg	71.95	89.70	82.88	97.16	25.0
Pommes de terre destinées à la transformati	fr./100 kg	72.20	74.20	71.57	82.46	5.4
Pommes de terre précoces de table <sup>5</sup>	fr./100 kg	108.57	148.53	146.90	179.40	45.8
<b>Oléagineux<sup>2</sup></b>						
Tournesol	fr./100 kg	–	142.78	140.00	146.20	–
<b>Légumes<sup>6</sup></b>						
Carottes (de garde)	fr./kg	1.93	2.44	2.30	2.28	21.2
Oignons (de garde)	fr./kg	2.98	3.29	2.80	3.16	3.5
Céleris-raves (de garde)	fr./kg	3.43	4.13	4.05	4.56	23.8
Tomates rondes	fr./kg	3.26	4.45	4.92	5.00	46.9
Laitues pommées	fr./pièce	1.40	1.78	1.71	1.74	24.5
Choux-fleurs	fr./kg	3.51	4.93	4.85	5.31	43.3
Concombres pour la salade	fr./pièce	1.45	1.98	1.91	1.91	33.3

<sup>1</sup> Prix franco abattoir, excepté les porcs chamus départ ferme

<sup>2</sup> Prix bruts à la production, Bio Bourgeon

<sup>3</sup> Prix bruts à la production, Bio Bourgeon / reconversion

<sup>4</sup> Prix indicatifs (moyenne arithmétique des principales variétés), en vrac, sauf les coûts pour le transport, le tri et les contributions à la branche

<sup>5</sup> Pas de prix indicatif définitif; seuls les mois de mai à août selon la campagne de commercialisation de swisspatat

<sup>6</sup> Prix indicatifs franco grande distribution; sans frais d'emballage, lavés, Ifco, sans TVA, RPLP incluse

<sup>7</sup> Evolution 2009/11 – 2019/21

Sources:

Lait, Œufs: OFAG

Bétail de boucherie: Bio Suisse, Mutterkuh Schweiz, MGB

Céréales et oléagineux: Bio Suisse

Cultures sarclées: Swisspatat (Pommes de terre)

Légumes: Centrale suisse de la culture maraîchère et des cultures spéciales



## Prix à la consommation

**En 2021, les prix à la consommation ont légèrement augmenté pour la plupart des produits laitiers frais. Les prix de la viande et des produits carnés ont, quant à eux, affiché une évolution diversifiée. La viande de porc a particulièrement enregistré une baisse de prix. Les œufs frais d'élevage au sol et en plein air sont également de moins en moins chers. En ce qui concerne les produits végétaux, on a observé une baisse des prix de la plupart des légumes et une évolution disparate des prix des fruits.**

### Prix des produits laitiers frais légèrement en hausse

Les prix à la consommation de la plupart des **produits laitiers frais** ont légèrement augmenté en 2021, comparativement à l'année précédente. Le lait de consommation, le beurre et la crème de consommation ont essentiellement vu leurs prix progresser. À noter que le prix de la matière première (lait cru) a également augmenté en 2021. La comparaison sur le long terme, entre 2000 à 2002 et 2019 à 2021, montre toutefois un recul des prix à la consommation de la plupart des produits laitiers. Les prix de fromages tels que l'Emmentaler (-6,3 %) et surtout la mozzarella (-37,0 %) ont ainsi tendanciellement régressé, notamment en raison de la libéralisation du marché du fromage. Les prix ont également reculé pour quelques produits laitiers frais, notamment la crème entière (-34,6 %).

### La viande de porc tend à devenir moins chère, mais à un niveau élevé

En 2021, les variations de prix des produits à base de viande n'étaient pas uniformes par rapport à l'année précédente. Les réductions de prix ont surtout concerné les produits à base de viande de porc conventionnelle et les produits carnés conventionnels. En revanche, les prix des produits conventionnels à base de viande de bœuf, de veau, d'agneau et de poulet ont majoritairement augmenté. Dans le domaine de la production biologique, les escalopes de porc (coin) ont connu une baisse de prix significative de 13,7 %. En revanche, le prix des côtelettes de porc a augmenté de 8,4 %. En comparaison à long terme (2000/2002 et 2019/2021), les prix des produits carnés issus de la production conventionnelle ont tendu à augmenter de manière générale. Les produits à base de viande de veau et d'agneau sont devenus nettement plus chers en comparaison, les côtelettes d'agneau (tranchées) ayant connu l'envolée la plus forte (+66,8 %). Des hausses de prix modérées, généralement inférieures à 10 %, ont été enregistrées pour tous les produits à base de viande de porc conventionnelle au cours de cette période et une baisse de prix plus modeste (-0,1 %) a été enregistrée pour le poulet.

### Les œufs frais issus de l'élevage en plein air et au sol deviennent moins chers

Les prix à la consommation des œufs frais issus d'élevages suisses en plein air et au sol ainsi que des œufs importés ont baissé en 2021 par rapport à l'année précédente. Il s'agit également d'une tendance à long terme. Les œufs cuits de poules élevées en plein air sont aussi devenus moins chers par rapport à 2020. En revanche, les prix des œufs cuits issus de l'élevage au sol et des œufs importés ont augmenté. Les prix à la consommation des œufs bio frais et cuits sont également plus élevés que l'année précédente.

## MARCHÉ &gt; DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ

**Pommes de terre : le recul des prix se poursuit**

En 2021, les prix de détail des pommes de terre ont évolué à la baisse pour tous les groupes de produits observés. Ainsi, les deux groupes importants que sont les pommes de terre à chair ferme et celles à chair farineuse ont enregistré une légère baisse des prix par rapport à l'année précédente, ce qui confirme la tendance de l'année précédente. Toutes les catégories de pommes de terre du segment bio considérées ont aussi enregistré des baisses de prix. Les intempéries de l'été ont entraîné un faible niveau de stocks à l'automne. Cette situation ne s'est toutefois pas répercutée sur l'évolution des prix dans le commerce de détail en 2021.

**Prix du sucre cristallisé en hausse**

En 2021, le prix du sucre cristallisé a augmenté par rapport à l'année précédente (+53,8 % à 1.83 fr./kg). La comparaison entre 2000 à 2002 et 2019 à 2021 montre toutefois une évolution à la baisse (-5,7 %). Cette évolution sur le long terme reflète l'effondrement des prix dans l'UE.

**Abricots et cerises moins chers à court terme, plus chers à long terme**

Pour les fruits de table, seuls les pruneaux ont connu une nette augmentation de prix par rapport à l'année précédente (conventionnel : +11,2 % ; bio : +13,9 %). Cela est probablement dû à la mauvaise récolte de l'année 2021, qui a connu des quantités nettement inférieures à celles de l'année précédente, caractérisée par une récolte record de pruneaux. Pour le reste, les baisses de prix ont dominé dans les segments conventionnel et bio. Toutefois, il convient de noter que si les abricots et les cerises ont connu des baisses significatives par rapport à l'année précédente (respectivement -11,2 % et -26,6 %), ils ont connu des hausses de prix significatives sur le long terme par rapport au prix moyen des années 2002/2004 (respectivement +30,1 % et +6,6 %). Cette observation vaut également pour les abricots et les cerises bio.

**Baisse des prix de la plupart des légumes**

Les prix à la consommation de la plupart des légumes considérés ont, en 2021, nettement baissé par rapport à l'année précédente. Les carottes (-10,7 %) et le céleri-rave (-6 %) ont été particulièrement touchés par cette baisse. En revanche, les choux-fleurs et les laitues ont vu leurs prix augmenter respectivement de 4,4 % et 4 % par rapport à l'année précédente. Le chou-fleur est le seul des légumes conventionnels considérés dont le prix était plus élevé que la moyenne des années 2002/2004. Dans le segment bio, tous les produits considérés ont enregistré des baisses de prix par rapport à l'année précédente. Parmi les produits bio considérés, la laitue et le chou-fleur ont été les produits dont les prix ont le moins baissé.

**Prix à la consommation sans le bio**

Produit	Unité	2000/02	2019	2020	2021	2000/02 – 2019/21 %
<b>Lait et produits laitiers</b>						
Lait entier pasteurisé, emballé	fr./l	1.55	1.55	1.58	1.61	1.8
Lait entier UHT standardisé 35 g <sup>1</sup>	fr./l	1.32	1.27	1.28	1.30	-2.9
Lait « drink » pasteurisé, emballé	fr./l	1.55	1.55	1.58	1.59	1.5
Lait écrémé UHT	fr./l	1.44	1.50	1.53	1.44	3.4
Emmentaler surchoix	fr./kg	20.37	18.94	19.19	19.15	-6.3
Gruyère surchoix	fr./kg	20.47	20.17	20.73	20.64	0.2
Tilsiter surchoix	fr./kg	17.66	16.71	17.00	17.28	-3.7
Camembert 60% (ES)	fr./125 g	2.68	2.33	2.31	2.32	-13.5
Fromage à pâte molle, croûte fleurie	fr./150 g	3.50	3.38	3.38	3.42	-3.1
Mozzarella	fr./150 g	2.35	1.48	1.48	1.47	-37.0
Beurre de choix	fr./200 g	3.10	3.07	3.18	3.28	2.6
Le beurre (beurre de cuisine)	fr./250 g	3.01	3.10	3.20	3.39	7.3
Crème entière, emballée	fr./1/2 l	4.89	3.16	3.17	3.26	-34.6
Crème à café, emballée	fr./1/2 l	2.52	1.79	1.78	1.80	-28.8
Yoghourt, aromatisé ou contenant des fruits	fr./180 g	0.69	0.55	0.55	0.55	-21.0
<b>Viande de bœuf</b>						
Entrecôtes, en tranches	fr./kg	49.80	70.63	70.78	73.53	43.9
Steak	fr./kg	38.77	50.58	52.43	50.42	31.9
Rôti d'épaule	fr./kg	26.68	33.86	35.32	35.50	30.8
Viande hachée	fr./kg	15.47	18.44	18.83	19.25	21.8
<b>Viande de veau</b>						
Côtelettes, coupées	fr./kg	40.89	53.85	57.74	58.63	38.8
Rôti d'épaule	fr./kg	34.44	40.28	41.69	43.50	21.4
Ragoût	fr./kg	28.68	37.25	38.40	37.75	31.8
<b>Viande de porc</b>						
Côtelettes, coupées	fr./kg	20.31	22.87	23.25	20.90	10.0
Steak	fr./kg	26.06	28.12	28.18	26.25	5.6
Rôti d'épaule	fr./kg	19.09	20.15	20.32	18.83	3.6
Ragoût d'épaule	fr./kg	18.02	19.79	19.87	17.91	6.5
<b>Viande d'agneau suisse, fraîche</b>						
Gigot avec l'os du bassin	fr./kg	27.85	37.41	39.11	40.60	40.2
Côtelettes, coupées	fr./kg	34.21	55.94968	57.48881	57.76426	66.8
<b>Produit à la base de viande</b>						
Jambon de derrière, en tranches	fr./kg	28.62	32.39	31.08	28.63	7.3
Cervelat	fr./100 g	1.16	1.17	1.20	1.18	2.6
Saucisses de Vienne	fr./100 g	1.56	1.51	1.39	1.38	-8.8
Saucisse de veau	fr./100 g	1.76	1.94	1.98	1.88	10.1
Salami suisse l, coupé	fr./100 g	3.82	4.97	5.04	5.40	34.4
<b>Poulet</b>						
suisse, frais	fr./kg	8.99	9.11	8.84	9.01	-0.1
Poitrine	fr./kg	–	30.50	31.28	31.56	–
Cuisse	–	–	11.83	12.11	12.08	–
<b>Œufs<sup>1</sup></b>						
Œufs frais d'élevage au sol	ct./pièce	47.76	41.91	42.29	42.08	-11.9
Œufs cuits d'élevage au sol	ct./pièce	57.01	60.71	60.16	60.34	6.0
Œufs frais d'élevage en plein air	ct./pièce	61.99	59.63	58.52	58.38	-5.1
Œufs cuits d'élevage en plein air	ct./pièce	75.40	74.19	70.71	69.36	-5.3
Œufs frais importés d'élevage au sol	ct./pièce	31.00	23.54	22.98	21.82	-26.5
Œufs cuits importés d'élevage au sol	ct./pièce	39.97	30.22	30.58	30.78	-23.6
<b>Farine et pain<sup>2,6</sup></b>						
Farine bise	fr./kg	1.9	2.00	2.01	2.01	6.5
Farine mi-blanche	fr./kg	2.0	2.03	2.01	1.99	2.9
Farine blanche	fr./kg	1.8	1.76	1.76	1.88	2.7
Farine dans le segment des bas prix	fr./kg	0.9	0.91	0.91	0.90	0.7
Pain bis	fr./kg	–	1.24	1.24	1.19	–
Pain mi-blanc	fr./kg	–	1.21	1.21	1.16	–
<b>Pommes de terre<sup>3</sup></b>						
Pommes de terre de table à chair ferme	fr./kg	1.93	1.91	1.85	1.80	-4.0
Pommes de terre de table à chair farineuse	fr./kg	1.88	1.62	1.55	1.47	-17.7
Raclette	fr./kg	1.82	1.92	2.00	1.95	7.6
Pommes de terre de table destinées à la cuisson à haute température	fr./kg	1.87	1.80	1.65	1.42	-13.3
Pommes de terre précoces de table	fr./kg	2.28	2.51	2.40	2.10	2.5
<b>Sucre cristallisé</b>						
	fr./kg	1.43	1.04	1.19	1.83	-5.7
<b>Fruits<sup>4</sup></b>						
Pommes, Golden Delicious, catégorie I <sup>5</sup>	fr./kg	3.57	3.39	3.40	3.21	-3.7
Poires, Conférence, catégorie I <sup>5</sup>	fr./kg	3.53	3.71	3.54	2.93	-0.8
Abricots, catégorie I <sup>5</sup>	fr./kg	5.50	7.62	8.05	7.15	38.7
Cerises <sup>5</sup>	fr./kg	9.27	11.90	13.52	9.93	31.3
Pruneaux <sup>5</sup>	fr./kg	3.96	4.52	4.43	4.92	15.5
Fraises	fr./kg	10.03	11.46	10.91	10.54	9.4
<b>Légumes<sup>4</sup></b>						
Carottes	fr./kg	2.00	2.34	2.09	1.87	4.9
Oignons jaunes	fr./kg	2.20	2.31	2.12	2.00	-2.6
Céleris-raves	fr./kg	3.59	4.04	2.90	2.72	-10.4
Tomates rondes	fr./kg	3.48	3.86	3.69	3.48	5.6
Laitues pommées	fr./pièce	1.72	1.99	1.62	1.69	2.6
Choux-fleurs	fr./kg	3.95	4.23	3.93	4.09	3.3
Concombres pour la salade	fr./pièce	1.60	1.49	1.41	1.35	-11.3

<sup>1</sup> 2000/02: la moyenne de 2009/11 est utilisée en raison d'informations lacunaires

<sup>2</sup> Les poids de 500 grammes et de 4 kilos pour la farine du segment des bas prix sont convertis en un kilogramme

<sup>3</sup> 2000/02: les données de 2005/7 sont utilisées en raison d'informations lacunaires

<sup>4</sup> Consommation à l'état frais; provenance: Suisse et étranger

<sup>5</sup> Moyenne des années 2000/03; variation 2000/03 – 2018/21

<sup>6</sup> 2000/02: la moyenne de 2012/14 est utilisée en raison d'informations lacunaires

Sources:

Lait, oeufs, viande (panier viande de label et traditionnelle)

Farine et pain, pommes de terre (jusqu'à 2015), fruits et légumes: OFAG. Pommes de terre à partir de 2016: NielsenIQ Switzerland, panel de cons

## Prix à la consommation bio

Produit	Unité	2002/04	2019	2020	2021	2002/04 – 2019/21 %
<b>Lait et produits laitiers</b>						
Lait entier pasteurisé, emballé	1 l	–	1.79	1.79	1.79	–
Lait entier UHT standardisé	1 l	–	1.80	1.80	1.79	–
Lait « drink » pasteurisé, emballé	1 l	–	1.79	1.79	1.79	–
Emmentaler	1 kg	–	20.40	21.07	20.48	–
Gruyère	1 kg	–	22.27	22.84	22.78	–
Tilsiter	1 kg	–	21.42	21.51	21.45	–
Mozzarella	150 g	–	2.15	2.18	2.19	–
Beurre de choix	200 g	–	3.97	3.97	4.00	–
Crème entière, emballée	2 dl	–	2.69	2.69	2.71	–
Yoghourt, aromatisé ou contenant des fruits	180 g	–	0.79	0.81	0.82	–
<b>Viande de bœuf</b>						
Entrecôtes, en tranches	fr./kg	–	92.05	94.61	96.56	–
Steak	fr./kg	–	56.46	57.01	60.10	–
<b>Viande de veau</b>						
Steak d'ailoyau	fr./kg	–	91.02	96.03	91.48	–
Steak	fr./kg	–	91.14	96.31	93.31	–
<b>Viande de porc</b>						
Tranches, filet	fr./kg	–	45.87	47.23	46.55	–
Côtelettes, coupées	fr./kg	–	26.67	27.10	29.36	–
Steak	fr./kg	–	38.93	37.87	32.68	–
<b>Produit à base de viande</b>						
Saucisses de Vienne	fr./100 g	–	2.05	2.21	2.20	–
Saucisse de veau	fr./100 g	–	5.44	5.57	5.65	–
Salami suisse I, coupé	fr./100 g	–	2.33	2.42	2.53	–
<b>Poulet</b>						
suisse, frais	fr./kg	–	19.30	19.32	19.26	–
Poitrine	fr./kg	–	57.69	57.92	57.91	–
<b>Œufs</b>						
Oeufs frais issus de l'élevage biologique	ct./pièce	80.49	81.80	82.23	82.41	2.1
Oeufs cuits issus de l'élevage biologique	ct./pièce	92.69	96.14	94.77	95.09	2.9
<b>Pommes de terre<sup>1</sup></b>						
Pommes de terre de table à chair ferme	fr./kg	3.12	2.91	3.20	2.96	-3.0
Pommes de terre de table à chair farineuse	fr./kg	2.85	3.23	2.96	2.61	3.0
Radlette	fr./kg	3.30	3.16	2.90	2.65	-11.9
Pommes de terre précoces de table	fr./kg	–	4.66	4.85	4.53	–
<b>Fruits<sup>2</sup></b>						
Pommes, Golden Delicious, catégorie I <sup>4</sup>	fr./kg	5.57	6.47	6.33	6.63	17.4
Poires, Conférence, catégorie I <sup>3,4</sup>	fr./kg	5.64	6.18	6.50	6.27	13.5
Abricots, catégorie I <sup>4</sup>	fr./kg	8.48	11.51	11.65	11.30	35.2
Cerises <sup>4</sup>	fr./kg	12.40	16.86	18.29	16.40	38.3
Pruneaux <sup>4</sup>	fr./kg	6.36	10.69	8.88	10.11	57.6
Fraises	fr./kg	16.00	14.40	12.70	13.24	-15.9
<b>Légumes<sup>2</sup></b>						
Carottes	fr./kg	3.39	4.39	4.35	3.81	23.5
Oignons	fr./kg	5.28	6.35	5.44	4.80	4.7
Céleris-raves	fr./kg	6.16	8.14	7.20	6.41	17.7
Tomates rondes	fr./kg	6.28	7.04	7.02	6.62	9.8
Laitues pommées	fr./pièce	2.65	3.08	2.82	2.76	9.0
Choux-fleurs	fr./kg	6.49	7.71	7.29	7.05	13.3
Concombres pour la salade	fr./pièce	2.88	2.63	2.54	2.22	-14.5

<sup>1</sup> Pas de données sur 2002/04, mais sur 2005/7

<sup>2</sup> Consommation à l'état frais; provenance : Suisse et étranger

<sup>3</sup> Pas assez de prix annoncés pour ce produit en 2017

<sup>4</sup> Moyenne des années 2002/05; variation 2002/05 – 2018/21

<sup>5</sup> À partir de 2017: Pommes Gala catégorie 1 au lieu de Golden Delicious et tomates grappe au lieu de tomates rondes.

Sources:

Lait, oeufs, viande (panier viande de label et traditionnelle), pommes de terre, légumes : OFAG, NielsenIQ Switzerland, panel de consommateurs selon déf. OFAG

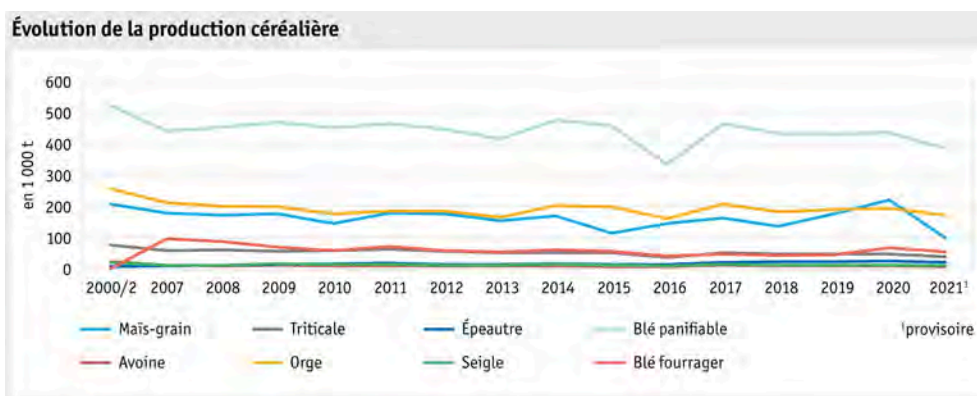
MARCHÉ > PRODUITS VÉGÉTAUX



## Céréales

**La maigre moisson, conséquence de conditions atmosphériques défavorables, a entraîné un renchérissement des céréales panifiables sur les marchés internationaux. En Suisse, il a fallu baisser temporairement la protection douanière dont ces denrées bénéficient pour en augmenter les importations. Dans le domaine de l'alimentation animale, le tourteau de soja reste la première source de protéines.**

En 2021, les surfaces consacrées aux cultures de céréales ont augmenté de 2,9 % par rapport à l'année précédente pour s'étendre sur 146 400 hectares. S'agissant des céréales panifiables, les surfaces ont augmenté de nouveau après la diminution visée l'année d'avant, et atteignent 81 000 hectares. Quant aux céréales fourragères, leur superficie accuse un léger recul. À la fin de la moisson 2022, les céréaliers suisses avaient récolté 282 000 tonnes de céréales panifiables, un volume en retrait de 30 % par rapport à 2021, en raison des mauvaises conditions atmosphériques. Mais c'est dans le domaine des céréales fourragères que la production marque le plus gros déficit : le rendement moyen du maïs grain a été faible, et il a fallu hacher plus de maïs pour nourrir le bétail ou pour produire du fourrage ensilé.



Source: USP

### Surface agricole utile selon le mode d'exploitation

#### Production

#### Augmentation des contingents d'importation de céréales panifiables

Après quatre années marquées par le déclassement de céréales panifiables en céréales fourragères, la moisson 2021 s'est révélée maigre : le pays a dû recourir à l'importation. À cet égard, les 70 000 tonnes du contingent ordinaire ne couvraient pas la totalité de la demande, qui se chiffrait à 480 000 tonnes. En mars 2022, Swiss Granum, l'interprofession de la production céréalière, a demandé à l'OFAG que le volume du contingent soit augmenté de 40 000 tonnes afin que ces marchandises soient frappées de droits au taux, moins onéreux, des importations contingentées. Au début du mois de juillet 2022, les 110 000 tonnes du contingent d'importation étaient entièrement épuisées. Puisqu'il y avait lieu, tôt dans l'année, de craindre une rupture dans l'approvisionnement du pays avant que le produit de la campagne céréalière 2022 soit disponible, Swiss Granum a sollicité, au mois de mai déjà, une nouvelle augmentation du contingent d'importation pour l'automne, soit un volume de 20 000 tonnes supplémentaires.

## MARCHÉ &gt; PRODUITS VÉGÉTAUX

**Turbulences sur les marchés agricoles internationaux**

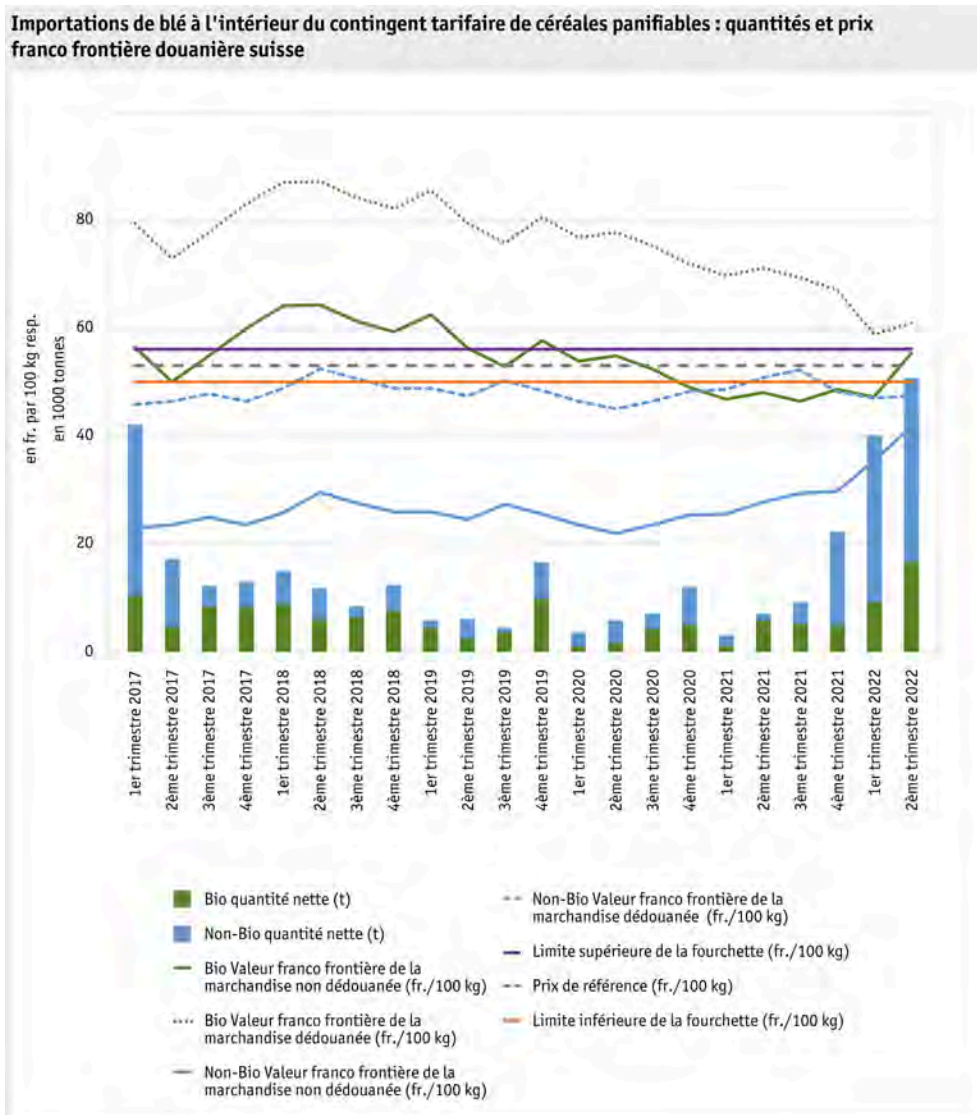
Vu la maigre moisson 2021 dans tout l'hémisphère nord, les prix des céréales sur les marchés internationaux ont connu, en automne 2021 déjà, une hausse brève et fulgurante, s'inscrivant à 300 euros la tonne. De plus, le déclenchement de l'opération militaire spéciale en Ukraine, le 24 février 2022, a provoqué une envolée des cotations dans les bourses où se négocient les céréales sur le plan international. S'élevant à 250 euros la tonne avant la guerre, la cotation du blé sur le Marché à terme international de France (MATIF) a crevé le plafond, atteignant la valeur record de 438 euros 25 par tonne. La cotation a ensuite diminué pour se fixer à 350 euros la tonne au début du mois de juillet ; elle est ensuite restée à ce niveau.

Le système appliqué aux céréales panifiables se compose d'un prix de référence de 53 francs le quintal dans une fourchette de plus ou moins 3 francs le quintal, et d'une protection douanière maximale de 23 francs le quintal. Du fait de la hausse des prix du blé sur les marchés internationaux, la protection douanière appliquée aux importations dans le contingent tarifaire a diminué début octobre 2021, passant de 23 francs à 18 francs 60. Elle est tombée à 11 francs 60 par quintal au début du mois de janvier, puis à 5 francs 60 début avril, avant d'augmenter de nouveau pour s'établir début juillet 2022 à 9 francs 60 par quintal.

La capacité de la Suisse de subvenir à ses besoins en céréales panifiables dépend naturellement du volume de la moisson utilisable en boulangerie. En ce qui concerne le blé tendre, qui est de loin la première céréale panifiable par ordre d'importance devant l'épeautre et le seigle, la production nationale permet de subvenir à 80 % des besoins les années où la qualité du grain n'est pas gravement altérée par le mauvais temps. Les importations complètent l'offre nationale pour couvrir les besoins en ce qui concerne les différents types de céréales et en ce qui concerne la qualité.



MARCHÉ > PRODUITS VÉGÉTAUX



Source: OFDF

**Commerce extérieur**

**Importations complémentaires d'aliments concentrés**

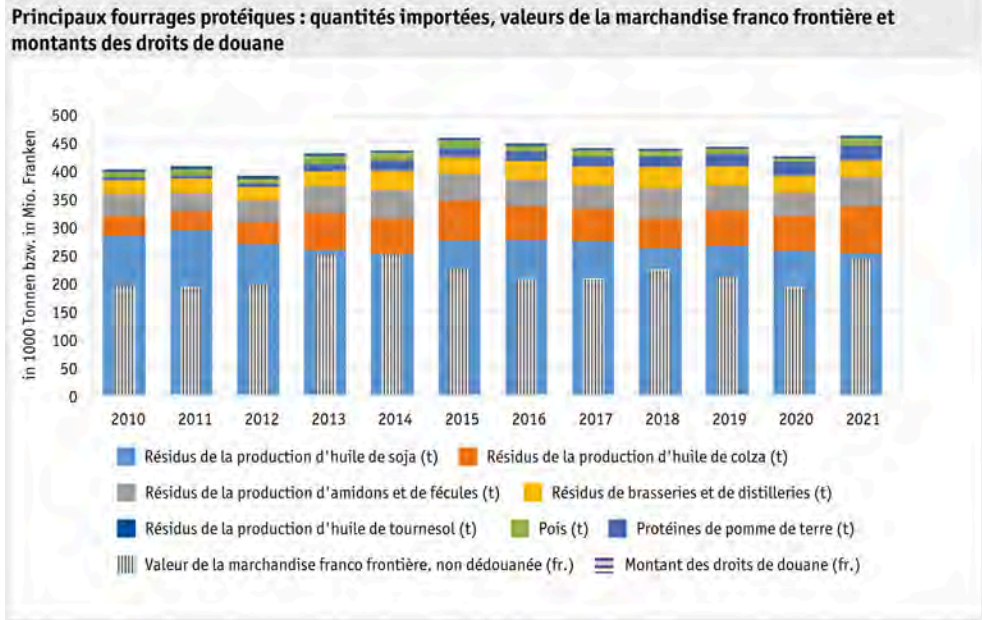
La baisse des rendements enregistrée en 2021 a naturellement conduit à un recul de la production de céréales fourragères, par comparaison avec la campagne précédente. L'agriculture a disposé, pour nourrir le bétail, de 450 000 tonnes de céréales, y compris les céréales panifiables déclassées. Le pays a donc dû importer des céréales fourragères et des protéagineux, des fourrages qui s'ajoutent aux sous-produits de l'industrie alimentaire tels que la pulpe de betterave sucrière, le son de blé, la drêche (résidu du brassage de la bière), et le tourteau de colza ou de tournesol.

La Suisse a importé environ 500 000 tonnes de produits protéagineux l'année sous revue. Le classement de ces importations s'établit ainsi : le tourteau de colza figure au premier rang ; il est suivi des résidus de la production d'amidon, puis des résidus du brassage de la bière et de la distillation des eaux-de-vie, et enfin du tourteau de tournesol. La valeur franco douane suisse des principales sources de protéines pour le bétail a atteint 240 millions de francs. Mais

MARCHÉ > PRODUITS VÉGÉTAUX



il n'a été possible de prélever que 129 000 francs de droits de douane sur ces produits, dont le volume à l'importation se chiffrait à 458 000 tonnes, car leur prix franco douane suisse dépassait souvent le prix-seuil ou la valeur de référence à l'importation.



Source: OFDF

» [swiss granum](#)

## Surface agricole utile en fonction des modes d'utilisation

Produit	2000/02	2018	2019	2020	2021 <sup>1</sup>	2000/02 – 2019/21
	ha	ha	ha	ha	ha	%
<b>Céréales</b>	<b>178 576</b>	<b>143 506</b>	<b>141 240</b>	<b>143 918</b>	<b>146 041</b>	<b>-19.5</b>
<b>Céréales panifiables</b>	<b>96 527</b>	<b>83 253</b>	<b>81 684</b>	<b>76 609</b>	<b>81 436</b>	<b>-17.2</b>
Blé	91 045	75 713	73 619	68 510	72 721	-21.3
Epeautre	1 878	5 367	5 692	5 933	6 650	224.0
Amidonnier, engrain	46	284	430	330	199	595.0
Seigle	3 518	1 855	1 905	1 798	1 824	-47.6
Méteil de céréales panifiable	39	34	38	38	42	0.0
<b>Céréales fourragères</b>	<b>82 049</b>	<b>60 253</b>	<b>59 556</b>	<b>67 139</b>	<b>64 605</b>	<b>-22.2</b>
Blé	–	6 612	6 715	9 613	9 713	
Orge	42 916	27 898	26 853	27 808	28 008	-35.8
Avoine	4 342	1 628	1 713	1 793	1 918	-58.3
Méteil de céréales fourragères	311	222	266	256	213	-21.1
Maïs grain	22 280	15 700	16 015	19 972	17 045	-20.6
Triticale	12 201	7 960	7 683	7 457	7 425	-38.3
Millet	–	233	311	240	283	
<b>Légumineuses</b>	<b>3 514</b>	<b>5 057</b>	<b>4 714</b>	<b>4 740</b>	<b>4 462</b>	<b>32.0</b>
Pois protéagineux	3 165	3 891	3 550	3 573	3 436	11.2
Féveroles	294	1 003	1 002	957	722	203.6
Lupins	55	163	162	210	304	309.7
<b>Cultures sardées</b>	<b>34 229</b>	<b>30 133</b>	<b>28 970</b>	<b>28 972</b>	<b>27 268</b>	<b>-17.0</b>
Pommes de terre (y c. semences)	13 799	11 107	10 981	10 956	10 711	-21.1
Betteraves sucrières	17 886	18 578	17 555	17 602	16 186	-4.3
Betteraves fourragères (betteraves semi-sucrières ou fourragères)	2 544	448	434	414	371	-84.0
<b>Oléagineux</b>	<b>18 535</b>	<b>29 827</b>	<b>30 257</b>	<b>30 979</b>	<b>31 969</b>	<b>67.8</b>
Colza	13 126	22 624	22 600	24 391	24 821	82.6
Tournesol	4 389	5 340	5 853	4 472	4 795	15.2
Soja	989	1 801	1 721	2 031	2 240	102.0
Courges à huile	32	62	83	85	113	195.8
<b>Matières premières renouvelables</b>	<b>1 304</b>	<b>359</b>	<b>240</b>	<b>238</b>	<b>370</b>	<b>-78.3</b>
Colza	1 137	187	97	117	149	-89.4
Tournesol	35	46	49	31	23	-1.9
Autres (kénaf, chanvre, etc.)	132	126	94	90	198	-3.5
<b>Légumes de plein champ</b>	<b>8 489</b>	<b>12 127</b>	<b>11 876</b>	<b>12 128</b>	<b>12 359</b>	<b>42.8</b>
<b>Maïs d'ensilage et maïs vert</b>	<b>40 652</b>	<b>47 003</b>	<b>46 692</b>	<b>46 847</b>	<b>45 667</b>	<b>14.1</b>
<b>Jachères vertes et florales</b>	<b>3 392</b>	<b>3 169</b>	<b>3 086</b>	<b>3 109</b>	<b>3 120</b>	<b>-8.4</b>
Autres terres ouvertes	1 770	4 025	4 834	3 518	5 240	155.9
<b>Terres ouvertes</b>	<b>290 462</b>	<b>275 439</b>	<b>272 056</b>	<b>274 449</b>	<b>276 496</b>	<b>-5.5</b>
<b>Prairies artificielles</b>	<b>117 671</b>	<b>122 222</b>	<b>126 248</b>	<b>125 393</b>	<b>118 968</b>	<b>5.0</b>
Autres	2 427	478	490	2 030	580	-57.4
<b>Terres arables total</b>	<b>410 560</b>	<b>398 139</b>	<b>398 794</b>	<b>401 872</b>	<b>396 044</b>	<b>-2.8</b>
Cultures fruitières <sup>2</sup>	6 913	6 304	6 240	6 091	6 111	-11.0
Vigne	15 053	14 712	14 703	14 696	14 628	-2.5
Matières premières renouvelables pluriannuelles	257	93	86	82	81	-67.7
Prairies naturelles, pâturages	627 938	603 830	601 850	600 686	606 886	-4.0
Autre utilisation, ainsi que prairies à litière et tourbe	10 410	21 898	21 989	20 607	18 303	95.0
<b>Surface agricole utile</b>	<b>1 071 131</b>	<b>1 044 976</b>	<b>1 043 663</b>	<b>1 044 034</b>	<b>1 042 053</b>	<b>-2.6</b>

## Production

Produit	Unité	2000/02	2019	2020	2021 <sup>1</sup>	2000/02 – 2019/21 %
<b>Lait et produits laitiers</b>						
Lait de consommation	t	505 764	429 661	448 087	415 571	-14,8
Crème	t	68 213	66 730	66 534	66 014	-2,6
Beurre	t	40 247	42 725	41 325	39 700	2,5
Poudre de lait	t	47 152	52 059	44 492	47 348	1,7
Fromage	t	166 668	195 114	203 791	207 155	21,2
<b>Viande et oeufs</b>						
Viande de bœuf	t PM	101 111	118 185	118 171	118 847	17,1
Viande de veau	t PM	34 202	26 716	25 495	24 431	-25,3
Viande de porc	t PM	231 645	220 816	223 985	229 628	-3,0
Viande d'agneau	t PM	5 787	5 592	5 146	5 096	-8,8
Viande de chèvre	t PM	534	601	498	518	0,9
Viande de cheval	t PM	1 164	481	422	362	-63,8
Volaille <sup>5</sup>	t poids de vente	29 435	79 138	83 714	86 806	182,7
Œufs en coquille	mio. de pièces	689	1 000	1 064	1 145	55,2
<b>Céréales</b>		<b>1 112 267</b>	<b>928 008</b>	<b>1 004 016</b>	<b>777 574</b>	<b>-18,8</b>
blé tendre	t	521 667	429 316	433 374	382 425	-20,4
blé fourrager	t	–	43 620	67 612	52 763	
Seigle	t	20 833	11 184	10 333	7 948	-52,9
Orge	t	255 500	189 096	192 050	169 718	-28,1
Avoine	t	22 533	9 646	8 905	7 359	-61,7
Maïs grain	t	206 333	174 627	219 692	98 216	-36,3
Triticale	t	75 067	46 260	46 872	37 747	-41,9
Autres	t	10 333	24 259	25 178	119 614	445,3
<b>Cultures sarclées</b>						
Pommes de terre	t	539 933	416 984	488 638	342 752	-22,9
Betteraves sucrières	t	1 288 852	1 454 536	1 304 494	1 102 116	0,1
<b>Oléagineux</b>		<b>59 956</b>	<b>91 288</b>	<b>105 970</b>	<b>94 475</b>	<b>62,2</b>
Colza	t	43 684	67 843	88 083	77 030	77,8
Tournesol	t	12 972	17 700	12 293	11 142	5,7
Autres	t	3 300	5 745	5 594	6 303	78,2
<b>Fruits (de table)</b>						
Pommes	t	99 540 (2)	114 440	120 289	103 275	16,8 (3)
Poires	t	15 523 (2)	18 953	19 289	17 061	22,2 (3)
Abricots	t	1 485 (2)	5 292	4 998	1 840	200,8 (3)
Cerises	t	1 810 (2)	2 686	2 034	1 515	20,9 (3)
Pruneaux	t	2 418 (2)	2 839	4 362	1 279	35,3 (3)
Fraises	t	5 064	6 836	7 259	7 028	39,0
<b>Légumes (frais)</b>						
Carottes (carottes jaunes incl.) <sup>4</sup>		56 474	63 876	74 818	65 472	20,5
Oignons (tous) <sup>4</sup>	t	26 126	42 510	46 598	47 366	74,1
Céleris-raves <sup>4</sup>	t	10 359	11 902	11 765	12 169	15,3
Tomates (toutes)	t	30 398	41 985	42 682	38 637	35,2
Laitues pommées (feuilles de chêne incl.)	t	16 514	12 257	12 888	11 546	-25,9
Choux-fleurs (tous)	t	6 474	7 168	7 616	5 992	7,0
Concombres (à salade / nostrano)	t	8 823	13 818	15 560	16 239	72,3
<b>Vin</b>						
Vin rouge	hl	574 245	481 914	421 091	292 814	-30,6
Vin blanc	hl	613 076	497 531	413 144	316 224	-33,3

<sup>1</sup> provisoire

<sup>2</sup> moyenne des années 2000/03

<sup>3</sup> Variation 2000/03 – 2018/21

<sup>4</sup> Part des légumes de garde selon les déstockages effectués au cours de l'année civile (et non pas la récolte annuelle)

<sup>5</sup> Changement de méthode à partir de 2017 : adaptation des facteurs de rendement, d'où augmentation de la quantité de viande prête à la vente

## Sources:

Lait et produits laitiers: TSM

Viande: Proviande

Œufs: Aviforum

Céréales, cultures sarclées et oléagineux: USP

Fruits: Fruit-Union Suisse, Interprofession des fruits et légumes du Valais

Légumes: Centrale suisse de la culture maraîchère et des cultures spéciales

Vin: Contrôle officiel de la vendage des cantons

**Commerce extérieur**

Produkt	2000/02		2019		2020		2021*		2000/02 – 2019/21	
	t	t	t	t	t	t	t	t	Expor- tations	Impor- tations
<b>Lait et produits laitiers</b>										
Lait	19	22 919	3 194	23 764	2 805	25 501	2 685	27 162	15135,1	11,2
Yoghourts	3 494	148	4 741	9 149	4 543	9 700	4 310	8 853	29,7	6139,2
Crème	918	246	1 656	1 767	1 636	1 317	1 483	1 521	73,4	523,1
Beurre	447	4 960	329	294	369	6 548	152	4 311	-36,6	-25,1
Poudre de lait	11 688	1 076	12 353	1 034	9 263	2 350	10 875	1 563	-7,3	53,3
Fromage et séché	52 295	31 087	71 290	64 136	72 300	71 699	77 779	75 794	41,1	126,9
<b>Viande, œufs et poissons<sup>5</sup></b>										
Viande de bœuf	876	7 849	5 021	21 616	5 119	24 506	6 200	26 853	521,8	209,9
Viande de veau	0	1 115	2	514	2	580	3	673	-	-47,2
Viande de porc	249	9 753	1 589	14 954	2 577	16 004	3 189	14 223	884,6	54,4
Viande de mouton	0	6 940	10	5 231	1	5 876	1	5 658	-	-19,5
Viande de chèvre	0	359	0	166	0	126	0	152	-	-58,7
Viande de cheval	0	4 117	0	2 407	1	2 267	3	2 082	-	-45,3
Volaille <sup>4</sup>	332	42 770	2 043	45 179	1 545	42 438	2 040	45 296	465,1	3,6
Sous-produits d'abattage <sup>3</sup>	-	-	16 734	328	15 841	21 151	15 699	22 403	-	-
Œufs (mio. de pièces dès 2014) <sup>6</sup>	-	-	0	587	0	597	0	572	-	-
Poissons, crustacés et mollusques	83	34 759	490	72 120	227	75 995	209	76 198	271,9	115,1
<b>Céréales</b>										
Blé	74	284 629	446	391 120	508	371 380	250	427 787	440,9	39,4
Seigle	1	7 250	1	2 130	11	1 474	1	2 246	340,7	-73,1
Orge	11	52 079	434	49 185	779	40 982	704	56 121	5786,8	-6,4
Avoine	5 540	50 469	9	55 187	5	48 493	3	49 243	-99,9	1,0
Maïs grain	196	26 496	2 030	139 672	58	139 891	75	158 252	267,9	450,8
<b>Cultures sardées</b>										
Pommes de terre	3 313	30 709	9 825	21 238	8 441	35 013	6 929	49 208	153,5	14,5
Sucre	152 572	188 008	120 835	86 379	118 813	99 038	6 549	84 752	-46,3	-52,1
<b>Oléagineux</b>										
Oléagineux	699	105 697	603	42 181	1 012	42 029	1 339	40 040	40,9	-60,8
Huiles et graisses végétales	7 327	95 762	3 252	133 205	2 310	133 784	1 863	130 560	-66,2	38,4
<b>Fruits (frais)</b>										
Pommes <sup>1,2</sup>	1 352	8 591	2 377	6 753	892	14 017	692	9 160	-15,8	64,6
Poires <sup>1,2</sup>	125	8 786	374	7 250	134	6 774	16	8 485	14,6	0,6
Abricots <sup>1,2</sup>	31	9 154	36	8 081	19	7 980	41	10 371	40,2	-6,6
Cerises <sup>1,2</sup>	7	3 373	24	2 960	9	2 668	10	3 693	401,0	-13,7
Prunes et pruneaux <sup>1,2</sup>	15	5 249	28	6 134	67	5 741	50	7 115	179,9	14,7
Fraises	23	11 424	13	14 088	21	14 282	11	14 686	-35,3	25,6
Raisins	60	38 447	64	27 776	29	31 266	57	31 041	-17,1	-21,9
Agrumes	107	124 102	428	144 136	247	157 883	260	152 689	192,5	22,1
Bananes	3	73 363	43	96 702	49	102 043	4	102 252	1153,7	36,8
<b>Légumes (frais)</b>										
Carottes (carottes jaunes incl.)	26	6 739	423	2 303	710	3 289	0	2 938	1334,7	-57,8
Oignons (tous)	51	6 432	74	6 244	80	6 304	21	5 565	15,5	-6,1
Céleris-raves	0	287	0	1	0	39	0	11	-	-94,0
Tomates (toutes)	25	42 449	151	36 812	94	41 793	52	43 129	301,2	-4,4
Laitues pommées (feuilles de chène incl.)	3	2 537	1	3 356	7	3 520	5	4 707	34,4	52,2
Choux-fleurs (tous)	1	9 067	0	8 766	2	8 879	3	10 146	82,5	2,2
Concombres (à salade / nostrano)	21	17 046	3	21 018	2	21 431	6	21 855	-81,7	25,7
<b>Vin (de table)</b>										
Vin rouge (en hl)	6 585	1 417 802	7 537	1 156 915	7 318	1 199 550	7 391	1 216 901	12,6	-16,0
Vin blanc (en hl)	5 997	214 349	4 301	397 588	4 721	392 644	4 719	415 061	-23,6	87,4

\* provisoire

<sup>1</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>2</sup> Variation 2000/03 – 2018/21

<sup>3</sup> Position tarifaire 0206

<sup>4</sup> Poids à la vente dès 2012

<sup>5</sup> Changement de sources à partir de 2014 en raison de la répartition des lignes tarifaires

<sup>6</sup> Changement méthodologique dès 2014 : Millions de pièces oeufs au lieu de tonnes

Sources :

Lait et produits laitiers, œufs, céréales, pommes de terre, oléagineux (1201 – 1207), huiles et graisses végétales (1507 – 1515), vin : DGD, à partir de 2014 viande et sous-produits d

Fruits et légumes : statistique du commerce extérieur suisse de l'administration fédérale des douanes AFD

Sucre : réservesuisse

Volaille : Proviande

MARCHÉ > PRODUITS VÉGÉTAUX



## Oléagineux

**La production de colza et, dans une moindre mesure, de tournesol, a légèrement baissé par rapport à 2020. Les contrats-cadre définis avec les huileries n'ont pas été remplis.**

La production suisse d'oléagineux s'effectue sur la base de contrats-cadre convenus entre la production et la transformation (huileries). L'écoulement des quantités déterminées dans le cadre de cette convention est garanti car elles correspondent aux besoins du marché. Ce système permet en outre d'offrir aux producteurs les meilleurs prix possibles. La prise en charge par les huileries des éventuelles quantités excédentaires (hors contrat) n'est pas garantie. Ces contrats-cadre sont gérés par le « Pool de production oléagineux » de la Fédération Suisse des Producteurs de Céréales (FSPC), qui est financé aux deux tiers par les producteurs et le tiers restant par les huileries. Le soutien particulier versé par le pool de production oléagineux aux cultures de tournesol (2020 : 9 fr./100 kg et 7 fr./100 kg pour le High Oleic) et de semences de soja (2020 : 11,50 fr./100 kg) améliore leur rentabilité et contribue à maintenir une diversité dans la production et la transformation des oléagineux en Suisse.

### Production de l'huile de tournesol en hausse

### Production de graines et d'huile 2021

Unité	Contrat-cadre (graines) t	Quantités attribuées t	Production de graines t	Production d'huile t	Part dans les ressources* %
Colza	106 000 dont 30 000 HOLL	95 808	88 083	28 517	80-90
Tournesol	13 000 dont 8 500 HO	14 465	11 142	3 788	5-10
Soja	6 150 <sup>1</sup>	3 926	5 318	Pas applicable	<1

<sup>1</sup> intégralement pour le secteur fourrager HOLL : High Oleic Low Linoleic HO : High Oleic Sources : swiss granum / SwissOlio / FSPC

Le contrat-cadre total 2021 pour les oléagineux (colza et tournesol) s'est monté à 119 000 tonnes, en hausse de 3300 tonnes ou 2,8 % par rapport à 2020 (115 700 t). Cette évolution est à mettre intégralement au profit du tournesol (+ 34 %). Dans le détail, 90 % des 106 000 tonnes de colza définies dans le contrat-cadre avec les huileries ont été attribuées. Pour le tournesol, cette proportion se montait à 111 % du contrat-cadre. Bien que cet intérêt de la part des producteurs soit réjouissant, des réductions d'attributions ont été rendues nécessaires afin d'éviter une pression sur les prix. Comme en 2020, 6150 tonnes de soja étaient prévues au contrat-cadre 2021 (utilisation fourragère uniquement). La récolte 2021 a été à peine supérieure à celle de 2020 (5318 t vs 5247 t en 2020).

### Surface agricole utile

### Production

### Commerce extérieur

**MARCHÉ > PRODUITS VÉGÉTAUX**

Le détail des superficies est décrit dans l'article « Grandes cultures » sous la rubrique principale Production, sous-rubrique Production végétale.



## Surface agricole utile en fonction des modes d'utilisation

Produit	2000/02	2018	2019	2020	2021 <sup>1</sup>	2000/02 – 2019/21
	ha	ha	ha	ha	ha	%
<b>Céréales</b>	<b>178 576</b>	<b>143 506</b>	<b>141 240</b>	<b>143 918</b>	<b>146 041</b>	<b>-19.5</b>
<b>Céréales panifiables</b>	<b>96 527</b>	<b>83 253</b>	<b>81 684</b>	<b>76 609</b>	<b>81 436</b>	<b>-17.2</b>
Blé	91 045	75 713	73 619	68 510	72 721	-21.3
Epeautre	1 878	5 367	5 692	5 933	6 650	224.0
Amidonnier, engrain	46	284	430	330	199	595.0
Seigle	3 518	1 855	1 905	1 798	1 824	-47.6
Méteil de céréales panifiable	39	34	38	38	42	0.0
<b>Céréales fourragères</b>	<b>82 049</b>	<b>60 253</b>	<b>59 556</b>	<b>67 139</b>	<b>64 605</b>	<b>-22.2</b>
Blé	–	6 612	6 715	9 613	9 713	
Orge	42 916	27 898	26 853	27 808	28 008	-35.8
Avoine	4 342	1 628	1 713	1 793	1 918	-58.3
Méteil de céréales fourragères	311	222	266	256	213	-21.1
Maïs grain	22 280	15 700	16 015	19 972	17 045	-20.6
Triticale	12 201	7 960	7 683	7 457	7 425	-38.3
Millet	–	233	311	240	283	
<b>Légumineuses</b>	<b>3 514</b>	<b>5 057</b>	<b>4 714</b>	<b>4 740</b>	<b>4 462</b>	<b>32.0</b>
Pois protéagineux	3 165	3 891	3 550	3 573	3 436	11.2
Féveroles	294	1 003	1 002	957	722	203.6
Lupins	55	163	162	210	304	309.7
<b>Cultures sardées</b>	<b>34 229</b>	<b>30 133</b>	<b>28 970</b>	<b>28 972</b>	<b>27 268</b>	<b>-17.0</b>
Pommes de terre (y c. semences)	13 799	11 107	10 981	10 956	10 711	-21.1
Betteraves sucrières	17 886	18 578	17 555	17 602	16 186	-4.3
Betteraves fourragères (betteraves semi-sucrières ou fourragères)	2 544	448	434	414	371	-84.0
<b>Oléagineux</b>	<b>18 535</b>	<b>29 827</b>	<b>30 257</b>	<b>30 979</b>	<b>31 969</b>	<b>67.8</b>
Colza	13 126	22 624	22 600	24 391	24 821	82.6
Tournesol	4 389	5 340	5 853	4 472	4 795	15.2
Soja	989	1 801	1 721	2 031	2 240	102.0
Courges à huile	32	62	83	85	113	195.8
<b>Matières premières renouvelables</b>	<b>1 304</b>	<b>359</b>	<b>240</b>	<b>238</b>	<b>370</b>	<b>-78.3</b>
Colza	1 137	187	97	117	149	-89.4
Tournesol	35	46	49	31	23	-1.9
Autres (kénaf, chanvre, etc.)	132	126	94	90	198	-3.5
<b>Légumes de plein champ</b>	<b>8 489</b>	<b>12 127</b>	<b>11 876</b>	<b>12 128</b>	<b>12 359</b>	<b>42.8</b>
<b>Maïs d'ensilage et maïs vert</b>	<b>40 652</b>	<b>47 003</b>	<b>46 692</b>	<b>46 847</b>	<b>45 667</b>	<b>14.1</b>
<b>Jachères vertes et florales</b>	<b>3 392</b>	<b>3 169</b>	<b>3 086</b>	<b>3 109</b>	<b>3 120</b>	<b>-8.4</b>
Autres terres ouvertes	1 770	4 025	4 834	3 518	5 240	155.9
<b>Terres ouvertes</b>	<b>290 462</b>	<b>275 439</b>	<b>272 056</b>	<b>274 449</b>	<b>276 496</b>	<b>-5.5</b>
<b>Prairies artificielles</b>	<b>117 671</b>	<b>122 222</b>	<b>126 248</b>	<b>125 393</b>	<b>118 968</b>	<b>5.0</b>
Autres	2 427	478	490	2 030	580	-57.4
<b>Terres arables total</b>	<b>410 560</b>	<b>398 139</b>	<b>398 794</b>	<b>401 872</b>	<b>396 044</b>	<b>-2.8</b>
Cultures fruitières <sup>2</sup>	6 913	6 304	6 240	6 091	6 111	-11.0
Vigne	15 053	14 712	14 703	14 696	14 628	-2.5
Matières premières renouvelables pluriannuelles	257	93	86	82	81	-67.7
Prairies naturelles, pâturages	627 938	603 830	601 850	600 686	606 886	-4.0
Autre utilisation, ainsi que prairies à litière et tourbe	10 410	21 898	21 989	20 607	18 303	95.0
<b>Surface agricole utile</b>	<b>1 071 131</b>	<b>1 044 976</b>	<b>1 043 663</b>	<b>1 044 034</b>	<b>1 042 053</b>	<b>-2.6</b>

## Production

Produit	Unité	2000/02	2019	2020	2021 <sup>1</sup>	2000/02 – 2019/21 %
<b>Lait et produits laitiers</b>						
Lait de consommation	t	505 764	429 661	448 087	415 571	-14,8
Crème	t	68 213	66 730	66 534	66 014	-2,6
Beurre	t	40 247	42 725	41 325	39 700	2,5
Poudre de lait	t	47 152	52 059	44 492	47 348	1,7
Fromage	t	166 668	195 114	203 791	207 155	21,2
<b>Viande et oeufs</b>						
Viande de bœuf	t PM	101 111	118 185	118 171	118 847	17,1
Viande de veau	t PM	34 202	26 716	25 495	24 431	-25,3
Viande de porc	t PM	231 645	220 816	223 985	229 628	-3,0
Viande d'agneau	t PM	5 787	5 592	5 146	5 096	-8,8
Viande de chèvre	t PM	534	601	498	518	0,9
Viande de cheval	t PM	1 164	481	422	362	-63,8
Volaille <sup>5</sup>	t poids de vente	29 435	79 138	83 714	86 806	182,7
Œufs en coquille	mio. de pièces	689	1 000	1 064	1 145	55,2
<b>Céréales</b>		<b>1 112 267</b>	<b>928 008</b>	<b>1 004 016</b>	<b>777 574</b>	<b>-18,8</b>
blé tendre	t	521 667	429 316	433 374	382 425	-20,4
blé fourrager	t	–	43 620	67 612	52 763	
Seigle	t	20 833	11 184	10 333	7 948	-52,9
Orge	t	255 500	189 096	192 050	169 718	-28,1
Avoine	t	22 533	9 646	8 905	7 359	-61,7
Maïs grain	t	206 333	174 627	219 692	98 216	-36,3
Triticale	t	75 067	46 260	46 872	37 747	-41,9
Autres	t	10 333	24 259	25 178	119 614	445,3
<b>Cultures sarclées</b>						
Pommes de terre	t	539 933	416 984	488 638	342 752	-22,9
Betteraves sucrières	t	1 288 852	1 454 536	1 304 494	1 102 116	0,1
<b>Oléagineux</b>		<b>59 956</b>	<b>91 288</b>	<b>105 970</b>	<b>94 475</b>	<b>62,2</b>
Colza	t	43 684	67 843	88 083	77 030	77,8
Tournesol	t	12 972	17 700	12 293	11 142	5,7
Autres	t	3 300	5 745	5 594	6 303	78,2
<b>Fruits (de table)</b>						
Pommes	t	99 540 (2)	114 440	120 289	103 275	16,8 (3)
Poires	t	15 523 (2)	18 953	19 289	17 061	22,2 (3)
Abricots	t	1 485 (2)	5 292	4 998	1 840	200,8 (3)
Cerises	t	1 810 (2)	2 686	2 034	1 515	20,9 (3)
Pruneaux	t	2 418 (2)	2 839	4 362	1 279	35,3 (3)
Fraises	t	5 064	6 836	7 259	7 028	39,0
<b>Légumes (frais)</b>						
Carottes (carottes jaunes incl.) <sup>4</sup>		56 474	63 876	74 818	65 472	20,5
Oignons (tous) <sup>4</sup>	t	26 126	42 510	46 598	47 366	74,1
Céleris-raves <sup>4</sup>	t	10 359	11 902	11 765	12 169	15,3
Tomates (toutes)	t	30 398	41 985	42 682	38 637	35,2
Laitues pommées (feuilles de chêne incl.)	t	16 514	12 257	12 888	11 546	-25,9
Choux-fleurs (tous)	t	6 474	7 168	7 616	5 992	7,0
Concombres (à salade / nostrano)	t	8 823	13 818	15 560	16 239	72,3
<b>Vin</b>						
Vin rouge	hl	574 245	481 914	421 091	292 814	-30,6
Vin blanc	hl	613 076	497 531	413 144	316 224	-33,3

<sup>1</sup> provisoire

<sup>2</sup> moyenne des années 2000/03

<sup>3</sup> Variation 2000/03 – 2018/21

<sup>4</sup> Part des légumes de garde selon les déstockages effectués au cours de l'année civile (et non pas la récolte annuelle)

<sup>5</sup> Changement de méthode à partir de 2017 : adaptation des facteurs de rendement, d'où augmentation de la quantité de viande prête à la vente

## Sources:

Lait et produits laitiers: TSM

Viande: Proviande

Œufs: Aviforum

Céréales, cultures sarclées et oléagineux: USP

Fruits: Fruit-Union Suisse, Interprofession des fruits et légumes du Valais

Légumes: Centrale suisse de la culture maraîchère et des cultures spéciales

Vin: Contrôle officiel de la vendage des cantons

**Commerce extérieur**

Produkt	2000/02		2019		2020		2021*		2000/02 – 2019/21		
	t	t	t	t	t	t	t	t	Expor- tations	Impor- tations	%
<b>Lait et produits laitiers</b>											
Lait	19	22 919	3 194	23 764	2 805	25 501	2 685	27 162	15135,1		11,2
Yoghourts	3 494	148	4 741	9 149	4 543	9 700	4 310	8 853	29,7		6139,2
Crème	918	246	1 656	1 767	1 636	1 317	1 483	1 521	73,4		523,1
Beurre	447	4 960	329	294	369	6 548	152	4 311	-36,6		-25,1
Poudre de lait	11 688	1 076	12 353	1 034	9 263	2 350	10 875	1 563	-7,3		53,3
Fromage et séré	52 295	31 087	71 290	64 136	72 300	71 699	77 779	75 794	41,1		126,9
<b>Viande, œufs et poissons<sup>5</sup></b>											
Viande de bœuf	876	7 849	5 021	21 616	5 119	24 506	6 200	26 853	521,8		209,9
Viande de veau	0	1 115	2	514	2	580	3	673	-		-47,2
Viande de porc	249	9 753	1 589	14 954	2 577	16 004	3 189	14 223	884,6		54,4
Viande de mouton	0	6 940	10	5 231	1	5 876	1	5 658	-		-19,5
Viande de chèvre	0	359	0	166	0	126	0	152	-		-58,7
Viande de cheval	0	4 117	0	2 407	1	2 267	3	2 082	-		-45,3
Volaille <sup>4</sup>	332	42 770	2 043	45 179	1 545	42 438	2 040	45 296	465,1		3,6
Sous-produits d'abattage <sup>3</sup>	-	-	16 734	328	15 841	21 151	15 699	22 403	-		-
Œufs (mio. de pièces dès 2014) <sup>6</sup>	-	-	0	587	0	597	0	572	-		-
Poissons, crustacés et mollusques	83	34 759	490	72 120	227	75 995	209	76 198	271,9		115,1
<b>Céréales</b>											
Blé	74	284 629	446	391 120	508	371 380	250	427 787	440,9		39,4
Seigle	1	7 250	1	2 130	11	1 474	1	2 246	340,7		-73,1
Orge	11	52 079	434	49 185	779	40 982	704	56 121	5786,8		-6,4
Avoine	5 540	50 469	9	55 187	5	48 493	3	49 243	-99,9		1,0
Maïs grain	196	26 496	2 030	139 672	58	139 891	75	158 252	267,9		450,8
<b>Cultures sardées</b>											
Pommes de terre	3 313	30 709	9 825	21 238	8 441	35 013	6 929	49 208	153,5		14,5
Sucre	152 572	188 008	120 835	86 379	118 813	99 038	6 549	84 752	-46,3		-52,1
<b>Oléagineux</b>											
Oléagineux	699	105 697	603	42 181	1 012	42 029	1 339	40 040	40,9		-60,8
Huiles et graisses végétales	7 327	95 762	3 252	133 205	2 310	133 784	1 863	130 560	-66,2		38,4
<b>Fruits (frais)</b>											
Pommes <sup>1,2</sup>	1 352	8 591	2 377	6 753	892	14 017	692	9 160	-15,8		64,6
Poires <sup>1,2</sup>	125	8 786	374	7 250	134	6 774	16	8 485	14,6		0,6
Abricots <sup>1,2</sup>	31	9 154	36	8 081	19	7 980	41	10 371	40,2		-6,6
Cerises <sup>1,2</sup>	7	3 373	24	2 960	9	2 668	10	3 693	401,0		-13,7
Prunes et pruneaux <sup>1,2</sup>	15	5 249	28	6 134	67	5 741	50	7 115	179,9		14,7
Fraises	23	11 424	13	14 088	21	14 282	11	14 686	-35,3		25,6
Raisins	60	38 447	64	27 776	29	31 266	57	31 041	-17,1		-21,9
Agrumes	107	124 102	428	144 136	247	157 883	260	152 689	192,5		22,1
Bananes	3	73 363	43	96 702	49	102 043	4	102 252	1153,7		36,8
<b>Légumes (frais)</b>											
Carottes (carottes jaunes incl.)	26	6 739	423	2 303	710	3 289	0	2 938	1334,7		-57,8
Oignons (tous)	51	6 432	74	6 244	80	6 304	21	5 565	15,5		-6,1
Céleris-raves	0	287	0	1	0	39	0	11	-		-94,0
Tomates (toutes)	25	42 449	151	36 812	94	41 793	52	43 129	301,2		-4,4
Laitues pommées (feuilles de chène incl.)	3	2 537	1	3 356	7	3 520	5	4 707	34,4		52,2
Choux-fleurs (tous)	1	9 067	0	8 766	2	8 879	3	10 146	82,5		2,2
Concombres (à salade / nostrano)	21	17 046	3	21 018	2	21 431	6	21 855	-81,7		25,7
<b>Vin (de table)</b>											
Vin rouge (en hl)	6 585	1 417 802	7 537	1 156 915	7 318	1 199 550	7 391	1 216 901	12,6		-16,0
Vin blanc (en hl)	5 997	214 349	4 301	397 588	4 721	392 644	4 719	415 061	-23,6		87,4

\* provisoire

<sup>1</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>2</sup> Variation 2000/03 – 2018/21

<sup>3</sup> Position tarifaire 0206

<sup>4</sup> Poids à la vente dès 2012

<sup>5</sup> Changement de sources à partir de 2014 en raison de la répartition des lignes tarifaires

<sup>6</sup> Changement méthodologique dès 2014 : Millions de pièces oeufs au lieu de tonnes

Sources :

Lait et produits laitiers, œufs, céréales, pommes de terre, oléagineux (1201 – 1207), huiles et graisses végétales (1507 – 1515), vin : DGD, à partir de 2014 viande et sous-produits d

Fruits et légumes : statistique du commerce extérieur suisse de l'administration fédérale des douanes AFD

Sucre : réservesuisse

Volaille : Proviande

MARCHÉ > PRODUITS VÉGÉTAUX



## Pommes de terre

**L'année 2021 s'est caractérisée par des rendements très faibles dus aux mauvaises conditions météorologiques. Il a fallu importer en augmentant temporairement le contingent OMC.**

Une fois n'est pas coutume, en 2021 l'interprofession a renoncé à effectuer une estimation des rendements par échantillonnage, ceux-ci étant considérés trop hétérogènes vu les mauvaises conditions de croissance. Sur la base des quantités entreposées, la récolte 2021 a été estimée à 343 000 tonnes. Cela représente une baisse de 21 % par rapport à la moyenne des années 2016 à 2020 et de 30 % par rapport à l'année 2020 (490 000 t). Dans le détail, les pertes sont similaires pour les variétés de table et les variétés industrielles (-18 %). En 2021 comparé à l'année 2020, les surfaces cultivées ont baissé de 2 %, passant de 10 956 à 10 717 hectares. Le nombre de producteurs est passé sous la barre des 4000, en baisse de 3 % (3970 producteurs). Depuis 2012, seuls les producteurs au bénéfice d'un contrat de prise en charge peuvent profiter du fonds de mise en valeur des excédents de l'interprofession.

### Mise en valeur de la récolte 2021 (tonnes)

Pommes de terre de table	156 700 t
Pommes de terre destinées à la transformation	134 400 t
Pommes de terre de semence	20 000 t
Affouragement	23 500 t
Exportations	8 200 t

Source : swisspatat

Le détail des superficies est décrit dans l'article « Grandes cultures » sous la rubrique principale Production, sous-rubrique Production végétale.

### Une année de culture exigeante

La campagne 2021 fut un défi pour les producteurs. Alors que les plantations ont pu se dérouler dans de bonnes conditions, des phénomènes climatiques extrêmes se sont ensuite enchaînés. De nombreuses parcelles ont notamment été endommagées par la grêle et les fortes pluies en juin et en juillet. Ces conditions étaient idéales pour le mildiou, lequel s'est propagé dans toute la Suisse et sur la majorité des parcelles. De manière générale, les calibres étaient plus petits mais la qualité jugée bonne. Parmi les défauts de qualité, on enregistre surtout des fissures de croissance ainsi que des dégâts dus à la gale et au cœur creux.

### Écroulement de la production biologique

En 2021, les surfaces dédiées à la culture biologique sont demeurées stables (-4 ha à 890 ha). Elles sont exploitées par 670 exploitations. Le mildiou, dû aux conditions humides régulières, a engendré des pertes se montant à 45 % (sur la base des quantités entreposées et par rapport à la moyenne des 5 dernières années).

Source : Bioaktuell / swisspatat

MARCHÉ > PRODUITS VÉGÉTAUX



### Les effets de la pandémie Covid-19

Entre 2020 et 2021, pour contrer l'écroulement des ventes de frites en raison de la fermeture des lieux de restauration et de loisirs, l'interprofession suisse de la pomme de terre a constitué un stock tampon de 12 000 tonnes (9500 t de frites et 2500 t de chips) financé intégralement par la branche. Ce mécanisme de régulation interne a permis de stabiliser le marché. En parallèle, les surfaces dédiées aux pommes de terre destinées à la transformation ont été réduites. Avec le retour à la normale, ce stock tampon était entièrement mis en valeur fin 2021. La pandémie a eu un double effet sur la consommation des pommes de terre. D'un côté, les ventes de produits transformés (frites notamment) se sont effondrées avec la fermeture des lieux de vente (cafétérias, secteur HORECA). De l'autre, l'impossibilité de se restaurer dans les lieux publics habituels a poussé nombre de citoyens à manger davantage à la maison. Cette situation a fortement augmenté les ventes de pommes de terre de table.

### Gestion des contingents

Les accords de l'OMC requièrent des possibilités d'accès au marché de 23 750 tonnes d'équivalent pommes de terre. 19 750 tonnes se répartissent entre les contingents tarifaires partiels n°14.1 (pommes de terre de semence), n°14.2 (pommes de terre destinées à la transformation), n°14.3 (pommes de terre de table), et 4000 tonnes sont prévues pour le contingent tarifaire partiel n°14.4 (produits de pommes de terre). En 2021, tous les contingents tarifaires partiels ont été augmentés temporairement

### Répartition du contingent tarifaire partiel n°14.1 à 14.3

Catégorie de marchandises	Contingent tarifaire partiel	Augmentation temporaire du contingent tarifaire partiel
Pommes de terre de semence	4 000 t	2 000 t
Pommes de terre de table	6 500 t	10 000 t
Pommes de terre destinées à la transformation	9 250 t	20 000 t
<b>Total</b>	<b>19 750 t</b>	<b>32 000 t</b>

### Commerce extérieur

» [Production Végétale](#)

**Commerce extérieur**

Produkt	2000/02		2019		2020		2021*		2000/02 – 2019/21	
	t	t	t	t	t	t	t	t	Expor-tations	Impor-tations
<b>Lait et produits laitiers</b>										
Lait	19	22 919	3 194	23 764	2 805	25 501	2 685	27 162	15135,1	11,2
Yoghourts	3 494	148	4 741	9 149	4 543	9 700	4 310	8 853	29,7	6139,2
Crème	918	246	1 656	1 767	1 636	1 317	1 483	1 521	73,4	523,1
Beurre	447	4 960	329	294	369	6 548	152	4 311	-36,6	-25,1
Poudre de lait	11 688	1 076	12 353	1 034	9 263	2 350	10 875	1 563	-7,3	53,3
Fromage et séché	52 295	31 087	71 290	64 136	72 300	71 699	77 779	75 794	41,1	126,9
<b>Viande, œufs et poissons<sup>5</sup></b>										
Viande de bœuf	876	7 849	5 021	21 616	5 119	24 506	6 200	26 853	521,8	209,9
Viande de veau	0	1 115	2	514	2	580	3	673	-	-47,2
Viande de porc	249	9 753	1 589	14 954	2 577	16 004	3 189	14 223	884,6	54,4
Viande de mouton	0	6 940	10	5 231	1	5 876	1	5 658	-	-19,5
Viande de chèvre	0	359	0	166	0	126	0	152	-	-58,7
Viande de cheval	0	4 117	0	2 407	1	2 267	3	2 082	-	-45,3
Volaille <sup>4</sup>	332	42 770	2 043	45 179	1 545	42 438	2 040	45 296	465,1	3,6
Sous-produits d'abattage <sup>3</sup>	-	-	16 734	328	15 841	21 151	15 699	22 403	-	-
Œufs (mio. de pièces dès 2014) <sup>6</sup>	-	-	0	587	0	597	0	572	-	-
Poissons, crustacés et mollusques	83	34 759	490	72 120	227	75 995	209	76 198	271,9	115,1
<b>Céréales</b>										
Blé	74	284 629	446	391 120	508	371 380	250	427 787	440,9	39,4
Seigle	1	7 250	1	2 130	11	1 474	1	2 246	340,7	-73,1
Orge	11	52 079	434	49 185	779	40 982	704	56 121	5786,8	-6,4
Avoine	5 540	50 469	9	55 187	5	48 493	3	49 243	-99,9	1,0
Maïs grain	196	26 496	2 030	139 672	58	139 891	75	158 252	267,9	450,8
<b>Cultures sardées</b>										
Pommes de terre	3 313	30 709	9 825	21 238	8 441	35 013	6 929	49 208	153,5	14,5
Sucre	152 572	188 008	120 835	86 379	118 813	99 038	6 549	84 752	-46,3	-52,1
<b>Oléagineux</b>										
Oléagineux	699	105 697	603	42 181	1 012	42 029	1 339	40 040	40,9	-60,8
Huiles et graisses végétales	7 327	95 762	3 252	133 205	2 310	133 784	1 863	130 560	-66,2	38,4
<b>Fruits (frais)</b>										
Pommes <sup>1,2</sup>	1 352	8 591	2 377	6 753	892	14 017	692	9 160	-15,8	64,6
Poires <sup>1,2</sup>	125	8 786	374	7 250	134	6 774	16	8 485	14,6	0,6
Abricots <sup>1,2</sup>	31	9 154	36	8 081	19	7 980	41	10 371	40,2	-6,6
Cerises <sup>1,2</sup>	7	3 373	24	2 960	9	2 668	10	3 693	401,0	-13,7
Prunes et pruneaux <sup>1,2</sup>	15	5 249	28	6 134	67	5 741	50	7 115	179,9	14,7
Fraises	23	11 424	13	14 088	21	14 282	11	14 686	-35,3	25,6
Raisins	60	38 447	64	27 776	29	31 266	57	31 041	-17,1	-21,9
Agrumes	107	124 102	428	144 136	247	157 883	260	152 689	192,5	22,1
Bananes	3	73 363	43	96 702	49	102 043	4	102 252	1153,7	36,8
<b>Légumes (frais)</b>										
Carottes (carottes jaunes incl.)	26	6 739	423	2 303	710	3 289	0	2 938	1334,7	-57,8
Oignons (tous)	51	6 432	74	6 244	80	6 304	21	5 565	15,5	-6,1
Céleris-raves	0	287	0	1	0	39	0	11	-	-94,0
Tomates (toutes)	25	42 449	151	36 812	94	41 793	52	43 129	301,2	-4,4
Laitues pommées (feuilles de chène incl.)	3	2 537	1	3 356	7	3 520	5	4 707	34,4	52,2
Choux-fleurs (tous)	1	9 067	0	8 766	2	8 879	3	10 146	82,5	2,2
Concombres (à salade / nostrano)	21	17 046	3	21 018	2	21 431	6	21 855	-81,7	25,7
<b>Vin (de table)</b>										
Vin rouge (en hl)	6 585	1 417 802	7 537	1 156 915	7 318	1 199 550	7 391	1 216 901	12,6	-16,0
Vin blanc (en hl)	5 997	214 349	4 301	397 588	4 721	392 644	4 719	415 061	-23,6	87,4

\* provisoire

<sup>1</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>2</sup> Variation 2000/03 – 2018/21

<sup>3</sup> Position tarifaire 0206

<sup>4</sup> Poids à la vente dès 2012

<sup>5</sup> Changement de sources à partir de 2014 en raison de la répartition des lignes tarifaires

<sup>6</sup> Changement méthodologique dès 2014 : Millions de pièces oeufs au lieu de tonnes

Sources :

Lait et produits laitiers, œufs, céréales, pommes de terre, oléagineux (1201 – 1207), huiles et graisses végétales (1507 – 1515), vin : DGD, à partir de 2014 viande et sous-produits d

Fruits et légumes : statistique du commerce extérieur suisse de l'administration fédérale des douanes AFD

Sucre : réservesuisse

Volaille : Proviande

## MARCHÉ &gt; PRODUITS VÉGÉTAUX



## Sucre

**Les nuits hivernales glaciales ont décimé les organismes nuisibles, mais le temps humide n'a permis que de faibles rendements en betteraves. Le sucre, principalement importé de l'UE, a enregistré une hausse des prix sur les marchés internationaux.**

En janvier, une zone de haute pression persistante pendant plusieurs jours a provoqué des températures allant jusqu'à  $-9^{\circ}$  Celsius. Dans l'ensemble, les mois d'hiver ont été plus froids que l'année précédente, les températures restant cependant nettement supérieures à la moyenne sur 20 ans. Des situations de bise fréquentes ont entraîné un printemps sec et froid jusqu'à ce que des précipitations abondantes tombent en avril. Au nord des Alpes, l'été a été l'un des plus humides depuis le début des mesures et a apporté beaucoup moins de soleil que les années précédentes. Avec l'automne, un temps ensoleillé et peu pluvieux est revenu.

Par rapport à l'année précédente, les betteraves sucrières ont été moins touchées par les maladies foliaires. En Suisse romande, le rendement moyen de 62 tonnes de betteraves sucrières par hectare était inférieur à la moyenne pluriannuelle et a donné lieu à une période de transformation de 69 jours à Aarberg. La sucrerie de Frauenfeld a transformé en 97 jours 301 000 tonnes de betteraves sucrières importés et 450 000 betteraves suisses. Le rendement moyen en betteraves a atteint 72 tonnes par hectare en Suisse orientale. Ensemble, les deux usines ont transformé 1,39 million de tonnes de betteraves sucrières en 210 000 tonnes de sucre.

### Surface agricole utile en fonction des modes d'utilisation

#### Production

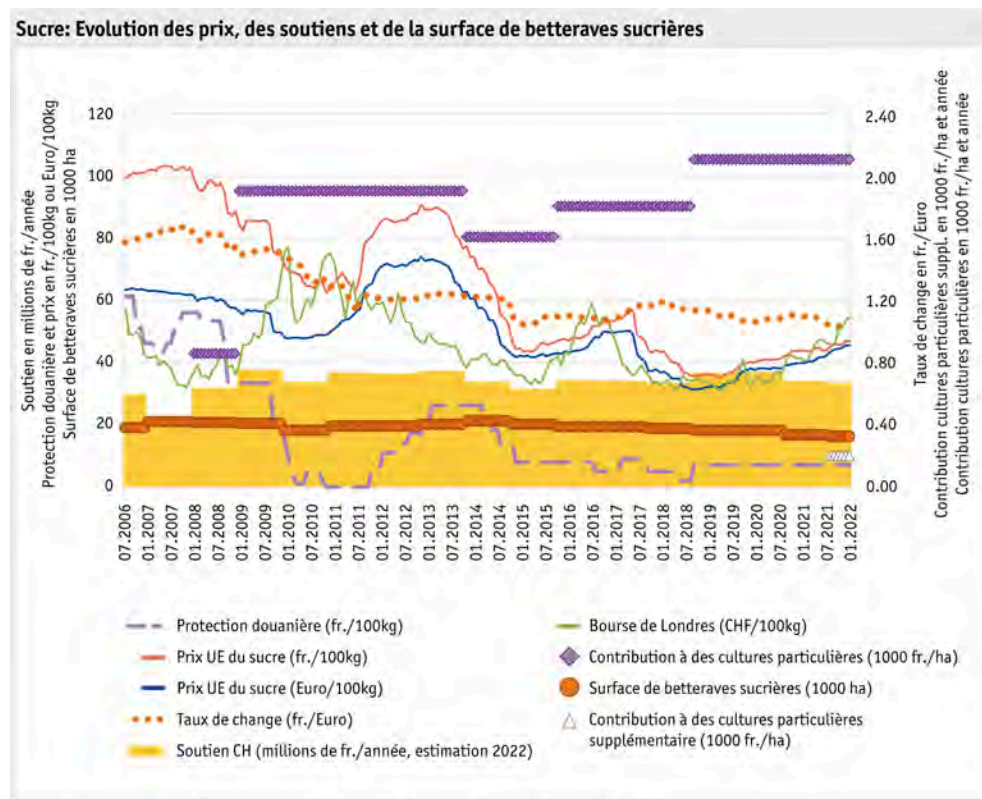
### Tendance à la hausse des prix du sucre

La Commission européenne publie chaque mois les prix moyens de vente du sucre en vrac à l'échelon des sucreries. Il s'agit principalement de contrats sur une ou plusieurs années. En janvier 2019, le prix du sucre a atteint un plancher, avec 31,20 euros ou 35,24 francs les 100 kg. Depuis lors, le prix du sucre a suivi une tendance à la hausse et a grimpé à 45,30 euros (+45 %) en juin 2022, soit 46,43 francs par 100 kg (+31 %). La variation relative sur le marché au comptant (bourse de Londres) a été bien plus importante, passant de 34,10 à 54,50 francs les 100 kg (+60 %). Le renouvellement des contrats à terme se fonde sur le prix du marché au comptant, ce qui devrait maintenir la tendance à la hausse des prix dans l'UE – et donc en Suisse.

Contrairement à l'évolution des prix du sucre, la tendance à la baisse des surfaces de betteraves sucrières s'est poursuivie. Par rapport à l'année précédente, la surface de betteraves sucrières est passée de 17 900 à 16 400 hectares, pour passer ensuite sous la barre des 16 000 hectares en 2022, malgré l'augmentation du soutien décidée par le Parlement.



MARCHÉ > PRODUITS VÉGÉTAUX



Sources: Thomson Reuters, Commission de l'UE, BNS, OFDF/réservesuisse, Compte d'Etat, USP

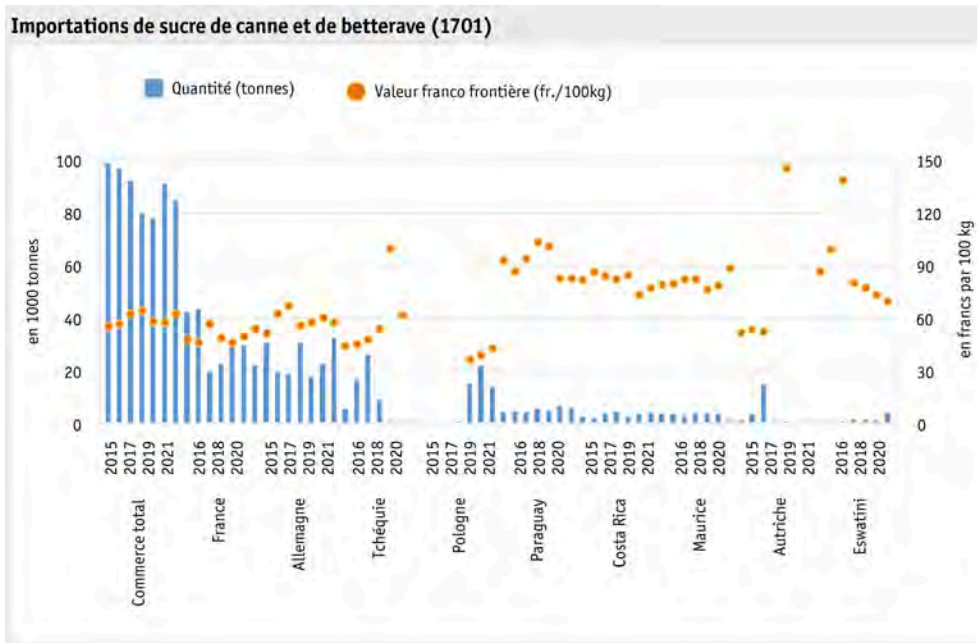
**Le trafic de perfectionnement renforce la production nationale de denrées alimentaires**

Les importations totales de sucre de canne et de sucre de betterave s'élèvent à environ 90 000 tonnes par an. En termes de volume, la France et l'Allemagne sont les principaux pays d'origine. La République tchèque était un pays d'origine important jusqu'en 2017, mais a perdu sa position en 2019 au profit de la Pologne. Les prix moyens à l'importation du sucre polonais étaient inférieurs à ceux des autres pays de l'UE.

Dans le cadre du commerce entre l'UE et la Suisse, on applique la suppression mutuelle des mesures de compensation des prix pour le sucre contenu dans des produits agricoles transformés (solution dite du double zéro). Conformément aux dispositions de l'organisation chargée des réserves obligatoires Réservesuisse, celle-ci rembourse lors de l'exportation la protection douanière prélevée sur les importations de sucre au titre de la contribution au fonds de garantie. Pour cela, il faut apporter la preuve que des contributions au fonds de garantie ont été versées pour la quantité correspondante. En ce qui concerne l'exportation de produits contenant du sucre, comme les boissons énergétiques, vers des pays non membres de l'UE, le remboursement de la protection douanière réduit les coûts du sucre par rapport au cas de figure où le site de production est situé en dehors de la Suisse. Sans importation de sucre, il n'y a pas de remboursement sous le régime spécial du perfectionnement actif.

Les importations d'outre-mer concernent principalement le sucre de canne. Les prix moyens nettement plus élevés laissent supposer qu'une grande part de sucre bio est importée. En outre, près de 4000 tonnes ont été importées d'Eswatini (anciennement Swaziland) pour la première fois en 2021.

MARCHÉ > PRODUITS VÉGÉTAUX



Source: OFDF

Commerce extérieur

- » [Sucre Suisse SA](#)
- » [Production végétale](#)

### Surface agricole utile en fonction des modes d'utilisation

Produit	2000/02	2018	2019	2020	2021 <sup>1</sup>	2000/02 – 2019/21
	ha	ha	ha	ha	ha	%
<b>Céréales</b>	<b>178 576</b>	<b>143 506</b>	<b>141 240</b>	<b>143 918</b>	<b>146 041</b>	<b>-19.5</b>
<b>Céréales panifiables</b>	<b>96 527</b>	<b>83 253</b>	<b>81 684</b>	<b>76 609</b>	<b>81 436</b>	<b>-17.2</b>
Blé	91 045	75 713	73 619	68 510	72 721	-21.3
Epeautre	1 878	5 367	5 692	5 933	6 650	224.0
Amidonnier, engrain	46	284	430	330	199	595.0
Seigle	3 518	1 855	1 905	1 798	1 824	-47.6
Méteil de céréales panifiable	39	34	38	38	42	0.0
<b>Céréales fourragères</b>	<b>82 049</b>	<b>60 253</b>	<b>59 556</b>	<b>67 139</b>	<b>64 605</b>	<b>-22.2</b>
Blé	–	6 612	6 715	9 613	9 713	
Orge	42 916	27 898	26 853	27 808	28 008	-35.8
Avoine	4 342	1 628	1 713	1 793	1 918	-58.3
Méteil de céréales fourragères	311	222	266	256	213	-21.1
Maïs grain	22 280	15 700	16 015	19 972	17 045	-20.6
Triticale	12 201	7 960	7 683	7 457	7 425	-38.3
Millet	–	233	311	240	283	
<b>Légumineuses</b>	<b>3 514</b>	<b>5 057</b>	<b>4 714</b>	<b>4 740</b>	<b>4 462</b>	<b>32.0</b>
Pois protéagineux	3 165	3 891	3 550	3 573	3 436	11.2
Féveroles	294	1 003	1 002	957	722	203.6
Lupins	55	163	162	210	304	309.7
<b>Cultures sardées</b>	<b>34 229</b>	<b>30 133</b>	<b>28 970</b>	<b>28 972</b>	<b>27 268</b>	<b>-17.0</b>
Pommes de terre (y c. semences)	13 799	11 107	10 981	10 956	10 711	-21.1
Betteraves sucrières	17 886	18 578	17 555	17 602	16 186	-4.3
Betteraves fourragères (betteraves semi-sucrières ou fourragères)	2 544	448	434	414	371	-84.0
<b>Oléagineux</b>	<b>18 535</b>	<b>29 827</b>	<b>30 257</b>	<b>30 979</b>	<b>31 969</b>	<b>67.8</b>
Colza	13 126	22 624	22 600	24 391	24 821	82.6
Tournesol	4 389	5 340	5 853	4 472	4 795	15.2
Soja	989	1 801	1 721	2 031	2 240	102.0
Courges à huile	32	62	83	85	113	195.8
<b>Matières premières renouvelables</b>	<b>1 304</b>	<b>359</b>	<b>240</b>	<b>238</b>	<b>370</b>	<b>-78.3</b>
Colza	1 137	187	97	117	149	-89.4
Tournesol	35	46	49	31	23	-1.9
Autres (kénaf, chanvre, etc.)	132	126	94	90	198	-3.5
<b>Légumes de plein champ</b>	<b>8 489</b>	<b>12 127</b>	<b>11 876</b>	<b>12 128</b>	<b>12 359</b>	<b>42.8</b>
<b>Maïs d'ensilage et maïs vert</b>	<b>40 652</b>	<b>47 003</b>	<b>46 692</b>	<b>46 847</b>	<b>45 667</b>	<b>14.1</b>
<b>Jachères vertes et florales</b>	<b>3 392</b>	<b>3 169</b>	<b>3 086</b>	<b>3 109</b>	<b>3 120</b>	<b>-8.4</b>
Autres terres ouvertes	1 770	4 025	4 834	3 518	5 240	155.9
<b>Terres ouvertes</b>	<b>290 462</b>	<b>275 439</b>	<b>272 056</b>	<b>274 449</b>	<b>276 496</b>	<b>-5.5</b>
<b>Prairies artificielles</b>	<b>117 671</b>	<b>122 222</b>	<b>126 248</b>	<b>125 393</b>	<b>118 968</b>	<b>5.0</b>
Autres	2 427	478	490	2 030	580	-57.4
<b>Terres arables total</b>	<b>410 560</b>	<b>398 139</b>	<b>398 794</b>	<b>401 872</b>	<b>396 044</b>	<b>-2.8</b>
Cultures fruitières <sup>2</sup>	6 913	6 304	6 240	6 091	6 111	-11.0
Vigne	15 053	14 712	14 703	14 696	14 628	-2.5
Matières premières renouvelables pluriannuelles	257	93	86	82	81	-67.7
Prairies naturelles, pâturages	627 938	603 830	601 850	600 686	606 886	-4.0
Autre utilisation, ainsi que prairies à litière et tourbe	10 410	21 898	21 989	20 607	18 303	95.0
<b>Surface agricole utile</b>	<b>1 071 131</b>	<b>1 044 976</b>	<b>1 043 663</b>	<b>1 044 034</b>	<b>1 042 053</b>	<b>-2.6</b>

Production

Produit	Unité	2000/02	2018	2019	2020	2021 <sup>1</sup>	2000/02 – 2018/20 %
<b>Lait et produits laitiers</b>							
Lait de consommation	t	505 764	437 909	429 661	448 087		-13.3
Crème	t	68 213	67 608	66 730	66 534		-1.8
Beurre	t	40 247	44 265	42 725	41 325		6.3
Poudre de lait	t	47 152	51 813	52 059	44 492		4.9
Fromage	t	166 668	191 321	195 114	203 791		18.0
<b>Viande et oeufs</b>							
Viande de bœuf	t PM	101 111	119 821	118 185	118 171		17.4
Viande de veau	t PM	34 202	27 403	26 716	25 495		-22.4
Viande de porc	t PM	231 645	230 886	220 816	223 985		-2.8
Viande d'agneau	t PM	5 787	5 566	5 592	5 146		-6.1
Viande de chèvre	t PM	534	539	601	498		2.2
Viande de cheval	t PM	1 164	510	481	422		-59.5
Volaille	t poids de vente	29 435	78 376	79 138	83 714		173.2
Œufs en coquille	mio. de pièces	689	974	1 000	1 064		47.0
<b>Céréales</b>		<b>1 112 267</b>	<b>878 715</b>	<b>928 008</b>	<b>1 004 016</b>	<b>777 574</b>	<b>-19.0</b>
blé tendre	t	521 667	432 325	429 316	433 374	382 425	-20.0
blé fourrager	t	–	41 798	43 620	67 612	52 763	
Seigle	t	20 833	10 112	11 184	10 333	7 948	-53.0
Orge	t	255 500	180 948	189 096	192 050	169 718	-28.0
Avoine	t	22 533	8 256	9 646	8 905	7 359	-62.0
Maïs grain	t	206 333	134 834	174 627	219 692	98 216	-36.0
Triticale	t	75 067	47 342	46 260	46 872	37 747	-42.0
Autres	t	10 333	23 100	24 259	25 178	119 614	445.0
<b>Cultures sardées</b>							
Pommes de terre	t	539 933	447 000	416 984	488 638	342 752	-23.0
Betteraves sucrières	t	1 288 852	1 263 462	1 454 536	1 304 494	1 102 116	0.0
<b>Oléagineux</b>		<b>59 956</b>	<b>98 115</b>	<b>91 288</b>	<b>105 970</b>	<b>94 475</b>	<b>62.0</b>
Colza	t	43 684	77 478	67 843	88 083	77 030	78.0
Tournesol	t	12 972	16 513	17 700	12 293	11 142	6.0
Autres	t	3 300	4 124	5 745	5 594	6 303	78.0
<b>Fruits (de table)</b>							
Pommes	t	99 540 (2)	126 945	114 440	120 289	103 275	16.8 (3)
Poires	t	15 523 (2)	20 590	18 953	19 289	17 061	22.2 (3)
Abricots	t	1 485 (2)	5 737	5 292	4 998	1 840	200.8 (3)
Cerises	t	1 810 (2)	2 521	2 686	2 034	1 515	20.9 (3)
Pruneaux	t	2 418 (2)	4 600	2 839	4 362	1 279	35.3 (3)
Fraises	t	5 064	6 567	6 836	7 259	7 028	39.0
<b>Légumes (frais)</b>							
Carottes (carottes jaunes incl.) <sup>4</sup>		56 474	73 055	63 876	74 818		25.0
Oignons (tous) <sup>4</sup>	t	26 126	43 202	42 510	46 598		68.8
Céleris-raves <sup>4</sup>	t	10 359	13 106	11 902	11 765		18.3
Tomates (toutes)	t	30 398	48 241	41 985	42 682		45.7
Laitues pommées (feuilles de chêne ind.)	t	16 514	13 708	12 257	12 888		-21.6
Choux-fleurs (tous)	t	6 474	7 623	7 168	7 616		15.4
Concombres (à salade / nostrano)	t	8 823	14 454	13 818	15 560		65.6
<b>Vin</b>							
Vin rouge	hl	574 245	570 795	481 914	421 091		-14.4
Vin blanc	hl	613 076	540 739	497 531	413 144		-21.1

<sup>1</sup> provisoire

<sup>2</sup> moyenne des années 2000/03

<sup>3</sup> Variation 2000/03 – 2018/21

<sup>4</sup> Part des légumes de garde selon les déstockages effectués au cours de l'année civile (et non pas la récolte annuelle)

Sources:

Lait et produits laitiers: TSM

Viande: Proviande

Œufs: Aviforum

Céréales, cultures sarclées et oléagineux: USP

Fruits: Fruit-Union Suisse, Interprofession des fruits et légumes du Valais

Légumes: Centrale suisse de la culture maraîchère et des cultures spéciales

Vin: Contrôle officiel de la vendage des cantons

## Commerce extérieur

Produkt	2000/02		2018		2019		2020		2021		2000/02 – 2019/21	
	t		t		t		t		t		% 2019/21	
	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations
<b>Lait et produits laitiers</b>												
Lait	19	23 475	2 964	24 986	3 194	23 764	2 805	25 501			15624.6	8.0
Yoghourts	3 494	10 498	4 236	9 508	4 741	9 149	4 543	9 700			29.0	6286.7
Crème	918	1 582	1 369	1 426	1 656	1 767	1 636	1 317			69.2	510.3
Beurre	447	191	779	75	329	294	369	6 548			-10.1	-53.5
Poudre de lait	11 688	630	11 571	1 152	12 353	1 034	9 263	2 350			-5.4	40.6
Fromage et séché	52 295	55 432	68 351	62 366	71 290	64 136	72 300	71 699			35.1	112.5
<b>Viande, œufs et poissons<sup>5</sup></b>												
Viande de bœuf	876	22 563	5 252	20 793	5 021	21 616	5 119	24 506			485.5	184.2
Viande de veau	0	661	10	631	2	514	2	580			-	-48.4
Viande de porc	249	9 174	1 441	9 812	1 589	14 954	2 577	16 004			650.6	39.3
Viande de mouton	0	6 739	13	5 791	10	5 231	1	5 876			-	-18.8
Viande de chèvre	0	264	0	191	0	166	0	126			-	-55.1
Viande de cheval	0	3 241	0	2 583	0	2 407	1	2 267			-	-41.2
Volaille <sup>4</sup>	332	46 872	1 597	44 780	2 043	45 179	1 545	42 438			421.1	3.2
Sous-produits d'abattage <sup>3</sup>	-	16 558	19 385	201	16 734	328	15 841	21 151			-	-
Œufs (mio. de pièces d'œufs 2014) <sup>6</sup>	-	597	0	572	0	587	0	597			-	-
Poissons, crustacés et mollusques	83	73 344	250	73 058	490	72 120	227	75 995			286.8	112.1
<b>Céréales</b>												
Blé	74	284 629	265	434 735	446	391 120	508	371 380			447.6	40.2
Seigle	1	7 250	0	1 776	1	2 130	11	1 474			306.8	-75.3
Orge	11	52 079	576	29 801	434	49 185	779	40 982			5397.8	-23.3
Avoine	5 540	50 469	6	53 050	9	55 187	5	48 493			-99.9	3.5
Mais grain	196	26 496	85	132 119	2 030	139 672	58	139 891			269.6	417.9
<b>Cultures sarclées</b>												
Pommes de terre	3 313	30 709	6 915	19 580	9 825	21 238	8 441	35 013			153.4	-17.7
Sucre	152 572	188 088	129 861	81 666	120 835	86 379	118 813	99 038			-19.4	-52.6
<b>Oléagineux</b>												
Oléagineux	699	105 697	348	40 424	603	42 181	1 012	42 029			-6.4	-60.7
Huiles et graisses végétales	7 327	95 762	3 457	128 231	3 252	133 205	2 310	133 784			-59.0	37.6
<b>Fruits (frais)</b>												
Pommes <sup>1,2</sup>	1 352	6 361	594	26 621	2 377	6 753	892	14 017	692	9 160	-15.8	64.6
Poires <sup>1,2</sup>	125	7 260	50	12 829	374	7 250	134	6 774	16	8 485	14.6	0.6
Abricots <sup>1,2</sup>	31	9 421	76	7 757	36	8 081	19	7 980	41	10 371	40.2	-6.6
Cerises <sup>1,2</sup>	7	3 064	96	2 321	24	2 960	9	2 668	10	3 693	401.0	-13.7
Prunes et pruneaux <sup>1,2</sup>	15	6 422	24	5 085	28	6 134	67	5 741	50	7 115	179.9	14.7
Fraises	23	14 421	25	12 673	13	14 088	21	14 282	11	14 686	-35.3	25.6
Raisins	60	34 018	120	30 014	64	27 776	29	31 266	57	31 041	-17.1	-21.9
Agrumes	107	143 983	314	143 242	428	144 136	247	157 883	260	152 689	192.5	22.1
Bananes	3	88 619	21	96 509	43	96 702	49	102 043	4	102 252	1153.7	36.8
<b>Légumes (frais)</b>												
Carottes (carottes jaunes incl.)	26	10 002	169	1 905	423	2 303	710	3 289			1549.0	-62.9
Oignons (tous)	51	2 777	48	4 741	74	6 244	80	6 304			33.3	-10.4
Céleris-raves	0	255	0	2	0	1	0	39			-	-95.1
Tomates (toutes)	25	39 064	16	37 037	151	36 812	94	41 793			253.4	-9.2
Laitues pommées (feuilles de chène incl.)	3	3 305	29	3 461	1	3 356	7	3 520			277.3	35.8
Choux-fleurs (tous)	1	8 762	22	8 118	0	8 766	2	8 879			686.7	-5.3
Concombres (à salade / nostrano)	21	16 608	11	19 546	3	21 018	2	21 431			-88.3	21.2
<b>Vin (de table)</b>												
Vin rouge (en hl)	6 585	1 417 802	7 315	1 159 138	7 537	1 156 915	7 318	1 199 550			12.2	-17.3
Vin blanc (en hl)	5 997	214 349	3 527	393 886	4 301	397 588	4 721	392 644			-30.2	84.1

<sup>1</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>2</sup> Variation 2000/03 – 2018/21

<sup>3</sup> Position tarifaire 0206

<sup>4</sup> Poids à la vente dès 2012

<sup>5</sup> Changement de sources à partir de 2014 en raison de la répartition des lignes tarifaires

<sup>6</sup> Changement méthodologique dès 2014 : Millions de pièces oeufs au lieu de tonnes

Sources :

Lait et produits laitiers, œufs, céréales, cultures sarclées, oléagineux (1201 – 1207), huiles et graisses végétales (1507 – 1515), vin: DGD

Fruits et légumes : statistique du commerce extérieur suisse de l'administration fédérale des douanes AFD

Sucre : réservesuisse

Volaille : Proviande



## Fruits

**Les gelées nocturnes et les intempéries ont entraîné des récoltes de fruits de table comparative-ment faibles. Les importations de fruits de table ont par conséquent augmenté. La récolte de fruits à cidre a été largement inférieure à la moyenne de l'année précédente.**

### Quantités récoltées

#### Les quantités des fruits de table sont inférieures à la moyenne

En 2021, 135 549 tonnes de fruits (petits fruits inclus), correspondant au critère de qualité « fruits de table », ont été récoltés, ce qui correspond à une baisse de 16 % par rapport à 2020 et de près de 10 % par rapport à la moyenne des quatre années précédentes (149 718 t).

Les quantités récoltées d'autres types de fruits, notamment les petits fruits tels que les fraises, les framboises et les myrtilles, ainsi qu'une comparaison avec les années précédentes sont disponibles dans le rapport d'activité 2021 de Fruit-Union Suisse.



#### Faible récolte de fruits à cidre

En 2021, les cidreries commerciales ont transformé 43 461 tonnes de pommes à cidre, soit moins de la moitié de la quantité de l'année précédente (91 501 t), et environ 40 % de moins que la moyenne des quatre années précédentes (75 958 t). Pour les poires à cidre, la quantité transformée en 2021, soit 3732 tonnes, représentait à peine un tiers de la quantité transformée en 2020 (12 333 t). La quantité de poires à cidre transformées en 2021 était donc inférieure d'environ 65 % à la moyenne des quatre années précédentes (10 944 t). Un aperçu des quantités de fruits à cidre transformés dans les cidreries commerciales ainsi que les chiffres de l'indice des quantités de jus et de vin de fruits à pépins écoulées au cours des dernières années figurent sur le site Web de l'OFAG, à la rubrique Statistiques fruits.

### Surfaces

### Vergers



## MARCHÉ &gt; PRODUITS VÉGÉTAUX



En 2021, la superficie totale des vergers s'élevait à 6111 hectares. L'OFAG relève ces surfaces sur la base de l'ordonnance sur les relevés statistiques (annexe 155) et s'en sert pour établir chaque année les statistiques des surfaces des cultures fruitières de Suisse. Ces statistiques décrivent les détails sur l'évolution des surfaces selon l'espèce et, pour certaines cultures, selon la variété.

### La superficie dédiée à la culture des petits fruits ne change pas par rapport à l'année précédente

Les enquêtes de Fruit-Union Suisse montrent qu'en 2021, la superficie des cultures de petits fruits (890 hectares) est restée la même que par rapport à 2020. Cette superficie n'inclut pas le sureau, qui est comptabilisé comme faisant partie des vergers en termes de superficie (voir ci-dessus), ni les petits fruits dont la superficie n'est pas indiquée dans le rapport d'activité de Fruit-Union Suisse (p. ex. les aronias).

### Commerce

#### Davantage de fruits frais importés que l'année précédente

Parmi les principaux types de fruits frais cultivés en Suisse (pommes, poires, abricots, cerises, pruneaux/prunes, fraises ; sans les fruits à cidre et le raisin), environ 53 500 tonnes ont été importées en 2021. C'est 2050 tonnes de plus qu'en 2020 et 4 % de moins que la moyenne des quatre années précédentes. Alors que les importations de pommes ont diminué d'un tiers par rapport à 2020, année au cours de laquelle elles avaient fortement augmenté, les importations de poires, de fruits à noyau et de fraises ont, en 2021, augmenté (légèrement dans le cas des fraises) par rapport à l'année précédente. L'augmentation des quantités importées est sans aucun doute liée à la baisse des récoltes en 2021 due aux caprices de la météo.

Environ 820 tonnes de fruits ont été exportées en 2021, soit environ 30 % de moins qu'en 2020 (1140 t). Par rapport à la moyenne des quatre années précédentes (environ 1350 t), les exportations ont été inférieures de près de 40 %.

#### Presque pas d'importation de fruits à cidre

Malgré la faible récolte et la simplification des importations dans le cadre du contingent tarifaire grâce à l'introduction du système du fur et à mesure, peu de fruits à cidre frais ont été importés. En 2021, 25 tonnes de pommes ont été importées dans le cadre du contingent tarifaire OMC « Fruits pour la cidrerie et la distillation » (172 tonnes) et environ 3 tonnes hors contingent. Il n'y a pas eu d'importations de poires à cidre. Près de 104 tonnes de pommes à cidre et environ 19 tonnes de poires à cidre ont été exportées.

#### Consommation par habitant

La consommation par habitant en volume d'importants types de fruits, dont une part importante est produite en Suisse (p. ex. pommes, poires, abricots et cerises), s'est élevée à 21 kg en 2021, soit un peu plus que la moyenne des quatre années précédentes (23 kg). Cette consommation par habitant est calculée sur la base du volume du marché des types de fruits sélectionnés et de la population résidente permanente de la Suisse. Le volume du marché correspond à la production nationale de fruits en qualité de table plus les importations, moins les exportations de fruits frais. Les fruits à cidre et les fruits tropicaux ne sont pas inclus.



## MARCHÉ &gt; PRODUITS VÉGÉTAUX

**Prix**

Fruit-Union Suisse et l'Association Suisse du Commerce Fruits, Légumes et Pommes de terre (SWISSCOFEL) fixent, au sein d'organes communs, les prix indicatifs à la production et au commerce pour les différentes sortes de fruits. L'analyse des prix à différents échelons du commerce est résumée dans un article distinct.

Prix à différents échelons du commerce ([Link zum Artikel fehlt](#))

**Prix à la production sans les produits bio****Prix à la consommation sans les produits bio****Prix à la consommation avec les produits bio**

» [Cultures spéciales fruitières, viticoles et maraîchères](#)

## Production

Produit	Unité	2000/02	2019	2020	2021 <sup>1</sup>	2000/02 – 2019/21 %
<b>Lait et produits laitiers</b>						
Lait de consommation	t	505 764	429 661	448 087	415 571	-14,8
Crème	t	68 213	66 730	66 534	66 014	-2,6
Beurre	t	40 247	42 725	41 325	39 700	2,5
Poudre de lait	t	47 152	52 059	44 492	47 348	1,7
Fromage	t	166 668	195 114	203 791	207 155	21,2
<b>Viande et oeufs</b>						
Viande de bœuf	t PM	101 111	118 185	118 171	118 847	17,1
Viande de veau	t PM	34 202	26 716	25 495	24 431	-25,3
Viande de porc	t PM	231 645	220 816	223 985	229 628	-3,0
Viande d'agneau	t PM	5 787	5 592	5 146	5 096	-8,8
Viande de chèvre	t PM	534	601	498	518	0,9
Viande de cheval	t PM	1 164	481	422	362	-63,8
Volaille <sup>5</sup>	t poids de vente	29 435	79 138	83 714	86 806	182,7
Œufs en coquille	mio. de pièces	689	1 000	1 064	1 145	55,2
<b>Céréales</b>		<b>1 112 267</b>	<b>928 008</b>	<b>1 004 016</b>	<b>777 574</b>	<b>-18,8</b>
blé tendre	t	521 667	429 316	433 374	382 425	-20,4
blé fourrager	t	–	43 620	67 612	52 763	
Seigle	t	20 833	11 184	10 333	7 948	-52,9
Orge	t	255 500	189 096	192 050	169 718	-28,1
Avoine	t	22 533	9 646	8 905	7 359	-61,7
Maïs grain	t	206 333	174 627	219 692	98 216	-36,3
Triticale	t	75 067	46 260	46 872	37 747	-41,9
Autres	t	10 333	24 259	25 178	119 614	445,3
<b>Cultures sarclées</b>						
Pommes de terre	t	539 933	416 984	488 638	342 752	-22,9
Betteraves sucrières	t	1 288 852	1 454 536	1 304 494	1 102 116	0,1
<b>Oléagineux</b>		<b>59 956</b>	<b>91 288</b>	<b>105 970</b>	<b>94 475</b>	<b>62,2</b>
Colza	t	43 684	67 843	88 083	77 030	77,8
Tournesol	t	12 972	17 700	12 293	11 142	5,7
Autres	t	3 300	5 745	5 594	6 303	78,2
<b>Fruits (de table)</b>						
Pommes	t	99 540 (2)	114 440	120 289	103 275	16,8 (3)
Poires	t	15 523 (2)	18 953	19 289	17 061	22,2 (3)
Abricots	t	1 485 (2)	5 292	4 998	1 840	200,8 (3)
Cerises	t	1 810 (2)	2 686	2 034	1 515	20,9 (3)
Pruneaux	t	2 418 (2)	2 839	4 362	1 279	35,3 (3)
Fraises	t	5 064	6 836	7 259	7 028	39,0
<b>Légumes (frais)</b>						
Carottes (carottes jaunes incl.) <sup>4</sup>		56 474	63 876	74 818	65 472	20,5
Oignons (tous) <sup>4</sup>	t	26 126	42 510	46 598	47 366	74,1
Céleris-raves <sup>4</sup>	t	10 359	11 902	11 765	12 169	15,3
Tomates (toutes)	t	30 398	41 985	42 682	38 637	35,2
Laitues pommées (feuilles de chêne incl.)	t	16 514	12 257	12 888	11 546	-25,9
Choux-fleurs (tous)	t	6 474	7 168	7 616	5 992	7,0
Concombres (à salade / nostrano)	t	8 823	13 818	15 560	16 239	72,3
<b>Vin</b>						
Vin rouge	hl	574 245	481 914	421 091	292 814	-30,6
Vin blanc	hl	613 076	497 531	413 144	316 224	-33,3

<sup>1</sup> provisoire

<sup>2</sup> moyenne des années 2000/03

<sup>3</sup> Variation 2000/03 – 2018/21

<sup>4</sup> Part des légumes de garde selon les déstockages effectués au cours de l'année civile (et non pas la récolte annuelle)

<sup>5</sup> Changement de méthode à partir de 2017 : adaptation des facteurs de rendement, d'où augmentation de la quantité de viande prête à la vente

## Sources:

Lait et produits laitiers: TSM

Viande: Proviande

Œufs: Aviforum

Céréales, cultures sarclées et oléagineux: USP

Fruits: Fruit-Union Suisse, Interprofession des fruits et légumes du Valais

Légumes: Centrale suisse de la culture maraîchère et des cultures spéciales

Vin: Contrôle officiel de la vendage des cantons

**Commerce extérieur**

Produkt	2000/02		2019		2020		2021*		2000/02 – 2019/21	
	t	t	t	t	t	t	t	t	Expor- tations	Impor- tations
<b>Lait et produits laitiers</b>										
Lait	19	22 919	3 194	23 764	2 805	25 501	2 685	27 162	15135,1	11,2
Yoghourts	3 494	148	4 741	9 149	4 543	9 700	4 310	8 853	29,7	6139,2
Crème	918	246	1 656	1 767	1 636	1 317	1 483	1 521	73,4	523,1
Beurre	447	4 960	329	294	369	6 548	152	4 311	-36,6	-25,1
Poudre de lait	11 688	1 076	12 353	1 034	9 263	2 350	10 875	1 563	-7,3	53,3
Fromage et séché	52 295	31 087	71 290	64 136	72 300	71 699	77 779	75 794	41,1	126,9
<b>Viande, œufs et poissons<sup>5</sup></b>										
Viande de bœuf	876	7 849	5 021	21 616	5 119	24 506	6 200	26 853	521,8	209,9
Viande de veau	0	1 115	2	514	2	580	3	673	-	-47,2
Viande de porc	249	9 753	1 589	14 954	2 577	16 004	3 189	14 223	884,6	54,4
Viande de mouton	0	6 940	10	5 231	1	5 876	1	5 658	-	-19,5
Viande de chèvre	0	359	0	166	0	126	0	152	-	-58,7
Viande de cheval	0	4 117	0	2 407	1	2 267	3	2 082	-	-45,3
Volaille <sup>4</sup>	332	42 770	2 043	45 179	1 545	42 438	2 040	45 296	465,1	3,6
Sous-produits d'abattage <sup>3</sup>	-	-	16 734	328	15 841	21 151	15 699	22 403	-	-
Œufs (mio. de pièces dès 2014) <sup>6</sup>	-	-	0	587	0	597	0	572	-	-
Poissons, crustacés et mollusques	83	34 759	490	72 120	227	75 995	209	76 198	271,9	115,1
<b>Céréales</b>										
Blé	74	284 629	446	391 120	508	371 380	250	427 787	440,9	39,4
Seigle	1	7 250	1	2 130	11	1 474	1	2 246	340,7	-73,1
Orge	11	52 079	434	49 185	779	40 982	704	56 121	5786,8	-6,4
Avoine	5 540	50 469	9	55 187	5	48 493	3	49 243	-99,9	1,0
Maïs grain	196	26 496	2 030	139 672	58	139 891	75	158 252	267,9	450,8
<b>Cultures sardées</b>										
Pommes de terre	3 313	30 709	9 825	21 238	8 441	35 013	6 929	49 208	153,5	14,5
Sucre	152 572	188 008	120 835	86 379	118 813	99 038	6 549	84 752	-46,3	-52,1
<b>Oléagineux</b>										
Oléagineux	699	105 697	603	42 181	1 012	42 029	1 339	40 040	40,9	-60,8
Huiles et graisses végétales	7 327	95 762	3 252	133 205	2 310	133 784	1 863	130 560	-66,2	38,4
<b>Fruits (frais)</b>										
Pommes <sup>1,2</sup>	1 352	8 591	2 377	6 753	892	14 017	692	9 160	-15,8	64,6
Poires <sup>1,2</sup>	125	8 786	374	7 250	134	6 774	16	8 485	14,6	0,6
Abricots <sup>1,2</sup>	31	9 154	36	8 081	19	7 980	41	10 371	40,2	-6,6
Cerises <sup>1,2</sup>	7	3 373	24	2 960	9	2 668	10	3 693	401,0	-13,7
Prunes et pruneaux <sup>1,2</sup>	15	5 249	28	6 134	67	5 741	50	7 115	179,9	14,7
Fraises	23	11 424	13	14 088	21	14 282	11	14 686	-35,3	25,6
Raisins	60	38 447	64	27 776	29	31 266	57	31 041	-17,1	-21,9
Agrumes	107	124 102	428	144 136	247	157 883	260	152 689	192,5	22,1
Bananes	3	73 363	43	96 702	49	102 043	4	102 252	1153,7	36,8
<b>Légumes (frais)</b>										
Carottes (carottes jaunes incl.)	26	6 739	423	2 303	710	3 289	0	2 938	1334,7	-57,8
Oignons (tous)	51	6 432	74	6 244	80	6 304	21	5 565	15,5	-6,1
Céleris-raves	0	287	0	1	0	39	0	11	-	-94,0
Tomates (toutes)	25	42 449	151	36 812	94	41 793	52	43 129	301,2	-4,4
Laitues pommées (feuilles de chène incl.)	3	2 537	1	3 356	7	3 520	5	4 707	34,4	52,2
Choux-fleurs (tous)	1	9 067	0	8 766	2	8 879	3	10 146	82,5	2,2
Concombres (à salade / nostrano)	21	17 046	3	21 018	2	21 431	6	21 855	-81,7	25,7
<b>Vin (de table)</b>										
Vin rouge (en hl)	6 585	1 417 802	7 537	1 156 915	7 318	1 199 550	7 391	1 216 901	12,6	-16,0
Vin blanc (en hl)	5 997	214 349	4 301	397 588	4 721	392 644	4 719	415 061	-23,6	87,4

\* provisoire

<sup>1</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>2</sup> Variation 2000/03 – 2018/21

<sup>3</sup> Position tarifaire 0206

<sup>4</sup> Poids à la vente dès 2012

<sup>5</sup> Changement de sources à partir de 2014 en raison de la répartition des lignes tarifaires

<sup>6</sup> Changement méthodologique dès 2014 : Millions de pièces oeufs au lieu de tonnes

Sources :

Lait et produits laitiers, œufs, céréales, pommes de terre, oléagineux (1201 – 1207), huiles et graisses végétales (1507 – 1515), vin : DGD, à partir de 2014 viande et sous-produits d

Fruits et légumes : statistique du commerce extérieur suisse de l'administration fédérale des douanes AFD

Sucre : réservesuisse

Volaille : Proviande

**Consommation par habitant**

Produit	2000/02	2019	2020	2021 <sup>1</sup>	2000/02– 2019/21
	kg	kg			%
<b>Lait et produits laitiers</b>					
Lait de consommation <sup>6</sup>	84,63	49,90	51,00	47,20	-41,7
Yoghourts	16,57	17,60	16,00	15,40	-1,4
Beurre	5,93	5,30	5,30	5,20	-11,2
Crème	9,27	7,80	7,66	7,66	-16,8
Fromages et fromages fondus	19,63	22,00	23,10	23,20	16,0
<b>Viande et œufs</b>					
Viande de bœuf	10,22	11,27	11,32	11,56	11,3
Viande de veau	3,75	2,48	2,33	2,24	-37,3
Viande de porc	25,39	21,17	21,02	21,22	-16,8
Viande de mouton	1,51	1,10	1,11	1,08	-27,4
Viande de chèvre	0,11	0,08	0,06	0,06	-37,5
Viande de cheval	0,64	0,31	0,28	0,26	-55,5
Volaille	9,46	14,20	14,18	14,78	52,1
Œufs en coquille (pces) <sup>4</sup>	187,67	184	188,90	195,20	1,0
<b>Céréales</b>					
Articles de boulangerie et de pâtisserie	51,13				
<b>Cultures sardées</b>					
Pommes de terre et produits à base de pommes de terre	43,43	46,00	47,20	47,20	7,8
Sucre (y compris sucre dans des produits transformés)	40,48	35,50	36,50	36,50	-10,7
<b>Oléagineux</b>					
Huiles et graisses végétales	14,98	15,80	17,80	17,80	15,7
<b>Fruits (frais)<sup>5</sup></b>					
Pommes <sup>3</sup>	14,66 (2)	13,91	15,39	12,79	2,3 (3)
Poires <sup>3</sup>	3,32 (2)	3,02	2,99	2,92	-23,2 (3)
Abricots <sup>3</sup>	1,46 (2)	1,56	1,50	1,39	3,3 (3)
Cerises <sup>3</sup>	,71 (2)	0,66	0,54	0,59	-17,3 (3)
Prunes et pruneaux <sup>3</sup>	1,05 (2)	1,05	1,16	0,96	2,2 (3)
Fraises	2,27	2,45	2,48	2,48	8,9
Agrumes	17,09	16,82	18,19	17,47	2,4
Bananes	10,11	11,32	11,77	11,67	14,6
<b>Légumes (frais)<sup>5</sup></b>					
Carottes (carottes jaunes incl.)	8,73	7,64	8,85	7,83	-7,1
Oignons (tous)	4,49	5,66	6,09	6,06	32,1
Céleris-raves	1,47	1,38	1,36	1,39	-6,3
Tomates (toutes)	10,07	9,14	9,15	9,35	-8,5
Laitues pommées (feuilles de chêne incl.)	2,63	1,81	1,87	1,86	-29,8
Choux-fleurs (tous)	2,15	1,85	1,89	1,85	-13,3
Concombres (à salade / nostrano)	2,81	4,05	4,22	4,36	49,6
<b>Vin</b>					
Vin rouge (en l)	28,28	19,57	18,61	19,10	-32,5
Vin blanc (en l)	12,45	10,30	9,24	10,09	-20,7
Vin total (en l)	40,73	32,09	27,86	29,20	-27,0

<sup>1</sup> En partie provisoire

<sup>2</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>3</sup> Variation 2000/03 – 2018/21

<sup>4</sup> Dès 2011, sans trafic de perfectionnement actif

<sup>5</sup> Consommation : production indigène (produits de table) plus importations moins exportations (importations et exportations selon statistique du commerce extérieur suisse)

<sup>6</sup> A partir de 2014 le lait de consommation pour l'autoapprovisionnement des exploitations agricoles n'est plus incluí, donc pas de comparaison avec 2000/02

Sources :

Lait et produits laitiers : USP

Œufs : Aviforum

Viande : Proviande

Céréales, fruits, légumes et vin : OFAG

Pommes de terre : swisspatat

Sucre : USP

Oléagineux : USP

**Prix à la production sans le bio**

Produit	Unité	2000/02	2019	2020	2021	2000/02 – 2019/21 %
<b>Lait<sup>1,6</sup></b>						
CH total	ct./kg	79.19	64.24	66.04	69.80	3.5
Lait transformé en fromage	ct./kg	79.13	67.73	69.14	72.50	1.6
<b>Bétail de boucherie<sup>1,2</sup></b>						
Vaches T3 QM	fr./kg PM	5.25	8.06	8.58	9.04	63.1
Jeunes vaches T3 QM	fr./kg PM	6.11	8.35	8.79	9.23	43.9
Taureaux T3 QM	fr./kg PM	7.65	9.00	9.30	10.21	24.2
Bœufs T3 QM	fr./kg PM	7.62	8.97	9.28	10.20	24.5
Génisses T3 QM	fr./kg PM	7.40	8.94	9.28	10.21	28.1
Veaux T3 QM	fr./kg PM	12.38	13.87	14.51	15.09	17.0
Porcs QM	fr./kg PM	4.40	4.35	4.53	3.93	-3.0
Agneaux bis 40 kg, T3 QM	fr./kg PM	12.34	11.88	13.20	14.42	6.7
<b>Œufs<sup>3</sup></b>						
Œufs issus d'élevage au sol	ct./pièce	22.76	21.55	21.31	20.58	-7.1
Œufs issus d'élevage en plein air	ct./pièce	25.46	22.68	22.57	22.06	-11.9
<b>Céréales<sup>3,4</sup></b>						
Blé panifiable, Top	fr./100 kg	60.23	49.96	49.38	53.83	-15.2
Blé panifiable, catégorie I	fr./100 kg	57.38	48.27	47.77	52.44	-13.7
Blé, fourrager	fr./100 kg	45.18	37.00	36.84	36.98	-18.2
Seigle, catégorie A, panifiable	fr./100 kg	44.24	36.37	36.91	41.32	-13.6
Orge, fourrager, 67/69	fr./100 kg	42.68	34.20	33.78	34.43	-20.0
Avoine, fourrager, 57/58	fr./100 kg	39.45	29.70	28.78	30.40	-24.9
Maïs grain	fr./100 kg	45.70	37.08	36.89	37.11	-19.0
<b>Cultures sarclées<sup>3,5</sup></b>						
Pommes de terre de table à chair ferme	fr./100 kg	45.10	48.26	43.88	54.26	8.2
Pommes de terre de table à chair farineuse	fr./100 kg	42.32	45.97	41.24	50.07	8.1
Pommes de terre destinées à la transformation	fr./100 kg	41.30	41.61	39.88	43.02	0.5
Pommes de terre précoces de table <sup>6</sup>	fr./100 kg	79.37	86.04	86.13	91.00	10.5
Betteraves sucrières <sup>12</sup>	fr./100 kg	12.21	5.22	5.19	5.57	-56.4
<b>Oléagineux<sup>3,4</sup></b>						
Colza, variété conventionnelle	fr./100 kg	83.19	80.47	80.88	96.15	3.2
Tournesols, high oleic	fr./100 kg	84.61	84.23	82.87	92.13	2.1
<b>Fruits<sup>7</sup></b>						
Pommes: Golden Delicious, catégorie I <sup>9,10,11</sup>	fr./kg	1.00	1.02	1.11	1.00	3.8
Pommes: Maigold, Braeburn à partir de 2010, catégorie I <sup>9,10,11</sup>	fr./kg	1.13	1.12	1.11	1.16	-4.2
Poires: Conférence, catégorie I <sup>9,10,11</sup>	fr./kg	1.08	1.21	1.25	1.33	15.5
Abricots, toutes les catégories <sup>10,11</sup>	fr./kg	2.69	2.50	2.67	3.33	3.8
Cerises de table, toutes les catégories <sup>10,11,13</sup>	fr./kg	3.86	6.26	6.74	6.76	70.4
Pruneaux de table. 33 mm. Fellenberg incl. <sup>10,11,14</sup>	fr./kg	2.21	2.18	2.03	2.45	2.6
Fraises <sup>15</sup>	fr./kg	5.61	6.43	6.62	6.96	18.9
<b>Légumes<sup>8</sup></b>						
Carottes (de garde)	fr./kg	1.09	1.12	1.02	1.10	-0.9
Oignons (de garde)	fr./kg	1.00	0.67	0.67	0.79	-29.0
Céleris-raves (de garde)	fr./kg	1.75	2.56	2.53	2.47	44.0
Tomates rondes	fr./kg	2.09	2.25	2.44	2.68	17.5
Laitues pommées	fr./pièce	0.92	1.23	1.24	1.30	36.6
Choux-fleurs	fr./kg	2.04	2.95	3.15	3.59	58.3
Concombres pour la salade	fr./pièce	0.98	1.10	1.17	1.22	18.7

<sup>1</sup> Prix franco abattoir, excepté les porcs chamus départ ferme

<sup>2</sup> 2000/02: prix conventionnel

<sup>3</sup> 2000/02: la moyenne de 2002/04 est utilisée en raison d'informations lacunaires

<sup>4</sup> Prix brut à la production

<sup>5</sup> Prix indicatifs (moyenne arithmétique des principales variétés), en vrac, sauf les coûts pour le transport, le tri et les contributions à la branche et la TVA

<sup>6</sup> Pas de prix indicatif définitif; seuls les mois de mai à août selon la campagne de commercialisation de swisspatat

<sup>7</sup> Prix indicatifs à la production

<sup>8</sup> Prix indicatifs franco grande distribution Suisse Garantie/(PI); sans frais d'emballage, lavés, ifco, sans TVA, RPLP incluse

<sup>9</sup> Prix indicatifs définitifs à la production

<sup>10</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>11</sup> Evolution 2000/03 – 2018/21

<sup>12</sup> Agroscope: changement du système de calcul en 2003

<sup>13</sup> Coûts d'emballage inclus; 2015 – 2020 toutes les classes, base 5 kg en vrac; 2000/03 classe 1 (21 mm), base sachet ou barquette de 1 kg

<sup>14</sup> Coûts d'emballage inclus; 2015 – 2020 pruneaux de table 33 mm y compris Fellenberg, base 6 kg en vrac; 2000/03 seulement Fellenberg, base barquette de 1 kg

<sup>15</sup> Coûts d'emballage inclus; base 10 barquettes de 500 g, ouvertes

<sup>16</sup> Evolution 2009/11 – 2019/21

Sources :

Lait, oeufs, céréales et oléagineux : OFAG

Bétail de boucherie : Proviande

Cultures sarclées : Swisspatat (Pommes de terre), Agroscope-INH (Betteraves sucrières)

Fruits : Fruits-Union Suisse, Interprofession des fruits et légumes du Valais

Légumes : Centrale suisse de la culture maraîchère et des cultures spéciales

**Prix à la consommation bio**

Produit	Unité	2002/04	2019	2020	2021	2002/04 – 2019/21 %
<b>Lait et produits laitiers</b>						
Lait entier pasteurisé, emballé	1 l	–	1.79	1.79	1.79	–
Lait entier UHT standardisé	1 l	–	1.80	1.80	1.79	–
Lait « drink » pasteurisé, emballé	1 l	–	1.79	1.79	1.79	–
Emmentaler	1 kg	–	20.40	21.07	20.48	–
Gruyère	1 kg	–	22.27	22.84	22.78	–
Tilsiter	1 kg	–	21.42	21.51	21.45	–
Mozzarella	150 g	–	2.15	2.18	2.19	–
Beurre de choix	200 g	–	3.97	3.97	4.00	–
Crème entière, emballée	2 dl	–	2.69	2.69	2.71	–
Yoghourt, aromatisé ou contenant des fruits	180 g	–	0.79	0.81	0.82	–
<b>Viande de bœuf</b>						
Entrecôtes, en tranches	fr./kg	–	92.05	94.61	96.56	–
Steak	fr./kg	–	56.46	57.01	60.10	–
<b>Viande de veau</b>						
Steak d'ailou	fr./kg	–	91.02	96.03	91.48	–
Steak	fr./kg	–	91.14	96.31	93.31	–
<b>Viande de porc</b>						
Tranches, filet	fr./kg	–	45.87	47.23	46.55	–
Côtelettes, coupées	fr./kg	–	26.67	27.10	29.36	–
Steak	fr./kg	–	38.93	37.87	32.68	–
<b>Produit à base de viande</b>						
Saucisses de Vienne	fr./100 g	–	2.05	2.21	2.20	–
Saucisse de veau	fr./100 g	–	5.44	5.57	5.65	–
Salami suisse I, coupé	fr./100 g	–	2.33	2.42	2.53	–
<b>Poulet</b>						
suisse, frais	fr./kg	–	19.30	19.32	19.26	–
Poitrine	fr./kg	–	57.69	57.92	57.91	–
<b>Oeufs</b>						
Oeufs frais issus de l'élevage biologique	ct./pièce	80.49	81.80	82.23	82.41	2.1
Oeufs cuits issus de l'élevage biologique	ct./pièce	92.69	96.14	94.77	95.09	2.9
<b>Pommes de terre<sup>1</sup></b>						
Pommes de terre de table à chair ferme	fr./kg	3.12	2.91	3.20	2.96	-3.0
Pommes de terre de table à chair farineuse	fr./kg	2.85	3.23	2.96	2.61	3.0
Raclette	fr./kg	3.30	3.16	2.90	2.65	-11.9
Pommes de terre précoces de table	fr./kg	–	4.66	4.85	4.53	–
<b>Fruits<sup>2</sup></b>						
Pommes, Golden Delicious, catégorie I <sup>4</sup>	fr./kg	5.57	6.47	6.33	6.63	17.4
Poires, Conférence, catégorie I <sup>3,4</sup>	fr./kg	5.64	6.18	6.50	6.27	13.5
Abricots, catégorie I <sup>4</sup>	fr./kg	8.48	11.51	11.65	11.30	35.2
Cerises <sup>4</sup>	fr./kg	12.40	16.86	18.29	16.40	38.3
Pruneaux <sup>4</sup>	fr./kg	6.36	10.69	8.88	10.11	57.6
Fraises	fr./kg	16.00	14.40	12.70	13.24	-15.9
<b>Légumes<sup>2</sup></b>						
Carottes	fr./kg	3.39	4.39	4.35	3.81	23.5
Oignons	fr./kg	5.28	6.35	5.44	4.80	4.7
Céleris-raves	fr./kg	6.16	8.14	7.20	6.41	17.7
Tomates rondes	fr./kg	6.28	7.04	7.02	6.62	9.8
Laitues pommées	fr./pièce	2.65	3.08	2.82	2.76	9.0
Choux-fleurs	fr./kg	6.49	7.71	7.29	7.05	13.3
Concombres pour la salade	fr./pièce	2.88	2.63	2.54	2.22	-14.5

<sup>1</sup> Pas de données sur 2002/04, mais sur 2005/7

<sup>2</sup> Consommation à l'état frais; provenance : Suisse et étranger

<sup>3</sup> Pas assez de prix annoncés pour ce produit en 2017

<sup>4</sup> Moyenne des années 2002/05; variation 2002/05 – 2018/21

<sup>5</sup> À partir de 2017: Pommes Gala catégorie 1 au lieu de Golden Delicious et tomates grappe au lieu de tomates rondes.

Sources:

Lait, oeufs, viande (panier viande de label et traditionnelle), pommes de terre, légumes : OFAG, NielsenIQ Switzerland, panel de consommateurs selon déf. OFAG

## MARCHÉ &gt; PRODUITS VÉGÉTAUX



## Légumes

**L'offre indigène a été clairement inférieure à la moyenne en 2021. La raison en était le mauvais temps de l'été, caractérisé par des précipitations nombreuses et des orages de grêle. Les prix des légumes frais indigènes étaient par conséquent élevés.**

### Récolte de légumes frais la plus faible des onze dernières années

Au cours de l'année sous revue, 350 217 tonnes de légumes frais indigènes (y compris les légumes de garde / non destinés à la transformation) ont été mises sur le marché. Par rapport à la moyenne des quatre années précédentes, ce chiffre représente une baisse de plus de 8 %. Il faut remonter à 2010 pour trouver une quantité plus faible. Cette faible récolte 2021 est la conséquence des fortes précipitations et des dégâts dus à la grêle.

La récolte 2021 de légumes de transformation s'est élevée à 57 759 tonnes. Cette quantité récoltée était inférieure d'un bon pour cent à la moyenne des quatre années précédentes. En raison des mauvaises conditions météorologiques, une baisse massive d'environ 25 % a été enregistrée pour les principaux produits, à savoir les haricots récoltés mécaniquement, les petits pois à battre, les carottes parisiennes, les mini-carottes, les épinards en branches et les épinards hachés. D'autres légumes destinés à la transformation, comme le chou à choucroute, la rave à compote et le cornichon pour la conserve, ont également été touchés par des baisses de récolte. Ce n'est que grâce aux légumes frais, comme le chou-fleur ou la betterave rouge, destinés à la transformation et dont les quantités augmentent d'année en année, que le recul des produits principaux a pu être quelque peu compensé.

### Nouvelle augmentation de la superficie des terres affectées à la culture des légumes frais

La superficie des terres affectées à la culture des légumes frais (y compris les légumes de garde) a encore augmenté par rapport à l'année précédente (+ 74 ha). Pour les légumes destinés à la transformation, c'est la surface de récolte qui est relevée. Celle-ci a diminué de 954 hectares, soit d'environ un tiers, car sur de nombreuses surfaces la récolte n'a pas pu avoir lieu en raison des conditions météorologiques. Ces surfaces n'ont donc pas été prises en compte dans le relevé. Pour l'année sous revue, il en résulte donc une superficie totale affectée à la culture de légumes, y compris les cultures successives, de 16 366 hectares par an. Cela correspond à une baisse d'environ 1 % ou 183 hectares par rapport à la moyenne des quatre dernières années. La Centrale suisse de la culture maraîchère et des cultures spéciales (CCM) est responsable du relevé.

### Forte demande de légumes

En 2021, deuxième année à être placée sous le signe du COVID-19, la demande de légumes a également été élevée. Le volume du marché des espèces de légumes frais cultivées en Suisse s'est élevé à 644 942 tonnes durant l'année sous revue (2020 : 661 966 tonnes). Ce chiffre inclut les légumes frais destinés à la transformation, mais pas les légumes typiquement réservés à la transformation tels que les épinards en branches et les épinards hachés. Il était supérieur à la moyenne des quatre années précédentes (631 910 tonnes). La part des légumes produits en Suisse (zones frontalières et zones franches comprises) ne se monte qu'à près de 59 % de ce volume. Elle était inférieure de 4 % à celle de l'année précédente et d'environ 5 % à la moyenne des quatre années précédentes. On obtient le volume du marché en additionnant



## MARCHÉ &gt; PRODUITS VÉGÉTAUX



la production indigène et les importations (quantités nettes) et en soustrayant au résultat la quantité exportée conformément à la statistique du commerce extérieur suisse.

Les chiffres détaillés du commerce extérieur de certaines espèces de légumes sont présentés dans le tableau suivant :

**Prix élevés**

Les prix des légumes frais à différents échelons du commerce pour certains produits phares sont indiqués dans les tableaux suivants :

**Prix à la production, bio non compris****Prix du bio à la production****Prix à la consommation, bio non compris****Prix du bio à la consommation****Consommation élevée**

En 2021, la consommation de légumes frais par habitant s'est élevée à un peu plus de 70 kg. Cette valeur était inférieure d'environ 3 kg à celle de l'année précédente et se situait dans la fourchette de la valeur moyenne des quatre années précédentes. Ces quantités tiennent compte des espèces cultivées en Suisse. Il s'agit de la consommation par habitant basée sur la production indigène de légumes frais (y compris ceux stockés, à l'exclusion de ceux destinés à la transformation) augmentée des importations, déduction faite des exportations selon la statistique du commerce extérieur de la Suisse.

Les données relatives à la consommation de certains produits phares figurent dans le tableau suivant :

» [www.szg.ch](http://www.szg.ch)

» [Cultures spéciales fruitières, viticoles et maraîchères](#)

## Production

Produit	Unité	2000/02	2019	2020	2021 <sup>1</sup>	2000/02 – 2019/21 %
<b>Lait et produits laitiers</b>						
Lait de consommation	t	505 764	429 661	448 087	415 571	-14,8
Crème	t	68 213	66 730	66 534	66 014	-2,6
Beurre	t	40 247	42 725	41 325	39 700	2,5
Poudre de lait	t	47 152	52 059	44 492	47 348	1,7
Fromage	t	166 668	195 114	203 791	207 155	21,2
<b>Viande et oeufs</b>						
Viande de bœuf	t PM	101 111	118 185	118 171	118 847	17,1
Viande de veau	t PM	34 202	26 716	25 495	24 431	-25,3
Viande de porc	t PM	231 645	220 816	223 985	229 628	-3,0
Viande d'agneau	t PM	5 787	5 592	5 146	5 096	-8,8
Viande de chèvre	t PM	534	601	498	518	0,9
Viande de cheval	t PM	1 164	481	422	362	-63,8
Volaille <sup>5</sup>	t poids de vente	29 435	79 138	83 714	86 806	182,7
Œufs en coquille	mio. de pièces	689	1 000	1 064	1 145	55,2
<b>Céréales</b>		<b>1 112 267</b>	<b>928 008</b>	<b>1 004 016</b>	<b>777 574</b>	<b>-18,8</b>
blé tendre	t	521 667	429 316	433 374	382 425	-20,4
blé fourrager	t	–	43 620	67 612	52 763	
Seigle	t	20 833	11 184	10 333	7 948	-52,9
Orge	t	255 500	189 096	192 050	169 718	-28,1
Avoine	t	22 533	9 646	8 905	7 359	-61,7
Maïs grain	t	206 333	174 627	219 692	98 216	-36,3
Triticale	t	75 067	46 260	46 872	37 747	-41,9
Autres	t	10 333	24 259	25 178	119 614	445,3
<b>Cultures sarclées</b>						
Pommes de terre	t	539 933	416 984	488 638	342 752	-22,9
Betteraves sucrières	t	1 288 852	1 454 536	1 304 494	1 102 116	0,1
<b>Oléagineux</b>		<b>59 956</b>	<b>91 288</b>	<b>105 970</b>	<b>94 475</b>	<b>62,2</b>
Colza	t	43 684	67 843	88 083	77 030	77,8
Tournesol	t	12 972	17 700	12 293	11 142	5,7
Autres	t	3 300	5 745	5 594	6 303	78,2
<b>Fruits (de table)</b>						
Pommes	t	99 540 (2)	114 440	120 289	103 275	16,8 (3)
Poires	t	15 523 (2)	18 953	19 289	17 061	22,2 (3)
Abricots	t	1 485 (2)	5 292	4 998	1 840	200,8 (3)
Cerises	t	1 810 (2)	2 686	2 034	1 515	20,9 (3)
Pruneaux	t	2 418 (2)	2 839	4 362	1 279	35,3 (3)
Fraises	t	5 064	6 836	7 259	7 028	39,0
<b>Légumes (frais)</b>						
Carottes (carottes jaunes incl.) <sup>4</sup>		56 474	63 876	74 818	65 472	20,5
Oignons (tous) <sup>4</sup>	t	26 126	42 510	46 598	47 366	74,1
Céleris-raves <sup>4</sup>	t	10 359	11 902	11 765	12 169	15,3
Tomates (toutes)	t	30 398	41 985	42 682	38 637	35,2
Laitues pommées (feuilles de chêne incl.)	t	16 514	12 257	12 888	11 546	-25,9
Choux-fleurs (tous)	t	6 474	7 168	7 616	5 992	7,0
Concombres (à salade / nostrano)	t	8 823	13 818	15 560	16 239	72,3
<b>Vin</b>						
Vin rouge	hl	574 245	481 914	421 091	292 814	-30,6
Vin blanc	hl	613 076	497 531	413 144	316 224	-33,3

<sup>1</sup> provisoire

<sup>2</sup> moyenne des années 2000/03

<sup>3</sup> Variation 2000/03 – 2018/21

<sup>4</sup> Part des légumes de garde selon les déstockages effectués au cours de l'année civile (et non pas la récolte annuelle)

<sup>5</sup> Changement de méthode à partir de 2017 : adaptation des facteurs de rendement, d'où augmentation de la quantité de viande prête à la vente

## Sources:

Lait et produits laitiers: TSM

Viande: Proviande

Œufs: Aviforum

Céréales, cultures sarclées et oléagineux: USP

Fruits: Fruit-Union Suisse, Interprofession des fruits et légumes du Valais

Légumes: Centrale suisse de la culture maraîchère et des cultures spéciales

Vin: Contrôle officiel de la vendage des cantons

**Mise en valeur de la récolte en production végétale**

Produit	2000/02	2019	2020	2021	2000/02 – 2019/21
	t	t	t	t	%
<b>Pommes de terre</b>	<b>474 300</b>	<b>413 900</b>	<b>488 600</b>	<b>342 800</b>	<b>-12,5</b>
Pommes de terre de table	169 433	197 700	192 500	156 700	7,6
Pommes de terre destinées à la transformation	127 500	154 700	161 000	134 400	17,7
Semences	28 300	20 600	22 700	20 000	-25,4
Pommes de terre fraîches pour l'affouragement	143 067	31 000	96 000	23 500	-65,0
Exportations	6 000	9 900	10 500	8 200	59,0
Stock COVID			5 900		
<b>Pommes et poires à cidre suisses</b>					
(Transformation dans des cidreries artisanales)	151 950 (1)	58 327	103 834	47 193	- 39,6 (2)
Quantité de fruits à cidre pour jus brut	151 746 (1)	58 327	103 834	47 193	- 39,6 (2)
fraîchement pressés	9 376 (1)	4 327	3 775	3 332	- 57,5 (2)
cidre de fruits destiné à la fabrication d'eau-de-vie de fruits	418 (1)	0	0	0	- 100,0 (2)
concentré de jus	140 271 (1)	50 843	94 089	40 012	- 40,8 (2)
Autres jus (vinaigre compris)	1 682 (1)	3 157	5 971	3 791	175,6 (2)
Fruits foulés	204 (1)	0	0	0	- 100,0 (2)
<b>Fabrication de spiritueux</b>					
à base de pommes et poires suisses	21 079 (1)	8 241	5 166 (3)	5 977 (3)	- 71,3 (2)
à base de cerises et pruneaux suisses	12 137 (1)	8 595	6 203 (3)	4 353 (3)	- 44,9 (2)
<b>Légumes frais suisses destinés à la transformation</b>					
Prod. principaux (haricots, petits pois, carottes parisiennes, épinard)	28 863	26 130	31 371	24 558	-5,2
Choucroute (choux à choucroute)	6 424	3 993	3 981	2 764	-44,3
Autres légumes destinés à la transformation	12 468	24 772	27 537	30 437	121,2

<sup>1</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>2</sup> Variation 2000/03 – 2018/21

<sup>3</sup> Provisoire, état au 21.06.2022

Sources :

Pommes de terres: swisspatat

Fruits à cidre: OFAG; spiritueux: Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières OFDF

Légumes destinés à la transformation: Centrale suisse de la culture maraîchère et des cultures spéciales

**Commerce extérieur**

Produkt	2000/02		2019		2020		2021*		2000/02 – 2019/21	
	t	t	t	t	t	t	t	t	Expor- tations	Impor- tations
<b>Lait et produits laitiers</b>										
Lait	19	22 919	3 194	23 764	2 805	25 501	2 685	27 162	15135,1	11,2
Yoghourts	3 494	148	4 741	9 149	4 543	9 700	4 310	8 853	29,7	6139,2
Crème	918	246	1 656	1 767	1 636	1 317	1 483	1 521	73,4	523,1
Beurre	447	4 960	329	294	369	6 548	152	4 311	-36,6	-25,1
Poudre de lait	11 688	1 076	12 353	1 034	9 263	2 350	10 875	1 563	-7,3	53,3
Fromage et séché	52 295	31 087	71 290	64 136	72 300	71 699	77 779	75 794	41,1	126,9
<b>Viande, œufs et poissons<sup>5</sup></b>										
Viande de bœuf	876	7 849	5 021	21 616	5 119	24 506	6 200	26 853	521,8	209,9
Viande de veau	0	1 115	2	514	2	580	3	673	-	-47,2
Viande de porc	249	9 753	1 589	14 954	2 577	16 004	3 189	14 223	884,6	54,4
Viande de mouton	0	6 940	10	5 231	1	5 876	1	5 658	-	-19,5
Viande de chèvre	0	359	0	166	0	126	0	152	-	-58,7
Viande de cheval	0	4 117	0	2 407	1	2 267	3	2 082	-	-45,3
Volaille <sup>4</sup>	332	42 770	2 043	45 179	1 545	42 438	2 040	45 296	465,1	3,6
Sous-produits d'abattage <sup>3</sup>	-	-	16 734	328	15 841	21 151	15 699	22 403	-	-
Œufs (mio. de pièces dès 2014) <sup>6</sup>	-	-	0	587	0	597	0	572	-	-
Poissons, crustacés et mollusques	83	34 759	490	72 120	227	75 995	209	76 198	271,9	115,1
<b>Céréales</b>										
Blé	74	284 629	446	391 120	508	371 380	250	427 787	440,9	39,4
Seigle	1	7 250	1	2 130	11	1 474	1	2 246	340,7	-73,1
Orge	11	52 079	434	49 185	779	40 982	704	56 121	5786,8	-6,4
Avoine	5 540	50 469	9	55 187	5	48 493	3	49 243	-99,9	1,0
Maïs grain	196	26 496	2 030	139 672	58	139 891	75	158 252	267,9	450,8
<b>Cultures sardées</b>										
Pommes de terre	3 313	30 709	9 825	21 238	8 441	35 013	6 929	49 208	153,5	14,5
Sucre	152 572	188 008	120 835	86 379	118 813	99 038	6 549	84 752	-46,3	-52,1
<b>Oléagineux</b>										
Oléagineux	699	105 697	603	42 181	1 012	42 029	1 339	40 040	40,9	-60,8
Huiles et graisses végétales	7 327	95 762	3 252	133 205	2 310	133 784	1 863	130 560	-66,2	38,4
<b>Fruits (frais)</b>										
Pommes <sup>1,2</sup>	1 352	8 591	2 377	6 753	892	14 017	692	9 160	-15,8	64,6
Poires <sup>1,2</sup>	125	8 786	374	7 250	134	6 774	16	8 485	14,6	0,6
Abricots <sup>1,2</sup>	31	9 154	36	8 081	19	7 980	41	10 371	40,2	-6,6
Cerises <sup>1,2</sup>	7	3 373	24	2 960	9	2 668	10	3 693	401,0	-13,7
Prunes et pruneaux <sup>1,2</sup>	15	5 249	28	6 134	67	5 741	50	7 115	179,9	14,7
Fraises	23	11 424	13	14 088	21	14 282	11	14 686	-35,3	25,6
Raisins	60	38 447	64	27 776	29	31 266	57	31 041	-17,1	-21,9
Agrumes	107	124 102	428	144 136	247	157 883	260	152 689	192,5	22,1
Bananes	3	73 363	43	96 702	49	102 043	4	102 252	1153,7	36,8
<b>Légumes (frais)</b>										
Carottes (carottes jaunes incl.)	26	6 739	423	2 303	710	3 289	0	2 938	1334,7	-57,8
Oignons (tous)	51	6 432	74	6 244	80	6 304	21	5 565	15,5	-6,1
Céleris-raves	0	287	0	1	0	39	0	11	-	-94,0
Tomates (toutes)	25	42 449	151	36 812	94	41 793	52	43 129	301,2	-4,4
Laitues pommées (feuilles de chène incl.)	3	2 537	1	3 356	7	3 520	5	4 707	34,4	52,2
Choux-fleurs (tous)	1	9 067	0	8 766	2	8 879	3	10 146	82,5	2,2
Concombres (à salade / nostrano)	21	17 046	3	21 018	2	21 431	6	21 855	-81,7	25,7
<b>Vin (de table)</b>										
Vin rouge (en hl)	6 585	1 417 802	7 537	1 156 915	7 318	1 199 550	7 391	1 216 901	12,6	-16,0
Vin blanc (en hl)	5 997	214 349	4 301	397 588	4 721	392 644	4 719	415 061	-23,6	87,4

\* provisoire

<sup>1</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>2</sup> Variation 2000/03 – 2018/21

<sup>3</sup> Position tarifaire 0206

<sup>4</sup> Poids à la vente dès 2012

<sup>5</sup> Changement de sources à partir de 2014 en raison de la répartition des lignes tarifaires

<sup>6</sup> Changement méthodologique dès 2014 : Millions de pièces oeufs au lieu de tonnes

Sources :

Lait et produits laitiers, œufs, céréales, pommes de terre, oléagineux (1201 – 1207), huiles et graisses végétales (1507 – 1515), vin : DGD, à partir de 2014 viande et sous-produits d

Fruits et légumes : statistique du commerce extérieur suisse de l'administration fédérale des douanes AFD

Sucre : réservesuisse

Volaille : Proviande

## Prix à la production sans le bio

Produit	Unité	2000/02	2019	2020	2021	2000/02 – 2019/21 %
<b>Lait<sup>16</sup></b>						
CH total	ct./kg	79.19	64.24	66.04	69.80	3.5
Lait transformé en fromage	ct./kg	79.13	67.73	69.14	72.50	1.6
<b>Bétail de boucherie<sup>1,2</sup></b>						
Vaches T3 QM	fr./kg PM	5.25	8.06	8.58	9.04	63.1
Jeunes vaches T3 QM	fr./kg PM	6.11	8.35	8.79	9.23	43.9
Taureaux T3 QM	fr./kg PM	7.65	9.00	9.30	10.21	24.2
Bœufs T3 QM	fr./kg PM	7.62	8.97	9.28	10.20	24.5
Génisses T3 QM	fr./kg PM	7.40	8.94	9.28	10.21	28.1
Veaux T3 QM	fr./kg PM	12.38	13.87	14.51	15.09	17.0
Porcs QM	fr./kg PM	4.40	4.35	4.53	3.93	-3.0
Agneaux bis 40 kg, T3 QM	fr./kg PM	12.34	11.88	13.20	14.42	6.7
<b>Œufs<sup>3</sup></b>						
Œufs issus d'élevage au sol	ct./pièce	22.76	21.55	21.31	20.58	-7.1
Œufs issus d'élevage en plein air	ct./pièce	25.46	22.68	22.57	22.06	-11.9
<b>Céréales<sup>3,4</sup></b>						
Blé panifiable, Top	fr./100 kg	60.23	49.96	49.38	53.83	-15.2
Blé panifiable, catégorie I	fr./100 kg	57.38	48.27	47.77	52.44	-13.7
Blé, fourrager	fr./100 kg	45.18	37.00	36.84	36.98	-18.2
Seigle, catégorie A, panifiable	fr./100 kg	44.24	36.37	36.91	41.32	-13.6
Orge, fourrager, 67/69	fr./100 kg	42.68	34.20	33.78	34.43	-20.0
Avoine, fourrager, 57/58	fr./100 kg	39.45	29.70	28.78	30.40	-24.9
Mais grain	fr./100 kg	45.70	37.08	36.89	37.11	-19.0
<b>Cultures sarclées<sup>3,5</sup></b>						
Pommes de terre de table à chair ferme	fr./100 kg	45.10	48.26	43.88	54.26	8.2
Pommes de terre de table à chair farineuse	fr./100 kg	42.32	45.97	41.24	50.07	8.1
Pommes de terre destinées à la transformation	fr./100 kg	41.30	41.61	39.88	43.02	0.5
Pommes de terre précoces de table <sup>6</sup>	fr./100 kg	79.37	86.04	86.13	91.00	10.5
Betteraves sucrières <sup>12</sup>	fr./100 kg	12.21	5.22	5.19	5.57	-56.4
<b>Oléagineux<sup>3,4</sup></b>						
Colza, variété conventionnelle	fr./100 kg	83.19	80.47	80.88	96.15	3.2
Tournesols, high oleic	fr./100 kg	84.61	84.23	82.87	92.13	2.1
<b>Fruits<sup>7</sup></b>						
Pommes: Golden Delicious, catégorie I <sup>9,10,11</sup>	fr./kg	1.00	1.02	1.11	1.00	3.8
Pommes: Maigold, Braeburn à partir de 2010, catégorie I <sup>9,10,11</sup>	fr./kg	1.13	1.12	1.11	1.16	-4.2
Poires: Conférence, catégorie I <sup>9,10,11</sup>	fr./kg	1.08	1.21	1.25	1.33	15.5
Abricots, toutes les catégories <sup>10,11</sup>	fr./kg	2.69	2.50	2.67	3.33	3.8
Cerises de table, toutes les catégories <sup>10,11,13</sup>	fr./kg	3.86	6.26	6.74	6.76	70.4
Pruneaux de table, 33 mm, Fellenberg incl. <sup>10,11,14</sup>	fr./kg	2.21	2.18	2.03	2.45	2.6
Fraises <sup>15</sup>	fr./kg	5.61	6.43	6.62	6.96	18.9
<b>Légumes<sup>8</sup></b>						
Carottes (de garde)	fr./kg	1.09	1.12	1.02	1.10	-0.9
Oignons (de garde)	fr./kg	1.00	0.67	0.67	0.79	-29.0
Céleris-raves (de garde)	fr./kg	1.75	2.56	2.53	2.47	44.0
Tomates rondes	fr./kg	2.09	2.25	2.44	2.68	17.5
Laitues pommées	fr./pièce	0.92	1.23	1.24	1.30	36.6
Choux-fleurs	fr./kg	2.04	2.95	3.15	3.59	58.3
Concombres pour la salade	fr./pièce	0.98	1.10	1.17	1.22	18.7

<sup>1</sup> Prix franco abattoir, excepté les porcs charnus départ ferme

<sup>2</sup> 2000/02: prix conventionnel

<sup>3</sup> 2000/02: la moyenne de 2002/04 est utilisée en raison d'informations lacunaires

<sup>4</sup> Prix brut à la production

<sup>5</sup> Prix indicatifs (moyenne arithmétique des principales variétés), en vrac, sauf les coûts pour le transport, le tri et les contributions à la branche et la TVA

<sup>6</sup> Pas de prix indicatif définitif; seuls les mois de mai à août selon la campagne de commercialisation de swisspatat

<sup>7</sup> Prix indicatifs à la production

<sup>8</sup> Prix indicatifs franco grande distribution Suisse Garantie/(PI); sans frais d'emballage, lavés, Ifco, sans TVA, RPLP incluse

<sup>9</sup> Prix indicatifs définitifs à la production

<sup>10</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>11</sup> Evolution 2000/03 – 2018/21

<sup>12</sup> Agroscope: changement du système de calcul en 2003

<sup>13</sup> Coûts d'emballage inclus ; 2015 – 2020 toutes les classes, base 5 kg en vrac ; 2000/03 classe 1 (21 mm), base sachet ou barquette de 1 kg

<sup>14</sup> Coûts d'emballage inclus ; 2015 – 2020 pruneaux de table 33 mm y compris Fellenberg, base 6 kg en vrac ; 2000/03 seulement Fellenberg, base barquette de 1 kg

<sup>15</sup> Coûts d'emballage inclus ; base 10 barquettes de 500 g, ouvertes

<sup>16</sup> Evolution 2009/11 – 2019/21

Sources :

Lait, oeufs, céréales et oléagineux : OFAG

Bétail de boucherie : Proviande

Cultures sarclées : Swisspatat (Pommes de terre), Agroscope-INH (Betteraves sucrières)

Fruits : Fruits-Union Suisse, Interprofession des fruits et légumes du Valais

Légumes : Centrale suisse de la culture maraîchère et des cultures spéciales

## Prix à la production Bio

Produit	Unité	2002/04	2019	2020	2021	2002/04 – 2019/21 %
<b>Lait<sup>7</sup></b>						
Lait biologique	ct./kg	89.28	81.57	81.16	82.24	6.7
<b>Bétail de boucherie<sup>1,2</sup></b>						
Taureaux d'étaal T3	fr./kg PM	8.76	9.25	9.52	10.22	10.3
Bœuf de pâturage bio T3	fr./kg PM	–	11.09	11.53	12.59	–
Bio Natura Beef T3	fr./kg PM	–	11.63	11.96	12.90	–
Veaux d'étaal T3	fr./kg PM	13.20	14.62	15.18	16.08	15.8
Porcs de boucherie	fr./kg PM	6.88	6.28	6.98	7.56	0.9
Agneaux T3	fr./kg PM	13.10	13.51	15.05	15.98	13.3
<b>Œufs</b>						
Œufs issus de l'élevage biologique	ct./pièce	39.58	43.28	43.57	40.55	7.3
<b>Céréales<sup>2</sup></b>						
Blé panifiable	fr./100 kg	–	102.74	101.20	102.42	–
Epeautre, classe A, panifiable, non décortiqué	fr./100 kg	–	108.60	108.59	109.86	–
Blé, fourrager <sup>3</sup>	fr./100 kg	–	84.48	82.66	82.51	–
Orge, fourrager <sup>3</sup>	fr./100 kg	–	78.92	75.91	75.60	–
Maïs grain <sup>3</sup>	fr./100 kg	–	83.35	81.84	81.71	–
<b>Cultures sardées<sup>4</sup></b>						
Pommes de terre de table à chair ferme	fr./100 kg	85.12	91.65	83.85	97.16	6.8
Pommes de terre de table à chair farineuse	fr./100 kg	71.95	89.70	82.88	97.16	25.0
Pommes de terre destinées à la transformati	fr./100 kg	72.20	74.20	71.57	82.46	5.4
Pommes de terre précoces de table <sup>5</sup>	fr./100 kg	108.57	148.53	146.90	179.40	45.8
<b>Oléagineux<sup>2</sup></b>						
Tournesol	fr./100 kg	–	142.78	140.00	146.20	–
<b>Légumes<sup>6</sup></b>						
Carottes (de garde)	fr./kg	1.93	2.44	2.30	2.28	21.2
Oignons (de garde)	fr./kg	2.98	3.29	2.80	3.16	3.5
Céleris-raves (de garde)	fr./kg	3.43	4.13	4.05	4.56	23.8
Tomates rondes	fr./kg	3.26	4.45	4.92	5.00	46.9
Laitues pommées	fr./pièce	1.40	1.78	1.71	1.74	24.5
Choux-fleurs	fr./kg	3.51	4.93	4.85	5.31	43.3
Concombres pour la salade	fr./pièce	1.45	1.98	1.91	1.91	33.3

<sup>1</sup> Prix franco abattoir, excepté les porcs chamus départ ferme

<sup>2</sup> Prix bruts à la production, Bio Bourgeon

<sup>3</sup> Prix bruts à la production, Bio Bourgeon / reconversion

<sup>4</sup> Prix indicatifs (moyenne arithmétique des principales variétés), en vrac, sauf les coûts pour le transport, le tri et les contributions à la branche

<sup>5</sup> Pas de prix indicatif définitif; seuls les mois de mai à août selon la campagne de commercialisation de swisspatat

<sup>6</sup> Prix indicatifs franco grande distribution; sans frais d'emballage, lavés, Ifco, sans TVA, RPLP incluse

<sup>7</sup> Evolution 2009/11 – 2019/21

Sources:

Lait, Œufs: OFAG

Bétail de boucherie: Bio Suisse, Mutterkuh Schweiz, MGB

Céréales et oléagineux: Bio Suisse

Cultures sarclées: Swisspatat (Pommes de terre)

Légumes: Centrale suisse de la culture maraîchère et des cultures spéciales

**Prix à la consommation sans le bio**

Produit	Unité	2000/02	2019	2020	2021	2000/02 – 2019/21 %
<b>Lait et produits laitiers</b>						
Lait entier pasteurisé, emballé	fr./l	1.55	1.55	1.58	1.61	1.8
Lait entier UHT standardisé 35 g <sup>1</sup>	fr./l	1.32	1.27	1.28	1.30	-2.9
Lait « drink » pasteurisé, emballé	fr./l	1.55	1.55	1.58	1.59	1.5
Lait écrémé UHT	fr./l	1.44	1.50	1.53	1.44	3.4
Emmentaler surchoix	fr./kg	20.37	18.94	19.19	19.15	-6.3
Gruyère surchoix	fr./kg	20.47	20.17	20.73	20.64	0.2
Tilsiter surchoix	fr./kg	17.66	16.71	17.00	17.28	-3.7
Camembert 60% (ES)	fr./125 g	2.68	2.33	2.31	2.32	-13.5
Fromage à pâte molle, croûte fleurie	fr./150 g	3.50	3.38	3.38	3.42	-3.1
Mozzarella	fr./150 g	2.35	1.48	1.48	1.47	-37.0
Beurre de choix	fr./200 g	3.10	3.07	3.18	3.28	2.6
Le beurre (beurre de cuisine)	fr./250 g	3.01	3.10	3.20	3.39	7.3
Crème entière, emballée	fr./1/2 l	4.89	3.16	3.17	3.26	-34.6
Crème à café, emballée	fr./1/2 l	2.52	1.79	1.78	1.80	-28.8
Yoghourt, aromatisé ou contenant des fruits	fr./180 g	0.69	0.55	0.55	0.55	-21.0
<b>Viande de bœuf</b>						
Entrecôtes, en tranches	fr./kg	49.80	70.63	70.78	73.53	43.9
Steak	fr./kg	38.77	50.58	52.43	50.42	31.9
Rôti d'épaule	fr./kg	26.68	33.86	35.32	35.50	30.8
Viande hachée	fr./kg	15.47	18.44	18.83	19.25	21.8
<b>Viande de veau</b>						
Côtelettes, coupées	fr./kg	40.89	53.85	57.74	58.63	38.8
Rôti d'épaule	fr./kg	34.44	40.28	41.69	43.50	21.4
Ragoût	fr./kg	28.68	37.25	38.40	37.75	31.8
<b>Viande de porc</b>						
Côtelettes, coupées	fr./kg	20.31	22.87	23.25	20.90	10.0
Steak	fr./kg	26.06	28.12	28.18	26.25	5.6
Rôti d'épaule	fr./kg	19.09	20.15	20.32	18.83	3.6
Ragoût d'épaule	fr./kg	18.02	19.79	19.87	17.91	6.5
<b>Viande d'agneau suisse, fraîche</b>						
Gigot avec l'os du bassin	fr./kg	27.85	37.41	39.11	40.60	40.2
Côtelettes, coupées	fr./kg	34.21	55.94968	57.48881	57.76426	66.8
<b>Produit à la base de viande</b>						
Jambon de derrière, en tranches	fr./kg	28.62	32.39	31.08	28.63	7.3
Cervelat	fr./100 g	1.16	1.17	1.20	1.18	2.6
Saucisses de Vienne	fr./100 g	1.56	1.51	1.39	1.38	-8.8
Saucisse de veau	fr./100 g	1.76	1.94	1.98	1.88	10.1
Salami suisse l, coupé	fr./100 g	3.82	4.97	5.04	5.40	34.4
<b>Poulet</b>						
suisse, frais	fr./kg	8.99	9.11	8.84	9.01	-0.1
Poitrine	fr./kg	–	30.50	31.28	31.56	–
Cuisse	–	–	11.83	12.11	12.08	–
<b>Œufs<sup>1</sup></b>						
Œufs frais d'élevage au sol	ct./pièce	47.76	41.91	42.29	42.08	-11.9
Œufs cuits d'élevage au sol	ct./pièce	57.01	60.71	60.16	60.34	6.0
Œufs frais d'élevage en plein air	ct./pièce	61.99	59.63	58.52	58.38	-5.1
Œufs cuits d'élevage en plein air	ct./pièce	75.40	74.19	70.71	69.36	-5.3
Œufs frais importés d'élevage au sol	ct./pièce	31.00	23.54	22.98	21.82	-26.5
Œufs cuits importés d'élevage au sol	ct./pièce	39.97	30.22	30.58	30.78	-23.6
<b>Farine et pain<sup>2,6</sup></b>						
Farine bise	fr./kg	1.9	2.00	2.01	2.01	6.5
Farine mi-blanche	fr./kg	2.0	2.03	2.01	1.99	2.9
Farine blanche	fr./kg	1.8	1.76	1.76	1.88	2.7
Farine dans le segment des bas prix	fr./kg	0.9	0.91	0.91	0.90	0.7
Pain bis	fr./kg	–	1.24	1.24	1.19	–
Pain mi-blanc	fr./kg	–	1.21	1.21	1.16	–
<b>Pommes de terre<sup>3</sup></b>						
Pommes de terre de table à chair ferme	fr./kg	1.93	1.91	1.85	1.80	-4.0
Pommes de terre de table à chair farineuse	fr./kg	1.88	1.62	1.55	1.47	-17.7
Raclette	fr./kg	1.82	1.92	2.00	1.95	7.6
Pommes de terre de table destinées à la cuisson à haute température	fr./kg	1.87	1.80	1.65	1.42	-13.3
Pommes de terre précoces de table	fr./kg	2.28	2.51	2.40	2.10	2.5
<b>Sucre cristallisé</b>						
	fr./kg	1.43	1.04	1.19	1.83	-5.7
<b>Fruits<sup>4</sup></b>						
Pommes, Golden Delicious, catégorie I <sup>5</sup>	fr./kg	3.57	3.39	3.40	3.21	-3.7
Poires, Conférence, catégorie I <sup>5</sup>	fr./kg	3.53	3.71	3.54	2.93	-0.8
Abricots, catégorie I <sup>5</sup>	fr./kg	5.50	7.62	8.05	7.15	38.7
Cerises <sup>5</sup>	fr./kg	9.27	11.90	13.52	9.93	31.3
Pruneaux <sup>5</sup>	fr./kg	3.96	4.52	4.43	4.92	15.5
Fraises	fr./kg	10.03	11.46	10.91	10.54	9.4
<b>Légumes<sup>4</sup></b>						
Carottes	fr./kg	2.00	2.34	2.09	1.87	4.9
Oignons jaunes	fr./kg	2.20	2.31	2.12	2.00	-2.6
Céleris-raves	fr./kg	3.59	4.04	2.90	2.72	-10.4
Tomates rondes	fr./kg	3.48	3.86	3.69	3.48	5.6
Laitues pommées	fr./pièce	1.72	1.99	1.62	1.69	2.6
Choux-fleurs	fr./kg	3.95	4.23	3.93	4.09	3.3
Concombres pour la salade	fr./pièce	1.60	1.49	1.41	1.35	-11.3

<sup>1</sup> 2000/02: la moyenne de 2009/11 est utilisée en raison d'informations lacunaires

<sup>2</sup> Les poids de 500 grammes et de 4 kilos pour la farine du segment des bas prix sont convertis en un kilogramme

<sup>3</sup> 2000/02: les données de 2005/7 sont utilisées en raison d'informations lacunaires

<sup>4</sup> Consommation à l'état frais; provenance: Suisse et étranger

<sup>5</sup> Moyenne des années 2000/03; variation 2000/03 – 2018/21

<sup>6</sup> 2000/02: la moyenne de 2012/14 est utilisée en raison d'informations lacunaires

Sources:

Lait, oeufs, viande (panier viande de label et traditionnelle)

Farine et pain, pommes de terre (jusqu'à 2015), fruits et légumes: OFAG. Pommes de terre à partir de 2016: NielsenIQ Switzerland, panel de cons



## Prix à la consommation bio

Produit	Unité	2002/04	2019	2020	2021	2002/04 – 2019/21 %
<b>Lait et produits laitiers</b>						
Lait entier pasteurisé, emballé	1 l	–	1.79	1.79	1.79	–
Lait entier UHT standardisé	1 l	–	1.80	1.80	1.79	–
Lait « drink » pasteurisé, emballé	1 l	–	1.79	1.79	1.79	–
Emmentaler	1 kg	–	20.40	21.07	20.48	–
Gruyère	1 kg	–	22.27	22.84	22.78	–
Tilsiter	1 kg	–	21.42	21.51	21.45	–
Mozzarella	150 g	–	2.15	2.18	2.19	–
Beurre de choix	200 g	–	3.97	3.97	4.00	–
Crème entière, emballée	2 dl	–	2.69	2.69	2.71	–
Yoghourt, aromatisé ou contenant des fruits	180 g	–	0.79	0.81	0.82	–
<b>Viande de bœuf</b>						
Entrecôtes, en tranches	fr./kg	–	92.05	94.61	96.56	–
Steak	fr./kg	–	56.46	57.01	60.10	–
<b>Viande de veau</b>						
Steak d'ail	fr./kg	–	91.02	96.03	91.48	–
Steak	fr./kg	–	91.14	96.31	93.31	–
<b>Viande de porc</b>						
Tranches, filet	fr./kg	–	45.87	47.23	46.55	–
Côtelettes, coupées	fr./kg	–	26.67	27.10	29.36	–
Steak	fr./kg	–	38.93	37.87	32.68	–
<b>Produit à base de viande</b>						
Saucisses de Vienne	fr./100 g	–	2.05	2.21	2.20	–
Saucisse de veau	fr./100 g	–	5.44	5.57	5.65	–
Salami suisse I, coupé	fr./100 g	–	2.33	2.42	2.53	–
<b>Poulet</b>						
suisse, frais	fr./kg	–	19.30	19.32	19.26	–
Poitrine	fr./kg	–	57.69	57.92	57.91	–
<b>Œufs</b>						
Oeufs frais issus de l'élevage biologique	ct./pièce	80.49	81.80	82.23	82.41	2.1
Oeufs cuits issus de l'élevage biologique	ct./pièce	92.69	96.14	94.77	95.09	2.9
<b>Pommes de terre<sup>1</sup></b>						
Pommes de terre de table à chair ferme	fr./kg	3.12	2.91	3.20	2.96	-3.0
Pommes de terre de table à chair farineuse	fr./kg	2.85	3.23	2.96	2.61	3.0
Radlette	fr./kg	3.30	3.16	2.90	2.65	-11.9
Pommes de terre précoces de table	fr./kg	–	4.66	4.85	4.53	–
<b>Fruits<sup>2</sup></b>						
Pommes, Golden Delicious, catégorie I <sup>4</sup>	fr./kg	5.57	6.47	6.33	6.63	17.4
Poires, Conférence, catégorie I <sup>3,4</sup>	fr./kg	5.64	6.18	6.50	6.27	13.5
Abricots, catégorie I <sup>4</sup>	fr./kg	8.48	11.51	11.65	11.30	35.2
Cerises <sup>4</sup>	fr./kg	12.40	16.86	18.29	16.40	38.3
Pruneaux <sup>4</sup>	fr./kg	6.36	10.69	8.88	10.11	57.6
Fraises	fr./kg	16.00	14.40	12.70	13.24	-15.9
<b>Légumes<sup>2</sup></b>						
Carottes	fr./kg	3.39	4.39	4.35	3.81	23.5
Oignons	fr./kg	5.28	6.35	5.44	4.80	4.7
Céleris-raves	fr./kg	6.16	8.14	7.20	6.41	17.7
Tomates rondes	fr./kg	6.28	7.04	7.02	6.62	9.8
Laitues pommées	fr./pièce	2.65	3.08	2.82	2.76	9.0
Choux-fleurs	fr./kg	6.49	7.71	7.29	7.05	13.3
Concombres pour la salade	fr./pièce	2.88	2.63	2.54	2.22	-14.5

<sup>1</sup> Pas de données sur 2002/04, mais sur 2005/7

<sup>2</sup> Consommation à l'état frais; provenance : Suisse et étranger

<sup>3</sup> Pas assez de prix annoncés pour ce produit en 2017

<sup>4</sup> Moyenne des années 2002/05; variation 2002/05 – 2018/21

<sup>5</sup> À partir de 2017: Pommes Gala catégorie 1 au lieu de Golden Delicious et tomates grappe au lieu de tomates rondes.

Sources:

Lait, oeufs, viande (panier viande de label et traditionnelle), pommes de terre, légumes : OFAG, NielsenIQ Switzerland, panel de consommateurs selon déf. OFAG

**Consommation par habitant**

Produit	2000/02	2019	2020	2021 <sup>1</sup>	2000/02– 2019/21
	kg	kg			%
<b>Lait et produits laitiers</b>					
Lait de consommation <sup>6</sup>	84,63	49,90	51,00	47,20	-41,7
Yoghourts	16,57	17,60	16,00	15,40	-1,4
Beurre	5,93	5,30	5,30	5,20	-11,2
Crème	9,27	7,80	7,66	7,66	-16,8
Fromages et fromages fondus	19,63	22,00	23,10	23,20	16,0
<b>Viande et œufs</b>					
Viande de bœuf	10,22	11,27	11,32	11,56	11,3
Viande de veau	3,75	2,48	2,33	2,24	-37,3
Viande de porc	25,39	21,17	21,02	21,22	-16,8
Viande de mouton	1,51	1,10	1,11	1,08	-27,4
Viande de chèvre	0,11	0,08	0,06	0,06	-37,5
Viande de cheval	0,64	0,31	0,28	0,26	-55,5
Volaille	9,46	14,20	14,18	14,78	52,1
Œufs en coquille (pces) <sup>4</sup>	187,67	184	188,90	195,20	1,0
<b>Céréales</b>					
Articles de boulangerie et de pâtisserie	51,13				
<b>Cultures sardées</b>					
Pommes de terre et produits à base de pommes de terre	43,43	46,00	47,20	47,20	7,8
Sucre (y compris sucre dans des produits transformés)	40,48	35,50	36,50	36,50	-10,7
<b>Oléagineux</b>					
Huiles et graisses végétales	14,98	15,80	17,80	17,80	15,7
<b>Fruits (frais)<sup>5</sup></b>					
Pommes <sup>3</sup>	14,66 (2)	13,91	15,39	12,79	2,3 (3)
Poires <sup>3</sup>	3,32 (2)	3,02	2,99	2,92	-23,2 (3)
Abricots <sup>3</sup>	1,46 (2)	1,56	1,50	1,39	3,3 (3)
Cerises <sup>3</sup>	,71 (2)	0,66	0,54	0,59	-17,3 (3)
Prunes et pruneaux <sup>3</sup>	1,05 (2)	1,05	1,16	0,96	2,2 (3)
Fraises	2,27	2,45	2,48	2,48	8,9
Agrumes	17,09	16,82	18,19	17,47	2,4
Bananes	10,11	11,32	11,77	11,67	14,6
<b>Légumes (frais)<sup>5</sup></b>					
Carottes (carottes jaunes incl.)	8,73	7,64	8,85	7,83	-7,1
Oignons (tous)	4,49	5,66	6,09	6,06	32,1
Céleris-raves	1,47	1,38	1,36	1,39	-6,3
Tomates (toutes)	10,07	9,14	9,15	9,35	-8,5
Laitues pommées (feuilles de chêne incl.)	2,63	1,81	1,87	1,86	-29,8
Choux-fleurs (tous)	2,15	1,85	1,89	1,85	-13,3
Concombres (à salade / nostrano)	2,81	4,05	4,22	4,36	49,6
<b>Vin</b>					
Vin rouge (en l)	28,28	19,57	18,61	19,10	-32,5
Vin blanc (en l)	12,45	10,30	9,24	10,09	-20,7
Vin total (en l)	40,73	32,09	27,86	29,20	-27,0

<sup>1</sup> En partie provisoire

<sup>2</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>3</sup> Variation 2000/03 – 2018/21

<sup>4</sup> Dès 2011, sans trafic de perfectionnement actif

<sup>5</sup> Consommation : production indigène (produits de table) plus importations moins exportations (importations et exportations selon statistique du commerce extérieur suisse)

<sup>6</sup> A partir de 2014 le lait de consommation pour l'autoapprovisionnement des exploitations agricoles n'est plus incluí, donc pas de comparaison avec 2000/02

Sources :

Lait et produits laitiers : USP

Œufs : Aviforum

Viande : Proviande

Céréales, fruits, légumes et vin : OFAG

Pommes de terre : swisspatat

Sucre : USP

Oléagineux: USP



## Vin

**Après le creux de la consommation de vin en 2020, dû à la crise sanitaire, la consommation a augmenté en 2021 pour atteindre 255 millions de litres. Malgré l'augmentation de la consommation de vins suisses par rapport à 2020, ces derniers enregistrent une légère perte de parts de marché. Les vins blancs et les vins mousseux ont toujours le vent en poupe.**

Les données du présent article s'appuient sur les statistiques vitivinicoles présentées dans le rapport « L'année viticole 2021 ». Ce rapport donne aussi des informations sur les stocks au 31 décembre 2021, la production, la consommation, les importations et les exportations de vin pendant l'année sous revue.



### Légère diminution de la surface viticole

En 2021, la surface couverte par les vignobles suisses a diminué de 67 ha (-0,5 %) par rapport à 2020 et s'étend au total sur 14629 ha. Par contre, la superficie plantée en cépages blancs a légèrement augmenté (+0,3 %) ; elle représente 6443 ha, tandis que la superficie plantée en cépages rouges a légèrement diminué (-1 %), couvrant 8186 ha. Proportionnellement, les cépages blancs occupent 44 % et les cépages rouges 56 % de la surface viticole.

### Vendange historiquement basse en 2021

L'année 2021 a été marquée par la récolte la plus faible depuis 1957. Seuls 61 millions de litres ont été produits, soit 36 % de moins que la quantité moyenne des dix dernières années (95 millions de litres de vin). Les gelées nocturnes en avril, les fortes précipitations et les violents orages de grêle en été ainsi que les maladies de la vigne, comme le mildiou et l'oïdium, ont entraîné des pertes de récolte importantes dans toute la Suisse. Après les rendements déjà faibles des récoltes de 2017 et 2020, la récolte 2021 est la troisième au cours des cinq

## MARCHÉ &gt; PRODUITS VÉGÉTAUX



dernières années à enregistrer des rendements nettement inférieurs à la moyenne en raison de conditions météorologiques difficiles.

Concernant la qualité de la vendange, après un hiver doux et marqué par un temps pluvieux, le temps froid et sec du printemps a entraîné un débourrement tardif et un important retard de la croissance. Le temps froid et humide de juin a entraîné une mauvaise fécondation des inflorescences. En revanche, le temps idéal de la fin de l'été, avec des températures plus élevées et des précipitations moindres que la normale en septembre et en octobre, a eu un effet positif sur le déroulement de la maturation du raisin. Dans la plupart des régions, les vendanges ont eu lieu environ deux semaines plus tard que d'habitude. Le millésime, caractérisé par un rapport sucre/ acidité équilibré, promet une palette subtile d'arômes.

### Augmentation de la consommation de vin suisse en 2021

La consommation totale de vin en 2021 a légèrement augmenté de 4,9 millions de litres par rapport à 2020, pour atteindre 255 millions de litres. L'augmentation est due principalement à la consommation de vin blanc, qui a augmenté de 4 millions de litres pour un total de 88,2 millions de litres, le plus haut volume depuis 2013. La consommation de vin rouge, en revanche, est restée quasi stable (+0,8 million de litres) et s'est établie à 167 millions de litres.

La consommation de vins blancs étrangers a augmenté de manière importante (14,8 %), alors que celle de vins rouges étrangers a progressé plus faiblement (3,4 %). La légère augmentation de la consommation totale de vin en 2021 peut être attribuée aux augmentations de consommation de vins étrangers. La consommation de vins suisses en 2021 est supérieure de 2,8 % à la consommation 2020, même après correction de l'effet du déclassement de vins suisses AOC en vin de table et vin industriel. Elle s'établit à 90 millions de litres. La consommation de vins blancs suisses s'élève à 45,7 millions de litres et celle de vins rouges suisses à 44,5 millions de litres.

### Légère augmentation des importations de vins étrangers, exportations stables

Les importations de tous les types de vin ont augmenté en 2021 par rapport à 2020. L'importation totale de vins blancs a augmenté de 5,7 % pour atteindre 41 millions de litres (+2,2 millions de litres). Cette augmentation est présente aussi bien pour les vins blancs en bouteilles (+7,2 % ou 1,6 million de litres) que pour les vins en vrac (+3,7 % ou 0,6 million de litres). Les importations totales de vins rouges ont également augmenté (+1,5 % ou 1,7 million de litres), avec toutefois une différence entre les vins en bouteilles, dont les importations ont augmenté de 5,8 % (4,5 millions de litres), et les vins en vrac, dont les importations ont diminué de 6,7 % (-2,7 millions de litres). Une forte augmentation de l'importation de vin mousseux a été enregistrée. En effet, 2,7 millions de litres de plus ont été importés en 2021 par rapport à 2020 (+13 %), pour un total de 23,6 millions de litres. Comme les années précédentes, le volume du contingent n'a pas été dépassé ; l'augmentation pour les vins soumis au contingent (170 millions de litres) a été de 3,9 millions de litres, pour un total de 158,8 millions de litres.

En 2021, les exportations totales de vin (vins suisses et réexportation de vins étrangers) ont légèrement augmenté (+1,9 % ou +25 200 litres) pour atteindre 1,3 million de litres.

- » [L'année viticole 2021 – statistique vitivinicole \(éditeur Office fédéral de l'agriculture\)](#)
- » [Production végétale](#)
- » [Cultures spéciales fruitières, viticoles et maraîchères](#)

## Production

Produit	Unité	2000/02	2019	2020	2021 <sup>1</sup>	2000/02 – 2019/21 %
<b>Lait et produits laitiers</b>						
Lait de consommation	t	505 764	429 661	448 087	415 571	-14,8
Crème	t	68 213	66 730	66 534	66 014	-2,6
Beurre	t	40 247	42 725	41 325	39 700	2,5
Poudre de lait	t	47 152	52 059	44 492	47 348	1,7
Fromage	t	166 668	195 114	203 791	207 155	21,2
<b>Viande et oeufs</b>						
Viande de bœuf	t PM	101 111	118 185	118 171	118 847	17,1
Viande de veau	t PM	34 202	26 716	25 495	24 431	-25,3
Viande de porc	t PM	231 645	220 816	223 985	229 628	-3,0
Viande d'agneau	t PM	5 787	5 592	5 146	5 096	-8,8
Viande de chèvre	t PM	534	601	498	518	0,9
Viande de cheval	t PM	1 164	481	422	362	-63,8
Volaille <sup>5</sup>	t poids de vente	29 435	79 138	83 714	86 806	182,7
Œufs en coquille	mio. de pièces	689	1 000	1 064	1 145	55,2
<b>Céréales</b>		<b>1 112 267</b>	<b>928 008</b>	<b>1 004 016</b>	<b>777 574</b>	<b>-18,8</b>
blé tendre	t	521 667	429 316	433 374	382 425	-20,4
blé fourrager	t	–	43 620	67 612	52 763	
Seigle	t	20 833	11 184	10 333	7 948	-52,9
Orge	t	255 500	189 096	192 050	169 718	-28,1
Avoine	t	22 533	9 646	8 905	7 359	-61,7
Maïs grain	t	206 333	174 627	219 692	98 216	-36,3
Triticale	t	75 067	46 260	46 872	37 747	-41,9
Autres	t	10 333	24 259	25 178	119 614	445,3
<b>Cultures sarclées</b>						
Pommes de terre	t	539 933	416 984	488 638	342 752	-22,9
Betteraves sucrières	t	1 288 852	1 454 536	1 304 494	1 102 116	0,1
<b>Oléagineux</b>		<b>59 956</b>	<b>91 288</b>	<b>105 970</b>	<b>94 475</b>	<b>62,2</b>
Colza	t	43 684	67 843	88 083	77 030	77,8
Tournesol	t	12 972	17 700	12 293	11 142	5,7
Autres	t	3 300	5 745	5 594	6 303	78,2
<b>Fruits (de table)</b>						
Pommes	t	99 540 (2)	114 440	120 289	103 275	16,8 (3)
Poires	t	15 523 (2)	18 953	19 289	17 061	22,2 (3)
Abricots	t	1 485 (2)	5 292	4 998	1 840	200,8 (3)
Cerises	t	1 810 (2)	2 686	2 034	1 515	20,9 (3)
Pruneaux	t	2 418 (2)	2 839	4 362	1 279	35,3 (3)
Fraises	t	5 064	6 836	7 259	7 028	39,0
<b>Légumes (frais)</b>						
Carottes (carottes jaunes incl.) <sup>4</sup>		56 474	63 876	74 818	65 472	20,5
Oignons (tous) <sup>4</sup>	t	26 126	42 510	46 598	47 366	74,1
Céleris-raves <sup>4</sup>	t	10 359	11 902	11 765	12 169	15,3
Tomates (toutes)	t	30 398	41 985	42 682	38 637	35,2
Laitues pommées (feuilles de chêne incl.)	t	16 514	12 257	12 888	11 546	-25,9
Choux-fleurs (tous)	t	6 474	7 168	7 616	5 992	7,0
Concombres (à salade / nostrano)	t	8 823	13 818	15 560	16 239	72,3
<b>Vin</b>						
Vin rouge	hl	574 245	481 914	421 091	292 814	-30,6
Vin blanc	hl	613 076	497 531	413 144	316 224	-33,3

<sup>1</sup> provisoire

<sup>2</sup> moyenne des années 2000/03

<sup>3</sup> Variation 2000/03 – 2018/21

<sup>4</sup> Part des légumes de garde selon les déstockages effectués au cours de l'année civile (et non pas la récolte annuelle)

<sup>5</sup> Changement de méthode à partir de 2017 : adaptation des facteurs de rendement, d'où augmentation de la quantité de viande prête à la vente

## Sources:

Lait et produits laitiers: TSM

Viande: Proviande

Œufs: Aviforum

Céréales, cultures sarclées et oléagineux: USP

Fruits: Fruit-Union Suisse, Interprofession des fruits et légumes du Valais

Légumes: Centrale suisse de la culture maraîchère et des cultures spéciales

Vin: Contrôle officiel de la vendage des cantons

**Consommation par habitant**

Produit	2000/02	2019	2020	2021 <sup>1</sup>	2000/02– 2019/21
	kg	kg			%
<b>Lait et produits laitiers</b>					
Lait de consommation <sup>6</sup>	84,63	49,90	51,00	47,20	-41,7
Yoghourts	16,57	17,60	16,00	15,40	-1,4
Beurre	5,93	5,30	5,30	5,20	-11,2
Crème	9,27	7,80	7,66	7,66	-16,8
Fromages et fromages fondus	19,63	22,00	23,10	23,20	16,0
<b>Viande et œufs</b>					
Viande de bœuf	10,22	11,27	11,32	11,56	11,3
Viande de veau	3,75	2,48	2,33	2,24	-37,3
Viande de porc	25,39	21,17	21,02	21,22	-16,8
Viande de mouton	1,51	1,10	1,11	1,08	-27,4
Viande de chèvre	0,11	0,08	0,06	0,06	-37,5
Viande de cheval	0,64	0,31	0,28	0,26	-55,5
Volaille	9,46	14,20	14,18	14,78	52,1
Œufs en coquille (pces) <sup>4</sup>	187,67	184	188,90	195,20	1,0
<b>Céréales</b>					
Articles de boulangerie et de pâtisserie	51,13				
<b>Cultures sardées</b>					
Pommes de terre et produits à base de pommes de terre	43,43	46,00	47,20	47,20	7,8
Sucre (y compris sucre dans des produits transformés)	40,48	35,50	36,50	36,50	-10,7
<b>Oléagineux</b>					
Huiles et graisses végétales	14,98	15,80	17,80	17,80	15,7
<b>Fruits (frais)<sup>5</sup></b>					
Pommes <sup>3</sup>	14,66 (2)	13,91	15,39	12,79	2,3 (3)
Poires <sup>3</sup>	3,32 (2)	3,02	2,99	2,92	-23,2 (3)
Abricots <sup>3</sup>	1,46 (2)	1,56	1,50	1,39	3,3 (3)
Cerises <sup>3</sup>	,71 (2)	0,66	0,54	0,59	-17,3 (3)
Prunes et pruneaux <sup>3</sup>	1,05 (2)	1,05	1,16	0,96	2,2 (3)
Fraises	2,27	2,45	2,48	2,48	8,9
Agrumes	17,09	16,82	18,19	17,47	2,4
Bananes	10,11	11,32	11,77	11,67	14,6
<b>Légumes (frais)<sup>5</sup></b>					
Carottes (carottes jaunes incl.)	8,73	7,64	8,85	7,83	-7,1
Oignons (tous)	4,49	5,66	6,09	6,06	32,1
Céleris-raves	1,47	1,38	1,36	1,39	-6,3
Tomates (toutes)	10,07	9,14	9,15	9,35	-8,5
Laitues pommées (feuilles de chêne incl.)	2,63	1,81	1,87	1,86	-29,8
Choux-fleurs (tous)	2,15	1,85	1,89	1,85	-13,3
Concombres (à salade / nostrano)	2,81	4,05	4,22	4,36	49,6
<b>Vin</b>					
Vin rouge (en l)	28,28	19,57	18,61	19,10	-32,5
Vin blanc (en l)	12,45	10,30	9,24	10,09	-20,7
Vin total (en l)	40,73	32,09	27,86	29,20	-27,0

<sup>1</sup> En partie provisoire

<sup>2</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>3</sup> Variation 2000/03 – 2018/21

<sup>4</sup> Dès 2011, sans trafic de perfectionnement actif

<sup>5</sup> Consommation : production indigène (produits de table) plus importations moins exportations (importations et exportations selon statistique du commerce extérieur suisse)

<sup>6</sup> A partir de 2014 le lait de consommation pour l'autoapprovisionnement des exploitations agricoles n'est plus incluí, donc pas de comparaison avec 2000/02

Sources :

Lait et produits laitiers : USP

Œufs : Aviforum

Viande : Proviande

Céréales, fruits, légumes et vin : OFAG

Pommes de terre : swisspatat

Sucre : USP

Oléagineux : USP

**Commerce extérieur**

Produkt	2000/02		2019		2020		2021*		2000/02 – 2019/21	
	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations
<b>Lait et produits laitiers</b>										
Lait	19	22 919	3 194	23 764	2 805	25 501	2 685	27 162	15135,1	11,2
Yoghourts	3 494	148	4 741	9 149	4 543	9 700	4 310	8 853	29,7	6139,2
Crème	918	246	1 656	1 767	1 636	1 317	1 483	1 521	73,4	523,1
Beurre	447	4 960	329	294	369	6 548	152	4 311	-36,6	-25,1
Poudre de lait	11 688	1 076	12 353	1 034	9 263	2 350	10 875	1 563	-7,3	53,3
Fromage et séré	52 295	31 087	71 290	64 136	72 300	71 699	77 779	75 794	41,1	126,9
<b>Viande, œufs et poissons<sup>5</sup></b>										
Viande de bœuf	876	7 849	5 021	21 616	5 119	24 506	6 200	26 853	521,8	209,9
Viande de veau	0	1 115	2	514	2	580	3	673	-	-47,2
Viande de porc	249	9 753	1 589	14 954	2 577	16 004	3 189	14 223	884,6	54,4
Viande de mouton	0	6 940	10	5 231	1	5 876	1	5 658	-	-19,5
Viande de chèvre	0	359	0	166	0	126	0	152	-	-58,7
Viande de cheval	0	4 117	0	2 407	1	2 267	3	2 082	-	-45,3
Volaille <sup>4</sup>	332	42 770	2 043	45 179	1 545	42 438	2 040	45 296	465,1	3,6
Sous-produits d'abattage <sup>3</sup>	-	-	16 734	328	15 841	21 151	15 699	22 403	-	-
Œufs (mio. de pièces dès 2014) <sup>6</sup>	-	-	0	587	0	597	0	572	-	-
Poissons, crustacés et mollusques	83	34 759	490	72 120	227	75 995	209	76 198	271,9	115,1
<b>Céréales</b>										
Blé	74	284 629	446	391 120	508	371 380	250	427 787	440,9	39,4
Seigle	1	7 250	1	2 130	11	1 474	1	2 246	340,7	-73,1
Orge	11	52 079	434	49 185	779	40 982	704	56 121	5786,8	-6,4
Avoine	5 540	50 469	9	55 187	5	48 493	3	49 243	-99,9	1,0
Maïs grain	196	26 496	2 030	139 672	58	139 891	75	158 252	267,9	450,8
<b>Cultures sardées</b>										
Pommes de terre	3 313	30 709	9 825	21 238	8 441	35 013	6 929	49 208	153,5	14,5
Sucre	152 572	188 008	120 835	86 379	118 813	99 038	6 549	84 752	-46,3	-52,1
<b>Oléagineux</b>										
Oléagineux	699	105 697	603	42 181	1 012	42 029	1 339	40 040	40,9	-60,8
Huiles et graisses végétales	7 327	95 762	3 252	133 205	2 310	133 784	1 863	130 560	-66,2	38,4
<b>Fruits (frais)</b>										
Pommes <sup>1,2</sup>	1 352	8 591	2 377	6 753	892	14 017	692	9 160	-15,8	64,6
Poires <sup>1,2</sup>	125	8 786	374	7 250	134	6 774	16	8 485	14,6	0,6
Abricots <sup>1,2</sup>	31	9 154	36	8 081	19	7 980	41	10 371	40,2	-6,6
Cerises <sup>1,2</sup>	7	3 373	24	2 960	9	2 668	10	3 693	401,0	-13,7
Prunes et pruneaux <sup>1,2</sup>	15	5 249	28	6 134	67	5 741	50	7 115	179,9	14,7
Fraises	23	11 424	13	14 088	21	14 282	11	14 686	-35,3	25,6
Raisins	60	38 447	64	27 776	29	31 266	57	31 041	-17,1	-21,9
Agrumes	107	124 102	428	144 136	247	157 883	260	152 689	192,5	22,1
Bananes	3	73 363	43	96 702	49	102 043	4	102 252	1153,7	36,8
<b>Légumes (frais)</b>										
Carottes (carottes jaunes incl.)	26	6 739	423	2 303	710	3 289	0	2 938	1334,7	-57,8
Oignons (tous)	51	6 432	74	6 244	80	6 304	21	5 565	15,5	-6,1
Céleris-raves	0	287	0	1	0	39	0	11	-	-94,0
Tomates (toutes)	25	42 449	151	36 812	94	41 793	52	43 129	301,2	-4,4
Laitues pommées (feuilles de chène incl.)	3	2 537	1	3 356	7	3 520	5	4 707	34,4	52,2
Choux-fleurs (tous)	1	9 067	0	8 766	2	8 879	3	10 146	82,5	2,2
Concombres (à salade / nostrano)	21	17 046	3	21 018	2	21 431	6	21 855	-81,7	25,7
<b>Vin (de table)</b>										
Vin rouge (en hl)	6 585	1 417 802	7 537	1 156 915	7 318	1 199 550	7 391	1 216 901	12,6	-16,0
Vin blanc (en hl)	5 997	214 349	4 301	397 588	4 721	392 644	4 719	415 061	-23,6	87,4

\* provisoire

<sup>1</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>2</sup> Variation 2000/03 – 2018/21

<sup>3</sup> Position tarifaire 0206

<sup>4</sup> Poids à la vente dès 2012

<sup>5</sup> Changement de sources à partir de 2014 en raison de la répartition des lignes tarifaires

<sup>6</sup> Changement méthodologique dès 2014 : Millions de pièces oeufs au lieu de tonnes

Sources :

Lait et produits laitiers, œufs, céréales, pommes de terre, oléagineux (1201 – 1207), huiles et graisses végétales (1507 – 1515), vin : DGD, à partir de 2014 viande et sous-produits d

Fruits et légumes : statistique du commerce extérieur suisse de l'administration fédérale des douanes AFD

Sucre : réservesuisse

Volaille : Proviande



MARCHÉ > PRODUITS ANIMAUX



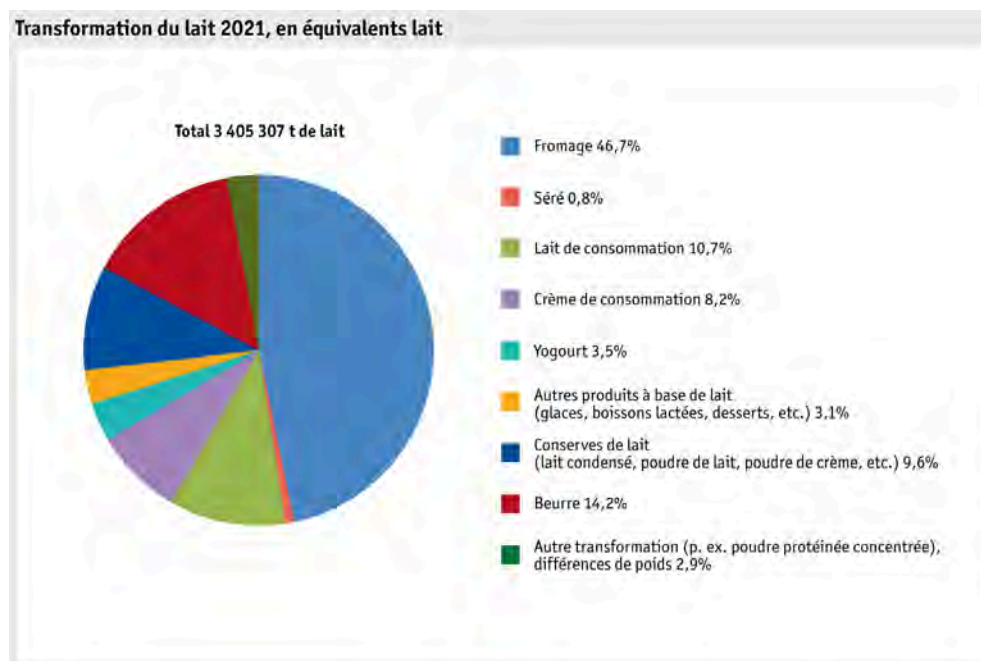
## Lait et produits laitiers

En 2021, les ventes de produits laitiers ont connu une évolution généralement favorable en Suisse. Ce résultat réjouissant est surtout dû à deux facteurs : la diminution du tourisme d'achat et l'augmentation des repas préparés à la maison en raison de la pandémie de COVID-19.

### Valorisation

La production des divers produits laitiers nécessite des composants du lait dans des proportions différentes. On enlève ou ajoute, par exemple, de la matière grasse au lait en fonction du fromage à produire. C'est pourquoi la transformation du lait commercialisé est indiquée en équivalents de lait (EL) selon les composants de cette denrée. 1 kg de lait avec une teneur de 33 g de protéines et 40 g de matières grasses correspond à un EL. L'EL sert ainsi de référence au calcul de la quantité de lait contenue dans un produit transformé.

Près de 48 % de l'EL ont servi à fabriquer du fromage et du séré, qui restent les principaux produits laitiers. En 2021, la transformation en fromage a augmenté de 1,7 %, alors que celle de séré a baissé de 4,9 %. La production consommée sous forme de laits liquides a enregistré une baisse représentant également 4,9 %.



Source : TSM

La production de fromage a augmenté de 1,7 % en 2020, pour passer à 207 155 tonnes. Le fromage à pâte mi-dure représente ainsi la plus grande part de la production, avec un total de 72 889 tonnes, suivi par le fromage à pâte dure avec 67 449 tonnes.

La production d'Emmentaler AOP a accusé un recul de 2,7 % par rapport à l'année précédente, tandis que celle du Gruyère AOP a progressé de 6 %.

On observe depuis plusieurs années une croissance soutenue de la production des fromages à pâte mi-dure, qui ont détrôné les fromages à pâte dure il y a quelques années. La croissance de la production de fromage à pâte mi-dure en 2021 était de 3,3 % (+2361 t) par rapport à l'année précédente. La production de Tête de Moine AOP (+13,9 %) et celle de fromage à

## MARCHÉ &gt; PRODUITS ANIMAUX



raclette suisse (+6,6 %) ont enregistré une progression particulièrement forte par rapport à l'année précédente.

La production de fromage frais a reflué de 1,3 % et celle de fromage à pâte molle de 1,7 % par rapport à l'année précédente.

Le Gruyère AOP reste en tête des fromages les plus produits, avec une production annuelle de 32 404 tonnes, suivi de la mozzarella, avec 23 497 tonnes, et ce n'est plus le séré qui occupe la troisième place, mais le fromage à raclette suisse, avec 17 951 tonnes.

### Commerce extérieur

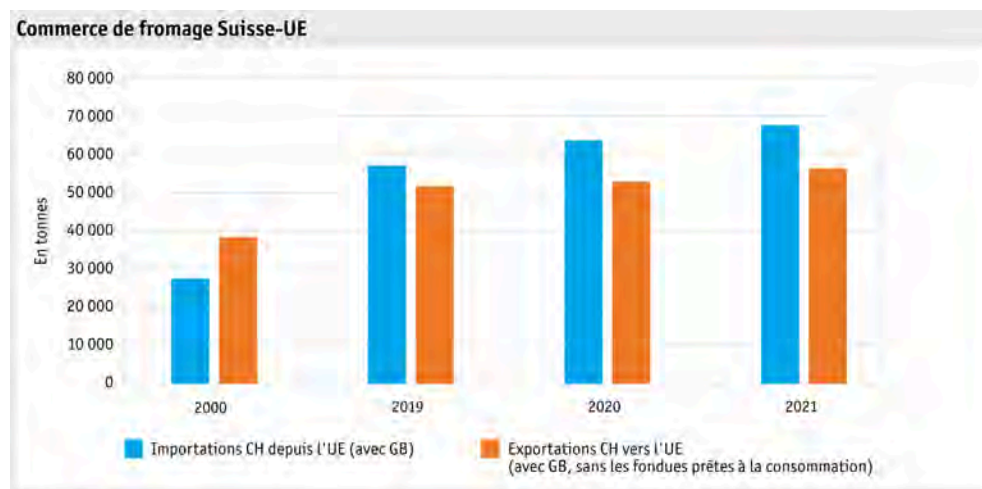
La balance commerciale de la Suisse dans le secteur du lait et des produits laitiers (le lait, les produits à base de lait frais comme le yogourt, la crème, les conserves de lait telles que la poudre de lait et la poudre de lait écrémé, le petit-lait et le petit-lait en poudre, ainsi que le beurre et le fromage) affiche en volume, comme l'an dernier déjà, un solde positif (144 996 tonnes de produits exportés et 127 345 tonnes de produits importés). Les exportations de fromage ont progressé de 8 %, à l'inverse de celles de lait, qui ont diminué de 4 %. La valeur des exportations s'est chiffrée à 810 millions de francs (+8,9 %) et celle des importations à 580 millions de francs (+4,5 %), ce qui correspond à un excédent d'exportations de 230 millions de francs.

En 2021, les exportations de fromage ont connu une hausse de 5485 tonnes pour passer à 77 792 t (sans la fondue prête à l'emploi). Les importations de fromage se sont élevées à 75 774 tonnes, soit un accroissement de 4110 tonnes par rapport à 2020. En 2021, les exportations de fromage ont représenté une valeur de 727,3 millions de francs, et les importations de 487,8 millions de francs.

En 2021, la Suisse a exporté dans les pays de l'UE 8,6 % de plus de fromage (64 721 t, sans la fondue prête à l'emploi) que l'année précédente. Les principaux débouchés étaient à cet égard l'Allemagne (33 437 t) et l'Italie (11 500 t). Il convient néanmoins de préciser que, dans l'UE, le fromage est parfois revendu dans d'autres pays que celui où il a été exporté, si bien qu'il est impossible de savoir, sur la base de la statistique douanière, dans quel pays le fromage suisse est finalement consommé.

Comme les années précédentes, les fromages à pâte dure (36 040 t) ont constitué la majeure partie des exportations en 2021. Le Gruyère AOP, dont 14 168 tonnes ont été exportées, a de nouveau été le fromage préféré des consommateurs à l'étranger (13 258 t en 2020), suivi par l'Emmentaler AOP avec 10 772 tonnes (10 915 t en 2020). Les fromages importés en 2021 (75 794 t) provenaient presque exclusivement de l'UE, principalement d'Italie (26 807 t), d'Allemagne (20 567 t) et de France (13 592 t). Les produits en tête de peloton sont les fromages frais (31 377 t contre 28 293 t en 2020) et les fromages à pâte mi-dure (14 257 t contre 13 537 t en 2020).

## MARCHÉ &gt; PRODUITS ANIMAUX



## Consommation

La consommation de fromage, de 23,2 kg par personne, a affiché une augmentation minime de 0,4 % en 2021 par rapport à l'année précédente. La consommation par habitant de fromage frais et de séré a légèrement baissé et a atteint 8,3 kg ; après une reprise temporaire en 2020, la consommation de laits liquides (sans le lait qu'utilisent les exploitations agricoles pour leur propre consommation) a baissé de 7,4 %, s'établissant ainsi à 47,2 kg par personne.

Dans l'ensemble, la consommation par personne de lait et de produits laitiers en Suisse ne fluctue que faiblement depuis un certain temps. En comparaison avec les années 2000/02, la consommation par habitant de laits liquides a reculé de 42 % (sans le lait qu'utilisent les exploitations agricoles pour leur propre consommation). Toujours durant la même période, la consommation par habitant de beurre a diminué de 11 %, tandis que celle de fromage a augmenté de 16 %.

## Comparaison des prix à la consommation entre la Suisse et l'UE

Comme le laissait prévoir le niveau élevé des prix à l'échelon de la production et de la valorisation du lait, les prix à la consommation du lait et des produits laitiers sont aussi plus élevés en Suisse qu'en Allemagne, en France et en Autriche. Le beurre présente la différence la plus marquée (en 2021, il coûtait 16,38 francs le kg en Suisse, contre 6,18 francs le kg en Allemagne). Le lait entier pasteurisé le meilleur marché se vendait, quant à lui, à 0,90 franc le litre en France (contre 1.61 fr. / l en Suisse).

**Sources** Union suisse des paysans, Statistique laitière de la Suisse, 2021TSM Fiduciaire Sàrl Statistique annuelle du marché du lait 2021TSM Fiduciaire Sàrl Statistique mensuelle du marché du lait, décembre 2021

**Commerce extérieur**

Produkt	2000/02		2019		2020		2021*		2000/02 – 2019/21	
	t	t	t	t	t	t	t	t	Expor- tations	Impor- tations
<b>Lait et produits laitiers</b>										
Lait	19	22 919	3 194	23 764	2 805	25 501	2 685	27 162	15135,1	11,2
Yoghourts	3 494	148	4 741	9 149	4 543	9 700	4 310	8 853	29,7	6139,2
Crème	918	246	1 656	1 767	1 636	1 317	1 483	1 521	73,4	523,1
Beurre	447	4 960	329	294	369	6 548	152	4 311	-36,6	-25,1
Poudre de lait	11 688	1 076	12 353	1 034	9 263	2 350	10 875	1 563	-7,3	53,3
Fromage et séché	52 295	31 087	71 290	64 136	72 300	71 699	77 779	75 794	41,1	126,9
<b>Viande, œufs et poissons<sup>5</sup></b>										
Viande de bœuf	876	7 849	5 021	21 616	5 119	24 506	6 200	26 853	521,8	209,9
Viande de veau	0	1 115	2	514	2	580	3	673	-	-47,2
Viande de porc	249	9 753	1 589	14 954	2 577	16 004	3 189	14 223	884,6	54,4
Viande de mouton	0	6 940	10	5 231	1	5 876	1	5 658	-	-19,5
Viande de chèvre	0	359	0	166	0	126	0	152	-	-58,7
Viande de cheval	0	4 117	0	2 407	1	2 267	3	2 082	-	-45,3
Volaille <sup>4</sup>	332	42 770	2 043	45 179	1 545	42 438	2 040	45 296	465,1	3,6
Sous-produits d'abattage <sup>3</sup>	-	-	16 734	328	15 841	21 151	15 699	22 403	-	-
Œufs (mio. de pièces dès 2014) <sup>6</sup>	-	-	0	587	0	597	0	572	-	-
Poissons, crustacés et mollusques	83	34 759	490	72 120	227	75 995	209	76 198	271,9	115,1
<b>Céréales</b>										
Blé	74	284 629	446	391 120	508	371 380	250	427 787	440,9	39,4
Seigle	1	7 250	1	2 130	11	1 474	1	2 246	340,7	-73,1
Orge	11	52 079	434	49 185	779	40 982	704	56 121	5786,8	-6,4
Avoine	5 540	50 469	9	55 187	5	48 493	3	49 243	-99,9	1,0
Maïs grain	196	26 496	2 030	139 672	58	139 891	75	158 252	267,9	450,8
<b>Cultures sardées</b>										
Pommes de terre	3 313	30 709	9 825	21 238	8 441	35 013	6 929	49 208	153,5	14,5
Sucre	152 572	188 008	120 835	86 379	118 813	99 038	6 549	84 752	-46,3	-52,1
<b>Oléagineux</b>										
Oléagineux	699	105 697	603	42 181	1 012	42 029	1 339	40 040	40,9	-60,8
Huiles et graisses végétales	7 327	95 762	3 252	133 205	2 310	133 784	1 863	130 560	-66,2	38,4
<b>Fruits (frais)</b>										
Pommes <sup>1,2</sup>	1 352	8 591	2 377	6 753	892	14 017	692	9 160	-15,8	64,6
Poires <sup>1,2</sup>	125	8 786	374	7 250	134	6 774	16	8 485	14,6	0,6
Abricots <sup>1,2</sup>	31	9 154	36	8 081	19	7 980	41	10 371	40,2	-6,6
Cerises <sup>1,2</sup>	7	3 373	24	2 960	9	2 668	10	3 693	401,0	-13,7
Prunes et pruneaux <sup>1,2</sup>	15	5 249	28	6 134	67	5 741	50	7 115	179,9	14,7
Fraises	23	11 424	13	14 088	21	14 282	11	14 686	-35,3	25,6
Raisins	60	38 447	64	27 776	29	31 266	57	31 041	-17,1	-21,9
Agrumes	107	124 102	428	144 136	247	157 883	260	152 689	192,5	22,1
Bananes	3	73 363	43	96 702	49	102 043	4	102 252	1153,7	36,8
<b>Légumes (frais)</b>										
Carottes (carottes jaunes incl.)	26	6 739	423	2 303	710	3 289	0	2 938	1334,7	-57,8
Oignons (tous)	51	6 432	74	6 244	80	6 304	21	5 565	15,5	-6,1
Céleris-raves	0	287	0	1	0	39	0	11	-	-94,0
Tomates (toutes)	25	42 449	151	36 812	94	41 793	52	43 129	301,2	-4,4
Laitues pommées (feuilles de chène incl.)	3	2 537	1	3 356	7	3 520	5	4 707	34,4	52,2
Choux-fleurs (tous)	1	9 067	0	8 766	2	8 879	3	10 146	82,5	2,2
Concombres (à salade / nostrano)	21	17 046	3	21 018	2	21 431	6	21 855	-81,7	25,7
<b>Vin (de table)</b>										
Vin rouge (en hl)	6 585	1 417 802	7 537	1 156 915	7 318	1 199 550	7 391	1 216 901	12,6	-16,0
Vin blanc (en hl)	5 997	214 349	4 301	397 588	4 721	392 644	4 719	415 061	-23,6	87,4

\* provisoire

<sup>1</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>2</sup> Variation 2000/03 – 2018/21

<sup>3</sup> Position tarifaire 0206

<sup>4</sup> Poids à la vente dès 2012

<sup>5</sup> Changement de sources à partir de 2014 en raison de la répartition des lignes tarifaires

<sup>6</sup> Changement méthodologique dès 2014 : Millions de pièces oeufs au lieu de tonnes

Sources :

Lait et produits laitiers, œufs, céréales, pommes de terre, oléagineux (1201 – 1207), huiles et graisses végétales (1507 – 1515), vin : DGD, à partir de 2014 viande et sous-produits d

Fruits et légumes : statistique du commerce extérieur suisse de l'administration fédérale des douanes AFD

Sucre : réservesuisse

Volaille : Proviande

**Consommation par habitant**

Produit	2000/02	2019	2020	2021 <sup>1</sup>	2000/02– 2019/21
	kg	kg			%
<b>Lait et produits laitiers</b>					
Lait de consommation <sup>6</sup>	84,63	49,90	51,00	47,20	-41,7
Yoghourts	16,57	17,60	16,00	15,40	-1,4
Beurre	5,93	5,30	5,30	5,20	-11,2
Crème	9,27	7,80	7,66	7,66	-16,8
Fromages et fromages fondus	19,63	22,00	23,10	23,20	16,0
<b>Viande et œufs</b>					
Viande de bœuf	10,22	11,27	11,32	11,56	11,3
Viande de veau	3,75	2,48	2,33	2,24	-37,3
Viande de porc	25,39	21,17	21,02	21,22	-16,8
Viande de mouton	1,51	1,10	1,11	1,08	-27,4
Viande de chèvre	0,11	0,08	0,06	0,06	-37,5
Viande de cheval	0,64	0,31	0,28	0,26	-55,5
Volaille	9,46	14,20	14,18	14,78	52,1
Œufs en coquille (pces) <sup>4</sup>	187,67	184	188,90	195,20	1,0
<b>Céréales</b>					
Articles de boulangerie et de pâtisserie	51,13				
<b>Cultures sardées</b>					
Pommes de terre et produits à base de pommes de terre	43,43	46,00	47,20	47,20	7,8
Sucre (y compris sucre dans des produits transformés)	40,48	35,50	36,50	36,50	-10,7
<b>Oléagineux</b>					
Huiles et graisses végétales	14,98	15,80	17,80	17,80	15,7
<b>Fruits (frais)<sup>5</sup></b>					
Pommes <sup>3</sup>	14,66 (2)	13,91	15,39	12,79	2,3 (3)
Poires <sup>3</sup>	3,32 (2)	3,02	2,99	2,92	-23,2 (3)
Abricots <sup>3</sup>	1,46 (2)	1,56	1,50	1,39	3,3 (3)
Cerises <sup>3</sup>	,71 (2)	0,66	0,54	0,59	-17,3 (3)
Prunes et pruneaux <sup>3</sup>	1,05 (2)	1,05	1,16	0,96	2,2 (3)
Fraises	2,27	2,45	2,48	2,48	8,9
Agrumes	17,09	16,82	18,19	17,47	2,4
Bananes	10,11	11,32	11,77	11,67	14,6
<b>Légumes (frais)<sup>5</sup></b>					
Carottes (carottes jaunes incl.)	8,73	7,64	8,85	7,83	-7,1
Oignons (tous)	4,49	5,66	6,09	6,06	32,1
Céleris-raves	1,47	1,38	1,36	1,39	-6,3
Tomates (toutes)	10,07	9,14	9,15	9,35	-8,5
Laitues pommées (feuilles de chêne incl.)	2,63	1,81	1,87	1,86	-29,8
Choux-fleurs (tous)	2,15	1,85	1,89	1,85	-13,3
Concombres (à salade / nostrano)	2,81	4,05	4,22	4,36	49,6
<b>Vin</b>					
Vin rouge (en l)	28,28	19,57	18,61	19,10	-32,5
Vin blanc (en l)	12,45	10,30	9,24	10,09	-20,7
Vin total (en l)	40,73	32,09	27,86	29,20	-27,0

<sup>1</sup> En partie provisoire

<sup>2</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>3</sup> Variation 2000/03 – 2018/21

<sup>4</sup> Dès 2011, sans trafic de perfectionnement actif

<sup>5</sup> Consommation : production indigène (produits de table) plus importations moins exportations (importations et exportations selon statistique du commerce extérieur suisse)

<sup>6</sup> A partir de 2014 le lait de consommation pour l'autoapprovisionnement des exploitations agricoles n'est plus incluí, donc pas de comparaison avec 2000/02

Sources :

Lait et produits laitiers : USP

Œufs : Aviforum

Viande : Proviande

Céréales, fruits, légumes et vin : OFAG

Pommes de terre : swisspatat

Sucre : USP

Oléagineux: USP

MARCHÉ > PRODUITS ANIMAUX



## Viande et œuf

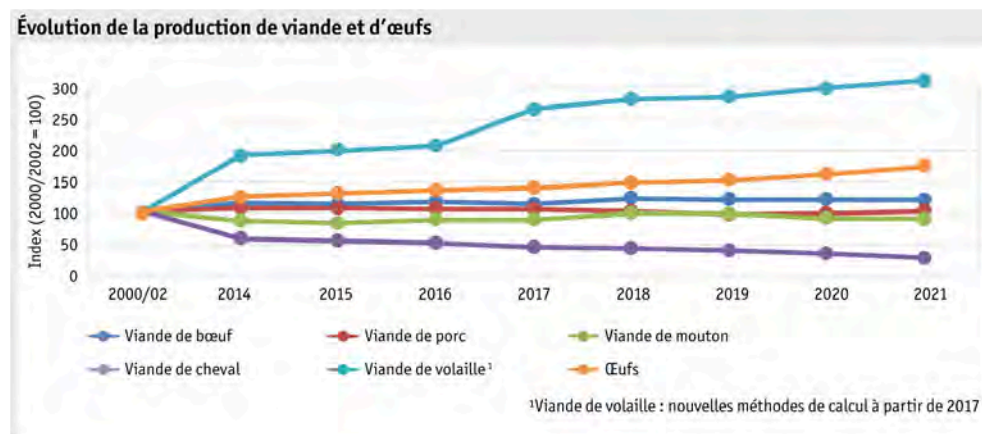
**Le porc reste la viande la plus consommée dans le pays, malgré la vogue que connaissent les volailles de chair. De même, le marché des œufs suisses continue son expansion, avec un nouveau record de production et de consommation en 2021.**

Le pays a produit l'année sous revue 494 614 tonnes de viande au total (poids carcasse), soit 1,9 % de plus que l'année précédente. Cette production se décompose grosso modo de la façon suivante : 230 000 tonnes de porc, 120 000 tonnes de bœuf et 112 000 tonnes de volailles de chair.

L'Office fédéral de la statistique (OFS) en chiffre la valeur à quelque 2,9 milliards de francs au total, ce qui représente un peu plus d'un quart de la production agricole.

Le porc reste la viande préférée en Suisse (41 % de la consommation de viande en 2021), malgré le recul qu'il subit depuis de nombreuses années.

On enregistre une légère augmentation de la consommation annuelle, qui s'est établie à 51,82 kg par individu en 2021 (+1,8 %). La consommation totale a atteint 456 034 tonnes en poids prêt à la vente (poissons et crustacés non compris), soit une hausse de 1,9 %.



Sources: Proviande / Aviforum

## Exportations et importations

Les exportations de viande destinée à l'alimentation humaine, mesurées équivalent de viande fraîche, ont progressé de 23,7 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 11 445 tonnes. Les principales viandes responsables de cet accroissement sont le bœuf, la volaille et le porc.

Les importations de viande destinée à l'alimentation humaine ont atteint 98 374 tonnes en 2021 (sans les poissons, les mollusques et les crustacés), soit 4,1 % de plus que l'année précédente. La hausse des importations concerne en premier lieu le bœuf et la volaille.

Comme l'année précédente, la production nationale n'a pas suffi à couvrir la demande de morceaux nobles (par exemple le filet de bœuf, d'agneau ou de cheval, l'escalope de dinde ou encore le blanc de poulet). Les chiffres des importations sont les suivants : 45 296 tonnes pour la volaille, 26 853 tonnes pour le gros bétail et 14 223 tonnes pour le porc.

MARCHÉ > PRODUITS ANIMAUX



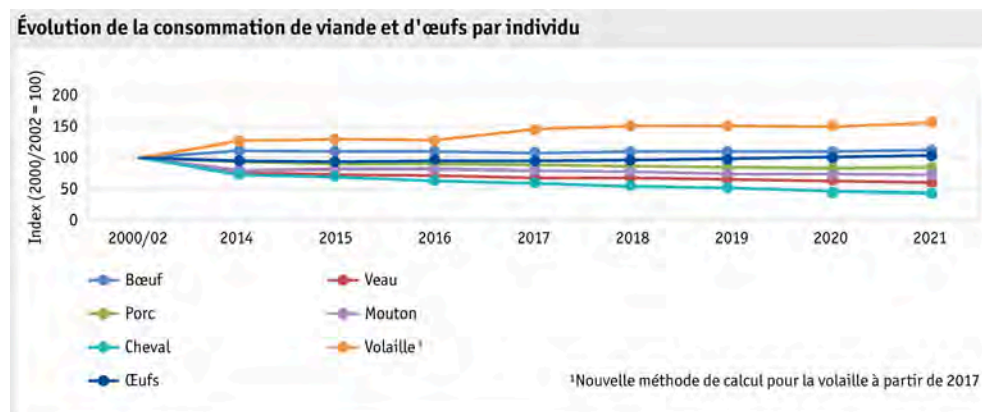
### Consommation

La consommation de viande par individu, en poids prêt à la vente, est passée de 50,91 kg en 2020 à 51,82 kg en 2021 (sans le poisson et les crustacés, mais avec le lapin et le gibier). Ces chiffres sont le résultat d’une estimation qui ne tient compte ni du tourisme d’achat ni du tourisme en général.

Par rapport à 2020, la consommation totale de viande en Suisse a augmenté de 1,9 % en 2021 pour atteindre 456 034 tonnes (poids prêt à la vente), principalement à cause de la poussée démographique enregistrée dans le pays.

Cette consommation a évolué diversement suivant les sortes de viande : si le porc a progressé pour se fixer à 21,22 kg par individu, de même que, dans une moindre mesure, la volaille (14,78 kg) ainsi que le bœuf (11,56 kg), la consommation des autres viandes est restée stable ou a diminué quelque peu.

Comme ces dernières années, les volailles de chair figurent au second rang des préférences, tandis que le bœuf occupe le troisième rang.



Sources : Proviande / Aviforum

### Comparaison avec les autres pays

L’OCDE indique que, dans les pays concernés par la statistique, chaque individu a consommé en moyenne 33 kg de volaille, 22,9 kg de porc, 14,4 kg de bœuf et de veau et 1,3 kg d’agneau. Au total, la consommation s’est établie à 71,6 kg par personne, toutes viandes confondues. En Suisse, la consommation de ces viandes a atteint 51 kg. Les plus grands consommateurs sont Israël pour la volaille (68,7 kg par individu), l’Argentine en ce qui concerne le bœuf (36 kg), le Viet Nam s’agissant du porc (32,7 kg) et le Kazakhstan pour l’agneau (8,7 kg). La Suisse se situe un peu au-dessous de la moyenne des pays de l’OCDE, sauf en ce qui concerne la volaille, où elle se classe à un niveau nettement inférieur.

### Œufs

Il s’est consommé en Suisse 195 œufs par personne en 2021, dont environ 130 œufs de production indigène. Au total, le pays a produit 1,145 milliard d’œufs, plus que jamais auparavant. La production nationale se chiffre à 331,5 millions de francs.

Sources : Proviande: Der Fleischmarkt im Überblick 2021 Aviforum: Geflügelwirtschaft in Zahlen 2021 OECD DataOFS : Gesamtproduktion der Landwirtschaft



**Commerce extérieur**

Produkt	2000/02		2018		2019		2020		2021		2000/02 – 2019/21 %	
	Expor-tations	Impor-tations	Expor-tations	Impor-tations	Expor-tations	Impor-tations	Expor-tations	Impor-tations	Expor-tations	Impor-tations	Expor-tations	Impor-tations
<b>Lait et produits laitiers</b>												
Lait	19	23 475	2 964	24 986	3 194	23 764	2 805	25 501			15624.6	8.0
Yoghourts	3 494	10 498	4 236	9 508	4 741	9 149	4 543	9 700			29.0	6286.7
Crème	918	1 582	1 369	1 426	1 656	1 767	1 636	1 317			69.2	510.3
Beurre	447	191	779	75	329	294	369	6 548			-10.1	-53.5
Poudre de lait	11 688	630	11 571	1 152	12 353	1 034	9 263	2 350			-5.4	40.6
Fromage et séré	52 295	55 432	68 351	62 366	71 290	64 136	72 300	71 699			35.1	112.5
<b>Viande, œufs et poissons<sup>5</sup></b>												
Viande de bœuf	876	22 563	5 252	20 793	5 021	21 616	5 119	24 506			485.5	184.2
Viande de veau	0	661	10	631	2	514	2	580			-	-48.4
Viande de porc	249	9 174	1 441	9 812	1 589	14 954	2 577	16 004			650.6	39.3
Viande de mouton	0	6 739	13	5 791	10	5 231	1	5 876			-	-18.8
Viande de chèvre	0	264	0	191	0	166	0	126			-	-55.1
Viande de cheval	0	3 241	0	2 583	0	2 407	1	2 267			-	-41.2
Volaille <sup>4</sup>	332	46 872	1 597	44 780	2 043	45 179	1 545	42 438			421.1	3.2
Sous-produits d'abattage <sup>3</sup>	-	16 558	19 385	201	16 734	328	15 841	21 151			-	-
Œufs (mto. de pièces d'œufs 2014) <sup>6</sup>	-	597	0	572	0	587	0	597			-	-
Poissons, crustacés et mollusques	83	73 344	250	73 058	490	72 120	227	75 995			286.8	112.1
<b>Céréales</b>												
Blé	74	284 629	265	434 735	446	391 120	508	371 380			447.6	40.2
Seigle	1	7 250	0	1 776	1	2 130	11	1 474			306.8	-75.3
Orge	11	52 079	576	29 801	434	49 185	779	40 982			5397.8	-23.3
Avoine	5 540	50 469	6	53 050	9	55 187	5	48 493			-99.9	3.5
Maïs grain	196	26 496	85	132 119	2 030	139 672	58	139 891			269.6	417.9
<b>Cultures sarclées</b>												
Pommes de terre	3 313	30 709	6 915	19 580	9 825	21 238	8 441	35 013			153.4	-17.7
Sucre	152 572	188 088	129 861	81 666	120 835	86 379	118 813	99 038			-19.4	-52.6
<b>Oléagineux</b>												
Oléagineux	699	105 697	348	40 424	603	42 181	1 012	42 029			-6.4	-60.7
Huiles et graisses végétales	7 327	95 762	3 457	128 231	3 252	133 205	2 310	133 784			-59.0	37.6
<b>Fruits (frais)</b>												
Pommes <sup>1,2</sup>	1 352	6 361	594	26 621	2 377	6 753	892	14 017	692	9 160	-15.8	64.6
Poires <sup>1,2</sup>	125	7 260	50	12 829	374	7 250	134	6 774	16	8 485	14.6	0.6
Abricots <sup>1,2</sup>	31	9 421	76	7 757	36	8 081	19	7 980	41	10 371	40.2	-6.6
Cerises <sup>1,2</sup>	7	3 064	96	2 321	24	2 960	9	2 668	10	3 693	401.0	-13.7
Prunes et pruneaux <sup>1,2</sup>	15	6 422	24	5 085	28	6 134	67	5 741	50	7 115	179.9	14.7
Fraises	23	14 421	25	12 673	13	14 088	21	14 282	11	14 686	-35.3	25.6
Raisins	60	34 018	120	30 014	64	27 776	29	31 266	57	31 041	-17.1	-21.9
Agrumes	107	143 983	314	143 242	428	144 136	247	157 883	260	152 689	192.5	22.1
Bananes	3	88 619	21	96 509	43	96 702	49	102 043	4	102 252	1153.7	36.8
<b>Légumes (frais)</b>												
Carottes (carottes jaunes incl.)	26	10 002	169	1 905	423	2 303	710	3 289			1549.0	-62.9
Oignons (tous)	51	2 777	48	4 741	74	6 244	80	6 304			33.3	-10.4
Céleris-raves	0	255	0	2	0	1	0	39			-	-95.1
Tomates (toutes)	25	39 064	16	37 037	151	36 812	94	41 793			253.4	-9.2
Laitues pommées (feuilles de chêne incl.)	3	3 305	29	3 461	1	3 356	7	3 520			277.3	35.8
Choux-fleurs (tous)	1	8 762	22	8 118	0	8 766	2	8 879			686.7	-5.3
Concombres (à salade / nostrano)	21	16 608	11	19 546	3	21 018	2	21 431			-88.3	21.2
<b>Vin (de table)</b>												
Vin rouge (en hl)	6 585	1 417 802	7 315	1 159 138	7 537	1 156 915	7 318	1 199 550			12.2	-17.3
Vin blanc (en hl)	5 997	214 349	3 527	393 886	4 301	397 588	4 721	392 644			-30.2	84.1

<sup>1</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>2</sup> Variation 2000/03 – 2018/21

<sup>3</sup> Position tarifaire 0206

<sup>4</sup> Poids à la vente dès 2012

<sup>5</sup> Changement de sources à partir de 2014 en raison de la répartition des lignes tarifaires

<sup>6</sup> Changement méthodologique dès 2014 : Millions de pièces œufs au lieu de tonnes

Sources :

Lait et produits laitiers, œufs, céréales, cultures sarclées, oléagineux (1201 – 1207), huiles et graisses végétales (1507 – 1515), vin : DGD

Fruits et légumes : statistique du commerce extérieur suisse de l'administration fédérale des douanes AFD

Sucre : réservesuisse

Volaille : Proviande

ENVIRONNEMENT



## Introduction

La rubrique « Environnement » du rapport agricole traite des thèmes touchant à la fois l'agriculture et l'environnement. Cette année, ce sont les thèmes du phosphore et du sol qui sont à l'honneur. L'utilisation durable de ces ressources est indispensable pour assurer la production agricole à long terme.

La rubrique « Environnement » présente aussi les indicateurs agroenvironnementaux régulièrement actualisés du programme de monitoring de l'OFAG. Dans un bref article, elle livre toutes les données à jour sur les performances agroenvironnementales de la Suisse



## Indicateurs agroenvironnementaux (IAE)

**L'agriculture suisse a accompli de nets progrès durant les années 1990. Au cours de cette période, elle a réussi à maintenir son niveau de production tout en baissant ses émissions de manière significative. Ces 10 dernières années, une partie des indicateurs environnementaux montrent des tendances à la baisse. Il faut toutefois les relativiser car le niveau de production a également baissé. Les objectifs environnementaux définis pour l'agriculture ne sont pas atteints.**

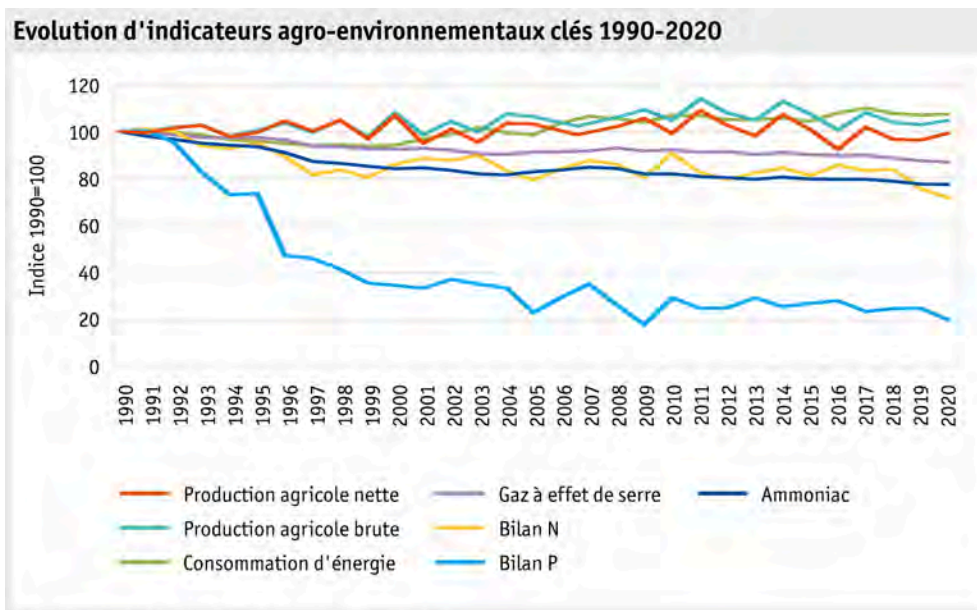
Le monitoring agroenvironnemental (MAE) de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) donne les bases des informations nécessaires pour observer et mesurer l'impact des pratiques agricoles sur l'environnement et la manière dont cet environnement évolue en milieu rural. La base légale du monitoring est l'ordonnance sur l'évaluation de la durabilité de l'agriculture. Le MAE doit se fonder sur des indicateurs agroenvironnementaux (IAE) comparables au niveau international (Eurostat et OCDE). Il doit permettre d'évaluer les effets quantitatifs et qualitatifs de la politique agricole au niveau national (statistiques et inventaires nationaux), au niveau régional et selon le type d'exploitation (Dépouillement Centralisé des Indicateurs Agro-Environnementaux, DC-IAE).

### Tendances de 1990 à 2020

Il est possible de se faire une idée globale des performances agroenvironnementales réalisées durant les trente dernières années en considérant les principaux IAE nationaux consommation d'énergie, bilans d'azote et de phosphore, les émissions d'ammoniac (NH<sub>3</sub>) et de gaz à effet de serre (GES), tout en tenant compte de l'évolution de la production. Pendant la période de 1990 à 2000, l'ensemble des IAE ont enregistré des baisses alors que le niveau de la production a été maintenu. Entre 2000 et 2010, le bilan de phosphore a continué de baisser et la consommation d'énergie a augmenté. Les autres IAE sont restés stables. Au cours de la période de 2010 à 2020, les émissions de GES et de NH<sub>3</sub> ainsi que les bilans d'azote et de phosphore diminuent à nouveau. Cependant, la production agricole a également diminué au cours de cette même période. Pour les émissions de GES et de NH<sub>3</sub>, les objectifs environnementaux définis pour l'agriculture ne sont pas atteints (OFEV et OFAG 2008 et 2016).

### Évolution des IAE principaux durant la période de 1990 à 2020

ENVIRONNEMENT > MONITORING AGRO-ENVIRONNEMENTAL



Sources: 1: USP (Agristat), 2: Agroscope et 3: HAFL

### Résultats au niveau régional et par type d'exploitation

Pour le monitoring régional et spécifique aux exploitations, les IAE sont calculés avec les données d'un réseau d'environ 320 exploitations (DC-IAE). L'échantillon qui n'est pas représentatif, il permet toutefois de se faire une idée des différences entre les régions ou les orientations de production. La nouveauté est que les séries temporelles des IAE sont publiées sur une page interactive. Celle-ci permet en quelques clics de visualiser les séries temporelles des IAE selon le type d'exploitation et la région. Depuis 2021, un outil analogue, sécurisé (accessible via le portail Agate) permet aux exploitants de visualiser de manière interactive les résultats de leurs propres exploitations.

Pour visualiser les résultats du DC-IAE de manière interactive, cliquez [ICI](#)

### Les séries de données sur les IAE

Toutes les données du MAE sont regroupées dans les tableaux et les liens suivants :

- Niveau international : Indicateurs Agro-Environnementaux de l'OCDE et les Indicateurs Agro-Environnementaux d'Eurostat

**Bibliographie** OFEV et OFAG 2008, Objectifs environnementaux pour l'agriculture. OFEV et OFAG 2016, Objectifs environnementaux pour l'agriculture - Rapport d'état 2016. L'azote dans l'agriculture, Rapport agricole 2020 Émissions d'ammoniac, Rapport agricole 2020 Émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture, Rapport agricole 2019 Consommation énergétique de l'agriculture, Rapport agricole 2019 Bilan de phosphore de l'agriculture, Rapport agricole 2022



## Érosion du sol et outils actuels

**Par érosion du sol, on entend la perte de matériau par l'action de l'eau et du vent. De nouveaux outils permettent d'évaluer plus précisément le risque d'érosion pour les parcelles agricoles et de simuler l'influence de la rotation des cultures et de la gestion sur le risque d'érosion.**

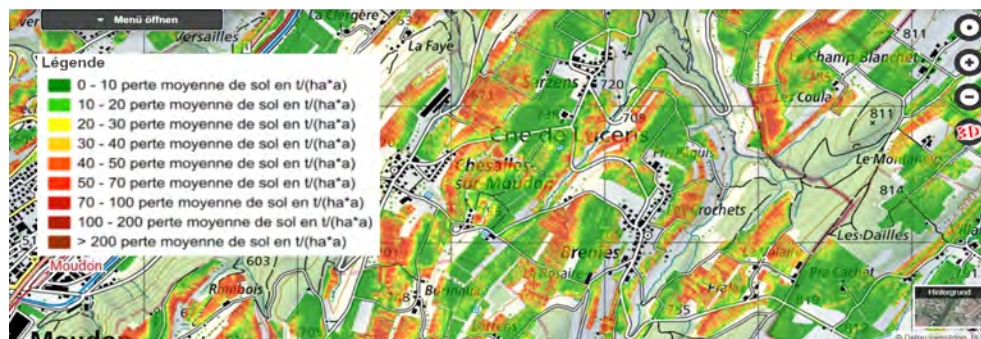
Lorsque la couverture végétale est sans lacune, la surface du sol est largement protégée contre l'érosion. L'exploitation agricole élimine ou éclaircit temporairement la couverture végétale. En Suisse, les dégâts sont presque exclusivement provoqués par l'érosion hydrique. La cause principale est une exploitation non adaptée aux conditions locales. Celle-ci est due à une couverture végétale et un enracinement insuffisants à des périodes critiques, à un travail intensif du sol ou un pâturage excessif sur les terrains en pente. L'érosion du sol est le plus souvent observée dans les thalwegs et les terrains présentant une déclivité modérée, sur les grandes parcelles avec des cultures sensibles à l'érosion et un travail du sol trop fin. Les terres assolées ouvertes, les surfaces consacrées à la culture maraîchère intensive et à la viticulture sont particulièrement menacées.

### Nouveaux outils pour lutter contre l'érosion

Différents outils permettent d'évaluer le risque d'érosion sur un site et d'adapter la gestion aux conditions locales. La carte du risque d'érosion, dont la résolution est de 2 x 2 m, montre le risque potentiel d'érosion compte tenu de la longueur et de la déclivité de la pente, de la nature du sol et de l'effet érosif des précipitations moyennes à long terme. Mais le risque d'érosion effectif d'un site est également influencé par la gestion et la couverture du sol.

La carte des risques d'érosion pour les terres arables en Suisse (CRE2) a été actualisée (Bircher et al. 2019) en la recoupant avec une nouvelle couche fournie par les cantons ayant des parcelles cultivées en grandes cultures (y compris les prairies temporaires) (illustration 1). Une version actuelle (état 2021, canton du Tessin 2020) a été mise en ligne sur le géoportail en mai 2022. L'érosion potentielle moyenne des 378 322 hectares de terres arables recensés dans cette couche est de 14,2 t/ha/an.

*Illustration 1 : Carte des risques d'érosion pour les terres arables. La carte montre le risque potentiel d'érosion en fonction des caractéristiques du site (précipitations, sol, relief) <https://s.geo.admin.ch/98f30905b1>*



La CRE2 représente le risque d'érosion potentiel sans tenir compte de la couverture du sol. Pour déterminer le risque d'érosion actuel, il faut en outre connaître les facteurs relatifs à la couverture et au travail du sol (facteur C) ainsi qu'au procédé de travail du sol (facteur P). Le facteur C sert à déterminer l'interaction entre la couverture du sol par la culture mise

ENVIRONNEMENT > SOL

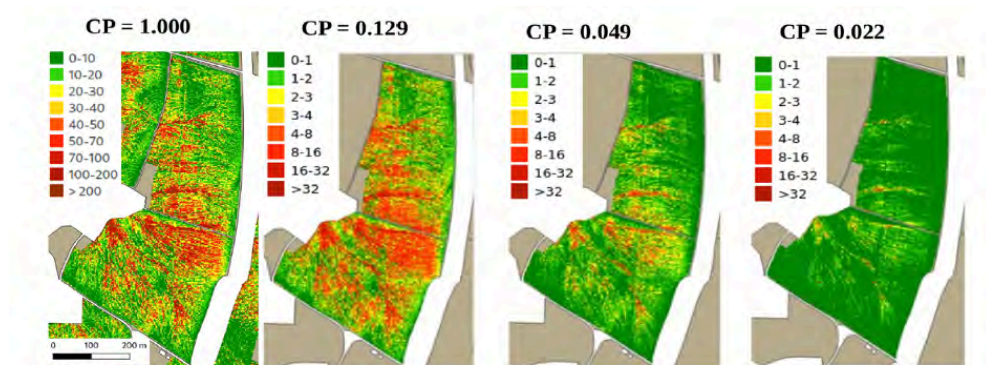


en place, tout au long de la phase de croissance (du semis à la récolte), et l'érosivité des précipitations au moment correspondant. Diverses utilisations intermédiaires (jachères ou cultures intermédiaires), les effets de la rotation des cultures (effets de report) et les différents procédés de travail du sol (labour, semis sous litière, semis direct, etc.) sont également pris en compte. Le facteur P sert à déterminer si la parcelle est cultivée en long ou en travers par rapport à la direction de la pente ou s'il existe des situations de pente complexes.

Ces paramètres peuvent désormais être déterminés dans un « calculateur du fac-teur CP » et permettent d'estimer différentes mesures pour réduire le risque d'érosion. Le facteur CP calculé peut être relié à la carte des risques d'érosion de la Suisse (CRE2) via l'outil de calcul du risque d'érosion actuel dans le SIG (Bircher et al., 2021) (illustration 2). Les deux outils peuvent être téléchargés sous le lien sui-vant :

[www.boden-erosion.ch](http://www.boden-erosion.ch)

*Illustration 2 : Risque potentiel d'érosion en tonnes de sol érodé/ha/an (CP = 1,0) et exemples de risque d'érosion actuel calculé avec différents facteurs CP (rotation des cultures avec labour CP = 0,129, semis sous litière CP = 0,049, semis direct et prairie temporaire supplémentaire CP = 0,022) (Bircher et al., 2021).*



**Succès de la surveillance de l'érosion dans la région de Frienisberg depuis 24 ans**

Depuis 1997, dans la région de Frienisberg (BE), les dégâts dus à l'érosion sont cartographiés sur environ 200 parcelles de grandes cultures et l'apport de phos-phore dans les eaux est enregistré (voir à ce propos également l'article « Apports de phosphore dans les eaux » dans la rubrique « Phosphore »). Au total, 130 rele-vés cartographiques couvrant l'ensemble du territoire ont été réalisées jusqu'à pré-sent et environ 2500 dégâts dus à l'érosion ont été enregistrés et documentés dans une base de données. Au cours des douze premières années, l'érosion du sol a été nettement plus importante qu'au cours de la deuxième période d'étude de douze ans. C'est pendant l'année culturale 2020/21 qu'a été observée la plus forte éro-sion du sol des douze dernières années ; celle-ci a été causée par des orages accom-pagnés de précipitation très intenses et de grêle. Grâce à la participation à des programmes d'encouragement cantonaux et nationaux, la part des procédés de travail conservateurs du sol a nettement augmenté, tandis que les pertes de sol ont nettement diminué (illustration 3).

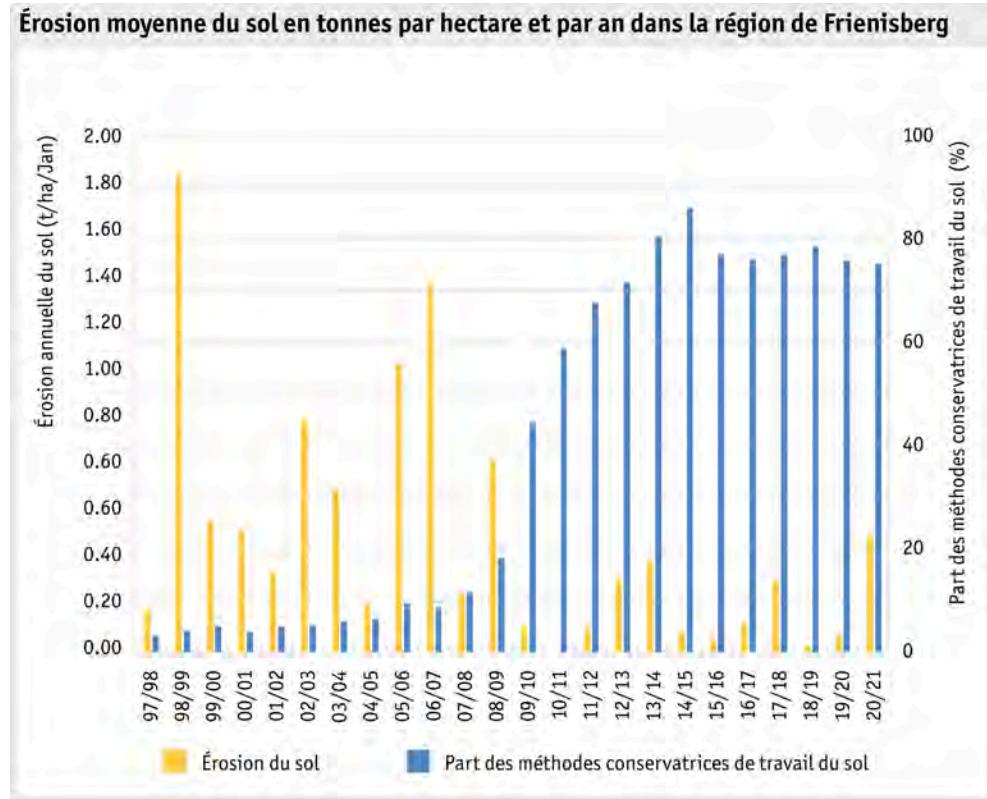
*Illustration 3 : Érosion moyenne du sol en tonnes par hectare et par an, rapportée à toutes les parcelles de la zone d'étude et aux années hydrologiques, ainsi que pourcentage de toutes les parcelles sur lesquelles*



ENVIRONNEMENT > SOL



des techniques conservatoires de travail du sol ont été appliquées (Prasuhn, 2022).



Bircher, P., Liniger, H. P., & Prasuhn, V. (2019). Aktualisierung und Optimierung der Erosionsrisikokarte (ERK2) (Mise à jour et optimisation de la carte des risques d'érosion [CRE2]). Die neue ERK2 (2019) für das Ackerland der Schweiz. Schlussbericht 2019 (La nouvelle CER2 [2019] pour les terres arables en Suisse. Rapport final 2019). Agroscope et CDE Berne.



## Le risque du compactage progressif du sol

**Les tracteurs et les machines servant à la récolte tendent à être de plus en plus lourds. De nouveaux moyens auxiliaires aident à adapter l'utilisation de ces machines à la capacité de charge des sols.**

### Augmentation du compactage des sols

Le compactage permanent du sous-sol se manifeste souvent par des eaux stagnantes en surface, un phénomène de plus en plus fréquent. C'est pourquoi le problème du compactage des sols a fait l'objet d'une attention accrue ces dernières années. Le Programme national de recherche sur les sols (PNR68) a identifié le compactage comme la principale menace pour les sols agricoles en Suisse (Charles et al., 2018).

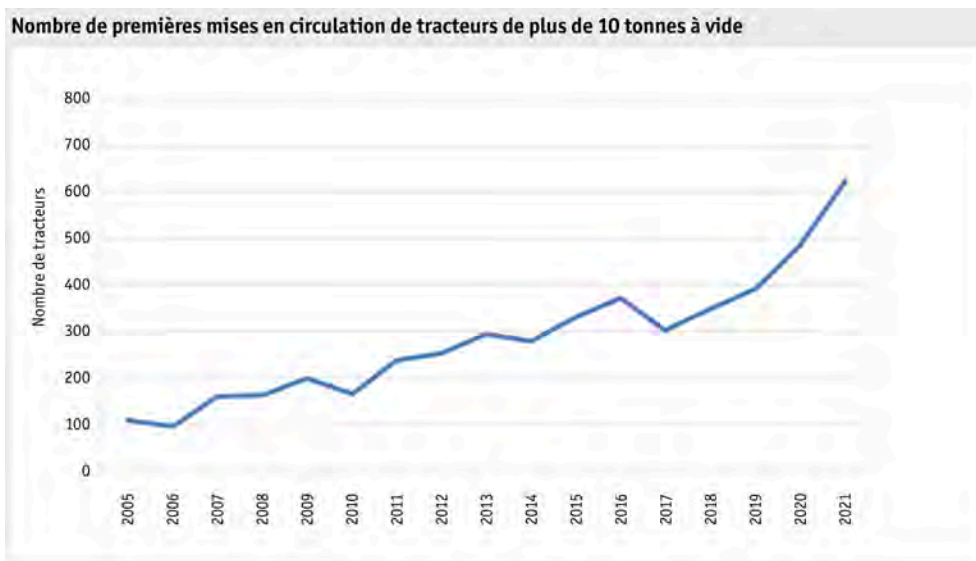
La cause principale du compactage de la couche supérieure du sol est généralement la trop faible surface d'appui des roues, tandis que le compactage du sous-sol est dû au poids excessif des machines. Même si aucun signe de compactage n'est visible en surface, un compactage du sous-sol peut tout de même se produire. Les plantes poussant dans des sols compactés absorbent moins bien les nutriments et produisent moins de masse racinaire. En raison de leur activité réduite, les organismes du sol transforment ainsi moins d'éléments nutritifs en une forme assimilable par les plantes. Le compactage du sous-sol a un effet négatif sur la fertilité du sol d'un site pendant des années et il faut s'attendre à des pertes de rendement de 5 à 10 % (Agridea 2014).

### Des tracteurs toujours plus lourds

Au cours des dernières décennies, une tendance croissante à l'utilisation de tracteurs plus lourds s'est imposée en Suisse. En 1990, seuls 23 tracteurs de plus de 10 tonnes étaient immatriculés en Suisse, contre près de 5000 aujourd'hui (voir illustration 1).

*Illustration 1 : Nombre de premières mises en circulation de tracteurs de plus de 10 tonnes à vide de 2005 à 2021. (Source : Office fédéral de la statistique)*

## ENVIRONNEMENT &gt; SOL



Source : Office fédéral de la statistique

### Nouveaux moyens auxiliaires pour éviter les compactages nuisibles

Le meilleur moyen pour les agriculteurs de se protéger contre les dommages causés par le compactage de leurs sols est d'utiliser des tracteurs et des machines de faible poids. En cas d'utilisation d'équipements lourds, il convient de vérifier au préalable la praticabilité du champ. Cela réduit le risque de compactage (ce qui est aussi une mesure de protection contre l'érosion) et a un effet positif sur la préservation de la fertilité du sol et donc sur la garantie des rendements.

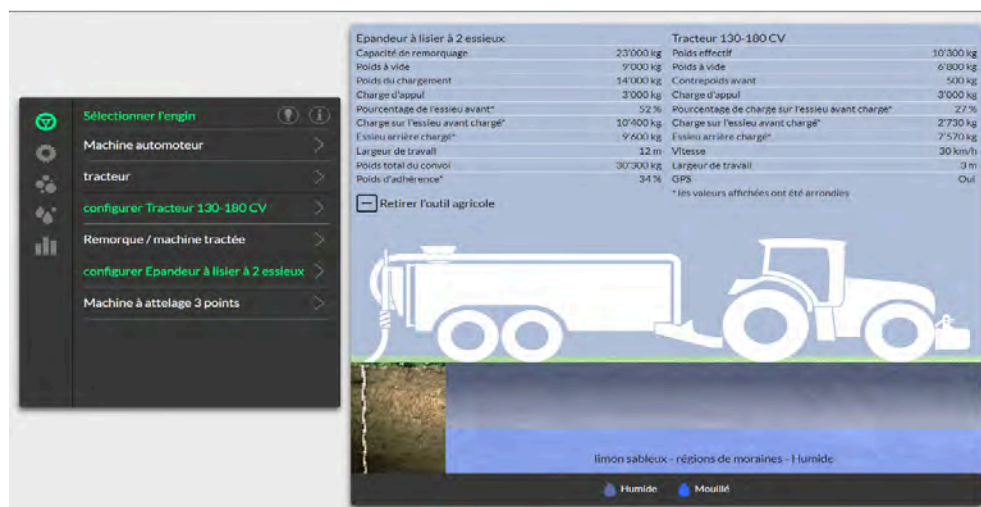
### Mise à jour Terranimo

Terranimo© ([www.terranimoch](http://www.terranimoch)) est un modèle de simulation librement disponible et doté d'une interface utilisateur simple qui permet de déterminer le risque de compactage du sol lors de l'utilisation de véhicules agricoles. Cet outil a été large-ment remanié sur le plan graphique et complété par d'autres fonctions :

- L'outil fonctionne désormais aussi sur les smartphones et les tablettes, et une intégration dans le logiciel des terminaux des tracteurs a été rendue possible. Le lien suivant mène à une documentation sur le sujet : [Swagger UI \(\[terranimoworld\]\(http://terranimoworld\)\)](http://SwaggerUI(terranimoworld)
- La convivialité a été améliorée par la mise en œuvre d'un concept de séparation claire entre la navigation, la fonctionnalité et la présentation (illustration 2). En outre, une série de nouveaux tracteurs et de combinaisons de machines a été ajoutée, et des véhicules à chenilles ont été ajoutés à la sélection.

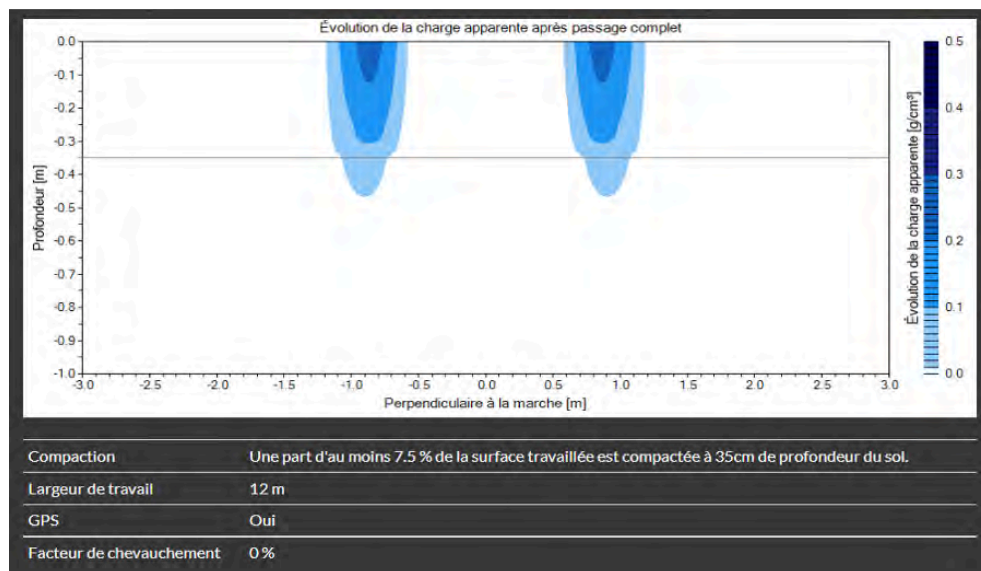
*Illustration 2 : Interface utilisateur de Terranimo. Sur le PC (à gauche), la zone de navigation et l'image principale peuvent être affichées simultanément, pour la tablette et le smartphone (à droite), la navigation peut être ouverte ou fermée.*

ENVIRONNEMENT > SOL



- Les possibilités de simulation ont été étendues et il est désormais possible de simuler la modification de la densité après le passage d'un véhicule.
- L'outil peut désormais aussi simuler l'effet de passages multiples sur la structure du sol (illustration 3).

Illustration 3 : Simulation de compactage au moyen de Terranimo. Terranimo représente l'effet global d'un passage sur la densité du sol, y compris l'indication du pourcentage de surface des compactages attendus à 35 cm de profondeur.



Carte des risques de densification

Sur mandat de l'OFAG, Agroscope et le Centre de compétence sur les sols élaborent des cartes qui représentent le risque potentiel de compactage des sols en se basant sur l'utilisation agricole actuelle et sur les caractéristiques du site.

## ENVIRONNEMENT &gt; SOL



Ces cartes permettront aux services d'exécution et de vulgarisation d'identifier les zones à risque d'une manière plus différenciée dans l'espace géographique et de mettre en place une planification concrète des mesures. Les cartes donneront une vue d'ensemble des sites critiques ou des régions présentant un risque accru de compactage, c'est-à-dire qu'elles indiqueront les zones dans lesquelles le risque est élevé que l'objectif environnemental en matière de compactage du sol ne soit pas atteint.

Cette carte peut aider les exploitants agricoles à réduire le risque potentiel de compactage sur certaines parcelles en adaptant la planification de l'ordre des cultures d'une rotation en fonction des caractéristiques du site.

*AGRIDEA : Prévenir le compactage des sols - conseils pratiques !, 2014 Charles R., Wendling M., Burgos S. (2018) : Sol et production alimentaire. Synthèse thématique ST1 du programme national de recherche « Utilisation durable de la ressource sol » (nfp 68), Berne.*

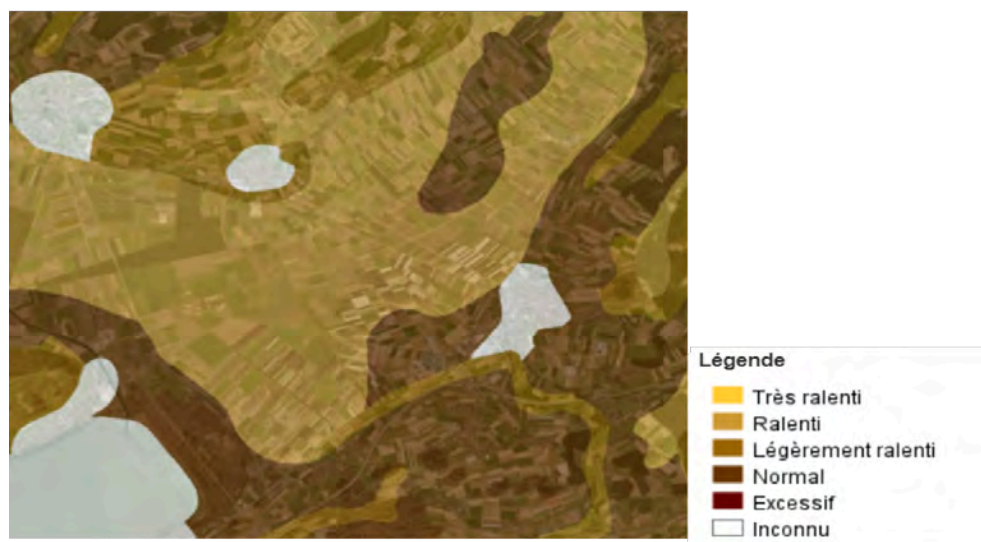


## Conception de la cartographie nationale des sols

**Des informations sur les sols ne sont disponibles avec une bonne résolution que pour 13 % des surfaces agricoles. En mai 2020, le Conseil fédéral a donc chargé le DETEC (OFEV, ARE) d'élaborer, en collaboration avec le DEFR (OFAG), un concept pour une cartographie nationale des sols ainsi qu'une proposition de financement à cet effet.**

Le sol est une ressource limitée, non renouvelable. Il faut une centaine d'années pour former 1 cm de sol fonctionnel. La disponibilité d'informations fiables sur le sol est une condition préalable à une gestion durable de la ressource qu'est le sol. Actuellement, des cartes de bonne qualité ne sont disponibles que pour environ 13 % des sols agricoles de Suisse (Rehbein et al., 2019). Nombre d'informations sur les sols sont obsolètes et peu pertinentes. C'est ce que montre par exemple l'extrait de la carte de la perméabilité à l'ouest de Morat, qui repose sur des données datant de 1980 (illustration 1).

*Illustration 1: Carte actuelle de la perméabilité à l'ouest du lac de Morat. La base de données est la carte des aptitudes des sols de la Suisse, mars 1980 (map.geo.admin.ch).*



## Utilité d'une cartographie nationale des sols

- Agriculture : des cartes pédologiques détaillées aident l'agriculture à s'adapter aux conditions locales et donc à produire de manière plus durable et à éviter les pertes de production. Les cartes pédologiques permettent également aux pouvoirs publics de réaliser des économies, car par exemple lors de la rénovation de systèmes de drainage, il est possible de tenir compte du régime hydrique connu grâce aux cartes pédologiques (illustration 2).

*Illustration 2 : Carte du régime hydrique pour réduire les coûts de renouvellement des drainages dans le canton de Soleure, qui permet de planifier la pose des conduites de drainage en fonction des conditions locales.*



## ENVIRONNEMENT &gt; SOL



- Aménagement du territoire : une carte des fonctions du sol permet de mieux planifier les constructions ou les zones à bâtir dans les régions où la fertilité du sol est moindre. Cela permet de réduire les effets négatifs de l'imperméabilisation des sols et de préserver à long terme des fonctions importantes du sol.
- Protection de la nature : pour préserver la biodiversité, il est indispensable de compléter et de relier de manière ciblée les zones existantes avec de nouvelles zones pour préserver les associations d'espèces. Les données pédologiques peuvent grandement y contribuer.
- Climat : les données pédologiques peuvent également jouer un rôle important dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre. La teneur en carbone variant d'une région à l'autre, il est possible d'identifier les sites présentant des stocks de carbone très élevés et sensibles. Une utilisation adaptée permettrait d'améliorer nettement le bilan CO<sub>2</sub>.
- D'autre part, il est possible de déterminer quelles cultures conviennent le mieux à un site particulier dans des conditions climatiques futures.
- Protection des eaux et approvisionnement en eau potable : le sol est un filtre très efficace. En Suisse, l'eau des nappes phréatiques et des sources doit pouvoir être injectée dans le réseau d'eau potable sans traitement additionnel, ce qui nécessite des cartes pédologiques quant à la capacité de filtration.
- Forêt : le sol forestier a des fonctions très importantes, pertinentes pour la prévention des crues, l'adaptation au changement climatique, le stockage des gaz à effet de serre et la protection contre l'érosion. Les sols forestiers sont en partie exposés à d'autres menaces que les sols agricoles.





## Rapport coût-utilité d'une cartographie des sols

Au total, la cartographie nationale des sols selon cette approche devrait coûter environ 450 à 500 millions de francs. La durée des travaux de cartographie est actuellement estimée à environ 20 ans. Les coûts annuels s'élèvent ainsi à environ 24 millions de francs, qui doivent être supportés conjointement par la Confédération et les cantons.

Une estimation quantitative concrète de l'utilité d'une cartographie nationale des sols a été réalisée dans le cadre du PNR 68 « Utilisation durable de la ressource sol » (Keller et al., 2018). Selon la méthode d'évaluation, il en résultait une valeur ajoutée calculée à partir des informations sur les sols de 55 à 132 millions de francs par an. Cette valeur ajoutée résulte d'économies de coûts au niveau de la planification et de la construction, comme dans le cas du système de drainage susmentionné ou de captages d'eau potable.

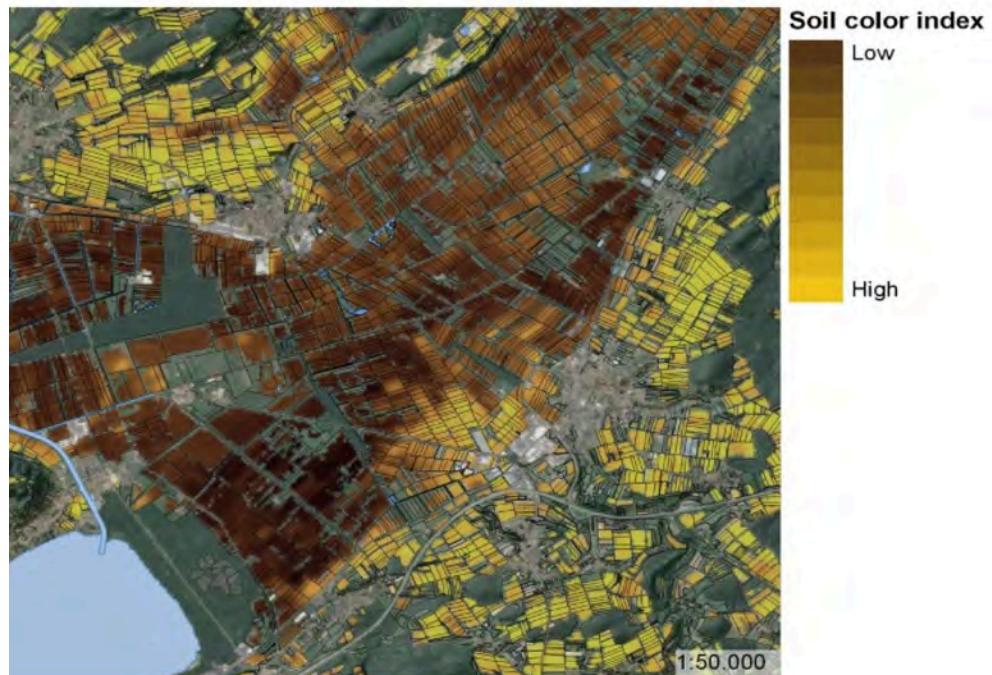
## Cartographie à la pointe de la technologie

Le Centre de compétence sur les sols (CCSols) a développé, en collaboration avec des experts, une approche cartographique pour une cartographie moderne des sols de Suisse couvrant l'ensemble du territoire national. La résolution spatiale doit correspondre en moyenne à l'échelle 1:5000 des cartographies des sols réalisées jusqu'à présent sur le Plateau, une résolution moins précise étant suffisante pour les sols forestiers et les sols plus difficiles d'accès (p. ex. les sols alpins).

L'approche prévue se concentre sur une cartographie des sols standardisée à grande échelle à l'aide d'une procédure holistique. Pour ce faire, des éléments éprouvés de la cartographie de terrain actuelle sont complétés par des méthodes géophysiques de détection rapprochée, de nouvelles méthodes d'analyse en laboratoire et sur le terrain, des analyses de séries chronologiques de données de télédétection (illustration 3) et l'utilisation de méthodes de science des données issues du domaine de l'apprentissage automatique.

*Illustration 3 : Indice de couleur du sol à l'ouest du lac de Morat basé sur la réflexion spectrale du sol des surfaces sans végétation. Les séries chronologiques spectrales des archives Landsat ([www.ccsols.ch](http://www.ccsols.ch)) constituent la base de données.*

ENVIRONNEMENT > SOL



Keller A., Franzen J., Knüsel P., Papritz A., Zürcher M. (2018) : Plateforme d'information des sols Suisse (PIS-CH). Synthèse thématique ST4 du Programme national de recherche « Utilisation durable de la ressource sol » (pnr 68), Berne. Rehbein K., Sprecher Ch., Keller A. (2019) : Übersicht Stand Bodenkartierung in der Schweiz – Ergänzung des Bodenkartierungskataloges Schweiz um Bodeninformationen aus Meliorationsprojekten, Agroscope, Centre de services NABODAT, Zurich.



## Bilans phosphore dans le secteur agricole

**Un apport suffisant de phosphore (P) dans les sols sous une forme assimilable par les végétaux est une condition essentielle pour obtenir de bons rendements et une qualité irréprochable. Aujourd'hui, la plupart des sols suisses sont bien, voire trop bien, approvisionnés en P. Les sources du phosphore importé au profit de l'agriculture suisse sont principalement les aliments pour animaux, suivis des engrais minéraux.**

### Bilan phosphore au niveau national

Au niveau national, l'évolution du bilan phosphore de l'agriculture au fil des années est analysée à l'aide de la méthode OSPAR du bilan apparent à l'exploitation, appelé aussi bilan à la porte de la ferme (Convention pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est adoptée par les commissions d'Oslo et de Paris). Dans le cadre de cette méthode, l'agriculture suisse toute entière est considérée comme une seule exploitation. Les entrées comprennent les fourrages et engrais minéraux importés, les engrais de recyclage (p. ex. le compost), les semences importées et les retombées atmosphériques. Les sorties englobent les denrées alimentaires végétales et animales et d'autres produits, tels que la farine d'os. L'efficacité du phosphore correspond au rapport entre les sorties et les entrées.

Le graphique 1 offre une présentation interactive du bilan national et de tous ses facteurs de 1990 jusqu'en 2020. Il permet de formuler les constats suivants :

- Sur les dix dernières années, l'efficacité du phosphore est restée à un niveau constant, tournant autour de 63 %.
- Les aliments pour animaux et les engrais minéraux importés représentent la majeure partie des apports de P.
- La quantité des engrais minéraux phosphorés importés s'est littéralement effondrée sur la période allant de 1990 à 2000, puis a continué à décroître lors de la décennie suivante, avant de se stabiliser, depuis 2010, au niveau presque constant de quelque 4100 t P par an en moyenne.
- Contrairement au P contenu dans les engrais minéraux, la quantité de phosphore provenant des aliments pour animaux n'a cessé de progresser depuis les années 1990 pour dépasser pour la première fois en l'an 2000 celle importée sous la forme d'engrais minéraux. Actuellement, environ 9400 t P sont importées chaque année comme aliments pour animaux.
- Les plus grandes sorties de phosphore concernent les produits animaux. Elles ont augmenté d'environ 40 % entre 1990 et l'an 2000, puis de 10 % la décennie suivante. Depuis, les sorties de P sont restées à un niveau pratiquement constant.
- Les sorties de phosphore sous forme de produits végétaux se classent bien en deçà de celles représentées par les produits animaux, mais elles sont en progression permanente depuis la période 1990 à 2000, où elles étaient restées relativement constantes.

### Bilan Phosphore au niveau des exploitations

Le bilan phosphore pour les quelque 300 exploitations du « Dépouillement centralisé des indicateurs agro-environnementaux » (DC-IAE) est déterminé selon la méthode de l'OCDE, qui

## ENVIRONNEMENT &gt; PHOSPHORE



privilégie un bilan à la surface du sol. Il n'est pas possible de calculer le bilan apparent à l'exploitation à l'aide des données d'exploitation disponibles. Dans le bilan selon la méthode de l'OCDE, les entrées comprennent la quantité totale de phosphore qui parvient au sol lors de la production végétale (engrais de ferme, engrais minéraux, engrais de recyclage et retombées atmosphériques). Les sorties incluent tous les produits issus des grandes cultures et de la culture fourragère qui quittent le champ lors de la récolte. Sur le site Internet Séries de données (agroscope.info), il est possible de visualiser les bilans P des exploitations IAE sur la période 2009 à 2020 en fonction des régions (plaine, collines, montagne) et des types d'exploitation (cultures spéciales, grandes cultures, élevage, secteurs combinés). Cette série de données et les illustrations 1 et 2 permettent de formuler les constats suivants :

- En moyenne sur toute la période, les bilans P, toutes régions confondues, sont pratiquement équilibrés. En 2019, toutefois, le bilan P moyen présente un solde négatif de -1,17 kg P/ha SAU.
- Les écarts entre les régions ne sont pas très importants et ont peu varié sur les trois périodes considérées (illustration 1).
- Si les bilans phosphore sont filtrés en fonction de la densité d'animaux, il s'avère que les exploitations avec une densité d'animaux inférieure à 0,5 UGB/ha présentent en général un bilan négatif, alors que celles dont la densité d'animaux est supérieure à 1,5 UGB/ha affichent en moyenne un excédent de phosphore (illustration 2). Cette situation n'a pas évolué au cours des dix dernières années.

*Illustration 1 : bilans phosphore des exploitations concernées par le monitoring agro-environnemental (MAE) de 2009 à 2020, ventilés par région de montagne, de colline ou de plaine.*

ENVIRONNEMENT > PHOSPHORE

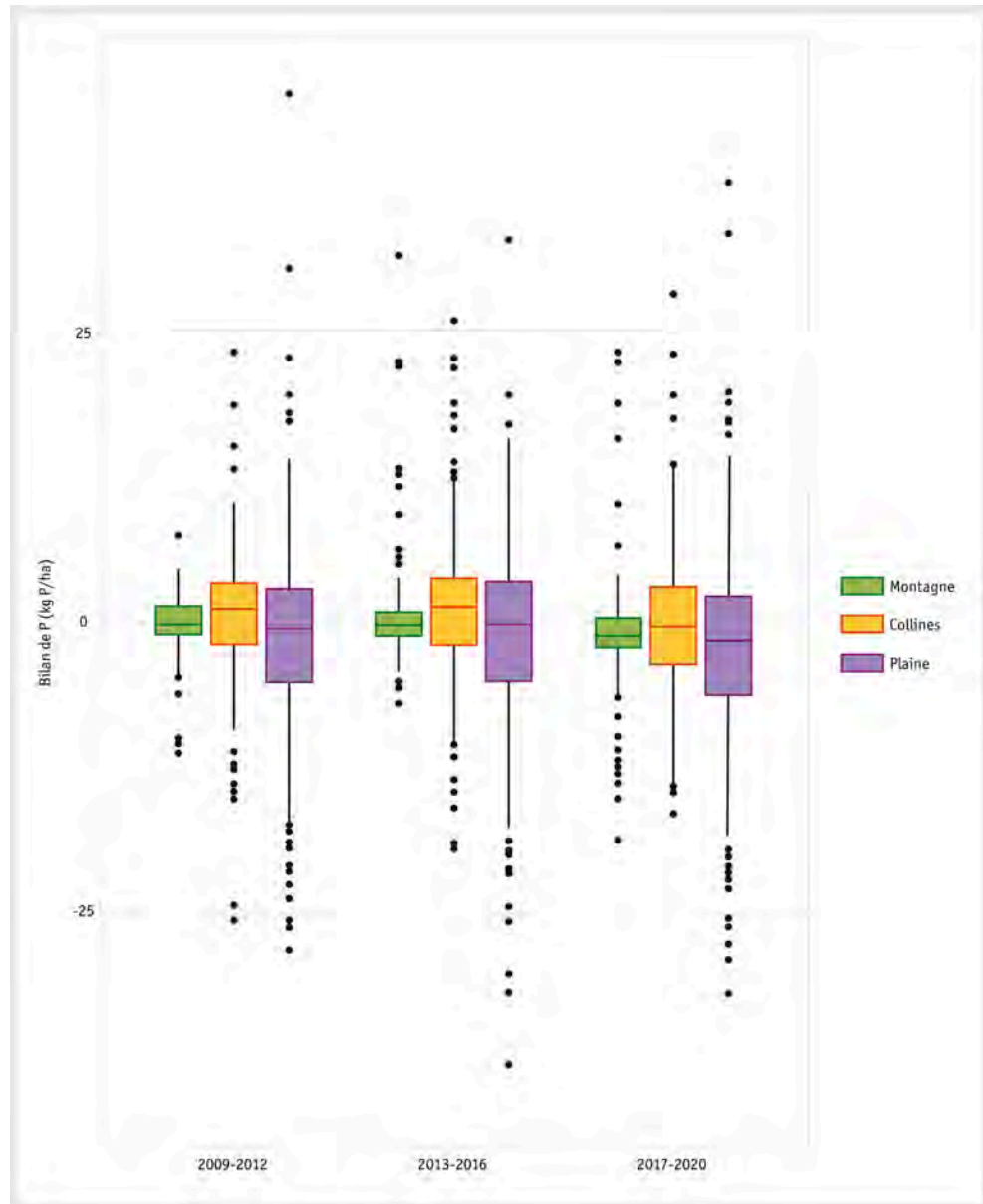
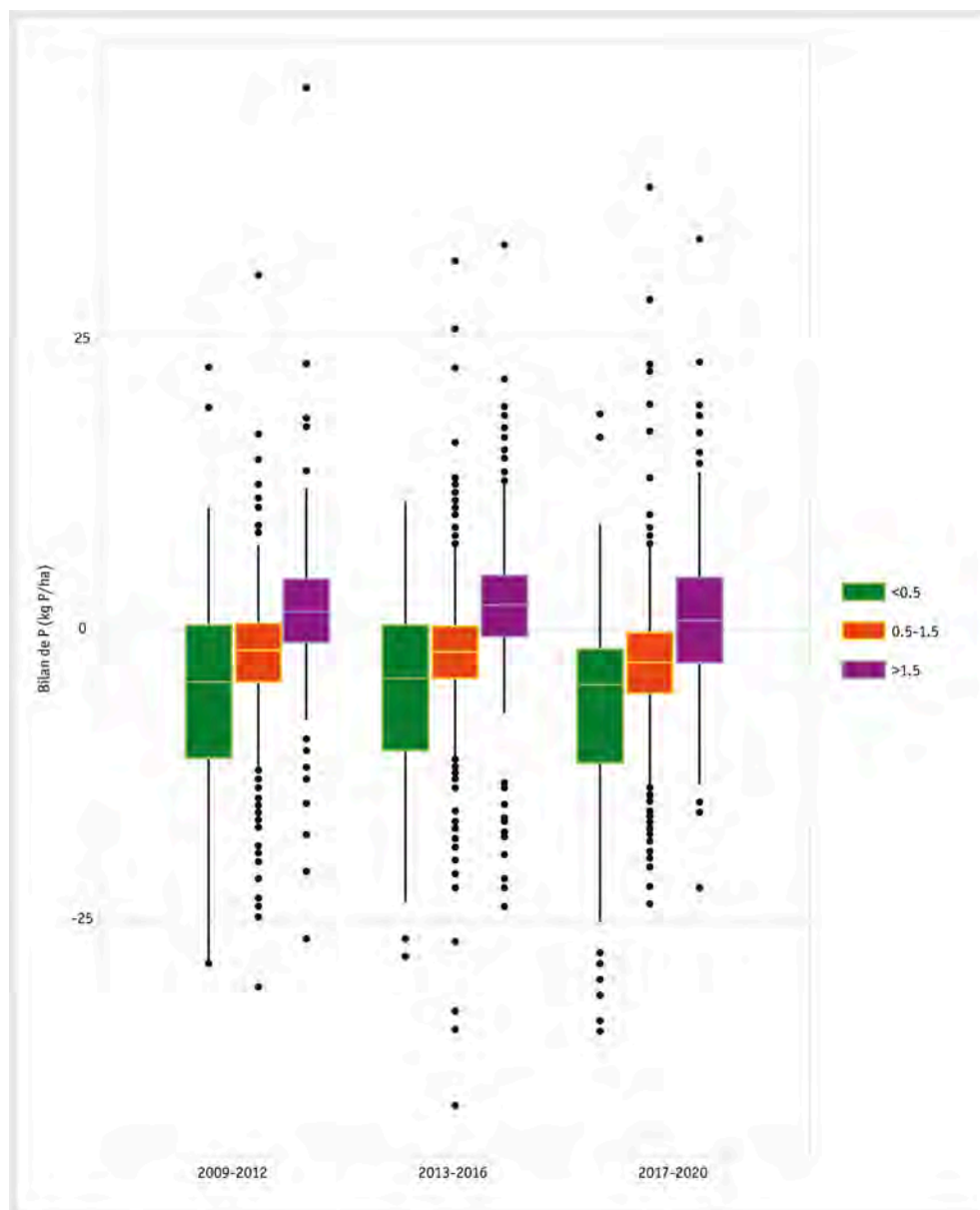


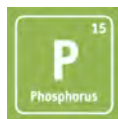
Illustration 2 : bilans phosphore des exploitations concernées par le monitoring agro-environnemental (MAE) de 2009 à 2020, ventilés par densité d'animaux.

ENVIRONNEMENT > PHOSPHORE



À noter que le nombre des exploitations intégrées au MAE n'a pas toujours été constant.

## ENVIRONNEMENT &gt; PHOSPHORE



## Le phosphore dans les sols

**Au cours de la décennie 2010-2020, 310 770 échantillons de sol ont été prélevés pour satisfaire aux obligations prévues par les prestations écologiques requises, et leur teneur en phosphore, analysée. Les communes dont les surfaces de grandes cultures et de cultures fourragères présentent très souvent un excès de phosphore sont principalement situées sur le Plateau suisse, alors que les surfaces sous-provisionnées se trouvent dans les Alpes, mais aussi dans le Jura.**

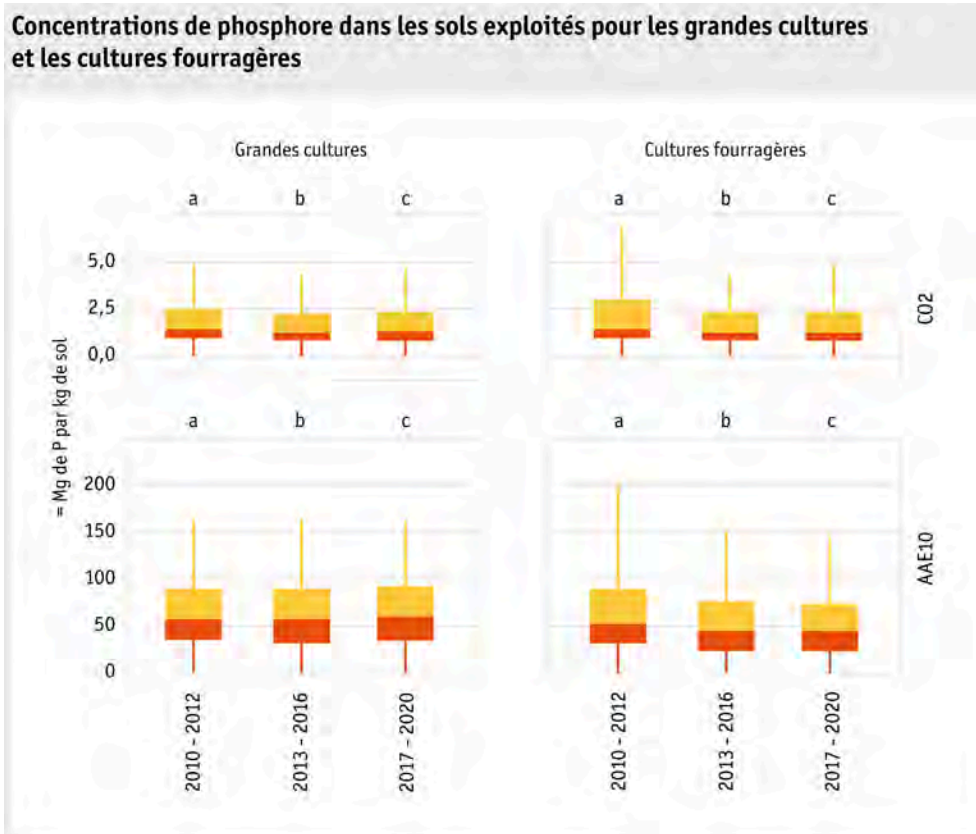
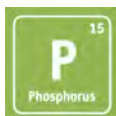
### Évolution des concentrations de phosphore dans les sols

Différentes méthodes permettent d'analyser le phosphore (P) directement assimilable par les plantes : on utilise la méthode C02 pour les grandes cultures et les cultures fourragères et la méthode H2010 dans les cultures spéciales. Les réserves de P sont analysées selon la méthode AAE10, quelle que soit la culture (Hirte et al., 2022). Sur la période 2017 à 2020, les concentrations de P dans les sols exploités pour les grandes cultures s'élevaient en moyenne à 1,8 mg kg<sup>-1</sup> de P directement assimilable et à 66 mg kg<sup>-1</sup> de réserves de P (illustration 1). Elles étaient donc bien supérieures aux seuils de concentrations de phosphore nécessaires pour obtenir des rendements suffisants (0,09 à 0,58 mg kg<sup>-1</sup> de P directement assimilable et 0 à 36 mg kg<sup>-1</sup> de réserves de P) (Hirte et al., 2021). Dans les grandes cultures, il n'y a pas de tendance claire qui se dégage des concentrations de P relevées au cours de la dernière décennie alors que pour les cultures fourragères, tant le P directement assimilable que les réserves de P ont diminué entre les deux périodes 2010-2012 et 2013-2016, avant de stagner (illustration 1).

**Illustration 1 : concentrations de phosphore dans les sols exploités pour les grandes cultures ou les cultures fourragères, déterminées par les deux méthodes C02 et AAE10 conformément à l'obligation de procéder à des analyses du sol prévue par les prestations écologiques requises.**



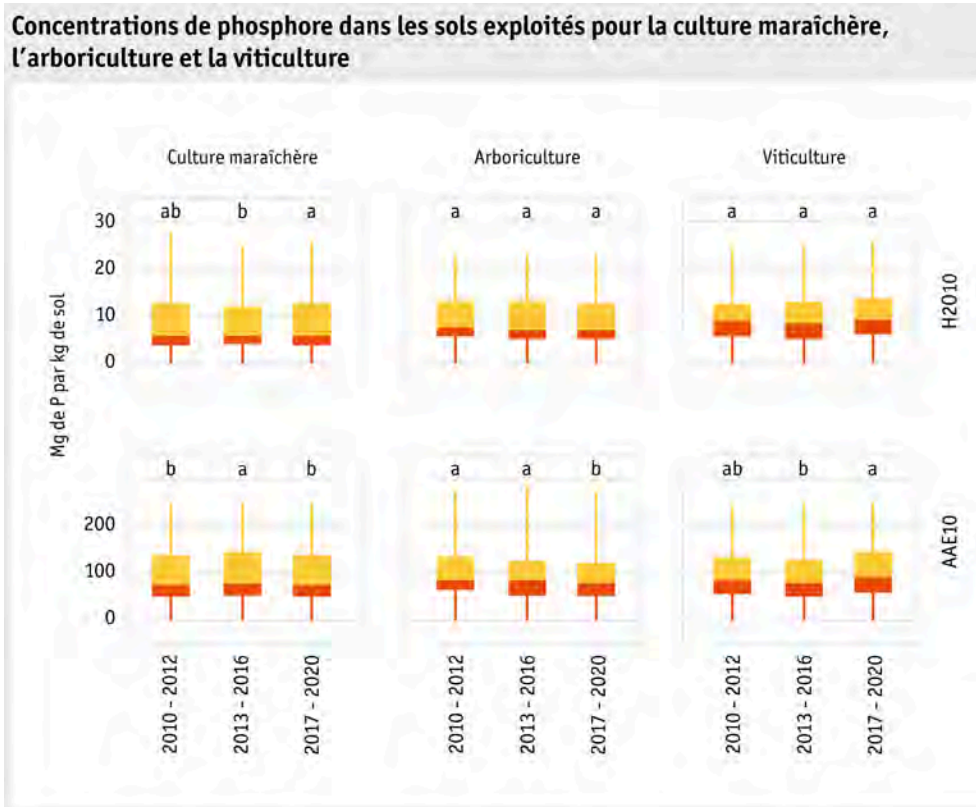
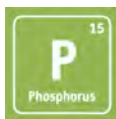
ENVIRONNEMENT > PHOSPHORE



Les concentrations de réserves de P dans les cultures maraîchères, l'arboriculture et la viticulture étaient supérieures de 30 % en moyenne à celles des sols consacrés aux grandes cultures et aux cultures fourragères (illustration 2). Pour ces cultures, il n'y a pas eu de changements notables des concentrations de P entre les périodes 2010 à 2013, 2014 à 2016 et 2017 à 2020.

**Illustration 2 : concentrations de phosphore dans les sols exploités pour la culture maraîchère, l'arboriculture et la viticulture, déterminées par les deux méthodes H2010 et AAE10 conformément à l'obligation de procéder à des analyses du sol prévue par les prestations écologiques requises.**

ENVIRONNEMENT > PHOSPHORE



**Le niveau d’approvisionnement des sols en phosphore**

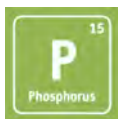
Les « Principes de la fertilisation des cultures agricoles en Suisse » (Flich et al., 2017) permettent de répartir les concentrations de P en cinq classes de fertilité : A (pauvre), B (médiocre), C (satisfaisant), D (riche) et E (très riche). Ces cinq classes révèlent des différences marquantes entre les groupes de cultures (illustration 3).

Pour ce qui est du P directement assimilable, 21 à 27 % des grandes cultures et des cultures fourragères figurent dans les classes de fertilité A et B (médiocre) sur la période 2017 à 2020 et 38 à 41 % dans les classes D et E (riche). Dans les cultures spéciales, la part des surfaces riches est même comprise entre 49 et 60 %.

S’agissant des quantités de réserves de phosphore, la part des surfaces riches dédiées aux grandes cultures et aux cultures fourragères est plus faible, puisque seules 33 et 26 % de ces dernières figurent respectivement dans les classes de fertilité D et E. Pour les cultures spéciales, entre 2017 et 2020, les surfaces consacrées à la viticulture, qui étaient à 37 % représentées dans les classes D et E, avaient la particularité d’avoir une fertilité riche, mais moins prononcée pour les réserves de phosphore que pour le phosphore immédiatement assimilable. En règle générale, il n’y a que pour les surfaces exploitées pour les cultures fourragères que l’on observe un recul des surfaces riches en réserves de phosphore sur les dix dernières années. Pour toutes les autres cultures, la part des surfaces riches grâce aux réserves de phosphore a peu varié.

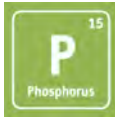
**Illustration 3 : part des surfaces affectées aux classes de fertilité A (pauvre) à E (enrichie) pour la fraction de phosphore facilement disponible (P-C02 / P-H2010) et la fraction des réserves de phosphore (P-AAE10) pour les périodes 2010 à 2012, 2013 à 2016 et 2017 à 2020**

ENVIRONNEMENT > PHOSPHORE

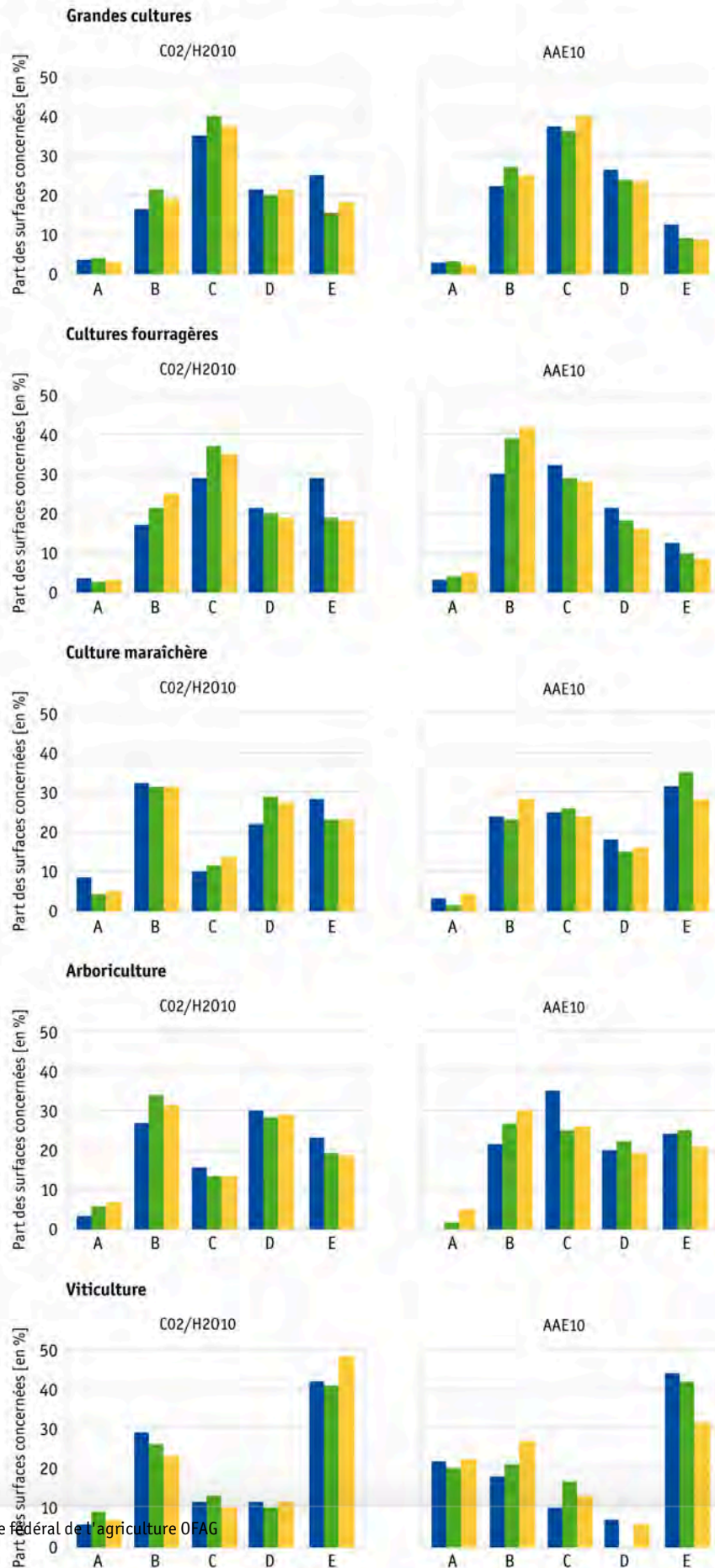


**dans les grandes cultures, les cultures fourragères, l'arboriculture et la viticulture.**

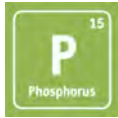
ENVIRONNEMENT > PHOSPHORE



Part des surfaces affectées aux classes de fertilité A à E



## ENVIRONNEMENT &gt; PHOSPHORE



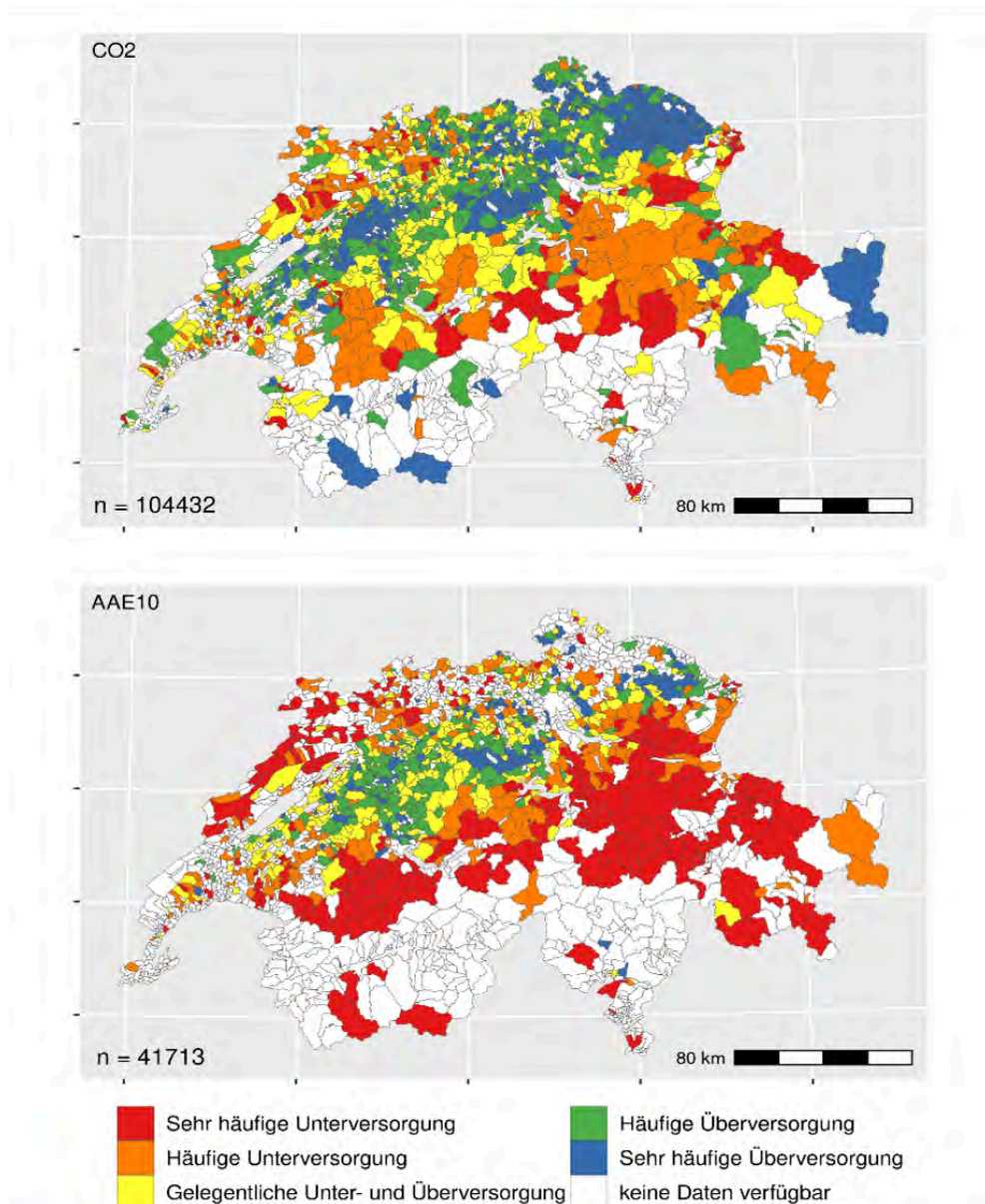
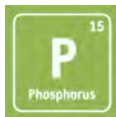
Afin d'évaluer la part des surfaces répertoriées dans les différentes classes de fertilité à l'échelle des communes, la somme pondérée de ces parts par commune a été prise comme indicateur de fréquence de sous- ou sur-approvisionnement du sol en phosphore (Flisch & Zimmermann, 2018). Seules les communes présentant au moins 7 surfaces contrôlées par période ont été prises en compte dans l'évaluation pour réduire l'effet des petits échantillonnages.

Les communes disposant de surfaces de grandes cultures et de cultures fourragères riches se situent principalement sur le Plateau suisse, alors que les surfaces souffrant d'un déficit d'approvisionnement sont dans les Alpes et dans le Jura (illustrations 4).

**Illustrations 4 : fréquence de sous- ou sur-approvisionnement des sols en P directement assimilable (en haut) et en réserves de phosphore (en bas) dans les grandes cultures et les cultures fourragères pour la période 2017 à 2020, à l'échelle des communes (n = nombre total de surfaces contrôlées prises en compte dans le graphique).**



ENVIRONNEMENT > PHOSPHORE



Flisch, R., Neuweiler, R., Kuster, T., Oberholzer, H., Huguenin-Elie, O., Richner, W., 2017. 2/ Caractéristiques et analyses du sol. Principes de fertilisation des cultures agricoles en Suisse (PRIF 2017) (Éditeurs W. Richner & S. Sinaj). Recherche agronomique suisse 8, 1-2

Flisch, R., Zimmermann, M., 2018. Le phosphore dans l'environnement. Rapport agricole 2018. Office fédéral de l'agriculture OFAG, Berne. Hirte, J., Richner, W., Orth, B., Liebisch, F., Flisch, R., 2021. Yield response to soil test phosphorus in Switzerland: Pedoclimatic drivers of critical concentrations for optimal crop yields using multilevel modelling. Science of The Total Environment 755, 143453. Hirte, J., Liebisch, F., Heller, O., Weisskopf, P., Weyermann, I., Baumann, P., Keller, A., Bürge, D., 2022. Méthodes suisses de détermination des teneurs du sol en phosphore, potassium, magnésium et calcium assimilables par les plantes. Agroscopie Science 129.

ENVIRONNEMENT > PHOSPHORE



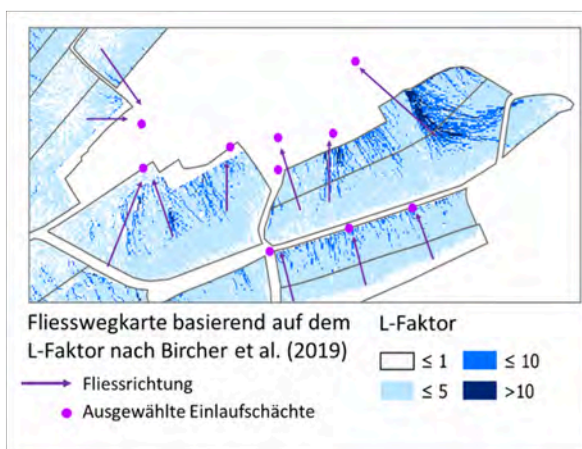
**Le phosphore utilisé dans l'agriculture parvient dans les eaux de surface en empruntant différentes voies. Deux études fournissent de nouveaux éléments intéressants à ce sujet.**

**Le phosphore utilisé dans l'agriculture parvient dans les eaux de surface en empruntant différentes voies. Deux études fournissent de nouveaux éléments intéressants à ce sujet.**

Dans les eaux superficielles, en particulier des lacs et des étangs, le phosphore est le facteur limitant dans le sens qu'il est essentiel à la croissance des algues et des cyanobactéries. Un apport accru de phosphore engendre une augmentation de la production de la biomasse végétale. Sa réduction nécessite de l'oxygène. Si la teneur des eaux en oxygène est trop faible, de nombreuses populations animales et végétales sont vouées à disparaître du fait de la détérioration de leur milieu naturel. Environ la moitié des 20 plus grands lacs suisses ne satisfait pas aux exigences légales relatives à la teneur en oxygène. Les apports trop élevés de phosphore relevés dans les lacs de Hallwil, de Sempach, de Baldegg, de Zoug, de Biemme et de Morat sont principalement d'origine agricole ; dans les lacs de Lugano, de Greifen, de Pfäffikon et de Zurich, ils proviennent des agglomérations.

**Apports de phosphore dans les eaux de surface en raison de l'érosion des sols**

Lors de la cartographie des dégâts causés par l'érosion réalisée dans la région de Frienisberg (BE), les apports de sédiments et de phosphore de longue date dans les eaux de surface en raison de l'érosion des sols ont aussi été répertoriés. En moyenne, 21 % des composantes des sols érodés finissent dans les eaux de surface. Les apports moyens de sédiments étaient de 0,10 t/ha/an, les apports moyens de phosphore de 0,14 kg/ha/an, alors que la valeur maximale atteinte par un événement particulier culminait à 10,71 t/ha pour les sédiments et à 12,96 kg/ha pour le phosphore. Dans 61 % des champs contrôlés, l'eau peut ruisseler de la surface du champ en direction des eaux de surface soit directement, soit indirectement par le biais de canaux d'évacuation. L'apport indirect dans les eaux via les bouches d'égout du système d'évacuation des eaux de chaussées et des chemins d'exploitation (= courts-circuits hydrauliques) représentait 88 % de l'apport total de sédiments et de phosphore. Cette étude est la première à mettre en lumière l'importance des courts-circuits hydrauliques dans la pollution des eaux.





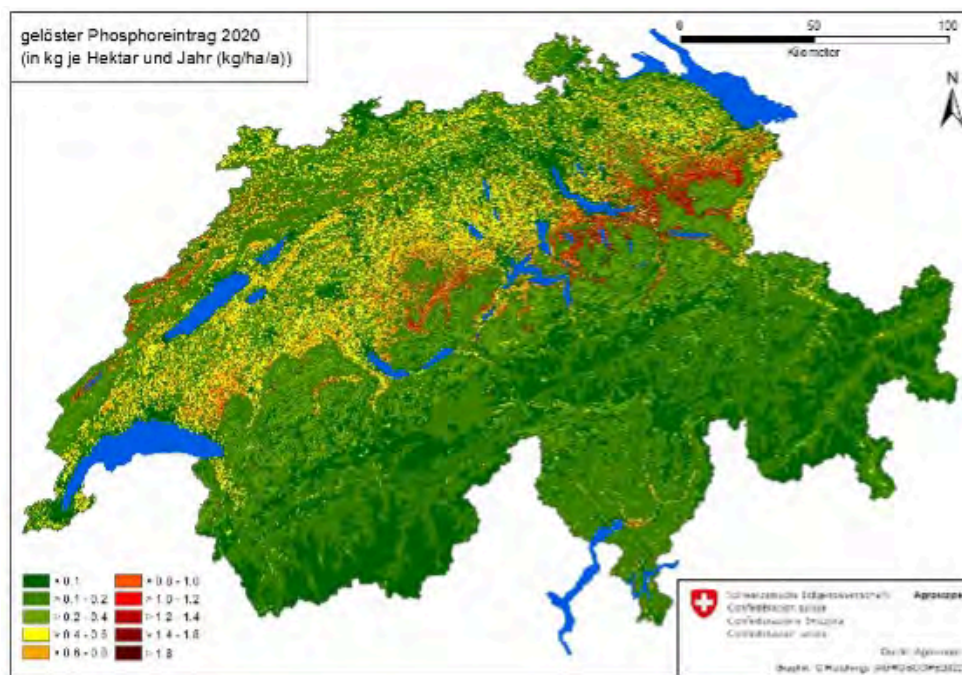
ENVIRONNEMENT > PHOSPHORE



*Illustration 1 : carte des chemins d'écoulement du ruissellement de surface et des bouches d'égout dans la région du Frienisberg (à gauche) (Remund et al., 2021, modifiée) ; rigole d'érosion se déversant dans une bouche d'égout (à droite) (Photo : V. Prasuhn)*

**Apports de phosphore diffus dans les eaux de surface en Suisse**

Les apports de phosphore dissous provenant de sources diffuses qui se retrouvent dans les eaux suisses ont été recalculés pour la période au tournant de l'année 2020 à l'aide du modèle des flux de matières MODIFFUS. Des calculs ont été effectués pour les voies d'apports que sont le ruissellement, l'érosion, le lessivage, le drainage, les dépôts et différents autres apports directs plus faibles en prenant comme base les données d'exploitation des sols de la nouvelle statistique de la superficie à l'échelle de l'hectare, avant d'être comparés aux résultats des calculs pour la période au tournant de l'année 2010. Les apports de P dissous sont passés de 909 t (en 2010) à 744 t (en 2020), diminuant de 18 %, soit 165 t. Pour près des trois quarts, l'écart enregistré tient à la méthodologie (meilleures données de base, nouveaux modes de calcul). Le dernier quart s'explique notamment par le recul de la surface agricole utile de deux bons points. L'augmentation de la part de prairies et de pâturages gérés de manière extensive ou peu intensive et la baisse due au climat des quantités d'eau de percolation et d'écoulement de surface ont également contribué à cette réduction.



*Illustration 2 : apports de phosphore dissous provenant de sources diffuses qui se retrouvent dans les eaux suisses (Hutchings et al, 2022)*

OFEV, OFAG (2016) : Objectifs environnementaux pour l'agriculture. Rapport d'état. Connaissance de l'environnement n° 1633. [https://www.bafu.admin.ch/dam/bafu/fr/dokumente/biodiversitaet/uw-umwelt-wissen/umweltziele\\_landwirtschaftstatusbericht.pdf.download.pdf/umweltziele\\_landwirtschaftstatusbericht.pdf](https://www.bafu.admin.ch/dam/bafu/fr/dokumente/biodiversitaet/uw-umwelt-wissen/umweltziele_landwirtschaftstatusbericht.pdf.download.pdf/umweltziele_landwirtschaftstatusbericht.pdf)

Hutchings, C., Spiess, E., Prasuhn, V. (2022) : Estimation des apports d'azote et de phosphore dans les eaux suisses à l'aide de MODIFFUS 3.1, état en 2020. Agroscope Science, en préparation

## ENVIRONNEMENT &gt; PHOSPHORE



Remund, D., Liebisch, F., Liniger, H.P., Heinemann, A., Prasuhn, V. (2021) : The origin of sediment and particulate phosphorus inputs into water bodies in the Swiss Midlands – A twenty-year field study of soil erosion. *Catena* 203, <https://doi.org/10.1016/j.catena.2021.105290>

POLITIQUE



## Introduction

L'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) est le centre de compétences de la Confédération pour le secteur agricole. En collaboration avec les cantons et les organisations mandatées, l'OFAG exécute les décisions du peuple, du Parlement et du gouvernement et participe activement à l'élaboration de la politique agricole. Concrètement, l'OFAG a pour mission de mettre en œuvre les mesures prévues par la loi du 29 avril 1998 sur l'agriculture (LAgr). La LAgr forme le cadre d'une agriculture durable, plus respectueuse de l'environnement et innovante : la production et la vente de produits agricoles en Suisse et à l'étranger sont encouragées et les prestations d'intérêt général et écologiques de l'agriculture sont rémunérées par des paiements directs. Les mesures de la LAgr ont pour but de permettre aux paysans de produire des denrées alimentaires de haute qualité grâce à une production durable et orientée vers le marché, et d'apporter ainsi une contribution essentielle :

- la sécurité de l'approvisionnement de la population ;
- la préservation des ressources naturelles ;
- à l'entretien du paysage rural ;
- l'occupation décentralisée du territoire ;
- le bien-être des animaux.

Les mesures de la LAgr sont ancrées dans les deux articles sur l'agriculture figurant dans la Constitution fédérale : l'art. 104 datant de 1996 et l'art. 104a datant de 2017.

Les fonds de la Confédération affectés à l'agriculture sont répartis en trois enveloppes : « production et ventes », « paiements directs » et « bases de production ».

## Production et ventes

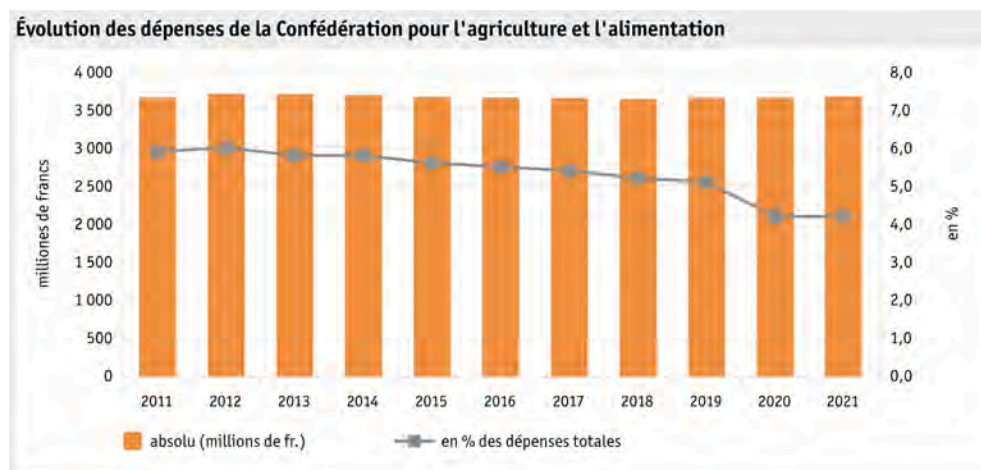
Les instruments de ce volet de la politique fournissent le cadre qui permet à l'agriculture suisse de créer une valeur ajoutée la plus élevée possible sur les marchés nationaux et étrangers grâce à une production durable et de haute qualité.

## Paiements directs

Le marché ne rémunère que partiellement certaines prestations de l'agriculture en faveur de la société, telles que l'entretien du paysage, la préservation des ressources naturelles (le sol, l'eau, l'air), la contribution à l'occupation décentralisée du territoire, la promotion de la biodiversité et du bien-être des animaux. En octroyant des paiements directs, la Confédération fait en sorte que l'agriculture fournisse malgré tout ces prestations d'intérêt général.

## Bases de production

Les instruments utilisés dans ce domaine contribuent principalement à réduire les coûts et en général à renforcer la compétitivité. Il s'agit plus concrètement de mesures qui concernent l'amélioration des structures et l'encouragement de la vulgarisation, de la sélection végétale et animale et des ressources génétiques. Ils soutiennent indirectement la production agricole et, par la même occasion, les prestations d'intérêt général de l'agriculture.



Source : Compte d'État

En 2021, la Confédération a déboursé en tout 3,660 milliards de francs pour le domaine d'activités « agriculture et alimentation ». Cela correspond à 4,1 % de ses dépenses totales. Après

- la prévoyance sociale (30,222 milliards),
- les finances et les impôts (11,620 milliards),
- les transports (10,801 milliards),
- la formation et la recherche (7,528 milliards),
- la sécurité (5,927 milliards),
- les relations avec l'étranger – coopération internationale (3,816 milliards),

les dépenses pour l'agriculture arrivent en septième position. Les dépenses sont restées au même niveau que l'année précédente. Les trois quarts des dépenses pour l'agriculture sont consacrés aux paiements directs (2,8 milliards) ; ceux-ci sont restés constants par rapport à l'année précédente. Dans le domaine de la production et des ventes, les dépenses ont légèrement reculé (-7 millions) en raison de l'octroi, en 2020, de contributions extraordinaires pour atténuer les conséquences économiques de la pandémie de COVID-19 sur l'économie viticole et la mise en valeur du bétail de boucherie et de la viande. Les dépenses pour le domaine des bases de production ont été un peu plus élevées en 2021, car 3,5 millions de francs ont été prélevés en faveur des améliorations structurelles sur le fonds de roulement Crédits d'investissements dans l'agriculture. Les autres dépenses n'ont que légèrement augmenté (+2 millions). D'une part, un peu plus de moyens ont été consacrés à l'administration, à l'exécution et aux contrôles, tandis que les allocations familiales dans l'agriculture ont mobilisé moins de moyens.

### Dépenses de la Confédération pour l'agriculture et l'alimentation

## POLITIQUE &gt; INTRODUCTION



Poste de dépenses	2017	2018	2019	2020	2021
	Millions de fr.	Millions de fr.	Millions de fr.	Millions de fr.	Millions de fr.
Production et ventes	438	428	527	541	534
Paiements directs	2 806	2 805	2 815	2 811	2 811
Amélioration des bases de production et mesures sociales	137	132	132	132	135
Autres dépenses	271	274	184	178	180
<b>Total agriculture et alimentation</b>	<b>3 652</b>	<b>3 640</b>	<b>3 658</b>	<b>3 662</b>	<b>3 660</b>

Sources : Compte d'État, OFAG

### Simplification administrative

Les dispositions de la législation agricole doivent être ciblées, appropriées et administrativement simples pour les services de la Confédération, pour les cantons et pour les exploitations agricoles. L'OFAG a réalisé, avec d'autres offices fédéraux, cantons, organes de contrôle et organismes, un projet visant à définir les mesures à prendre pour simplifier les tâches administratives. Le 17 mai 2016, il a présenté des mesures possibles dans le rapport « Simplifications administratives dans l'agriculture ». Le Conseil fédéral a décidé des simplifications à chaque train d'ordonnances agricoles depuis 2015. Quelque 73 mesures d'allègement ont ainsi été appliquées jusqu'ici.

Dans le cadre du postulat 20.3931 « Orientation future de la politique agricole » le Parlement a chargé le Conseil fédéral d'examiner comment réduire la complexité et la charge administrative pour l'agriculture et l'administration.

### Mesures de simplification administrative appliquées en 2021

**Dépenses de la Confédération pour l'agriculture et l'alimentation, en 1 000 fr.**

Domaine	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Groupe de tâches: agriculture et alimentation</b>	<b>3 705 974</b>	<b>3 692 510</b>	<b>3 667 267</b>	<b>3 659 325</b>	<b>3 651 974</b>	<b>3 639 702</b>	<b>3 658 151</b>	<b>3 661 531</b>	<b>3 659 792</b>
<b>Dans le cadre de l'enveloppe financière</b>	<b>3 438 065</b>	<b>3 429 696</b>	<b>3 385 284</b>	<b>3 384 246</b>	<b>3 380 693</b>	<b>3 365 820</b>	<b>3 473 794</b>	<b>3 483 865</b>	<b>3 480 280</b>
Amélioration des bases de production & Mesures d'accompagnement social	189 244	184 090	159 564	148 009	136 752	132 445	132 274	131 536	134 682
Améliorations structurelles	87 808	89 157	94 659	83 808	79 668	82 200	82 783	80 600	84 298
Crédits d'investissements	51 000	45 132	15 283	13 034	6 829	939	- 260	440	0
Aide aux exploitations paysannes	689	837	203	1 090	257	-1	167	358	0
Sélection végétale et élevage	37 747	36 973	37 549	38 479	38 379	38 495	38 519	39 466	39 378
Vulgarisation agricole	12 000	11 991	11 870	11 598	11 620	10 813	11 067	10 672	11 007
Production et ventes	450 089	430 739	430 535	434 462	437 553	427 990	526 969	541 037	534 309
Promotion de la qualité et des ventes	56 366	59 736	60 797	62 246	64 817	64 983	64 706	65 195	64 163
Économie laitière <sup>1</sup>	301 329	295 530	295 436	295 492	296 273	292 990	371 642	371 905	381 774
Économie animale <sup>1</sup>	11 846	11 876	11 967	12 166	12 288	5 283	5 725	8 443	5 674
Production végétale	80 549	63 597	62 335	64 558	64 175	64 733	84 895	95 492	82 698
Paiements directs	2 798 732	2 814 866	2 795 185	2 801 776	2 806 387	2 805 385	2 814 551	2 811 292	2 811 289
Paiements directs Agriculture		2 814 866	2 795 185	2 801 776	2 806 387	2 805 385	2 814 551	2 811 292	2 811 289
Paiements directs généraux	2 150 471								
Paiements directs écologiques	648 261								
<b>En dehors de l'enveloppe financière</b>	<b>267 909</b>	<b>262 815</b>	<b>281 982</b>	<b>275 078</b>	<b>271 281</b>	<b>273 882</b>	<b>184 357</b>	<b>177 666</b>	<b>179 512</b>
Administration	54 237	55 777	54 664	55 884	51 863	53 271	52 747	55 771	56 766
Protection des végétaux	2 113	2 055	1 310	514	2 120	1 246	1 679	1 087	2 308
Exécution et contrôle (Agroscope)	55 346	54 807	55 366	53 530	51 838	62 492	64 305	65 604	66 946
Haras (Agroscope)	8 739	8 654	8 742	8 452	8 185	8 257	8 659	8 702	8 923
Produits agricoles transformés (AFD)	70 000	70 000	95 600	94 599	94 600	94 600	5 833	0	0
Allocations familiales dans l'agriculture (OFAS)	77 475	71 521	66 300	62 100	63 800	54 700	52 300	47 700	46 200
Autres					- 1 125	-684	-1166	-1198	-1630
<b>Dépenses en dehors de l'agriculture</b>	<b>145 488</b>	<b>146 836</b>	<b>150 022</b>	<b>147 672</b>	<b>144 082</b>	<b>145 366</b>	<b>150 102</b>	<b>153 889</b>	<b>157 218</b>
Recherche et développement Agriculture	81 967	81 881	85 440	84 201	81 680	82 167	86 007	87 671	90 969
Santé animale	55 971	57 596	57 140	56 541	55 161	55 527	56 332	58 020	58 054
FAO	7 550	7 359	7 442	6 929	7 241	7 671	7 763	8 198	8 194

<sup>1</sup> À partir de 2018, les dépenses liées à l'administration du soutien des prix du lait et à l'indemnisation des organisations privées pour les bovins d'abattage et la viande seront incluses dans le budget global de l'OFAG (administration) et ne seront plus incluses dans l'enveloppe financière pour la production et les ventes.

<sup>2</sup> Suite à l'introduction d'un supplément laitier général et d'un supplément pour les céréales qui représentent un total de 95 millions, la suppression des contributions à l'exportation de produits agricoles est compensée (en dehors des enveloppes financières). En outre, le Conseil fédéral a décidé de soutenir à titre temporaire la production indigène de sucre, notamment à l'aide d'une hausse des contributions à des cultures particulières jusqu'en 2021.

Sources : Compte d'État, OFAG



### Simplifications administratives depuis 2021

Simplification	Mise en œuvre
Ordonnance sur les paiements directs (OPD ; 910.13). La suppression de l'obligation de présenter à l'OFAG un rapport écrit annuel sur les activités de surveillance allège les charges administratives des cantons.	01.01.21
Ordonnance sur les améliorations structurelles, (OAS; 913.1). Grâce à diverses (9) modifications, la charge administrative sera allégée pour les cantons et l'allocation des aides à l'investissement optimisée.	01.01.21
du droit foncier rural).	01.01.21
Ordonnance sur les dénominations « montagne » et « alpage », (ODMA ; 910.19). Une meilleure harmonisation et coordination des contrôles entraînera une simplification et une baisse des coûts globaux.	01.01.21
Ordonnance sur les produits phytosanitaires, (OPPh; 916.161). La procédure de révocation de l'autorisation concernant les substances actives qui ont été retirées dans l'UE est simplifiée.	01.01.21
Ordonnance sur les importations agricoles, OIAgr (916.01). Les émoluments perçus sur les importations soumises à un PGI sont supprimés.	01.01.22
Ordonnance sur les importations agricoles, OIAgr (916.01): Est levée l'obligation d'obtenir un PGI pour importer de la semence de bovins, ainsi que les marchandises classées sous certaines positions tarifaires des catégories suivantes : céréales ; produits à base de fruits à pépins ; lait, produits laitiers et caséines.	01.01.22
Ordonnance sur l'utilisation des indications de provenance suisses pour les denrées alimentaires, OIPSD (232.112.1). Le système actuel applicable aux exceptions est simplifié. À partir du 1er janvier 2023, les organisations représentatives des secteurs agricoles et agroalimentaires détermineront elles-mêmes la disponibilité des matières premières.	01.01.23
Ordonnance sur les paiements directs (OPD ; 910.13). Obtention des données relatives aux effectifs des espèces ovine et caprine pour les paiements directs à partir de la BDTA.	01.01.24

Source: OFAG



## Économie laitière



Grâce à une production durable et adaptée au marché, l'industrie laitière suisse contribue dans une grande mesure à la sécurité de l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires durables. C'est la raison pour laquelle la Confédération encourage notamment la production et la mise en valeur du lait au moyen de contributions.

### Mesures en faveur du marché laitier suisse 2021

Le tableau ci-dessous montre pour quels produits des mesures et des instruments sont disponibles.

Produit	Lait cru	Fromage	Beurre	Lait écrémé	Lait en poudre consommation,	Lait de crème, produits laitiers frais
<b>Mesure</b>						
Protection douanière	X	- <sup>1</sup>	X	X	X	X
Suppléments	X	X	-	-	-	-
Obligation de déclarer la production et la mise en valeur	X	X	X	X	X	X
Contrats d'achat de lait	X	-	-	-	-	-

Source: OFAG<sup>1</sup> La protection douanière subsiste uniquement à l'égard des pays non membres de l'Union européenne.



## Moyens financiers et suppléments 2021

Depuis 2019, la Confédération verse aux producteurs de lait un supplément pour le lait commercialisé de 4,5 ct./kg de lait. Celui-ci vise à compenser la hausse de la pression sur le marché dans le cadre de l'approvisionnement de l'industrie alimentaire, due à la suppression des contributions à l'exportation pour les produits agricoles transformés (« loi chocolatière »). Rappelons qu'en 2021, près de 150 millions de francs ont été versés pour cette mesure.

Cette même année, la Confédération a en outre versé un supplément pour le lait transformé en fromage d'un montant inchangé de 15 ct./kg de lait. Le supplément pour le lait commercialisé en est déduit, pour autant qu'il soit aussi versé. La Confédération verse par ailleurs un supplément de non-ensilage de 3 ct./kg de lait. Un montant total de 232,7 millions de francs a été consacré aux deux suppléments. En raison de l'augmentation de la production de fromage, des moyens financiers supplémentaires de l'ordre de 10 millions de francs ont dû être engagés dans le cadre d'un crédit supplémentaire.

La gestion des données laitières et les moyens informatiques nécessaires à cet effet ont généré pour la Confédération des coûts de près de 2,7 millions de francs.

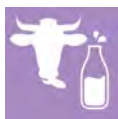
### Qui collecte les données relatives à la production et à la mise en valeur du lait ?

En 2021, l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) a conclu au 1<sup>er</sup> janvier 2022 une convention de prestations avec la société TSM Fiduciaire Sàrl (TSM), qui expirera au plus tard fin 2036. TSM a pour mission de relever et de vérifier les données relatives à la production et la mise en valeur du lait. Les entreprises de transformation du lait doivent transmettre ces données à TSM chaque mois. TSM est chargée de s'assurer que les entreprises et exploitations ont bien respecté l'obligation de déclarer. Elle prend des sanctions si ce n'est pas le cas. TSM prépare le versement des suppléments laitiers sur la base des données reçues concernant la mise en valeur du lait. Deux fois par semaine, elle transmet ainsi à l'OFAG les informations nécessaires pour le versement aux transformateurs des suppléments destinés aux producteurs. Le supplément pour le lait commercialisé est versé chaque mois par l'OFAG directement aux producteurs de lait.

En vertu de l'ordonnance sur le soutien du prix du lait (OSL ; RS 916.350.2), les utilisateurs de lait sont tenus de verser le supplément pour le lait transformé en fromage et le supplément de non-ensilage aux producteurs auxquels ils ont acheté le lait transformé en fromage, dans le délai d'un mois. Ces suppléments doivent figurer séparément sur les décomptes d'achat de lait remis aux producteurs. De plus, les utilisateurs doivent tenir leur comptabilité de telle sorte que les montants reçus et versés au titre des suppléments laitiers apparaissent clairement.

Au cours de l'année sous revue, 27 utilisateurs de lait ont reçu chacun des suppléments pour le lait transformé en fromage et pour l'affouragement sans ensilage pour un montant supérieur à 1 million de francs (au total un peu plus de 105 millions de francs). Cela correspond à 45 % de l'ensemble des bénéficiaires des suppléments mentionnés. Quelque 2000 autres utilisateurs de lait ont reçu collectivement 127 millions de francs (55 %). La répartition de ces suppléments met en évidence une concentration sur un petit nombre d'entreprises de transformation du lait.

Le secteur Révisions et inspections de l'OFAG procède à des contrôles auprès des utilisateurs de lait qui fournissent des données laitières et font valoir des suppléments laitiers, suivant une approche fondée sur une appréciation du risque. Durant l'année sous revue, 225 entreprises ont été contrôlées ; 65 d'entre elles ont fait l'objet d'une contestation de la part de l'Inspection de l'OFAG. La plupart des contestations ont donné lieu à un avertissement, par exemple en raison de petites erreurs de saisie ou d'un premier manquement. Les utilisateurs de lait doivent rembourser les suppléments reçus indûment sur la base de déclarations inexactes.



## Interprofession du lait

Le 24 novembre 2021, se fondant sur l'art. 37 de la loi sur l'agriculture (LAgr ; RS 910.1), le Conseil fédéral a, pour quatre années supplémentaires, déclaré de force obligatoire générale pour les acheteurs et les vendeurs de lait cru les dispositions du contrat-type de l'Interprofession du lait (IP Lait) pour les achats au premier et au deuxième échelons ainsi que la segmentation (cf. FF 2021 2833). Il faut donc conclure des contrats écrits d'une durée d'au moins un an pour toutes les opérations d'achat et de vente de lait cru pendant la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 2022 et le 31 décembre 2025. Les contrats doivent indiquer la répartition du lait dans les différents segments (A, B ou C) en fonction de leur utilisation. De même, les décomptes de paie du lait doivent indiquer les quantités et les prix par segment.

### Segmentation du marché laitier par catégories de valorisation

Lait A	Produits à haute valeur ajoutée bénéficiant d'une protection douanière ou d'aides (supplément pour le lait transformé en fromage, compensation du prix de la matière première).
Lait B	Produits laitiers à valeur ajoutée restreinte, ne bénéficiant pas de protection douanière ni d'aides, destinés au marché intérieur et à l'exportation.
Lait C	Produits à faible valeur ajoutée destinés au marché mondial.

Les acheteurs de lait doivent communiquer aux producteurs de lait, jusqu'au 20 de chaque mois, les conditions (quantités et prix) pour les segments A et B pour le mois suivant. Cette nouvelle prescription fournit aux vendeurs de lait, et notamment aussi aux producteurs de lait, une base décisionnelle plus contraignante pour un éventuel ajustement des volumes de lait ou un changement du canal de distribution.

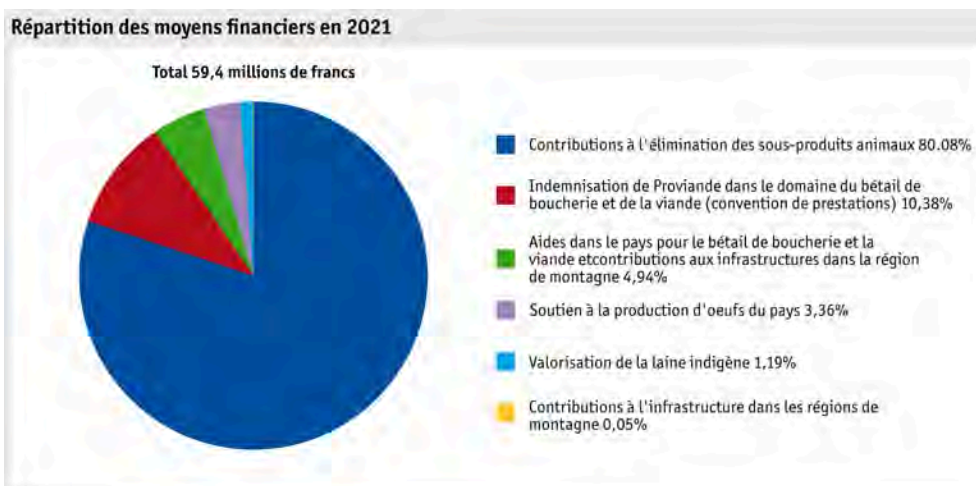
Les acteurs de la commercialisation et de la transformation du lait restent tenus de déclarer mensuellement à la société TSM les volumes de lait achetés et vendus dans chaque segment, mais aussi les produits laitiers fabriqués et exportés des segments B et C. En 2021, 83,5 % du lait du premier échelon acheté aux producteurs ont été écoulés dans le segment A (année précédente : 82,1 %) et 16,5 % dans le segment B (année précédente : 17,9 %). Il n'a pas été commercialisé de lait C.

Au terme de chaque année, TSM contrôle si les volumes achetés dans les segments B et C correspondent bien à ceux vendus dans ces mêmes segments, en se référant aux quantités de produits laitiers fabriqués et exportés. Les contrevenants encourrent des sanctions de l'IP Lait pour tout écart supérieur à 5 % par an et par segment.



## La filière élevage et viande

Les mesures fédérales de politique agricole touchant la filière élevage et viande jettent les bases d'une production transparente, rentable et durable. Citons, entre autres éléments, l'établissement d'un classement neutre des animaux de boucherie et les subsides à l'élimination des sous-produits animaux. Les aides à la filière élevage et viande se montent au total à 59,4 millions de francs.



Source: Compte d'Etat et OFAG

## Marchés du bétail de boucherie et de la viande

En application de l'art. 51 L'Agr, l'OFAG a chargé la coopérative Proviande d'appliquer la réglementation relative au marché du bétail de boucherie et au marché de la viande. Concrètement, le mandat de prestations confié par l'OFAG porte sur les activités suivantes.





### Classement neutre des animaux de boucherie

L'établissement, par la coopérative Proviande, d'un classement neutre des carcasses d'animaux de boucherie est le garant de la transparence du marché. Le caractère équitable et compréhensible de ce classement renforce la position des producteurs sur le marché.



Conformément au mandat confié par l'OFAG, Proviande s'est occupée en 2021 du classement des animaux de boucherie dans vingt-deux grands abattoirs. La coopérative a constaté que la conformation des carcasses s'est améliorée ces dernières années, signe des progrès réalisés dans la sélection, l'élevage et l'alimentation des animaux.

Le lecteur trouvera sur le site internet de l'OFAG de plus amples informations sur le classement des animaux de boucherie.



## Surveillance des marchés et opérations de désengorgement du marché

**Surveillance des marchés du bétail de boucherie**Après une année 2020 marquée par la COVID-19, les marchés du bétail de boucherie ont fonctionné sans interruption en 2021, si bien que le nombre des marchés et celui des animaux conduits à l'abattoir ont retrouvé le niveau des années précédentes. Le nombre des marchés au gros bétail a augmenté de 87 unités pour atteindre 646 marchés, et celui des marchés aux moutons a progressé de 47 unités pour s'établir à 282 marchés.

L'OFAG a publié sur son site internet de plus amples informations concernant la surveillance des marchés dans ce domaine.

**Opérations de désengorgement du marché**L'offre étant excédentaire sur le marché des veaux de boucherie au printemps et en été 2021, les entreprises transformatrices ont stocké de la viande de veau afin de soutenir les prix ; la viande a été déstockée en automne. L'OFAG a versé à ces entreprises **2,9 millions de francs** pour participer aux frais de stockage et compenser la dépréciation subie par la viande.

### Pesage des animaux abattus

Conformément à l'ordonnance sur le pesage des animaux abattus (RS 916.341.1), Proviande effectue pour le compte de l'OFAG des contrôles dans les abattoirs afin de déterminer le poids des carcasses. La transparence qui résulte de ces contrôles renforce la position des producteurs sur le marché. Les 433 contrôles réalisés en 2021 ont débouché dans cinq cas sur un constat de non-conformité. Les cinq abattoirs concernés ont remédié aux défauts constatés, si bien que l'OFAG n'a pas dû, l'année sous revue, prendre les mesures administratives prévues par l'art. 169 LAgr.

### Marché des œufs

Le marché des œufs est caractérisé par de fortes fluctuations saisonnières de la demande, qui culmine avant Pâques avant de retomber brutalement. Soucieuse d'atténuer les conséquences de ces fluctuations, la Confédération a financé, l'année sous revue, des mesures de désengorgement de marché à hauteur de 2 millions de francs. Grâce à ces mesures, les producteurs d'ovoproduits ont cassé 27,8 millions d'œufs, dont les blancs et les jaunes ont été valorisés par l'industrie alimentaire nationale. La même année, les commerçants ont vendu aux consommateurs 12,6 millions d'œufs à prix réduit.



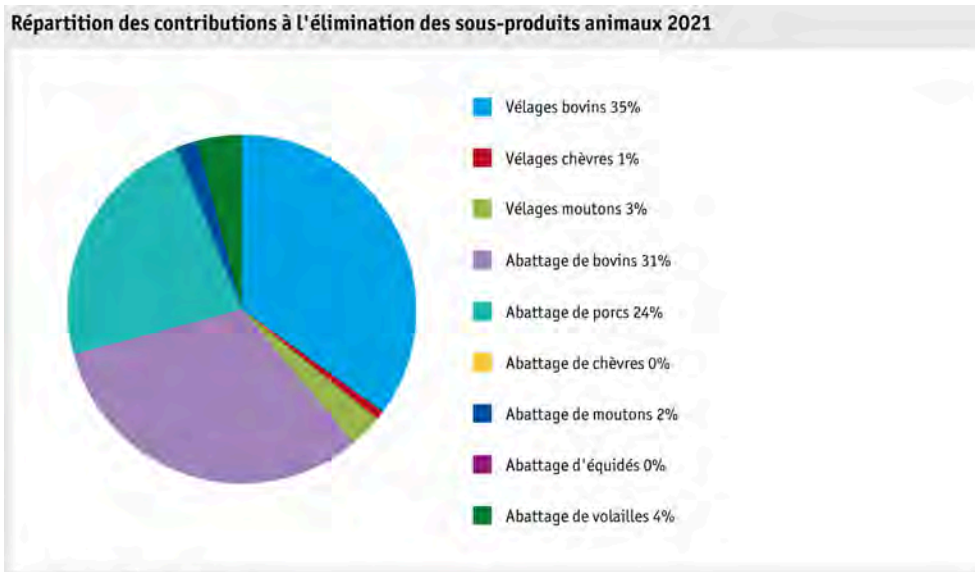


### Valorisation de la laine de mouton suisse

L'OFAG finance les projets novateurs de valorisation de la laine de mouton suisse, comme le prévoit l'ordonnance du 25 juin 2008 sur la transformation de la laine de mouton du pays (RS 916.361). Il accord aussi aux organismes dits d'entraide des subsides à la valorisation de la laine de mouton suisse. En 2021, l'OFAG a versé 700 000 francs de subsides destinés à l'ensemble de ces activités.

### Aides à l'élimination des sous-produits animaux

En vertu de l'ordonnance du 10 novembre 2004 concernant l'allocation de contributions pour payer les frais d'élimination des sous-produits animaux (RS 916.407), la Confédération alloue des subsides aux éleveurs et aux abattoirs afin d'éliminer les sous-produits animaux potentiellement dangereux pour la santé publique, pour la santé animale et pour l'environnement. Ces subsides, versés par Identitas SA pour le compte de l'OFAG, ont atteint **47,6 millions de francs** en 2021.



Source: Compte d'Etat et OFAG

## Identification des animaux d'élevage

La « base de données sur le trafic des animaux » (BDTA) est le pivot de la sécurité sanitaire des aliments et de la traçabilité des animaux. Elle joue donc un rôle de premier plan dans la lutte contre les épizooties, de même que dans le calcul des paiements directs. Précisons que les éleveurs de moutons et les éleveurs de chèvres peuvent indiquer depuis fin 2021 à quelles fins ils élèvent leurs animaux (production de viande, production de lait...). Grâce à cette amélioration, les détenteurs de ces animaux pourront déterminer plus facilement si leur bétail est éligible aux programmes de paiements directs. En outre, les données de la production animale dans la statistique agricole ont été améliorées à partir de celles de la BDTA. Celle-ci vient d'entrer dans une phase de modernisation progressive qui durera plusieurs années.

## Effectifs maximaux

Le Conseil fédéral fixe le nombre maximal d'animaux par exploitation, comme le prévoit l'art. 46 L'Agr. La limite concerne l'élevage des porcs destinés à la reproduction ou à l'engraissement, ainsi que les élevages des poules pondeuses et des poulets de chair, des dindes et des veaux. Instaurée afin de protéger les exploitations capables de produire elles-mêmes la nourriture de leur bétail, elle vise aussi, aujourd'hui, des fins en rapport avec l'aménagement du territoire et la protection des eaux. Tout dépassement de la limite est sanctionné par une taxe.

En 2021, l'OFAG a accordé l'autorisation de dépasser la limite à plusieurs exploitations, à savoir :

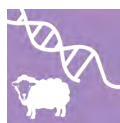
- huit exploitations satisfaisant aux règles des prestations écologiques requises (PER) sans pour autant céder d'engrais de ferme ;
- vingt et une exploitations actives dans l'élevage du porc et dans lesquelles sont utilement valorisés des sous-produits de l'industrie laitière ou d'autres productions alimentaires ; au total, 117 000 tonnes de sous-produits ont été valorisés de cette façon ;
- une ferme expérimentale appartenant à la Confédération.

### Dépenses économie animale

Dénomination	Budget 2021 fr.	Comptes 2021 fr.	Budget 2022 fr.
<b>Indemnités versées à des organisations privées du bétail</b>	<b>6 283 300</b>	<b>6 172 427</b>	<b>6 151 794</b>
<b>Soutien du marché de la viande</b>	<b>3 074 700</b>	<b>2 940 524</b>	<b>3 110 500</b>
Contributions au stockage de viande de veau	3 074 700	2 940 524	3 110 500
<b>Soutien du marché des œufs</b>	<b>2 000 000</b>	<b>2 000 000</b>	<b>2 000 000</b>
Campagnes de vente à prix réduits	*	500 000	*
Campagne d'œufs cassés	*	1 500 000	*
<b>Laine de mouton</b>	<b>800 000</b>	<b>705 952</b>	<b>800 000</b>
Contributions à la mise en valeur de la laine de mouton	*	571 450	*
Contributions pour des projets innovatifs de laine de mouton	*	134 502	*
<b>Contributions pour les appareils et les équipements des producteurs</b>	<b>50 000</b>	<b>27 870</b>	<b>50 000</b>
<b>Contributions aux frais d'élimination</b>	<b>49 002 800</b>	<b>47 626 683</b>	<b>49 143 700</b>
<b>Total</b>	<b>61 210 800</b>	<b>59 473 456</b>	<b>61 255 994</b>

Sources : Comptes d'Etat et OFAG

\* Le budget n'est pas détaillé pour ces sous-positions.



## Élevage

En 2021, la Confédération a accordé à vingt-trois syndicats d'élevage reconnus 32,24 millions de francs de subsides au titre de l'aide à la sélection animale. Les aides allouées à des projets de recherche et de préservation des ressources zoogénétiques ont bénéficié à vingt-cinq races suisses ; les efforts de conservation de la race chevaline du Franches-Montagnes ont aussi été stimulés par des aides fédérales.

La « Stratégie de sélection animale à l'horizon 2030 », adoptée par la Confédération en 2018, définit la direction générale que suivra la législation sur la sélection animale. Cette stratégie repose essentiellement sur la préservation et l'utilisation des ressources zoogénétiques cruciales pour la Suisse, c'est-à-dire des ressources que constituent des animaux sains, adaptés au pays et à ses structures, et sélectionnés chez nous.

### Subsides fédéraux

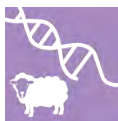
Seuls les syndicats d'élevage reconnus (cf. art. 144 LAg) peuvent recevoir des subsides fédéraux au titre de l'aide à la sélection animale. La liste des syndicats reconnus est publiée sur le site internet de l'OFAG (cf. Organisations d'élevage reconnues en Suisse). En Suisse, l'élevage est soumis aux dispositions de l'ordonnance du 31 octobre 2012 sur l'élevage (OE ; RS 910.310), qui précise entre autres les conditions auxquelles les syndicats d'élevage sont reconnus par l'OFAG. Ces conditions sont applicables à l'élevage des animaux suivants : les bovins, les porcins, les ovins, les chèvres, les équidés, les buffles d'Asie, les lapins, les volailles, les abeilles mellifères et les camélidés du Nouveau Monde. L'agrément est limité à dix ans au maximum.

En 2021, la Confédération a alloué au total **32,24 millions de francs** d'aides à **23 syndicats d'élevage** pour les aider à accomplir leur mission, en particulier dans la tenue des registres généalogiques et le contrôle des performances en élevage.

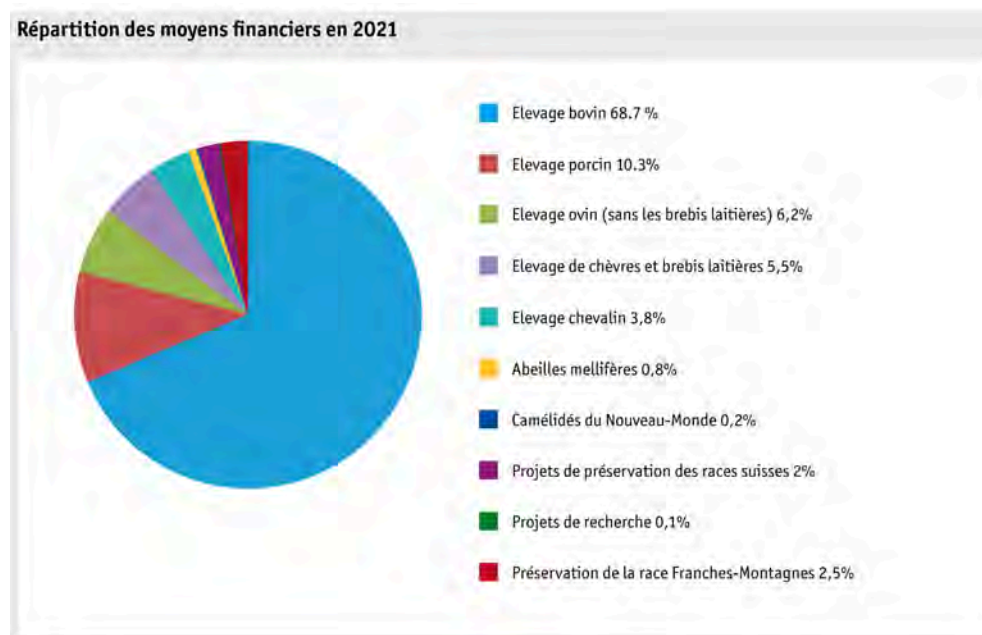


### Allocation des ressources en 2021

POLITIQUE > PRODUCTION ET VENTES



Quelque 23,22 millions de francs, soit 68,7 % des ressources disponibles pour promouvoir l'élevage, ont été alloués à l'élevage bovin, dont deux tiers ont été employés au contrôle des performances laitières. Les subsides fédéraux allègent le coût des services fournis par les syndicats d'élevage, ce dont bénéficient par exemple les éleveurs qui paient pour faire contrôler les performances laitières de leurs animaux. Ces subsides contribuent aussi à l'enrichissement des connaissances zootechniques grâce auxquelles il est possible d'orienter la sélection animale vers une production agricole durable.



Source: Compte d'Etat

**Aides versées pour les animaux inscrits au registre généalogique**

Depuis l'entrée en vigueur, le 1er janvier 2013, de l'OE révisée, les contributions fédérales aux animaux inscrits à un registre généalogique ne concernent plus que les individus :

- a) dont les parents et les grands-parents sont eux-mêmes inscrits à un registre généalogique de la même race et ;
- b) qui appartiennent pour 87,5 % ou plus à la race concernée.

En outre, les activités de sélection ne peuvent recevoir d'aide fédérale que si le propriétaire de l'animal est, pendant l'année de l'aide, membre actif d'une organisation d'élevage reconnue et qu'il est domicilié en Suisse ou dans la Principauté de Liechtenstein. Chaque activité de sélection ne peut être l'objet que d'une seule aide annuellement.

**Contrôle exercé sur les syndicats d'élevage**

Le subventionnement par l'État présuppose que celui-ci exerce un contrôle sur les activités subventionnées. C'est pourquoi les moyens alloués par la Confédération ne le sont qu'à des organisations reconnues. Par conséquent, toutes ces organisations sont l'objet d'une inspection menée sur place au moins une fois tous les cinq ans. Le compte rendu en est fait dans un rapport, où figurent également les éventuels manquements et les instructions données pour y remédier.





## Sauvegarde des races suisses et projets de recherche sur les ressources zoogénétiques

La diversité des espèces d'animaux d'élevage, des races et des ressources zoogénétiques est cruciale pour la capacité d'adaptation de l'agriculture et du secteur agroalimentaire ; elle présente en outre un intérêt patrimonial. C'est pourquoi l'OFAG agit dans divers domaines pour préserver et promouvoir les races d'origine suisse menacées d'abandon pour l'agriculture. Les mesures prises par la Confédération à ce jour, qu'elles soient d'ordre financier, logistique ou scientifique portent des fruits. Dans de nombreux cas, elles ont eu des effets favorables sur la taille et la composition du cheptel de ces races menacées. Au cours de l'année sous revue, **25 races suisses** appartenant à plusieurs catégories d'animaux (bovins, porcins, équidés, ovins, caprins, abeilles mellifères, et volailles) ont été l'objet d'aides fédérales. C'est notamment le cas de la race d'Évolène en ce qui concerne les bovins, du cheval des Franches-Montagnes, de la chèvre nera Verzasca et de la poule appenzelloise barbue.

La Confédération a dépensé l'année sous revue **1,55 million de francs** pour des projets de conservation des races suisses ainsi que pour des projets de recherche en zoogénétique.

Vous trouverez sur le site internet de l'OFAG de plus amples informations sur ce sujet.

Tabelle

Ausgaben Tierzucht

### Dépenses pour l'élevage

Espèce et mesure	Comptes 2020	Comptes 2021	Budget 2022	Organisations d'élevage reconnues, état 2021	Races 2021
	Fr.	Fr.	Fr.	Nombre	Nombre
<b>Bovins</b>	<b>23 452 642</b>	<b>23 215 695</b>	<b>23'124'248</b>	<b>6</b>	<b>35</b>
Gestion du herd-book	7 160 924	7 573 705	7'698'810		
Appréciation de la conformation	855 792	935 019	908'100		
Contrôle laitier (CL)	13 458 884	13 970 420	13'779'238		
CL délimitation	1 387 000	105 000	0		
Contrôle de la performance carnée	221 565	267 384	325'000		
Contrôles sanitaires	368 477	364 167	413'100		
<b>Chevaux</b>	<b>1 302 016</b>	<b>1 288 954</b>	<b>1'285'950</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
Poulains identifiés et enregistrés	1 278 016	1 265 404	1'252'800		
Testage d'étalons en station	22 500	22 500	30'000		
Testage d'étalons sur le terrain	1 500	1 050	3'150		
<b>Porcs</b>	<b>3 502 212</b>	<b>3 467 248</b>	<b>3'450'850</b>	<b>3</b>	<b>7</b>
Gestion du herd-book	1 327 332	1 212 506	892'500		
Epreuves sur le terrain (ultra-sons, description linéaire, poids)	222 080	220 112	229'600		
Epreuves en station	1 452 800	1 534 630	1'828'750		
Testage de verrats sur le terrain (odeur)					
Infrastructure	500 000	500 000	500'000		
<b>Moutons sans brebis laitières</b>	<b>2 116 297</b>	<b>2 095 188</b>	<b>2'091'700</b>	<b>6</b>	<b>19</b>
Gestion du herd-book	1 458 704	1 343 913	1'431'040		
Epreuves de performance d'élevage	657 593	751 275	660'660		
<b>Chèvres et brebis laitières</b>	<b>1 871 977</b>	<b>1 853 997</b>	<b>1'848'884</b>	<b>4</b>	<b>16</b>
Gestion du herd-book	1 257 552	1 213 936	1'179'100		
Contrôle laitier (CL)	529 129	563 533	554'644		
CL délimitation	49 000	42 000	79'000		
Epreuve de performance d'élevage (chèvres)	36 296	34 528	36'140		
<b>Camélidés du Nouveau-monde</b>	<b>65 070</b>	<b>64 005</b>	<b>63'140</b>	<b>1</b>	<b>2</b>
Gestion du herd-book	65 070	64 005	63'140		
<b>Abeilles mellifères</b>	<b>260 326</b>	<b>257 435</b>	<b>255'495</b>	<b>1</b>	<b>3</b>
Gestion du herd-book	21 560	21 950	20'835		
Pureté de race des reines	20 250	34 400	22'800		
Pureté de la race au moyen examen des ailes	1 296	1 190	160		
Epreuve de performance dans ruchers de testage	128 480	118 250	103'600		
Epreuve de testage	16 740	20 925	30'600		
Station de fécondation A	54 000	46 800	60'000		
Station de fécondation B	18 000	13 920	17'500		
<b>Préservation des races suisses</b>	<b>1 437 194</b>	<b>1 556 519</b>	<b>1'878'356</b>		
Préservation de la race Franches- Montagnes	859 000	853 500	875'000		
Projets pour la préservation des races sus:	498 234	659 529	883'559		
Stockage à long terme d'échantillon conge	*	*	19'797		
Contributions aux projets de recherche liés aux ressources zoogénétiques	79 960	43 490	100'000		
<b>Total</b>	<b>34 007 734</b>	<b>33 799 041</b>	<b>33'998'623</b>		

Sources : Compte d'Etat / Organisations d'élevage





## Production végétale, et grandes cultures en particulier

**En 2021, la Confédération a versé un total de 82,7 millions de francs pour les mesures relatives à la production végétale. 77 % du montant total consacré à ces mesures ont été alloués à la promotion des cultures particulières, 19 % au supplément pour les céréales, 3 % à la mise en valeur des fruits et 1 % au contrôle de la vendange.**

La Confédération soutient la production végétale non seulement au moyen de la protection douanière, mais encore par des mesures spécifiques. Dans les grandes cultures, elle verse des aides proportionnelles à la surface cultivée ; ces aides se composent de la contribution à des cultures particulières et du supplément pour les céréales, qui a remplacé en 2019 les contributions de la Confédération à l'exportation pour les céréales utilisées comme matières premières. Dans le domaine de la fruiticulture, la Confédération verse des contributions aux activités de mise en valeur des fruits suisses.



### Mesures 2021

Mesure/ Culture	Céréales	Légumi- neuses	Oléagi- neux	Pommes de terre	Betteraves à sucre	Semences	Légumes, viticulture	Fruits
Protection douanière <sup>1</sup>	X	X	X	X	X	X	X	X
Contributions aux mesures de mise en valeur								X <sup>2</sup>
Contribution spécifique à la surface	X <sup>4</sup>	X	X		X	X <sup>3</sup>		

1) Selon l'utilisation ou le numéro du tarif douanier, le prélèvement à la frontière est réduit ou nul. 2) Ne concerne qu'une partie de la quantité récoltée (réserve de marché pour concentrés de jus de fruits à pépins, compensation partielle de la différence entre le prix à la production étranger de la matière première et celui pratiqué en Suisse pour la fabrication de produits à base de petits fruits, de fruits à pépins et de fruits à noyau). 3) Ne concerne que les pommes de terre, le maïs et les plantes fourragères. 4) Sauf le maïs grain.

Source: OFAG



## Le Parlement maintient le niveau d'aide accordée à la production sucrière

En adoptant le 1er octobre 2021 la modification des art. 19 et 54 de la loi sur l'agriculture (LAgr), le Parlement a prolongé jusqu'à fin 2026 l'application de la protection douanière minimale pour le sucre de 7 francs par quintal et le versement de la contribution à des cultures particulières de 2100 francs par hectare, dont bénéficie la betterave sucrière. De plus, un supplément de 200 francs par hectare est accordé, jusqu'à la fin 2026, pour les betteraves sucrières cultivées selon les exigences de l'agriculture biologique ou de la production intégrée. Le Conseil fédéral a décidé que cette modification de la LAgr entrerait en vigueur au 1er mars 2022, à l'échéance du délai référendaire, en même temps que les modifications correspondantes de l'ordonnance sur les contributions à des cultures particulières et de l'ordonnance sur les importations agricoles.

### Supplément pour les céréales

Par rapport à 2020, le supplément pour les céréales est passé de 129 à 124 francs par hectare en raison du plus grand nombre de surfaces éligibles et, accessoirement, de la légère diminution des moyens budgétés. Au total, 15,6 millions de francs ont été versés au cours de l'année sous rapport.

### Supplément pour les céréales 2021

Surface	Total	Supplément
en hectares	En milliers de francs	en francs par hectare
126 472	15 693	124

Le montant du supplément pour les céréales, proportionnel à la surface cultivée, dépend des moyens budgétés à cette fin (15,7 millions de francs) et de la superficie éligible à ce programme d'aide supplémentaire. Le supplément pour les céréales se fonde sur l'art. 55 de la loi fédérale sur l'agriculture (LAgr).

### Contributions à des cultures particulières dans le domaine des grandes cultures

Au cours de l'année sous revue, les cultures de betteraves sucrières et de colza ont respectivement bénéficié d'un soutien financier à hauteur d'environ 34 et 23 millions de francs. Les contributions pour les autres cultures ont été nettement inférieures.

### Principales contributions en 2021 conformément à l'ordonnance sur les contributions à des cultures particulières (OCCP)

POLITIQUE > PRODUCTION ET VENTES



Culture	Surface	Contribution		Total
	en hectares	en francs par hectare	en milliers de francs	
Betteraves sucrières	16 068	2 100		33 742
Oléagineux hors soja	29 603	700		20 722
Soja	2 196	1 000		2 196
Plantes protéagineuses	5 238	1 000		5 238
Plants de pommes de terre et semences de maïs	1 624	700		1 137
Semences de graminées fourragères et de légumineuses fourragères	475	1 000		475
Réductions / Paiements antérieurs et ultérieurs, etc.				-37
<b>Total</b>				<b>63 473</b>

Source : OFAG

Les contributions à des cultures particulières se fondent sur l’art. 54 de la loi fédérale sur l’agriculture (LAgr) et sont versées pour la culture des oléagineux, des légumineuses à graines, des betteraves sucrières et la production de plants de pommes de terre et de semences de maïs, de graminées fourragères et de légumineuses fourragères. Pour des raisons pratiques, l’exécution de la mesure coïncide avec l’octroi des paiements directs (processus identiques).

- » [Production et ventes](#)
- » [Cultures spéciales vins, fruitières et maraîchères](#)

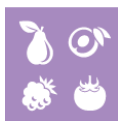
**Liens vers le site Web de l’OFAG :**

- » [Produits végétaux](#)

**Dépenses production végétale**

Dénomination	Comptes 2019	Comptes 2020	Comptes 2021	Budget 2022
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
<b>Contributions à la culture des champs</b>	<b>65 023 595</b>	<b>65 822 566</b>	<b>63 475 841</b>	<b>71 350 000</b>
Contributions à des cultures particulières pour oléagineux	21 517 194	22 058 689	22 905 082	23 004 000
Contributions à des cultures particulières pour légumineuses à graines	5 307 561	5 370 123	5 237 052	5 660 000
Contributions à des cultures particulières pour betteraves sucrières	36 628 290	36 797 794	33 722 996	41 020 000
Contributions à des cultures particulières pour semences	1 570 549	1 595 960	1 610 710	1 666 000
<b>Mesures pour les fruits</b>	<b>3 359 765</b>	<b>3 312 238</b>	<b>2 789 822</b>	<b>2 909 400</b>
Mise en valeur de fruits	3 359 765	3 198 686	2 753 374	2 909 400
Redesign obst.ch	-	113 552	36 448	-
<b>Promotion des produits viticoles</b>	<b>864 215</b>	<b>10 668 887</b>	<b>823 899</b>	<b>840 000</b>
Contrôle de la vendange, autres	864 215	826 341	823 899	840 000
Déclassement de vins	-	9 842 546	-	-
<b>Aides à la production végétale Total</b>	<b>69 247 574</b>	<b>79 803 691</b>	<b>67 089 561</b>	<b>75 099 400</b>
<b>Supplément pour les céréales</b>	<b>15 647 307</b>	<b>15 688 402</b>	<b>15 618 195</b>	<b>15 788 100</b>
<b>Dépenses production végétale Total</b>	<b>84 894 881</b>	<b>95 492 093</b>	<b>82 707 756</b>	<b>90 887 500</b>

Sources : Comptes d'Etat, OFAG



## Cultures spéciales fruitières, viticoles et maraîchères

**La protection douanière constitue le soutien déterminant de la Confédération à la culture maraîchère et fruitière. Dans cette optique, l'OFAG a conclu un nouveau contrat de services pour la période courant de 2022 à 2025. Le montant des aides à la mise en valeur des fruits est inférieur à celui de l'année précédente, mais la viticulture s'est vu allouer, en 2021 comme en 2020, une aide financière extraordinaire dans le domaine de la promotion des ventes.**

### Partenaire contractuel unique pour l'OFAG dans la collecte des données / Gestion des importations de fruits et de légumes

Les divers contrats liant l'OFAG à ses partenaires dans les activités de collecte des données et la gestion des importations de fruits et de légumes arrivaient à échéance fin 2021. L'intention de l'OFAG était de confier la réalisation de ces travaux à un prestataire unique. Cette intention s'est concrétisée par la conclusion du contrat avec la Communauté d'intérêt pour l'importation et exportation (CI IE) pour la période courant de 2022 à 2025.

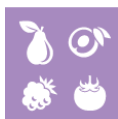
Le contrat garantit principalement la réalisation des plusieurs prestations. Notamment le relevé, auprès des cantons et des partenaires sur le marché, des données concernant la production de légumes et de fruits, le dépôt des demandes relatives à la gestion des importations de fruits et de légumes par l'OFAG (prévues à l'art. 4 et à l'art. 5 de l'ordonnance sur l'importation et l'exportation de légumes, de fruits et de plantes horticoles ; OIELFP). Le prestataire de services est aussi chargé de fournir, à des fins statistiques, les données des productions maraîchère et fruitière, afin qu'elles soient transmises à Eurostat. En vertu de l'art. 21 OIELFP, les cantons répondent du relevé des données prévues à l'art. 49 de l'ordonnance sur les importations agricoles (OIAgr). Quant à l'art. 22 OIELFP, il précise que l'OFAG peut charger des services de coordonner les activités de cantons, mais aussi de coordonner le relevé des données et d'accomplir d'autres tâches ; le mandat de prestations doit être attribué par contrat. L'octroi d'un tel mandat est soumis aux règles applicables aux marchés publics, et l'enveloppe budgétaire de celui-ci franchit le seuil fixé par l'OMC.

### Baisse globale des aides à la valorisation des fruits

Les aides fédérales à la valorisation des fruits ont atteint 2,8 millions de francs en 2021, soit 400 000 francs de moins que l'année précédente (3,2 millions de francs en 2020).

### Aides au stockage au même niveau qu'en 2020

En automne 2020, les cidreries ont stocké 3883 tonnes de concentré de jus de pomme et 321 tonnes de concentré de jus de poire au titre de la réserve de stabilité du marché 2020/2021. Ces réserves correspondent à 29 901 tonnes de pommes à cidre et à 2469 tonnes de poire à cidre. Les aides fédérales allouées à la constitution de réserves de concentré de jus de fruits à pépins se sont montées à 840 000 francs en 2021 ; elles étaient similaires à celles de l'année précédente (850 000 francs).



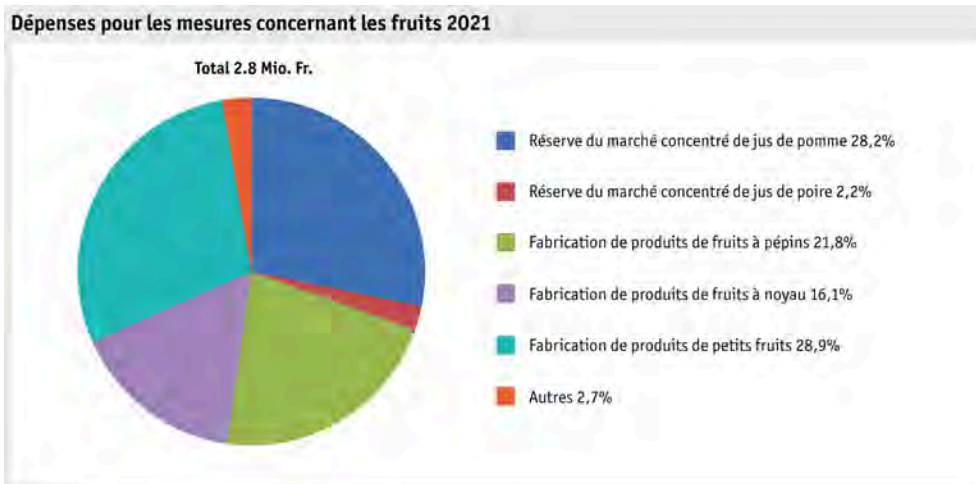
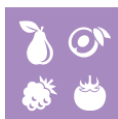
### Recul de 10 % du volume destiné à la fabrication de produits à base de petits fruits, de fruits à pépins et de fruits à noyau

La somme des aides allouées à la fabrication de produits à base de petits fruits, de fruits à pépins ou de fruits à noyau est inférieure d'un demi-million de francs à celle de 2020. Les aides en question ont permis de valoriser 7 099 tonnes de fruits en 2021. La production se décompose de la façon suivante : 5 168 tonnes de fruits à pépins, y compris les produits dérivés servant à fabriquer du vinaigre (5 666 tonnes en 2020), 1 407 tonnes de fruits à noyau (1 526 tonnes en 2020) et 524 tonnes de petits fruits (650 tonnes en 2020). Les aides peuvent être demandées et obtenues pour la production de l'année, ainsi que pour celle des deux années précédentes.



Pour de plus amples informations sur les aides à la fruiticulture et la législation qui s'y rapporte, veuillez voir sous OFAG > Production durable > Produits végétaux > Fruits.





Source : OFAG

### Aide supplémentaire à la promotion des ventes dans le secteur vitivinicole

Selon le programme de mise en œuvre de 2019 à 2021 pour la promotion des ventes de produits agricoles, les montants prévus dans le secteur vitivinicole se situent entre 2,8 (valeur minimale) et 3,1 (valeur maximale) millions de francs à investir en Suisse.

Pour 2021, 3 millions de francs étaient versés pour la promotion des ventes à Swiss Wine Promotion. Le soutien de la Confédération contribue aux efforts du secteur viticole pour mieux positionner le vin suisse à long terme.

L'OFAG avait versé un million de francs supplémentaire en 2020 et 2021, à titre de « mesures d'urgences ». Le montant des « mesures d'urgences » sera réduit pour l'année 2022 afin de revenir ensuite à un financement ordinaire.

- » [Production végétale](#)
- » [Promotion des ventes](#)

Liens vers le site de l'OFAG :

- » [Production végétale](#)
- » [Légumes](#)
- » [Fruits](#)
- » [Vins](#)





## Promotion des ventes

**La pandémie de COVID-19 a continué de perturber la promotion des ventes en 2021. Néanmoins, diverses campagnes de communication ont été réalisées en dépit des difficultés. Des projets novateurs ont également vu le jour dans le domaine du développement durable, et des entreprises se sont engagées hardiment sur de nouveaux marchés.**

La Confédération peut subventionner les opérations de communication marketing visant les produits agricoles suisses à hauteur de 50 % des coûts imputables au maximum. La moitié au moins des coûts doit donc être prise en charge par les organisations ou les interprofessions concernées. Il appartient en premier lieu aux acteurs de la branche de définir les objectifs de communication, de déterminer les groupes cibles, d'apporter des fonds propres et de contrôler l'efficacité de ces opérations. Le financement par la Confédération est de nature subsidiaire.

Depuis 2018, il est possible de financer des projets complémentaires à caractère innovant pour une durée maximale de quatre ans, en plus des projets permanents de promotion des ventes. La promotion des ventes s'ouvre de la sorte à de nouveaux organismes porteurs.

### De nouvelles actions en faveur de la vini-viticulture

Comme l'an dernier, la pandémie de COVID-19 a exigé beaucoup de souplesse de la part des organisations et des interprofessions. Certaines opérations de communication marketing n'ont pas pu avoir lieu comme prévu, et ont dû être reportées ou adaptées. Cependant, de grandes campagnes de promotion des ventes ont été réalisées malgré les difficultés.

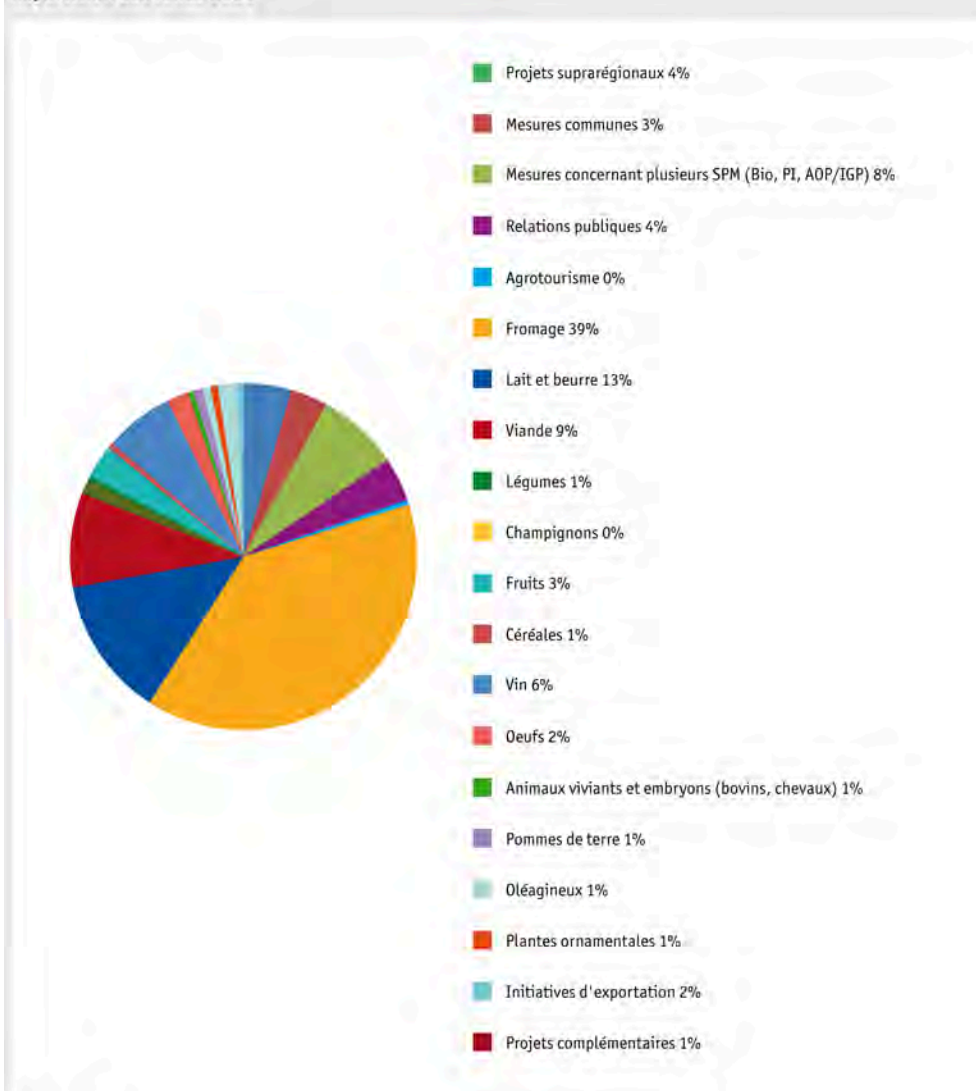
En 2021 comme l'année précédente, la vini-viticulture a reçu des aides supplémentaires destinées à surmonter la situation difficile sur le marché suisse du vin, une situation aggravée par la pandémie.

À part les activités de soutien permanentes, les projets suivants ont reçu un financement en 2021 :

- Projet visant à faire connaître la valeur de la production et de la consommation des produits régionaux en termes de développement durable ; le projet est placé sous l'égide de l'association Alpinavera.
- Première édition des semaines gastronomiques IGP ; les produits à base de viande et les vins suisses en étaient les vedettes.
- Congrès scientifique de la Fédération Européenne de Zootechnie, qui s'est tenu à Davos ; participation spéciale sous la forme des « Swiss Evenings » où étaient présentés des produits suisses.
- Lancement d'un podcast en faveur du lait et de la production laitière suisses ; ce podcast doit aussi promouvoir l'agriculture suisse dans son ensemble ainsi que la valeur créée par ce secteur.



Répartition des fonds 2021



Source: OFAG

### Appui donné aux initiatives visant à soutenir les exportations vers plusieurs pays

L'ordonnance sur la promotion des ventes de produits agricoles autorise le cofinancement de mesures de communication et d'analyse sur de nouveaux marchés à hauteur de 50 % des coûts imputables pour une durée maximale de cinq ans.

Comme en 2020, la COVID-19 a entraîné, l'année sous revue, l'annulation ou l'ajournement de différentes opérations, notamment dans la promotion des ventes (salons et dégustations). Plusieurs initiatives ont toutefois vu le jour avec le concours de la Confédération :

- Initiatives visant à stimuler les exportations de fromage en Afrique du Sud, au Brésil, au Canada, aux Émirats Arabes Unis, au Mexique, en Pologne et en Ukraine.
- Campagne de communication marketing dans le domaine du matériel génétique porcin et bovin, et dans le domaine des sous-produits d'abattage des porcs.

**POLITIQUE > PRODUCTION ET VENTES**

- Constitution d'un centre de compétences ayant pour mission d'aider les entreprises à pénétrer sur les marchés étrangers (Plate-forme pour les exportations agricoles).
- Campagne de communication marketing ciblant les vins suisses au Royaume-Uni.

## Dépenses Promotion de la qualité et des ventes

Secteurs / domaine de produit-marché/organisation	Comptes 2020		Comptes 2021 <sup>1)</sup>		Décision 2022	
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
<b>Production laitière</b>		<b>32 274 533</b>		<b>32 719 271</b>		<b>31 200 000</b>
<b>Fromage Suisse / Etranger</b>		<b>23 824 533</b>		<b>24 519 271</b>		<b>23 000 000</b>
<i>Switzerland Cheese Marketing SA (SCM)</i>		23 824 533		24 519 271		23 000 000
<b>Lait et beurre</b>		<b>8 450 000</b>		<b>8 200 000</b>		<b>8 200 000</b>
<i>Producteurs suisses de lait (PSL)</i>		8 450 000		8 200 000		8 200 000
<b>Production animale</b>		<b>6 864 976</b>		<b>7 121 349</b>		<b>7 460 000</b>
<b>Viande</b>		<b>5 460 000</b>		<b>5 525 000</b>		<b>5 750 000</b>
<i>Proviande société coopérative</i>		5 460 000		5 525 000		5 750 000
<b>Œufs</b>		<b>1 074 626</b>		<b>1 277 430</b>		<b>1 350 000</b>
<i>GalloSuisse</i>		1 074 626		1 277 430		1 350 000
<b>Animaux sur pied</b>		<b>330 350</b>		<b>318 919</b>		<b>360 000</b>
<i>Communauté de travail des éleveurs bovins suisses (CTEBS)</i>		300 000		300 000		300 000
<i>Fédération Suisse des Franches Montagnes (FM)</i>		30 350		18 919		60 000
<b>Production végétale</b>		<b>8 829 587</b>		<b>8 907 322</b>		<b>9 101 800</b>
<b>Légumes</b>		<b>695 443</b>		<b>860 000</b>		<b>800 000</b>
<i>Union maraîchère suisse (UMS)</i>		695 443		860 000		800 000
<b>Champignons</b>		<b>231 811</b>		<b>218 925</b>		<b>260 000</b>
<i>Union Suisse des producteurs de champignons (USPC)</i>		231 811		218 925		260 000
<b>Fruits</b>		<b>2 029 149</b>		<b>1 982 294</b>		<b>2 100 000</b>
<i>Fruit-Union Suisse (FUS)</i>		2 029 149		1 982 294		2 100 000
<b>Céréales</b>		<b>360 000</b>		<b>360 000</b>		<b>350 000</b>
<i>Association Pain suisse (APS)</i>		360 000		360 000		350 000
<b>Pommes de terre</b>		<b>600 000</b>		<b>550 000</b>		<b>600 000</b>
<i>Swisspatat</i>		600 000		550 000		600 000
<b>Oléagineux</b>		<b>383 353</b>		<b>470 000</b>		<b>520 000</b>
<i>Association Huile de colza suisse (ACS)</i>		383 353		470 000		520 000
<b>Plantes ornementales</b>		<b>525 635</b>		<b>435 141</b>		<b>590 000</b>
<i>JardinSuisse</i>		525 635		435 141		590 000
<b>Vin</b>		<b>4 004 196</b>		<b>4 030 962</b>		<b>3 881 800</b>
<i>Swiss Wine Promotion (SWP)<sup>2)</sup></i>		4 004 196		4 030 962		3 881 800
<b>D'autres domaines</b>		<b>13 256 081</b>		<b>13 032 640</b>		<b>13 830 360</b>
<b>Agritourisme</b>		<b>300 000</b>		<b>300 000</b>		<b>300 000</b>
<i>Agritourisme Suisse</i>		300 000		300 000		300 000
<b>Mesures communes</b>		<b>2 237 840</b>		<b>2 176 077</b>		<b>2 530 000</b>
<i>Agra-Marketing Suisse</i>		2 100 000		2 061 867		2 300 000
<i>Centre Vert - Nature et alimentation</i>		47 840		24 210		140 000
<i>Exposition des produits à la foire de l'OLIMA</i>		40 000		40 000		40 000
<i>Semaine du Goût</i>		50 000		50 000		50 000
<b>Mesures concernant plusieurs SPM (bio, PI, AOP / IGP)</b>		<b>5 015 000</b>		<b>4 815 000</b>		<b>4 855 000</b>
<i>Bio Suisse</i>		2 100 000		1 900 000		1 940 000
<i>IP-Suisse</i>		1 650 000		1 650 000		1 650 000
<i>Association suisse des AOP-IGP</i>		1 265 000		1 265 000		1 265 000
<b>Communications des prestations fournies dans l'intérêt général</b>		<b>2 500 000</b>		<b>2 577 918</b>		<b>2 675 060</b>
<i>Union Suisse des Paysans (USP)</i>		2 080 000		2 107 918		2 205 060
<i>Information et communication agricoles LID</i>		420 000		470 000		470 000
<b>Projets suprarégionaux</b>		<b>2 768 482</b>		<b>2 810 079</b>		<b>3 270 300</b>
<i>Alpinavera</i>		527 238		564 410		642 300
<i>Culinarium</i>		625 000		625 000		637 100
<i>Das Beste der Region</i>		696 243		700 669		997 100
<i>Pays romand-pays gourmand</i>		920 000		920 000		993 800
<b>Projets complémentaires</b>		<b>434 760</b>		<b>353 567</b>		<b>200 000</b>
<i>Producteurs suisses de lait (PSL)</i>		250 000		200 000		200 000
<i>Alpinavera</i>		42 649				
<i>Pays romand - pays gourmand</i>		42 111				
<i>Agra-Marketing Suisse</i>		100 000				
<i>Association suisse des AOP-IGP</i>				110 000		
<i>European Federation of Animal Science EAAP</i>				43 567		
<b>Initiative d'exportation</b>		<b>885 375</b>		<b>1 139 503</b>		<b>1 369 915</b>
<b>Fromage</b>		<b>599 823</b>		<b>299 106</b>		<b>306 955</b>
<i>Switzerland Cheese Marketing SA (SCM)</i>		599 823		299 106		306 955
<b>Viande</b>				<b>316 787</b>		<b>525 250</b>
<i>Proviande société coopérative</i>				290 287		500 000
<i>Suisseporc</i>				26 500		25 250
<b>Génétique bovine</b>		<b>114 596</b>		<b>41 787</b>		<b>40 000</b>
<i>Communauté de travail des éleveurs bovins suisses (CTEBS)</i>		114 596		41 787		40 000
<b>Vin</b>				<b>45 642</b>		
<i>Swiss Wine Promotion (SWP)</i>				45 642		
<b>Marketing pour la Chine basé sur un bruit de fond médiatique</b>		<b>24 940</b>				
<i>Société simple Marketing pour marquer la présence en Chine (bruit de fond médiatique)</i>		24 940				
<b>Plateforme pour les exportations agricoles</b>		<b>96 016</b>		<b>204 055</b>		<b>247 710</b>
<i>Plateforme pour les exportations agricoles</i>		96 016		204 055		247 710
<b>Inspections des exportations et entraide judiciaire</b>		<b>50 000</b>		<b>232 126</b>		<b>250 000</b>
<i>Interprofession du Gruyère IPG</i>		11 399		95 878		
<i>Emmentaler Switzerland</i>		37 734		128 680		
<i>Interprofession Tête de Moine</i>		868		7 568		
		<b>62 110 554</b>		<b>62 920 085</b>		<b>62 962 075</b>

1) Compte final encore ouvert dans certains cas

2) Mesures d'urgence incl.



## Promotion de la qualité et de la durabilité

### Les demandes de financement de projets restent nombreuses.

Il existe divers moyens de stimuler la compétitivité de l'agriculture et du secteur alimentaire suisses. On peut, d'une part, diminuer les coûts de la production agricole ou, d'autre part, chercher à créer la plus forte valeur possible sur le marché. L'innovation reste néanmoins le facteur-clé de la réussite économique. Or elle ne peut exister que si les pouvoirs publics créent des conditions qui lui sont favorables. Il s'agit premièrement de laisser s'épanouir la liberté entrepreneuriale et deuxièmement de se doter d'instruments permettant de favoriser spécifiquement l'innovation. À cet égard, la politique agricole peut se fonder sur l'art. 11 L'Agr ainsi que sur l'ordonnance sur la promotion de la qualité et de la durabilité dans le secteur agroalimentaire. Les projets en cours l'année sous revue (47 projets) étaient grosso modo aussi nombreux que l'année précédente. La somme des subventions allouées à ces projets se monte à 1,6 million de francs. Deux projets d'importance (« Schweine Plus Gesundheitsprogramm » et « Digitalisierung QM FROMARTE ») ont été bouclés en 2020.

### Une grande diversité de projets

Les nombreuses possibilités offertes par l'ordonnance susmentionnée se reflètent dans la diversité des projets subventionnés en 2021.

Les standards de production constituent un domaine ouvert au subventionnement, dès lors qu'ils imposent des normes de qualité et de développement durable plus sévères que celles de la législation (par exemple les PER) et qu'ils offrent à la branche un potentiel commercial. Dans ce domaine, citons par exemple les projets suivants, qui ont obtenu un financement :

- étude de faisabilité d'une marque distinguant le poisson pêché en Suisse ;
- étude préliminaire concernant une filière du lait et de la viande reposant sur l'emploi de ressources régionales dans le territoire classé par l'UNESCO comme réserve de biosphère de l'Entlebuch ;
- projet (en phase initiale) de commercialisation de produits issus d'une agriculture régénératrice et projet (en phase initiale) de production répondant à un standard haut de gamme d'agriculture biologique : le bio+ ;
- mesures prises dans le secteur vini-viticole afin de jeter les bases d'un standard commun de développement durable visé par les professionnels.

La Confédération a également financé des projets à la fois innovants, propices à la qualité comme à la durabilité et pouvant servir de modèle à l'ensemble de la branche concernée. Il s'agit notamment des projets suivants : Farm to table Academy, projet destiné à faire connaître de façon vivante l'agriculture régionale ; Schweizer Henne, une étude de marché ciblée sur la poule au pot afin de lutter contre le gaspillage des aliments ; le projet Schweizer Glühwein, soit le vin chaud suisse, en vue de créer un nouveau débouché pour les vins suisses ; enfin le projet Bee'N'Bee, une plate-forme de prestations écologiques reliant les consommateurs aux producteurs.

La plate-forme Regiosuisse gère une base de données où sont enregistrés les projets de développement régional. Le lecteur y trouvera la liste des projets OQuaDu ayant reçu des subsides fédéraux.

Nicolas Schönenberger, OFAG, secteur Promotion de la qualité et des ventes  
Jasmin Siegrist, OFAG, secteur Promotion de la qualité et des ventes



## Désignation des produits agricoles

**L'année 2021 a été une année faste pour les AOP et IGP. Le registre fédéral des dénominations d'origine et des indications géographiques s'est enrichi de deux nouvelles désignations et la Confédération a renforcée son soutien à la défense des indications géographiques.**

### Enregistrement des deux premières AOP carnées

Le Registre fédéral des AOP et des IGP s'est enrichi en 2021 de deux nouvelles désignations : les AOP « Jambon de la Borne » et « Boutefas ». Il s'agit des deux premiers produits AOP à base de viande enregistrés en Suisse. Ces deux spécialités partagent une complémentarité des processus de fabrication. Elles sont toutes deux issues d'une production porcine fondée sur un affouragement spécifique à l'aire géographique et garantissant des conditions supérieures en matière de bien-être animal.

Ancrés dans les traditions séculaires et toujours vivantes, les recettes et le savoir-faire artisanal de fabrication du « Jambon de la Borne » et du « Boutefas » se sont transmis au fil des siècles au sein des familles rurales et entre patrons et apprentis bouchers, assurant la qualité authentique des produits et leur perpétuation.

Le registre suisse compte à présent 42 inscriptions, dont 25 appellations d'origine protégées (AOP) et 17 indications géographiques protégées (IGP).

### Registre des AOP/IGP au 31 décembre 2021

## Renforcement de la protection internationale des indications géographiques

Le 1er décembre 2021, la Suisse a adhéré à l'Acte de Genève de l'Arrangement de Lisbonne. La participation de la Suisse à ce système international d'enregistrement et de protection des indications géographiques permet aux bénéficiaires d'AOP et d'IGP suisses d'obtenir la protection de leur dénomination au moyen d'une procédure unique, simple et peu coûteuse auprès de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle. La Confédération a également augmenté son soutien aux interprofessions sur le plan international sur la base de l'art. 16b de la loi sur l'agriculture. Elle prend désormais en charge une partie des frais découlant des procédures engagées par les filières, par exemple dans le cadre de la procédure d'enregistrement de la marque Gruyère aux États-Unis.

### Forum national des AOP et IGP

La seconde édition du Forum national des AOP et IGP a eu lieu le 5 novembre 2021. L'objectif de cette plateforme est de maintenir de bonnes relations avec les différents acteurs et experts des filières AOP et IGP, l'administration fédérale ainsi que d'autres institutions (organismes de certification, chimistes cantonaux, etc.) en entretenant un dialogue autour des thèmes actuels. Une trentaine de personnes y ont participé. Les thèmes abordés ont été les synergies potentielles entre projets de développement régional et les AOP-IGP, la stratégie de défense des dénominations ainsi que les limites de l'évolution technologique des indications géographiques.



### Activité de surveillance de l'OFAG

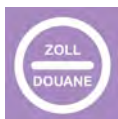
Dans le cadre de son activité de surveillance en 2021, l'OFAG a procédé aux inspections annuelles des six organismes de certification actifs dans le domaine de la désignation des produits agricoles. Cette activité couvre le respect des exigences des ordonnances suivantes : ordonnance sur l'agriculture biologique, ordonnance sur les AOP et les IGP et ordonnance sur les dénominations « montagne » et « alpage ». Six audits de bureau (office audits) ainsi que vingt audits d'accompagnement (witness audits) couvrant les trois désignations ont été effectués.



**Registre des AOP / IGP le 31 décembre 2021**

Dénomination	Protection	Exploitations agricoles	Entreprises	Quantité produite		Organisme de certification
				certifiée 2020	certifiée 2021	
		nombre	nombre	t	t	
<b>Fromage</b>						
L'Étivaz	AOP	–	66	425	440	OIC
Emmentaler	AOP	2002	124	17219	16760	OIC
Gruyère	AOP	1910	246	30578	32404	OIC
Sbrinz	AOP	246	34	1487	1485	ProCert
Tête de Moine	AOP	232	9	2665	3035	OIC
Formaggio d'alpe ticinese	AOP	–	37	296	299	OIC
Vacherin fribourgeois	AOP	917	111	2694	3050	OIC
Vacherin Mont-d'Or	AOP	87	14	554	567	OIC
Berner Alpkäse / Hobelkäse	AOP	48	429	1025	964	OIC
Raclette du Valais	AOP	344	85	1815	2066	OIC
Bloderkäse-Werdenberger	AOP	135	6	24	24	ProCert
Sauerkäse/Liechtensteiner	AOP	–	–	–	–	–
Glarner Alpkäse	AOP	–	34	91	82	ProCert
<b>Produits à base de viande</b>						
Bündnerfleisch	IGP	–	72	3040	3434	ProCert
Longeole	IGP	–	14	18	17	OIC
Saucisse d'Ajoie	IGP	–	8	60	57	OIC
Viande séchée du Valais	IGP	–	30	470	589	OIC
Jambon cru du Valais	IGP	–	29	353	385	OIC
Lard sec du Valais	IGP	–	29	261	294	OIC
Saucisson neuchâtelois	IGP	–	8	121	122	OIC
Saucisse neuchâteloise	IGP	–	–	–	–	–
Saucisson vaudois	IGP	–	40	690	655	ProCert
Saucisse aux choux vaudoise	IGP	–	39	485	457	ProCert
St. Galler Bratwurst/	IGP	–	–	–	–	–
St. Galler Kalbsbratwurst	IGP	–	36	4170	3870	ProCert
Glarner Kalberwurst	IGP	–	7	29	29	ProCert
Appenzeller Mostbröckli	IGP	–	16	262	248	ProCert
Appenzeller Pantli	IGP	–	16	58	48	ProCert
Appenzeller Siedwurst	IGP	–	16	100	94	ProCert
Berner Zungenwurst	IGP	–	20	–	55	OIC
<b>Spiritueux (litres 100% alcool)</b>						
Eau-de-vie de poire du Valais	AOP	402	23	19824 lt	20086 lt	OIC
Abricotine / Eau-de-vie d'Abricot du Valais	AOP	122	9	16581 lt	17508 lt	OIC
Damassine	AOP	92	82	2465 lt	2477 lt	OIC
Zuger Kirsch / Rigi Kirsch	AOP	–	20	50000 lt	45000 lt	ProCert
<b>Autres produits</b>						
Rheintaler Ribel	AOP	35	1	37	33	ProCert
Cardon épineux genevois	AOP	4	1	54	52	ProCert
Pain de seigle valaisan	AOP	37	44	543	531	OIC
Safran de Mund	AOP	12	–	0.002	0.001	OIC
Poire à Botzi	AOP	20	3	48	24	ProCert
CuChaule	AOP	–	50	215	227	ProCert
Zuger Kirschtorte	IGP	–	9	65	146	ProCert
Huile de noix vaudoise	AOP	45	3	–	0.515	OIC

Source : OFAG



## La réglementation des importations et son application

**L'OFAG simplifie encore les réglementations d'importation et n'exige plus d'émoluments pour l'importation de marchandises avec un permis général d'importation (PGI). La numérisation de l'administration des contingents tarifaires continue de progresser. Le projet eKontingente, qui vise à réunir trois applications informatiques en une seule, sera bientôt terminé.**

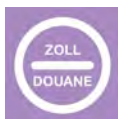
Les entreprises qui souhaitent importer des produits agricoles doivent se plier à une multitude de règles. L'OFAG met tout en œuvre pour simplifier celles qui s'appliquent à l'importation proprement dite et réduire au minimum le travail administratif qu'elles occasionnent. Comme par le passé, il s'attache, dans la réglementation (ordonnance sur les importations agricoles, OIAgr) et son application, à ce que toutes les entreprises qui le désirent puissent obtenir des parts de contingents d'importation. En outre, l'OFAG s'engage à faciliter autant que possible les opérations pour tous les participants, grâce aux processus informatisés et aux informations en ligne.



**Les émoluments pour l'importation avec un permis général d'importation (PGI) sont supprimés et d'autres simplifications sont mises en œuvre**

Les trains d'ordonnances agricoles 2020 et 2021 comprenaient, dans l'OIAgr et l'OIELFP, de nombreuses simplifications des réglementations d'importation, qui sont entrées en vigueur en 2022. Le régime des émoluments pour l'importation avec PGI a notamment été supprimé. Certes, l'établissement d'un PGI par l'OFAG a toujours été gratuit. Un émolument était cependant prélevé lorsqu'une personne utilisait son PGI, c'est-à-dire qu'elle indiquait son numéro d'autorisation dans la déclaration en douane. L'OFAG facturait périodiquement ces émoluments. Alors que les coûts et les charges administratives dans les entreprises ont pu être considérablement réduits grâce à la suppression des émoluments PGI et que certaines tâches ont également été supprimées à l'OFAG, les recettes de la Confédération n'ont diminué que modérément, soit environ 2,7 millions de francs par an.

## POLITIQUE &gt; PRODUCTION ET VENTES



En parallèle, l'obligation du PGI a été levée pour plus de 40 numéros du tarif douanier, dont les numéros pour la semence de bovins, certaines céréales, les produits à base de fruits et les produits laitiers en dehors (et parfois aussi dans le cadre) des contingents tarifaires.

La procédure la plus simple au plan administratif est la répartition dans l'ordre des déclarations en douane, aussi appelée procédure du fur et à mesure à la frontière. Depuis 2022, cette procédure est appliquée à deux autres contingents, à savoir le contingent tarifaire partiel pour les produits semi-finis à base de pommes de terre, dont font notamment partie les flocons de pommes de terre, et le contingent tarifaire pour les produits à base de fruits à pépins, comme par exemple le cidre ou l'Apfelschorle.

Le rapport sur les mesures tarifaires douanières donne un aperçu des autres modifications de l'OIAgr de 2021 ; ce rapport est disponible avec la publication de l'attribution des contingents tarifaires 2021 sur [www.import.ofag.admin.ch](http://www.import.ofag.admin.ch).

### Résultats des mises en adjudication pour la période contingente 2021

La répartition des contingents tarifaires, c'est-à-dire la quantité limitée qui peut être importée à un taux réduit, représente une partie importante de l'exécution de la réglementation des importations. Une méthode de répartition fréquemment employée est la procédure d'adjudication. L'OFAG a réalisé 120 mises en adjudication pour la période contingente 2021, dont 105 rien que dans le domaine de la viande. Au total, l'OFAG a facturé 233 millions de francs aux importateurs, dont plus de 90 % étaient des factures d'enchères pour des parts de contingent de produits à base de viande et de charcuterie.

Les résultats détaillés des ventes aux enchères des contingents figurent dans le tableau ci-dessous.

### La numérisation continue de progresser

À l'issue d'une première étape intensive, l'application Internet eKontingente a été lancée en décembre 2020 ; le projet est passé sans transition à la deuxième étape. À partir de février 2023, les parties internes à l'OFAG de l'administration des continents seront également exécutées dans eKontingente. Pour ce faire, la base de données a été entièrement repensée. D'une part, la nouvelle application offre les fonctionnalités des trois applications précédentes. D'autre part, diverses améliorations ont été apportées pour que la communication avec les importateurs et les autres parties intéressées se déroule en grande partie sans papier. De nombreuses informations importantes figurent déjà dans la partie publique de [www.ekontingente.admin.ch](http://www.ekontingente.admin.ch). Les ayants droit des entreprises peuvent se connecter au domaine protégé à partir de cette page pour gérer leurs parts de contingent, annoncer la prise en charge de produits indigènes ou saisir des offres dans le cadre des mises en adjudication. Le même portail permet aux utilisateurs de l'OFAG de contrôler et de traiter les données.

Il est encore trop tôt pour tirer des conclusions sur l'introduction de eKontingente. Ce qui, en revanche, est devenu clair pour tous les participants au cours du projet : malgré les nombreuses simplifications apportées à la réglementation des importations au cours des dernières années, il existe encore un grand potentiel pour faciliter l'importation de produits agricoles.

**Résultats des mises en adjudication pour la période contingitaire 2021**

Groupe de produits et produits mis en adjudication	Unité	Quantité mise en adjudication	Prix d'adjudication, moyenne	Part du contingent tarif. (partiel) total mise en adjudication	Mises en adjudication 2021	Participants par appel d'offres
			fr. / unité	%	Nombre	Nombre, ou nombre moyen
<b>Viande, y compris produits à base de viande et charcuterie, ainsi que produits laitiers et animaux d'élevage</b>	1	Nombre d'unités			Nombre	Nombre, ou nombre moyen
Viande de porc en moitiés	kg br.	600 000	1.46	100	2	14
Volaille	kg br.	47 000 000	2.20	100	5	70
Viande ovine	kg br.	2 950 000	3.75	50	7	31
Viande caprine	kg br.	75 000	5.87	60	1	18
Viande chevaline	kg br.	1 464 000	0.13	60	5	14
Viande de veau (carcasses, pistolas)	kg br.	162 500	9.49	50	3	16
Foies de veau	kg br.	45 000	0.16	50	4	5
Aloyaux / High-Quality-Beef	kg br.	2 987 500	10.33	50	13	32
Viande de vache en carcasses destinée à la transformation	kg br.	6 175 000	1.84	50	12	22
Langues	kg br.	25 000	0.03	50	2	3
Museaux de bœuf	kg br.	35 000	0.07	50	3	3
Viandes transformées à partir d'animaux de l'espèce bovine	kg br.	1 225 000	3.74	50	12	17
Morceaux parés de la cuisse de bœuf, crus, salés et assaisonnés	kg br.	825 721	1.01	100	12	8
Viande de bœuf (kascher)	kg br.	284 700	0.04	100	4	8
Viande de bœuf (halal)	kg br.	410 000	4.95	100	4	12
Viande de mouton (kascher)	kg br.	20 000	0.14	100	4	6
Viande de mouton (halal)	kg br.	175 000	3.51	100	4	11
Jambon séché à l'air	kg br.	2 600 000	8.14	100	1	56
Viande séchée à l'air	kg br.	220 000	11.44	100	1	34
Charcuterie	kg br.	4 086 500	5.54	100	1	79
Jambon en boîte et jambon cuit	kg br.	71 500	7.34	100	1	16
Viande de bœuf en conserve	kg br.	770 000	0.78	100	1	11
Jambon séché à l'air GB	kg br.	2	2	100	1	0
Viande de l'espèce bovine séchée à l'air GB	kg br.	2	2	100	1	0
Charcuterie GB	kg br.	6 000	2	100	1	1
Poudre de lait	kg net	300 000	0.55	100	3	5
Beurre	kg 82 % TMG	2 600 000	5.10	100	3	14
Animaux de l'espèce bovine	pces.	1 200	1185.36	100	2	11
<b>Produits végétaux</b>						
Pommes de terre de table	kg net	3 250 000	0.11	20	1	14
Produits semi-finis à base de pommes de terre destinés à la fabrication de sauces et de soupes	kg éq.	530 000	0.03	100	2	2
Autres produits semi-finis à base de	kg éq.	632 450	0.02	100	2	5
Produits finis à base de pommes de terre	kg éq.	2 500 000	0.84	100	1	37
Produits de fruits à pépins <sup>3</sup>	kg éq.	244 000	0.62	100	1	9

<sup>1</sup> Pces : pièces, kg br. : poids brut en kilogrammes, kg net : poids net en kilogrammes, kg éq. : équivalents des produits frais pour les produits transformés, dont le poids net est converti sur la base de facteurs fixes. Poids 80 % TMG : kilo net de beurre contenant 82 % de matière grasse du lait ; les importations sous la position tarifaire 0405.9010 sont converties en kg 82 % TMG au moyen du facteur 1,21.

<sup>2</sup> Die drei Zollkontingente Nr. 101 Luftgetrockneter Rohschinken GB, Nr. 102 Luftgetrocknetes Trockenfleisch GB und 301 Wurstwaren GB wurden für das Jahr 2021 erstmals versteigert. Sie wurden dem Vereinigten Königreich (GB) in Folge des Brexits zugestanden.

Für Kontingentsanteile bei Rohschinken und Trockenfleisch gingen keine Gebote ein (Anzahl Teilnehmer = 0). Die ausgeschriebenen Mengen betragen 59.4 t und 12.1 t brutto. Beim Kontingent für Wurstwaren aus GB reichte nur ein Teilnehmer Gebote ein, weshalb in der Tabelle kein Durchschnittspreis angegeben wird.

<sup>3</sup> Das Zollkontingent Nr. 21 wurde 2021 zum letzten Mal versteigert. Seit 2022 wird es "in der Reihenfolge der Zollanmeldungen" verteilt (Windhund an der Grenze). Das bisherige Zollkontingent Nr. 31 (autonomes Zollkontingent mit Zuteilung aufgrund der Exportleistung) ist seit 2021 abgeschafft.

Das Zollkontingent Nr. 20 für Obst zu Most- und Brennwecken wird bereits seit 2020 im Windhund an der Grenze verteilt und ist in dieser Aufstellung nicht mehr vorhanden.

Source: OFAG



## Moyens financiers pour les paiements directs

**En vertu de l'art. 104 de la Constitution fédérale, l'agriculture a le mandat légal de fournir des prestations d'intérêt général. Ces prestations sont encouragées par un type de paiement direct spécifique. Elles comprennent par exemple les formes de production respectueuses de la nature, de l'environnement et des animaux, la préservation des ressources naturelles et à l'entretien du paysage cultivé. En 2021, la Confédération a versé environ 2,8 milliards de francs de paiements directs à l'agriculture.**

La Politique agricole 14–17 a permis d'axer les paiements directs plus clairement sur les objectifs fixés dans la Constitution fédérale. Le Conseil fédéral a décidé de maintenir en principe tel quel ce système développé des paiements directs pour les années 2018–2021 et de créer ainsi des conditions-cadre stables sur huit ans. Lors de la session de printemps 2021, le Parlement a décidé de suspendre la Politique agricole à partir de 2022 (PA22+) et a approuvé, le 3 juin 2021, uniquement le plafond des dépenses pour la période 2022 – 2025. En parallèle, le Parlement a décidé des modifications de la législation dans le cadre de l'initiative parlementaire 19.475 « Réduire le risque de l'utilisation de pesticides ». Lors des délibérations parlementaires, cette initiative a été complétée par un objectif visant une réduction appropriée des pertes d'éléments fertilisants dans l'agriculture. Le 13 avril 2022, le Conseil fédéral a adopté le premier train d'ordonnances pour une eau potable propre et une agriculture plus durable, qui met en œuvre une première partie de l'initiative parlementaire 19.475. Grâce aux nouvelles dispositions prévues, l'environnement sera mieux protégé contre les effets des produits phytosanitaires et des excédents d'éléments fertilisants. La plupart des dispositions d'ordonnance entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023. La Commission de l'économie et des redevances du Conseil des États (CER-E) a en outre décidé, le 28 juin 2022, d'entrer en matière sur la PA22+ et d'entamer la délibération détaillée avant la session d'automne 2022.





## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, il existe sept types de contributions dans le cadre des paiements directs ; celles-ci sont nommées conformément au but principal visé. Des informations plus détaillées sur les différents programmes sont disponibles sous les articles correspondants.

- » Contributions au paysage cultivé
- » Contributions à la sécurité de l'approvisionnement
- » Contributions à la biodiversité
- » Contribution à la qualité du paysage
- » Contributions au système de production
- » Contributions à l'utilisation efficiente des ressources
- » Contribution de transition

### Dépenses

En 2021, la Confédération a versé au total 2,815 milliards de francs de paiements directs. La plus grande partie a été versée pour les contributions à la sécurité de l'approvisionnement (1,078 milliard de francs), suivies par les contributions au paysage cultivé (528 millions de francs), les contributions au système de production (501 millions de francs) et les contributions à la biodiversité (435 millions de francs).

Les dépenses de 2021 pour les programmes liés au paysage cultivé, aux systèmes de production et à l'efficacité des ressources ont légèrement augmenté par rapport à 2020. Les dépenses pour les contributions à la qualité du paysage restent stables et les contributions à la sécurité de l'approvisionnement ont légèrement baissé.

### Dépenses au titre des paiements directs

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



Poste de dépenses	2019	2020	2021	2022 <sup>1</sup>
	Millions de fr.	Millions de fr.	Millions de fr.	Millions de fr.
Contributions au paysage cultivé	528	525	528	528
Contributions à la sécurité de l'approvisionnement.	1 081	1 080	1 078	1 080
Contributions à la biodiversité	417	426	435	433
Contribution à la qualité du paysage	146	147	147	147
Contributions au système de production	489	493	501	503
Contributions à l'efficacité des ressources	37	39	43	27
Contributions pour les programmes de protection des eaux				
et les programmes d'utilisation durable des ressources naturelles (LEaux et LAgr, art. 77a/b)	25	24	28	35
Contribution de transition	104	80	63	58
Réductions/ versements anticipés et ultérieurs, etc.	- 8	- 9	- 8	-
<b>Total</b>	<b>2 819</b>	<b>2 805</b>	<b>2 815</b>	<b>2 811</b>

<sup>1</sup>Source : Budget 2022 avec plan intégré des tâches et des finances 2023 – 2025 des unités administratives, volume 2B. Administration fédérale des financesSource : OFAG

## Nombre d'exploitations à l'année et d'exploitations d'estivage par canton en 2021

### Répartition des moyens financiers

Le graphique ci-dessous donne un aperçu de la répartition des moyens financiers dans le domaine des paiements directs.

### Aperçu des types de contributions



## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



Répartition des contributions versées entre les types de paiements directs 2020 (en millions de fr.)



Source: OFAG

Les tableaux ci-dessous comprennent des données plus détaillées sur les différents types de contributions et sur les contributions versées en 2021 selon le canton et la région :

**Aperçu des paiements directs par canton****Aperçu des paiements directs par région****Paiements directs à l'échelon de l'exploitation par classe de grandeur (zone de plaine et zone des collines)****Paiements directs à l'échelon de l'exploitation par classe de grandeur (zone de montagne I et II)****Paiements directs à l'échelon de l'exploitation par classe de grandeur (zone de montagne III et IV)****Paiements directs à l'échelon de l'exploitation par région (plaine, collines, montagne)**

**Nombre d'exploitations à l'année et d'estivage par canton pour 2020**

Exploitation à l'année avec Pdir	
Canton	Nombre d'exploitations
ZH	2 658
BE	9 309
LU	4 120
UR	504
SZ	1 381
OW	553
NW	390
GL	313
ZG	474
FR	2 314
SO	1 096
BL	759
SH	436
AR	591
AI	396
SG	3 360
GR	1 989
AG	2 402
TG	1 998
TI	694
VD	2 880
VS	2 355
NE	673
GE	236
JU	910
<b>CH</b>	<b>42 791</b>

Exploitation d'estivage avec Pdir	
Canton	Nombre d'exploitations
ZH	7
BE	1 430
LU	240
UR	303
SZ	408
OW	246
NW	129
GL	117
ZG	4
FR	584
SO	54
BL	9
SH	1
AR	109
AI	138
SG	358
GR	930
AG	3
TG	0
TI	233
VD	633
VS	527
NE	148
GE	0
JU	96
<b>CH</b>	<b>6 707</b>

Source : OFAG

**Aperçu de tous les types de paiements directs selon les cantons 2021**

Canton	Contributions au paysage cultivé	Contributions à la sécurité de l'approvisionnement	Contributions à la biodiversité	Contributions à la qualité du paysage	Contributions au système de production	Contributions à l'utilisation efficiente des ressources	Contribution de transition	Réductions* / paiements préalables/ultérieurs / limitations	Total Paiements directs
ZH	8 491 038	68 671 450	30 882 020	8 722 765	29 338 053	3 106 677	3 905 460	- 849 691	152 267 772
BE	105 764 199	207 489 342	72 120 620	27 701 890	89 020 994	7 247 284	13 158 851	- 1 257 894	521 245 284
LU	27 226 133	79 572 113	31 035 475	9 790 001	50 286 136	5 888 930	5 936 855	- 692 366	209 043 276
UR	12 863 409	7 290 663	4 875 221	1 505 511	2 791 773	73 527	325 734	- 126 937	29 598 902
SZ	21 980 113	23 730 482	14 627 402	3 992 302	11 201 336	598 189	1 639 570	12 852	77 782 247
OW	12 148 308	8 446 387	3 893 310	1 689 177	5 041 356	198 689	524 461	- 49 963	31 891 725
NW	7 395 000	6 254 285	3 047 524	1 085 806	3 251 463	162 832	428 378	- 28 546	21 596 744
GL	9 753 861	7 345 467	4 224 836	1 316 538	3 613 422	52 770	453 340	14 905	26 775 139
ZG	3 628 511	10 436 373	6 414 107	1 297 505	5 594 652	577 283	708 240	18 870	28 675 540
FR	29 921 234	79 767 752	18 553 783	11 035 417	39 169 651	3 479 838	4 421 068	- 428 974	185 919 770
SO	7 004 888	31 541 593	14 061 524	4 078 725	13 844 017	1 617 636	1 862 665	- 167 931	73 843 117
BL	5 079 012	22 287 162	10 362 522	2 336 774	9 683 455	625 045	1 242 671	- 50 970	51 565 672
SH	1 274 159	14 892 550	7 763 285	1 430 668	4 839 617	1 083 287	620 717	- 389 311	31 514 972
AR	8 901 087	13 357 653	2 447 327	1 647 978	6 512 772	314 285	940 025	- 6 607	34 114 519
AI	5 956 132	7 924 556	1 689 332	619 910	4 374 124	249 296	550 764	28 979	21 393 092
SG	41 760 148	70 901 667	27 815 701	9 128 386	38 806 395	1 739 084	5 165 543	- 149 876	195 167 049
GR	80 152 476	59 005 040	40 119 535	11 155 188	29 887 525	551 166	3 179 031	- 200 121	223 849 840
AG	8 026 474	60 362 138	28 876 270	7 323 840	26 976 281	3 140 629	3 561 850	- 1 154 279	137 113 203
TG	3 233 281	47 382 555	14 967 859	5 991 414	26 893 320	2 764 941	2 964 681	- 900 209	103 297 841
TI	13 822 141	13 283 625	6 383 026	1 405 875	5 308 460	283 983	593 385	- 51 080	41 029 415
VD	39 796 353	112 930 974	40 616 340	15 994 165	43 946 481	6 404 550	4 043 566	- 391 648	263 340 782
VS	42 452 871	37 659 320	23 395 626	6 681 565	12 991 137	681 650	1 652 138	- 41 392	125 472 914
NE	13 302 031	34 575 003	8 299 998	4 166 414	13 963 736	644 361	1 453 361	- 321 001	76 083 902
GE	311 184	10 463 477	3 260 433	1 143 107	3 538 144	893 373	223 665	- 221 009	19 612 375
JU	17 363 772	42 393 461	15 097 615	5 609 647	20 293 924	995 447	2 190 336	- 54 408	103 889 794
<b>CH</b>	<b>527 607 814</b>	<b>1 077 965 087</b>	<b>434 830 690</b>	<b>146 850 569</b>	<b>501 168 224</b>	<b>43 374 751</b>	<b>61 746 356</b>	<b>- 7 458 606</b>	<b>2 786 084 886</b>

<b>Zonen</b>									
Tal	43 258 782	481 787 411	176 471 256	58 487 501	224 321 253	31 438 342	27 166 265	- 4 862 190	1 038 068 619
Hügel	42 111 385	153 709 771	57 136 038	17 778 557	76 706 330	5 982 868	9 101 070	- 1 029 425	361 496 595
BZ I	63 463 163	129 991 422	36 458 629	15 208 995	62 745 338	3 102 000	7 827 978	- 662 455	318 135 071
BZ II	110 655 739	170 216 290	56 084 453	21 068 838	74 880 459	2 246 056	9 711 829	- 936 113	443 927 551
BZ III	83 462 723	86 237 950	40 250 477	13 783 866	38 028 542	427 290	4 775 594	- 375 840	266 590 602
BZ IV	56 236 876	56 022 244	36 589 292	10 003 633	24 486 302	178 196	3 163 619	- 363 892	186 316 269
SöG	128 419 147		31 840 545	10 519 180				771 308	171 550 180

\*Sans les contributions pour les programmes de protection des eaux et d'utilisation durable des ressources

Source : OFAG

**Aperçu des paiements directs 2021**

	Suisse 1000 Fr.	Région			
		Plaine 1000 Fr.	Collines 1000 Fr.	Montagne 1000 Fr.	Estivage 1000 Fr.
Contributions au paysage cultivé	527 608	43 259	105 575	250 355	128 419
Contribution pour le maintien d'un paysage ouvert	139 971	3 809	39 343	96 819	
Contribution pour surfaces en pente	125 997	14 194	36 908	74 895	
Contribution pour surfaces en forte pente	10 870	26	622	10 222	
Contribution pour surfaces viticoles en pente	11 746	5 429	3 069	3 248	
Contribution de mise à l'alpage	110 605	19 800	25 633	65 172	
Contribution d'estivage	128 419				128 419
Contributions à la sécurité de l'approvisionnement	1 077 965	481 787	283 701	312 476	
Contribution de base	805 157	380 826	205 170	219 161	
Contribution pour la production dans des conditions difficiles	159 167	6 242	61 600	91 325	
Contribution pour terres ouvertes et cultures pérennes	113 642	94 720	16 932	1 990	
Contributions à la biodiversité	434 831	176 471	93 595	132 924	31 841
Contribution pour la qualité I	158 782	81 741	36 170	40 871	
Contribution pour la qualité II	163 480	50 546	32 595	48 498	31 841
Contribution pour la mise en réseau	112 568	44 183	24 830	43 555	
Contribution à la qualité du paysage	146 851	58 488	32 988	44 856	10 519
Contributions au système de production	501 168	224 321	139 452	137 395	
Contribution pour l'agriculture biologique	66 824	36 079	12 978	17 768	
Contribution pour la culture extensive de céréales, de tournesols, de pois protéagineux, de féveroles et de colza	36 027	27 647	7 769	611	
Contribution pour la production de lait et de viande basée sur les herbages	111 672	26 773	32 912	51 987	
Contributions au bien-être des animaux	286 645	133 823	85 793	67 030	
Contributions à l'utilisation efficiente des ressources	43 375	31 438	9 085	2 852	
Contribution pour des techniques d'épandage diminuant les émissions	15 075	8 063	4 740	2 273	
Contribution pour des techniques culturales préservant le sol	16 337	13 777	2 363	196	
Contribution pour l'utilisation de techniques d'application précise des produits phytosanitaires	2 586	2 207	342	37	
Contributions pour la réduction des produits phytosanitaires dans l'arboriculture fruitière, dans la viticulture et dans la culture de betteraves sucrières	6 198	5 371	684	143	
Contribution pour l'alimentation biphasé des porcs appauvrie en matière azotée	3 179	2 020	956	202	
Contribution de transition	61 746	27 166	16 929	17 651	
Réductions / paiements antérieurs et ultérieurs / limitations,	- 7 459	- 4 862	- 1 692	- 1 676	771
<b>Total des paiements directs</b>	<b>2 786 085</b>	<b>1 038 069</b>	<b>679 632</b>	<b>896 834</b>	<b>171 550</b>

Remarque: les contributions pour les programmes de protection des eaux et d'utilisation durable des ressources ainsi que les contributions *in situ* font partie du budget des paiements directs, mais ne figurent pas dans l'OPD: 28,1 millions de francs

Source : OFAG

**Paielements directs par exploitation<sup>1</sup> : selon les zones et les classes de grandeur 2020<sup>4</sup>**

Paramètre	Unité	Zone de plaine			Zone des collines		
		10 – 20 ha SAU	20 – 30 ha SAU	30 – 50 ha SAU	10 – 20 ha SAU	20 – 30 ha SAU	30 – 50 ha SAU
Exploitations de référence	Nombre	134	228	248	103	111	120
Exploitations représentées	Nombre	2 227	3 847	3 864	1 379	1 373	1 172
Surface agricole utile	ha	15.96284	25.117	37.73825	15.0856	24.5553	38.0863
<b>Paielements directs selon l'ordonnance sur les paielements directs (OPD)<sup>1</sup></b>							
Contributions au paysage cultivé	Fr.	1 258	2 431	2 803	4 799	6 205	10 449
Contributions à la sécurité de l'approvisionnement	Fr.	15 872	25 269	38 664	17 427	28 021	43 338
Contributions à la biodiversité	Fr.	5 866	9 308	15 188	5 249	10 981	17 174
Contribution à la qualité du paysage	Fr.	2 445	3 606	5 192	2 648	3 886	6 051
Contributions au système de production	Fr.	9 929	13 668	17 458	9 252	14 855	19 834
Contributions à l'utilisation efficiente des ressources	Fr.	1 158	1 685	2 511	664	1 353	1 885
Contribution de transition	Fr.	1 622	2 359	3 179	1 605	2 472	3 441
<b>Total paielements directs selon l'OPD</b>	<b>Fr.</b>	<b>37 615</b>	<b>57 595</b>	<b>84 138</b>	<b>41 216</b>	<b>66 857</b>	<b>100 963</b>
Autres contributions <sup>2</sup>	Fr.	1 709	3 354	7 044	549	1 084	1 622
<b>Prestation brute<sup>3</sup></b>	<b>Fr.</b>	<b>291 000</b>	<b>363 798</b>	<b>488 869</b>	<b>224 253</b>	<b>318 055</b>	<b>456 867</b>
dont paielements directs	Fr.	40 752	62 685	94 677	43 251	70 060	106 237
Part des paielements directs à la prestation brute	Fr.	14	17	19	19	22	23
Paielements directs par ha SAU	Fr./ha	2 553	2 496	2 509	2 867	2 853	2 789

<sup>1</sup> Les résultats se fondent sur les données SIPA concernant les paielements directs des exploitations du dépouillement centralisé d'Agroscope

<sup>2</sup> Contributions à des cultures particulières, Contributions In situ et Suppléments pour les céréales

<sup>3</sup> Les résultats se fondent sur les données du dépouillement centralisé d'Agroscope

Les év. différences sont dues à des contributions (cantonales, etc.) supplémentaires et à des délimitations différentes

<sup>4</sup> Sans les types d'exploitation cultures spéciales et transformation

Source : Agroscope

**Paielements directs par exploitation<sup>1</sup> : selon les zones et les classes de grandeur 2020<sup>4</sup>**

Paramètre	Unité	Zone de montagne I			Zone de montagne II		
		10 – 20 ha SAU	20 – 30 ha SAU	30 – 50 ha SAU	10 – 20 ha SAU	20 – 30 ha SAU	30 – 50 ha SAU
Exploitations de référence	Nombre	77	67	53	100	99	79
Exploitations représentées	Nombre	1370	1040	805	2047	1739	1191
Surface agricole utile	ha	15.1483	24.2947	36.8437	14.8912	24.7929	37.0883
<b>Paielements directs selon l'ordonnance sur les paielements directs (OPD)<sup>1</sup></b>							
Contributions au paysage cultivé	Fr.	9 099	13 714	18 280	13 821	18 856	24 642
Contributions à la sécurité de l'approvisionnement	Fr.	17 257	27 924	42 808	16 658	27 137	41 765
Contributions à la biodiversité	Fr.	5 360	8 278	10 844	6 426	11 996	12 227
Contribution à la qualité du paysage	Fr.	2 677	3 926	6 011	2 848	4 721	5 360
Contributions au système de production	Fr.	8 880	13 240	21 767	7 528	12 441	19 359
Contributions à l'utilisation efficiente des ressources	Fr.	408	655	1 086	99	411	596
Contribution de transition	Fr.	1 693	2 459	3 039	1 487	2 220	3 240
<b>Total paielements directs selon l'OPD</b>	<b>Fr.</b>	<b>44 892</b>	<b>69 435</b>	<b>102 676</b>	<b>48 334</b>	<b>76 918</b>	<b>106 287</b>
Autres contributions <sup>2</sup>	Fr.	45	225	402	20	35	87
<b>Prestation brute<sup>3</sup></b>	<b>Fr.</b>	<b>188 913</b>	<b>248 754</b>	<b>341 417</b>	<b>155 389</b>	<b>223 457</b>	<b>320 665</b>
dont paielements directs	Fr.	46 997	73 113	108 340	53 569	84 580	114 961
Part des paielements directs à la prestation brute	%	25	29	32	34	38	36
Paielements directs par ha SAU	Fr./ha	3 102	3 009	2 941	3 597	3 411	3 100

<sup>1</sup> Les résultats se fondent sur les données SIPA concernant les paielements directs des exploitations du dépouillement centralisé d'Agroscope

<sup>2</sup> Contributions à des cultures particulières, Contributions In situ et Suppléments pour les céréales

<sup>3</sup> Les résultats se fondent sur les données du dépouillement centralisé d'Agroscope

Les év. différences sont dues à des contributions (cantonales, etc.) supplémentaires et à des délimitations différentes

<sup>4</sup> Sans les types d'exploitation cultures spéciales et transformation

Source : Agroscope

**Paievements directs par exploitation<sup>1</sup> : selon les zones et les classes de grandeur 2020<sup>4</sup>**

Paramètre	Unité	Zone de montagne III			Zone de montagne IV		
		10 – 20 ha SAU	20 – 30 ha SAU	30 – 50 ha SAU	10 – 20 ha SAU	20 – 30 ha SAU	30 – 50 ha SAU
Exploitations de référence	Nombre	40	41	30	23	24	31
Exploitations représentées	Nombre	770	810	444	411	424	583
Surface agricole utile	ha	14.5599	24.5408	36.6446	15.41817	24.059742	37.86295
<b>Paievements directs selon l'ordonnance sur les paievements directs (OPD)<sup>1</sup></b>							
Contributions au paysage cultivé	Fr.	19 056	29 677	35 255	18 731	25 328	38 344
Contributions à la sécurité de l'approvisionnement	Fr.	16 122	27 060	40 611	16 510	26 154	39 442
Contributions à la biodiversité	Fr.	7 936	12 166	18 638	9 947	14 056	27 276
Contribution à la qualité du paysage	Fr.	3 438	4 950	8 231	4 469	4 749	7 148
Contributions au système de production	Fr.	7 000	12 469	20 700	5 565	10 218	18 397
Contributions à l'utilisation efficiente des ressources	Fr.	57	94	263	55	39	315
Contribution de transition	Fr.	1 222	1 948	2 772	1 580	1 870	2 928
<b>Total paievements directs selon l'OPD</b>	<b>Fr.</b>	<b>54 155</b>	<b>87 394</b>	<b>125 181</b>	<b>55 761</b>	<b>81 295</b>	<b>132 930</b>
Autres contributions <sup>2</sup>	Fr.	36	27	145	0	0	40
<b>Prestation brute<sup>3</sup></b>	<b>Fr.</b>	<b>128 301</b>	<b>213 293</b>	<b>269 998</b>	<b>121 068</b>	<b>164 321</b>	<b>278 688</b>
dont paievements directs	Fr.	61 803	97 265	134 607	64 869	88 792	149 591
Part des paievements directs à la prestation brute	%	48	46	50	54	54	54
Paievements directs par ha SAU	Fr./ha	4 245	3 963	3 673	4 207	3 690	3 951

<sup>1</sup> Les résultats se fondent sur les données SIPA concernant les paievements directs des exploitations du dépouillement centralisé d'Agroscope

<sup>2</sup> Contributions à des cultures particulières, Contributions In situ et Suppléments pour les céréales

<sup>3</sup> Les résultats se fondent sur les données du dépouillement centralisé d'Agroscope

Les év. différences sont dues à des contributions (cantonales, etc.) supplémentaires et à des délimitations différentes

<sup>4</sup> Sans les types d'exploitation cultures spéciales et transformation

Source : Agroscope



**Paiements directs par exploitation<sup>1</sup>: selon les zones et les classes de grandeur 2020<sup>4</sup>**

Paramètre	Unité	Toutes les exploitations	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne
Exploitations de référence	Nombre	2 268	948	727	593
Exploitations représentées	Nombre	33 371	14 079	9 105	10 187
Surface agricole utile	ha	27.03040322	29.47100737	24.8335033	25.62082332
<b>Paiements directs selon l'ordonnance sur les paiements directs (OPD)<sup>1</sup></b>					
Contributions au paysage cultivé	Fr.	10 361	2 306	9 563	22 208
Contributions à la sécurité de l'approvisionnement	Fr.	29 005	30 007	28 359	28 198
Contributions à la biodiversité	Fr.	10 996	11 333	9 449	11 914
Contribution à la qualité du paysage	Fr.	4 329	4 205	4 032	4 767
Contributions au système de production	Fr.	13 638	13 751	14 229	12 952
Contributions à l'utilisation efficiente des ressources	Fr.	1 236	2 043	1 059	277
Contribution de transition	Fr.	2 232	2 329	2 264	2 069
<b>Total paiements directs selon l'OPD</b>	<b>Fr.</b>	<b>70 971</b>	<b>65 149</b>	<b>68 157</b>	<b>81 532</b>
Autres contributions <sup>2</sup>	Fr.	2 250	4 798	770	50
<b>Prestation brute<sup>3</sup></b>	<b>Fr.</b>	<b>350 698</b>	<b>462 802</b>	<b>313 908</b>	<b>228 640</b>
dont paiements directs	Fr.	77 526	72 472	71 752	89 673
Part des paiements directs à la prestation brute	%	22	16	23	39
Paiements directs par ha SAU	Fr./ha	2 868	2 459	2 889	3 500

<sup>1</sup> Les résultats se fondent sur les données SIPA concernant les paiements directs des exploitations du dépouillement centralisé d'Agroscope

<sup>2</sup> Contributions à des cultures particulières, Contributions In situ et Suppléments pour les céréales

<sup>3</sup> Les résultats se fondent sur les données du dépouillement centralisé d'Agroscope

Les év. différences sont dues à des contributions (cantonales, etc.) supplémentaires et à des délimitations différentes

<sup>4</sup> Sans les types d'exploitation cultures spéciales et transformation

Source : Agroscope



## Exécution

**Au cours de la deuxième année du système de contrôle basé sur les risques, les difficultés liées à la pandémie ont diminué et les contrôles ont pu être mis en œuvre dans un cadre normal en 2021. Comme en 2020, la protection contre l'érosion et le couvert végétal, la protection des végétaux, les bordures tampon, ainsi que la part de pâturage dans le programme de bien-être des animaux SRPA, étaient les domaines présentant des risques plus élevés. En plus des contrôles de base, ces domaines ont été spécifiquement contrôlés en fonction des risques.**

## Réduction des paiements directs

En 2021, un total de 42 791 exploitations à l'année et 6707 exploitations d'estivage ont obtenu des paiements directs. Dans 6420 exploitations à l'année (15 %) et 148 exploitations d'estivage (2 %), certaines dispositions (y compris la protection des animaux) n'étaient pas entièrement remplies et des manquements ont été constatés par les contrôleurs. Ces manquements ont conduit en à des réductions de paiements directs à hauteur d'environ 7,5 millions de francs au total dans les exploitations à l'année et environ 203 000 francs dans les exploitations d'estivage. En moyenne, les réductions était de 1170 francs par exploitation à l'année sanctionnée. La part des exploitations à l'année faisant l'objet de réductions a baissé d'un pourcent et se situe désormais à 15 %. Les résultats se fondent sur le système d'information sur la politique agricole (SIPA), auquel les cantons transmettent le montant total des réductions de toutes les exploitations.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des réductions concernant les exploitations à l'année par canton :

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des réductions concernant les exploitations d'estivage par canton :





## Contrôles

Le système de contrôle basé sur les risques a pour objectif de réduire la charge administrative ainsi que d'augmenter l'efficacité du système de contrôle dans le domaine des paiements directs. Grâce à ce système, les contrôles de base effectués dans les exploitations agricoles sont nettement moins nombreux qu'auparavant. Par contre, le nombre de contrôles basés sur les risques a augmenté.

Ces contrôles sont réalisés de manière ciblée sur la base de critères de risque définis :

- des manquements constatés lors de contrôles précédents ;
- un soupçon justifié ;
- des changements importants dans l'exploitation ;
- des domaines déterminés chaque année qui présentent des risques plus élevés de manquement.

En 2021, 70 % des 30 000 contrôles réalisés étaient des contrôles de base ; les 30 % restants étaient des contrôles basés sur les risques. La protection contre l'érosion et le couvert végétal, la protection des végétaux, les bordures tampon, tous types confondus, ainsi que la part de pâturage dans les SRPA, ont été définis en tant que domaines présentant des risques plus élevés. L'utilisation de produits phytosanitaires peut également être contrôlée à l'aide d'échantillons et d'analyses de laboratoire. 117 échantillons ont été prélevés dans les cultures et analysés. Dans 13 cas, des infractions aux prestations écologiques requises, à la production extensive ou aux mesures d'utilisation efficiente des ressources ont pu être constatées.

Au moins 40 % de tous les contrôles des programmes de bien-être des animaux (SST et SRPA) doivent être effectués sans préavis. En 2021, 50 % des contrôles du bien-être des animaux au total n'ont pas été annoncés à l'avance aux exploitants. Cette disposition a donc été appliquée à l'échelon national. Des manquements ont été constatés lors de 14 % de ces contrôles sans préavis. Par contre, les contrôles annoncés n'ont révélé des manquements que dans 7 % des cas.

Ces résultats se basent sur le système d'information Acontrol, auquel les cantons transmettent les données de contrôle.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des contrôles concernant les exploitations à l'année selon les domaines de contrôle :

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



Contrôles dans les exploitations à l'année ayant droit aux paiements directs\*

Domaine de contrôle	Exploitations (total)		Exploitations contrôlées		Exploitations avec manquement		Contrôles	
	Nombre	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	Nombre	%
Prestations écologiques requises (PER)	42 781	9 725	23	1 158	12	9 981	1 198	12
Surfaces de promotion de la biodiversité (SPB)	42 771	10 105	24	674	7	10 866	709	7
Agriculture biologique	7 421	3 816	51	240	6	3 935	246	6
Production extensive	14 088	2 191	16	24	1	2 198	24	1
Production de lait et de viande basée sur les herbages (PLVH)	29 420	5 216	18	270	5	5 336	278	5
Bien-être des animaux (SST et SRPA)	34 870	10 898	31	1 079	10	11 180	1 104	10
Utilisation efficiente des ressources (CER)	19 543	3 009	15	274	9	3 123	278	9

Source : SIPA, Acontrol et cantons

\* Sans les exploitations avec exclusivement des paiements ultérieurs et sans les domaines de contrôle de la sécurité des aliments, de la santé des animaux et de la protection des animaux. Le nombre d'exploitations pour les SST et SRPA, ainsi que les CER et Extensio, concerne une inscription dans un moins un des programmes proposés dans ces domaines.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des contrôles concernant les exploitations d'estivage :

Contrôles dans les exploitations d'estivage ayant droit aux paiements directs\*

Domaine de contrôle	Exploitations (total)		Exploitations contrôlées		Exploitations avec man-que-m		Contrôles	
	Nombre	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	Nombre	%
Contributions d'estivage	6 663	1 032	15	151	15	1040	159	15

Source : SIPA, Acontrol et cantons

\* Sans les exploitations d'estivage avec exclusivement des contributions à la biodiversité et des contributions à la qualité du paysage et sans les domaines de contrôle de la sécurité des aliments, de la santé des animaux et de la protection des animaux.

Les tableaux ci-dessous montrent un aperçu des contrôles effectués selon le canton et les domaines de contrôle :

Prestations écologiques requises :

Estivage :

Production de lait et de viande basée sur les herbages :

Bien-être des animaux :

Utilisation efficiente des ressources :

Agriculture biologique :

Surface de promotion de la biodiversité :

Production extensive :



## Autorisations spéciales dans le domaine de la protection des végétaux

Dans le cadre des PER, l'utilisation des produits phytosanitaires est soumise à certaines restrictions. Dans des conditions particulières et lorsque cela se justifie, les agriculteurs peuvent demander aux services phytosanitaires cantonaux des autorisations spéciales pour traiter les cultures à l'aide de produits phytosanitaires complémentaires, en vertu de l'annexe 1, ch. 6.4, de l'ordonnance sur les paiements directs (OPD). En 2021, 2265 autorisations spéciales ont été octroyées pour environ 10 495 hectares de surface agricole utile. Au total, le nombre des autorisations spéciales délivrées est plus faible que lors des années précédentes. Cela s'explique par le petit nombre d'autorisations spéciales accordées pour l'utilisation d'herbicides à la fin de l'automne. La nécessité de procéder à des interventions à cette période de l'année était moins marquée. De plus, les conditions pluvieuses des mois de mai et juin 2021 ont ralenti le développement des organismes nuisibles. Un nombre moins important de traitements insecticides contre certains organismes nuisibles a été nécessaire. Pour lutter contre les altises dans les cultures de colza et de betteraves sucrières, plusieurs cantons du Plateau ont délivré des autorisations régionales spéciales limitées dans le temps pour au maximum un traitement.

### Autorisations spéciales accordées dans le domaine de la protection des végétaux en 2021

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



Catégorie	Autorisations		Surface	
	Nombre d'exploitations	% de toutes les exploitations	ha	% de la surface totale
Application de produits phytosanitaires pendant l'interdiction de traiter en hiver	298	13	2 094	20
Emploi d'insecticides granulés (notamment contre le ver fil de fer)	161	7	709	7
Céréales : contre le criocère des céréales	15	1	80	1
Pommes de terre: lutte contre le doryphore	211	9	1 077	10
Légumineuses, tourne-sols, tabac : lutte contre les pucerons	29	1	142	1
Autre lutte contre les organismes nuisibles dans les grandes cultures*	1 434	63	6 033	57
Herbages permanents: traitement de surfaces	35	1	235	2
Utilisation d'herbicides non sélectifs	70	3	113	1
Culture maraîchère	0	0	0	0
Arboriculture	11	0	10	0
Viticulture	1	0	1	0
<b>Total</b>	<b>2 265</b>	<b>100</b>	<b>10 495</b>	<b>100</b>

\*En raison de la pression élevée exercée par les organismes nuisibles à partir de la mi-septembre dans les cultures de colza, des autorisations spéciales régionales pour un traitement ont été délivrées dans certains cantons. Source : OFAG

### Réductions des paiements directs en 2021 dans les exploitations à l'année

Canton	Réductions des paiements directs	Exploitations recevant des paiements directs	Exploitations sanctionnées par des réductions	Part d'exploitations sanctionnées par des réductions	Réduction moyenne par exploitation
	Francs	Nombre	Nombre	%	Francs
ZH	525 534	2 658	402	15%	1 307
BE	1 618 609	9 309	1 487	16%	1 089
LU	582 986	4 120	543	13%	1 074
UR	40 290	504	52	10%	775
SZ	83 689	1 381	144	10%	581
OW	60 841	553	69	12%	882
NW	27 962	390	98	25%	285
GL	5 179	313	9	3%	575
ZG	26 725	474	24	5%	1 114
FR	519 893	2 314	380	16%	1 368
SO	157 712	1 096	112	10%	1 408
BL	23 688	759	26	3%	911
SH	17 196	436	24	6%	717
AR	39 111	591	45	8%	869
AI	43 691	396	48	12%	910
SG	519 988	3 360	475	14%	1 095
GR	465 601	1 989	498	25%	935
AG	838 434	2 402	420	17%	1 996
TG	672 072	1 998	448	22%	1 500
TI	156 573	694	132	19%	1 186
VD	439 987	2 880	491	17%	896
VS	209 287	2 355	320	14%	654
NE	314 062	673	55	8%	5 710
GE	52 507	236	48	20%	1 094
JU	73 197	910	70	8%	1 046
<b>Suisse</b>	<b>7 514 815</b>	<b>42 791</b>	<b>6 420</b>	<b>15%</b>	<b>1 171</b>

Source : SIPA, y compris les exploitations astreintes à une réduction de 100% des paiements directs



### Réductions des paiements directs en 2021 dans les exploitations d'estivage

Canton	Réductions des paiements directs	Exploitations recevant des paiements directs	Exploitations d'estivage sanctionnées par des réductions	Part d'exploitations d'estivage sanctionnées par des réductions
	Francs	Nombre	Nombre	%
ZH	0	7		0%
BE	62 630	1 430	54	4%
LU	1 830	240	7	3%
UR	270	303	2	1%
SZ	7 320	408	28	7%
OW	1 424	246	4	2%
NW	642	129	6	5%
GL	3 800	117	1	1%
ZG	0	4		0%
FR	1 411	584	4	1%
SO	0	54		0%
BL	0	9		0%
SH	0	1		0%
AR	600	109	3	3%
AI	1 157	138	3	2%
SG	0	358		0%
GR	8 671	930	9	1%
AG	0	3		0%
TG	0	0	0	0
TI	405	233	1	0%
VD	110 412	633	19	3%
VS	480	527	1	0%
NE	880	148	1	1%
GE	0	0	0	0
JU	1 000	96	5	5%
<b>Suisse</b>	<b>202 933</b>	<b>6 707</b>	<b>148</b>	<b>2</b>

Source : SIPA, y compris les exploitations astreintes à une réduction de 100% des paiements directs

**Contrôles 2021 dans les exploitations à l'année dans le domaine des PER**

Canton	Exploitations (total)	Exploitations avec contrôles	Exploitations contrôlées	Exploitations avec manquement	Exploitations contrôlées avec manquement	Contrôles	Contrôles avec manquement	Contrôles avec manquement
	Nombre	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	Nombre	%
AG	2 398	351	15	32	9	353	32	9
AI	396	55	14	9	16	60	9	15
AR	590	227	38	4	2	245	5	2
BE	9 308	1 446	16	193	13	1 448	193	13
BL/BS	759	106	14	5	5	107	5	5
FR	2 313	707	31	95	13	716	95	13
GE	236	92	39	9	10	92	11	12
GL	313	58	19	11	19	58	11	19
GR	1 998	337	17	110	33	344	112	33
JU	910	176	19	34	19	189	45	24
LU	4 118	1 049	25	72	7	1 068	87	8
NE	671	139	21	27	19	144	28	19
NW	390	147	38	6	4	151	6	4
OW	553	158	29	18	11	160	18	11
SG	3 358	598	18	76	13	603	76	13
SH	436	69	16	9	13	76	10	13
SO	1 096	318	29	14	4	320	14	4
SZ	1 381	392	28	13	3	392	13	3
TG	1 993	419	21	81	19	430	85	20
TI	694	82	12	12	15	82	12	15
UR	504	150	30	2	1	150	2	1
VD	2 880	946	33	46	5	1 023	46	4
VS	2 355	599	25	102	17	619	104	17
ZG	474	136	29	12	9	139	12	9
ZH	2 657	968	36	166	17	1 012	167	17
<b>CH</b>	<b>42 781</b>	<b>9 725</b>	<b>23</b>	<b>1 158</b>	<b>12</b>	<b>9 981</b>	<b>1 198</b>	<b>12</b>

Sources : SIPA, Acontrol et cantons

**Contrôles 2021 dans les exploitations d'estivage**

Canton	Exploitations (total)	Exploitations avec contrôles	Exploitations contrôlées	Exploitations avec manquement	Exploitations contrôlées avec manquement	Contrôles	Contrôles avec manquement	Contrôles avec manquement
	Nombre	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	Nombre	%
AG	3	0	0	0	0	0	0	0
AI	138	13	9	2	15	13	2	15
AR	107	17	16	1	6	17	1	6
BE	1 422	235	17	27	11	235	27	11
BL/BS	9	1	11	0	0	1	0	0
FR	581	83	14	8	10	84	9	11
GE	0	0	0	0	0	0	0	0
GL	117	12	10	1	1	12	1	1
GR	929	219	24	31	14	224	37	17
JU	95	14	15	2	14	14	2	14
LU	240	37	15	4	11	37	4	11
NE	147	22	15	3	14	22	3	14
NW	129	20	16	4	20	20	4	20
OW	246	35	14	14	40	36	15	42
SG	358	54	15	2	4	54	2	4
SH	1	0	0	0	0	0	0	0
SO	54	6	11	0	0	6	0	0
SZ	408	57	14	14	25	57	14	25
TG	0	0	0	0	0	0	0	0
TI	232	35	15	3	9	35	3	9
UR	282	39	14	5	13	39	5	13
VD	628	132	21	29	22	133	29	22
VS	526	0	0	0	0	0	0	0
ZG	4	1	25	1	100	1	1	100
ZH	7	0	0	0	0	0	0	0
<b>CH</b>	<b>6 663</b>	<b>1 032</b>	<b>15</b>	<b>151</b>	<b>15</b>	<b>1 040</b>	<b>159</b>	<b>15</b>

Sources : SIPA, Acontrol et cantons

**Contrôles 2021 dans les exploitations à l'année dans le domaine PLVH**

Canton	Exploitations (total)	Exploitations avec contrôles	Exploitations contrôlées	Exploitations avec manquement	Exploitations contrôlées avec manquement	Contrôles	Contrôles avec manquement	Contrôles avec manquement
	Nombre	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	Nombre	%
AG	1 265	163	13	4	2	163	4	2
AI	346	49	14	0	0	59	0	0
AR	553	70	13	0	0	81	0	0
BE	6 717	848	13	60	7	848	60	7
BL/BS	468	48	10	1	2	48	1	2
FR	1 581	186	12	9	5	188	9	5
GE	60	34	57	2	6	34	2	6
GL	305	51	17	7	14	51	7	14
GR	1 764	256	15	44	17	256	44	17
JU	653	146	22	13	9	153	19	12
LU	3 107	391	13	14	4	393	16	4
NE	530	95	18	0	0	96	0	0
NW	366	132	36	3	2	132	3	2
OW	512	65	13	0	0	65	0	0
SG	2 852	391	14	18	5	391	18	5
SH	101	9	9	0	0	9	0	0
SO	621	85	14	4	5	86	4	5
SZ	1 222	164	13	6	4	164	6	4
TG	990	133	13	7	5	218	7	3
TI	474	40	8	8	20	40	8	20
UR	488	59	12	0	0	59	0	0
VD	1 487	401	27	6	1	402	6	1
VS	1 392	212	15	22	10	212	22	10
ZG	350	41	12	1	2	41	1	2
ZH	1 216	1 147	94	41	4	1 147	41	4
<b>CH</b>	<b>29 420</b>	<b>5 216</b>	<b>18</b>	<b>270</b>	<b>5</b>	<b>5 336</b>	<b>278</b>	<b>5</b>

Sources : SIPA, Acontrol et cantons

**Contrôles 2021 dans les exploitations à l'année dans le domaine du bien-être des animaux**

Canton	Exploit. (total)	Exploit. avec contrôles	Exploitat. contrôlées	Exploit. avec manquem.	Exploit. contrôlées avec manquem.	Contrôles	Contrôles avec manquem.	Contrôles avec manquem.
	Nombre	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	Nombre	%
AG	1 723	429	25	36	8	446	40	9
AI	374	139	37	12	9	139	12	9
AR	566	186	33	13	7	190	13	7
BE	8 129	2 973	37	272	9	3 047	277	9
BL/BS	633	222	35	7	3	222	7	3
FR	2 024	729	36	116	16	760	117	15
GE	82	20	24	3	15	20	4	20
GL	295	68	23	3	4	68	3	4
GR	1 884	698	37	93	13	729	93	13
JU	841	122	15	12	10	127	13	10
LU	3 696	642	17	41	6	660	45	7
NE	584	92	16	3	3	93	3	3
NW	316	101	32	13	13	109	13	12
OW	483	84	17	12	14	86	12	14
SG	2 943	941	32	102	11	948	103	11
SH	256	157	61	2	1	161	2	1
SO	906	331	37	19	6	345	19	6
SZ	1 184	304	26	18	6	307	18	6
TG	1 493	543	36	36	7	558	39	7
TI	512	181	35	38	21	182	39	21
UR	423	82	19	5	6	84	5	6
VD	1 887	438	23	36	8	448	36	8
VS	1 269	410	32	60	15	439	61	14
ZG	426	154	36	7	5	156	8	5
ZH	1 941	852	44	120	14	856	122	14
<b>CH</b>	<b>34 870</b>	<b>10 898</b>	<b>31</b>	<b>1 079</b>	<b>10</b>	<b>11 180</b>	<b>1 104</b>	<b>10</b>

Sources : SIPA, Acontrol et cantons

**Contrôles 2021 dans les exploitations à l'année dans le domaine des CER**

Canton	Exploitations (total)	Exploitations avec contrôles	Exploitations contrôlées	Exploitations avec manquem.	Exploitations contrôlées avec manquem.	Contrôles	Contrôles avec manquem.	Contrôles avec manquem.
	Nombre	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	Nombre	%
AG	1 519	131	9	4	3	131	4	3
AI	171	24	14	1	4	25	1	4
AR	199	25	13	0	0	25	0	0
BE	4 508	483	11	91	19	488	93	19
BL/BS	341	5	1	0	0	5	0	0
FR	1 240	156	13	17	11	157	17	11
GE	143	88	62	3	3	88	3	3
GL	31	1	3	0	0	1	0	0
GR	349	86	25	3	3	90	3	3
JU	335	32	10	0	0	32	0	0
LU	2 650	273	10	13	5	274	14	5
NE	235	39	17	0	0	40	0	0
NW	134	44	33	4	9	44	4	9
OW	177	27	15	1	4	27	1	4
SG	1 068	147	14	26	18	150	26	17
SH	339	79	23	1	1	83	2	2
SO	730	80	11	6	8	80	6	8
SZ	497	62	12	0	0	62	0	0
TG	1 097	311	28	37	12	325	37	11
TI	147	12	8	0	0	12	0	0
UR	78	6	8	0	0	6	0	0
VD	1 575	600	38	38	6	648	38	6
VS	242	84	35	16	19	116	16	14
ZG	223	0	0	0	0	0	0	0
ZH	1 515	214	14	13	6	214	13	6
<b>CH</b>	<b>19 543</b>	<b>3 009</b>	<b>15</b>	<b>274</b>	<b>9</b>	<b>3 123</b>	<b>278</b>	<b>9</b>

Sources : SIPA, Acontrol et cantons

**Contrôles 2021 dans les exploitations à l'année dans le domaine du bio**

Canton	Exploitations			Exploitations		Contrôles		
	(total)	avec contrôles	contrôlées	avec manque-ment	contrôlées avec manque-ment	avec manque-ment	avec manque-ment	avec manque-ment
	Nombre	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	Nombre	%
AG	286	45	16	1	2	45	1	2
AI	27	12	44	3	25	14	3	21
AR	130	46	35	3	7	48	3	6
BE	1 381	983	71	46	5	1 025	46	4
BL/BS	159	32	20	2	6	35	2	6
FR	225	111	49	8	7	121	8	7
GE	52	52	100	3	6	52	4	8
GL	95	15	16	0	0	15	0	0
GR	1 279	219	17	40	18	220	41	19
JU	191	190	99	20	11	197	20	10
LU	469	468	100	17	4	468	20	4
NE	113	111	98	7	6	113	7	6
NW	80	34	43	3	9	36	3	8
OW	188	184	98	7	4	190	7	4
SG	492	103	21	4	4	103	4	4
SH	40	17	43	2	12	17	2	12
SO	178	83	47	6	7	89	6	7
SZ	175	33	19	1	3	33	1	3
TG	358	211	59	27	13	239	28	12
TI	161	41	25	1	2	41	1	2
UR	58	11	19	0	0	11	0	0
VD	382	390	102	17	4	390	17	4
VS	369	239	65	14	6	247	14	6
ZG	91	87	96	1	1	87	1	1
ZH	442	99	22	7	7	99	7	7
<b>CH</b>	<b>7 421</b>	<b>3 816</b>	<b>51</b>	<b>240</b>	<b>6</b>	<b>3 935</b>	<b>246</b>	<b>6</b>

Sources : SIPA, Acontrol et cantons



**Contrôles 2021 dans les exploitations à l'année dans le domaine du SPB**

Canton	Exploitations (total)		Exploitations contrôlées	Exploitations		Contrôles	Contrôles avec manque-	Contrôles avec manque-
	Nombre	Nombre		avec manque-	avec			
			%	Nombre	%	Nombre	Nombre	%
AG	2 398	325	14	28	9	326	29	9
AI	396	67	17	2	3	85	2	2
AR	590	101	17	1	1	120	1	1
BE	9 308	2 460	26	160	7	2 543	161	6
BL/BS	759	147	19	12	8	149	12	8
FR	2 313	512	22	18	4	522	18	3
GE	235	66	28	12	18	66	16	24
GL	313	60	19	1	2	60	1	2
GR	1 989	759	38	110	14	843	116	14
JU	910	162	18	16	10	174	16	9
LU	4 118	604	15	29	5	609	32	5
NE	671	16	2	6	38	17	6	35
NW	390	126	32	6	5	138	6	4
OW	553	131	24	5	4	139	6	4
SG	3 358	736	22	81	11	798	85	11
SH	436	63	14	1	2	64	1	2
SO	1 096	233	21	25	11	233	25	11
SZ	1 381	427	31	7	2	465	7	2
TG	1 993	648	33	44	7	788	57	7
TI	694	98	14	16	16	101	16	16
UR	504	182	36	27	15	196	28	14
VD	2 880	1 191	41	19	2	1 423	19	1
VS	2 355	452	19	11	2	461	11	2
ZG	474	39	8	1	3	40	2	5
ZH	2 657	500	19	36	7	506	36	7
<b>CH</b>	<b>42 771</b>	<b>10 105</b>	<b>24</b>	<b>674</b>	<b>7</b>	<b>10 866</b>	<b>709</b>	<b>7</b>

Sources: SIPA, Acontrol et cantons

**Contrôles 2021 dans les exploitations à l'année dans le domaine du extenso**

Canton	Exploitations (total)	Exploitations avec contrôles	Exploitations contrôlées	Exploitations avec manque-	Exploitations contrôlées avec	Contrôles	Contrôles avec manque-	Contrôles avec manque-
	Nombre	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	Nombre	%
AG	1 448	194	13	0	0	194	0	0
AI	8	3	38	0	0	3	0	0
AR	2	2	0	0	0	2	0	0
BE	3 539	510	14	6	1	510	6	1
BL/BS	434	1	0	0	0	1	0	0
FR	1 065	165	15	2	1	165	2	1
GE	170	54	32	0	0	54	0	0
GL	7	2	29	0	0	2	0	0
GR	255	48	19	0	0	48	0	0
JU	517	36	7	0	0	36	0	0
LU	1 064	152	14	7	5	152	7	5
NE	207	11	5	0	0	11	0	0
NW	0	0	0	0	0	0	0	0
OW	4	0	0	0	0	0	0	0
SG	240	44	18	0	0	44	0	0
SH	289	63	22	0	0	63	0	0
SO	590	79	13	1	1	79	1	1
SZ	12	4	33	0	0	4	0	0
TG	868	129	15	1	1	131	1	1
TI	40	8	20	1	13	9	1	11
UR	0	0	0	0	0	0	0	0
VD	1 769	186	11	0	0	186	0	0
VS	99	32	32	0	0	32	0	0
ZG	68	15	22	0	0	15	0	0
ZH	1 393	453	33	6	1	457	6	1
<b>CH</b>	<b>14 088</b>	<b>2 191</b>	<b>16</b>	<b>24</b>	<b>1</b>	<b>2 198</b>	<b>24</b>	<b>1</b>

Sources: SIPA, Acontrol et cantons



## Contributions au paysage cultivé

**Les prestations pour le maintien d'un paysage cultivé ouvert ont été encouragées par la Confédération en 2021 à l'aide de contribution au paysage cultivé pour un montant de 528 millions de francs. La saison d'alpage de l'année sous revue a été marquée par des conditions météorologiques difficiles et par les défis posés par la présence croissante de grands prédateurs. Dans l'ensemble, le nombre d'animaux estivés est donc retombé au niveau de 2019.**

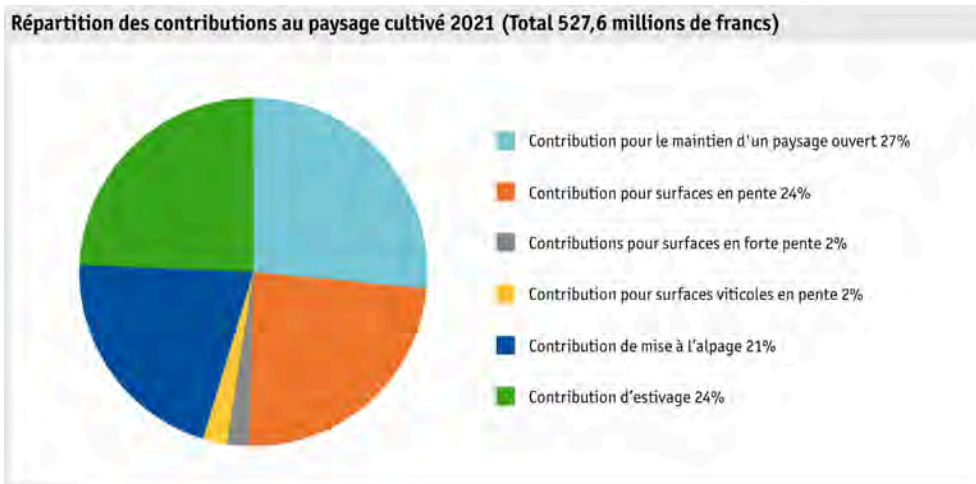
Vous trouverez les informations essentielles sur les contributions au paysage cultivé sous : [www.blw.admin.ch](http://www.blw.admin.ch) > Instruments > Paiements directs > Contributions au paysage cultivé



Les contributions au paysage cultivé se composent de six montants :

- contribution pour le maintien d'un paysage ouvert
- contribution pour surfaces en pente
- contribution pour surfaces en forte pente
- contribution pour surfaces viticoles en pente
- contribution de mise à l'alpage
- contribution d'estivage

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



Source : OFAG

76 % des contributions au paysage cultivé sont versées à des exploitations à l'année sous forme de contributions pour le maintien d'un paysage ouvert, de contributions pour surfaces en pente, de contributions pour surfaces en forte pente, de contributions pour surfaces viticoles en pente et de contributions de mise à l'alpage. Les 24 % restants des contributions au paysage cultivé sont versées aux exploitations d'estivage sous forme de contribution d'estivage.

Le tableau suivant permet de consulter les contributions au paysage cultivé versées aux exploitations à l'année par zone agricole et par canton.

**Contribution pour le maintien d'un paysage ouvert**

La contribution pour le maintien d'un paysage ouvert prend en compte de manière adéquate les charges supplémentaires liées au maintien d'un paysage ouvert dans les zones de plus haute altitude.

**Taux des contributions pour le maintien d'un paysage ouvert 2021**

Zone	fr./ha
Zone de plaine	0
Zone des collines	100
Zone de montagne I	230
Zone de montagne II	320
Zone de montagne III	380
Zone de montagne IV	390

**Contribution pour le maintien d'un paysage ouvert 2021**

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



Caractéristique	Unité	Région de plaine	Région descollines	Région de montagne	Total
Surface	ha	24 893	232 403	280 942	538 237
Exploitations	Nombre	4 336	11 695	12 948	28 979
Surface par exploitation	ha	5.74	19.87	21.70	18.57
Contribution parexploitation	fr.	878	3 364	7 478	4 830
<b>Total des contributions</b>	<b>1000 fr.</b>	<b>3 809</b>	<b>39 343</b>	<b>96 819</b>	<b>139 971</b>

Source : OFAG

Les exploitations en plaine obtiennent également une contribution pour le maintien d'un paysage ouvert si elles exploitent des surfaces dans la région des collines ou de montagne. Comme la plus grande partie de leurs surfaces se trouve en plaine, ces exploitations obtiennent cependant une contribution plus réduite que celles qui exploitent principalement des surfaces dans la région de montagne. La surface totale faisant l'objet de contributions pour le maintien d'un paysage ouvert s'est réduite de 233 ha par rapport à l'année précédente.

### Contribution pour surfaces en pente

La contribution pour surfaces en pente permet de rémunérer l'exploitation des terres dans des conditions difficiles en raison de la déclivité dans toutes les zones. Aucune contribution n'est versée pour les pâturages permanents, les surfaces viticoles, les haies, les bosquets champêtres et les berges boisées. La surface en pente d'une exploitation doit représenter au moins 50 ares pour donner droit à ces contributions.

#### Taux des contributions pour surfaces en pente 2021

Surfaces en pente	fr./ha
Déclivité de 18 à 35 %	410
Déclivité de 35 à 50 %	700
Déclivité de plus de 50 %	1 000

### Contribution pour surfaces en pente 2021

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



Caractéristique	Unité	Région de plaine	Région descollines	Région demontagne	Total
Surfaces donnant droit aux contributions, avec :					
- une déclivité de 18 à 35 %	ha	26 523	60 078	70 579	157 180
- une déclivité de 35 à 50 %	ha	2 820	11 684	33 734	48 237
- une déclivité de plus de 50 %	ha	1 346	4 097	22 344	27 787
<b>Total</b>	<b>ha</b>	<b>30 689</b>	<b>75 859</b>	<b>126 656</b>	<b>233 205</b>
Nombre d'exploitations	Nombre	10 681	10 900	12 403	33 984
Contributions par exploitation (en fr.)	fr.	1 329	3 386	6 038	3 708
<b>Total des contributions</b>	<b>1000 fr.</b>	<b>14 194</b>	<b>36 908</b>	<b>74 895</b>	<b>125 997</b>

Source : OFAG

Sur les 233 000 hectares de surfaces en pente, près des deux tiers étaient attribués à la catégorie « déclivité de 18 à 35 % » en 2021. La surface faisant l'objet de contributions pour surfaces en pente a diminué d'environ 1500 ha par rapport à l'année précédente. L'étendue des surfaces déclarées varie entre autres en fonction des conditions météorologiques qui influent sur le mode d'exploitation (plus ou moins de pâturages ou de prairies de fauche).

### Contributions pour surfaces en forte pente

La contribution pour surfaces en forte pente est destinée aux exploitations comprenant plus de 30 % de surfaces en forte pente (déclivité de plus de 35 %), particulièrement difficiles à exploiter.

### Taux des contributions pour surfaces en forte pente\* 2021

Part de surfaces avec contribution pour surfaces en forte pente (déclivité > 35 %) sur la SAU donnant droit à des contributions	fr./ha
30 %	100
40 %	229
50 %	357
60 %	486
70 %	614
80 %	743
90 %	871
100 %	1 000

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



\* Les taux sont présentés par tranches de 10 %. Ils augmentent cependant progressivement en fonction de la part de surfaces > 35 %.

### Contribution pour surfaces en forte pente 2021

Caractéristique	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région demontagne	Total
Surfaces donnant droits contributions (dé-clivité de plus de 35 %)	ha	122	2 651	31 458	34 231
Nombre d'exploitations	Nombre	21	586	4 077	4 684
Surface par exploitation	ha	5.83	4.52	7.72	7.31
Contribution par exploitation	fr.	1 240	1 061	2 507	2 321
<b>Total des contributions</b>	<b>1000 fr.</b>	<b>26</b>	<b>622</b>	<b>10 222</b>	<b>10 870</b>

Source : OFAG

Les contributions pour surfaces en forte pente sont surtout octroyées dans la région de montagne. La surface faisant l'objet de contributions pour surfaces en forte pente a diminué de 972 ha par rapport à l'année précédente.

### Contribution pour surfaces viticoles en pente

L'objectif des contributions pour surfaces viticoles en pente est l'exploitation et la préservation des vignobles plantés en forte pente et en terrasses.

### Contribution pour surfaces viticoles en pente 2021

Surfaces en pente	fr./ha
Déclivité de 30 à 50 %	1 500
Déclivité de plus de 50 %	3 000
Terrasses d'une déclivité de plus de 30 %	5 000

### Contribution pour surfaces viticoles en pente 2021



POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



	Unité	Total
Somme des surfaces donnant droit à des contributions	ha	3 716
Surfaces en forte pente, déclivité de 30 à 50 %	ha	1 684
Surfaces en forte pente, déclivité supérieure à 50 %	ha	469
Terrasses	ha	1 563
Nombre d'exploitations	Nombre	2 204
Surface par exploitation	ha	2
Contribution par exploitation	fr.	5 330
<b>Total des contributions</b>	<b>1000 fr.</b>	<b>11 746</b>

Par rapport à la surface viticole totale, la part des surfaces en forte pente et en terrasses donnant droit à des contributions est d'environ 30 %. 10 % de ces surfaces ont une déclivité de plus de 50 % ; 40 % d'entre elles sont aménagées en terrasses, à savoir 1563 hectares. La surface faisant l'objet de contributions pour surfaces viticoles en pente a diminué d'environ 49 ha par rapport à l'année précédente.

### Contribution de mise à l'alpage

La contribution de mise à l'alpage incite financièrement les exploitations à l'année à estiver leurs animaux. Elle s'élève à 370 francs par pâquier normal.

### Contribution de mise à l'alpage 2021

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Pâquier normal	PN	53 514	69 278	176 139	298 932
Nombre d'exploitations	Nombre	4 438	5 294	9 653	19 385
PN par exploitation	PN	12.06	13.09	18.25	15.42
Contribution par exploitation	fr.	4 462	4 842	6 751	5 706
<b>Total des contributions</b>	<b>1000 fr.</b>	<b>19 800</b>	<b>25 633</b>	<b>65 172</b>	<b>110 605</b>

Source : OFAG

La région de montagne compte plus de trois fois plus de pâquiers normaux (PN) pour l'estivage que la région de plaine. Les exploitations situées dans la région de montagne mettent le plus d'animaux en estivage, soit 18,25 PN par exploitation. Par rapport à l'année précédente, 10 750 PN de plus ont été soutenus au moyen de contributions de mise à l'alpage.



### Contribution d'estivage

Les contributions d'estivage ont pour objectif d'assurer l'exploitation et l'entretien des vastes pâturages d'estivage dans les Alpes, les Préalpes et le Jura. La région d'estivage accueille quelque 300 000 PN qui utilisent et entretiennent ces pâturages. Un PN correspond à l'estivage d'une unité de gros bétail (UGB) pendant 100 jours (cf. article sur les exploitations d'estivage dans le présent rapport agricole).

### Taux des contributions d'estivage 2021

Catégorie animale	fr./PN
Moutons, brebis laitières exceptées	
– en cas de surveillance permanente par un berger ou dans le cas des pâturages tournants assortis de mesures de protection des troupeaux	400
– en cas de pâturages tournants	320
– dans le cas des autres pâturages	120
Autres animaux de rente consommant du fourrage grossier	400
– contribution supplémentaire pour les vaches, les brebis et les chèvres laitières	40

### Contributions d'estivage versées en 2021

**POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS**


Catégorie animale	Contributions	Exploitations	PN
Unité	1 000 fr.	Nombre	Nombre
Moutons, brebis laitières exceptées	7 216	775	21 062
Autres animaux de rente consommant du fourrage grossier	116 950	6 271	292 681
Contribution supplémentaire pour les vaches, les brebis et les chèvres laitières	4 253	4 586	106 396
<b>Total</b>	<b>128 419</b>	-	-

Source : OFAG

Par rapport aux années précédentes, le nombre de moutons gardés en permanence par un berger et sur un pâturage tournant a nettement augmenté. Le nombre de ces animaux sur les autres pâturages a par contre diminué. Cette évolution s'explique principalement par la présence accrue des grands prédateurs et par le regroupement de troupeaux de moutons.

**Évolution de l'estivage par catégorie d'animaux entre 2018 et 2021**

Catégorie animale		2018	2019	2020	2021
Vaches laitières	Exploitations	4 543	4 581	4 521	4 492
	PN	106 996	103 319	108 153	102 959
Vaches mères et « autres vaches »	Exploitations	2 811	2 845	2 878	2 901
	PN	47 660	47 586	50 825	50 137
Autre bétail bovin	Exploitations	6 062	6 038	5 991	5 960
	PN	119 058	113 846	117 242	111 466
Équidés	Exploitations	728	763	754	717
	PN	3 599	3 751	3 683	3 412
Moutons	Exploitations	890	877	879	872
	PN	23 707	22 613	22 776	21 463
Chèvres	Exploitations	1 294	1 284	1 255	1 243
	PN	6 291	6 181	6 149	5 894
Autres animaux estivés	Exploitations	455	458	499	579
	PN	1 229	1 296	1 299	1 477

Source : OFAG

Par rapport à l'année précédente, le nombre d'animaux effectivement estivés en 2021 a diminué d'environ 10 000 PN au total, pour atteindre environ 297 000 PN. Cette réduction est principalement due aux conditions météorologiques difficiles de l'été 2021 (temps froid et

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



humide, intempéries avec grêle) et, en ce qui concerne les moutons, probablement aussi à la présence accrue de grands prédateurs. Le total est à peu près le même qu'en 2019 et se situe donc dans la fourchette de variation pluriannuelle.

**Contributions d'estivage par canton et par catégorie d'animaux****Statistique d'estivage : exploitations et pâquiers normaux par canton****Paievements directs aux exploitations d'estivage par canton**

Markus Wildisen, OFAG, secteur Paiements directs – Bases

**Contributions au paysage cultivé 2021: contribution pour le maintien d'un paysage ouvert, contribution pour surfaces en pente, contribution pour surfaces en forte pente, contribution pour surfaces viticoles en pente, contribution de mise à l'alpage**

Cant.	Contribution pour le maintien d'un paysage ouvert			Contribution pour surfaces en pente			Contribution pour surfaces en forte pente			Contribution pour surfaces viticoles en pente			Contribution de mise à l'alpage		
	Expl.	Surface	Tot. contr.	Expl.	Surface	Tot. contr.	Expl.	Surface	Tot. contr.	Expl.	Surface	Tot. contr.	Expl.	Surface	Tot. contr.
	No.	ha	fr.	No.	ha	fr.	No.	ha	fr.	No.	ha	fr.	No.	ha	fr.
ZH	808	12 785	2 073 002	1 990	8 973	4 324 188	41	277	65 781	173	151	272 310	581	4 386	1 622 999
BE	6 934	119 550	31 433 915	7 654	47 763	25 973 376	1 101	6 904	2 099 705	59	104	425 360	4 760	58 466	21 632 362
LU	2 934	42 443	9 145 888	3 467	21 266	11 077 235	373	1 978	548 274	30	26	46 103	1 158	9 680	3 581 422
UR	502	6 516	2 236 572	476	4 402	3 260 947	361	2 798	1 516 059	2	1	1 695	463	6 259	2 315 901
SZ	1 286	19 097	5 700 255	1 290	9 782	5 576 983	299	1 753	592 616	14	8	15 915	988	12 841	4 751 138
OW	537	7 015	1 959 290	523	4 169	2 615 747	224	1 423	482 373	2	2	4 175	483	8 945	3 309 651
NW	373	5 115	1 426 157	368	3 301	2 141 211	192	1 359	515 908	1	1	1 515	303	3 878	1 434 734
GL	295	5 678	1 938 067	293	3 327	2 162 902	141	1 284	424 500	2	2	8 555	275	5 744	2 125 101
ZG	323	6 048	1 495 456	397	3 011	1 560 655	39	229	51 236	4	4	7 562	152	1 230	455 141
FR	1 431	35 255	6 673 706	1 870	8 733	3 967 526	10	60	11 909	20	34	64 872	1 353	25 046	9 266 937
SO	554	12 828	2 682 657	797	5 283	2 438 759	2	4	718	4	1	2 872	266	2 281	844 007
BL	628	13 654	2 011 015	670	5 687	2 584 231	3	15	3 781	44	33	55 558	106	751	277 943
SH	149	2 742	275 389	320	1 645	729 912				109	84	139 941	26	224	82 712
AR	583	11 555	3 252 351	579	6 047	2 954 659	32	157	33 263	3	2	4 440	351	4 261	1 576 406
AI	389	6 942	2 145 102	383	3 171	1 581 276	11	49	8 528	1	0	1 005	217	2 457	909 147
SG	2 530	40 382	10 282 619	2 872	23 435	12 619 983	386	2 782	791 526	59	100	299 595	1 956	24 783	9 169 585
GR	1 928	50 685	18 726 528	1 888	30 102	18 377 061	893	9 876	2 860 843	33	24	52 910	1 812	44 320	16 398 474
AG	1 242	17 856	1 947 772	1 907	10 471	4 734 984	8	30	5 122	125	133	222 030	264	2 792	1 032 966
TG	187	2 282	468 558	1 070	3 115	1 470 569	7	41	7 510	52	55	85 712	321	3 246	1 200 933
TI	625	10 047	3 363 219	503	3 791	2 491 793	153	993	287 607	186	205	449 001	374	8 165	3 021 153
VD	1 196	30 593	6 602 354	1 826	8 847	4 177 959	19	157	25 855	417	729	2 371 175	1 098	31 674	11 719 505
VS	2 262	28 967	10 034 010	1 503	9 490	5 909 779	387	2 032	520 924	761	1 900	6 996 998	1 312	20 268	7 499 279
NE	585	25 753	7 727 411	547	3 142	1 347 390	1	5	4 982	56	70	141 110	314	4 871	1 802 362
GE	1	12	3 869	44	83	37 270				44	44	68 295	25	545	201 750
JU	697	24 436	6 365 548	747	4 170	1 880 594	1	24	10 717	3	4	7 740	427	11 819	4 373 177
<b>CH</b>	<b>28 979</b>	<b>538 237</b>	<b>139 970 710</b>	<b>33 984</b>	<b>233 205</b>	<b>125 996 990</b>	<b>4 684</b>	<b>34 231</b>	<b>10 869 738</b>	<b>2 204</b>	<b>3 716</b>	<b>11 746 444</b>	<b>19 385</b>	<b>298 932</b>	<b>110 604 785</b>

Zones															
Tal	4 336	24 893	3 808 902	10 681	30 689	14 194 111	21	122	26 036	1 300	1 881	5 429 459	4 438	53 514	19 800 274
Hügel	6 118	122 278	13 955 791	5 573	35 178	16 371 066	56	210	38 255	319	691	2 375 689	2 247	25 326	9 370 584
BZ I	5 577	110 124	25 387 057	5 327	40 682	20 537 011	530	2 441	583 515	143	229	693 170	3 047	43 952	16 262 410
BZ II	6 866	150 500	47 523 000	6 409	56 613	31 034 718	1 386	8 517	2 501 945	321	850	3 008 441	4 327	71 858	26 587 635
BZ III	3 792	78 206	29 182 701	3 731	41 711	25 737 877	1 588	12 714	4 207 432	87	52	196 552	3 233	65 238	24 138 162
BZ IV	2 290	52 235	20 113 260	2 263	28 333	18 122 207	1 103	10 227	3 512 555	34	11	43 134	2 093	39 042	14 445 720

Source : OFAG

**Contributions au paysage cultivé : contribution d'estivage 2021**

	Moutons, brebis laitières exceptées			Autres animaux consomm. des fourr. grossiers			Vaches, brebis laitières et chèvres laitières <sup>1</sup>			Total	
	Charge usuelle			Charge usuelle			Charge usuelle			Expl.	Contr.
	Expl.	Contr.		Expl.	Contr.		Expl.	Contr.		Expl.	Contr.
	Pâquiers norm.		fr.	Pâquiers norm.		fr.	Pâquiers norm.		fr.	No.	fr.
ZH				7	330	132 048	4	18	709	7	132 757
BE	129	1 745	481 059	1 345	56 860	22 743 961	1 044	24 362	974 461	1 422	24 199 481
LU	27	253	73 671	238	6 742	2 696 705	133	1 421	56 834	240	2 827 210
UR	75	1 531	480 320	230	7 289	2 912 272	193	3 492	139 644	282	3 532 236
SZ	36	715	247 549	389	12 380	4 947 815	315	3 704	147 842	408	5 343 207
OW	20	150	43 380	232	8 896	3 553 738	208	4 511	179 954	246	3 777 072
NW	9	156	49 785	125	4 397	1 758 855	92	1 671	66 835	129	1 875 476
GL	12	484	176 559	111	6 965	2 785 803	94	3 309	132 375	117	3 094 736
ZG				4	143	57 061	3	35	1 398	4	58 459
FR	34	641	226 842	560	23 565	9 425 840	358	7 090	283 602	581	9 936 283
SO	1	3	360	54	2 580	1 027 014	22	214	8 500	54	1 035 875
BL	0	0	0	9	366	146 404	2	2	80	9	146 484
SH	0	0	0	1	116	46 204	0	0	0	1	46 204
AR	0	0	0	107	2 561	1 024 215	84	1 394	55 753	107	1 079 968
AI	7	89	27 403	133	3 043	1 217 023	116	1 666	66 647	138	1 311 073
SG	22	1 054	391 383	348	19 849	7 939 713	274	6 644	265 744	358	8 596 840
GR	148	6 664	2 511 628	863	51 703	20 671 071	622	13 851	553 961	929	23 736 660
AG	0	0	0	3	209	83 600	0	0	0	3	83 600
TG	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TI	65	1 586	471 039	204	8 978	3 551 306	138	4 678	187 024	232	4 209 368
VD	28	1 116	432 581	614	35 003	13 968 215	427	12 488	498 710	628	14 899 506
VS	161	4 822	1 586 002	452	23 631	9 443 837	323	11 563	462 042	526	11 491 881
NE	0	0	0	147	5 648	2 246 480	80	816	32 296	147	2 278 776
GE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
JU	1	52	16 534	95	11 431	4 570 734	54	3 470	138 728	95	4 725 996
<b>Total</b>	<b>775</b>	<b>21 062</b>	<b>7 216 095</b>	<b>6 271</b>	<b>292 681</b>	<b>116 949 914</b>	<b>4 586</b>	<b>106 396</b>	<b>4 253 138</b>	<b>6 663</b>	<b>128 419 147</b>

Source : OFAG

**Statistique d'estivage 2021: exploitations et pâquiers normaux par canton**

Cant.	Vaches laitières		Vaches mères, vaches nourrices et «autres vaches»		Autres bovins		Chevaux		Moutons		Chèvres		Autres	
	Charge bétail		Charge bétail		Charge bétail		Charge bétail		Charge bétail		Charge bétail		Charge bétail	
	No.	PN	No.	PN	No.	PN	No.	PN	No.	PN	No.	PN	No.	PN
ZH	4	18	4	66	7	208					1	1		
BE	1 026	23 711	487	5 997	1 313	21 166	123	537	150	2 130	319	745	101	259
LU	131	1 393	124	1 663	234	3 171	17	29	27	224	30	43	3	11
UR	185	3 352	61	748	171	2 163	7	7	75	1 512	57	284	56	80
SZ	304	3 534	159	1 675	378	5 613	36	88	44	750	90	210	53	80
OW	206	4 470	58	694	224	2 839	12	26	22	143	33	53	25	47
NW	90	1 635	41	556	122	1 628	7	10	9	189	21	53	18	94
GL	93	3 284	48	739	109	2 320	11	15	13	453	38	66	42	98
ZG	3	35	3	22	4	75								
FR	345	6 858	148	1 904	548	12 131	55	194	47	917	86	187	38	91
SO	22	213	36	779	54	1 364	6	56	2	16	2	2	1	0
BL	2	2	4	110	9	225								
SH					1	108								
AR	83	1 361	9	75	101	938	4	9			33	37	11	25
AI	113	1 587	8	28	130	1 009	3	4	7	88	41	84	21	31
SG	268	6 441	184	2 709	336	8 266	20	40	27	1 209	110	365	41	161
GR	590	13 093	602	15 344	756	17 037	204	749	166	5 931	156	1 110	60	164
AG			2	1	3	175	1	3						
TG														
TI	109	3 438	106	1 538	137	1 371	34	162	66	1 435	86	1 899	44	45
VD	424	12 301	353	6 681	606	13 954	58	148	37	1 215	50	138	59	202
VS	315	11 140	272	3 820	385	5 862	64	189	161	4 670	78	603	2	1
NE	81	826	72	1 185	144	3 359	14	86	1	1	3	4	2	1
GE														
JU	54	3 467	64	2 342	93	3 859	31	995	5	65	2	6		
<b>Total</b>	<b>4 448</b>	<b>102 160</b>	<b>2 845</b>	<b>48 676</b>	<b>5 865</b>	<b>108 841</b>	<b>707</b>	<b>3 350</b>	<b>859</b>	<b>20 947</b>	<b>1 255</b>	<b>5 889</b>	<b>577</b>	<b>1 390</b>

Un PN = 1 UGB \* durée d'estivage / 100 jours

Source : OFAG



**Paiements directs aux exploitations d'estivage 2021**

Cantons	Contributions d'estivage		Contributions à la biodiversité		Contributions à la qualité du paysage <sup>a)</sup>		Total <sup>b)</sup>	
	Expl.	Tot. contr.	Expl.	Tot. contr.	Expl.	Tot. contr.	Expl.	Tot. contr.
	No.	fr.	No.	fr.	No.	fr.	No.	fr.
ZH	7	132 757	5	8 876	4	20 642	7	162 275
BE	1 422	24 199 481	1 145	5 616 838	1 218	1 483 202	1 430	31 299 521
LU	240	2 827 210	182	485 051	214	274 256	240	3 586 518
UR	282	3 532 236	240	1 428 705	152	249 831	303	5 210 772
SZ	408	5 343 207	368	1 436 362	337	496 891	408	7 276 460
OW	246	3 777 072	233	918 907	208	372 863	246	5 068 842
NW	129	1 875 476	120	449 628	107	185 018	129	2 510 122
GL	117	3 094 736	116	1 304 978	106	121 548	117	4 521 262
ZG	4	58 459	3	5 316	3	3 773	4	67 548
FR	581	9 936 283	419	1 479 374	546	1 337 704	584	12 753 361
SO	54	1 035 875	53	165 782			54	1 201 657
BL	9	146 484	6	21 585			9	168 069
SH	1	46 204	1	270			1	46 474
AR	107	1 079 968	99	131 790	79	168 794	109	1 380 553
AI	138	1 311 073	114	146 277	107	119 025	138	1 576 375
SG	358	8 596 840	269	1 657 064	294	1 003 359	358	11 257 263
GR	929	23 736 660	815	8 858 166	22	72 798	930	32 667 624
AG	3	83 600			3	7 945	3	91 545
TG	0	0			0	0	0	0
TI	232	4 209 368	156	886 177	138	214 609	233	5 310 155
VD	628	14 899 506	578	2 621 314	568	2 378 396	633	19 899 216
VS	526	11 491 881	500	4 050 560	376	897 733	527	16 440 174
NE	147	2 278 776	122	128 478	66	199 576	148	2 606 830
GE	0	0					0	0
JU	95	4 725 996	38	39 047	72	911 216	96	5 676 259
<b>Total</b>	<b>6 663</b>	<b>128 419 147</b>	<b>5 582</b>	<b>31 840 545</b>	<b>4 620</b>	<b>10 519 180</b>	<b>6 707</b>	<b>170 778 872</b>

a) contribution fédéral

b) Avant réduction / paiement ultérieur

Source : OFAG



## Contributions à la sécurité de l’approvisionnement

**Des contributions à la sécurité de l’approvisionnement à hauteur de 1,08 milliard de francs ont été versées par la Confédération en 2021 pour le maintien de la sécurité de l’approvisionnement. L’exploitation des surfaces change peu d’une année à l’autre et cette somme est donc stable. En raison de l’évolution structurelle, la contribution moyenne par exploitation augmente lentement mais sûrement chaque année.**

Vous trouverez les informations essentielles sur les contributions à la sécurité de l’approvisionnement sous Contributions à la sécurité de l’approvisionnement (admin.ch)

Les contributions à la sécurité de l’approvisionnement sont constituées de trois sous-catégories :

- la contribution de base
- la contribution pour la production dans des conditions difficiles
- la contribution pour terres ouvertes et cultures pérennes

La plus grande partie des contributions à la sécurité de l’approvisionnement est versée sous la forme de la contribution de base (75 %). Le reste se répartit entre la contribution pour la production dans des conditions difficiles (15 %) et la contribution pour terres ouvertes et cultures pérennes (10 %). La somme des contributions à la sécurité de l’approvisionnement a diminué de 1,6 million de francs par rapport à l’année précédente. Cela s’explique principalement par un recul de la surface agricole utile et par l’extension des surfaces de promotion de la biodiversité.

### Contribution de base 2021

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Surface	ha	451 255	245 376	281 017	977 648
- dont SPB	ha	41 751	29 934	70 704	142 389
Nombre d’exploitations	Nombre	17 857	11 646	12 907	42 410
Surface par exploitation	ha	25	21	22	23
Contribution par exploitation	fr.	21 326	17 617	16 980	18 985
<b>Total des contributions</b>	<b>1000 fr.</b>	<b>380 826</b>	<b>205 170</b>	<b>219 161</b>	<b>805 157</b>

Source : OFAG

La part des surfaces de promotion de la biodiversité (SPB) est plus importante dans les régions des collines et de montagne qu’en plaine. En outre, les exploitations de plaine sont les plus grandes, avec 25,3 hectares en moyenne, et celles de la région des collines les plus petites, avec 21,1 hectares. Elles sont cependant à peine plus petites que les exploitations de montagne, qui couvrent en moyenne 21,8 hectares. Pour ces deux raisons (part de SPB et surface par exploitation), la contribution moyenne par exploitation est la plus importante

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



en plaine (21 326 francs) et la plus faible dans la région de montagne (16 980 francs). Les exploitations de la région des collines occupent une position intermédiaire du point de vue de la contribution de base, avec 17 617 francs.

La contribution de base est échelonnée pour les exploitations à partir du 60<sup>e</sup> hectare. Une contribution réduite est ainsi versée pour les surfaces entre 60 et 140 hectares. La contribution de base n'est plus versée pour chaque hectare supplémentaire au-delà du 140<sup>e</sup> hectare. Pour les communautés d'exploitation, les limites de l'échelonnement sont multipliées en fonction du nombre d'exploitations participantes.

**Contributions réduites sur la base de l'échelonnement de la contribution de base pour les exploitations de grande taille en 2021**

Surface	Exploitations	Réduction	Réduction par exploitation
Unité	Nombre	1000 fr.	fr.
60 à 80 ha	1 086	1 041 957	959
80 à 100 ha	372	1 430 594	3 846
100 à 120 ha	130	1 012 772	7 791
120 à 140 ha	62	762 776	12 303
plus de 140 ha	53	1 726 106	32 568
<b>Total</b>	<b>1 703</b>	<b>5 574 206</b>	<b>3 508</b>

Source : OFAG

La contribution de base a été réduite de 5,6 millions de francs au total pour 1703 exploitations en 2021. 53 exploitations obtenant des contributions à la sécurité de l'approvisionnement avaient une surface de plus de 140 hectares. La contribution de base a été réduite de 1,7 million de francs seulement pour ces exploitations.

**Contribution pour la production dans des conditions difficiles**

La contribution pour la production dans des conditions difficiles tient compte des coûts élevés et des rendements réduits liés à la production dans les zones d'altitude.

Contribution pour la production dans des conditions difficiles 2021

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Surface	ha	24 164	229 085	276 273	529 522
Nombre d'exploitations	Nombre	4 137	11 634	12 891	28 662
Surface par exploitation	ha	5,84	19,69	21,43	18,47
Contribution par exploitation	fr.	1 509	5 295	7 084	5 553
<b>Total des contributions</b>	<b>1000 fr.</b>	<b>6 242</b>	<b>61 600</b>	<b>91 325</b>	<b>159 167</b>

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



Source : OFAG

Les exploitations en plaine obtiennent également une contribution pour la production dans des conditions difficiles si elles exploitent des surfaces dans la région des collines ou de montagne. La contribution moyenne par exploitation augmente en même temps que la difficulté croissante : de la région de plaine avec 1509 francs jusqu'à la région de montagne avec 7084 francs, en passant par la région des collines avec 5295 francs.

**Contribution pour terres ouvertes et cultures pérennes**

La contribution pour terres ouvertes et cultures pérennes rémunère la préservation du potentiel élevé de production de calories sur ces surfaces. Elle se monte à 400 francs par hectares dans toutes les zones.

**Contribution pour terres ouvertes et cultures pérennes 2021**

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Surface	ha	236 799	42 329	4 976	284 104
Nombre d'exploitations	Nombre	16 436	7 240	2 323	25 999
Surface par exploitation	ha	14.41	5.85	2.14	10.93
Contribution par exploitation	fr.	5 763	2 339	857	4 371
<b>Total des contributions</b>	<b>1000 fr.</b>	<b>94 720</b>	<b>16 932</b>	<b>1 990</b>	<b>113 642</b>

Source : OFAG

Les grandes cultures et les cultures pérennes sont principalement aménagées en plaine et dans la région des collines, ce qui se reflète dans la surface par exploitation. La contribution par exploitation est donc la plus élevée dans ces zones.

Le tableau ci-dessous présente de manière détaillée les trois types de contributions à la sécurité de l'approvisionnement octroyées selon les cantons et les zones agricoles.

Jonas Plattner, OFAG, Secteur Paiements directs – Bases

**Contributions à la sécurité de l'approvisionnement 2021**

Cantons	Contr. de base			Contr. pour la production dans des conditions difficiles			Contr. pour terres ouvertes et cultures pérennes		
	Expl.	Surface	Tot. contr.	Expl.	Surface	Tot. contr.	Expl.	Surface	Tot. contr.
	No.	ha	fr.	No.	ha	fr.	No.	ha	fr.
ZH	2 624	66 573	54 047 418	766	12 275	3 198 476	2 156	28 564	11 425 556
BE	9 284	184 687	152 754 133	6 924	118 741	35 877 569	5 883	47 144	18 857 640
LU	4 092	72 815	61 513 426	2 901	41 991	11 856 347	2 527	15 506	6 202 340
UR	499	6 504	5 141 263	499	6 405	2 143 068	18	16	6 332
SZ	1 366	21 648	17 957 163	1 271	17 932	5 602 147	211	428	171 172
OW	545	7 548	6 294 355	534	6 934	2 135 240	42	42	16 792
NW	385	5 701	4 695 462	371	5 032	1 545 551	26	33	13 272
GL	313	6 764	5 460 953	295	5 602	1 846 211	37	96	38 304
ZG	468	9 583	8 134 088	317	5 547	1 653 518	234	1 622	648 767
FR	2 294	72 188	60 655 959	1 428	35 153	9 729 967	1 752	23 455	9 381 826
SO	1 081	29 755	23 906 254	544	12 765	3 562 280	837	10 183	4 073 059
BL	749	20 636	16 517 329	617	13 549	3 435 548	621	5 836	2 334 285
SH	434	13 459	10 724 252	138	2 660	595 223	420	8 933	3 573 075
AR	584	11 435	9 827 122	583	11 352	3 517 307	38	33	13 224
AI	383	6 737	5 791 303	383	6 705	2 120 961	35	31	12 292
SG	3 316	67 322	56 946 433	2 511	38 883	11 563 947	1 150	5 978	2 391 288
GR	1 979	54 402	40 723 619	1 915	50 494	17 330 333	592	2 378	951 088
AG	2 378	55 917	45 593 024	1 212	17 694	4 164 445	2 233	26 512	10 604 668
TG	1 952	46 716	38 904 702	181	2 247	621 593	1 738	19 641	7 856 261
TI	678	12 312	9 368 503	614	9 954	3 223 454	420	1 729	691 668
VD	2 852	102 339	82 188 298	1 154	30 349	8 528 991	2 514	55 534	22 213 684
VS	2 351	35 347	24 916 168	2 231	28 853	9 597 799	1 298	7 863	3 145 353
NE	667	31 012	24 641 057	579	25 711	8 032 346	309	4 754	1 901 600
GE	233	9 878	7 463 257	1	12	3 869	225	7 491	2 996 352
JU	903	38 642	30 991 073	693	24 348	7 280 576	683	10 305	4 121 812
<b>CH</b>	<b>42 410</b>	<b>989 922</b>	<b>805 156 612</b>	<b>28 662</b>	<b>531 190</b>	<b>159 166 768</b>	<b>25 999</b>	<b>284 104</b>	<b>113 641 708</b>
<b>Zones</b>									
Plaine	17 857	462 024	380 826 082	4 137	24 466	6 241 606	16 436	236 799	94 719 722
Collines	6 085	134 608	111 447 110	6 076	121 104	29 268 043	4 668	32 487	12 994 618
ZM I	5 561	112 100	93 722 446	5 558	109 184	32 332 030	2 572	9 842	3 936 946
ZM II	6 844	149 876	121 737 782	6 834	147 610	46 872 119	1 483	4 016	1 606 389
ZM III	3 783	78 302	59 788 640	3 778	77 206	26 131 979	613	793	317 332
ZM IV	2 280	53 012	37 634 552	2 279	51 619	18 320 991	227	167	66 701

Source : OFAG



## Contributions à la qualité du paysage

**Afin de préserver, de promouvoir et de développer des paysages attrayants, comme la préservation des pâturages boisés, l'entretien des châtaigneraies ou l'encouragement de l'agriculture de montagne, la Confédération a octroyé des contributions à la qualité du paysage d'un montant de 147 millions de francs en 2021.**

### Objectif de la mesure

Cet instrument permet de préserver et d'encourager de manière ciblée la diversité paysagère de la Suisse. Les contributions à la qualité du paysage (CQP) sont versées sur la base de projets. Les cantons peuvent ainsi prendre en compte les besoins régionaux.

Les moyens financiers de la Confédération ont été plafonnés en fonction de la SAU (120 francs par ha) et du pâquier normal (80 francs par PN) et répartis de manière proportionnelle entre les cantons. On a procédé ainsi pour limiter les moyens financiers à disposition des projets QP aux dépenses communiquées dans le message du Conseil fédéral sur la politique agricole 2014 – 2017 et reconduites pour la période 2018 – 2021.

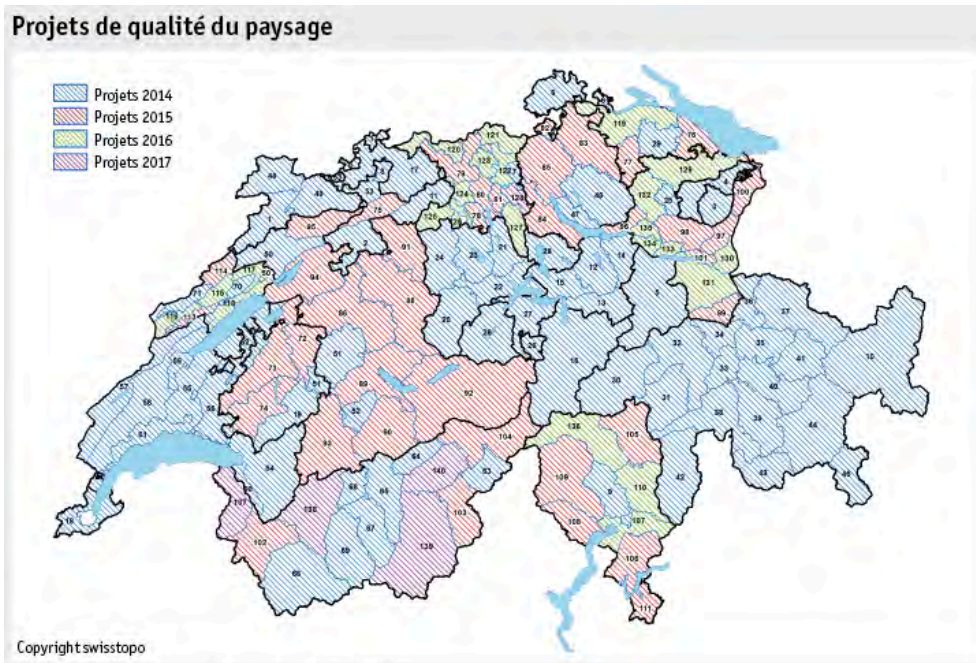


### Moyens financiers et chiffres clés statistiques 2021

Avec les projets autorisés entre 2014 et 2021, on dénombre au total 138 projets QP en cours, pour lesquels la Confédération a versé 147 millions de francs en 2021. Les cantons doivent financer au moins 10 % des contributions.



POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



Source : Office fédéral de l'agriculture – 2019

Le tableau suivant sert de légende au graphique ci-dessus.

Le lien ci-dessous mène à un aperçu sous forme de tableau de toutes les données sur les projets de qualité du paysage expliquées plus loin.

### Contributions à la qualité du paysage selon les régions en 2021

Actuellement, 35 520 exploitations à l'année et 4577 exploitations d'estivage ont conclu une convention sur huit ans concernant les mesures QP. Ainsi, 81 % des exploitations à l'année et 68 % des exploitations d'estivage ont un contrat QP en cours. La Confédération a versé à ces exploitations une moyenne de 3838 francs par exploitation pour les mesures mises en œuvre. Les contributions par hectare de SAU sont légèrement plus basses dans la région de plaine que dans les régions de montagne ou de collines.

### Contributions à la qualité du paysage selon les régions en 2021

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Zone d'estivage	Total
Exploitations	Nombre	14 354	9 834	11 332	4 577	39 944
Contribution par ha <sup>1</sup>	Nombre	122	130	156	-	140
Contribution par exploitation	fr.	4 088	3 368	3 997	2 278	3 676
<b>Total des contributions</b>	<b>1000 fr.</b>	<b>58 488</b>	<b>32 988</b>	<b>44 856</b>	<b>10 489</b>	<b>146 851</b>

<sup>1</sup> Seulement exploitations à l'année

Source : OFAG

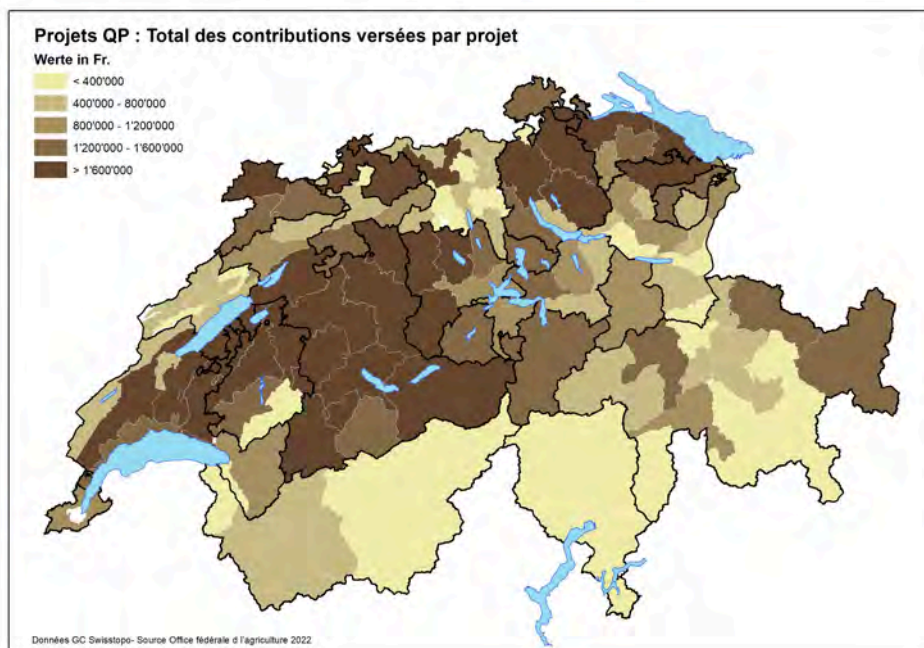




### Contributions à la qualité du paysage selon les cantons en 2021

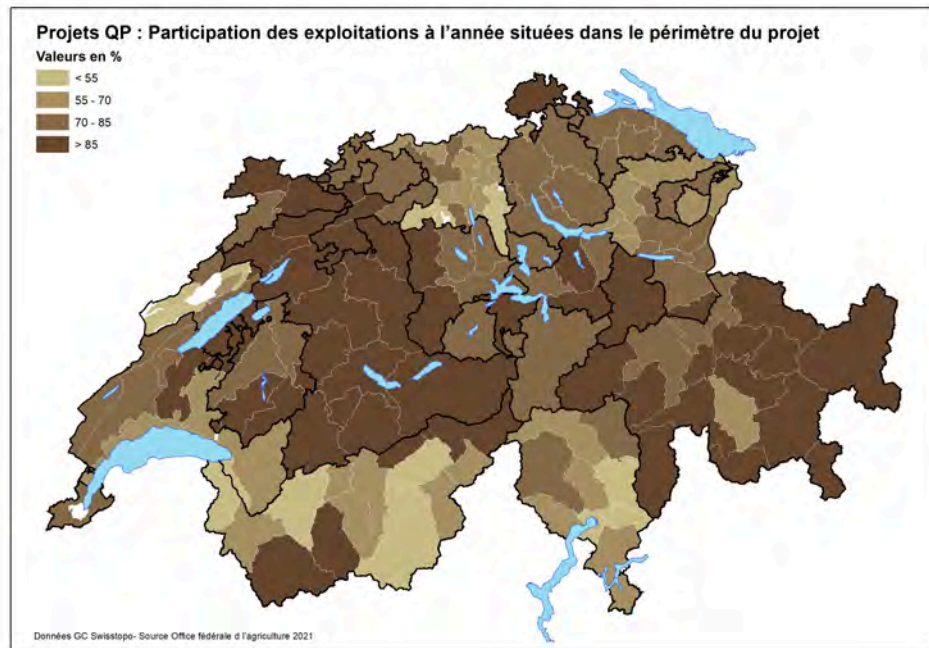
Comme le nombre de projets et mesures mis en œuvre est différent dans chaque canton, les contributions par canton varient fortement. Les sommes les plus élevées ont été attribuées dans les cantons de Berne (28 millions de francs) et de Vaud (16 millions de francs). La somme la plus élevée pour les régions d'estivage a été atteinte par le canton de Vaud.

### Contributions à la qualité du paysage selon les projets en 2021

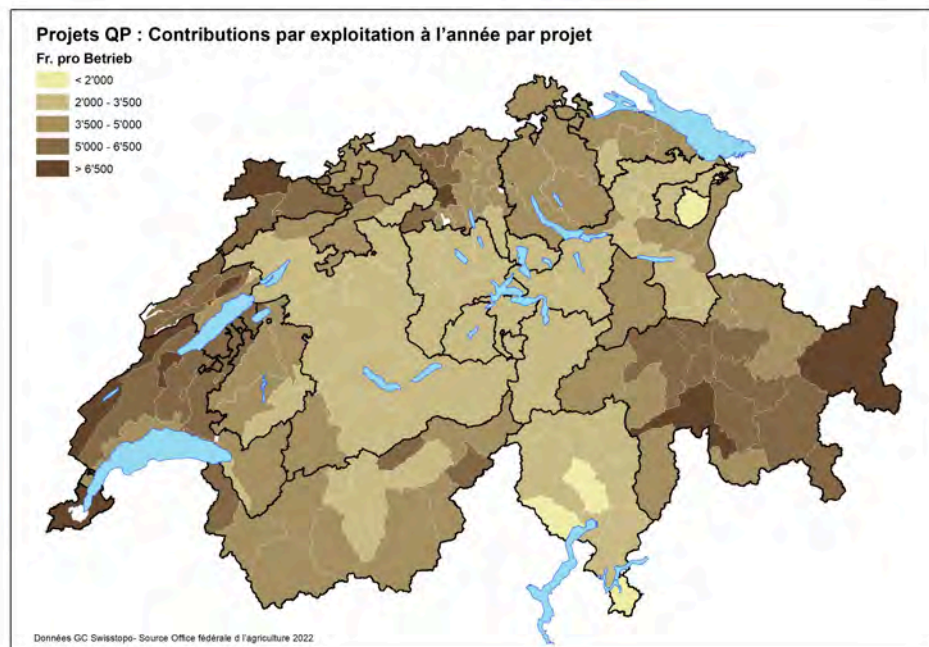


Le montant de la contribution pour chaque projet dépend fortement de la surface agricole utile et du nombre d'exploitations dans le périmètre de projet, ainsi que de la participation de ces dernières au projet. Les données pour chaque projet figurent dans le tableau ci-dessous :

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



Pour cette évaluation (sur **la participation des exploitations à l'année**), c'est le domicile des exploitations et non la situation de la surface exploitée qui est déterminante. Ainsi, si de nombreuses surfaces du périmètre de projet A sont exploitées par des exploitations qui ont leur domicile dans le périmètre B ou C, la participation au projet A est sous-estimée dans l'évaluation



Les données par exploitation ne font pas la différence entre les mesures annuelles et les mesures uniques (investissements) : les investissements importants uniques comptent pour une grande part dans cette statistique, mais ne seront plus comptés l'an prochain.

Matthieu Raemy, OFAG, secteur Paiements directs – Programmes

**Légende du projet QP**

Numéro du projet	Nom du projet
1	Franches-Montagnes et Clos du Doubs (JU)
2	Solothurn-Grenchen (SO)
3	Appenzell Innerrhoden (AI)
4	Appenzell Ausserrhoden (AR)
5	Glarus (GL)
6	Schaffhausen (SH)
7	Limmattal (AG)
8	Leimental-Dorneckberg (SO)
9	Valle Verzasca (TI)
10	Engiadina Bassa (GR)
11	Olten-Gösigen-Gäu (SO)
12	Einsiedeln (SZ)
13	Fronalp-Pragel (SZ)
14	March (SZ)
15	Rigi-Mythen (SZ)
16	Uri (UR)
17	Basel-Land (BL)
18	Genf (GE)
19	Intyamont et Jogne (FR)
20	Entlebuch (LU)
21	Hochdorf (LU)
22	Luzern (LU)
23	Sursee (LU)
24	Willisau (LU)
25	Neckertal (SG)
26	Obwalden (OW)
27	Nidwalden (NW)
28	Zugerland (ZG)
29	Mittelthurgau (TG)
30	Cadi (GR)
31	Lumnezia/Vals (GR)
32	Foppa/Safiental (GR)
33	Heinzenberg/ Domleschg (GR)
34	Imboden (GR)
35	Plessur (GR)
36	Rheintal (GR)
37	Prättigau (GR)
38	Hinterrhein (GR)
39	Surses (GR)
40	Albulatal (GR)
41	Landschaft Davos (GR)
42	Mesolcina/ Calanca (GR)
43	Bregaglia (GR)
44	Oberengadin (GR)
45	Valposchiavo (GR)
46	Zürich Oberland (ZH)
47	Pfannenstiel (ZH)
48	Ajoie (JU)
49	Delémont (JU)
50	Chasseral (BE)
51	Gantrisch (BE/FR)
51	Gantrisch (BE/FR)
52	Diemtigtal 2014, ER Thun inkl. Diemtigtal 2015 (BE)
53	Thierstein (SO)
54	Alpes Vaudoises (VD)
55	Gros-de Vaud (VD)
56	Jorat (VD)
57	Jura (VD)
58	Pied-du-Jura (VD)
59	Plaine de l'Orbe (VD)
60	Plaine du Rhône (VD)
61	Rives lémaniques (VD)
62	Broye (VD/FR)
62	Broye (VD/FR)
63	Binntal (VS)
64	Lötschental (VS)
65	Pfyn (VS)
66	Entremont (VS)
67	Val d'Anniviers (VS)
68	Noble et Louable Contrée (VS)
69	Hérens (VS)
70	Val du Ruz (NE)
71	Vallée de la Brévine (NE)
72	Sense-See (FR)
73	Glâne-Sarine-Lac (FR)
74	Gruyère-Veveyse (FR)

Numéro du projet	Nom du projet
75	Thal (SO)
76	Oberthurgau (TG)
77	Hintethurgau-Immenberg (TG)
78	aargauSüd impuls (AG)
79	Jurapark (AG)
80	Lenzburg-Seetal (AG)
81	Unteres Bünztal (AG)
82	Rafzerfeld (ZH)
83	Winterthur-Andelfingen (ZH)
84	Zürich Süd (ZH)
85	Zürcher Unterland (ZH)
86	Berner Mittelland (BE)
88	Emmental (BE)
89	ER Thun (BE), ab 2016 inkl. Diemtigtal
90	Kandertal (BE)
91	Oberaargau (BE)
92	Oberland-Ost (BE)
93	Obersimmental-Saenenland (BE)
94	Seeland (BE)
95	Trois Vaux (BE)
96	Rapperswil-Jona, Eschenbach (SG)
97	Werdenberg Nord (SG)
98	Obertoggenburg (SG)
99	Pfäfers (SG)
100	Rheintal (SG)
101	Walenstadt (SG)
102	Coude du Rhône (VS)
103	Simplon (VS)
104	Obergoms/Untergoms (VS)
105	Blenio (TI)
106	Luganese (TI)
107	Piano di Magadino (TI)
108	Onsernone, Centovalli (TI)
109	Vallemaggia (TI)
110	Interriviera (TI)
111	Mendrisiotto (TI)
113	Val-de-Travers Vallon (NE)
114	Chaux-de-Fonds/Le Lode (NE)
115	Vallée de la Sagne et des Ponts-de-Martel (NE)
116	Val-de-Travers Montagne (NE)
117	Chasseral (NE)
118	Paysage littoral neuchâtelois (NE)
119	Unterthurgau-Seerrücken (TG)
120	Fricktal (AG)
121	Zurzibiet (AG)
122	Baden (AG)
123	Brugg (AG)
124	Aarau (AG)
125	Zofingen (AG)
126	Suhrental (AG)
127	Oberes Freiamt (AG)
128	Mutschellen-Reusstal- Kelleramt (AG)
129	Fürstenland (SG)
130	Werdenberg Süd (SG)
131	Sarganserland (SG)
132	Unteres Toggenburg (SG)
133	Amden-Wesen (SG)
134	Benken-Schänis (SG)
135	Am Ricken (SG)
136	Leventina (TI)
137	Chablais valaisan (VS)
138	Valais central (VS)
139	Visp und Schattenberge (VS)
140	UNESCO (VS)
141	Estivages neuchâtelois (NE)

**Contributions à la qualité du paysage 2021 – vue globale**

No. projet	Nom projet	Exploitations à l'année			Exploitations		Contr. versées
		No. expl.	Ø contr. / SAU expl.	Contr. / surface (expl. SAU)	No. expl.	Ø contr. / expl. estiv.	
		No.	Fr. / expl.	Fr. / ha	No.	Fr. / expl.	Fr. / ha
1	Franches-Montagnes et Clos du Doubs	280	5 182	133	33	20 966	2 142 959
2	Solothurn Grenchen	407	3 636	132			1 479 741
3	Kanton AI	271	1 797	96	107	1 112	605 984
4	Kanton AR	463	3 215	149	79	2 137	1 657 181
5	Kanton GL	270	4 426	191	106	1 147	1 316 538
6	Kanton SH	406	3 560	93			1 445 160
8	Leimental Dorneckberg	90	4 385	124			394 636
9	Valle Verzasca	30	1 888	143	15	1 201	74 672
10	Engadina Bassa Val Müstair	185	6 709	222	3	2 481	1 248 599
11	Olten Gösgen Gäu	242	3 319	120			803 176
12	Einsiedeln	354	3 052	145	112	1 085	1 201 971
13	Fronalp Prugel	132	3 460	216	103	1 751	637 032
14	March	222	2 646	147	44	1 691	661 789
15	Rigi Mythen	441	3 109	204	78	1 547	1 491 510
16	Kanton UR	428	2 934	212	152	1 644	1 505 511
17	Kantone BL und BS	614	3 806	125			2 336 774
18	Kanton GE teilweise	174	6 570	127			1 143 107
19	Intyamon Jogne	122	3 024	95	271	3 325	1 270 054
20	Entlebuch	766	2 673	145	176	1 288	2 273 965
21	Hochdorf	541	2 725	137			1 474 139
22	Luzern	463	2 577	137	27	1 343	1 229 492
23	Sursee	801	2 676	135			2 143 555
24	Willisau	1 038	2 561	147	11	1 026	2 669 562
25	Neckertal	183	2 459	103	2	504	450 991
26	Kanton OW	469	2 807	189	208	1 793	1 689 177
27	Kanton NW	362	2 488	161	107	1 729	1 085 806
28	Kanton ZG	402	3 218	141	3	1 258	1 297 505
29	Mittelthurgau	367	3 664	148			1 344 593
30	Cadi	164	4 442	168			728 526
31	Lumnezia Vals	122	4 413	156	1	495	538 917
32	Foppa Safiental	237	5 554	182	4	2 700	1 326 990
33	Heinzenberg Domleschg	143	5 532	174			791 144
34	Imboden	60	5 543	152			332 604
35	Schanfigg Churwalden	113	5 594	158	2	2 021	636 143
36	Rheintal	136	4 755	206			646 687
37	Prättigau	293	4 464	182	1	1 080	1 309 169
38	Hinterrhein	112	9 401	276	2	2 768	1 058 400
39	Surses	61	6 481	159	2	1 143	397 602
40	Albulatal	105	5 082	167	2	1 620	536 876
41	Davos	74	4 140	163	1	5 760	312 098
42	Mesocina Clanca	79	4 736	279			374 156
43	Bregaglia	29	4 971	213			144 161
44	Oberengadin	66	5 305	150			350 111
45	Valposchiavo	75	5 212	233	4	8 029	423 005
46	Zürcher Oberland	616	3 860	141	2	7 070	2 391 821
47	Pfannenstiel Egg	129	4 037	156			520 746
48	Ajoie	263	6 603	118	12	3 543	1 779 227
49	Delémont	254	5 947	129	27	6 549	1 687 462
50	Chasseral	354	2 572	71	89	2 333	1 118 008
51	Gantrisch	953	2 495	123	150	879	2 509 503
53	Thierstein	121	5 427	148			656 676
54	Alpes Vaudoises	196	4 367	134	288	4 460	2 140 509
55	Gros-de-Vaud	421	5 632	138			2 371 226
56	Jorat	384	5 827	143			2 237 516
57	Jura vaudois	87	7 009	133	280	3 907	1 703 703
58	Pied du Jura	571	6 030	139			3 442 875
59	Pleine de l'Orbe	95	8 374	139			795 497
60	Plaine du Rhône	101	3 360	125			339 360
61	Rives Lémaniques	400	3 887	137			1 554 787
62	Broye	597	5 668	145			3 383 796
63	Binntal	46	5 020	187	11	2 057	253 548
64	Lötschental	30	5 314	230	12	2 363	187 780
65	Regionaler Naturpark Pfyn	145	2 657	152	18	3 280	444 333
66	Grand Entremont	164	4 563	218	46	2 285	853 478
67	Val d'Anniviers	71	3 006	128	21	4 390	305 649
68	Noble et Louable Contrée	125	3 011	176	11	2 459	403 439
69	Hérens	111	4 446	179	28	2 988	577 223
70	Val-de-Ruz	81	7 959	141			644 687
71	Vallée de la Brévine	102	5 779	97			589 458
72	Sense-See	596	4 672	149	35	1 331	2 831 024

**Contributions à la qualité du paysage 2021 – vue globale**

No. projet	Nom projet	Exploitations à l'année			Exploitations		Contr. versées
		No. expl.	Ø contr. / SAU expl.	Contr. / surface (expl. SAU)	No. expl.	Ø contr. / expl. estiv.	
		No.	Fr. / expl.	Fr. / ha	No.	Fr. / expl.	Fr. / ha
73	Glâne-Sarine-Lac	690	4 434	119	7	1 342	3 069 054
74	Gruyère-Veveyse	418	3 638	97	179	1 774	1 838 278
75	Thal	167	4 530	149			756 456
76	Oberthurgau	367	4 520	195			1 658 739
77	Hinterthurgau-Immenberg	241	3 389	129			816 687
78	Region Wynetal Aargau Süd	89	4 306	162	1	1 764	384 998
79	Jurapark	287	6 390	217			1 833 986
80	Region Lebensraum Lenzburg	92	4 509	160			414 852
81	Unteres Bünzthal	84	3 597	138			302 132
82	Rafzerfeld	40	4 395	136			175 796
83	Winterthur-Andelfingen	570	4 610	159	2	3 251	2 634 078
84	Zürich Süd	362	3 547	135			1 284 064
85	Zürich Unterland	341	4 998	160			1 704 179
86	Berner Mittelland	1 652	2 520	115	4	895	4 167 206
88	Emmental	2 001	2 975	159	82	833	6 021 283
89	Entwicklungsraum Thun (ERT)	996	2 560	141	280	1 064	2 847 736
90	Kandertal	441	3 063	190	175	918	1 511 341
91	Oberaargau	926	2 892	148	6	1 439	2 686 998
92	Oberland Ost	502	3 232	177	131	1 711	1 846 378
93	Obersimmental-Saaneland	583	3 574	162	298	950	2 366 390
94	Seeland	830	2 337	89			1 939 955
95	Trois-Vaux	195	3 610	103	80	2 009	864 710
96	Rapperswil-Jona, Eschenbach	114	3 672	145	8	1 318	429 135
97	Werdenberg Nord	138	3 946	154	32	2 905	637 495
98	Obertoggenburg	241	3 600	155	111	3 367	1 241 219
99	Pfäfers	34	3 209	120	17	4 872	191 941
100	Rheintal	203	4 457	157	15	2 147	936 938
101	Walenstadt	43	2 521	112	8	2 530	128 647
102	Coude du Rhône	178	3 888	190	24	2 233	745 610
103	Simplon	76	4 036	211	36	2 272	388 526
104	Obergoms/ Untergoms nordseitig	64	4 907	153	22	1 435	345 647
105	Blenio	82	3 411	125	28	2 329	344 919
106	Luganese	74	2 449	107	17	1 053	199 118
107	Piano di Magadino	62	2 320	116	6	1 145	150 714
108	Parco Nazionale del Locarnese	23	1 735	101	4	1 006	43 936
109	Vallemaggia	50	2 316	120	28	1 319	152 715
110	Interriviera	54	2 277	99	15	1 048	138 704
111	Mendrisiotto	62	1 620	107			100 440
113	Val-de-Travers Vallon	38	6 075	109			230 855
114	Chaux-de-Fonds-Le Locle	121	5 310	107			642 558
115	Vallée de la Sagne et des Ponts	83	5 071	104			420 856
116	Val-de-Travers Montagne	72	5 938	93			427 506
117	Chasseral neuchâtelois	55	5 038	88			277 105
118	Paysage Littoral	120	4 968	145			596 138
119	LQ Unterthugau-Seerücken	486	4 356	151			2 116 941
120	Fricktal	99	6 418	172			635 391
121	Zurzibiet	161	4 119	156			663 083
122	Baden	128	4 811	182			615 817
123	Brugg	71	4 933	171			350 242
124	Aarau	46	6 697	234			308 056
125	Zofingen	75	5 416	223			406 221
126	Suhrental	88	4 504	218			396 357
127	Oberes Freiamt	223	3 428	141	1	5 367	769 675
128	Mutschellen-Reusstal- Kelleramt	67	3 614	128	1	918	243 030
129	Fürstenland	672	3 131	136			2 103 784
130	Werdenberg Süd	75	4 385	162	14	3 659	379 083
131	Sarganserland	227	3 460	177	53	4 523	1 021 550
132	Unteres Toggenburg	391	2 507	120	14	1 359	992 702
133	Amden-Weesen	41	2 639	135	5	6 146	138 879
134	Benken-Schänis	83	2 603	119	13	3 327	259 313
135	Am Ricken	107	2 390	107	4	4 256	272 765
136	Leventina	50	3 014	115	25	2 059	200 657
137	Chablais valaisan	65	6 140	165	75	1 509	514 580
138	Valais central	205	3 665	200	26	2 808	814 878
139	Visp und Schattenberge	113	3 521	210	28	2 948	484 407
140	UNESCO	135	2 336	156	18	2 005	362 469
141	Estivages neuchâtelois				66	2 913	199 576

Source : OFAG

**Contributions à la qualité du paysage 2021**

	No. expl. ayant conclu une convent. (SAU)	No. expl. ayant conclu une convent. (RE)	Ø contr. / expl. SAU fr.	Ø contr. / expl. RE fr.	Contr. versées SAU fr.	Contr. versées RE fr.	Tot. contr. versées fr.
ZH	2 038	4	4 270	5 161	8 702 123	20 642	8 722 765
BE	8 763	1 218	2 992	1 218	26 218 688	1 483 202	27 701 890
LU	3 608	214	2 637	1 282	9 515 745	274 256	9 790 001
UR	428	152	2 934	1 644	1 255 680	249 831	1 505 511
SZ	1 149	337	3 042	1 474	3 495 411	496 891	3 992 302
OW	469	208	2 807	1 793	1 316 313	372 863	1 689 177
NW	362	107	2 488	1 729	900 788	185 018	1 085 806
GL	270	106	4 426	1 147	1 194 990	121 548	1 316 538
ZG	402	3	3 218	1 258	1 293 732	3 773	1 297 505
FR	1 974	546	4 913	2 450	9 697 714	1 337 704	11 035 417
SO	973		4 192		4 078 725		4 078 725
BL	614		3 806		2 336 774		2 336 774
SH	404		3 541		1 430 668		1 430 668
AR	457	79	3 237	2 137	1 479 184	168 794	1 647 978
AI	272	107	1 841	1 112	500 885	119 025	619 910
SG	2 411	294	3 370	3 413	8 125 028	1 003 359	9 128 386
GR	1 917	22	5 781	3 309	11 082 389	72 798	11 155 188
AG	1 510	3	4 845	2 648	7 315 895	7 945	7 323 840
TG	1 452		4 126		5 991 414		5 991 414
TI	447	138	2 665	1 555	1 191 266	214 609	1 405 875
VD	2 486	568	5 477	4 187	13 615 770	2 378 396	15 994 165
VS	1 340	376	4 316	2 388	5 783 832	897 733	6 681 565
NE	607	66	6 535	3 024	3 966 838	199 576	4 166 414
GE	174		6 570		1 143 107		1 143 107
JU	797	72	5 895	12 656	4 698 432	911 216	5 609 647
<b>Total</b>	<b>35 324</b>	<b>4 620</b>	<b>3 859</b>	<b>2 277</b>	<b>136 331 389</b>	<b>10 519 180</b>	<b>146 850 569</b>

SAU = exploitations à l'année

RE = exploitations d'estivage

Source : OFAG



**Qualité du paysage : Nombre des exploitations et contributions par projet**

No. projet	Nom projet	Exploitations	Exploitations	Contr.
		à l'année	d'estivage	versées
		Nombre	Nombre	fr
1	Franches-Montagnes et Clos du Doubs	280	33	2 142 959
2	Solothurn Grenchen	407		1 479 741
3	Kanton AI	271	107	605 984
4	Kanton AR	463	79	1 657 181
5	Kanton GL	270	106	1 316 538
6	Kanton SH	406		1 445 160
8	Leimental Dorneckberg	90		394 636
9	Valle Verzasca	30	15	74 672
10	Engadina Bassa Val Müstair	185	3	1 248 599
11	Olten Gösgen Gäu	242		803 176
12	Einsiedeln	354	112	1 201 971
13	Fronalp Prigel	132	103	637 032
14	March	222	44	661 789
15	Rigi Mythen	441	78	1 491 510
16	Kanton UR	428	152	1 505 511
17	Kantone BL und BS	614		2 336 774
18	Kanton GE teilweise	174		1 143 107
19	Intyamom Jogne	122	271	1 270 054
20	Entlebuch	766	176	2 273 965
21	Hochdorf	541		1 474 139
22	Luzern	463	27	1 229 492
23	Sursee	801		2 143 555
24	Willisau	1 038	11	2 669 562
25	Neckertal	183	2	450 991
26	Kanton OW	469	208	1 689 177
27	Kanton NW	362	107	1 085 806
28	Kanton ZG	402	3	1 297 505
29	Mittelthurgau	367		1 344 593
30	Cadi	164		728 526
31	Lumnezia Vals	122	1	538 917
32	Foppa Safiental	237	4	1 326 990
33	Heinzenberg Domleschg	143		791 144
34	Imboden	60		332 604
35	Schanfigg Churwalden	113	2	636 143
36	Rheintal	136		646 687
37	Prättigau	293	1	1 309 169
38	Hinterrhein	112	2	1 058 400
39	Surses	61	2	397 602
40	Albulatal	105	2	536 876
41	Davos	74	1	312 098
42	Mesocina Clanca	79		374 156
43	Bregaglia	29		144 161
44	Oberengadin	66		350 111
45	Valposchiavo	75	4	423 005
46	Zürcher Oberland	616	2	2 391 821
47	Pfannenstiel Egg	129		520 746
48	Ajoie	263	12	1 779 227
49	Delémont	254	27	1 687 462
50	Chasseral	354	89	1 118 008
51	Gantrisch	953	150	2 509 503
53	Thierstein	121		656 676
54	Alpes Vaudoises	196	288	2 140 509
55	Gros-de-Vaud	421		2 371 226
56	Jorat	384		2 237 516
57	Jura vaudois	87	280	1 703 703
58	Pied du Jura	571		3 442 875
59	Pleine de l'Orbe	95		795 497
60	Plaine du Rhône	101		339 360
61	Rives lémaniques	400		1 554 787
62	Broye	597		3 383 796
63	Binntal	46	11	253 548
64	Lötschental	30	12	187 780
65	Regionaler Naturpark Pfyn	145	18	444 333
66	Grand Entremont	164	46	853 478
67	Val d'Anniviers	71	21	305 649
68	Noble et Louable Contrée	125	11	403 439
69	Hérens	111	28	577 223
70	Val-de-Ruz	81		644 687
71	Vallée de la Brévine	102		589 458
72	Sense-See	596	35	2 831 024



**Qualité du paysage : Nombre des exploitations et contributions par projet**

No. projet	Nom projet	Exploitations	Exploitations	Contr.
		à l'année	d'estivage	versées
		Nombre	Nombre	fr
73	Glâne-Sarine-Lac	690	7	3 069 054
74	Gruyère-Veveyse	418	179	1 838 278
75	Thal	167		756 456
76	Oberthurgau	367		1 658 739
77	Hinterthurgau-Immenberg	241		816 687
78	Region Wynetal Aargau Süd	89	1	384 998
79	Jurapark	287		1 833 986
80	Region Lebensraum Lenzburg	92		414 852
81	Unteres Bünztal	84		302 132
82	Rafzerfeld	40		175 796
83	Winterthur-Andelfingen	570	2	2 634 078
84	Zürich Süd	362		1 284 064
85	Zürich Unterland	341		1 704 179
86	Berner Mittelland	1 652	4	4 167 206
88	Emmental	2 001	82	6 021 283
89	Entwicklungsraum Thun (ERT)	996	280	2 847 736
90	Kandertal	441	175	1 511 341
91	Oberaargau	926	6	2 686 998
92	Oberland Ost	502	131	1 846 378
93	Obersimmental-Saanenland	583	298	2 366 390
94	Seeland	830		1 939 955
95	Trois-Vaux	195	80	864 710
96	Rapperswil-Jona, Eschenbach	114	8	429 135
97	Werdenberg Nord	138	32	637 495
98	Obertoggenburg	241	111	1 241 219
99	Pfäfers	34	17	191 941
100	Rheintal	203	15	936 938
101	Walenstadt	43	8	128 647
102	Coude du Rhône	178	24	745 610
103	Simplon	76	36	388 526
104	Obergoms/ Untergoms nordseitig	64	22	345 647
105	Blenio	82	28	344 919
106	Luganese	74	17	199 118
107	Piano di Magadino	62	6	150 714
108	Parco Nazionale del Locarnese	23	4	43 936
109	Vallemaggia	50	28	152 715
110	Interriviera	54	15	138 704
111	Mendrisiotto	62		100 440
113	Val-de-Travers Vallon	38		230 855
114	Chaux-de-Fonds-Le Locle	121		642 558
115	Vallée de la Sagne et des Pon	83		420 856
116	Val-de-Travers Montagne	72		427 506
117	Chasseral neuchâtelois	55		277 105
118	Paysage Littoral	120		596 138
119	LQ Unterthurgau-Seerücken	486		2 116 941
120	Fricktal Regio	99		635 391
121	Zurzibiet Regio	161		663 083
122	Baden Regio	128		615 817
123	Brugg Regio	71		350 242
124	Region Aarau	46		308 056
125	zofingenregio	75		406 221
126	Suhrental	88		396 357
127	Oberes Freiamt	223	1	769 675
128	Mutschellen-Reusstal- Kelleraamt (AG)	67	1	243 030
129	Fürstenland	672		2 103 784
130	Werdenberg Süd	75	14	379 083
131	Sarganserland	227	53	1 021 550
132	Unteres Toggenburg	391	14	992 702
133	Amden-Weesen	41	5	138 879
134	Benken-Schänis	83	13	259 313
135	Am Ricken	107	4	272 765
136	Leventina	50	25	200 657
137	Chablais valaisan (VS)	65	75	514 580
138	Valais central (VS)	205	26	814 878
139	Visp und Schattenberge (VS)	113	28	484 407
140	UNESCO (VS)	135	18	362 469
141	Estivages neuchâtelois (NE)		66	199 576
CH (Total):		35324	4620	146 850 569



## Contributions à la biodiversité

**Les surfaces de promotion de la biodiversité (SPB) dans leur ensemble, ainsi que les surfaces annoncées pour les contributions du niveau de qualité II et la mise en réseau, ont de nouveau augmenté légèrement en 2021. La part moyenne de surfaces de promotion de la biodiversité sur la SAU est restée de 19 %.**

Vous trouverez des informations générales détaillées sur les contributions à la biodiversité sous Contributions à la biodiversité (admin.ch), ainsi que dans la brochure d'Agridea Promotion de la biodiversité dans l'exploitation agricole.

Les données sur les contributions à la biodiversité dans les cantons et les zones agricoles sont également résumées dans des tableaux récapitulatifs sous «Download Center» .



### État de la biodiversité sur la surface agricole

Il est possible de faire des constatations sur l'état de la biodiversité dans les surfaces agricoles grâce aux données du premier cycle de relevé quinquennal du programme de monitoring « Espèces et milieux agricoles » (ALL-EMA) d'Agroscope. Le premier rapport « ALL-EMA » est paru en 2021. Des informations détaillées sur l'évolution de la biodiversité dans les surfaces agricoles seront disponibles à l'issue du deuxième cycle de relevé (2020-24).

### Évolution des contributions à la biodiversité

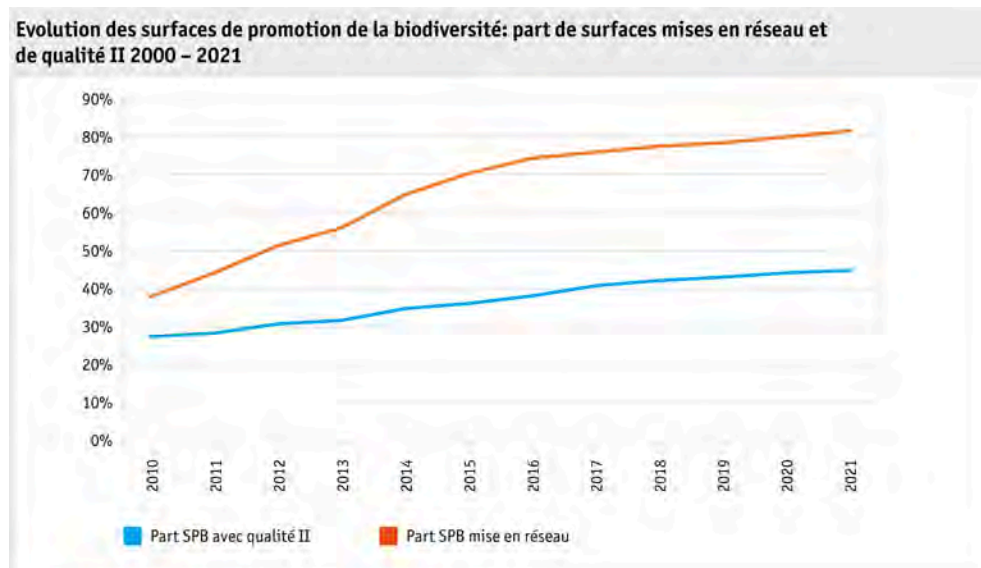
En 2021, 435 millions de francs de contributions à la biodiversité ont été octroyés (+2,1 % par rapport à l'année précédente). Cela correspond à 16 % de l'ensemble des paiements directs. Les contributions du niveau de qualité I correspondent à 36,5 %, celles du niveau de qualité II à 37,6 % et celles pour la mise en réseau à 25,9 % de la somme totale des contributions à la

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



biodiversité, à savoir pratiquement les mêmes proportions que l'année précédente. En 2021, la somme des contributions QI, QII et pour la mise en réseau versées a de nouveau légèrement augmenté. Le montant des contributions à la qualité et la mise en réseau pour les différents types de SPB et mesures de mise en réseau reste inchangé par rapport à l'année précédente.

L'évolution de la part du niveau de qualité II et de la mise en réseau entre 2009 et 2021 est représentée dans le graphique suivant :



Source: OFAG

Le graphique ci-dessous montre l'évolution des types de contributions à la biodiversité entre 2017 et 2021.



Source: OFAG

Aperçu des contributions 2021, selon les types de contributions (QI, QII et mise en réseau), les cantons et les zones agricoles

Aperçu des contributions 2021 par type d'élément SPB, selon les types de contributions (QI, QII et mise en réseau) et les zones agricoles

**Part des surfaces de promotion de la biodiversité sur la surface agricole utile**

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



La part moyenne de SPB sur la surface agricole utile (SAU) dans l'ensemble des zones était de 17,1 %. Si les arbres fruitiers haute-tige, les arbres isolés et les allées sont pris en compte à compter d'un are par arbre, la part de SPB sur la SAU est de 19 %. La zone de montagne IV présente aussi en 2021 la part la plus élevée de SPB sur la SAU. Les différences par rapport à l'année précédente, tant en termes de surface que de proportion, sont minimes.

**Surface agricole utile, surface de SPB et part moyenne de SPB sur la SAU (entre parenthèses : sans prise en compte des arbres)**

Zone	Total de la SAU [ha]	SPB sur la SAU [ha]	Part de SPB [%] <sup>1</sup>
Zone de plaine	473 796	68 807 (60 618)	14,5 (12,8)
Zone des collines	137 124	22 859 (19 600)	16,7 (14,3)
Zone de montagne I	114 105	17 694 (15 223)	15,5 (13,3)
Zone de montagne II	153 243	30 886 (28 838)	20,2 (18,8)
Zone de montagne III	79 603	26 027 (25 082)	32,7 (31,5)
Zone de montagne IV	53 886	24 336 (24 024)	45,2 (44,6)
<b>Total</b>	<b>1 011 757</b>	<b>190 609 (173 385)</b>	<b>19,0 (17,1)</b>

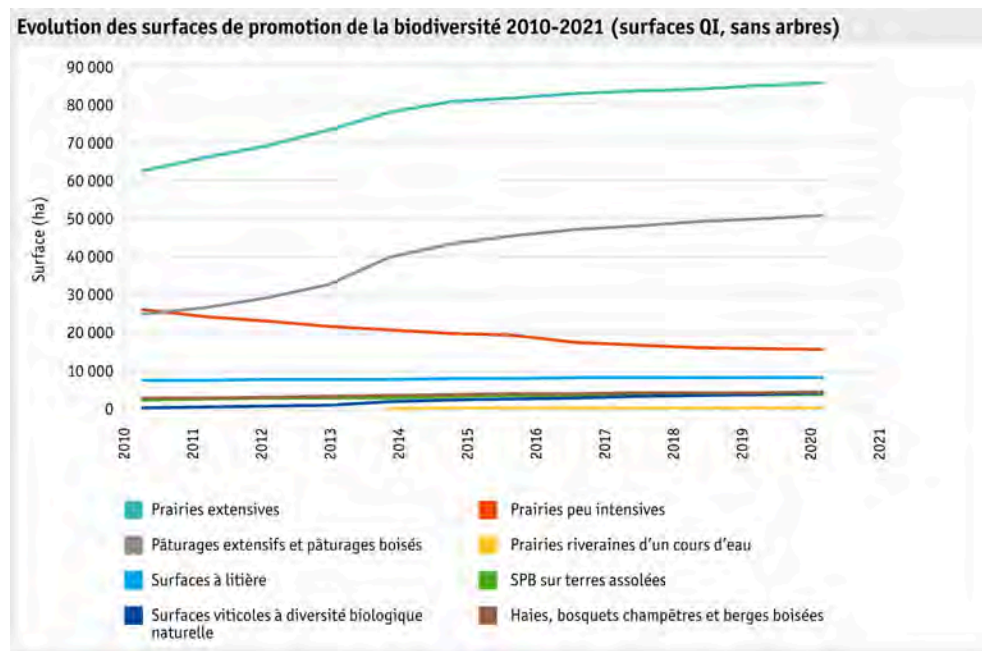
<sup>1</sup> Les données se basent sur le calcul de la part appropriée de SPB selon les exigences PER (art. 14 OPD ; par exemple, une are est comptabilisée par arbre et les arbres pris en compte ne peuvent représenter plus de la moitié de la SPB). Source : OFAG

**Contributions à la qualité**

Le total des surfaces de promotion de la biodiversité (arbres compris) a légèrement diminué par rapport à l'année précédente, passant de 192 544 ha à 190 609 ha. La tendance à la baisse à long terme du type de SPB « prairies peu intensives » s'aplatit à un niveau relativement bas.

Le graphique ci-dessous montre l'évolution des surfaces de promotion de la biodiversité du niveau de qualité I entre 2001 et 2021.

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



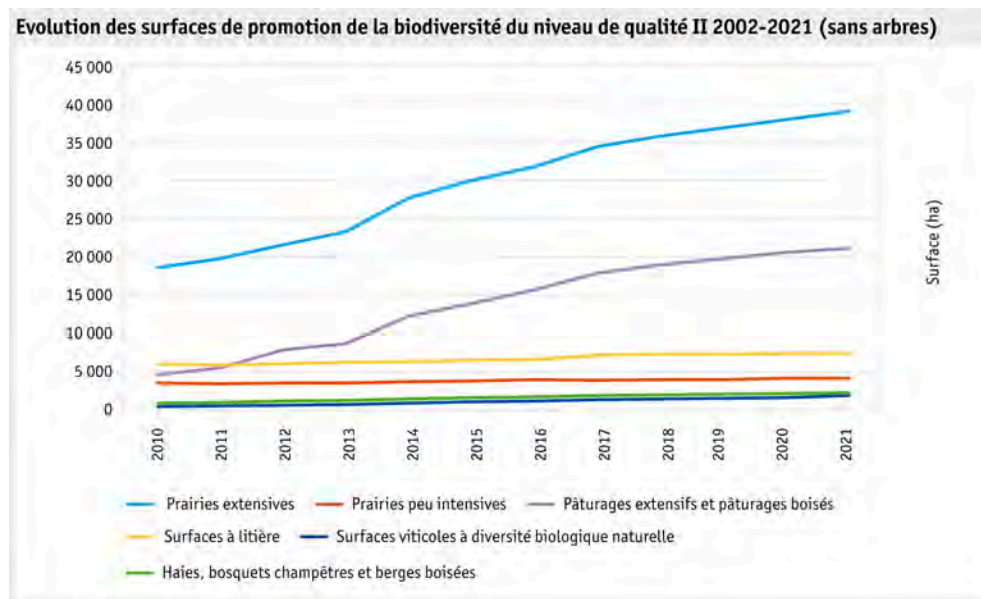
Source: OFAG

La part des éléments SPB sur terres assolées (jachères florales et tournantes, ourlets sur terres assolées, bandes culturales extensives et bandes fleuries pour les pollinisateurs et autres organismes utiles) est toujours très faible avec 3771 ha, soit 1 % des terres assolées<sup>1</sup> (1,45 % des terres ouvertes), mais elle a de nouveau légèrement augmenté par rapport aux années précédentes (3655 ha en 2020, 3579 en 2019). En plus des éléments de SPB ci-dessus sur terres ouvertes, des SPB sur terres assolées spécifique à une région sont également mis en place. Jusqu'en 2020, elles représentaient très peu d'hectares, par exemple avec des mesures visant à favoriser le vanneau huppé. Depuis 2020, la mesure « céréales en lignes de semis espacées » a été mise en œuvre dans huit cantons (AG, BE, BL, JU, LU, SO, ZG et ZH) sous forme de SPB spécifiques à la région dans le cadre de la mise en réseau. Alors qu'en 2020, 1981 ha de SPB spécifiques à la région ont été annoncés sur des terres assolées, ce chiffre était déjà de 4173 ha en 2021. Il s'agit pour une grande part de « céréales en lignes de semis espacées ».

Le graphique ci-dessous montre l'évolution des surfaces de promotion de la biodiversité du niveau de qualité II entre 2002 et 2021.



POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



Source: OFAG

**Contributions pour la mise en réseau**

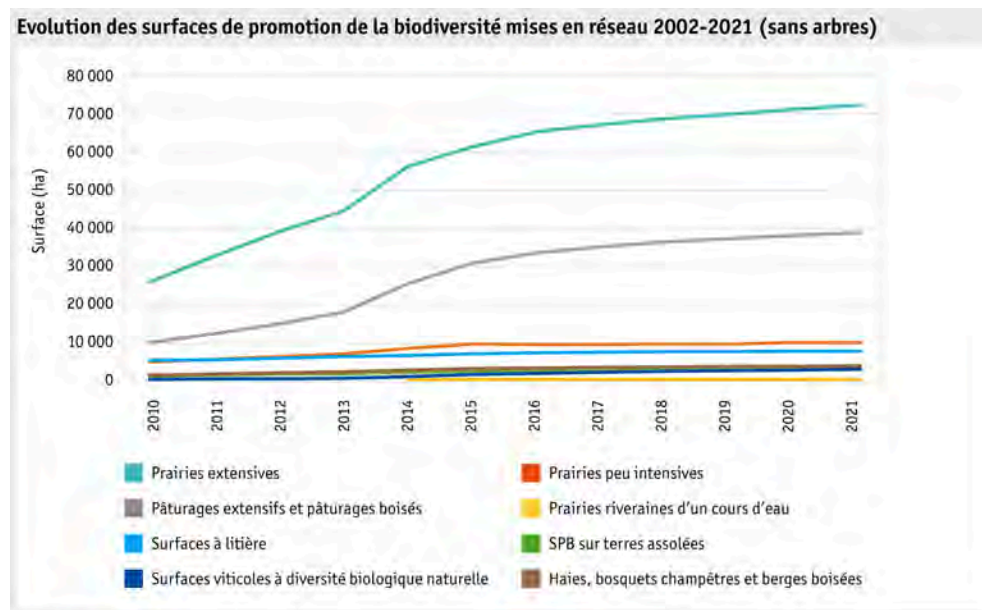
Les surfaces mises en réseau (sans les arbres) ont augmenté en 2021 de 3,3 % par rapport à l’année précédente. Les prairies extensives, les pâturages extensifs et les pâturages boisés sont de loin les plus importants du point de vue de la surface mise en réseau. Les SPB spécifiques à la région, annoncés et rémunérés par le biais de la mise en réseau, ont fortement augmenté. La mesure « Céréales en lignes de semis espacées », qui est mise en œuvre dans huit cantons, est responsable de cette augmentation (voir chapitre « Contributions à la qualité »).

Le nombre de noyers et de vignes présentant une biodiversité naturelle, ainsi que le nombre d’exploitations disposant de ces éléments SPB, ont également augmenté dans le cadre de la mise en réseau.

Le tableau suivant donne un aperçu de surfaces mises en réseau en 2021 selon les types de biodiversité et les zones agricoles.

Le graphique ci-dessous montre l’évolution des surfaces de promotion de la biodiversité mises en réseau entre 2002 et 2021.

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



Source : OFAG

**Informations sur les différents types de SPB**

Vous trouverez ci-dessous les tableaux récapitulatifs sur le nombre d'exploitations, les surfaces et les contributions versées pour les différents éléments SPB. Pour la plupart des éléments SPB, seuls des changements mineurs sont à signaler. Par rapport à l'année précédente, on remarque notamment :

- Bandes fleuries pour les pollinisateurs et les autres organismes utiles: Le nombre d'exploitations ainsi que les surfaces ont augmenté dans presque tous les cantons où des bandes fleuries ont été mises en place. Cela est probablement dû à l'action de l'Union suisse des paysans « La Suisse fleurit ! »
- Prairies riveraines d'un cours d'eau: Pour ce type de SPB, les surfaces ont légèrement augmenté dans 20 des 25 cantons. La surface a plus que doublé dans le canton de Lucerne. Ces augmentations sont probablement dues à la délimitation de l'espace réservé aux cours d'eau.
- Arbres fruitiers haute-tige (sans les noyers) : Dans 18 des 25 cantons, le nombre d'arbres a légèrement diminué dans la zone des collines, la zone de montagne I et la zone de montagne IV. La part d'arbres du niveau de qualité II a augmenté dans 20 cantons sur 25. Dans le canton de Vaud, on enregistre une hausse de près de 10 % d'arbres annoncés et de plus de 30 % d'arbres du niveau de qualité II.
- Noyers : À l'exception des cantons d'Uri et de Glaris, le nombre de noyers déclarés a augmenté dans tous les cantons, de 6 % au total. Le nombre d'arbres bénéficiant de contributions QII et de contributions pour la mise en réseau a également augmenté, respectivement de près de 9 % et de près de 7 % au total.
- SPB spécifiques à la région : La surface de « céréales en lignes de semis espacées » a fortement augmenté dans les huit cantons où cette mesure est mise en œuvre (cf. aussi le chapitre « Contributions à la qualité »).





## Prairies extensives

### Prairies extensives 2021 : chiffres relatifs aux exploitations et à la surface

<b>Niveau de qualité I</b>					
	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région demontagne	Total
Exploitations	Nombre	16 955	10 223	10 578	37 756
Surface	ha	40 757	18 156	26 913	85 826

<b>Niveau de qualité II</b>					
	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région demontagne	Total
Exploitations	Nombre	8 781	5 663	8 182	22 626
Surface	ha	13 013	8 027	18 558	39 598

<b>Liens</b>					
	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région demontagne	Total
Exploitations	Nombre	13 544	8 623	9 539	31 706
Surface	ha	31 317	15 270	24 745	71 333

Source : OFAG

Le tableau suivant donne un aperçu des contributions octroyées pour des prairies extensives, selon les cantons et les zones agricoles :

## Prairies peu intensives

### Prairies peu intensive 2021 : chiffres relatifs aux exploitations et à la surface

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



**Niveau de qualité I**

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région demontagne	Total
Exploitations	Nombre	2 048	3 015	6 118	11 181
Surface	ha	1 715	3 098	10 371	15 183

**Niveau de qualité II**

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région demontagne	Total
Exploitations	Nombre	183	584	3 160	3 927
Surface	ha	131	584	3 448	4 010

**Liens**

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région demontagne	Total
Exploitations	Nombre	832	1 640	4 444	6 916
Surface	ha	781	1 833	7 086	9 700

Source : OFAG

Le tableau suivant donne un aperçu des contributions octroyées pour des prairies peu intensives, selon les cantons et les zones agricoles.

**Pâturages extensifs et pâturages boisés**

**Pâturages extensifs et pâturages boisés 2021 : chiffres relatifs aux exploitations et à la surface**

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



**Niveau de qualité I**

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région demontagne	Total
Exploitations	Nombre	4 784	4 892	8 578	18 254
Surface	ha	7 666	9 587	33 564	50 817

**Niveau de qualité II**

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région demontagne	Total
Exploitations	Nombre	1 014	1 550	5 601	8 165
Surface	ha	1 620	3 192	16 443	21 255

**Liens**

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région demontagne	Total
Exploitations	Nombre	3 021	3 542	6 909	13 472
Surface	ha	5 256	7 106	25 772	38 134

Source : OFAG

Le tableau suivant donne un aperçu des contributions octroyées pour les pâturages extensifs et les pâturages boisés, selon les cantons et les zones agricoles.

**Surfaces à litière**

**Surfaces à litière 2021 : chiffres relatifs aux exploitations et à la surface**

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



**Niveau de qualité I**

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	2 366	1 916	3 442	7 391
Surface	ha	2 366	1 581	4 181	8 128

**Niveau de qualité II**

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	1 471	1 515	2 989	5 975
Surface	ha	2 084	1 398	3 820	7 301

**Liens**

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	1 694	1 649	3 141	6 484
Surface	ha	2 075	1 400	3 921	7 396

Source : OFAG

Le tableau suivant donne un aperçu des contributions octroyées pour les surfaces à litière, selon les cantons et les zones agricoles.

**Haies, bosquets champêtres et berges boisées**

**Haies, bosquets champêtres et berges boisées 2021 : chiffres relatifs aux exploitations et à la surface**

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



<b>Niveau de qualité I</b>					
	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	7 935	4 822	2 727	15 484
Surface	ha	2 457	1 406	579	4 442

<b>Niveau de qualité II</b>					
	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	3 867	2 277	904	7 048
Surface	ha	1 164	673	202	2 039

<b>Liens</b>					
	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	6 049	3 973	2 337	12 359
Surface	ha	1 932	1 176	499	3 606

Source : OFAG

Le tableau suivant donne un aperçu des contributions octroyées pour des haies, bosquets champêtres et berges boisées, selon les cantons et les zones agricoles.

### Jachères florales

#### Jachères florales 2021 : chiffres relatifs aux exploitations et à la surface

<b>Niveau de qualité I</b>					
	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	1 855	417	121	2 284
Surface	ha	1 960	273	5	2 237

<b>Liens</b>					
	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	1 446	369	71	1 822
Surface	ha	1 500	231	3	1 735

<sup>1</sup> Les exploitations situées en région de montagne reçoivent des contributions pour jachères florales, si ces surfaces sont situées en zone de plaine ou en zone des collines Source : OFAG

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



Le tableau suivant donne un aperçu des contributions octroyées pour les jachères florales, selon les cantons et les zones agricoles.

**Jachères tournantes**

**Jachères tournantes 2021 : chiffres relatifs aux exploitations et à la surface**

Niveau de qualité I		Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre		460	69	21	531
Surface	ha		543	68	0	611

**Liens**

		Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre		254	49	01	303
Surface	ha		329	51	0	379

<sup>1</sup> Les exploitations situées en région de montagne reçoivent des contributions pour jachères tournantes, si ces surfaces sont situées en zone de plaine ou en zone des collines Source : OFAG

Le tableau suivant donne un aperçu des contributions octroyées pour les jachères tournantes, selon les cantons et les zones agricoles.

**Ourllets sur terres assolées**

**Ourllets sur terres assolées 2021 : chiffres relatifs aux exploitations et à la surface**

Niveau de qualité I		Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre		799	239	9	1 047
Surface	ha		190	48	2	240

**Liens**

		Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre		686	221	7	914
Surface	ha		163	46	2	210

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



Source : OFAG

Le tableau suivant donne un aperçu des contributions octroyées pour les ourlets sur terres assolées, selon les cantons et les zones agricoles.

**Bandes culturales extensives**

**Bandes culturales extensives 2021 : chiffres relatifs aux exploitations et à la surface**

Niveau de qualité I					
	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	133	55	37	225
Surface	ha	222	146	35	403

**Liens**

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	77	38	35	150
Surface	ha	134	122	31	286

Source : OFAG

Le tableau suivant donne un aperçu des contributions octroyées pour les bandes culturales extensives, selon les cantons et les zones agricoles.

**Bandes fleuries pour les pollinisateurs et les autres organismes utiles**

**Bandes fleuries pour les pollinisateurs et autres organismes utiles 2021 : chiffres relatifs aux exploitations et à la surface**

Niveau de qualité I					
	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	1 223	190	141	1 427
Surface	ha	248	23	1	280

<sup>1</sup> Les exploitations situées en région de montagne reçoivent des contributions pour les bandes fleuries pour les pollinisateurs et autres organismes utiles, si ces surfaces sont situées en zone de plaine ou en zone des collines. Source : OFAG

Le tableau suivant donne un aperçu des contributions octroyées pour les bandes fleuries pour les pollinisateurs et autres organismes utiles, selon les cantons et les zones agricoles.





## Prairies riveraines d'un cours d'eau

### Prairies riveraines d'un cours d'eau 2021 : chiffres relatifs aux exploitations et à la surface

Niveau de qualité I					
	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	352	176	106	634
Surface	ha	73	40	23	136

Liens					
	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	114	57	63	234
Surface	ha	30	13	7	50

Source : OFAG

Le tableau suivant donne un aperçu des contributions octroyées pour des prairies riveraines d'un cours d'eau, selon les cantons et les zones agricoles.

## Surfaces viticoles présentant une biodiversité naturelle

### Surfaces viticoles présentant une biodiversité naturelle 2021 : chiffres relatifs aux exploitations et à la surface

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



**Niveau de qualité I**

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	862	291	224	1 377
Surface	ha	3 097	667		
	305	4 068			

**Niveau de qualité II**

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	408	151	87	646
Surface	ha	1 158	314	142	1 614

**Liens**

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	560	156	104	820
Surface	ha	2 229	363	130	2 722

Source : OFAG

Le tableau suivant fournit des informations sur les surfaces viticoles QI selon les cantons et les zones agricoles

Le tableau suivant donne un aperçu des contributions QII versées pour les surfaces viticoles présentant une biodiversité naturelle selon les cantons et les zones agricoles

**Arbres fruitiers haute-tige (sans les noyers)**

**Arbres fruitiers haute-tige 2021 (sans les noyers) : chiffres relatifs au nombre d'exploitations concernées et au nombre d'arbres**

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



**Niveau de qualité I**

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région demontagne	Total
Exploitations	Nombre	12 952	9 734	4 962	27 648
Arbres	Nombre	1 056 322	761 806	282 903	2 101 031

**Niveau de qualité II**

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région demontagne	Total
Exploitations	Nombre	6 424	5 312	1 907	13 643
Arbres	Nombre	482 472	339 789	84 631	906 892

**Liens**

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région demontagne	Total
Exploitations	Nombre	8 987	7 301	3 537	19 825
Arbres	Nombre	639 645	507 749	178 536	1 325 930

Source : OFAG

Le tableau suivant donne un aperçu des contributions octroyées pour les arbres fruitiers hautes-tige, selon les cantons et les zones agricoles.

**Noyers**

**Noyers 2021 : chiffres relatifs au nombre d'exploitations concernées et au nombre d'arbres**

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



**Niveau de qualité I**

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région demontagne	Total
Exploitations	Nombre	7 488	4 801	2 050	14 339
Arbres	Nombre	70 722	29 668	11 899	112 289

**Niveau de qualité II**

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région demontagne	Total
Exploitations	Nombre	2 744	1 987	571	5 302
Arbres	Nombre	31 184	10 801	2 267	44 252

**Liens**

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région demontagne	Total
Exploitations	Nombre	3 878	2 657	1 137	7 672
Arbres	Nombre	40 994	15 317	6 257	62 568

Source : OFAG

Le tableau suivant donne un aperçu des contributions octroyées pour les noyers, selon les cantons et les zones agricoles.

**Arbres isolés indigènes adaptés au site et allées d'arbres**

**Arbres isolés indigènes adaptés au site et allées d'arbres 2021 : chiffres relatifs au nombre d'exploitations concernées et au nombre d'arbres**

**Liens**

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	5 366	4 697	5 333	15 396
Arbres	Nombre	46 102	38 918	75 254	160 274

Source : OFAG

Le tableau suivant donne un aperçu des contributions octroyées pour des arbres isolés indigènes adaptés au site et des allées d'arbres, selon les cantons et les zones agricoles.

**Surface de promotion de la biodiversité spécifique à la région**



## Surface de promotion de la biodiversité spécifique à la région 2021 : chiffres relatifs aux exploitations et à la surface

Liens					
	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	799	509	1 519	2 827
Surface	ha	3 056	1 235	3 130	7 421

Source : OFAG

Le tableau suivant donne un aperçu des contributions octroyées pour des surfaces de promotion de la biodiversité spécifique à la région, selon les cantons et les zones agricoles.

### Surfaces herbagères et à litière riches en espèces dans la région d'estivage

### Surfaces herbagères et à litière riches en espèces dans la région d'estivage 2021 : chiffres relatifs aux exploitations et à la surface

Niveau de qualité II		
	Unité	Zone d'estivage
Exploitations	Nombre	5 582
Surface	ha	224 587

Source : OFAG

Le tableau suivant donne un aperçu des contributions octroyées pour des surfaces herbagères et à litière dans la région d'estivage, selon les cantons.

<sup>1</sup> Terres assolées et terres ouvertes selon le SIPA ; sont prises en compte les surfaces situées dans le pays, toutes zones confondues, et uniquement les exploitations bénéficiant de paiements directs ou de contributions à des cultures particulières.

**Bibliographie** Agridea (2022) Promotion de la biodiversité dans l'exploitation agricole – Guide. 10<sup>e</sup> édition. Lindau. Agroscope (2021) Zustand der Biodiversität in der Schweizer Agrarlandschaft. Zustandsbericht ALL-EMA 2015–2019. Agroscope Science Nr. 111 / 2021. Zurich. Objectifs environnementaux pour l'agriculture (OFEV et OFAG 2008). A partir de bases légales existantes. Connaissance de l'environnement n° 0820. Office fédéral de l'environnement, Berne. Objectifs environnementaux pour l'agriculture (OFEV et OFAG 2016). Rapport d'état 2016. Connaissance de l'environnement n° 1633. Office fédéral de l'environnement, Berne.

**Contributions à la biodiversité 2021**

Unité	SPB qualité I			SPB qualité II			SPB mises en réseau		
	Exploitations	Surface	Contribution	Exploitations	Surface	Contribution	Exploitations	Surface	Contribution
	Nombre	ha	fr.	Nombre	ha	fr.	Nombre	ha	fr.
ZH	2 647	12 251	13 655 841	2 018	5 109	10 453 943	2 044	8 296	6 772 236
BE	9 295	32 316	24 501 085	7 820	52 123	25 338 534	8 848	31 394	22 281 000
LU	4 111	11 120	10 953 273	3 582	8 622	11 423 794	3 367	11 215	8 658 408
UR	501	1 755	911 746	594	11 006	2 540 904	427	1 736	1 422 572
SZ	1 374	5 103	3 784 260	1 633	14 407	7 586 347	1 235	4 445	3 256 795
OW	548	1 369	910 603	647	6 920	2 054 582	396	1 177	928 125
NW	386	1 144	746 213	435	3 825	1 585 681	315	869	715 631
GL	313	1 519	842 386	376	9 754	2 406 130	282	1 245	976 320
ZG	470	2 084	2 138 498	436	1 310	2 733 111	443	2 018	1 542 497
FR	2 295	9 437	8 815 578	1 545	11 800	4 688 926	1 566	6 489	5 049 279
SO	1 095	6 357	5 649 127	838	3 852	4 425 889	994	5 467	3 986 508
BL	758	4 530	4 476 061	658	2 588	4 131 336	668	2 824	1 755 125
SH	428	2 579	3 315 331	360	1 313	2 625 789	391	2 154	1 822 166
AR	583	1 400	949 124	498	1 397	1 046 371	335	577	451 832
AI	384	832	528 005	389	1 325	762 946	279	509	398 381
SG	3 333	11 325	9 854 963	2 858	16 391	11 519 251	2 767	8 567	6 441 487
GR	1 980	18 539	9 139 351	2 705	74 600	21 711 612	1 919	16 742	9 268 572
AG	2 391	10 599	11 954 142	1 714	5 220	10 626 268	1 488	7 812	6 295 860
TG	1 960	6 645	7 754 535	1 183	1 903	4 703 206	1 655	3 889	2 510 118
TI	684	3 832	2 166 236	571	7 952	2 149 399	485	3 019	2 067 391
VD	2 868	18 860	16 667 540	2 601	24 201	12 469 399	2 517	15 304	11 479 401
VS	2 251	15 833	7 468 303	2 047	38 093	9 509 648	1 612	10 601	6 417 674
NE	672	6 032	3 284 390	609	2 707	2 055 594	613	4 773	2 960 015
GE	236	1 447	2 250 386	93	174	338 322	147	773	671 724
JU	907	7 598	6 065 520	697	3 327	4 593 007	820	6 563	4 439 088
<b>Suisse</b>	<b>42 470</b>	<b>194 505</b>	<b>158 782 497</b>	<b>36 907</b>	<b>309 916</b>	<b>163 479 991</b>	<b>35 613</b>	<b>158 460</b>	<b>112 568 203</b>
<b>Zone</b>									
Plaine	17 890	72 563	81 741 476	12 008	24 308	50 546 310	14 369	56 068	44 183 470
Collines	6 117	24 397	22 949 905	4 541	9 943	19 565 897	5 061	19 701	14 620 236
ZM I	5 567	18 618	13 220 161	4 019	7 598	13 028 970	4 638	14 763	10 209 498
ZM II	6 825	31 411	18 122 761	5 220	15 295	20 378 834	5 844	26 416	17 582 859
ZM III	3 784	24 744	12 260 986	3 380	14 469	14 745 932	3 500	21 184	13 243 559
ZM IV	2 287	22 772	10 487 209	2 157	13 717	13 373 503	2 201	20 328	12 728 580
Estivage				5 582	224 587	31 840 545			

Source : OFAG

## Contributions à la biodiversité 2021

		Q I	Q II	Mise en réseau
		(CHF/ha)	(CHF/ha)	(CHF/ha)
Prairies extensives	Zone de plaine	1 080	1 920	1 000
	Zone des collines	860	1 840	1 000
	ZM I et II	500	1 700	1 000
	ZM III et IV	450	1 100	1 000
Prairies peu intensives	Zone de plaine jusqu'à ZM II	450	1 200	1 000
	ZM III et IV	450	1 000	1 000
Pâturages extensifs et pâturages		450	700	500
Surfaces à litière	Zone de plaine	1 440	2 060	1 000
	Zone des collines	1 220	1 980	1 000
	ZM I et II	860	1 840	1 000
	ZM III et IV	680	1 770	1 000
Haies, bosquets champêtres et berges boisées		2 160	2 840	1 000
Jachères florales	Plaine et région des collines	3 800	–	1 000
Jachères tournantes	Plaine et région des collines	3 300	–	1 000
Ourlet sur terres assolées	Zone de plaine jusqu'à ZM II	3 300	–	1 000
Bande culturale extensive		2 300	–	1 000
Bandes fleuries pour les pollinisateurs et autres organismes	Plaine et région des collines	2 500	–	–
Prairies riveraines d'un cours d'eau		450	–	1 000
Surfaces riches en espèces de la région d'estivage		–	150 (max.300 je NST)	–
Surfaces viticoles à diversité biologique naturelle		–	1 100	1 000
Arbres fruitiers haute-tige	par arbre	13,5	31,5	5
Noyers	par arbre	13,5	16,5	5
Arbres isolés adaptés au site et allées d'arbres	par arbre	–	–	5
Surface de promotion de la biodiversité spécifique à la région		–	–	1 000

Source : OFAG



## Contributions à la biodiversité 2021: mise en réseau

		Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Prairies extensives	Exploitations	Nombre	13 544	8 623	9 539	31 706
	Surface	ha	31 317	15 270	24 745	71 333
Prairies peu intensives	Exploitations	Nombre	832	1 640	4 444	6 916
	Surface	ha	781	1 833	7 086	9 700
Pâturages extensifs et pâturages boisés	Exploitations	Nombre	3 021	3 542	6 909	13 472
	Surface	ha	5 256	7 106	25 772	38 134
Surfaces à litière	Exploitations	Nombre	1 694	1 649	3 141	6 484
	Surface	ha	2 075	1 400	3 921	7 396
Haies, bosquets champêtres et berges boisées	Exploitations	Nombre	6 049	3 973	2 337	12 359
	Surface	ha	1 932	1 176	499	3 606
Prairies riveraines d'un cours d'eau	Exploitations	Nombre	114	57	63	234
	Surface	ha	30	13	7	50
Jachères florales	Exploitations	Nombre	1 446	369	7	1 822
	Surface	ha	1 500	231	3	1 735
Jachères tournantes	Exploitations	Nombre	254	49		303
	Surface	ha	329	51		379
Bandes culturales extensives	Exploitations	Nombre	77	38	35	150
	Surface	ha	134	122	31	286
Ourlet sur terres assolées	Exploitations	Nombre	686	221	7	914
	Surface	ha	163	46	2	210
Arbres fruitiers haute-tige	Exploitations	Nombre	8 987	7 301	3 537	19 825
	Arbres	Nombre	639 645	507 749	178 536	1 325 930
Noyers	Exploitations	Nombre	3 878	2 657	1 137	7 672
	Arbres	Nombre	40 994	15 317	6 257	62 568
Arbres isolés indigènes adaptés au site et allées d'arbres	Exploitations	Nombre	5 366	4 697	5 333	15 396
	Arbres	Nombre	46 102	38 918	75 254	160 274
Surfaces viticoles présentant une biodiversité naturelle	Exploitations	Nombre	560	156	104	820
	Surface	ha	2 229	363	130	2 722
Surfaces de promotion de la biodiversité spécifiques à la région	Exploitations	Nombre	799	509	1 519	2 827
	Surface	ha	3 056	1 235	3 130	7 421

Source : OFAG

## Contributions à la biodiversité 2021: prairies

Cantons	Prairies extensives, Q1			Prairies extensives, Q2			Prairies extensives, Q3 mise en réseau		
	Exploitation	Surface	Total	Exploitation	Surface	Total	Exploitations	Surface	Total
	Nombre	ha	fr.	Nombre	ha	fr.	Nombres	ha	fr.
ZH	2 568	7 180	7 273 306	1 621	2 550	4 807 873	1 914	4 867	4 364 649
BE	8 252	13 351	10 138 601	4 446	5 293	7 856 695	7 778	12 368	11 131 458
LU	4 006	6 149	4 827 745	2 144	2 546	4 092 569	3 330	5 327	4 794 142
UR	416	908	417 286	307	668	774 222	368	868	780 786
SZ	1 192	1 588	938 539	938	1 130	1 656 901	1 050	1 381	1 242 558
OW	512	825	424 514	377	583	814 808	378	711	640 278
NW	362	690	355 702	276	533	760 734	297	629	565 992
GL	292	888	469 680	240	644	803 359	269	795	715 122
ZG	431	669	555 529	279	302	549 512	397	615	553 605
FR	1 925	4 279	4 020 574	844	1 080	1 935 465	1 379	3 231	2 907 943
SO	1 068	3 434	3 031 735	681	1 433	2 598 051	959	2 912	2 620 919
BL	719	2 101	1 806 858	599	1 320	2 406 276	618	1 476	1 040 295
SH	417	1 636	1 642 032	341	1 066	2 014 656	378	1 435	1 291 908
AR	429	387	201 202	265	168	286 673	221	210	188 847
AI	311	248	127 003	151	102	172 904	208	171	153 666
SG	3 042	4 376	3 479 671	1 603	1 524	2 569 684	2 539	3 594	3 225 686
GR	1 944	11 174	5 208 470	1 846	8 359	9 536 238	1 894	10 396	6 241 392
AG	2 328	6 451	6 296 717	1 600	3 562	6 677 452	1 472	4 552	4 091 693
TG	1 834	3 227	3 405 800	657	708	1 349 938	1 505	2 322	1 654 330
TI	534	1 140	696 253	308	540	673 264	393	936	842 453
VD	2 533	8 516	8 221 752	1 608	2 970	5 327 327	2 272	7 296	6 566 328
VS	1 173	1 797	1 029 328	670	820	1 002 599	822	1 260	1 134 378
NE	490	1 348	1 014 598	285	437	769 704	448	1 173	1 056 060
GE	229	902	967 180	77	150	284 944	133	516	464 229
JU	749	2 563	2 216 831	463	1 110	2 033 352	684	2 292	2 062 431
<b>Suisse</b>	<b>37 756</b>	<b>85 826</b>	<b>68 766 906</b>	<b>22 626</b>	<b>39 598</b>	<b>61 755 197</b>	<b>31 706</b>	<b>71 333</b>	<b>60 331 149</b>

Zone									
plaine	16 955	40 757	42 789 446	8 781	13 013	24 691 395	13 544	31 317	27 619 471
Colline	5 507	11 504	9 669 348	3 059	5 000	9 049 815	4 644	9 607	8 387 102
ZM I	4 716	6 653	3 631 685	2 604	3 027	4 983 256	3 979	5 664	4 953 029
ZM II	5 449	8 771	4 431 279	3 652	4 892	7 786 200	4 699	7 819	6 832 224
ZM III	3 152	9 218	4 217 894	2 697	6 759	7 614 235	2 936	8 500	6 363 271
ZM IV	1 977	8 924	4 027 254	1 833	6 907	7 630 296	1 904	8 426	6 176 052

Source : OFAG

## Contributions à la biodiversité 2021: prairies peu intensives

Cantons	Prairies peu intensives, Q1			Prairies peu intensives, Q2			Prairies peu intensives, mise en réseau		
	Exploitations	Surface	Total	Exploitations	Surface	Total	Exploitation	Surface	Total
			Contribut.			Contribut.			Contribut.
	Nombre	ha	fr.	Nombre	ha	fr.	Nombre	ha	fr.
ZH	279	168	75 411	25	8	9 216	26	14	10 670
BE	2 563	2 744	1 234 914	868	666	722 878	2 133	2 386	2 147 081
LU	462	434	195 285	176	209	223 946	256	304	273 384
UR	306	412	185 454	108	127	128 382	252	380	341 991
SZ	174	156	70 286	104	107	112 900	93	100	89 937
OW	130	109	48 834	36	32	33 902	96	92	83 178
NW	70	44	19 778	22	18	18 668	1	0	441
GL	71	65	29 264	26	20	21 822	40	40	36 000
ZG	104	68	30 648	26	18	21 046	88	60	54 188
FR	890	1 406	632 769	91	66	77 173	469	719	647 268
SO	103	140	63 114	14	11	13 433	39	70	62 694
BL	205	212	95 189	60	60	71 592	65	68	31 829
SH	29	25	11 415	6	10	11 614	15	15	13 362
AR	235	155	69 872	76	39	46 560	70	55	49 437
AI	54	24	10 602	13	5	6 372	9	4	3 501
SG	1 172	554	249 413	172	87	98 274	462	249	223 398
GR	1 363	3 191	1 436 040	754	863	872 978	820	1 479	684 665
AG	217	139	62 523	33	26	30 984	24	23	20 439
TG	263	171	77 087	6	2	2 326	160	97	48 039
TI	261	463	208 330	147	187	189 648	186	351	315 752
VD	537	988	444 506	180	217	236 882	377	720	648 387
VS	1 212	2 515	1 131 879	836	1 033	1 061 556	879	1 725	1 552 134
NE	146	357	160 808	44	62	74 256	84	216	194 625
GE	3	2	1 058						
JU	332	640	288 171	104	141	167 928	272	534	480 204
<b>Suisse</b>	<b>11 181</b>	<b>15 183</b>	<b>6 832 646</b>	<b>3 927</b>	<b>4 010</b>	<b>4 254 336</b>	<b>6 916</b>	<b>9 700</b>	<b>8 012 603</b>

Zone									
Plaine	2 048	1 715	771 641	183	131	155 045	832	781	660 124
Colline	1 379	1 446	650 917	217	162	192 880	694	775	675 847
ZM I	1 636	1 652	743 197	367	269	316 040	946	1 058	938 661
ZM II	2 493	3 039	1 367 732	866	769	899 436	1 664	2 209	1 964 873
BZ III	1 981	3 229	1 452 940	1 165	1 239	1 248 217	1 438	1 977	1 581 039
ZM IV	1 644	4 103	1 846 220	1 129	1 440	1 442 718	1 342	2 900	2 192 060

Source : OFAG

## Contributions à la biodiversité 2021: prairies extensives et pâturages boisés

Cantons	Prairies extensives pâturages boisés, Q1			Prairies extensives pâturages boisés, Q2			Prairies extensives pâturages boisés, mise en réseau		
	Exploitations	Surface	Total	Exploitation	Surface	Total	Exploitation	Surface	Total
	Nombre	ha	Contribut. fr.	Nombre	ha	Contribut. fr.	Nombre	ha	Contribut. fr.
ZH	796	1 049	472 221	180	163	114 184	361	497	223 587
BE	4 326	10 346	4 655 630	1 780	4 676	3 273 159	3 657	9 359	4 211 691
LU	551	774	348 462	179	344	241 082	458	717	322 775
UR	141	264	118 895	51	77	53 683	131	246	110 790
SZ	490	1 340	603 216	355	984	689 045	420	1 186	533 894
OW	91	147	66 335	25	54	37 849	77	138	62 118
NW	94	164	73 904	48	86	60 249	58	101	45 324
GL	180	397	178 803	71	156	109 431	147	286	128 493
ZG	113	154	69 414	32	44	30 583	100	140	62 816
FR	1 128	2 092	941 493	227	419	293 027	692	1 244	559 779
SO	433	1 679	755 529	207	977	684 087	350	1 486	668 704
BL	307	895	402 760	241	687	480 731	255	745	335 316
SH	89	116	52 154	18	31	21 405	64	88	39 455
AR	395	438	197 172	77	65	45 696	110	110	49 437
AI	249	291	130 811	16	26	17 941	97	123	55 287
SG	1 412	2 134	960 242	498	884	619 017	1 034	1 681	756 455
GR	1 349	3 515	1 581 741	1 223	2 433	1 703 205	799	1 242	233 361
AG	761	1 031	464 009	239	286	200 011	558	807	363 312
TG	472	552	248 466	66	78	54 675	107	167	70 622
TI	380	1 530	688 459	174	299	209 566	302	1 198	538 953
VD	1 670	5 282	2 376 896	661	1 861	1 302 385	1 336	4 124	1 855 715
VS	1 539	9 650	4 342 699	1 159	4 063	2 844 196	1 285	6 728	3 027 649
NE	565	3 701	1 665 675	338	1 241	868 574	494	2 907	1 308 060
GE	59	90	40 320				24	40	18 027
JU	664	3 183	1 432 557	300	1 321	924 959	556	2 774	1 248 485
<b>Suisse</b>	<b>18 254</b>	<b>50 817</b>	<b>22 867 860</b>	<b>8 165</b>	<b>21 255</b>	<b>14 878 740</b>	<b>12 916</b>	<b>35 359</b>	<b>16 830 103</b>

Zone	Exploitations	Surface	Total	Exploitation	Surface	Total	Exploitation	Surface	Total
Plaine	4 784	7 666	3 449 844	1 014	1 620	1 134 329	3 021	5 256	2 353 197
Collines	2 281	4 118	1 853 098	690	1 333	932 954	1 654	3 040	1 366 475
ZM I	2 611	5 469	2 461 052	860	1 859	1 301 377	1 888	4 065	1 822 375
ZM II	4 028	14 112	6 350 477	1 998	6 116	4 281 075	3 171	11 504	5 163 675
ZM III	2 711	10 424	4 691 016	2 024	5 433	3 802 754	2 224	7 663	3 286 947
ZM IV	1 839	9 027	4 062 373	1 579	4 895	3 426 251	1 514	6 605	2 837 433

Source : OFAG

## Contributions à la biodiversité 2021: surface à litière

Cantons	Surfaces à litière, Q1			Surfaces à litière, Q2			Surfaces à litière mise en réseau		
	Exploitation	Surface	Total	Exploitation	Surface	Total	Exploitation	Surface	Total
	Nombre	ha	fr.	Nombre	ha	fr.	Nombre	ha	fr.
ZH	1051	1 583	2 139 334	896	1 436	2 915 681	922	1 418	1 276 433
BE	914	847	696 345	720	697	1 270 040	869	804	723 279
LU	580	390	395 853	406	340	644 189	518	361	324 668
UR	99	79	70 455	80	70	130 826	93	74	66 528
SZ	830	1 312	1 206 239	799	1 279	2 381 315	779	1 257	1 131 413
OW	142	83	87 065	119	73	140 828	117	69	62 334
NW	117	94	88 915	108	90	169 167	108	90	80 757
GL	92	89	73 266	67	74	134 836	80	83	74 610
ZG	298	572	539 064	279	561	1 049 254	278	540	486 041
FR	177	92	100 839	90	66	126 420	127	69	62 342
SO	15	5	6 537	5	1	2 016	9	4	3 715
BL				0	0	0	0	0	0
SH	14	8	12 172	3	1	3 004	9	8	6 900
AR	263	203	175 284	198	177	325 348	161	152	137 079
AI	202	221	189 707	179	201	369 568	176	198	177 849
SG	1584	1 799	1 733 977	1 386	1 659	3 113 555	1 371	1 657	1 491 348
GR	209	110	77 372	193	103	183 485	194	104	46 168
AG	194	192	273 707	124	175	360 533	140	108	96 957
TG	183	111	151 412	107	86	174 765	165	104	93 169
TI	72	74	79 344	41	56	106 613	62	67	60 568
VD	199	180	165 534	120	118	214 381	170	156	140 175
VS	59	25	18 901	22	15	26 369	49	21	18 672
NE	11	7	6 383	1	0	810	11	7	6 273
GE	8	11	15 941	1	3	5 294	6	10	9 270
JU	78	41	42 083	31	20	38 898	70	36	32 544
<b>Suisse</b>	<b>7 391</b>	<b>8 128</b>	<b>8 345 732</b>	<b>5 975</b>	<b>7 301</b>	<b>13 887 195</b>	<b>6 484</b>	<b>7 396</b>	<b>6 609 093</b>
<b>Zone</b>									
Plaine	2 033	2 366	3 347 598	1 471	2 084	4 273 782	1 694	2 075	1 866 984
Collines	854	704	852 827	651	612	1 209 582	747	634	570 790
ZM I	1 062	876	819 136	864	786	1 469 786	902	766	688 783
ZM II	2 044	2 735	2 317 981	1 752	2 535	4 650 800	1 818	2 542	2 284 805
ZM III	920	931	654 430	816	836	1 487 601	864	881	770 630
ZM IV	478	515	353 759	421	449	795 644	459	498	427 101

Source : OFAG

## Contributions à la biodiversité 2021: haies, bosquets champêtres et berges boisées

Cantons	Haies, bosquets champêtres et berges boisées Q1			Haies, bosquets champêtres et berges boisées Q2			Haies, bosquets champêtres et berges boisées mise en réseau		
	Exploitation	Surface	Total	Exploitations	Surface	Total	Exploitations	Surface	Total
			Contribut.			Contribut.			Contribut.
Nombre	ha	fr.	Nombre	ha	fr.	Nombre	ha	fr.	
ZH	1 105	270	582 401	517	120	340 970	604	140	126 378
BE	2 827	659	1 423 876	1 329	301	853 698	2 430	574	516 869
LU	2 423	575	1 241 892	928	216	613 133	2 149	518	466 032
UR	19	2	3 888	12	1	3 862	16	2	1 404
SZ	271	34	72 900	194	25	70 290	245	31	27 468
OW	116	13	27 799	39	4	12 070	105	12	10 422
NW	40	3	7 474	16	2	4 856	15	2	1 773
GL	47	5	11 146	26	3	8 236	42	4	3 924
ZG	304	64	138 255	114	26	73 610	277	57	50 941
FR	1 078	403	869 968	358	120	340 916	780	307	276 088
SO	487	139	300 124	264	76	215 889	385	113	101 720
BL	353	125	270 204	271	108	308 025	274	108	96 908
SH	297	128	276 993	201	77	220 015	253	103	92 922
AR	138	22	48 406	65	11	29 934	39	7	6 570
AI	74	9	18 770	10	2	4 516	27	4	3 222
SG	982	181	390 787	281	61	172 729	813	153	137 880
GR	567	100	215 006	119	26	72 903	546	95	85 095
AG	1 610	556	1 202 018	1 167	366	1 038 673	1 213	445	400 743
TG	528	119	256 654	167	42	118 453	336	74	66 737
TI	78	12	26 618	8	2	4 389	61	9	8 253
VD	1 121	476	1 028 527	519	199	565 472	952	402	361 557
VS	192	47	101 507	50	13	36 417	136	34	30 342
NE	165	84	182 477	45	20	55 550	145	71	64 071
GE	119	49	105 710	34	13	36 125	67	26	23 796
JU	543	366	790 841	314	208	590 777	449	316	284 409
<b>Suisse</b>	<b>15 484</b>	<b>4 442</b>	<b>9 594 242</b>	<b>7 048</b>	<b>2 039</b>	<b>5 791 508</b>	<b>12 359</b>	<b>3 606</b>	<b>3 245 523</b>

Zone									
Plaine	7 935	2 457	5 306 597	3 867	1 164	3 305 487	6 049	1 932	1 738 420
Collines	2 836	889	1 919 522	1 460	456	1 296 391	2 342	746	671 521
ZM II	1 986	517	1 116 947	817	217	616 065	1 631	430	386 871
ZM III	1 840	447	965 511	654	160	454 925	1 512	377	339 139
ZM IV	663	108	232 839	195	36	102 857	616	99	89 399
ZM V	224	24	52 826	55	6	15 783	209	22	20 173

Source : OFAG

## Contributions à la biodiversité 2021: Jachères florales

Cantons	Jachère florale, Q1			Jachère florale, mise en réseau		
	Exploitations	Surface	Total	Exploitations	Surface	Total
	Nombre	ha	fr.	Nombre	ha	fr.
ZH	213	157	596 372	132	99	89 496
BE	242	193	733 958	178	156	140 222
LU	174	57	215 882	161	53	47 312
UR	0	0	0	0	0	0
SZ	0	0	0	0	0	0
OW	0	0	0	0	0	0
NW	0	0	0	0	0	0
GL	0	0	0	0	0	0
ZG	9	4	15 972	6	3	3 047
FR	227	266	1 010 029	190	236	212 374
SO	52	53	202 504	40	47	41 930
BL	87	68	259 381	73	51	45 611
SH	191	235	894 019	169	201	180 494
AR	0	0	0	0	0	0
AI	0	0	0	0	0	0
SG	30	38	142 766	16	31	28 071
GR	17	12	46 208	12	10	9 414
AG	398	184	699 504	349	152	136 800
TG	140	128	485 151	96	89	80 471
TI	3	1	3 906	1	1	524
VD	321	469	1 782 314	267	376	338 391
VS	29	28	107 068	23	25	22 375
NE	12	20	77 748	9	17	15 579
GE	79	241	916 712	48	112	101 106
JU	60	82	312 056	52	75	67 887
<b>Suisse</b>	<b>2 284</b>	<b>2 237</b>	<b>8 501 550</b>	<b>1 822</b>	<b>1 735</b>	<b>1 561 104</b>
<b>Zone</b>						
Plaine	1 855	1 960	7 447 135	1 446	1 500	1 349 898
Collines	397	265	1 005 114	353	224	201 698
ZM I	20	8	31 749	16	7	6 382
ZM II	7	4	14 180	3	3	2 349
ZM III	5	1	3 371	4	1	778
ZM IV	0	0	0	0	0	0

Source : OFAG



## Contributions à la biodiversité 2021: jachère tournante

Cantons	Jachère tournante, Q1			Jachère tournante, mise en réseau		
	Exploitations	Surface	Total Contributions	Exploitation	Surface	Total Contributions
	Nombre	ha	fr.	Nombre	ha	fr.
ZH	81	74	244 365	39	37	33 678
BE	83	61	200 310	47	42	38 173
LU	32	35	116 312	26	29	26 486
UR	0	0	0	0	0	0
SZ	0	0	0	0	0	0
OW	0	0	0	0	0	0
NW	0	0	0	0	0	0
GL	0	0	0	0	0	0
ZG	3	3	11 037	2	1	949
FR	28	30	98 803	18	22	19 823
SO	21	33	110 047	16	28	24 825
BL	25	42	139 379	15	22	19 771
SH	21	27	90 063	13	15	13 497
AR	0	0	0	0	0	0
AI	0	0	0	0	0	0
SG	4	6	20 724	3	3	3 033
GR	5	7	24 684	3	7	6 399
AG	93	70	231 132	68	47	42 327
TG	36	27	90 052	4	3	2 262
TI	5	13	43 395	3	9	8 526
VD	51	86	282 975	26	48	42 813
VS	8	31	103 661	5	29	25 652
NE	3	3	10 956	1	1	1 224
GE	22	47	156 453	12	32	29 061
JU	10	13	42 174	2	3	2 799
<b>Suisse</b>	<b>531</b>	<b>611</b>	<b>2 016 520</b>	<b>303</b>	<b>379</b>	<b>341 297</b>
<b>Zone</b>						
Plaine	460	543	1 790 428	254	329	295 670
Collines	66	67	222 490	47	50	45 300
ZM I	3	1	2 760	2	0	327
ZM II	1	0	182	0	0	0
ZM III	1	0	660	0	0	0
ZM IV	0	0	0	0	0	0

Source : OFAG

## Contributions à la biodiversité 2021: ourlet sur terres assolées

Cantons	Ourlet sur terres assolées, Q1			Ourlet sur terres assolées, mise en réseau		
	Exploitations	Surface	Total Contributions	Exploitations	Surface	Total Contributions
	Nombre	ha	fr.	Nombre	ha	fr.
ZH	68	14	47 124	40	9	7 785
BE	86	17	54 987	53	12	10 645
LU	92	12	38 120	89	11	9 625
UR	0	0	0	0	0	0
SZ	0	0	0	0	0	0
OW	0	0	0	0	0	0
NW	0	0	0	0	0	0
GL	0	0	0	0	0	0
ZG	10	3	10 451	9	3	2 610
FR	105	32	105 520	97	29	26 439
SO	20	6	18 277	12	4	3 792
BL	45	20	66 630	40	17	14 990
SH	9	2	7 629	8	2	1 768
AR	0	0	0	0	0	0
AI	0	0	0	0	0	0
SG	7	1	4 191	2	0	288
GR	1	0	363	1	0	99
AG	459	93	305 316	443	90	80 730
TG	22	5	15 235	14	3	2 515
TI	1	0	160	1	0	44
VD	71	18	58 641	64	16	14 256
VS	18	9	29 522	16	8	7 267
NE	1	0	363			
GE	13	3	9 636	10	2	1 791
JU	19	6	20 163	15	5	4 212
<b>Suisse</b>	<b>1 047</b>	<b>240</b>	<b>792 328</b>	<b>914</b>	<b>210</b>	<b>188 856</b>

Zone						
Plaine	799	190	625 736	686	163	146 439
Collines	206	39	129 358	190	37	33 194
ZM I	33	9	29 118	31	9	7 813
ZM II	8	2	8 050	6	2	1 391
ZM III	1	0	67	1	0	18
ZM IV	0	0	0	0	0	0

Source : OFAG

## Contributions à la biodiversité 2021: bande culturelle extensive

Cantons	Bande culturelle extensive, Q1			Bande culturelle extensive, mise en réseau		
	Exploitations	Surface	Total	Exploitations	Surface	Total
	Nombre	ha	fr.	Nombre	ha	fr.
ZH	21	30	68 885	9	23	15 984
BE	14	13	30 062	8	12	11 105
LU	14	4	8 374	9	3	2 704
UR	0	0	0	0	0	0
SZ	0	0	0	0	0	0
OW	1	0	161	0	0	0
NW	0	0	0	0	0	0
GL	0	0	0	0	0	0
ZG	16	44	100 476	13	39	35 543
FR	19	30	69 077	16	25	22 396
SO	4	4	9 654	3	3	3 147
BL	3	1	1 188	1	0	324
SH	7	1	3 228	1	0	73
AR	0	0	0	0	0	0
AI	0	0	0	0	0	0
SG	4	2	5 428	1	2	1 665
GR	1	0	138	1	0	54
AG	8	13	30 038	0	0	0
TG	4	18	42 188	0	0	0
TI	0	0	0	0	0	0
VD	56	185	426 305	40	131	117 774
VS	36	32	74 329	35	29	25 727
NE	2	4	8 855			
GE	5	4	9 867	4	4	3 168
JU	10	16	37 651	9	15	13 212
<b>Suisse</b>	<b>225</b>	<b>403</b>	<b>925 903</b>	<b>150</b>	<b>286</b>	<b>252 876</b>
<b>Zone</b>						
Plaine	133	222	510 863	77	134	115 591
Collines	35	91	208 503	23	71	64 271
ZM I	20	55	126 785	15	50	45 139
ZM II	12	22	51 287	10	21	18 866
ZM III	10	7	15 888	10	5	4 926
ZM IV	15	5	12 576	15	5	4 084

Source : OFAG

## Contributions à la biodiversité 2021: bandes fleuries pour les pollinisateurs et les autres organismes utiles

Cantons	Bandes fleuries pour les pollinisateurs et les autres organismes utiles, Q1		
	Exploitations	Surface	Total Contributions
	Nombre	ha	Fr.
ZH	168	38	95 000
BE	479	77	193 035
LU	48	9	21 308
UR	0	0	0
SZ	0	0	0
OW	1	0	350
NW	1	0	200
GL	0	0	0
ZG	14	3	8 095
FR	57	11	28 585
SO	59	13	31 635
BL	31	8	20 569
SH	45	8	20 115
AR	1	0	100
AI	0	0	0
SG	56	10	24 300
GR	14	4	9 500
AG	109	27	66 275
TG	125	24	60 152
TI	2	1	1 930
VD	174	39	97 200
VS	5	1	3 284
NE	10	2	4 075
GE	5	3	6 775
JU	23	3	7 375
<b>Suisse</b>	<b>1 427</b>	<b>280</b>	<b>699 858</b>
<b>Zone</b>			
Plaine	1 223	248	620 023
Collines	156	28	71 231
ZM I	34	3	7 104
ZM II	13	1	1 401
ZM III	1	0	100
ZM IV	0	0	0

Source : OFAG

## Contributions à la biodiversité 2021: prairies riveraines d'un cours d'eau

Cantons	Prairies riveraines d'un cours d'eau Q1			Prairies riveraines d'un cours d'eau mise en réseau		
	Exploitations	Surface	Total	Exploitations	Surface	Total
	Nombre	ha	fr.	Nombre	ha	fr.
ZH	27	5	2 309	5	2	1 917
BE	104	16	6 983	73	12	10 923
LU	61	11	4 813	0	0	0
UR	19	3	1 386	15	2	2 088
SZ	2	0	59	0	0	0
OW	8	1	279	7	1	531
NW	3	0	117	0	0	0
GL	73	22	10 026	20	3	2 358
ZG	8	3	1 260	6	2	1 708
FR	51	16	7 123	26	7	6 257
SO	12	3	1 135	6	2	1 462
BL	12	3	1 184	0	0	0
SH	10	4	1 736	4	2	1 705
AR	0	0	0	0	0	0
AI	5	1	297	0	0	0
SG	45	8	3 776	20	4	3 384
GR	1	0	45	0	0	0
AG	128	22	9 729	15	3	2 484
TG	20	4	2 001	13	4	1 762
TI	7	1	454	7	1	908
VD	15	5	2 115	5	2	1 485
VS	8	4	1 580	6	3	2 505
NE	1	1	234	0	0	0
GE	0	0	0	0	0	0
JU	14	6	2 781	6	2	2 214
<b>Suisse</b>	<b>634</b>	<b>136</b>	<b>61 419</b>	<b>234</b>	<b>50</b>	<b>43 689</b>

Zone						
Plaine	352	73	33 033	114	30	25 540
Collines	105	21	9 636	32	5	4 468
ZM I	71	18	8 325	25	8	6 934
ZM II	54	10	4 384	25	3	2 438
ZM III	28	10	4 310	14	1	1 328
ZM IV	24	4	1 732	24	3	2 980

Source : OFAG

## Surfaces de promotion de la biodiversité 2021: surfaces viticoles présentant une biodiversité naturelle Q1

Cantons	Surfaces viticoles présentant une biodiversité naturelle, Q1	
	Exploitations	Surface
	Nombre	ha
ZH	77	143
BE	46	171
LU	23	45
UR	0	0
SZ	7	11
OW	0	0
NW	0	0
GL	2	1
ZG	1	5
FR	16	80
SO	4	2
BL	12	5
SH	61	155
AR	2	2
AI	1	0
SG	52	107
GR	13	14
AG	63	102
TG	28	79
TI	139	271
VD	311	1 258
VS	452	1 174
NE	57	380
GE	6	46
JU	4	16
<b>Suisse</b>	<b>1 377</b>	<b>4 068</b>
<b>Zones</b>		
Plaine	862	3 097
Collines	186	485
ZM I	105	182
ZM II	180	275
ZM III	36	27
ZM IV	8	3

Source : OFAG

## Contributions à la biodiversité 2021: surfaces viticoles présentant une biodiversité naturelle

Cantons	Surfaces viticoles présentant une biodiversité naturelle Q2			Surfaces viticoles présentant une biodiversité naturelle mise en réseau		
	Exploitations	Surface	Total	Exploitations	Surface	Total
	Nombre	ha	fr.	Nombre	ha	fr.
ZH	40	62	67 694	38	74	66 411
BE	30	77	84 854	35	145	130 739
LU	22	32	35 273	20	31	27 474
UR	0	0	0	0	0	0
SZ	5	5	4 961	6	11	9 459
OW	0	0	0	0	0	0
NW	0	0	0	0	0	0
GL	1	0	330	1	1	486
ZG	1	3	3 052	1	5	4 082
FR	6	26	28 549	11	43	38 692
SO	2	1	556	2	2	1 644
BL	6	2	2 279	6	2	1 865
SH	15	18	19 889	54	115	103 248
AR	2	1	1 441	2	1	1 278
AI	1	0	407			
SG	35	71	78 573	39	75	67 356
GR	13	14	15 950	13	14	13 050
AG	54	83	91 080	50	88	78 822
TG	11	18	20 211	19	62	55 448
TI	43	45	49 291	88	201	180 607
VD	172	675	742 885	187	1 009	908 199
VS	169	399	439 246	188	520	467 654
NE	14	59	64 889	54	298	268 614
GE	1	7	7 590	3	12	10 395
JU	3	15	16 214	3	16	14 400
<b>Suisse</b>	<b>646</b>	<b>1 614</b>	<b>1 775 214</b>	<b>820</b>	<b>2 722</b>	<b>2 449 923</b>

Zone						
Plaine	408	1 158	1 273 868	560	2 229	2 005 748
Collines	97	249	273 441	99	256	230 175
ZM I	54	65	71 709	57	107	96 612
ZM II	71	127	139 703	79	109	98 002
ZM III	13	14	14 939	23	20	18 030
ZM IV	3	1	1 554	2	2	1 357

Source : OFAG



## Contributions à la biodiversité 2021: arbre fruitier champêtre haute-tige

Cantons	Arbre fruitier champêtre haute-tige Q1			Arbre fruitier champêtre haute-tige Q2			Arbre fruitier champêtre haute-tige mise en réseau		
	Exploitations	Arbres	Total Contribut.	Exploitations	Arbres	Total Contribut.	Exploitations	Arbres	Total Contribut.
	Nombre	Nombre	fr.	Nombre	Nombre	fr.	Nombre	Nombre	fr.
ZH	1 918	143 862	1 942 137	978	67 673	2 131 700	1 282	89 683	403 574
BE	6 449	368 379	4 973 117	3 675	176 365	5 555 498	5 945	325 511	1 464 800
LU	3 467	253 005	3 415 568	2 496	158 213	4 983 710	2 862	210 167	945 752
UR	179	7 354	99 279	17	635	20 003	137	5 082	22 869
SZ	865	63 464	856 764	578	38 504	1 212 876	571	38 013	171 059
OW	352	18 207	245 795	84	2 987	94 091	251	13 252	59 634
NW	273	13 356	180 306	79	3 730	117 495	98	4 367	19 652
GL	115	5 127	69 215	24	733	23 090	75	2 628	11 826
ZG	413	47 475	640 913	280	31 353	987 620	362	42 313	190 409
FR	1 416	66 401	896 414	268	12 458	392 427	930	41 418	186 381
SO	849	80 677	1 089 140	264	22 961	723 272	612	53 652	241 434
BL	708	103 895	1 402 583	346	26 691	840 767	353	27 337	123 017
SH	284	22 634	305 559	154	10 492	330 498	216	15 915	71 618
AR	310	18 684	252 234	113	5 630	177 345	66	3 852	17 334
AI	58	3 756	50 706	26	1 409	44 384	17	1 055	4 748
SG	2 274	202 108	2 728 458	1 120	100 661	3 170 822	1 023	96 275	433 238
GR	595	38 871	524 759	346	14 517	457 286	486	22 629	101 831
AG	2 003	159 970	2 159 595	1 043	69 068	2 175 642	1 096	74 805	336 623
TG	1 597	208 716	2 817 666	792	92 278	2 906 757	1 028	90 692	408 114
TI	325	29 697	400 910	23	929	29 264	220	20 023	90 104
VD	1 663	115 633	1 561 046	576	40 818	1 285 767	1 335	77 582	349 119
VS	669	50 385	680 198	44	1 542	48 573	335	19 306	86 877
NE	156	11 530	155 655	53	2 711	85 397	68	5 057	22 757
GE	91	4 313	58 226	4	101	3 182	22	1 014	4 563
JU	619	63 532	857 682	260	24 433	769 640	435	44 302	199 359
<b>Suisse</b>	<b>27 648</b>	<b>2 101 031</b>	<b>28 363 919</b>	<b>13 643</b>	<b>906 892</b>	<b>28 567 098</b>	<b>19 825</b>	<b>1 325 930</b>	<b>5 966 685</b>

Zone	Exploitations	Arbres	Total Contribut.	Exploitations	Arbres	Total Contribut.	Exploitations	Arbres	Total Contribut.
Plaine	12 952	1 056 322	14 260 347	6 424	482 472	15 197 868	8 987	639 645	2 878 403
Collines	5 218	455 321	6 146 834	2 986	206 276	6 497 694	3 958	294 913	1 327 109
ZM I	4 516	306 485	4 137 548	2 326	133 513	4 205 660	3 343	212 836	957 762
ZM II	3 412	191 745	2 588 558	1 469	67 849	2 137 244	2 448	127 410	573 345
ZM III	1 233	75 203	1 015 241	365	14 863	468 185	874	43 053	193 739
ZM IV	317	15 955	215 393	73	1 919	60 449	215	8 073	36 329

Source : OFAG

## Contributions à la biodiversité 2021: noyers

Cantons	Noyers, Q1			Noyers, Q2			Noyers, mise en réseau		
	Exploitations	Arbres	Total	Exploitations	Arbres	Total	Exploitations	Arbres	Total
	Nombre	Nombre	Contribut. fr.	Nombre	Nombre	Contribut. fr.	Nombre	Nombre	Contribut. fr.
ZH	1 413	10 098	136 323	527	3 500	57 750	712	5 042	22 689
BE	2 019	13 700	184 950	552	6 356	104 874	1 328	10 595	47 678
LU	1 905	9 618	129 843	1 430	6 354	104 841	1 600	8 130	36 585
UR	146	1 349	18 212	7	74	1 221	105	980	4 410
SZ	474	2 723	36 761	263	1 315	21 698	263	1 060	4 770
OW	165	877	11 840	33	129	2 129	124	640	2 880
NW	185	1 468	19 818	42	296	4 884	53	376	1 692
GL	30	101	1 364	1	3	50	10	29	131
ZG	199	1 631	22 019	106	795	13 118	175	1 376	6 192
FR	522	3 540	47 790	59	944	15 576	310	2 354	10 593
SO	514	3 918	52 893	140	1 382	22 803	266	2 255	10 148
BL	156	1 036	13 986	1	5	83	2	6	27
SH	100	569	7 682	35	269	4 439	71	448	2 016
AR	114	480	6 480	24	96	1 584	18	64	288
AI	39	192	2 592	11	35	578	5	20	90
SG	1 541	8 751	118 139	491	2 396	39 534	395	2 149	9 671
GR	290	2 296	30 996	86	691	11 402	86	691	3 110
AG	1 697	11 941	161 204	598	3 145	51 893	694	3 731	16 790
TG	872	9 316	125 766	352	4 611	76 082	479	4 823	21 704
TI	221	2 950	39 825	8	72	1 188	151	1 911	8 600
VD	1 081	20 106	271 431	373	10 484	172 986	540	13 383	60 224
VS	191	1 532	20 682	3	8	132	73	528	2 376
NE	69	857	11 570	24	481	7 937	21	469	2 111
GE	47	603	8 141	4	72	1 188	12	162	729
JU	349	2 637	35 600	132	739	12 194	179	1 346	6 057
<b>Suisse</b>	<b>14 339</b>	<b>112 289</b>	<b>1 515 902</b>	<b>5 302</b>	<b>44 252</b>	<b>730 158</b>	<b>7 672</b>	<b>62 568</b>	<b>281 556</b>

Zone	Exploitations	Arbres	Total	Exploitations	Arbres	Total	Exploitations	Arbres	Total
plaine	7 488	70 722	954 747	2 744	31 184	514 536	3 878	40 994	184 473
Collines	2 826	18 622	251 397	1 200	6 857	113 141	1 542	9 696	43 632
ZM I	1 975	11 046	149 121	787	3 944	65 076	1 115	5 621	25 295
ZM II	1 447	7 468	100 818	464	1 785	29 453	817	4 041	18 185
ZM III	494	3 705	50 018	95	433	7 145	264	1 902	8 559
ZM IV	109	726	9 801	12	49	809	56	314	1 413

Source : OFAG

## Contribution à la biodiversité 2021: arbres isolés indigènes adaptés au site et allées d'arbres

Cantons	Arbres isolés indigènes adaptés au site et allées d'arbres, mise en réseau		
	Exploitations	Arbres	Total Contributions
	Nombre	Nombre	fr.
ZH	624	4 260	19 170
BE	5 193	55 379	249 206
LU	2 891	28 942	130 239
UR	61	311	1 400
SZ	558	7 627	34 322
OW	188	1 500	6 750
NW	0	0	0
GL	56	749	3 371
ZG	325	3 244	14 598
FR	729	7 667	34 502
SO	259	2 976	13 392
BL	8	184	828
SH	86	711	3 200
AR	4	13	59
AI	1	4	18
SG	1 416	13 337	60 017
GR	1 175	15 416	69 372
AG	386	2 310	10 395
TG	97	1 099	4 946
TI	191	2 689	12 101
VD	801	6 576	29 592
VS	113	1 462	6 579
NE	27	575	2 588
GE	14	112	504
JU	193	3 131	14 090
<b>Suisse</b>	<b>15 396</b>	<b>160 274</b>	<b>721 233</b>
<b>Zone</b>			
Plaine	5 366	46 102	207 459
Collines	2 358	18 083	81 374
ZM I	2 339	20 835	93 758
ZM II	2 554	32 225	145 013
ZM III	1 802	29 799	134 096
ZM IV	977	13 230	59 535

Source : OFAG

## Contributions à la biodiversité 2021: surfaces riches en espèces de la région d'estivage

Cantons	Surfaces riches en espèces de la région d'estivage		
	Exploitations	Surface	Total
	Nombre	ha	Contributions fr.
ZH	45	125	109 816
BE	514	1 608	1 447 132
LU	382	1 390	1 251 230
UR	41	100	90 306
SZ	8	13	11 916
OW	0	0	0
NW	0	0	0
GL	0	0	0
ZG	18	84	75 768
FR	19	43	38 403
SO	37	208	186 981
BL	26	60	44 346
SH	0	0	0
AR	7	2	1 503
AI	0	0	0
SG	0	0	0
GR	1 431	3 007	1 774 562
AG	173	690	617 747
TG	0	0	0
TI	0	0	0
VD	18	50	45 387
VS	25	8	7 489
NE	41	20	18 054
GE	13	6	5 085
JU	29	8	6 786
<b>Suisse</b>	<b>2 827</b>	<b>7 421</b>	<b>5 732 511</b>
<b>Zone</b>			
Plaine	799	3 056	2 736 054
Collines	356	1 029	917 280
ZM I	153	206	179 759
ZM II	157	191	138 555
ZM III	722	1 287	790 800
ZM IV	640	1 652	970 063

Source : OFAG

**Contributions à la biodiversité 2021: surfaces herbagères et à litières riches en espèces dans la région d'estivage**

Cantons	Surfaces riches en espèces de la région d'estivage Q2		
	Exploitations	Surface	Total
	Nombre	ha	Contributions nettes fr.
ZH	5	59	8 876
BE	1 145	38 587	5 616 838
LU	182	3 289	485 051
UR	240	10 054	1 428 705
SZ	368	10 480	1 436 362
OW	233	6 142	918 907
NW	120	3 056	449 628
GL	116	8 849	1 304 978
ZG	3	35	5 316
FR	419	9 890	1 479 374
SO	53	1 109	165 782
BL	6	144	21 585
SH	1	2	270
AR	99	879	131 790
AI	114	975	146 277
SG	269	11 074	1 657 064
GR	815	62 650	8 858 166
AG		0	
TG		0	
TI	156	6 813	886 177
VD	578	17 648	2 621 314
VS	500	31 735	4 050 560
NE	122	857	128 478
GE		0	
JU	38	260	39 047
<b>Suisse</b>	<b>5 582</b>	<b>224 587</b>	<b>31 840 545</b>
<b>Zone</b>			
Plaine	0	0	0
Collines	0	0	0
ZM I	0	0	0
ZM II	0	0	0
ZM III	0	0	0
ZM IV	0	0	0
Région d'estivage	5 582	224 587	31 840 545

Source : OFAG



## Contributions au système de production

**Les contributions au système de production sont composées des volets Bio, PLVH, Extenso, ainsi que des programmes de bien-être des animaux SST et SRPA. La participation est restée stable à un niveau élevé par rapport aux années précédentes, en partie en légère augmentation. En 2021, plus de 500 millions de francs au total ont été versés par la Confédération pour les contributions au système de production.**

Les contributions au système de production sont accordées pour cinq programmes différents. Une contribution encourage l'agriculture biologique pour l'ensemble de l'exploitation, alors que d'autres contributions portant sur une partie de l'exploitation soutiennent la production extensive de céréales, de tournesols, de pois protéagineux, de féveroles et de colza (Extenso). Dans le domaine de la production animale, la production de lait et de viande basée sur les herbages (PLVH) est encouragée ; deux programmes visent en outre à promouvoir le bien-être des animaux (systèmes de stabulation particulièrement respectueux des animaux SST et sorties régulières en plein air SRPA).



Le tableau suivant donne un aperçu d'une sélection de contributions au système de production (bio, extenso, PLVH), selon les cantons et les zones agricoles.

### Contribution pour l'agriculture biologique

En 2021, l'agriculture biologique a concerné 175 922 ha (2020 : 171 685 ha), ce qui correspond à une augmentation de plus de 4327 ha (+2,4 %) par rapport à l'année précédente. La hausse est ainsi plus modérée que lors de l'année précédente, où elle représentait 3,6 %. Au total, 18 % de la surface agricole utile a été exploitée conformément aux principes de l'agriculture biologique. 7419 exploitations étaient bio, c'est-à-dire qu'elles produisaient conformément aux prescriptions de l'ordonnance bio.

Au total, près de 69 millions de francs ont été versés en 2021 pour l'encouragement de l'agriculture biologique, à savoir 3 millions de francs de plus qu'en 2020. Comme l'année précédente, le nombre d'exploitations a augmenté dans les trois régions.

### Contribution pour l'agriculture biologique 2021

**POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS**


Paramètre	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	2 208	1 793	3 418	7 419
Surface	ha	54 720	37 734	83 469	175 922
Surface par exploitation	ha	24.78	21.04	24.42	23.71
Contribution par exploitation	fr.	16 340	7 238	5 198	9 007
Total des contributions	1000 fr.	36 079	12 978	17 768	66 824

Source : OFAG

**Contribution à la production de lait et de viande basée sur les herbages**

Cette contribution vise à encourager une production de lait et de viande principalement basée sur l'utilisation de fourrages provenant de prairies et de pâturages. Elle se monte à 200 francs par ha de surface herbagère et par année.

Dans l'ensemble, on ne constate pas de changements significatifs par rapport aux participations des années précédentes

**Contribution à la production de lait et de viande basée sur les herbages 2021**

Paramètre	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	8 523	9 072	11 825	29 420
Surface	ha	137 899	162 792	260 738	565 429
Surface par exploitation	ha	16.18	18.39	22.05	19.22
Contribution par exploitation	fr.	3 141	3 628	4 396	3 796
Total des contributions	1000 fr.	26 773	32 912	51 987	111 672

Source : OFAG

**Contribution pour la production extensive dans le domaine des grandes cultures (Extenso)**

Cette contribution vise à réduire l'utilisation de produits phytosanitaires dans les grandes cultures. Elle s'élève à 400 francs par hectare.

On observe une augmentation du nombre d'exploitations et de surfaces inscrites au programme en 2021. En 2021, la production extensive a concerné 90 068 ha (2020 : 84 748 ha), ce qui correspond à une augmentation de plus de 5320 ha (+5,9 %) par rapport à l'année précédente.

La somme versée aux exploitants dans le cadre du programme Extenso s'élevait à environ 36 millions de francs en 2021 (année précédente : 33,8 millions de francs).

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



## Contribution pour la production extensive dans le domaine des grandes cultures (Extensio) 2021

Paramètre	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	9 208	4 259	620	14 087
Surface	ha	69 117	19 423	1 528	90 068
Surface par exploitation	ha	7.51	4.56	2.46	6.39
Contribution par exploitation	fr.	3 002	1 824	986	2 557
Total des contributions	1000 fr.	27 647	7 769	611	36 027

Source : OFAG

### Programme SRPA

SRPA, qui signifie « sorties régulières en plein air », est l'un des deux programmes de bien-être des animaux que la Confédération finance à l'aide de paiements directs depuis les années 90. Le respect des exigences SRPA est obligatoire pour les exploitations pratiquant l'agriculture biologique.

Les exigences concernant le programme SRPA et les taux de contributions sont inchangées par rapport à 2020.

### Taux de contribution SRPA

Catégories d'animaux	fr. par UGB
Bovins et buffles d'Asie, âgés de plus de 160 jours, équidés, ovins et animaux de l'espèce caprine de plus d'un an	190
Bovins et buffles d'Asie jusqu'à l'âge de 160 jours et truies d'élevage, non allaitantes, de plus de six mois	370
Contribution supplémentaire pour les bovins et buffles d'Asie mâles, ainsi que pour les bovins et buffles d'Asie femelles jusqu'à 365 jours.	120
Autres porcs, à l'exception des porcelets allaités	165
Poules pour la production d'œufs à couvrir et d'œufs de consommation, coqs, jeunes poules, jeunes coqs et poussins pour la production d'œufs, poulets de chair et dindes	290
Cerfs et bisons	80





L'exigence principale est que les animaux concernés doivent pouvoir régulièrement se déplacer en dehors de l'étable et à l'air libre. La tendance de l'année précédente se poursuit : la participation au programme comprenant un supplément pour le pâturage, introduit en 2019, continue d'augmenter, mais de manière plus modérée, pour atteindre 13 354 exploitations participantes (+ 3,6 %) et 41 545 unités de gros bétail (UGB) (+ 1,6 %) par rapport à 2020. La participation et les contributions versées en 2021 sont présentées dans le tableau ci-dessous.

### **Participation et contributions SRPA 2021**

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



Paramètre	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Somme
Exploitations	Nombre	10 140	8 991	9 918	29 049
dont avec supplément pour le pâturage	Nombre	3 730	4 176	5 448	13 354
UGB	Nombre	315 604	248 000	229 389	792 993
dont avec supplément pour le pâturage	Nombre	14 139	13 033	14 372	41 545
UGB par exploitation	Nombre	31.12	27.58	23.13	27.30
dont avec supplément pour le pâturage	Nombre	3.79	3.12	2.64	3.11
Contribution par exploitation	fr.	6 014	5 321	4 483	5 277
dont avec supplément pour le pâturage	fr.	454	374	316	373
<b>Total des contributions</b>	<b>1000 fr.</b>	<b>60 982</b>	<b>47 846</b>	<b>44 467</b>	<b>153 295</b>
<b>avec supplément pour le pâturage</b>		<b>1 695</b>	<b>1 563</b>	<b>1 724</b>	<b>4 982</b>

Source : OFAG

Les tableaux suivants donnent des informations détaillées sur la participation au programme SRPA en 2021. D'une manière générale, la tendance à long terme d'une hausse modérée de la part d'UGB et d'exploitations qui participent au programme SRPA se poursuit.

### Programme SST

SST signifie « systèmes de stabulation particulièrement respectueux des animaux ». Ces systèmes comprennent des systèmes de détention à aires multiples dans lesquels les animaux sont gardés en groupes, sans être entravés, qui fournissent aux animaux des possibilités adéquates pour se reposer, se mouvoir et s'occuper et qui disposent de beaucoup de lumière du jour. Les exigences concernant le programme SST et les taux de contributions sont inchangés par rapport à 2020.

### Taux de contribution SST

Catégories d'animaux	fr. par UGB
Bovins et buffles d'Asie, âgés de plus de 160 jours, équidés femelles et mâles castrés de plus de 900 jours, caprins femelles de plus d'un an	90
Porcs, à l'exception des verrats et des porcelets allaités	155
Poules pour la production d'œufs à couver et d'œufs de consommation, coqs, jeunes poules, jeunes coqs et poussins pour la production d'œufs, poulets de chair et dindes ainsi que lapins	280

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



Dans le cadre des SST, les bovins doivent avoir accès en permanence à une aire de repos avec un matelas de paille ou une couche équivalente pour l'animal et à une aire non pourvue de litière. Les couches souples installées dans les logettes sont considérées comme couches équivalentes, à condition que le produit concerné réponde aux exigences. Auparavant, les exigences concernant les couches souples et le programme d'évaluation étaient fixées dans une annexe de l'ordonnance sur les paiements directs (OPD). Il a été nouvellement établi en 2021 que l'OFAG peut fixer ces prescriptions. Celles-ci figurent donc dans un document à part. Le document en question peut être consulté via un lien dans les commentaires et instructions de l'OPD.



La participation et les contributions SST versées en 2021 sont présentées dans le tableau ci-dessous. L'évolution reste stable avec une légère augmentation de la participation, avec 22 571 exploitations (+ 0,3 %) et 745 667 UGB (+ 1,9 %).

**Participation et contributions SST 2021**

Paramètre	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	9 816	7 012	5 743	22 571
UGB	Nombre	391 879	219 737	134 050	745 667
UGB par exploitation	Nombre	39.92	31.34	23.34	33.04
Contribution par exploitation	fr.	5 064	3 607	2 356	3 922
<b>Total des contributions</b>	<b>1000 francs</b>	<b>49 705</b>	<b>25 293</b>	<b>13 528</b>	<b>88 526</b>

Source : OFAG

Contrairement aux SRPA, le respect des exigences SST n'est pas obligatoire pour les exploitations pratiquant l'agriculture biologique. C'est pourquoi les chiffres concernant la participation et les contributions sont listés à part pour les exploitations bio. L'évolution de la participation aux SST dans les exploitations bio reste également stable, avec cependant une

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



augmentation plus forte de la participation que les exploitations traditionnelles, avec 4926 exploitations (+ 2,0 %) et 119 589 UGB (+ 2,7 %).

**Participation et contributions SST 2021 pour les exploitations bio**

Paramètre	Unité	Région de plaine	Région des col-lines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	1 392	1 326	2 208	4 926
UGB	Nombre	40 581	32 530	46 478	119 589
UGB par exploitation	Nombre	29.15	24.53	21.05	24.28
Contribution par exploitation	fr.	3 454	2 760	2 031	2 629
<b>Total des contributions</b>	<b>1000 fr.</b>	<b>4 808</b>	<b>3 660</b>	<b>4 484</b>	<b>12 952</b>

Les tableaux suivants donnent des informations détaillées sur la participation au programme SST en 2021. Comme pour le programme SRPA, la part d'UGB et d'exploitations qui participent au programme SST a modérément augmenté au cours des dernières années.

Le tableau suivant donne un aperçu de toutes les contributions au bien-être des animaux selon les cantons et les zones agricoles.

**Contributions au système de production 2021**

Cantons	Agriculture biologique			Production extensive de grandes cultures			Production de lait et de viande basée sur les herbages		
	Exploitations	Surface	Total des contribut.	Exploitations	Surface	Total des contribut.	Exploitations	Surface	Total des contribut.
	Nombre	ha	fr.	Nombre	ha	fr.	Nombre	ha	fr.
ZH	442	10 809	5 660 624	1 393	8 047	3 218 972	1 216	21 847	4 255 116
BE	1 381	26 589	9 088 406	3 539	13 624	5 449 531	6 717	109 158	21 604 327
LU	469	8 638	3 017 073	1 064	3 693	1 477 176	3 107	46 576	9 236 414
UR	58	992	201 838				488	6 312	1 261 342
SZ	175	2 922	635 784	12	20	7 912	1 222	19 384	3 859 123
OW	188	2 738	554 478	4	5	1 848	512	7 219	1 441 708
NW	80	1 320	270 622				366	5 478	1 090 017
GL	95	2 264	462 742	7	13	5 024	305	6 590	1 316 330
ZG	91	1 822	527 876	68	226	90 486	350	6 198	1 227 662
FR	225	6 545	3 382 212	1 065	7 318	2 927 236	1 581	40 094	7 950 182
SO	178	5 289	2 281 418	590	3 760	1 503 952	621	13 755	2 685 307
BL	159	4 232	1 610 060	434	2 386	954 335	468	10 370	2 001 355
SH	40	1 082	705 298	289	2 464	985 700	101	1 609	293 185
AR	130	2 869	584 290	1	1	204	553	10 828	2 160 194
AI	27	471	98 568	8	8	3 132	346	6 021	1 200 762
SG	492	10 146	2 664 538	240	700	280 000	2 852	54 441	10 826 046
GR	1 279	35 473	7 874 986	255	782	312 656	1 764	47 816	9 544 737
AG	286	6 875	4 024 862	1 448	8 351	3 340 568	1 265	18 217	3 512 161
TG	358	8 102	4 896 676	868	4 715	1 885 947	990	17 508	3 437 516
TI	161	3 232	958 607	40	251	100 346	474	9 366	1 840 192
VD	382	12 366	7 815 272	1 769	23 174	9 269 704	1 487	35 668	6 904 241
VS	369	7 751	3 129 140	99	397	158 639	1 392	25 100	4 978 832
NE	113	3 707	1 438 246	207	2 319	927 460	530	23 293	4 617 476
GE	50	1 393	1 296 884	170	3 228	1 291 280	60	1 203	216 510
JU	191	8 293	3 643 814	517	4 588	1 835 012	653	21 378	4 210 840
<b>Suisse</b>	<b>7 419</b>	<b>175 922</b>	<b>66 824 313</b>	<b>14 087</b>	<b>90 068</b>	<b>36 027 120</b>	<b>29 420</b>	<b>565 429</b>	<b>111 671 574</b>

Zones									
Plaine	2 208	54 720	36 078 573	9 208	69 117	27 646 860	8 523	137 899	26 773 260
Collines	887	19 218	7 762 765	2 882	14 128	5 651 263	4 463	80 372	15 792 723
ZM I	906	18 516	5 215 344	1 377	5 295	2 117 818	4 609	86 419	17 118 911
ZM II	1 315	28 792	6 435 795	433	1 265	505 919	6 096	136 106	27 113 406
ZM III	1 188	29 240	6 166 577	140	218	87 092	3 556	74 619	14 881 232
ZM IV	915	25 437	5 165 258	47	45	18 169	2 173	50 013	9 992 043

Source : OFAG

**Participation au programme SRPA 2021**

Catégorie animale	Données de base <sup>1</sup>		Données SRPA		Participation SRPA	
	UGB Nombre	Exploita- tions Nombre	UGB Nombre	Exploita- tions Nombre	UGB %	Exploita- tions %
Vaches laitières	534 944	25 093	467 156	19 141	87.3 %	76.3 %
Autres vaches	132 646	12 258	126 011	8 965	95.0 %	73.1 %
Animaux femelles, de plus de 365 jours, jusqu'au premier vêlage	135 412	31 447	117 099	24 845	86.5 %	79.0 %
Animaux femelles, de plus de 160 jours à 365 jours dont bénéficiant d'un supplément pâturages	46 915	30 480	37 606	22 708	80.2 %	74.5 %
Animaux femelles, jusqu'à 160 jours dont bénéficiant d'un supplément pâturages	18 401	30 823	8 016	13 886	43.6 %	45.1 %
Animaux mâles, de plus de 730 jours dont bénéficiant d'un supplément pâturages	5 010	9 542	3 388	5 855	67.6 %	61.4 %
Animaux mâles, de plus de 365 jours à 730 jours dont bénéficiant d'un supplément pâturages	11 989	13 616	8 273	7 999	69.0 %	58.7 %
Animaux mâles, de plus de 160 jours à 365 jours dont bénéficiant d'un supplément pâturages	27 339	19 567	18 641	11 384	68.2 %	58.2 %
Animaux mâles, jusqu'à 160 jours dont bénéficiant d'un supplément pâturages	15 748	29 712	6 803	11 956	43.2 %	40.2 %
<b>Total des bovins</b>	<b>928 404</b>	<b>33 269</b>	<b>792 993</b>	<b>29 049</b>	<b>85.4 %</b>	<b>87.3 %</b>
Animaux femelles et animaux mâles castrés, de plus de 30 mois	30 616	9 823	25 744	7 219	84.1 %	73.5 %
Etalons, de plus de 30 mois	3 119	3 625	1 359	1 120	43.6 %	30.9 %
Animaux, jusqu'à 30 mois	2 111	2 534	1 717	1 501	81.3 %	59.2 %
<b>Total des équidés</b>	<b>35 846</b>	<b>9 993</b>	<b>28 821</b>	<b>7 274</b>	<b>80.4 %</b>	<b>72.8 %</b>
Animaux femelles, de plus d'un an	11 264	6 053	8 847	3 226	78.5 %	53.3 %
Animaux mâles, de plus d'un an	558	2 065	357	1 128	64.1 %	54.6 %
<b>Total des caprins</b>	<b>11 822</b>	<b>6 121</b>	<b>9 204</b>	<b>3 245</b>	<b>77.9 %</b>	<b>53.0 %</b>
Animaux femelles, de plus d'un an	36 210	7 117	32 273	5 192	89.1 %	73.0 %
Animaux mâles, de plus d'un an	1 433	4 742	1 129	3 416	78.8 %	72.0 %
<b>Total des ovins</b>	<b>37 625</b>	<b>7 140</b>	<b>33 402</b>	<b>5 205</b>	<b>88.8 %</b>	<b>72.9 %</b>
Verrats d'élevage, de plus de six mois	473	1 347	280	798	59.1 %	59.2 %
Truies d'élevage non allaitantes, de plus de six mois	18 685	1 563	13 683	960	73.2 %	61.4 %
Truies d'élevage allaitantes	13 801	1 777	675	170	4.9 %	9.6 %
Porcelets sevrés	16 152	1 751	569	149	3.5 %	8.5 %
Porcs de renouvellement, jusqu'à 6 mois, et porcs à l'engrais	107 416	5 302	63 953	2 638	59.5 %	49.8 %
<b>Total des porcs</b>	<b>156 526</b>	<b>5 900</b>	<b>79 159</b>	<b>3 061</b>	<b>50.6 %</b>	<b>51.9 %</b>
Poules et coqs d'élevage (production d'oeufs à couvrir souches ponte et engraissement)	1 620	970	293	90	18.1 %	9.3 %
Poules pondeuses	34 224	11 762	29 250	2 631	85.5 %	22.4 %
Jeunes poules, jeunes coqs et poussins (sans les poulets de chair)	6 125	655	1 284	128	21.0 %	19.5 %
Poulets de chair	36 542	1 263	3 011	229	8.2 %	18.1 %
Dindes	1 899	400	1 724	94	90.8 %	23.5 %
<b>Total de la volaille</b>	<b>80 409</b>	<b>13 618</b>	<b>35 562</b>	<b>2 965</b>	<b>44.2 %</b>	<b>21.8 %</b>
Cerf	1 399	252	1 178	202	84.2 %	80.2 %
<b>Total des cerf</b>	<b>1 399</b>	<b>252</b>	<b>1 178</b>	<b>202</b>	<b>84.2 %</b>	<b>80.2 %</b>
Bisons	343	13	209	7	60.9 %	53.8 %
<b>Total des bisons</b>	<b>343</b>	<b>13</b>	<b>209</b>	<b>7</b>	<b>60.9 %</b>	<b>53.8 %</b>
<b>Total, toutes catégories confondues</b>	<b>1 252 392</b>	<b>38 788</b>	<b>980 528</b>	<b>33 966</b>	<b>78%</b>	<b>88%</b>

<sup>1</sup> Exploitation ayant droit aux contributions (toutes les exploitations qui ont pu participer au programme SRPA)

Source : OFAG



**Participation au programme SST 2021 bio**

Catégorie animale	Données de base <sup>1</sup>		Données SST		Participation SST	
	UGB Nombre	Exploita- tions Nombre	UGB Nombre	Exploita- tions Nombre	UGB %	Exploita- tions %
Vaches laitières	61 757	3 609	41 373	1 687	67.0 %	46.7 %
Autres vaches	36 500	3 014	33 958	2 365	93.0 %	78.5 %
Animaux femelles, de plus de 365 jours, jusqu'au premier vêlage	19 469	5 516	14 248	3 801	73.2 %	68.9 %
Animaux femelles, de plus de 160 jours à 365 jours	6 610	5 390	5 239	3 815	79.3 %	70.8 %
Animaux mâles, de plus de 730 jours	1 156	2 205	900	1 558	77.9 %	70.7 %
Animaux mâles, de plus de 365 jours à 730 jours	2 350	2 957	2 042	1 963	86.9 %	66.4 %
Animaux mâles, de plus de 160 jours à 365 jours	3 313	4 017	2 947	2 819	89.0 %	70.2 %
<b>Total Bovins</b>	<b>131 156</b>	<b>5 732</b>	<b>100 708</b>	<b>4 281</b>	<b>76.8 %</b>	<b>74.7 %</b>
Animaux femelles et animaux mâles castrés, de plus de 30 mois	4 899	2 061	2 143	844	43.7 %	41.0 %
<b>Total des équidés</b>	<b>4 899</b>	<b>2 061</b>	<b>2 143</b>	<b>844</b>	<b>43.7 %</b>	<b>41.0 %</b>
Animaux femelles, de plus d'un an	3 220	1 399	2 122	637	65.9 %	45.5 %
<b>Total des caprins</b>	<b>3 220</b>	<b>1 399</b>	<b>2 122</b>	<b>637</b>	<b>65.9 %</b>	<b>45.5 %</b>
Verrats d'élevage, de plus de six mois	550	150	520	93	94.6 %	62.0 %
Truies d'élevage allaitantes	590	169	535	114	90.7 %	67.5 %
Porcelets sevrés	409	144	392	93	95.7 %	64.6 %
Porcs de renouvellement, jusqu'à 6 mois, et porcs à l'engrais	3 360	572	3 216	384	95.7 %	67.1 %
<b>Total des porcs</b>	<b>4 910</b>	<b>667</b>	<b>4 663</b>	<b>429</b>	<b>95.0 %</b>	<b>64.3 %</b>
Lapines avec jeunes lapins jusqu'à 35 jours environ	11	101	4	29	36.4 %	28.7 %
Jeunes lapins de plus de 35 jours	7	70	1	13	18.5 %	18.6 %
<b>Total des lapins</b>	<b>19</b>	<b>109</b>	<b>6</b>	<b>29</b>	<b>29.4 %</b>	<b>26.6 %</b>
Poules et coqs d'élevage (production d'oeufs à couvrir souches ponte et engraissement)	350	266	290	47	83.0 %	17.7 %
Poules pondeuses	6 988	2 297	6 712	946	96.1 %	41.2 %
Jeunes poules, jeunes coqs et poussins (sans les poulets de chair)	1 303	230	1 223	107	93.9 %	46.5 %
Poulets de chair	1 737	174	1 700	137	97.8 %	78.7 %
Dindes	38	68	22	20	59.1 %	29.4 %
<b>Total de la volaille</b>	<b>10 416</b>	<b>2 616</b>	<b>9 948</b>	<b>1 136</b>	<b>95.5 %</b>	<b>43.4 %</b>
<b>Total, toutes catégories confondues</b>	<b>154 618</b>	<b>6 575</b>	<b>119 589</b>	<b>4 926</b>	<b>77.3 %</b>	<b>74.9 %</b>

<sup>1</sup> Exploitation ayant droit aux contributions (toutes les exploitations qui ont pu participer au programme SST)

Source : OFAG

**Participation aux systèmes de stabulation particulièrement respectueux de l'espèce 2021**

Canton	Systèmes de stabulation particulièrement respectueux des animaux			Sortie régulière en plein air			Stabulation particulièrement respectueuse des animaux de rente (SST et SRPA)		
	Exploit. Nombre	UGB Nombre	Total fr.	Exploit. Nombre	UGB Nombre	Total fr.	Exploit. Nombre	UGB Nombre	Total Contributions
ZH	1 450	47 168	5 222 771	1 849	56 149	10 980 571	1 941	103 317	16 203 342
BE	4 460	113 959	13 699 948	7 993	202 926	39 178 782	8 129	316 885	52 878 730
LU	2 902	106 458	13 490 511	3 595	118 174	23 064 963	3 696	224 632	36 555 474
UR	147	1 984	188 207	421	6 006	1 140 385	423	7 990	1 328 593
SZ	615	14 454	1 613 598	1 170	26 381	5 084 919	1 184	40 835	6 698 517
OW	324	7 778	816 408	475	11 641	2 226 914	483	19 419	3 043 322
NW	204	4 760	527 322	310	7 176	1 363 502	316	11 936	1 890 825
GL	147	3 498	348 145	294	7 771	1 481 181	295	11 269	1 829 326
ZG	335	10 950	1 161 675	417	13 306	2 586 954	426	24 257	3 748 628
FR	1 498	67 514	8 395 030	1 973	85 989	16 514 990	2 024	153 503	24 910 020
SO	653	20 460	2 217 563	881	26 571	5 155 777	906	47 031	7 373 340
BL	479	14 456	1 615 251	617	17 664	3 502 454	633	32 120	5 117 705
SH	211	9 190	1 315 822	215	7 599	1 539 612	256	16 789	2 855 434
AR	262	6 414	708 473	564	15 900	3 059 610	566	22 314	3 768 084
AI	191	6 023	881 026	370	11 023	2 190 636	374	17 046	3 071 662
SG	1 768	60 762	7 248 093	2 883	91 368	17 787 719	2 943	152 131	25 035 812
GR	1 238	30 331	2 873 906	1 883	48 678	9 281 239	1 884	79 009	12 155 146
AG	1 375	48 503	6 276 919	1 608	49 510	9 821 771	1 723	98 013	16 098 690
TG	1 157	51 071	6 653 743	1 370	50 340	10 019 437	1 492	101 411	16 673 180
TI	269	5 437	506 016	510	10 006	1 903 299	512	15 443	2 409 315
VD	1 294	55 437	6 612 987	1 824	69 480	13 344 277	1 887	124 917	19 957 264
VS	431	7 462	782 915	1 247	20 675	3 941 611	1 269	28 137	4 724 527
NE	431	19 227	1 908 944	581	26 689	5 071 610	584	45 917	6 980 554
GE	47	1 863	238 068	81	2 605	495 402	82	4 468	733 470
JU	683	30 506	3 222 373	835	38 444	7 381 885	841	68 951	10 604 258
<b>Suisse</b>	<b>22 571</b>	<b>745 667</b>	<b>88 525 715</b>	<b>33 966</b>	<b>1 022 073</b>	<b>198 119 502</b>	<b>34 869</b>	<b>1 767 739</b>	<b>286 645 217</b>
<b>Zone</b>									
Plaine	9 816	391 879	49 704 656	12 392	427 931	84 117 904	13 068	819 810	133 822 560
Collines	3 837	128 053	15 171 995	5 127	166 924	32 327 584	5 255	294 976	47 499 579
ZM I	3 175	91 684	10 120 791	4 960	146 894	28 172 475	5 008	238 578	38 293 266
ZM II	3 301	86 219	9 069 290	6 040	166 050	31 756 049	6 069	252 269	40 825 339
ZM III	1 539	30 689	2 889 946	3 406	73 550	14 003 694	3 415	104 239	16 893 641
ZM IV	903	17 142	1 569 037	2 041	40 725	7 741 795	2 054	57 867	9 310 832

Source : OFAG





## Contributions à l'utilisation efficiente des ressources

**Les contributions à l'utilisation efficiente des ressources encouragent l'utilisation efficiente des moyens de production et renforcent l'utilisation durable des ressources naturelles telles que le sol, l'eau et l'air. En 2021, la Confédération a versé des contributions à hauteur d'environ 43 millions de francs, dont la plus grande partie a été consacrée à la promotion des techniques d'épandage diminuant les émissions (« rampe d'épandage à tuyaux flexibles ») ainsi que des techniques culturales préservant le sol.**

Les contributions à l'utilisation efficiente des ressources (CER) comprennent 5 sous-domaines :

- Techniques d'épandage diminuant les émissions
- Techniques culturales préservant le sol
- Utilisation de techniques d'application précise
- Réduction de l'utilisation de produits phytosanitaires dans diverses cultures
- Alimentation biphase des porcs

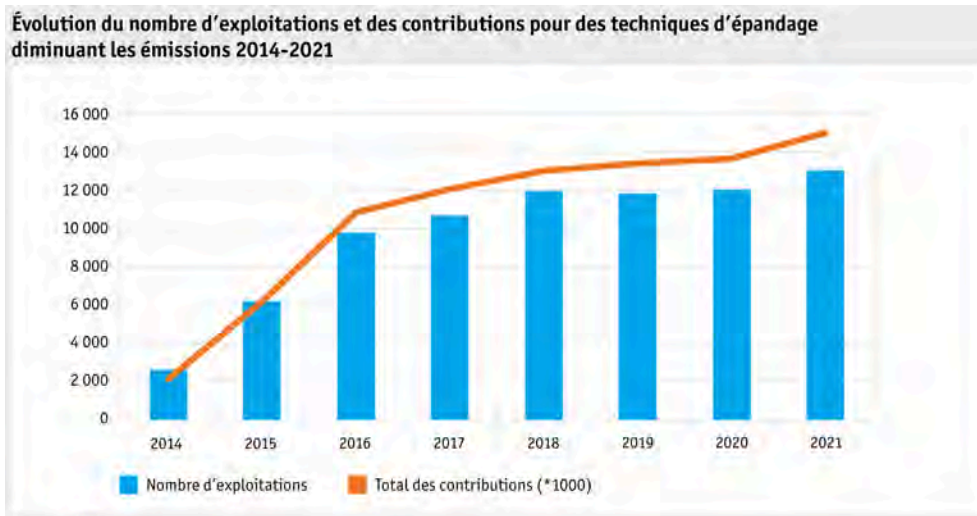
En 2021, les contributions à l'utilisation efficiente des ressources représentaient environ 1 % du soutien financier dans le cadre des paiements directs ; au total, 43 millions de francs ont été octroyés. Il s'agit d'une nouvelle hausse légère par rapport aux années précédentes. Les deux programmes *techniques d'épandage diminuant les émissions* (« rampe d'épandage à tuyaux flexibles ») et *techniques culturales préservant le sol* représentent la plus grande partie des dépenses totales (environ 31 millions de francs). Le tableau suivant donne un aperçu du nombre d'exploitations participantes, des surfaces et des contributions pour l'ensemble de la Suisse, par canton et par zone en 2021.

Au total, les CER ont enregistré peu de changements marqués par rapport à la situation de l'année précédente.

En ce qui concerne le programme « techniques culturales préservant le sol », le nombre d'exploitations a légèrement reculé par rapport à 2020. En revanche, la surface totale exploitée avec des techniques culturales préservant le sol a augmenté d'environ 17 % en 2021 par rapport à l'année précédente, pour atteindre 95 000 ha. Le nombre d'exploitations ayant participé au programme d'utilisation de techniques d'application précise a légèrement augmenté ; il en va de même pour le programme de réduction des produits phytosanitaires. La surface totale où l'utilisation de produits phytosanitaires est réduite a augmenté par rapport à l'année précédente, passant de 5000 ha environ à 22 000 ha.

Les contributions à l'utilisation efficiente des ressources ont été introduites avec la PA 2014-2017, avec au départ une augmentation marquée de la participation. Ces dernières années, cependant, la participation a atteint un plafond concernant certains programmes. Les contributions pour des techniques d'épandage diminuant les émissions (« rampe d'épandage à tuyaux flexibles »), qui existent depuis 2014, arrivent à leur terme et ont été octroyées pour la dernière fois en 2021. Le graphique suivant montre que le nombre d'exploitations participant à ce programme n'a que très peu augmenté en 2021. Une saturation s'était déjà dessinée au cours des années précédentes.

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



**Techniques d'épandage diminuant les émissions**

**Contributions à l'utilisation efficiente des ressources pour des techniques d'épandage diminuant les émissions en 2021**

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	6 945	3 886	2 310	13 141
Surface totale	ha	268 755	157 986	75 756	502 497
Surface par exploitation	ha	38.70	40.66	32.79	38.24
Contribution par exploitation	fr.	1 161	1 220	984	1 147
<b>Total des contributions</b>	<b>1000 fr.</b>	<b>8 063</b>	<b>4 740</b>	<b>2 273</b>	<b>15 075</b>

Source : OFAG

**Techniques culturales préservant le sol**

**Contributions à l'utilisation efficiente des ressources pour les techniques culturales préservant le sol 2021**

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



	Unité	Région de plaine	Région descollines	Région demontagne	Total
Exploitations	Nombre	7 263	2 242	199	9 704
Surface totale	ha	71 193	10 845	712	82 750
Semis direct	ha	7 112	2 625	315	10 052
avec non-recours aux herbicides	ha	1 430	389	152	1 970
Semis en bandes	ha	7 619	1 860	79	9 558
avec non-recours aux herbicides	ha	187	20	8	215
Semis sous litière	ha	56 461	6 361	318	63 141
avec non-recours aux herbicides	ha	8 414	1 495	112	10 021
Surface par exploitation	ha	9.80	4.84	3.58	8.53
Contribution par exploitation	fr.	1 897	1 054	987	1 684
<b>Total des contributions</b>	<b>1000 fr.</b>	<b>13 777</b>	<b>2 363</b>	<b>196</b>	<b>16 337</b>

Source : OFAG

### Utilisation de techniques d'application précise

**Contributions à l'utilisation efficiente des ressources pour l'utilisation de techniques d'application précise et l'installation sur les pulvérisateurs d'un système de nettoyage disposant d'un circuit d'eau de rinçage séparé, en vue du nettoyage des appareils destinés à l'épandage de produits phytosanitaires 2021 (contribution unique)**

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



	Unité	Région deplaine	Région descollines	Région demontagne	Total
Exploitations	Nombre	1 015	224	24	1 263
Pulvérisation sous-foliaire					
	Nombre de pulvérisateurs à rampe	11			11
	Contribution fr.	40 305		0	40 305
Pulvérisateurs anti-dérive					
	Nombre d'appareils depulvérisation	154	17	3	174
	Contribution fr.	685 128	59 251	6 859	751 238
Nettoyage interne des pulvérisateurs					
	Nombre	944	210	21	1175
	Contribution fr.	1 481 949	282 505	30 123	1 794 577
	Contribution par exploitation fr.	2 175	1 526	1 541	2 048
<b>Total des contributions</b>	<b>1000 fr.</b>	<b>2 207</b>	<b>342</b>	<b>37</b>	<b>2 586</b>

Source : OFAG

### Contributions pour l'alimentation biphasée des porcs

#### Contributions à l'utilisation efficiente des ressources pour l'alimentation biphasée des porcs 2021

	Unité	Région deplaine	Région descollines	Région demontagne	Total
Exploitations	Nombre	1 029	769	277	2 075
UGB	Nombre	57 725	27 319	5 786	90 829
UGB par exploitation	Nombre	56	36	21	44
Contribution par exploitation	fr.	1 963	1 243	731	1 532
<b>Total des contributions</b>	<b>1000 fr.</b>	<b>2 020</b>	<b>956</b>	<b>202</b>	<b>3 179</b>

Source : OFAG

### Contributions pour la réduction des produits phytosanitaires dans l'arboriculture fruitière, dans la viticulture et dans la culture de betteraves sucrières et contribution pour la réduction des herbicides sur les terres ouvertes

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



**Contributions à l'utilisation efficiente des ressources pour la réduction des produits phytosanitaires dans l'arboriculture fruitière, dans la viticulture et dans la culture de betteraves sucrières et contribution pour la réduction des herbicides sur les terres ouvertes 2021**

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	2 692	632	158	3 482
Surface totale, dont	ha	19 001	2 490	190	21 981
Culture fruitière, liste fongicide	ha	133	27	36	196
Culture fruitière, herbicide entre les rangs	ha	109	31	3	144
Culture fruitière, non-recours total aux herbicides	ha	210	16	39	264
Surface viticole, herbicide entre les rangs	ha	751	132	59	941
Surface viticole, non-recours total aux herbicides	ha	977	169	47	1 193
Surface viticole, fongicide avec 1,5 kg de cuivre	ha	1 285	206	130	1 621
Surface viticole, fongicide sans cuivre	ha	70	69	32	171
Betteraves sucrières, désherbage mécanique	ha	3 059	69		3 128
Betteraves sucrières, non-recours total aux herbicides	ha	53			53
Betteraves sucrières, non-recours aux fongicides et insecticides	ha	2 893	104		2 997
Réduction des herbicides sur les terres ouvertes	ha	9 462	1 664	143	11 270
Surface par exploitation	ha	7	4	3	6
Contribution par exploitation	fr.	1 995	1 083	904	1 780
<b>Total des contributions</b>	<b>1000 fr.</b>	<b>5 371</b>	<b>684</b>	<b>143</b>	<b>6 198</b>

Source : OFAG

**Contributions à l'utilisation efficace des ressources 2021**

Cantons	Techniques d'épandage diminuant les émissions			Techniques culturales préservant le sol			Utilisation de techniques d'application précise			Réduction de produits phytosanitaires			Alimentation biphase des porcs		
	Exploitations	Surface	Total des contribut.	Exploitations	Surface	Total des contribut.	Exploitations	Spitzgerät	Total des contribut.	Exploitations	Surface	Total des contribut.	Exploitations	Total des contribut.	
														Nombre	ha
ZH	1 038	34 618	1 038 548	782	7 725	1 291 246	110	110	189 357	273	1 793	502 443	36	2 431	85 084
BE	3 158	95 682	2 870 454	2 520	17 634	2 980 308	239	239	389 588	472	1 809	527 132	320	13 709	479 802
LU	2 062	98 978	2 969 354	1 277	7 506	1 373 626	90	90	167 397	286	867	222 959	912	33 017	1 155 594
UR	77	2 365	70 940				1	1	486				3	60	2 100
SZ	464	17 564	526 931	48	100	20 078	1	1	7 700	12	23	8 886	27	988	34 595
OW	162	5 372	161 168							7	10	2 619	25	997	34 902
NW	113	4 366	130 983	4	12	2 550							35	837	29 299
GL	28	1 465	43 948	12	43	8 822									
ZG	190	10 578	317 330	96	775	136 584	5	5	7 840	50	243	61 125	33	1 554	54 404
FR	759	45 544	1 366 322	784	8 297	1 430 168	68	68	105 557	258	1 480	406 848	90	4 884	170 944
SO	499	17 539	526 170	464	4 341	739 562	56	56	85 910	167	768	197 628	36	1 953	68 366
BL	211	7 270	218 087	124	1 090	187 820	44	44	72 435	91	437	116 007	16	877	30 697
SH	110	2 512	75 361	281	3 617	584 760	29	29	57 606	150	1 005	309 390	23	1 605	56 170
AR	186	9 584	287 520	5	18	3 727				2	4	1 065	16	628	21 973
AI	141	6 623	198 690	4	8	1 758				13	14	3 530	45	1 295	45 319
SG	779	31 165	934 964	328	1 583	294 432	50	50	99 423	92	394	114 132	176	8 461	296 133
GR	264	8 921	267 636	69	572	112 960	19	19	61 797	60	278	93 777	15	428	14 997
AG	1 214	39 666	1 189 979	744	6 781	1 167 845	129	129	211 310	234	1 237	350 752	118	6 307	220 744
TG	715	29 906	897 187	551	4 883	831 091	128	128	374 384	247	1 483	439 586	78	6 363	222 692
TI	35	1 891	56 720	15	232	51 248	13	13	25 293	112	434	150 722			
VD	552	15 556	466 686	1 143	21 552	3 644 338	180	180	444 112	614	6 372	1 774 093	32	2 152	75 322
VS	70	2 335	70 054	41	837	165 259	20	20	110 375	162	1 352	334 653	1	37	1 309
NE	148	7 149	214 455	103	1 366	254 773	14	14	26 959	35	368	120 366	10	795	27 808
GE	11	319	9 558	123	2 963	530 198	29	29	90 746	53	850	257 189	2	162	5 682
JU	155	5 529	165 862	186	3 022	523 787	38	38	57 846	92	759	202 863	26	1 288	45 089
<b>Suisse</b>	<b>13 141</b>	<b>502 497</b>	<b>15 074 906</b>	<b>9 704</b>	<b>94 957</b>	<b>16 336 938</b>	<b>1 263</b>	<b>1 263</b>	<b>2 586 120</b>	<b>3 482</b>	<b>21 981</b>	<b>6 197 763</b>	<b>2 075</b>	<b>90 829</b>	<b>3 179 026</b>
<b>Zone</b>															
Plaine	6 945	268 755	8 062 656	7 263	81 224	13 777 313	1 015		2 207 382	2 692	19 001	5 370 610	1 029	57 725	2 020 381
Collines	2 286	92 196	2 765 884	1 619	9 613	1 760 391	177		269 179	467	1 975	540 952	446	18 470	646 462
ZM I	1 600	65 789	1 973 685	623	3 137	602 745	47		72 577	165	515	143 307	323	8 848	309 687
ZM II	1 548	58 165	1 744 962	154	792	156 987	21		32 716	116	436	123 935	249	5 356	187 457
ZM III	489	12 064	361 927	34	156	32 228	3		4 267	31	44	16 257	24	360	12 611
ZM IV	273	5 526	165 792	11	35	7 274				11	10	2 702	4	69	2 428

Source : OFAG



## Contribution de transition

La contribution de transition assure une transition socialement supportable de l'ancienne à la nouvelle politique agricole. À mesure que la participation aux programmes de paiements directs introduits en 2014 augmente, les fonds alloués à la contribution de transition diminuent d'année en année. Alors que 178 millions de francs étaient versés pour la contribution de transition en 2015, ce chiffre représentait 63 millions en 2021.

Des informations supplémentaires sur le mode de calcul de cette contribution sont disponibles sous *Instruments*>*Paievements directs*>*Contribution de transition*.



### Versement de la contribution de transition en 2021

En 2021, 62,8 millions de francs étaient octroyés au titre de la contribution de transition, contre 79,9 millions de francs l'année précédente. Le tableau suivant recense les contributions de transition octroyées selon la zone agricole.

#### Contributions de transition 2021

Paramètre	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	17 401	11 035	11 959	40 395
Contribution par exploitation	fr.	1 620.70	1 537.00	1 476.90	1 555.25
<b>Total des contributions</b>	<b>1000 fr.</b>	<b>28 202</b>	<b>16 961</b>	<b>17 662</b>	<b>62 825</b>

Source : OFAG

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



Le tableau suivant donne un aperçu des contributions de transition versées, selon les cantons et les zones agricoles.

La contribution de transition est plafonnée si le revenu ou la fortune pris en considération sont élevés ou en cas de changement structurel important concernant l'exploitation. Le changement structurel est déterminé sur la base des unités de main d'œuvre standard (UMOS). Si celles-ci baissent de 50 % ou plus par rapport à l'année de référence, la contribution de transition est réduite. Le tableau ci-dessous montre les effets de ces deux types de plafonnement pour 2021.

**Effets du plafonnement de la contribution de transition en 2021**

Plafonnement de la contribution de transition	Exploitations concernées	Plafonnement total	Plafonnement par exploitation
Unité	Nombre	fr.	fr.
Réduction des UMOS de plus de 50 %	1 512	1 449 564	958.70
Revenu et fortune	3 414	5 251 582	1 538.25
<b>Total des contributions</b>		<b>6 701 146</b>	

Source : OFAG



### Contribution de transition 2021

Cantons	Exploitations Nombre	Total des contributions fr.
ZH	2 555	3 905 460
BE	9 017	13 158 851
LU	4 005	5 936 855
UR	392	325 734
SZ	1 310	1 639 570
OW	510	524 461
NW	370	428 378
GL	302	453 340
ZG	458	708 240
FR	2 242	4 421 068
SO	1 043	1 862 665
BL	716	1 242 671
SH	421	620 717
AR	560	940 025
AI	376	550 764
SG	3 228	5 165 543
GR	1 885	3 179 031
AG	2 306	3 561 850
TG	1 915	2 964 681
TI	530	593 385
VD	2 719	4 043 566
VS	1 801	1 652 138
NE	645	1 453 361
GE	213	223 665
JU	884	2 190 336
<b>Suisse</b>	<b>40 403</b>	<b>61 746 356</b>

Zones		
Plaine	17 408	27 166 265
Collines	5 799	9 101 070
ZM I	5 237	7 827 978
ZM II	6 317	9 711 829
ZM III	3 491	4 775 594
ZM IV	2 151	3 163 619

Source : OFAG



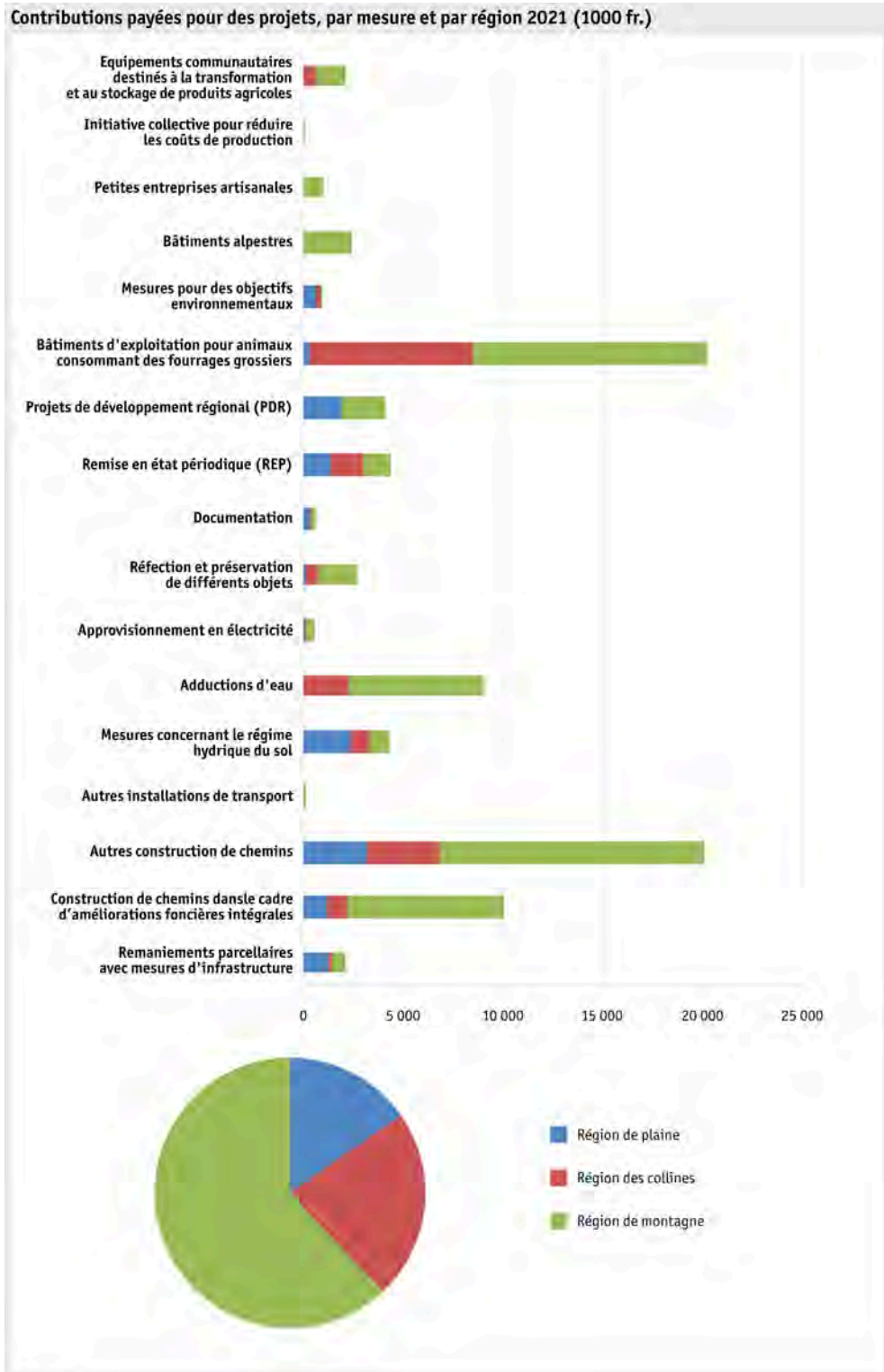
## Améliorations structurelles

**Effectuer un remaniement parcellaire, fournir un approvisionnement en eau et en électricité aux fermes de colonisation, construire des stabulations respectueuses des animaux pour les bovins, les porcs et la volaille ? Tout cela, et bien plus encore, est soutenu par la Confédération grâce aux améliorations structurelles. Ce soutien concerne en particulier la région de montagne et les régions périphériques. En 2021, près de 1200 nouveaux projets ont été approuvés représentant un volume d'investissement d'environ 610 millions de francs.**

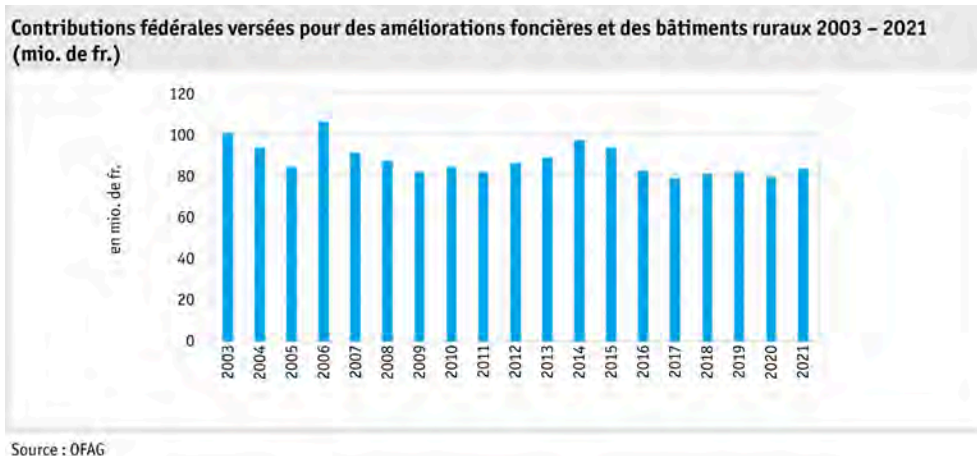
En 2021, la Confédération a versé un montant de 84,3 millions de francs sous forme de contributions pour les améliorations intégrales et autres améliorations foncières, les projets de développement régional PDR et les bâtiments ruraux. Par ailleurs, l'OFAG a approuvé de nouveaux projets qui ont bénéficié de contributions fédérales d'un total de 101 millions de francs, générant ainsi un volume d'investissements de 611 millions de francs.

Domaine	No. des projets approuvés	Contribution fédérale approuvée	Contribution cantonale approuvée	Total des contributions	Part en % sur l'investissement total	dont les volumes d'investissements consentis
	Anz.	Fr.	Fr.	Fr.	%	Fr.
Améliorations foncières intégrales	26	11 480 575	9 379 075	20 859 649	77	27 087 470
Autres améliorations foncières	408	48 752 060	54 201 241	102 953 301	53	194 129 489
Projets de développement régional PDR	6	7 085 497	7 091 067	14 176 564	43	33 077 356
Bâtiments ruraux	746	33 912 782	40 131 301	74 044 083	21	356 574 114
<b>Total</b>	<b>1 186</b>	<b>101 230 913</b>	<b>110 802 684</b>	<b>212 033 597</b>	<b>35</b>	<b>610 868 429</b>

POLITIQUE > AMÉLIORATIONS STRUCTURELLES ET MESURES D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL



Source : OFAG



L’octroi de contributions non remboursables permet à la Confédération de soutenir diverses mesures destinées à améliorer les conditions de travail et la compétitivité des exploitations agricoles. Environ 85 % des contributions sont versées dans la région de collines et les régions de montagne. Les contributions requièrent une participation des cantons.

Lorsqu’il s’agit de gros investissements, la Confédération peut aider des exploitations individuelles à assumer les frais de construction élevés en accordant des crédits d’investissement remboursables sans intérêts. Ces crédits permettent également de soutenir les mesures écologiques et sociales les plus diverses. Plus de 90 % des crédits sont destinés à la construction de bâtiments ruraux.

### **Crédits d’investissements : davantage de demandes, les volumes de crédits augmentent**

En 2021, les cantons ont accordé 1914 crédits d’investissements, soit un montant total de 337,2 millions de francs. En comparaison, on dénombrait 148 demandes de moins l’année précédente, pour un volume de crédits inférieur de 45,66 millions de francs. Cette hausse reflète l’importance croissante des crédits d’investissement en tant qu’instrument de financement. Des crédits de transition d’une durée maximale de trois ans, appelés « crédits de construction », peuvent en outre être consentis pour des projets collectifs. La somme des crédits de construction accordés s’élève à 10,96 millions de francs.

### **Crédits d’investissements en 2021**

POLITIQUE > AMÉLIORATIONS STRUCTURELLES ET MESURES D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL



Domaine	Nombre de projets	Crédit d'investissement	Part en % sur l'investissement total	dont les volumes d'investissements consentis
	Nombre	1000 fr.	%	1000 fr.
Améliorations foncières Mesures collectives	42	12 531	28,8	43 567
Projets de développement régional (PDR) Mesures collectives	2	1 209	4,3	27 897
Bâtiments ruraux Mesures collectives	105	27 854	28,6	97 428
Bâtiments ruraux Mesures individuelles	1 765	295 607	23,6	1 252 827
<b>Total</b>	<b>1 914</b>	<b>337 201</b>	<b>23,7</b>	<b>1 421 719</b>

Source: OFAG

### Encourager les infrastructures agricoles à l'aide de mesures individuelles

En 2021, les crédits destinés aux mesures individuelles ont été alloués principalement à titre d'aide initiale (env. 87,6 millions de francs) ainsi que pour la construction ou la transformation de maisons d'habitation et de bâtiments d'exploitation (182,4 millions de francs au total). Le montant de l'aide initiale octroyée se situait au même niveau que lors des années précédentes, alors que les crédits d'investissement pour les bâtiments ruraux ont augmenté de 41,9 millions de francs. Les crédits d'investissement individuels sont remboursés en moyenne dans un délai de 13,4 ans et contribuent ainsi à un désendettement rapide des exploitations agricoles.

En soutenant les exploitations agricoles, en plus des objectifs économiques, on vise aussi des objectifs liés à la protection des animaux et de l'environnement. Il s'agit par exemple de l'aménagement de systèmes de stabulation particulièrement respectueux des animaux pour les porcs et la volaille ou de mesures de réduction des émissions de gaz toxiques tels que l'ammoniac. En 2021, 110 projets, en tout, visant à la réalisation d'objectifs écologiques ont été cofinancés, pour un total de 1,46 million.

### Résoudre des problèmes complexes à l'aide de mesures collectives

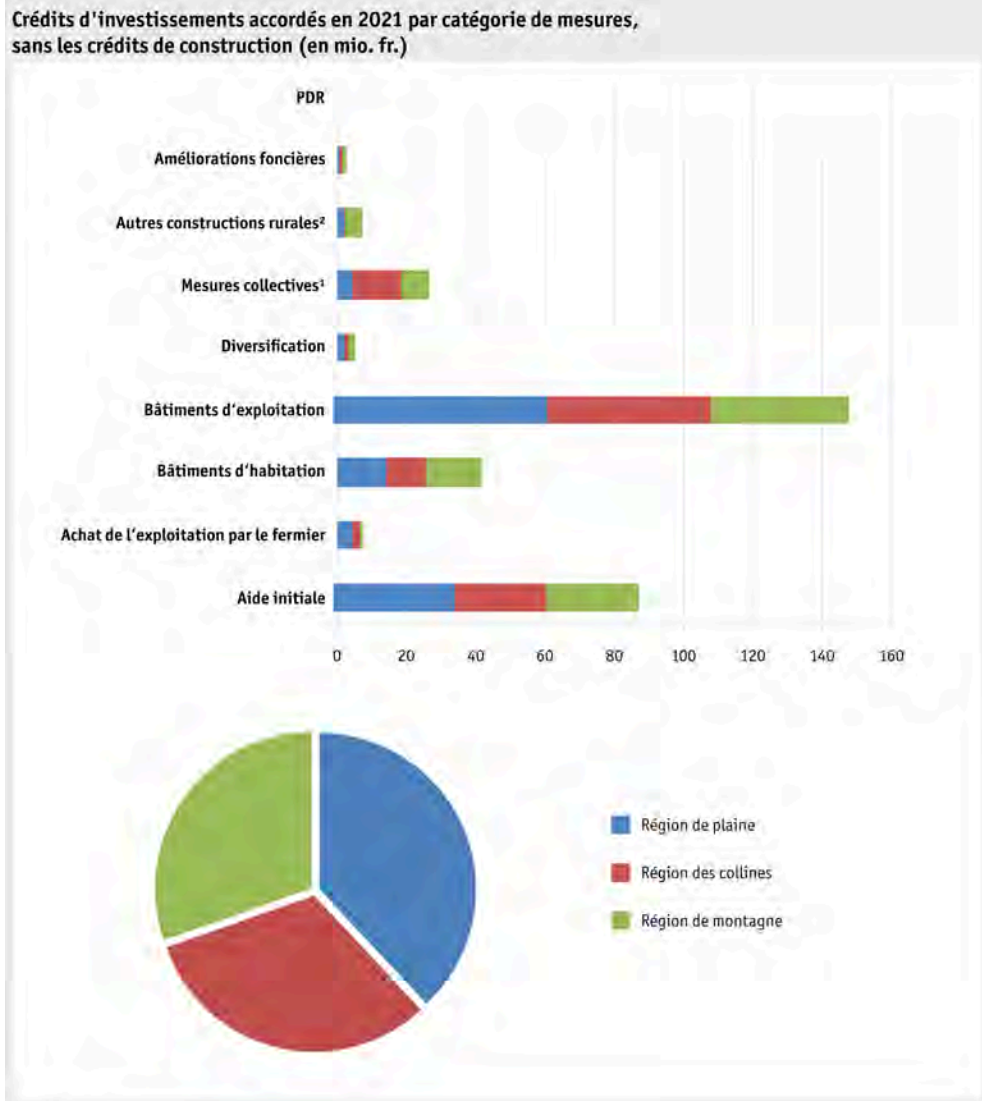
Quant aux crédits alloués pour des mesures collectives, ils ont permis notamment à la Confédération de soutenir la réalisation d'améliorations foncières intégrales, la mise en place d'infrastructures de transport, le raccordement de base à l'eau et à l'électricité et les améliorations foncières, mais aussi les bâtiments et équipements destinés à l'économie laitière ainsi qu'à la transformation, au stockage et à la commercialisation de produits agricoles et l'acquisition collective de véhicules et de machines agricoles.

En 2021, 2,2 millions de francs du fonds fédéral affecté aux crédits d'investissement ont été réalloués au fonds destiné à l'aide aux exploitations. 3,5 millions de francs supplémentaires ont

POLITIQUE > AMÉLIORATIONS STRUCTURELLES ET MESURES D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL



été alloués aux contributions aux améliorations structurelles. Le fonds de roulement pour les crédits d'investissement alimenté depuis 1963 s'élève actuellement à 2,55 milliards de francs.



Source : OFAG

## Contributions pour des projets approuvés, par mesure et par région, 2021

Mesures	Contributions			
	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
1 000 Fr.				
<b>Améliorations foncières</b>				
<b>Améliorations intégrales</b>				
Remaniements parcellaires	1 012	0	358	1 370
Construction de chemins dans le cadre d'améliorations	1 299	955	6 553	8 807
Autres mesures d'infrastructure	513	18	361	892
<b>Total Améliorations intégrales</b>	<b>2 825</b>	<b>973</b>	<b>7 271</b>	<b>11 069</b>
<b>Autres améliorations foncières</b>				
Autres construction de chemins	3 005	3 777	12 237	19 018
Autres installations de transport	0	0	69	69
Mesures concernant le régime hydrique du sol	1 415	1 088	929	3 432
Adductions d'eau	103	2 132	7 011	9 246
Raccordements au réseau électrique	57	20	324	401
Réfection et préservation de différents objets <sup>1</sup>	358	676	2 819	3 852
Documentation	161	21	129	311
Remise en état périodique	1 204	1 438	731	3 373
<b>Total</b>	<b>6 303</b>	<b>9 152</b>	<b>24 249</b>	<b>39 703</b>
<b>Total améliorations foncières</b>	<b>9 127</b>	<b>10 125</b>	<b>31 520</b>	<b>50 772</b>
<b>PDR</b>				
Projets de développement rural	2 382	0	1 082	3 464
<b>Total PDR</b>	<b>2 382</b>	<b>0</b>	<b>1 082</b>	<b>3 464</b>
<b>Bâtiments ruraux</b>				
Bâtiments d'exploitation destinés aux Animaux consommant des l	299	8 154	12 755	21 208
Mesures pour des objectifs environnementaux	1 628	620	218	2 467
Bâtiments d'alpages	0	0	2 314	2 314
Petites entreprises artisanales	0	37	1 950	1 987
Initiative coll. pour réduire les coûts de production	0	0	0	0
Équipements communautaires destinés à la transformation et au stockage de produits agricoles	218	734	1 135	2 087
<b>Total bâtiments ruraux</b>	<b>2 146</b>	<b>9 545</b>	<b>18 371</b>	<b>30 062</b>
<b>Total général</b>	<b>13 655</b>	<b>19 670</b>	<b>50 973</b>	<b>84 298</b>

<sup>1</sup> y compris dommages dus aux intempéries

Source : OFAG

## Contributions engagé aux cantons en 2021

Canton	Améliorations foncières	Projet en faveur du	Bâtiments ruraux	Total des contributions
	Fr.	développement régional Fr.	Fr.	Fr.
ZH	1 949 420	0	496 405	2 445 825
BE	6 937 180	0	4 001 600	10 938 780
LU	2 495 775	0	2 192 389	4 688 164
UR	883 239	0	126 400	1 009 639
SZ	2 217 173	0	865 000	3 082 173
OW	542 980	0	434 185	977 165
NW	263 690	0	573 050	836 740
GL	711 152	0	792 846	1 503 998
ZG	0	0	426 858	426 858
FR	5 174 581	0	3 256 416	8 430 997
SO	1 017 636	0	523 400	1 541 036
BL	1 180 031	81 000	478 982	1 740 013
SH	496 567	0	355 901	852 468
AR	60 480	0	1 146 113	1 206 593
AI	693 556	73 468	312 484	1 079 508
SG	3 815 385	0	2 046 406	5 861 791
GR	8 403 841	1 052 168	3 971 612	13 427 621
AG	1 425 770	0	768 100	2 193 870
TG	1 129 390	0	227 610	1 357 000
TI	1 563 614	163 143	301 208	2 027 965
VD	4 300 017	36 324	1 605 214	5 941 555
VS	2 714 590	789 698	3 113 737	6 618 025
NE	586 697	890 000	1 553 750	3 030 447
GE	0	290 000	0	290 000
JU	2 209 189	88 000	492 180	2 789 369
<b>Total</b>	<b>50 771 953</b>	<b>3 463 801</b>	<b>30 061 846</b>	<b>84 297 600</b>

Source : OFAG



**Crédits d'investissements approuvés par les cantons en 2021**

Canton	Améliorations foncières				Projet en faveur du développement régional				Bâtiments ruraux				Total	
	Mesures collectives		Mesures collectives		Mesures collectives		M. individuelles		M. individuelles					
	Crédits de construction	Crédits d'investissements	Crédits de construction	Crédits d'investis.	Mesures collectives	Crédits d'investissements	Crédits	Crédits	Crédits	Crédits				
	Nombre	fr.	Nombre	fr.	Nombre	fr.	Nombre	fr.	Nombre	fr.	Nombre	fr.	Nombre	fr.
ZH									3	280 000	86	18 458 600	89	18 738 600
BE			1	30 000					17	4 082 363	351	55 153 060	369	59 265 423
LU	8	2 660 000	11	1 132 000					2	191 000	190	29 737 900	211	33 720 900
UR			1	400 000							7	930 000	8	1 330 000
SZ	5	1 839 000							3	438 000	59	8 697 000	67	10 974 000
OW			2	182 000					3	2 004 400	10	1 885 808	15	4 072 208
NW									1	200 700	21	3 593 700	22	3 794 400
GL	1	264 600							3	587 550	7	1 091 495	11	1 943 645
ZG											23	3 654 000	23	3 654 000
FR			3	367 000					10	8 172 000	132	26 323 000	145	34 862 000
SO											61	7 642 400	61	7 642 400
BS											1	240 000	1	240 000
BL											45	6 495 730	45	6 495 730
SH											23	4 278 920	23	4 278 920
AR									1	103 000	71	8 546 100	72	8 649 100
AI									1	38 396	19	2 741 200	20	2 779 596
SG			2	377 300					6	640 000	99	18 482 930	107	19 500 230
GR			1	102 000	1	500 000			3	869 000	121	21 449 650	126	22 920 650
AG	1	800 000							3	1 345 000	106	16 407 500	110	18 552 500
TG									2	84 000	94	17 283 000	96	17 367 000
TI			1	70 000					4	608 290	13	1 712 160	18	2 390 450
VD									28	3 554 194	99	15 466 689	127	19 020 883
VS	2	2 689 200	2	118 200	1	709 000			8	4 176 700	40	9 489 000	53	17 182 100
NE									3	189 500	47	9 899 150	50	10 088 650
GE									2	174 000			2	174 000
JU	1	1 500 000							2	116 200	40	5 948 400	43	7 564 600
<b>Total</b>	<b>18</b>	<b>9 752 800</b>	<b>24</b>	<b>2 778 500</b>	<b>2</b>	<b>1 209 000</b>			<b>105</b>	<b>27 854 293</b>	<b>1 765</b>	<b>295 607 392</b>	<b>1 914</b>	<b>337 201 985</b>

Source : OFAG

**Crédits d'investissements accordés en 2021 par catégorie de mesures (sans les crédits de construction)**

Canton	Mesures individuelles								Mesures collectives				Total
	Aide initiale	Achat de l'exploitation par le fermier	Maisons d'habitation	Bâtiments d'exploitation <sup>1</sup>	Diversification	Divers installations <sup>2</sup>	Petites entreprises artisanales	Installations pour objectifs écologiques	Divers <sup>3</sup>	Energie renouvelable	Amélioration du sol	PDR	
<b>1 000 Fr.</b>													
ZH	3 630	700	1 766	10 372	203	1 447	145	196	280				18 739
BE	17 936	780	9 524	22 935	1 086	827	1 980	86	4 082		30		59 265
LU	7 968	2 480	5 999	12 763	450	8		71	191		1 132		31 061
UR	870			60							400		1 330
SZ	3 000		1 798	3 264		535		100	438				9 135
OW	440		820	626					2 004		182		4 072
NW	1 300		200	2 094					201				3 794
GL			160	913				18	588				1 679
ZG	1 120		550	1 767	200			17					3 654
FR	5 330		2 675	17 479	496	176		167	8 172		367		34 862
SO	3 100		1 245	3 026	83			188					7 642
BS	240												240
BL	2 620		208	3 356	75	200		37					6 496
SH	1 640		461	2 000	178								4 279
AR	3 180		1 617	3 525	181			44	103				8 649
AI	1 290		320	1 131					38				2 780
SG	5 420		2 633	10 421				9	640		377		19 500
GR	7 220		2 385	11 231	210	194	200	9	869		102		22 421
AG	3 820	1 050	2 051	6 669	122	2 455		241	1 345				17 753
TG	6 060	1 880	1 464	6 860	371	527		121	84				17 367
TI	567		72	473	600				608		70		2 390
VD	2 763	300	2 766	7 493	340	46	1 630	129	2 354	1 200			19 021
VS	2 870		736	3 630		530	1 714	9	4 177		118		13 784
NE	2 660		1 089	5 674	200	197	73	6	190				10 089
GE									174				174
JU	2 550	315	843	1 783	448			9	116				6 065
<b>Total</b>	<b>87 594</b>	<b>7 505</b>	<b>41 382</b>	<b>139 545</b>	<b>5 243</b>	<b>7 142</b>	<b>5 742</b>	<b>1 456</b>	<b>26 654</b>	<b>1 200</b>	<b>2 779</b>		<b>326 240</b>

<sup>1</sup> Porcherie, poulailler, bâtiment d'exploitation

<sup>2</sup> Installations pour les cultures spéciales, installations pour la pêche de poissons du pays et pour la pisciculture, installations pour l'horticulture productrice

<sup>3</sup> Achat en commun de machines et de véhicules, prêts pour les organisations d'entraide paysanne, pour les équipements communautaires destinés à la transformation du lait et au stockage des produits, bâtiment d'alpage

Source : OFAG

## Aperçu des crédits d'investissements et des prêts au titre de l'aide aux exploitations

<b>Crédits d'investissements</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
Aide initiale	70 190	78 883	78 389	86 047	87 594
Achat de l'exploitation par le fermier	4 711	4 380	4 184	4 357	7 505
Maisons d'habitation	58 430	47 989	45 025	47 597	41 382
Bâtiments d'exploitation	91 986	94 778	86 244	100 302	139 545
Diversification	5 446	6 907	11 881	6 658	5 243
Horticulture productrice et cultures spéciales <sup>2</sup>	508		1 050	5 656	7 142
Petites entreprises artisanales	3 819	1 593	2 504	3 046	5 742
Installations communautaires destinées à la prod. d'énergie à partir de la biomasse	1 020	1 210	1 156	1 000	1 200
Mesures collectives <sup>3</sup>	24 316	23 790	19 930	17 001	20 964
Bâtiments alpestres	2 787	5 377	2 715	3 111	5 689
Améliorations foncières, sans les crédits de construction	2 809	5 618	2 419	3 490	2 778
Installation pour objectifs écologiques					1 456
PDR, sans crédits de construction		200	1 000	243	0
<b>Total</b>	<b>266 023</b>	<b>270 723</b>	<b>256 497</b>	<b>278 508</b>	<b>326 234</b>

<sup>1</sup> Porcherie, poulailler, bâtiment d'exploitation

<sup>2</sup> Installations pour les cultures spéciales, installations pour la pêche de poissons du pays et pour la pisciculture, installations pour l'horticulture productrice

<sup>3</sup> Achat en commun de machines et de véhicules, prêts pour les organisations d'entraide paysanne, pour les équipements communautaires destinés à la transformation du lait et au stockage des produits, bâtiment d'alpage

Source : OFAG



## Mesures d'accompagnement social

**Les conversions de dettes permettent de soulager financièrement les exploitations agricoles. Lorsque le crédit existant est remplacé par un nouveau prêt à un taux plus faible, la charge des intérêts tombe en partie, mais le prêt doit, lui, tout de même être remboursé. Pour aider les exploitations confrontées à ces difficultés, la Confédération a octroyé l'année dernière plus de 24 millions de francs de prêts au titre de l'aide aux exploitations dans 130 cas.**

La Confédération et les cantons peuvent prêter main forte aux exploitants et exploitantes agricoles sous la forme de prêts sans intérêts, permettant de remplacer un prêt existant ou de simplifier la cessation d'activité de l'exploitation. Pour que l'exploitation puisse bénéficier de cette mesure, il ne faut pas que les difficultés financières qu'elle traverse lui soient imputables. L'aide aux exploitations fonctionne comme une mesure de désendettement individuelle indirecte.

En 2021, la Confédération a accordé des prêts à titre d'aide aux exploitations dans 133 cas pour un montant total de 24,48 millions de francs. Le prêt moyen était de 184 044 francs et a été remboursé dans un délai de 13,9 ans. En comparaison, on dénombrait 109 cas l'année précédente, pour un volume de crédits de 19,7 millions de francs au total.

### Prêts au titre de l'aide aux exploitations 2021

	Nombre	Millions de fr.
Conversion de dettes existantes	89	18,27
Difficultés financières extraordinaires à surmonter	43	6,18
Prêt en cas de cessation d'exploitation	1	0,03
<b>Total</b>	<b>133</b>	<b>24,48</b>

Source : OFAG

En 2021, 2,2 millions de francs du fonds destiné aux aides à l'investissement ont été réalloués au fonds affecté à l'aide aux exploitations. Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle péréquation financière (RPT), la participation cantonale atteint au moins le montant des nouveaux fonds fédéraux. Les nouvelles ressources de la Confédération et des cantons ainsi que les remboursements courants sont utilisés pour octroyer de nouveaux prêts. Le fonds de roulement, qui est alimenté depuis 1963 par des fonds fédéraux et des remboursements, s'élèvent à 233,5 millions de francs, parts cantonales comprises.

### Prêts autorisés par les cantons au titre de l'aide aux exploitations en 2020

Canton	Nombre	Somme Fr.	Par cas Fr.	Durée d'amortissement Années
ZH	9	1 551 000	172 333	13.9
BE	24	5 224 200	217 675	13.9
LU	16	3 743 500	233 969	15.1
UR				
SZ	13	2 811 000	216 231	15.2
OW	1	134 500	134 500	15.0
NW				
GL				
ZG	1	350 000	350 000	17.0
FR	5	474 000	94 800	8.4
SO	5	1 061 913	212 383	17.8
BL	1	160 000	160 000	16.0
SH	8	818 000	102 250	9.5
AR	5	624 600	124 920	11.6
AI				
SG	2	235 000	117 500	14.0
GR	11	1 736 000	157 818	14.7
AG	3	359 000	119 667	11.3
TG	1	100 000	100 000	10.0
TI				
VD	9	1 237 937	137 549	14.7
VS	6	860 000	143 333	11.3
NE	4	960 600	240 150	13.8
GE				
JU	8	1 735 000	216 875	16.3
<b>Total</b>	<b>132</b>	<b>24 176 250</b>		
<b>Moyenne</b>			<b>183 153</b>	<b>13.9</b>

Source : OFAG



## Projets de développement régional fortement diversifiés

**Dans le cadre des améliorations structurelles, l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) soutient depuis 2007 des projets de développement régional (PDR). Avant que les différents projets n'entrent dans la phase de mise en œuvre, les porteurs de projet doivent communiquer des valeurs cibles annuelles pour certains indicateurs. Sur cette base, il est vérifié au cours des six années que dure la phase de mise en œuvre dans quelle mesure les objectifs fixés au début des projets sont atteints.**

### Extension du concept de promotion

L'année dernière, les données de controlling de l'ensemble des PDR achevés et des PDR en cours ont été rassemblées et évaluées dans le but d'améliorer les bases de planification pour de nouveaux projets. Lors de l'introduction de l'instrument que sont les PDR en 2007, il n'existait pas encore d'indicateurs ou de modèles obligatoires pour la collecte de ces données. En 2013 et 2014, un modèle a été développé pour saisir principalement les données relatives au chiffre d'affaires et aux quantités. Pour chaque année de mise en œuvre d'un projet, une valeur cible a été définie pour chaque indicateur. La différence entre la valeur effective et la valeur cible permet de mesurer la réalisation des objectifs. En réponse aux recommandations issues de l'évaluation de l'instrument que sont les PDR en 2017, un reporting uniforme comprenant des indicateurs de controlling obligatoires a été développé. L'évaluation des données de controlling montre qu'il est essentiel de saisir la situation initiale des projets au moyen d'indicateurs afin de mieux cerner les changements induits par les mesures PDR.

Une première évaluation se base sur 19 PDR achevés et 13 en cours de réalisation, qui peuvent à leur tour être répartis en 185 projets partiels. Les projets partiels sans données de controlling (certains projets partiels avant l'introduction du modèle n'avaient pas collecté de données de controlling) et les PDR qui en sont aux deux premières années de mise en œuvre et qui n'ont donc pas encore remis de rapport intermédiaire ne sont pas représentés. D'un point de vue thématique, les projets partiels de tous les PDR peuvent être répartis entre cinq axes différents. Jusqu'à présent, la répartition de la fréquence des axes thématiques était la suivante : production (17 %), transformation (29 %), commercialisation (15 %), création et développement d'une branche d'activité sur l'exploitation agricole (33 %) et autres (6 %) (ill. 1).

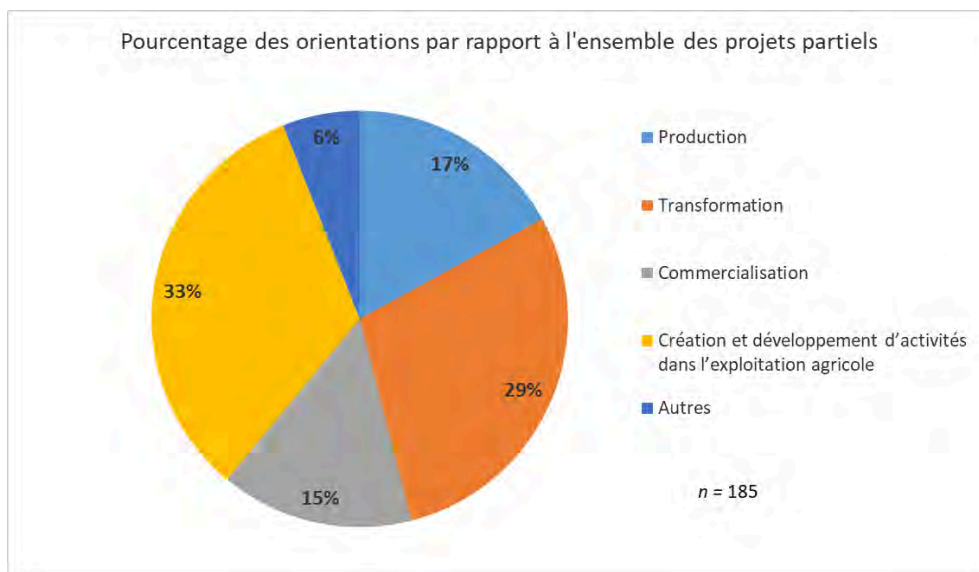


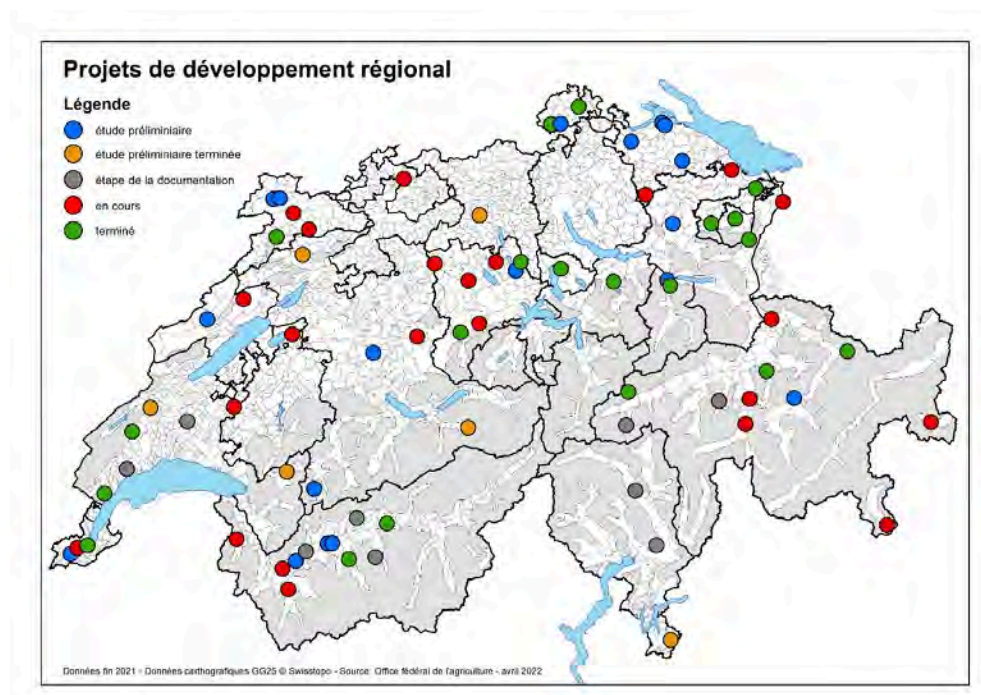
Illustration 1 : Pourcentage des différentes orientations par rapport à l'ensemble des projets partiels des PDR achevés jusqu'en 2021 et en cours de mise en œuvre.

Pour pouvoir faire des déclarations fondées sur les différentes orientations, la base de données est encore trop petite et trop hétérogène. Certaines tendances sont néanmoins déjà décelables. Par exemple, les objectifs de prix fixés (n=28) pour les biens agricoles ont été pleinement atteints. Les objectifs en matière de création d'emplois ont également été majoritairement atteints durant la phase de mise en œuvre. Le nombre de manifestations et d'événements organisés dans les exploitations agricoles a été planifié de manière plutôt trop optimiste.

Grâce aux indicateurs obligatoires et au nombre croissant de projets, la qualité des données s'améliorera au cours des prochaines années. Cela permettra à l'avenir d'évaluer de manière plus approfondie l'impact des PRD et d'optimiser cet instrument si nécessaire.

### Projets en cours

En 2021, les contributions fédérales allouées aux PDR se sont élevées à 3,5 millions de francs. La même année, des contributions fédérales ont été versées pour un montant de 4,1 millions de francs.



### Aperçu des PDR soutenus en 2021 par phase

Phases	Nombre
Étude préliminaire	17
Étude préliminaire achevée	7
Étape de la documentation	11
Projets en cours	20
Projets terminés	19
<b>Total</b>	<b>76</b>

Source : OFAG





## Recherche agronomique

**Les moyens financiers de l'OFAG en faveur de la recherche agronomique complètent les activités d'Agroscope, le centre de compétence de la Confédération pour la recherche agronomique. En 2021, l'OFAG a ainsi soutenu principalement l'Institut de recherche de l'agriculture biologique (FiBL) et 70 projets au total. Trois projets récemment achevés seront présentés plus bas.**

En 2021, près de 87 % des moyens financiers en faveur de la recherche agronomique engagés par l'OFAG ont bénéficié à la promotion de la durabilité et de l'agriculture biologique. Conformément à la décision du Parlement, la contribution annuelle destinée au FiBL a été augmentée pour la deuxième fois consécutive de 2,5 millions de francs. Grâce au nouveau contrat d'aide financière pour les années 2022 à 2025, le FiBL peut fixer de nouvelles priorités dans son travail, par exemple dans la recherche de variétés résistantes, dans la transformation des systèmes alimentaires, dans de nouveaux systèmes d'élevage basés sur les herbages ou dans la gestion de l'innovation et la vulgarisation.

**Moyens financiers de l'OFAG en faveur de la recherche agricole, 2018 à 2021**

**POLITIQUE > RECHERCHE, VULGARISATION, FORMATION PROFESSIONNELLE**


Bénéficiaires	2018 Millions de fr.	2019 Millions de fr.	2020 Millions de fr.	2021 Millions de fr.
<b>Contrats d'aides financières en faveur de la recherche ou de la promotion de la mise en réseau</b>				
FiBL	6,97	6,97	9,47	11,97
Autres	0,11	0,11	0,10	0,10
<b>Contributions pour soutenir les projets de recherche généraux</b>				
Projets nationaux	1,10	1,52	1,77	1,72
Projets internationaux	0,19	0,06	0,17	0,18
<b>Contributions pour la promotion d'une agriculture durable et de l'agriculture biologique</b>				
Projets nationaux	1,65	1,74	1,89	1,52
Projets internationaux	0,74	0,51	-	0,28
<b>Mandats de recherche, appels d'offres</b>				
Projets nationaux	1,07	1,05	1,04	0,25
Projets internationaux	0,03	-	-	-
<b>Total</b>	<b>11,91</b>	<b>11,96</b>	<b>14,44</b>	<b>16,02</b>

Source : OFAG

## Projets de recherche

En 2021, l'OFAG a reçu 60 demandes de projets, dont 25 ont été approuvées.

Durant l'année sous revue, l'OFAG a soutenu 70 projets de recherche d'une durée moyenne de trois à quatre ans. Parmi les projets récemment achevés, trois sont présentés ci-dessous.

Tous les projets de recherche qui ont été ou sont soutenus par l'OFAG sont répertoriés sur le site Web de l'OFAG ainsi que dans le système d'information sur les projets de recherche et d'innovation de l'administration fédérale, ARAMIS.

## Céréales de qualité en situations peu fertiles

### Solutions pour une production de céréales de qualité en situations peu fertiles

## POLITIQUE &gt; RECHERCHE, VULGARISATION, FORMATION PROFESSIONNELLE



Direction / Réalisation	Raphaël Charles, Institut de recherche de l'agriculture biologique FiBL, Département Suisse romande
Partenaires	Agroscope, AGRIDEA
Durée	01.09.2016 – 31.08.2020
Coûts totaux	CHF 1 724 170
Contribution OFAG	CHF 1 242 920
Internet	BioActualités «Cerqual»

**Produire des céréales de qualité malgré des conditions difficiles**

En collaboration avec Agroscope et AGRIDEA, le projet a suivi trois pistes différentes :

- **Système de culture** : les interactions entre le génotype et l'environnement peuvent-elles être utilisées de manière ciblée ?
- **Variétés de céréales alternatives** : quelles sont les caractéristiques agronomiques de l'engrain, de l'amidonnier, de l'épeautre et des mélanges de variétés de blé ? Qu'en est-il de la qualité technique des farines et de leur aptitude à la mouture et à la cuisson, ainsi que de leur qualité nutritionnelle ?
- **Chaînes de création de valeur** : comment les céréales issues de telles productions se prêtent-elles à des chaînes de transformation locales caractérisées par des circuits courts ? Et au grand commerce de détail ?



*Pour savoir quelle espèce ou variété semer, il vaut la peine de s'intéresser au fonctionnement du sol qui détermine autant le rendement du site que la qualité du grain. Droits d'auteur : Raphaël Charles, FiBL*

## Résultats

Un choix approprié de l'espèce et de la variété de céréales, qui tient compte des conditions locales, permet d'augmenter l'efficacité, tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Différents





procédés de transformation et de cuisson, tels que le broyage à la meule, la longue fermentation de la pâte ou la cuisson au four à bois, offrent de nouvelles alternatives en fonction de l'espèce et de la variété de céréales. En outre, le projet a permis de rassembler des connaissances sur les stratégies en matière de culture et de transformation appropriées pour le commerce régional et de gros.



*Entre les variétés modernes de blé et les céréales plus rustiques, il existe des variations agronomiques, technologiques et organoleptiques qui permettent d'élargir l'offre du champ jusqu'à l'assiette. Droits d'auteur : Raphaël Charles, FiBL*

## **Bandes fleuries pour les insectes pollinisateurs**

**Bandes fleuries pour les insectes pollinisateurs – développement de mélanges pluriannuels et optimisation des mélanges existants**

## POLITIQUE &gt; RECHERCHE, VULGARISATION, FORMATION PROFESSIONNELLE



Direction / Réalisation	Hans Ramseier, Stefan Lutter, Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires HAFL
Durée	01.04.2018 – 31.03.2021
Coûts totaux	CHF 203 522
Contribution OFAG	CHF 75 000
Internet	Page du projet HAFL (en allemand)

### Favoriser les abeilles sauvages grâce à de nouveaux mélanges améliorés

Pour les pollinisateurs et les organismes utiles des cultures agricoles, les bandes fleuries et les bandes semées pour organismes utiles sont des sources de nourriture importantes, en particulier pendant le « trou de miellée » en été, lorsque peu de plantes fleurissent. La diversité tant des espèces végétales utilisées dans les mélanges de semences que des groupes d'insectes à favoriser est immense, et les interactions sont complexes.

L'introduction en 2015 du type de surface de promotion de la biodiversité que sont les « bandes fleuries pour pollinisateurs » a fait naître le besoin d'optimiser les mélanges de semences autorisés en termes de propriétés et d'entretien et de développer de nouveaux mélanges. D'ici à 2023, les bandes fleuries rebaptisées « bandes semées pour organismes utiles » seront transférées dans le programme de mesures « Système de production ». L'OFAG tient à mieux connaître l'impact de ces éléments sur les principaux organismes utiles.

### Questions de recherche et méthodes

La composition botanique des mélanges de semences a une influence sur les groupes d'insectes qui sont favorisés. Ce projet visait à développer des mélanges pluriannuels et à optimiser leurs propriétés agronomiques et écologiques.

Le comportement de floraison et l'attractivité pour les insectes pollinisateurs et les organismes utiles ont été évalués dans le cadre d'essais scientifiques en bloc et d'essais comparatifs dans des exploitations, tant pour les mélanges annuels que pour les mélanges pluriannuels.





*Les bandes semées pour organismes utiles favorisent tant les pollinisateurs que les organismes utiles importants pour l'agriculture. Droits d'auteur : Hans Ramseier, HAFL*

## Résultats

Tous les mélanges utilisés favorisent efficacement les groupes de pollinisateurs et d'organismes utiles. Le projet a permis de déterminer quels mélanges favorisent particulièrement quels groupes cibles. Pour les abeilles sauvages menacées ou oligolectiques (dépendantes de quelques espèces végétales, voire d'une seule), il convient d'utiliser des mélanges pluriannuels de semences. Le traitement des mélanges pluriannuels à l'automne de la deuxième année de végétation augmente la diversité des types de mélanges.





*Grâce aux bandes semées pour organismes utiles, le pollen et le nectar sont disponibles même pendant le trou de miellée. Droits d'auteur : Hans Ramseier, HAFL*

## ProYoungStock

### ProYoungStock – Promoting young stock and cow health and welfare by natural feeding systems (Promouvoir la santé et le bien-être des veaux et des vaches grâce à des systèmes d'alimentation naturels)

Direction / Réalisation	Anet Spengler, Anna Bieber, Institut de recherche de l'agriculture biologique FiBL
Partenaires	Six universités et instituts de recherche en Allemagne, Pologne, Suède, Autriche, France et Italie ; fédération slovène d'élevage de la race Holstein
Durée	01.04.2018 – 30.09.2021
Coûts totaux	CHF 1 522 727
Contribution OFAG	CHF 290 200
Internet	ProYoungStock

### Favoriser un développement plus naturel des veaux

Dans la production laitière intensive, les veaux sont séparés de leur mère peu après leur naissance. Cela pose problème du point de vue du bien-être des animaux et peut également entraîner des problèmes de santé si le système immunitaire du jeune animal n'est pas suffisamment bien développé.

L'élevage laitier est un secteur d'activité important de l'agriculture suisse. Les alternatives au système d'élevage traditionnel avec séparation précoce de la vache mère et de son veau apportent une contribution importante au bien-être et à la santé des animaux, ce qui devrait conduire par exemple à une réduction de l'utilisation d'antibiotiques, de vermifuges et d'aliments concentrés. Les connaissances acquises dans le cadre de ce projet ne sont pas seulement utilisables dans l'agriculture biologique.





*Comportement naturel entre une vache et son veau dans le cadre d'un élevage sous la vache. Droits d'auteur : Silvia Ivemeyer, FiBL*

## Questions de recherche et méthodes

Des chercheuses du FiBL ont coordonné le projet en collaboration avec des instituts de recherche de six autres pays européens et la fédération slovène d'élevage Holstein. ProYoungStock a été réalisé dans le cadre du programme ERA-Net CORE Organic Cofund. L'accent était mis sur les questions suivantes :

- Systèmes d'élevage innovants : quelles sont les formes pratiquées dans différents pays ? Comment doivent-elles être évaluées en termes de bien-être animal et de rentabilité ?
- Santé animale : le taux d'anticorps dans le lait peut-il être stimulé par des contacts entre la vache et son veau ou par des compléments fourragers ?
- Alimentation : quelle est l'influence de l'augmentation des quantités de lait sur les veaux d'élevage ou des substances actives végétales dans les systèmes herbagers ?

La recherche s'est concentrée sur les systèmes naturels d'élevage et d'alimentation avant le sevrage des veaux, mais aussi pour les jeunes animaux et les vaches laitières.

## Résultats

Un contact entre la vache et son veau de 6 à 9 heures par jour s'est avéré être le meilleur système en termes de rentabilité, de praticabilité et de bien-être animal. Lors de la séparation et du sevrage progressifs, les animaux doivent s'habituer lentement à la nouvelle situation. Les étapes suivantes sont appropriées :

- réduire progressivement la quantité de lait destinée au veau,
- réduire progressivement le temps de contact entre la vache et le veau,

## POLITIQUE &gt; RECHERCHE, VULGARISATION, FORMATION PROFESSIONNELLE



- exécuter tous les changements à venir (sevrage, séparation, changement d'étable / d'alimentations) de manière aussi décalée dans le temps que possible.

Dans les grands troupeaux, il est en outre judicieux de sevrer les veaux et de les séparer de leur mère en groupe plutôt qu'individuellement.

Les résultats ont été communiqués sous forme de liens Web, de farminaires et de vidéos (résumé allemand).



*Une chercheuse observe le comportement des veaux en contact et sans contact avec leur mère en dehors des heures d'alimentation. Droits d'auteur : Anet Spengler, FiBL*



## Vulgarisation agricole

**En 2021, l'OFAG a conclu de nouveaux contrats avec la centrale de vulgarisation AGRIDEA et avec 9 autres organisations. Ils définissent les modalités concernant le soutien financier, les prestations de services et l'établissement de rapports pour les quatre prochaines années. L'OFAG affecte une partie des fonds à des projets de vulgarisation novateurs, dont deux sont présentés ci-après.**

Le conseil direct auprès des exploitants relève principalement de la responsabilité des cantons et de leurs services de vulgarisation. L'OFAG accorde des aides financières à AGRIDEA, qui seconde les services cantonaux de vulgarisation, ainsi que, dans certains domaines spécifiques, aux services de vulgarisation de plusieurs organisations (cf. Rapport agricole 2021). Durant l'année sous revue, l'OFAG a conclu de nouveaux contrats avec ces dernières et avec AGRIDEA pour la période allant de 2022 à 2025.

À l'automne 2021, le Conseil fédéral a décidé de soumettre l'ordonnance sur la vulgarisation agricole à une révision totale qui est entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2022. Désormais, le soutien apporté aux projets de vulgarisation a sa propre base juridique. Enfin, la Confédération peut financer des études préliminaires pour des projets novateurs.

### Dépenses de la Confédération dans le domaine de la vulgarisation, de 2018 à 2021

Bénéficiaire / Affectation	2018 en millions de fr.	2019 en millions de fr.	2020 en millions de fr.	2021 en millions de fr.
AGRIDEA	8,17	7,87	7,87	8,17
Services de vulgarisation d'organisations agricoles <sup>1</sup>	1,36	1,37	1,38	1,37
Projets de vulgarisation	0,96	1,65	1,11	1,25
Études préliminaires pour des projets novateurs	0,32	0,18	0,31	0,22
<b>Total</b>	<b>10,81</b>	<b>11,07</b>	<b>10,67</b>	<b>11,01</b>

<sup>1</sup> dans les domaines des abeilles, de la volaille, de l'agriculture bio, de l'agriculture alpestre et de montagne, des porcs, des betteraves sucrières et des cultures fourragères Source : comptes d'État

### Projets de vulgarisation

Durant l'année sous revue, 35 demandes de soutien pour des projets de vulgarisation ont été soumises à l'OFAG, qui a octroyé une aide financière à 18 d'entre eux.

1,25 million de francs d'aides a été affecté en 2021 aux 43 projets de vulgarisation mis en œuvre actuellement. Les projets durent de quelques mois à cinq ans au maximum. En 2021, 13 projets sont arrivés à leur terme, parmi lesquels les deux présentés ci-dessous.



L'ensemble des projets en cours ou achevés lors des années précédentes sont répertoriés sur le site Internet de l'OFAG (veuillez prendre connaissance des remarques expliquant comment chercher des projets de vulgarisation en particulier), mais aussi dans ARAMIS, la base de données de la Confédération sur les projets de recherche et d'innovation.

## limiter les pollutions ponctuelles

### Réduire les pertes de produits phytosanitaires provenant de pollutions ponctuelles

Direction	Aldo Rui, Association suisse pour l'équipement technique de l'agriculture ASETA
Durée	De décembre 2017 à juin 2021
Coût total	87 720 francs
Contribution de l'OFAG	72 720 francs
Internet	Site Bonnes pratiques agricoles : limiter les pollutions ponctuelles

#### Réduire les résidus de produits phytosanitaires dans l'eau

Aire d'entreposage des produits phytosanitaires et aires de remplissage et de rinçage des pulvérisateurs : plus de la moitié de tous les résidus de produits phytosanitaires présents dans les eaux de surface proviennent de pollutions ponctuelles. Il est plus facile d'éviter les pertes causées par ces pollutions ponctuelles que celles résultant de pollutions diffuses (p. ex. ruissellement ou dérive lors de l'utilisation).

Ce projet apporte une contribution directe au plan d'action Produits phytosanitaires, qui a pour but d'informer les utilisateurs de ces produits des mesures simples qu'il convient de mettre en œuvre pour éviter les pollutions ponctuelles.

### Objectifs et marche à suivre

Toute personne amenée à utiliser des produits phytosanitaires devrait être sensibilisée à cette problématique et savoir comment éviter les pertes provenant de pollutions ponctuelles. D'une part, les entrepreneurs de travaux agricoles qui ont recours à des produits phytosanitaires doivent absolument faire figure d'exemple et, d'autre part, le personnel des stations de contrôle qui vérifie, tous les trois ans, l'ensemble du matériel, doit recevoir les informations et la formation requises.

Le projet a réuni des experts de l'ASETA, d'AGRIDEA, d'Agroscope, des stations de contrôle et de scienceindustries.

### Mise en œuvre des mesures

Les chefs de projet ont conçu et diffusé des étiquettes autocollantes à apposer sur les pulvérisateurs, des listes de contrôle et des directives. Ils ont par ailleurs émis des conseils sur la faisabilité de l'intégration pratique de ces systèmes d'élimination préservant les ressources environnementales. Toutes les stations de contrôle ont suivi des sessions de formation. Le personnel informe désormais pour sa part l'ensemble des utilisateurs de produits phytosanitaires des mesures permettant d'en assurer l'entreposage correct et d'adopter de bonnes pratiques pour le remplissage et le rinçage des pulvérisateurs.



## Nouveau collectif

### Nouveau collectif pour le maintien du paysage rural

Direction / Réalisation	Karina Liechti, Stephan Schneider, Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage, SL-FP
Durée	De septembre 2019 à septembre 2021
Coût total	64 000 francs
Contribution de l'OFAG	16 000 francs
Internet	Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage, page dédiée au projet (en allemand)

### Entretenir les anciens paysages avec de nouvelles forces

Entretenir le paysage, qu'il s'agisse de rétablir des conduites d'eau traditionnelles ou de défricher un alpage, prend beaucoup de temps. Les forces vives disponibles dans le monde agricole ne peuvent plus faire face à cette charge de travail. Dans le même temps, nombreuses sont les personnes qui, dans la population générale, aspirent à s'engager en faveur de la communauté et à travailler au grand air. De nouvelles formes de coopération et de partenariat peuvent déboucher sur des solutions pérennes, à condition de prendre en compte quelques facteurs essentiels.





*Collectif au travail dans le bisse de Niwärch VS : déblaiement de la prise d'eau. Droits d'auteur : SL-FP*

Le projet montre des approches permettant la réalisation de travaux nécessaires à la collectivité en dépit de la charge de travail élevée à laquelle font face les différentes exploitations. Il peut par ailleurs contribuer à améliorer la compréhension entre le monde agricole et la population non agricole.

### **Objectifs et marche à suivre**

Ce projet portait sur la manière dont de nouveaux collectifs d'acteurs pouvaient être intégrés à bon escient dans l'entretien du paysage. L'accent était mis sur la pérennité de la collaboration.



Pour ce faire, une recherche a été organisée auprès des corporations et des organisations existantes et des entretiens semi-directifs ont été menés avec les personnes impliquées. Il en est ressorti des recommandations pour la pratique.

## Résultats

Dans le cas des corporations existantes, le collectif d'acteurs est constitué d'amis et de personnes apparentées ou d'associations locales. La collaboration avec une organisation intermédiaire ou la création d'une nouvelle corporation constituent également des alternatives pertinentes.

Une collaboration à long terme requiert

- de pouvoir compter sur des personnes pivots comme interlocutrices clés au sein d'une organisation et entre les acteurs impliqués ;
- d'avoir un ancrage local et régional ;
- d'entretenir les relations sociales ;
- d'assurer l'échange de connaissances et la communication ;
- de faire l'expérience du respect mutuel.

Une bonne organisation de l'intervention bénévole, sa mise en œuvre efficace sur place, la sélection des travaux à effectuer et une ambiance empreunte de respect sont des facteurs décisifs en ce sens.

La Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du territoire propose une vue d'ensemble des résultats obtenus sur la page dédiée au projet (en allemand).



*Intervention dans la région du Gantrisch BE : des volontaires défrichent un alpage menacé d'embroussaillage. Droits d'auteur : SL-FP*





## Formation professionnelle

### La formation professionnelle initiale en révision

En avril 2021, le comité d'AgriAliForm<sup>[1]</sup> a validé le modèle de formation sur la base duquel seront établis les différents plans de formation, et ceci pour toutes les professions. Ainsi, le modèle choisi pour l'agriculture est celui d'un CFC<sup>[2]</sup> en trois ans. Il y aura diverses orientations avec possibilité de suivre une seconde voie dans le cadre d'une quatrième année facultative. Dans ce sens, la formation avicole devrait évoluer pour devenir l'une de ces orientations. Le nouveau métier commun aux professionnels du vin, le viticulteur, suivra le même modèle que les agriculteurs. En revanche, les arboriculteurs et les maraîchers continueront à connaître un modèle de formation en 3 ans sans orientation. Malgré cette différence, le fait que toutes les formations CFC soient basées sur une durée de trois ans permet au champ professionnel agricole de continuer à avoir une seule ordonnance de formation.

La seconde partie de l'année 2021 a servi à établir les profils de qualification des quatre futurs CFC. Sur la base de ceux-ci, les plans de formations des professions, respectivement des orientations, seront établis d'ici la fin de l'année 2022. Le comité d'AgriAliForm sera ensuite appelé à trancher sur la validation définitive du modèle de formation ainsi que sur le nombre et le nom des orientations. Par ailleurs, les discussions en vue de l'adaptation des moyens d'enseignement ont commencé afin que les nouveaux supports de cours soient prêts en même temps que l'entrée en vigueur de la révision.

<sup>[1]</sup>L'organisation du monde du travail (OrTra) AgriAliForm s'engage pour la formation initiale et la formation supérieure dans le champ professionnel de l'agriculture et des métiers liés au cheval. <sup>[2]</sup>Certificat fédéral de capacité

### Effectif d'apprentis dans le champ professionnel de l'agriculture à nouveau en hausse

Après un relatif trou connu durant l'année scolaire 2019-2020, l'évolution positive à long terme du nombre d'apprentis dans le champ professionnel de l'agriculture s'est poursuivie. De toute évidence, le domaine reste attractif pour les jeunes. Les professionnels bien formés et motivés constituent le fondement d'une agriculture productive durable et entrepreneuriale. C'est pour cela que s'engage l'OrTra AgriAliForm. Il est à noter que la part des personnes ayant suivi une première formation avant la formation agricole continue à augmenter. Cet élément est naturellement pris en compte lors de la révision de la formation initiale.

### Évolution du nombre d'apprentis dans le champ professionnel de l'agriculture et de ses professions

POLITIQUE > RECHERCHE, VULGARISATION, FORMATION PROFESSIONNELLE



Année scolaire	2014/15	2015/16	2016/17	2017/18	2018/19	2019/20	2020/21	2021/22
Agriculteur/trice	2 797	2 838	2 949	3 045	2 951	2 737	2 958	3 170
Aviculteur/trice	12	15	20	18	13	14	22	17
Maraîcher/ère	82	85	85	85	96	90	118	101
Arboriculteur/trice	42	43	41	44	42	27	33	30
Viticulteur/trice	177	154	179	186	179	149	171	189
Caviste	80	77	75	123	76	60	72	81
<b>Total certificats de capacité CFC</b>	<b>3 190</b>	<b>3 212</b>	<b>3 349</b>	<b>3 501</b>	<b>3 357</b>	<b>3 077</b>	<b>3 374</b>	<b>3 588</b>
<b>Total attestations de formation professionnelle AFP</b>	<b>218</b>	<b>195</b>	<b>216</b>	<b>192</b>	<b>224</b>	<b>165</b>	<b>147</b>	<b>168</b>
<b>Total</b>	<b>3 408</b>	<b>3 407</b>	<b>3 565</b>	<b>3 693</b>	<b>3 581</b>	<b>3 242</b>	<b>3 548</b>	<b>3 756</b>

CFC : Certificat fédéral de capacité AFP : Attestation fédérale de formation professionnelle Source : OrTra AgriAliForm



## Contributions pour la protection des eaux

**La Confédération peut allouer des indemnités pour les mesures prises par l'agriculture en faveur d'une bonne qualité de l'eau. En 2021, les cantons ont mené 27 projets de ce type. La plupart de ces projets visent à réduire la pollution des eaux souterraines par les nitrates.**

### Projets en cours

Lorsque la qualité des eaux ne satisfait pas aux exigences posées, les cantons doivent prendre les mesures nécessaires. Ils délimitent les aires d'alimentation dans lesquelles il faut agir. Les cantons peuvent demander à la Confédération d'indemniser les mesures prises par l'agriculture en allouant des contributions pour la protection des eaux. Ces dernières sont prévues à l'art. 62a de la loi sur la protection des eaux. La plupart des projets lancés sur la base de l'art. 62a vise à réduire la pollution des eaux souterraines par les nitrates. En 2021, 4,6 millions de francs ont été affectés aux mesures prises par l'agriculture.

En 2022, 22 des projets de réduction des apports de nitrates en relation avec l'art. 62a sont encore en cours. Ce nombre est en baisse par rapport à 2021, les projets Baldingen (AG) et Domdidier (FR) ayant été abandonnés.

À Baldingen, l'eau qui s'infiltré met 20 à 30 ans pour rejoindre le captage d'eau potable. Les mesures mises en œuvre depuis 2004 ne sont donc pas encore traduites par une baisse de la teneur en nitrates. Par ailleurs, des problèmes sont apparus avec des métabolites du chlorothalonil. La commune a par conséquent décidé d'abandonner le captage, et donc le projet basé sur l'art. 62a. La fusion de Baldingen avec d'autres communes pour créer la commune de Zurzach a facilité cette décision en offrant de nouvelles possibilités d'approvisionnement en eau.

Les raisons de l'abandon du projet Domdidier, lui aussi basé sur l'art. 62a, sont similaires. Là aussi, les métabolites de chlorothalonil posaient problème et, ici encore, une fusion de communes offrait de nouvelles possibilités d'approvisionnement en eau. Le coût élevé de l'assainissement du captage par rapport à la quantité d'eau obtenue a également joué un rôle.

Les apports de nitrates dans les eaux ne sont pas les seuls à être problématiques, il en va de même pour les apports de phosphore ou de produits phytosanitaires. Pour lutter contre la pollution au phosphore dans les lacs de Baldegg, de Sempach et de Hallwiler, le canton de Lucerne met en œuvre un projet basé sur l'art. 62a. Deux autres projets de ce type visent à réduire la pollution des eaux par des produits phytosanitaires dans le cours d'eau du Boiron de Morges dans le canton de Vaud ainsi que dans La Lienne en Valais.

Des informations de fond sur le programme de protection des eaux selon l'art. 62a de la loi sur la protection des eaux sont disponibles sur le site [www.blw.admin.ch](http://www.blw.admin.ch) > Instruments > Programme d'utilisation durable des ressources naturelles et de protection des eaux > Programme de protection des eaux.



### Projet NitroGäu

Le projet Nitrates Gäu-Olten a bénéficié de 2017 à 2021 de l'encadrement scientifique du projet de recherche NitroGäu. Un des objectifs de ce projet consistait à vérifier l'indice utilisé pour évaluer le potentiel de lessivage des nitrates. Des analyses de la littérature scientifique et des mesures à grande échelle ont été réalisées à cet effet. Leur résultat a permis d'élaborer de nouvelles mesures pour réduire le lessivage des nitrates dans les grandes cultures et dans les cultures maraîchères. Le projet de recherche montre en particulier qu'il est possible d'obtenir une réduction importante du lessivage des nitrates dans les grandes cultures, et notamment dans les cultures maraîchères, si les besoins en engrais spécifiques à chaque parcelle sont pris en compte sur le moment. Les rapports sur le projet sont disponibles sous ce lien. Une partie des mesures recommandées est déjà mise en œuvre dans la suite du projet Nitrates Niederbipp-Gäu-Olten. La révision de l'indice de nitrates suivra.

Informations complémentaires

**Projets en cours en 2021**

Canton	Région, Commune	Durée estimée du projet	Substance	Zone de projet ha	Contributions 2021
		Année			fr.
AG	Baldingen	2004 – 2021	Nitrates	58	39 679
AG	Wohlenschwil	2003 – 2020	Nitrates	62	65 034
BE	Gimmiz	2010 – 2022	Nitrates	180	225 491
BL	Buus	2010 – 2022	Nitrates	220	101 195
FR	Avry-sur-Matran	2000 – 2023	Nitrates	37	21 426
FR	Courgevau	2003 – 2020	Nitrates	38	27 124
FR	Domdidier	2004 – 2021	Nitrates	26	18 017
FR	Lurtigen	2005 – 2022	Nitrates	286	115 713
FR	Torny (Middes)	2001 – 2024	Nitrates	53	17 969
FR	Neyruz	2009 – 2021	Nitrates	8	9 704
FR	Gurmels	2011 – 2022	Nitrates	81	65'546
LU	Sempachersee <sup>1</sup> Baldeggersee <sup>1</sup> Hallwilersee <sup>1</sup>	1999 – 2010 2000 – 2010 2011 – 2019	Phosphore	12 900	1 985 633
NE	Valangin	2008 – 2020	Nitrates	168	74 983
SH	Klettgau	2001 – 2019	Nitrates	520	203 083
SO	Gäu-Olten	2000 – 2020	Nitrates	1 508	617 307
VD	Bofflens	2005 – 2022	Nitrates	112	113 712
VD	Boiron / Morges	2005 – 2022	PPh	2 030	124 229
VD	Bussy-sur-Moudon	2009 – 2021	Nitrates	34	50 244
VD	Curtilles	2009 – 2021	Nitrates	29	19 610
VD	Fey	2016 – 2021	Nitrates	24	26 065
VD	Lucens	2012 – 2024	Nitrates	250	230 542
VD	Morand / Montricher	2002 – 2019	Nitrates	399	253 946
VD	Thierrens	2000 – 2023	Nitrates	16	44 934
VD	Sugnens (Montilliez)	2007 – 2024	Nitrates	16	8 676
VD	Peney-le-Jorat / Villars-Tiercelin	2008 – 2020	Nitrates	28	27 610
VS	La Lienne	2018 – 2023	PPh	1 030	29 662
ZH	Baltenswil	2000 – 2023	Nitrates	124	47 126
<b>Total 2021</b>					<b>4 564 258</b>
<b>Total 2020</b>					<b>4 847 433</b>

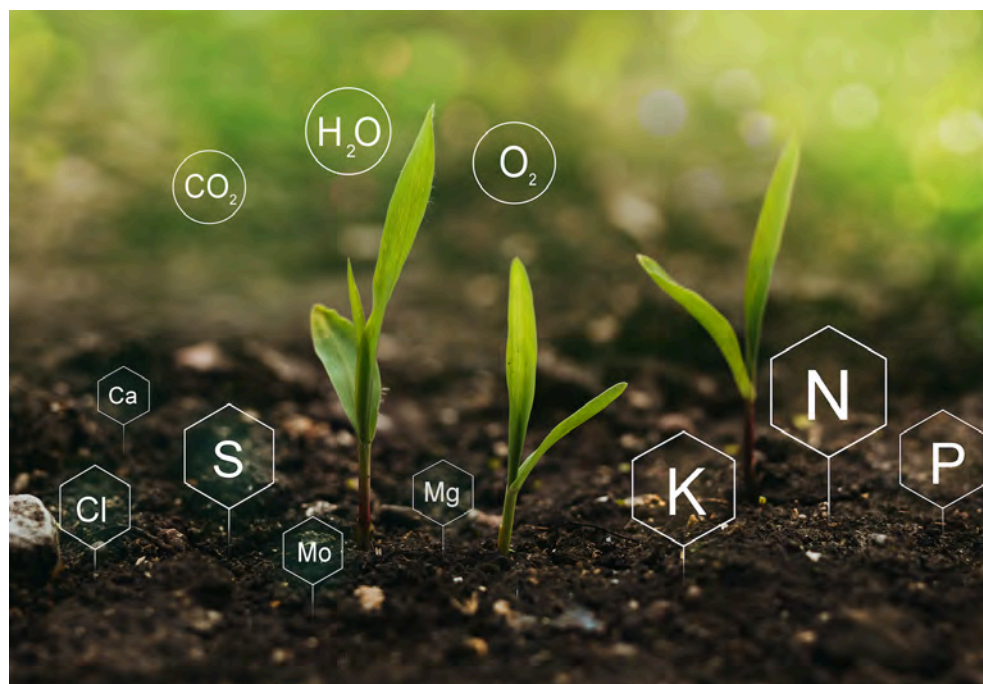
<sup>1</sup> Depuis 2011, les projets concernant les lacs de Baldeg, de Sempach et de Hallwil ont été regroupés en un seul. Celui-ci a été suspendu en 2015, à cause des mesures d'austérité prises par le canton de Lucerne.

Source: OFAG



## Programme d'utilisation durable des ressources

Trois nouveaux projets d'utilisation durable des ressources portant sur les moyens phytosanitaires et l'ammoniac ont débuté en 2021. Dans l'ensemble, le programme a bénéficié d'un soutien à hauteur de 21 millions de francs en 2021. La documentation relative aux projets est librement accessible depuis 2016. Elle donne un aperçu de la situation de départ, des données essentielles, des objectifs et des mesures déjà mises en œuvre ainsi que des résultats du projet.



Des informations de fond sur le programme d'utilisation durable des ressources sont disponibles sous Programme d'utilisation durable des ressources ([admin.ch](http://admin.ch)).

Le programme d'utilisation durable des ressources permet de promouvoir des projets novateurs dans toute la Suisse. Il a pour but d'améliorer à long terme l'utilisation des ressources naturelles dans l'agriculture dans une optique de développement durable. Les innovations techniques, organisationnelles et structurelles sont mises en pratique dans une région ou une filière sous la forme de projets. Ces derniers doivent présenter un effet positif avéré sur les ressources naturelles, telles que les sols, l'eau et l'air, ou sur la biodiversité. Les connaissances et les expériences acquises lors de ces projets seront valorisées pour faire évoluer l'agriculture et la politique agricole dans une perspective de développement durable.

### Projets en cours

En tout, 50 projets étaient en cours à la fin de l'année 2021, dont 24 sont aujourd'hui achevés. Pour l'année 2021, l'évolution concrète a été la suivante: trois projets ont été achevés et trois nouveaux projets ont été lancés. Les nouveaux projets concernent les thèmes de l'air et de la réduction de l'utilisation de produits phytosanitaires.

En 2021, la participation de la Confédération à ces projets s'est élevée à quelque 21,7 millions de francs. Globalement, cette contribution est supérieure de près d'1,8 million de francs à celle



de l'année précédente. Les coûts annuels fluctuent en fonction du nombre de projets en cours et du nombre des activités qu'ils recourent.

Les deux tableaux suivants présentent les dépenses engagées en 2021 par la Confédération pour le programme d'utilisation durable des ressources ainsi que la liste des projets achevés.

### Nouveaux projets

En 2022, un nouveau projet de ressources a été lancé, qui concerne la ressource naturelle qu'est l'air. En mars 2022, une nouvelle demande a par ailleurs été déposée dans le but de réduire le recours aux vermifuges dans les troupeaux de petits ruminants.

### Projets d'utilisation durable des ressources récemment lancés ou en cours d'examen

Désignation du projet	But du projet	Statut
Projet d'utilisation durable des ressources Lait KlimaStaR (BE, LU, SO)	Réduction de l'empreinte GES ainsi que réduction de l'utilisation pour les vaches laitières de produits destinés à l'alimentation humaine (concurrence alimentaire) et de la production de fourrages sur des surfaces arables (concurrence des surfaces)	Lancement en janvier 2022
Qualité des sols et séquestration du carbone organique (GE)	Amélioration de la fertilité des sols grâce à une approche de gestion agro-environnementale axée sur les résultats	Lancement en juillet 2022
ViSo Ticino	Réduction de l'utilisation des PPh et promotion de la biodiversité dans les vignobles tessinois	Lancement en juillet 2022
Projet d'utilisation durable des ressources ORA	Optimisation et réduction des anthelminthiques (ORA) dans les effectifs suisses de petits ruminants	Examen de la demande

Source : OFAG

### Documentation relative aux projets

Grâce à la documentation relative aux projets, il est désormais possible de se faire rapidement une idée d'un projet d'utilisation durable des ressources. Cette documentation a été établie pour tous les projets qui ont débuté à partir de 2016. La situation de départ, les objectifs, les mesures et les données essentielles des projets y sont décrits en quelques pages. Selon l'état d'avancement du projet, la documentation comprend également les résultats intermédiaires et finaux de ce dernier. Elle englobe aussi des photos et des graphiques. La documentation relative aux projets est régulièrement actualisée et complétée ; elle est librement accessible.

La documentation relative aux projets peut être consultée sur le site Internet du programme sous Aperçu des projets (admin.ch).



**Coût du programme de ressources 2021**

Projet	Porteur de projet	Ressource	Durée du projet <sup>1</sup>	Budget du projet		Contributions 2021
				Total	Contribution de la Confédération	
				Année	Millions de fr.	
					Millions de fr.	Fr.
Sol Vaud	Canton de Vaud	Sol	2014-2019 (2021)	26.9	21.2	63 350
AgroCO <sub>2</sub> ncept Flaachtal	Association AgroCO <sub>2</sub> ncept	Gaz à effet de serre	2016 – 2021 (2023)	2.0	1.5	230 877
Punktesystem Klimaschutz IP-Suisse	IP-Suisse	Gaz à effet de serre	2016 – 2021 (2023)	0.8	0.6	35 500
Kometian	Association Kometian	Antibiotiques	2016 – 2021 (2023)	1.5	1.2	306 657
Ressourcenprojekt Leymental	Canton de Bâle-Campagne	PPh	2017 – 2022 (2024)	1.0	0.8	122 291
Berner Pflanzenschutzprojekt	Canton de Berne, Berner Bauern Verband	PPh	2017 – 2022 (2024)	62.7	49.7	9 491 625
Honig- und wildbienenfördernde Landwirtschaft	Canton d'Argovie, Bauernverband Aargau, Verband Aargauischer Bienenzüchtervereine	Biodiversité	2017 – 2022 (2024)	5.3	4.1	672 932
Ackerbau und Biodiversität	HAFI, Station ornithologique, Université de Berne, Agridea	Biodiversité	2017 – 2022 (2024)	1.6	1.3	221 479
Humus	Canton de Soleure, Solothurner Bauernverband	Sol	2017 – 2022 (2024)	5.0	4.0	598 666
Kälbergesundheitsdienst (KGD)	Association Service Sanitaire Veaux	Antibiotiques	2017 – 2022 (2024)	11.1	9.3	1 221 348
Sanierung Staphylokokkus aureus Genotyp B	Canton du Tessin	Antibiotiques	2017 – 2022 (2024)	1.9	1.5	159 612
Retait	Canton de Fribourg	Antibiotiques	2018-2023 (2024)	2.2	1.5	177 034
N-Effizienz	Canton de Zurich, Zürcher Bauernverband	Azote	2018-2023 (2024)	4.6	3.6	258 676
Agriculture et pollinisateurs	Cantons de Vaud, du Jura et de Berne	Biodiversité	2018-2023 (2024)	16.5	13.0	1 753 048
Irrigation	Canton de Vaud	Eau	2018-2023 (2024)	4.7	3.7	450 681
Bodenverbesserung Seeland	Pro Agricultura Seeland	Sol	2019-2024 (2026)	4.1	3.2	170 329
PFLDPF	Cantons de Zurich, de Thurgovie et d'Argovie	PPh	2019-2024 (2026)	5.9	4.5	582 173
Pestired	IP-Suisse, cantons de Soleure, de Genève et de Vaud, Proconseil, AgriVulg	PPh	2019-2024 (2026)	18.1	13.8	1 028 374
AquaSan	Canton de Thurgovie, Verband Thurgauer Landwirtschaft, Vereinigung Thurgauischer Beerenpflanzer	PPh	2019-2024 (2026)	7.7	6.0	600 000
Gesunde Klauen	L'association des pareurs d'onglons, Communauté de travail des éleveurs bovins suisses	Antibiotiques	2019-2024 (2026)	4.5	3.4	417 731
Terres Vivantes	Cantons du Jura, de Berne et de Fribourg, Fondation Rurale Interjurassienne	Sol	2019-2024 (2026)	10.3	8.1	1 223 067
Zielorientierte Biodiversität	Canton de Zurich, Zürcher Bauernverband, Agridea	Biodiversité	2020-2025 (2027)	2.7	2.1	454 323
Förderung gefährdeter Flora in Rebbergen	Cantons de Berne, d'Argovie, de Bâle-Campagne, de Schaffhouse et de Zurich	Biodiversité	2020-2025 (2027)	2.5	1.8	299 516
Agro4estrie	Cantons de Genève, du Jura, de Neuchâtel et de Vaud, Fondation Rurale Interjurassienne, Association Agro4estrie	Gaz à effet de serre	2020-2025 (2027)	8.5	7.0	552 969
ArboPhytoRed	l'Interprofession des Fruits et Légumes du Valais	PPh	2021-2026 (2028)	5.7	4.2	283 621
RésOsem	Canton de Vaud et Valais, Proconseil	PPh	2021-2026(2028)	7.1	5.6	163 031
Ammoniak- und Geruchsemissionen	Konferenz der Landwirtschaftsämter der Schweiz, Umweltschutzämtern der Zentralschweizer Kantone, Luzerner Bäuerinnen- und Bauernverband, Zentralschweizer Bauernbund, commune de Hohenrain	Ammoniac	2021-2026 (2028)	4.9	3.7	142 146
<b>Total 2021</b>						<b>21 681 057</b>
<b>Total 2020</b>						<b>19 926 312</b>

<sup>1</sup> Entre parenthèses : année où finira le contrôle de l'efficacité (soit deux ans après la fin du projet).

Source : OFAG

**Projets d'utilisation durable des ressources terminés**

Projet	Porteur de projet	Ressource	Durée du projet <sup>1</sup>	Contribution de la Confédération, total	
				Année	Fr.
Ammoniak Thurgau	Canton de Thurgovie	Sol	2009 – 2014 (2016)		7 739 585
Ammoniak Luzern	Canton Lucerne	Ammoniac	2009 – 2014 (2016)		18 055 792
Boden Region Basel	Canton de Bâle-Campagne	Sol	2009 – 2014 (2016)		112 242
Smaragdgebiet Oberaargau	Association SMARAGD	Biodiversité	2009 – 2014 (2016)		653 720
Ammoniak Freiburg	Canton de Fribourg	Ammoniac	2009 – 2014 (2016)		3 879 368
Boden / Ammoniak Bern	Canton de Berne	Sol / Ammoniac	2010 – 2015 (2017)		45 358 538
Ammoniak Aargau	Canton d'Argovie	Ammoniac	2010 – 2015 (2017)		5 559 613
Ammoniak Appenzell Ausserrhoden	Canton d'Appenzell Rhodes-extérieures	Ammoniac	2010 – 2015 (2017)		2 543 451
Ammoniak Appenzell Innerrhoden	Canton d'Appenzell Rhodes-intérieures	Ammoniac	2010 – 2015 (2017)		1 344 048
Kanton Solothurn	Canton de Soleure, Solothurnischer Bauernverband	Ammoniac	2010 – 2015 (2017)		2 244 219
Ammoniak Zentralschweiz	Cantons d'Uri, Schwyz, Obwald, Nidwald, Zoug	Ammoniac	2010 – 2015 (2017)		11 055 839
BORES Nachhaltige Sicherstellung der Bodenfruchtbarkeit	Canton de Soleure	Sol	2010 – 2015 (2017)		2 000 300
Ammoniac Vaud	Prométerre, ProConseil Sârl	Ammoniac	2011 – 2016 (2018)		4 071 187
Ammoniac Neuchâtel	Chambre neuchâteloise d'agriculture et de viticulture	Ammoniac	2011 – 2016 (2018)		716 133
Ammoniak Glarus	Canton de Glaris	Ammoniac	2011 – 2016 (2018)		729 034
Ammoniak Graubünden	Canton des Grisons	Ammoniac	2011 – 2016 (2018)		4 060 969
Ackerbegleitflora Schweiz	Cantons Argovie, Baselland, Genève, Grisons, Lucerne, Vaud, Valais et Zurich	Flore adventice des parcelles cultivées	2011 – 2017 (2019)		1 118 617
Ammoniak Schaffhausen	Canton de Schaffhouse	Ammoniac	2012 – 2017 (2019)		890 915
Ammoniak Zürich	Canton de Zurich, Zürcher Bauernverband, Association suisse pour l'équipement technique de l'agriculture	Ammoniac	2012 – 2017 (2019)		13 825 369
Rebbau - EEE Wallis	Association Val Nature Pro	Énergie	2012 – 2017 (2019)		884 696
Ammoniak Basel-Landschaft	Canton de Bâle-Campagne, landwirtschaftliches Zentrum Ebenrain	Ammoniac	2012 – 2017 (2019)		1 026 208
SolAirEau	Canton du Jura, Fondation Rurale Interjurassienne	Sol / Air / Eau	2013 – 2018 (2020)		3 040 012
Vitisol	Association Vitival	Sol	2013 – 2018 (2020)		2 617 539
Sol Vaud	Canton de Vaud	Sol	2014 – 2019 (2021)		12 014 327

<sup>1</sup> Entre parenthèses: année où finira le contrôle de l'efficacité (soit deux ans après la fin du projet).

Source: OFAG

INTERNATIONAL



## Introduction

Sur la période considérée, les activités internationales de la Suisse ont été marquées par plusieurs crises : si l'année dernière les répercussions de la pandémie de Covid-19 accaparaient l'attention internationale, en 2022, tous les regards se sont concentrés sur la guerre en Ukraine et sur les effets toujours plus manifestes du changement climatique. Ces crises qui se télescopent ont parfois de lourdes conséquences pour certaines régions du monde. L'insécurité alimentaire ne cesse de s'aggraver : le nombre de personnes souffrant de la faim ou n'ayant pas les moyens de s'offrir une alimentation équilibrée est en hausse.

L'agriculture et l'industrie agroalimentaire sont également touchées de plein fouet. En temps de crise, la coopération internationale fait à nouveau ses preuves. Le renforcement de la résilience et du développement durable dans l'agriculture et l'industrie agroalimentaire participe aussi du même effort. Très dépendante des importations, la Suisse a tout intérêt à œuvrer au niveau mondial pour accroître la capacité des systèmes alimentaires à encaisser des chocs abrupts, mais aussi à faire face aux évolutions à plus long terme. Les conflits, le changement climatique, la perte de sols, la pénurie d'eau ou la disparition de la biodiversité confrontent l'agriculture et l'industrie agroalimentaire à des défis majeurs, partout dans le monde.

C'est la raison pour laquelle la Suisse a continué, pendant cette période, à s'engager au niveau international, que ce soit dans le cadre de l'ONU ou au sein des forums chargés de faire évoluer les règles du commerce tant multilatérales, bilatérales que régionales.

Sous l'égide de l'ONU, la Suisse a résolument soutenu le déploiement de l'Agenda 2030 et de ses 17 objectifs de développement durable (ODD ; en anglais, Sustainable Development Goals ou SDG). Elle a participé activement aux travaux préparatoires du sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, où elle a par ailleurs été représentée au plus haut niveau. Lors des travaux de suivi du sommet, la Suisse s'est notamment investie au sein des coalitions pour l'agroécologie et pour une alimentation saine et durable.

Par ailleurs, la Suisse a joué de toute son influence dans différents forums, tels que le programme (décennal) pour des systèmes alimentaires durables (SFS) du réseau One Planet, les pourparlers relatifs aux Recommandations politiques du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA ; en anglais Committee on World Food Security) sur le rôle des jeunes dans les systèmes alimentaires ainsi que l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), pour promouvoir la transition vers des systèmes alimentaires durables. Les aliments doivent bien sûr être sains pour la personne qui s'en nourrit, mais leur production et leur consommation doivent répondre aux principes de développement durable et être pertinentes sur le plan nutritionnel.

La Suisse participe largement au développement d'un cadre normatif dans de nombreux autres domaines essentiels, comme celui de la sécurité alimentaire, de l'élevage durable ou du développement durable des régions de montagne et se distingue par son engagement au sein de différents comités de la FAO, dont la Conférence régionale pour l'Europe et en particulier la Commission européenne d'agriculture. La Suisse a participé activement à la première réunion du Sous-Comité de l'élevage de la FAO.

Les questions de résilience et de gestion de crise ont également été déterminantes pour les relations commerciales. Sur fond de crise alimentaire, d'importantes décisions ont pu être adoptées lors de la douzième Conférence ministérielle de l'OMC. Elles font notamment référence à la pertinence d'une agriculture durable et de systèmes alimentaires mondiaux durables. De plus, les membres de l'OMC ont souligné la nécessité de respecter les règles commerciales existantes et les obligations de transparence afin de préserver le bon fonctionnement des marchés internationaux. Les crises qui se prolongent ont confirmé l'urgence absolue pour la Suisse de disposer de règles commerciales claires

## INTERNATIONAL &gt; INTRODUCTION



permettant d'anticiper d'éventuelles restrictions de la part de ses partenaires commerciaux. Le statut de membre de l'OMC, mais aussi les bonnes relations avec l'UE et avec certains partenaires commerciaux privilégiés ont largement contribué, pendant la crise, à assurer l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires et de l'industrie alimentaire en produits alimentaires, sans que des pénuries ne se fassent sentir.



## Transformation des systèmes alimentaires

En 2022, la Suisse a continué à s'engager, au niveau national et international, pour la transition des systèmes alimentaires vers plus de durabilité, en particulier lors des travaux de suivi relatifs au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, à la mise en œuvre de la stratégie 2030 pour le développement durable, à la 50<sup>e</sup> session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale et à la rencontre des ministres de l'agriculture de l'OCDE.

### Qu'est-ce qu'un système alimentaire durable ?

Définition donnée par le groupe d'experts de haut niveau (en anglais High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition ; HLPE) sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) : « A food system gathers all the elements (environment, people, inputs, processes, infrastructures, institutions, etc.) and activities that relate to the production, processing, distribution, preparation and consumption of food and the outputs of these activities, including socio-economic and environmental outcomes » « A sustainable food system (SFS) is a food system that delivers food security and nutrition for all in such a way that the economic, social and environmental bases to generate food security and nutrition for future generations are not compromised ».

### Travaux de suivi en aval du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires

L'OFAG soutient activement les travaux de suivi concrétisant le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021, notamment son « Pôle de coordination sur les systèmes alimentaires » et différentes coalitions.

La coalition pour la transformation des systèmes alimentaires par l'agroécologie ou Coalition Agroécologie compte actuellement 39 pays et 60 organisations membres. Son objectif est d'accélérer la transformation des systèmes alimentaires par des approches agroécologiques (notamment des « feuilles de route nationales »). La Suisse représente la région Europe au sein du groupe de pilotage et en cofinance le secrétariat.

La Suisse est par ailleurs membre de la coalition pour une alimentation saine grâce à des systèmes alimentaires durables. Cette dernière s'attache à soutenir les pays qui s'efforcent de développer des mesures coordonnées en faveur d'une nutrition plus saine et plus durable, notamment en facilitant les échanges d'expériences.

Par ailleurs, en sa qualité de co-directeur du Programme de systèmes alimentaires durables du réseau One planet, l'OFAG travaille en étroite collaboration avec le Pôle de coordination sur les systèmes alimentaires en vue de la première conférence de suivi, qui se tiendra en 2023.

### Mise en œuvre de la Stratégie pour le développement durable (SDD) 2030 – Dialogue citoyen pour une politique alimentaire

À quoi doit ressembler une politique alimentaire pour la Suisse qui, d'ici 2030, mette à la disposition de tous des aliments sains, durables, respectueux des animaux et produits de manière équitable ? C'est la question à laquelle s'attelle le Dialogue citoyen pour la politique alimentaire à l'échelon suisse.

Ce dialogue citoyen pour la politique alimentaire est mené par un groupe de personnes tirées au sort parmi la population résidant en Suisse. Les personnes participantes ont été invitées à approfondir leurs connaissances du système alimentaire suisse par le biais de conférences, de présentations scientifiques et de sorties découvertes. Fortes de ces connaissances, elles



ont ensuite mené des discussions en petits groupes pendant plusieurs semaines, au cours desquelles elles se sont chacune exprimées en leur nom propre. Des recommandations pour la politique alimentaire suisse seront ensuite rédigées sur cette base et transmises au monde politique, aux services de l'administration et aux professionnels lors du Sommet suisse sur les systèmes alimentaires, qui aura lieu le 2 février 2023.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la SDD 2030, l'OFAG ainsi que l'OSAV et l'OFEV apportent leur soutien financier à ce processus.

### **50e session plénière du Comité de la sécurité alimentaire (CSA)**

La 50<sup>e</sup> session plénière du CSA a eu lieu du 10 au 13 octobre 2022. Les recommandations politiques sur la promotion de la participation et l'emploi des jeunes dans l'agriculture et les systèmes alimentaires qui ont fait l'objet d'un processus de négociation conduit par la Suisse ont été adoptées lors de cette session. Ces recommandations politiques ont pour but de contribuer à surmonter le déficit générationnel mondial en termes de relève et peuvent également servir de points de repère pour la Suisse. Par ailleurs, le processus de convergence politique relatif aux outils de collecte des données et d'analyse dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition a été lancé. Les travaux prévus revêtent une grande importance pour la Suisse car ils sont pertinents pour la mise en œuvre de l'indicateur SDD 2.4.1 (Proportion des zones agricoles exploitées de manière productive et durable).

### **Réunion OCDE des Ministres de l'agriculture 2022**

L'OFAG a participé activement aux travaux préparatoires de la réunion OCDE des Ministres de l'agriculture, qui s'est tenue les 3 et 4 novembre 2022 sous la co-présidence du Canada et de la Nouvelle-Zélande. Les ministres des pays membres de l'OCDE ainsi que quelques partenaires clés se sont réunis autour du thème « *Bâtir des systèmes agricoles et alimentaires durables dans un environnement en mutation : défis partagés, solutions transformatrices* ». Après une discussion sur les enjeux partagés, la réunion s'est concentrée sur ce triple défi : 1. « *Assurer la sécurité alimentaire et la nutrition : renforcer l'innovation, promouvoir la productivité* », 2. « *Améliorer les moyens de subsistance : nouvelles opportunités et défis d'ajustement* » et 3. « *Renforcer la durabilité : transformer la production, renforcer la résilience* ». Les ministres ont adopté une déclaration qui contient des solutions transformatrices et définit l'orientation des activités de l'OCDE pour les 5 à 7 prochaines années.





## Développements actuels sur la scène commerciale internationale

**Accroche de la sous-rubrique : L'économie agroalimentaire suisse en tant qu'importatrice nette est tributaire du bon fonctionnement des relations commerciales afin que la population dispose en quantités suffisantes de la nourriture nécessaire. L'OFAG s'engage au sein de différentes organisations internationales pour défendre ces intérêts.**

### Des relations internationales aux prises avec la sécurité alimentaire mondiale

En 2022, les relations internationales ont été dominées par la question de la sécurité alimentaire mondiale. Les marchés ne sont pas parvenus à récupérer complètement de la pandémie mondiale, alors que l'intervention militaire de la Russie en Ukraine plaçait à nouveau les chaînes internationales d'approvisionnement face à des défis majeurs. Pour un pays importateur net de produits agricoles comme la Suisse, des relations commerciales opérantes et résilientes sont primordiales pour l'approvisionnement de la population.

Dans ce contexte de crise, les activités du Conseil international des céréales (CIC), dont fait partie la Suisse, ont été particulièrement importantes. Ce conseil a largement contribué à la transparence du marché en fournissant des informations en temps réel sur l'évolution des prix, les quantités produites et négociables ainsi que les principales mesures des pays exportateurs et importateurs de céréales, de riz, de maïs et d'oléagineux. Il a ainsi considérablement participé au maintien des chaînes internationales d'approvisionnement.

Ces dernières ont également bénéficié d'un autre soutien de poids, celui de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La 12<sup>e</sup> conférence ministérielle ordinaire s'est tenue à Genève en juin 2022, sous la présidence conjointe du Kazakhstan et du Secrétariat de l'OMC. En réponse à la pandémie de COVID-19 et à la crise alimentaire, les ministres ont adopté différentes déclarations de politique commerciale. Dans le domaine de l'agriculture, ils se sont accordés sur deux documents : une déclaration relative au commerce et à la sécurité alimentaire ainsi qu'une décision contraignante sur l'exemption des restrictions à l'exportation pour les achats de produits alimentaires du programme alimentaire mondial. Les ministres y réaffirment notamment l'intérêt de marchés agricoles ouverts et prévisibles pour renforcer la sécurité alimentaire. La mention dans la déclaration ministérielle de l'importance d'une agriculture durable et de systèmes alimentaires mondiaux durables constitue par ailleurs la base permettant d'intégrer ces éléments dans les relations commerciales multilatérales. Au sein de la délégation suisse, l'OFAG continuera à s'engager pour que les revendications des petits importateurs nets de produits agricoles soient prises en compte dans les négociations multilatérales sur l'agriculture.



## Comparaisons internationales

**En 2021, les prix à la production et les prix à la consommation ont été généralement plus élevés en Suisse que dans les trois pays voisins observés que sont l'Allemagne, l'Autriche et la France. Par exemple, les prix payés aux producteurs de pommes de terre à l'étranger ont été les plus bas. En ce qui concerne les prix à la consommation, la viande est en général le produit vendu au plus bas prix à l'étranger. Pour leur part, les consommateurs allemands bénéficient des prix les plus bas pour la majorité des produits. La comparaison se heurte toutefois à la disparité des facteurs d'influence des prix en Suisse et à l'étranger.**

### Facteurs explicatifs des différences de prix

Les prix à la production et à la consommation en Suisse et dans les trois pays voisins (Allemagne, France et Autriche) sont présentés dans cette partie pour divers produits animaux et végétaux. Ils sont influencés par plusieurs facteurs tout au long de la chaîne de création de valeur. Le principal facteur d'influence est le niveau plus ou moins élevé de la protection douanière. De ce premier facteur découle une partie significative des autres facteurs explicatifs suivants: la structure des exploitations, le coût des facteurs de production, ainsi que les structures de transformation et de distribution. Les prescriptions légales et les standards privés influencent également le niveau des prix. Ces facteurs ne sont pas tous identiques pour la Suisse et ses pays voisins. Par ailleurs, la comparaison se heurte à la difficulté de trouver des produits identiques et commercialisés à des stades comparables pour lesquels les données sont disponibles.

### Prix à la production des pommes de terre plus bas à l'étranger

### Différences caractéristiques des produits

Les produits suisses et ceux des trois pays voisins se différencient du point de vue de la qualité, du label, du conditionnement et des prestations de services. Lorsqu'aucun produit comparable n'a été trouvé, aucune indication de prix n'est donnée. Les produits observés sont les suivants: le lait cru, la viande, les œufs, les céréales et oléagineux, les pommes de terre, les fruits et les légumes.

En 2021, les prix à la production en Suisse ont été généralement supérieurs à ceux des pays voisins en raison des facteurs d'influence mentionnés ci-dessus. Pour le lait et la viande, les prix sont relativement homogènes dans les trois pays de l'UE. En ce qui concerne les fruits et les légumes, les différences de prix sont cependant importantes pour quelques produits. Dans les trois pays voisins, le prix du lait à la production s'élève à un peu plus de la moitié du niveau suisse (56 à 60 %). Pour ce qui est de la viande et des œufs, les prix se situent entre 31 et 55 % des prix suisses. Quant aux céréales et oléagineux, le niveau des prix est généralement plus élevé, variant entre 43 et 62 % de celui des prix suisses. Dans les pays voisins, les prix des fruits, des légumes et surtout des pommes de terre sont également inférieurs à ceux observés en Suisse. Les écarts peuvent toutefois être très différents selon le pays et le produit. Les prix à la production de la plupart des sortes de pommes de terre dans les pays voisins se situent entre 27 et 39 % de ceux de la Suisse.



## Prix à la consommation de la viande plus bas dans les pays voisins

### Diversité des produits

La comparaison des prix à la consommation est encore plus difficile que dans le cas des prix à la production, notamment en raison de la plus grande diversité des produits. Des différences de prix peuvent en particulier résulter des facteurs d'influence mentionnés ci-dessus, lesquels sont variables d'un pays à l'autre. Les produits observés sont les suivants: le lait et les produits laitiers, la viande, les œufs, les pommes de terre, les fruits et les légumes.

À l'instar des prix à la production, les prix à la consommation en 2021 ont également été plus élevés en Suisse que dans les pays voisins. Les consommateurs allemands bénéficient des prix les plus bas pour la plupart des produits observés. Le prix du poulet entier en Allemagne se situe ainsi à 52 % du prix suisse, contre 69 % pour l'Autriche. Dans les trois pays voisins, les prix au détail se situent entre 38 et 85 % de ceux de la Suisse pour le lait et les produits laitiers et entre 53 et 93 % pour les légumes.

Les différences de prix entre la Suisse et les trois pays limitrophes analysés sont particulièrement marquées pour la viande. Dans les trois pays voisins, les consommateurs paient ainsi de nombreux morceaux de viande plus de 50 % moins cher qu'en Suisse. Les prix de la plupart des viandes se situent entre 28 et 43 % en dessous de ceux de la Suisse. Quant aux produits laitiers observés, les écarts de prix les plus élevés concernent le beurre en Allemagne et en Autriche, respectivement 38 % et 43 % du prix suisse.



## Prix à la consommation en Suisse et dans les pays voisins 2021

Produits		Ø 2021			
		Allemagne (D)	France (F)	Autriche (A)	Suisse (CH)
<b>Lait et produits laitiers</b>					
Lait entier pasteurisé	fr./l	0.95	0.90	1.14	1.61
Beurre	fr./kg	6.18	8.64	7.00	16.38
Yogourt nature	fr./kg	1.24	2.07	1.98	2.44
Mozzarella	fr./kg	6.32	9.24	7.63	9.81
Emmentaler	fr./kg	7.61	8.11	9.55	17.42
<b>Viande</b>					
Côtelette de porc	fr./kg	7.07	-	8.24	20.90
Tranche de porc (cuisse)	fr./kg	8.84	-	8.79	26.25
Viande hachée de bœuf	fr./kg	8.30	-	7.99	19.25
Entrecôte de bœuf	fr./kg	-	-	22.06	73.53
Tranche de veau (cuisse)	fr./kg	-	-	30.46	71.61
Poulet entier	fr./kg	4.70	-	6.18	9.01
Poitrine de poulet	fr./kg	8.78	-	10.76	31.56
<b>Œufs</b>					
Œufs d'élevage au sol, par 10	cts/œuf	16.84	-	22.93	35.74
<b>Cultures sarclées</b>					
Pommes de terre à chair ferme	fr./kg	0.94	-	1.20	1.80
Pommes de terre à chair farineuse	fr./kg	0.77	1.25	1.27	1.47
Pommes de terre précoces	fr./kg	1.18	-	-	2.10
<b>Fruits</b>					
Pommes de table Golden Delicious cl. I	fr./kg	2.47	2.58	1.85	3.21
Poires de table Conférence cl. I	fr./kg	2.44	2.98	2.25	2.93
<b>Légumes</b>					
Carottes	fr./kg	1.17	1.68	1.25	1.87
Laitue pommée	fr./unité	1.23	1.14	1.01	1.69
Concombre à salade	fr./unité	0.71	1.26	1.08	1.35
Oignons	fr./kg	1.40	1.96	1.06	2.00

Remarque : les chiffres doivent être interprétés avec circonspection, car les produits ne sont pas tout à fait comparables. Les prestations de services incluses dans les produits, notamment, peuvent varier de cas en cas. Pour la présente comparaison de prix, on a par conséquent retenu les produits qui s'y prêtaient le mieux et pour lesquels des données comparables étaient disponibles. Le change des monnaies a été effectué au taux de la Banque nationale suisse (2021: 1.00 Euro  $\pm$  1.08 CHF).

Sources: France (F) : FranceAgriMer, Agreste France, Insee ; Autriche (A) : GfK Austria, Bundesanstalt Statistik Austria, Bundesanstalt für Agrarwirtschaft Österreich ; Allemagne (D) : Agrarmarkt Informations-Gesellschaft mbH (AMI) Deutschland, GfK (D) ; Suisse (CH) : OFAG

Explications relatives aux données :

Lait et produits laitiers: konv. TVA comprise; D (Mozzarella, self service, Emmentaler, avec service, Lait entier pasteurisé: F (Lait UHT demi-écrémé); CH (CH-Emmentaler AOP)

Viande : qualité : Label + AQ (CH), Label + traditionnel (EU) ; couverture: nationale (D, A, CH), France Métropolitaine (F) ; franco magasin ; prix réalisés, TVA comprise

Œufs: élevage au sol; franco magasin; prix réalisés, TVA incluse

Cultures sarclées: données de panels de ménages (CH, D, A), relevés de prix (F); conditionnement 1 – 2,5 kg (D, CH), 5 kg (F), divers (A) ; diverses variétés ; TVA incluse

Fruits, légumes et pommes de terre: D (avec TVA, y c. importations et discounters); CH ( avec TVA, y c. importations en absence de marchandises suisses; sans discounters) D (poires de table cl. I en général) , F et CH (oignons jaunes); A (pommes de table cl. I en général, poires de table cl. I en général), France: les prix d'avril à septembre manquent

## **Editeur**

Office fédéral de l'agriculture OFAG  
CH-3003 Berne  
Tél.: 058 462 25 11  
Internet: [www.rapportagricole.ch](http://www.rapportagricole.ch)  
Copyright: OFAG, Berne 2022

## **Conception**

Panache AG, Berne

## **Diffusion**

OFCL, Vente des publications fédérales, CH-3003 Berne  
[www.publicationsfederales.admin.ch](http://www.publicationsfederales.admin.ch)